



HAL
open science

Des liens aux lieux : penser la relation entre l'habiter et la mobilité dans le monde contemporain

Nathalie Ortar

► **To cite this version:**

Nathalie Ortar. Des liens aux lieux : penser la relation entre l'habiter et la mobilité dans le monde contemporain. Sociologie. Université Lumière Lyon 2, 2016. tel-03720630

HAL Id: tel-03720630

<https://shs.hal.science/tel-03720630>

Submitted on 12 Jul 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Lumière Lyon 2
UFR ANTHROPOLOGIE, SOCIOLOGIE, SCIENCES
POLITIQUES

Des liens aux lieux : penser la relation entre
l'habiter et la mobilité dans le monde contemporain

MÉMOIRE D'HABILITATION À DIRIGER DES RECHERCHES

Nathalie Ortar

Membres du jury d'habilitation

Authier Jean-Yves, Professeur de sociologie, Université Lumière Lyon 2
(garant)

Bonnin Philippe, Directeur de recherche CNRS, LAVUE

Bonvalet Catherine, Directrice de Recherche, Institut National d'Études
Démographiques (rapporteuse)

Bourdin Alain, Professeur émérite, Institut Français d'Urbanisme, Université de
Paris Est Marne la Vallée (rapporteur)

Fijalkow Yankel, Professeur de sciences sociales, École Nationale Supérieure
d'Architecture Paris Val de Seine (rapporteur)

21 Novembre 2016

Remerciements

La rédaction d'un mémoire d'habilitation à diriger des recherches est faite de solitude et de solidarité. À la première on doit imputer les maladresses repérables dans le résultat. La seconde crée un ensemble d'obligations envers ceux sans lesquels il n'aurait pu exister. S'il est impossible de mentionner la totalité des personnes qui ont contribué à divers titres à sa réalisation, l'endettement n'en est pas moins certain.

Je suis profondément redevable envers Jean-Yves Authier pour la qualité de ses conseils et sa patience au cours de la composition de ce mémoire. Les encouragements, la disponibilité lors des demandes de conseil et de relecture d'Élisabeth Anstett, Marie-Luce Gélard et Françoise Lafaye m'ont été précieux tout au long de cet exercice.

Fruit d'un parcours, ce mémoire doit beaucoup à des rencontres qui ont marqué ma réflexion. Que Jacques Brun, Chuck Darrah, Irène Dos Santos, Caroline Dufy, Ronan Hervouet, Annabelle Morel-Brochet, Nicole Mathieu, Blandine Mortain et Cécile Vignal soient ici remerciés pour la qualité de nos échanges au cours du temps.

Le soutien de Patricia Lejoux, l'attention de Marie Lova, la chaleur des rendez-vous du mercredi chez June m'ont aidée à conserver l'énergie nécessaire à la rédaction.

Last but not least, l'insatiable curiosité de mon conjoint et de mes enfants, leur enthousiasme, sont et resteront une source d'inspiration au cours du temps.

Introduction

Mes recherches ont principalement porté sur les liens entre l'habiter et la mobilité spatiale, résidentielle et professionnelle. Dans ce cadre, j'ai exploré différentes formes de multilocalisation résidentielle : la résidence secondaire rurale lors de ma recherche doctorale en France de 1994 à 1998, les datchas en Russie au début des années 2000 et la multilocalisation pour raison professionnelle de 2006 à 2008 dans le cadre d'un contrat de recherche réalisé pour l'ADEME. Ces différentes enquêtes, que j'ai abordé tant au travers des relations sociales tissées dans et par ces lieux que de la matérialité des lieux et des pratiques sociales qui y sont établies, ont été l'occasion de nourrir une analyse du sens du dédoublement des espaces quotidiens pour les individus comme pour leur famille. Les résultats obtenus ont servi de socle à une réflexion sur les modalités d'un habiter dans un monde marqué par l'importance sociale, symbolique et économique du mouvement, ce qui représente l'une des particularités de l'habiter contemporain. D'autres recherches portant sur les modes d'habiter en périurbain menées en France depuis 2004 et aux États-Unis en 2010 sont également venues nourrir cette réflexion. Elles ont été autant d'occasions d'investiguer les choix résidentiels et de les confronter à un quotidien caractérisé par la séparation spatiale des domaines d'activité. Les coûts financier comme temporel induits par la longueur des déplacements influent sur les modes d'habiter et les trajectoires professionnelles.

Ces travaux m'ont conduite à émettre l'hypothèse que la capacité à habiter un seul lieu et l'analyse du logement comme point unique de référence demandent à être dépassés, ce qui implique d'interroger le sens donné au(x) territoire(s) d'appartenance, la capacité à habiter plusieurs lieux et la fonction des différents logements au sein de la famille comme pour soi et donc la place prise par la mobilité dans les modes d'habiter. Les résultats de cette réflexion constituent la thèse centrale de ce mémoire.

D'un point de vue disciplinaire, mes recherches se situent au « frottement » de la sociologie et l'anthropologie pour reprendre une expression de Pierre Bouvier (Bouvier 1997). Je suis ethnologue de formation. Après un DEUG de sociologie et d'ethnologie obtenu à Nice en 1989 mon parcours universitaire s'est inscrit en ethnologie. Lorsque je débute en DEUG, je reviens d'un séjour d'un an passé comme jeune fille au pair aux États-Unis. Une expérience de mise à distance de ma société d'appartenance qui me conduit à questionner nombre d'évidences de la France d'alors. Cette position réflexive participe de l'intérêt que je développe pour l'ethnologie du proche que je découvre alors. Je ne perçois pas à ce moment-là les écueils tant institutionnels qu'épistémologiques de cette démarche mais je fus rapidement décillée lors de l'accueil décerné par Éric de Dampierre lors du séminaire introductif de DEA d'anthropologie de l'Université de Nanterre aux européenistes qu'il qualifiait d'« *ethnologues du fond de leur lit qui regardent le papier fleuri de leur chambre à coucher* ». Le premier écueil est donc institutionnel. Il provient de la « résistance persistante de la discipline à reconnaître la France contemporaine comme un terrain légitime de recherche ethnologique » ce que souligne notamment Susan Carol Rogers (Rogers 2002), comme précédemment Bruno Latour (Latour 1983) pour qui la césure est née d'un grand partage entre sociétés « modernes » et « traditionnelles ». L'ethnologie des sociétés contemporaines et en particulier de la France, est restée en effet pendant longtemps associée aux études rurales et folkloriques. Cela s'est traduit par une absence durable de légitimité (Lenclud 1992). Cette ethnologie du proche s'attache largement à la compréhension des rapports sociaux mis en œuvre dans la création d'un univers ordonné autour de significations collectives, de modes de cohésion sociale et de perceptions de la différence (Gutwirth 2007; Rogers 2002), et donc de la société contemporaine. Elle suit en cela les évolutions de la discipline passée d'un souci d'inventaire, de répertoire de traits ethniques et culturels localisés, à un projet interprétatif de la modernité globale (Macdonald 2008) dans lequel je m'inscris.

Une ethnologie qui, malgré sa place contestée par des ténors de la discipline¹, est néanmoins en pleine expansion lors de mes études et au cours des années qui précéderont mon recrutement comme chargée de recherche. Grâce à la mission du patrimoine, à la collection Ethnologie de la France des éditions de la Maison des sciences de l'homme et aux revues *Terrain* et *Ethnologie française*, elle dispose alors de supports de publication et de financement qui créent un espace intellectuel riche pour qui travaille sur cette aire géographique et dont j'ai bénéficié. C'est donc dans ce contexte que s'effectue ma formation auprès de chercheurs français, un point important car il a influencé ma représentation des disciplines et surtout du travail de l'ethnologue, de ses outils et méthodes d'investigation, comme des limites inhérentes à cette approche.

Une ethnologie également qui s'applique alors à nier ses relations à la sociologie ou, au contraire, à l'instar de ma directrice de thèse Martine Segalen, à estimer qu'il n'existe plus de différence entre les deux disciplines, un positionnement que je ne partage pas. Qu'elle soit considérée par les anthropologues comme une encombrante grande sœur (Kuper 2004) ou une petite sœur (Olivier de Sardan 1995)² les interactions entre les deux disciplines sont depuis leurs débuts importantes. Dans le contexte actuel français et britannique l'essor d'une ethnologie du proche d'une part et l'intérêt développé par la sociologie pour l'ethnographie d'autre part ont contribué à faire bouger les frontières entre les deux disciplines, voire à les brouiller. Si, pour citer Charles Macdonald, « dans cet espace aux contours indécis, qui remet heureusement en question de vieilles barrières disciplinaires, les chercheurs puisent à leur gré dans des boîtes à couleurs communes et peignent chacun leur propre tableau en empruntant aux uns et aux autres » (Macdonald 2008), une approche à laquelle je souscris, la redéfinition des frontières s'est surtout faite

¹ Cf. notamment le numéro de *L'Homme* « Anthropologie état des lieux » (1986).

² Cf. également cette citation d'Olivier Herrenschmidt revendiquant l'héritage d'Éric de Dampierre, fondateur du Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative (LESC) où je fus formée où il affirmait « la vraie sociologie est comparative, et la vraie ethnologie, c'est l'ethnologie » (Herrenschmidt 2010: 7).

aux dépens de l'anthropologie du proche du fait même de la discipline qui a fermé ses portes en ne qualifiant pas les jeunes docteurs au CNU³. La sociologie, discipline ô combien plus active en France, a accueilli en son sein nombre de chercheurs (Fabiani 2014), dont moi-même qui fut recrutée sur un poste de sociologue, participant ainsi de la redéfinition de ses frontières et de l'invisibilisation de l'anthropologie du proche.

Pour qualifier ma sociologie et proposer un modeste pendant « aux anthropologies » de Nicolas Dodier (Dodier 2012), ma réflexion est alors influencée par deux champs de la sociologie, celle de la famille, dont ma directrice de thèse est l'une des représentantes, et la sociologie rurale alors très marquée par les travaux d'Henri Mendras et de Marcel Jollivet, en particulier au laboratoire Dynamiques sociales et recomposition des espaces (LADYSS) que je fréquente. Ces deux domaines de la sociologie s'intéressent alors aux profondes transformations de la société. Mais si la sociologie de la famille œuvre à ce moment-là à de nouveaux chantiers pour suivre les évolutions contemporaines de la famille, la sociologie rurale est en pleine mutation car après avoir assisté à la mort d'un monde, elle peine à renouveler son objet et à trouver sa place face à une réflexion dominante sur les modes de vie urbains. Pour signifier la spécificité des modes de vie ruraux, Nicole Mathieu proposera la création d'un observatoire du rural et de l'urbain auquel je participe. C'est à ces soubresauts que j'assiste, aux remises en question des chercheurs pour s'emparer des changements en cours. Plus qu'une formation strictement disciplinaire, ce que je retiens de la fréquentation du LADYSS à cette époque et de la sociologie en générale c'est sa capacité à remettre en question son appareil conceptuel pour interroger le changement social.

L'hybridation existe aussi dans mes travaux et j'ai été très tôt dans mon cursus doctoral conduite à mettre mes recherches en relation avec celles de sociologues. Si les thématiques abordées dans mon travail de doctorat relèvent

³ Cf. à ce propos l'article d'Olivier Herrenschmidt (Herrenschmidt 2010) sur les critères de sélections de la commission CNU numéro 20.

de l'ethnologie - la parenté, l'analyse des modes de transmission des biens mobiliers et immobiliers, des savoir-faire, l'attention à la matérialité, les rites familiaux et les rituels festifs, le système politique local – mes références sont aussi pour partie sociologiques. Néanmoins, l'usage que je fais alors de la sociologie est le même que celui de travaux d'historiens ou de géographes que j'utilise également : il est contextuel et complémentaire à ceux portant sur l'ethnologie de la France. Au-delà des définitions disciplinaires, l'une des particularités de mon travail doctoral que je poursuivrais par la suite est l'attention accordée au quotidien, au détail, accompagnée par une méfiance pour les typologies réductrices et la volonté de maintenir la matérialité de l'observation au centre de mon écriture, en laissant l'appréhension de schèmes explicatifs plus larges au second plan.

Au cours de mes enquêtes portant sur le périurbain, menées à partir de 2003, certaines de mes questions de recherche, notamment celles liées à l'articulation des sphères famille/travail dans une perspective genrée et à la relation au travail ont relevé de la sociologie. Ces problématiques ressortent lors de l'analyse des matériaux de l'enquête comme étant des éléments clés dont l'investigation ne pouvait être épargnée pour appréhender la particularité de ces installations de jeunes familles. Mon entrée dans la sociologie s'effectue donc lorsque, pour les besoins d'analyse de mon matériau empirique, je me retrouve confrontée à des faits sociaux dont la particularité est de croiser des thématiques de recherche portées par la sociologie, à savoir les réflexions sur la conciliation des temps familiaux et professionnels et les transformations actuelles des modes d'organisation du travail.

Mes enquêtes suivantes abordent l'étude de la mobilité spatiale. Elles s'inscrivent elles aussi en sociologie de même que mes travaux portant sur les trajectoires résidentielles, une thématique qui, dans le contexte français est résolument sociologique et géographique. Il en sera de même pour mes enquêtes suivantes jusqu'au séjour que je réalise aux États-Unis en 2010. La particularité des recherches menées pendant cette période est la nouveauté que représentait

pour moi des objets d'étude relevant de la sociologie et un manque d'interlocuteurs en anthropologie dont les travaux auraient porté sur des thématiques similaires. Le constat répété d'une part du caractère que je percevais comme limitatif des approches théoriques et méthodologiques développées par des sociologues œuvrant dans des champs proches des miens, en particulier la mobilité, et d'autre part de la difficulté à échanger dans le contexte européen autour de ces questions avec des anthropologues, tout comme une insatisfaction quant aux analyses que je produisais m'incita à rechercher de nouveaux interlocuteurs. C'est dans ce but que je contactais Chuck Darrah et Jan English-Lueck du département d'anthropologie de l'université de San José en Californie qui travaillent de façon pionnière en anthropologues sur la place du travail et de la mobilité quotidienne au sein des organisations domestiques.

Si ce séjour fut d'une grande richesse intellectuelle il n'a toutefois pas totalement répondu à mes interrogations en raison notamment d'un partage disciplinaire différent, où la place d'une sociologie très largement quantitative est pratiquement symétriquement inverse à celle de l'anthropologie en France et en Grande-Bretagne (Kuper 2004), l'anthropologie étant là-bas en situation de domination. La légitimité de mon positionnement disciplinaire n'a également jamais été remise en question par mes interlocuteurs lors de mon séjour. Faut-il, comme le suggère André Béteille (Béteille 2007), accepter cette variation du jeu des étiquettes en fonction de la place du locuteur de part et d'autre de l'Atlantique, sans se questionner plus avant sur les reformulations des frontières disciplinaires ? Il me semble que chaque contexte géographique est particulier en raison de ses histoires disciplinaires à l'origine de savoirs singuliers qui continuent d'innover la réalisation de la recherche et la façon dont les disciplines se définissent et produisent de la connaissance sur des objets particuliers. Cela se traduit notamment, pour ce que j'en retiens, par une construction différente des objets théoriques et des modes d'appréhension du

réel⁴. Pour moi, l'usage de la sociologie participe d'un exercice de distanciation lors de l'analyse de faits sociaux relevant du proche grâce à une grille de lecture et de questionnements.

Le besoin de va et vient entre les deux disciplines me semble provenir de la nature même de certains de mes objets d'investigation situés à l'intersection de plusieurs champs de la recherche comme de disciplines. Pour reprendre la définition que donne Olivier Schwartz des faits ethnographiques, je m'intéresse aux propriétés de transversalité « *liées à leur caractère d'intersection entre sphères, dimensions, niveaux d'organisation différents du social* » (Schwartz 2013 [1993]: 378) ce qui me conduit à dépasser les cadres disciplinaires pour appréhender les faits sociaux. Mes recherches qui pourraient le plus participer d'une redéfinition des frontières entre les disciplines sont celles portant sur l'habiter et la mobilité. La réception de mes travaux sur ce thème est intéressante car ces écrits ne sont pas cités par les anthropologues mais par des géographes et des aménageurs principalement et de façon plus marginale par des sociologues. Ce sont aussi les géographes qui m'invitent le plus régulièrement à présenter mes recherches sur ces sujets. Il est vrai que ce sont aussi eux qui travaillent le plus sur ces questions actuellement. Cette invisibilité de mes recherches portant sur l'habiter et la mobilité pour mes collègues anthropologues rend compte de la difficulté à faire coexister des postures de recherche relevant de différents paradigmes en particulier sociologiques⁵. En revanche, mes travaux contribuent sans doute à continuer à faire bouger les frontières de la sociologie et participent de la réflexion sur les liens entre mobilité, logement et travail en cours au sein de cette discipline.

Enfin, je voudrais revenir sur un point lexical : j'indique avoir été formée en ethnologue mais je me définis actuellement comme anthropologue.

⁴ Cf. sur ce point et les modifications du contenu donné aux concepts lors de leur traduction de part et d'autre de l'Atlantique l'ouvrage d'Anne Raulin et Susan Carol Rogers (Raulin & Rogers 2012) *Parallaxes transatlantiques. Vers une anthropologie réciproque*.

⁵ Il en va différemment de la philosophie, de l'histoire contemporaine et de la psychologie comme en témoigne notamment l'ouvrage de Gérard Lenclud (Lenclud 2013), *L'Universalisme ou le Pari de la raison : anthropologie, histoire, psychologie*.

Pourquoi cette évolution de terminologie ? Il est né d'un certain agacement quand, dans des contextes professionnels – réunions ministérielles ou de point d'étape de projets, tables rondes, présentations, etc. -, j'ai été confrontée à maintes reprises à des anthropologues autoproclamés allant parfois jusqu'à m'expliquer mon métier. À l'instar, me semble-t-il, de nombre de mes collègues ayant rencontré des situations similaires, ce constat a participé de la reformulation de mon identité professionnelle, l'évolution lexicale impliquant également une redéfinition du contenu donné au terme en récusant la hiérarchie entre ethnologie et anthropologie.

Ce mémoire est constitué de deux parties. La première partie est à la fois chronologique et thématique. Il m'a en effet paru important de conserver un fil narratif rendant compte de la façon dont certains objets ou centres d'intérêt ont émergé dans mon parcours et ont été intégrés à ma réflexion. En effet, si l'habiter comme la mobilité sont les deux thématiques principales de mes recherches elles ne sauraient s'y réduire. Débuté au tournant des années 1990, mon parcours de recherche m'a conduite à aborder des objets aussi variés que la tournerie sur bois, la fabrique des indicateurs de bruit, les incidences du développement durable et de la transition énergétique sur les pratiques habitantes. Cette diversité est liée à des opportunités de financement pour les premiers objets évoqués et à une évolution de mes problématiques de recherche pour les seconds. La chronologie m'autorise ainsi à dresser un bilan de travaux restés sans suite mais qui ont néanmoins marqué mon parcours. En ce qui concerne la première partie, les deux chapitres liminaires relatent mon activité avant mon recrutement comme chargée de recherche à l'ENTPE. Je traite de mes débuts dans la recherche de 1993 à 1998, avant puis pendant mon doctorat. Dans le deuxième chapitre sont exposés les différents contrats de recherches sur lesquels j'ai eu l'opportunité de travailler jusqu'en 2004. Le chapitre 3 revient sur mes débuts à l'ENTPE lequel s'est traduit par un infléchissement de mes recherches vers la mobilité, mon laboratoire de recrutement étant le Laboratoire d'Économie des Transports, alors qu'en parallèle je co-animais au LADYSS un séminaire de recherche portant sur les modes d'habiter. Les trois chapitres

suivant portent sur mon activité depuis que mon ministère de tutelle, l'équipement, a été intégré à celui du développement durable⁶. J'ai saisi cette refondation ministérielle comme une opportunité pour développer de nouvelles thématiques de recherche en lien avec le périmètre du nouveau portefeuille. La réflexion fut menée sur deux fronts : le développement durable et l'énergie. Le chapitre 4 traite ainsi des travaux produits autour du traitement quotidien du développement durable. Je les ai abordés au travers de l'analyse des pratiques puis de la deuxième vie donnée aux objets. Le chapitre 5 aborde lui les questions spécifiques posées par l'analyse des usages quotidiens de l'énergie. Enfin le 6 développe les interrogations que pose au chercheur l'observation du changement.

La deuxième partie rend compte de ma réflexion sur le rôle et la place des mobilités dans les modes d'habiter. Ce qu'habiter signifie dans le monde contemporain est une préoccupation centrale dans mes recherches depuis mes premiers travaux sur les enjeux familiaux de la résidence secondaire jusqu'à mes recherches récentes sur la place de l'énergie dans les pratiques habitantes. Cette réflexion sur ce qu'habiter veut dire s'articule autour d'une autre préoccupation portant sur la place des mobilités, leur incidence dans le quotidien familial et ce qu'elles modifient dans la relation habitante. Cette progression thématique m'a conduite à interroger la place prise par le travail dans l'habiter au travers des enjeux entourant les organisations familiales tout comme le lien entre travail et mobilité résidentielle et la place des systèmes résidentiels dans la France contemporaine. Dans la perspective de questionner l'analyse du logement comme point unique de référence je me propose de réfléchir aux relations que nous entretenons avec les lieux et aux manières dont se structurent les pratiques habitantes et *in fine* la relation à l'habiter. Ce sont ces aspects qu'abordent donc cette seconde partie où, après une réflexion théorique et méthodologique, sont traités successivement l'enjeu de la mobilité dans les

⁶ Une appellation qui vient d'ailleurs de disparaître au profit de l'environnement, un changement révélateur des politiques actuelles mais que je ne commenterai pas ici.

modes d'habiter périurbains, l'apport de l'analyse des trajectoires résidentielles et la relation habitante des résidents secondaires et des travailleurs mobiles.

Première Partie : de l'habiter au mouvement retour sur mon parcours

Comment parler de ces " choses communes ", comment les traquer plutôt, comment les débusquer, les arracher à la gangue dans laquelle elles restent engluées, comment leur donner un sens, une langue : qu'elles parlent enfin de ce qui est, de ce que nous sommes.

Peut-être s'agit-il de fonder enfin notre propre anthropologie : celle qui parlera de nous, qui ira chercher en nous ce que nous avons si longtemps pillé chez les autres. Non plus l'exotique, mais l'endotique.

Georges Pérec, L'infra-ordinaire, Le Seuil, 1989.

Il est difficile de fixer précisément le commencement d'un itinéraire de recherche tant un parcours s'effectue justement sur la durée et est tout autant le fruit d'étonnements, de questionnements restés sans réponse que d'occasions, de rencontres. Ma thèse en est l'exemple. Mon intérêt pour les résidents secondaires a progressivement émergé au cours de ma formation et au hasard de rencontres et d'expériences professionnelles. En 1989, je m'inscrivis à Nice en ethnologie au retour d'une année passée aux États-Unis, après de premières études en marketing et vente. Je n'envisageais pas particulièrement de poursuivre ma scolarité, mais ma mère, par souci d'équité envers ses enfants, m'offrit une troisième année d'études. Je saisis cette occasion pour revenir à mes premières amours : l'ethnologie, dont je m'étais détournée au sortir du baccalauréat, effrayée par la longueur des études et le peu de perspectives professionnelles. Grâce à une équivalence, j'eus la possibilité de passer le DEUG de sociologie-ethnologie en un an.

Au cours de cette année, Raymond Èches, désireux que ses étudiants soient rapidement confrontés au terrain, nous demanda d'effectuer une enquête

dans les Alpes-Maritimes. En sociologie, lors du cours de statistiques nous avons travaillé sur les chiffres du recensement et je m'étais rendu compte que les villages de la haute vallée de l'Estéron – une vallée relativement difficile d'accès depuis Nice en raison de l'étroitesse des routes – regagnaient des habitants. Intriguée, je décidai de faire porter mon mémoire sur ces nouveaux habitants qui s'avérèrent inexistant, si l'on exceptait un couple de chevriers installé depuis trop peu de temps pour avoir été recensé sur place. Les maires rencontrés m'expliquèrent que les nouveaux venus étaient des résidents secondaires qui se faisaient recenser au village pour que ce dernier puisse continuer à exister politiquement et ne soit pas fusionné avec le bourg local. L'année suivante, je fus embauchée comme agent recenseur à Nice et je pus me rendre compte que les données récoltées étaient faussées par les enquêtés sur deux aspects : la localisation de la résidence principale et la résidence du père dans les couples non mariés bénéficiant de l'allocation parent isolé. La même année, je rencontrai mon conjoint, dont la famille possède une résidence secondaire dans la haute vallée du Var. Moi qui avais été élevée par des amoureux de la montagne avec qui j'en avais sillonné les sentiers depuis ma naissance, je découvrais des gens qui s'y rendaient sans chercher à la parcourir ni même à sortir de l'enceinte du village. Interloquée, je décidai, au regard de mes précédents constats et de cette découverte, qu'il s'agissait d'un fait social méritant d'être étudié. Je réalisai mon mémoire de maîtrise dans une petite commune de onze habitants à l'année, mais qui comptait une centaine de résidents secondaires. Mon approche était monographique, mon modèle étant à l'époque le travail de Laurence Wylie (Wylie 1969) sur un village dans le Vaucluse que nous avait fait découvrir Raymond Êches. Je fus également très influencée par le travail d'Alain Collomp (Collomp 1983) sur les modes de transmission et de recomposition des maisons en Haute-Provence, travail que j'avais consulté sur le conseil de ma directrice de mémoire, Martine Segalen, qui enseignait alors à l'université de Paris X, où je m'étais inscrite. Je procédai alors par entretiens biographiques et observation participante, l'étroitesse du périmètre de l'enquête se prêtant particulièrement à ce mode d'investigation.

L'importance de la parenté et de la préservation d'une autochtonie villageoise, maintenue malgré une émigration vers les villes de la Côte d'Azur, sont les deux aspects principaux qui ressortent de ce mémoire (Ortar 1994).

Pendant mon DEA, Martine Segalen m'offrit la possibilité de participer comme enquêtrice à une recherche menée par Jacques Barou et Patrick Prado sur les Britanniques s'installant dans les zones rurales françaises. Je réalisai l'enquête en Dordogne. Lors de la recherche bibliographique et de la pré-enquête sur le terrain, j'avais remarqué l'importance des clubs et journaux britanniques dans cette région. Je me servis de cette entrée pour rencontrer d'abord les organisateurs de ces clubs et journaux, puis des membres qui eux-mêmes me mirent en contact avec d'autres Britanniques installés en Dordogne. De cette enquête je tirai mon article de DEA⁷ sur le rôle des clubs dans la sociabilité des Britanniques de cette région, article dont Jacques Barou publia par la suite de larges pans sans me citer (Barou & Prado 1995). Ainsi débuta mon parcours de recherche, un peu par hasard même si l'ethnologie m'intéressait depuis que j'avais assistée enfant à une ciné-conférence de Paul-Émile Victor, et guidée par des étonnements reformulés en questions de recherche.

⁷ La formation comportait l'obligation de rendre un article portant soit sur une recherche bibliographique soit sur une recherche menée pendant la période la formation ainsi qu'un projet de recherche.

1 - 1993-1998 Observer la résidence secondaire

Ma thèse porta également sur les résidents secondaires. Trois raisons motivèrent cette décision : la première et la principale fut la certitude de ne pas avoir épuisé le sujet au sortir de ma maîtrise ; la deuxième fut la conviction de l'intérêt social de la secondarité ; la troisième, moins légitime, mais non moins réelle, fut le conseil que me fit Jean-Hugues Lamarche, consulté lors de l'élaboration de la problématique, de ne pas travailler sur cette question, qu'il estimait trop difficile à traiter en raison de la pauvreté de la littérature sur le sujet. Le caractère prétendument irréalisable de ce travail m'apparut comme un défi et me détermina tout à fait à l'entreprendre. Jean-Hugues Lamarche fit amende honorable lors de ma soutenance dont il fut l'un des membres du jury.

Comme pour ma maîtrise, je choisis de m'intéresser à la résidence secondaire hors des hauts lieux et stations touristiques pour analyser le rôle de la parenté. Je choisis de travailler sur deux communes démographiquement plus importantes que lors de ma maîtrise : Chavannes-sur-Suran dans l'Ain et Saint-Martin-d'Entraunes dans les Alpes-Maritimes. Ne bénéficiant pas d'un financement de thèse, le choix de mes terrains d'enquête fut essentiellement dicté par la possibilité d'être logée gratuitement. L'étude se donnait pour but de faire ressortir des similarités et des dissemblances dans des communes ayant connu une histoire migratoire différente. Ainsi, Chavannes, plus riche et distante de seulement seize kilomètres de Bourg-en-Bresse, n'a pas connu un exode rural de l'ampleur de celui des communes montagnardes des Alpes-Maritimes.

J'appliquai le même protocole d'enquête que lors de ma maîtrise. Réalisée sous la direction de Martine Segalen, ma thèse interrogeait la relation à la matérialité des lieux, les pratiques quotidiennes comme la cuisine, le bricolage, la cueillette dans ces lieux, le sens donné à la parenté et à ses modalités de construction, la sociabilité, la construction du politique. Il

s'agissait d'appréhender les modes d'habiter un loisir et un lieu, les fonctions sociales autant qu'économiques de ces espaces, le besoin de dédoubler les scènes du quotidien, notre capacité à développer ou au contraire à conserver des routines, entendues ici comme l'ensemble des gestes et rituels qui structurent notre quotidien sous la forme d'automatismes personnels, et l'adaptation au changement. Cette recherche m'a permis de montrer comment la résidence secondaire relève autant de questionnements autour des ancrages, des racines familiales, de la parenté, que des déplacements, des migrations et des modes d'habiter entre différents lieux.

Mon travail était alors influencé par les travaux réalisés sur Minot par Tina Jolas, Marie-Claude Pingaud, Yvonne Verdier et Françoise Zonabend (Jolas *et al.* 1990; Verdier 1979; Zonabend 1980). Ces anthropologues y détaillent les ressorts symboliques et sociaux des pratiques quotidiennes, les modes d'apprentissage, le rôle de la parenté et les modalités de transmission de la mémoire familiale. Ces travaux m'ont aidée à « voir » mon terrain, à donner sens à mes observations pour appréhender les fonctions de la résidence secondaire. Au total, j'ai réalisé une cinquantaine d'entretiens enregistrés, des dizaines d'entretiens informels et ai effectué plusieurs mois d'observation en toute saison pour le terrain de Chavannes-sur-Suran.

Pendant ma deuxième année de maîtrise, puis lors de mon doctorat, je suivis le séminaire de l'EHESS sur la ruralité, animé par Rolande Bonnain-Dulon, Jacques Cloarec, Françoise Dubost, Martyne Perrot et Martin de la Soudière. Très suivi, le séminaire était un lieu d'échange pluridisciplinaire et de confrontation de travaux sur le monde rural. Les présentations tout comme les débats, toujours animés, m'ouvrirent de nouveaux horizons tant épistémologiques que méthodologiques et me permirent de me construire une solide culture de ruraliste. Quelques mois après mon inscription en thèse, Françoise Dubost commença une recherche sur les résidents secondaires pour le compte de la DATAR et me proposa de réaliser une synthèse de la littérature grise portant sur la question en collaboration avec Nicole Phelouzat. Je fus

maigrement payée en ordres de mission qui me permirent de financer mes terrains d'enquête à Saint-Martin-d'Entraunes, mais la possibilité d'être intégrée au sein d'une équipe de recherche me parut trop belle pour ne pas être saisie. L'expérience fut en fin de compte une demi-déception, car, si je suivis les recherches de l'équipe, en particulier celles de Martyne Perrot et de Martin de la Soudière, je restai en marge des travaux, tout comme Nicole Phelouzat. Par cette expérience, je pris connaissance de la subtile hiérarchie sociale existant au sein du CNRS entre les chargés de recherche, les ingénieurs de recherche et les contractuels en cours d'obtention de leur doctorat.

Toujours pendant ma thèse, Philippe Bonnin et Roselyne de Villanova coordonnèrent des recherches sur la résidence secondaire en France et à l'étranger. Parallèlement à ce programme de recherche, ils animèrent un séminaire auquel je participai puis un colloque dont fut issue l'une des rares publications tirées de ma thèse, qui questionne la terminologie « résidence secondaire » (Ortar 1999). Cette ouverture sur des recherches portant sur des contextes géographiques et sociaux d'une grande diversité alors que j'entamais la phase de rédaction de ma thèse m'aida à mieux appréhender la spécificité de mes terrains d'enquête par rapport à d'autres travaux en cours de réalisation. La confrontation des méthodologies et des disciplines me permit de me familiariser avec des raisonnements sociologiques établis à partir de mêmes objets.

Mon sujet de thèse portait sur le sens donné aux résidences secondaires, les raisons de leur possession, leur fonction au sein de parcours migratoires et les pratiques, rites, rituels qui s'y déroulaient. La résidence secondaire est un objet concret, matériel s'il en est. Comme toute maison, elle est plastique, soumise à des transformations. Elle est aussi remplie d'objets. Je travaillai alors sur la matérialité en m'inspirant des travaux de Kopytoff (Kopytoff 1986) sur les biographies d'objets et de ceux de Christian Bromberger et Denis Chevallier (Bromberger & Chevallier 1999) sur les carrières d'objets. L'objet m'intéressait pour sa valeur d'usage, ce qu'il dit de nous-mêmes, de notre rapport à la consommation, mais, dans le cas de la résidence secondaire, aussi de notre

rapport au temps, au monde, à la matérialité, à notre histoire familiale, à la transmission, tout comme la façon dont nous les faisons vivre pour qu'ils nous aident à vivre. Bref, mon travail portait sur les pratiques associées aux usages, leur matérialité dans le sens que donne de ce mot Daniel Miller (Miller, 1998). Pour Daniel Miller, c'est en étudiant ce que « les hommes font avec les objets » (Miller 1998: 19) que nous pouvons le mieux comprendre comment ils créent des mondes pratiques. C'est une théorie pour nous interroger sur la façon dont les objets nous fabriquent autant que nous les fabriquons. Aussi, ultimement, n'existe-t-il pas de séparation entre les sujets et les objets. Par exemple, fabriquer des voitures conduit à fabriquer une nouvelle version de nous-même. Les effets de cette action sont à la fois positifs, puisqu'il s'agit d'accroître les capacités humaines, et négatifs, puisque la culture matérielle est source d'inégalités. S'appuyant sur les travaux de Georg Simmel (Simmel 2014 [1900]) sur la monnaie, Daniel Miller souligne que, dans tout procédé de création culturelle, l'on ne peut obtenir de bénéfices sans courir le risque qu'ils nous oppressent.

Le terme de « matérialité » (*materiality*) correspond à une volonté affichée de focaliser le regard sur les objets et leurs caractéristiques matérielles, tout en se démarquant d'approches « matérialistes » qui négligent les dimensions sociales du rapport aux artefacts. Malgré, dans un premier temps, un rejet du dualisme matériel/immatériel, Miller le reprend pour affirmer la complémentarité des termes (Miller 2009), le matériel médiatisant les relations à l'immatériel. La matérialité serait alors l'ensemble des propriétés phénoménologiques et matérielles des « choses », un ensemble conçu sous forme de potentiel ou de « possibles », perceptible lors de son utilisation physique et/ou conceptuelle. Cette analyse par les objets permet de les inscrire dans un système plus large qui donne sens à leur usage et à leur consommation, comme l'ont notamment montré Daniel Miller et Sophie Woodward (Miller & Woodward 2012) dans l'ouvrage qu'ils ont dirigé sur la globalisation du port du blue jeans.

La théorie sur la matérialité impose de focaliser le regard sur les objets et leurs caractéristiques matérielles, tout en se démarquant de manière claire d'approches « matérialistes » qui négligent les dimensions sociales du rapport aux artefacts ainsi que les processus de transformation et les relations mises en jeu, les savoir-faire mobilisés. Je m'intéressais donc aussi bien aux techniques mises en œuvre dans la résidence secondaire à travers l'usage d'objets comme cuisiner, réparer, transformer, chasser, cueillir, qu'à la provenance des matériaux utilisés.

À ce titre, je ne rejoins pas Tim Ingold (Ingold 2013 [2007]) lorsqu'il reproche à Daniel Miller de ne pas s'intéresser à la technicité – aux techniques de production et aux matériaux – dans son concept de matérialité. Pour moi, les deux ne sont pas incompatibles. La matérialité a du sens lorsqu'il s'agit d'ethnographier les objets comme porteurs de signes et de symboles. Si les postures du corps m'intéressaient, c'est par leur pouvoir mnésique : usage de la cuisinière à bois, du fer à repasser, de la faux par exemple. L'analyse de la technicité, quant à elle, a du sens lorsqu'il s'agit d'aborder la transformation des maisons et des univers domestiques, les techniques de jardinage. Là encore, toutefois, ce n'est pas la technique *per se* qui retenait mon attention, mais les raisons de sa mise en jeu, de sa transmission auprès de la famille proche. Il s'agissait de savoir en quoi la transmission de techniques culinaires, du travail du bois et de la pierre ou encore celle de la chasse participent de la reproduction d'une identité familiale, si l'on reprend le postulat de François Sigaut (Sigaut 2009) à propos du monde du travail, postulat selon lequel « activité et identité sont inséparables. [Car] l'action technique me socialise, m'identifie, fait de moi tel membre de tel groupe, c'est-à-dire une personne. C'est pourquoi j'y prends toujours du plaisir, même quand les tâches qui me sont affectées sont subalternes, pénibles, répétitives ».

Il s'agissait autant d'aborder en quoi la matérialité de ces maisons participe du « faire famille » et favorise la structuration des réseaux de parenté que d'observer comment la transmission de techniques participe aussi de la

perpétuation de ce faire famille. Dans tous les aspects de la matérialité, je me concentrais donc sur les processus de transmission. En cela, ma recherche fut fortement influencée par les travaux de Geneviève Delbos et Paul Jorion (Delbos & Jorion 1984) sur le rôle du regard et du geste dans l'apprentissage.

L'un des questionnements de ma thèse portant sur le statut patrimonial des biens restaurés, j'approfondis cette question à l'occasion d'une publication sur les modalités de l'habiter le patrimoine (Ortar 2005a). À travers les restaurations réalisées par les résidents secondaires devenus propriétaires de biens laissés vacants (car insuffisamment transformés et donc devenus inutilisables), je montrai qu'habiter le patrimoine consiste à faire coïncider un usage et des goûts contemporains à une architecture prévue pour d'autres fonctions. Le patrimoine ne peut être habité que s'il a été apprivoisé et donc transformé pour servir de lieu de vie selon des standards contemporains. La quête d'une certaine « authenticité » (Babadzan 2001) ne doit pas être dissociée du contexte qui la génère, profondément ancré dans la modernité. C'est bien dans cette contradiction que se débattent tant ceux qui « restaurent » que ceux qui « modernisent » (Dubost 1982)⁸, qu'il s'agisse de l'intérieur de leur maison ou de l'aspect général du village. Les résidents secondaires ont expérimenté le fait que « remettre debout ce qui était tombé, pour le simple fait de le relever, apparaît comme une entreprise formelle, presque vaine, parce qu'elle se passe du contexte historique dans lequel les choses ont été érigées, ainsi que des empilements successifs de sens qui les ont emplies » (Bergue 2000: 116). Toutefois, malgré ces adaptations, habiter à l'ombre d'un monument classé ou dans une maison inscrite au répertoire des bâtiments de France implique de renoncer à une part de ses propres désirs, et c'est aussi pour cela que sa préservation soulève autant de polémiques.

Le dédoublement interroge ainsi l'histoire familiale et individuelle dans la durée, notamment à travers les migrations, le statut social, les loisirs, la

⁸ Même si les contenus plastiques donnés à la restauration et à la modernisation ont évolué depuis l'enquête de Françoise Dubost, la distinction qu'elle opérait reste toujours d'actualité dans les discours.

relation au travail comme au hors-travail et le besoin éprouvé ou pas de séparer les espaces de vie. Dans mes terrains d'enquête, la possession de la résidence secondaire s'inscrit dans des lieux familialement significatifs soit en raison de l'antériorité d'une présence familiale soit parce qu'un premier achat a incité des frères et sœurs à s'installer alentour. Les réseaux amicaux sont également structurants. La recherche d'intimité et le retrait de la vie urbaine sont deux autres puissants moteurs de recherche d'évasion du quotidien. La résidence secondaire procure ainsi une échappatoire à une vie professionnelle dont il devient difficile de contenir les limites, comme le constatent Daniel Williams et Susan Van Patten (Williams & Van Patten 2006) pour les États-Unis et Davina Chaplin (Chaplin 1999) pour les Britanniques, propriétaires en France. La résidence secondaire procure à la fois une scène de retrait par rapport au quotidien et d'autres scènes d'exposition en raison des liens familiaux et de sociabilité, voire de participation à la vie associative et politique, établis sur place (Ortar 1998).

Dans le cadre de publications réalisées par la suite, j'utiliserai surtout mon matériau de thèse en comparaison ou en complément d'autres recherches, que ce soit celles portant sur les datchas ou sur l'habitat rural et périurbain, mais rarement directement.

2 - 1994 à 2004 Entre enseignement, contrats de recherche et autofinancement

Pendant ma thèse puis après l'avoir soutenu et avant l'obtention de mon poste actuel, j'ai eu plusieurs occasions de mener des recherches dans des contextes d'une grande diversité et sur des thématiques tout aussi variées. Je reviens ici sur ces recherches, mais aussi sur les réseaux qui ont participé à ma formation de chercheur et à ma pratique de l'enseignement.

À partir de 1999, j'enseignai beaucoup. Cette année-là, j'eus en effet la possibilité de reprendre les cours qu'une collègue assurait à l'Institut de formation en soins infirmiers (IFSI) à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris. Il s'agissait de cours de socio-anthropologie de la famille, de la religion, de la maladie, de la folie, du corps, sociologie des groupes sociaux, du cycle de vie. La charge de cours était importante, mais l'emploi que j'occupais alors à mi-temps dans le service ressources humaines d'un cabinet de conseil me laissait du temps, y compris pendant mes heures de travail. En septembre 1999, je fus recrutée comme ATER en STAPS à l'université Paul Sabatier à Toulouse. Ma charge de travail consistait essentiellement à assurer un cours de sociologie du sport à des premières années, cours que je répétais cinq fois, dont une fois à Rodez dans une antenne de l'université. Cet enseignement me donna l'occasion d'approfondir mes connaissances en sociologie des loisirs et de découvrir l'histoire du rugby et de la boxe, sports à propos desquels j'assurais un TD. L'année suivante je fus recrutée toujours comme ATER par le département de sociologie de l'université de Nice. J'eus alors en charge la construction d'un cours sur le genre destiné à des premières années. L'enseignement, qui se déclinait en anthropologie et sociologie, était destiné à montrer aux étudiants comment chacune des disciplines traite le genre, afin de rendre explicites les différences disciplinaires. Mon binôme était Claude Gaignebet, un folkloriste,

ce qui m'a laissé toute liberté pour explorer aussi l'anthropologie du genre. J'assurais aussi un TD de statistiques, ce qui me permit pour la première fois de comprendre l'utilité du χ^2 qui m'avait toujours échappé malgré un cours reçu à ce sujet à l'IUT puis à l'université.

À partir de 2002, je recommençai à enseigner dans les IFSI des Alpes-Maritimes où je résidais alors. J'élargis mon offre de cours à la mort, dont celle de l'enfant et du nouveau-né, à l'alimentation, la socialisation de l'enfant et de l'adolescent, la reproduction sociale, la sociologie des organisations, la naissance et la méthodologie d'enquête. Je déclinai mes enseignements en fonction des publics, puisque je m'adressais autant à des futures auxiliaires de puériculture, dont certaines n'avaient pas fait d'études au-delà de la troisième, qu'à des puéricultrices possédant déjà un diplôme d'infirmière. Les attendus chez les étudiants différaient également fortement selon leur parcours, nombre d'entre eux ayant déjà eu une expérience en milieu hospitalier sur laquelle je pouvais m'appuyer. Progressivement, j'en vins à m'occuper du suivi méthodologique des mémoires de fin d'études. En septembre 2003, je commençai également à intervenir à l'École du personnel paramédical des armées de Toulon. L'armée voyait ses missions évoluer et intervenait de plus en plus en lieu et place des ONG auprès des populations civiles lors de conflits. En concertation avec le colonel qui dirigeait l'école, je montai un cours sur l'anthropologie médicale en Afrique, l'anthropologie des violences de masse et l'anthropologie de la guerre. Lorsque j'obtins mon poste de chargée de recherche en septembre 2004, je me mis à intervenir de manière régulière auprès de quatre écoles. J'envisageais alors de démarrer des recherches en anthropologie de la maladie, mais revenons à 1994.

2.1 - 1994-1996 La tournerie sur bois

De fin 1994 à fin 1996, grâce à l'intervention de Martine Segalen, je participai à une recherche sur la patrimonialisation des savoir-faire officiellement placée sous la responsabilité de Geneviève Delbos et officieusement sous celle de Denis Chevallier. Je travaillais en collaboration avec Clémence Chevreau, Arnaud Martin et Nathalie Coffre.

Je fus là encore dédommée en frais de mission. En raison de la proximité géographique de Chavannes-sur-Suran, je choisis comme sujet les tourneurs sur bois jurassiens confrontés à une transformation des modes de production des objets sériels. Traditionnellement, le Jura a accueilli beaucoup de tourneurs sur bois l'été et beaucoup d'ouvriers/artisans l'hiver. La tournerie fut alors l'une des techniques développées. Les tourneurs fabriquaient de petits jouets en bois tels que des toupies, des pièces de damier et d'échiquier, des tirelires, des cuillères de cuisine en bois, des barreaux de chaise, etc. La tournerie va mal au milieu des années 1990. Peu de tourneurs travaillent encore manuellement, et ceux qui n'ont pas fait évoluer leurs modes de production ne sont pas loin de mettre la clé sous la porte. J'assistai aux effets de la globalisation et à l'essor des fabrications chinoises sur des objets simples à imiter. Ceux qui cherchaient à survivre transformaient et diversifiaient leur activité vers le jouet en bois de luxe ou la fabrication de meubles, quand ils ne se tournaient pas vers la plasturgie florissante dans cette région. C'était aussi l'arrivée de la fabrication assistée par ordinateur dans les usines. Je découvris cette activité entre artisanat et industrie grâce aux chambres de commerce et de l'industrie et au musée du jouet de Moirans-en-Montagne. Grâce à ces premiers interlocuteurs, je nouai des contacts avec des industriels et des artisans qui me permirent de découvrir la richesse de cette filière. Fille d'artisan, je comprenais les contraintes économiques de ces activités, à défaut de posséder les connaissances techniques. Je profitais également de la solide formation en anthropologie des techniques, transmise par Paul Raybaut à Nice. Les rencontres furent aisées, les artisans étaient désireux de partager leurs

inquiétudes sur l'avenir, tandis que les petits industriels étaient fiers de me faire découvrir leurs installations, bien qu'ils fussent également inquiets de l'arrivée de la Chine sur les marchés.

Tim Ingold (Ingold 2010) indique que « dans l'histoire de la technicité humaine qui va de l'outil manuel à la machine, la transition ne va pas du simple au compliqué, mais est plutôt équivalente au déplacement du producteur, en tant que personne, du centre vers la périphérie ». Avec les tourneurs sur bois, j'assistais au passage de la gouge « maniée » à la machine-outil programmée informatiquement. À ce stade, il n'y avait pas perte de savoir-faire, mais acquisition de nouvelles connaissances permettant d'intégrer la palette plus large des possibilités de réalisation de la machine par rapport à l'action humaine. Nous observions la transposition directe d'une technique en sa mécanisation. L'action de l'homme était remplacée par la machine qui exécutait simplement plus vite et de façon plus complexe les mêmes actions avec les mêmes outils puisqu'il s'agissait d'une gouge dans un cas comme dans l'autre.

De cette plongée dans ce microcosme industriel, je retirai un approfondissement de mes connaissances sur les gestes techniques, une sensibilisation à la nécessité d'intégrer dans l'analyse un contexte économique et social global pour appréhender des évolutions locales. L'enquête ne débouche pas sur la patrimonialisation de ces procédés techniques. En effet, si certaines des productions issues de la tournerie faisaient ou allaient faire l'objet d'une patrimonialisation, comme la pipe, la boutonnerie ou le jouet, la tournerie en elle-même ne fut pas patrimonialisée et j'étais alors insuffisamment armée pour analyser tout l'intérêt de ce constat. Cette recherche constitua également pour moi une première approche de l'analyse de faits sociaux appréhendés au cours d'une crise autant économique que technologique.

2.2 - Gis-socio économie de l'habitat

Parallèlement à ces activités je poursuis mes recherches sur l'habiter qui s'inscrivent d'une part dans le contexte de fort renouvellement qu'ont connu les recherches sur l'habiter en général et d'autre part dans le contexte des questionnements portant sur le rapport à l'espace et aux lieux qui se structure au cours des années 1980. D'un point de vue institutionnel et en lien avec la transformation de la commande publique, c'est la création du GIS Socio-économie de l'habitat en 1991 à l'initiative du plan construction architecture qui relance en France les débats. Cela a lieu sous l'effet des transformations du marché du logement, qui s'ouvre à plus de choix⁹. Je commence moi-même à participer aux travaux du GIS à la fin des années 1990. Le plan finance également de nombreuses recherches qui seront synthétisées dans l'ouvrage collectif *Logement et habitat, l'état des savoirs* (Segaud, Bonvalet & Brun 1998). Dans un deuxième temps, cela donnera lieu à un croisement des approches et des disciplines, auquel se consacre le *Dictionnaire du logement et de l'habitat* (Segaud, Brun & Driant 2002).

C'est dans ce contexte que je commençai à suivre les travaux du GIS. Ce réseau offre une plate-forme de rencontre et d'échange. Lors de ma thèse, il était animé par Jacques Brun, qui était alors membre du LADYSS un laboratoire de recherche dont je me rapprochai de plus en plus en raison de ses thématiques proches de celles de mes recherches, mais aussi en raison de la réflexion autour de l'habitat menée par Jacques Brun, Martine Berger et Nicole Mathieu. Je suivis l'atelier animé par Philippe Bonnin, Jean-Michel Léger et Roselyne de Villanova autour d'une socio-anthropologie de l'habitat et de l'architecture de 1999 à 2003 puis, en lien avec l'évolution de mes travaux, de l'atelier périurbain animé par Lionel Rougé et Martine Berger, auquel je participai comme intervenante à plusieurs reprises et comme organisatrice de journées d'études. Cet atelier particulièrement vivant fut l'occasion de nouer des relations étroites

⁹ Pour une présentation historique de cette évolution cf. Authier *et al.* (Authier *et al.* 2010).

avec des géographes travaillant autour de l'habiter périurbain, comme Laurent Cailly, Rodolphe Dodier et Marie-Christine Jaillet.

Depuis 2011, témoignant une nouvelle fois de l'évolution de mes thématiques de recherche, mais aussi de la capacité du Rehal à se renouveler, je fais partie de l'atelier Développement durable et « acceptabilité sociale » animé par Jérôme Boissonade. J'ai organisé dans ce cadre en 2013 une journée d'étude intitulée « Innovations et comportements » appelant à un questionnement critique de la vision techniciste du développement durable qui se propage dans de nombreuses instances, dont mon ministère de tutelle au travers du Centre scientifique et technique du bâtiment, qui édicte les normes de construction.

Je participe également aux journées Jeunes chercheurs, en 2005 comme jeune chercheur, puis comme membre du comité scientifique en 2007 et enfin comme coorganisatrice en 2012. De cette journée est issu un ouvrage (Belmessous *et al.* 2014) qui s'attache à mettre en évidence les divers points de contact du logement et du politique. Bien que de première nécessité, le logement fait l'objet, depuis la fin du XIX^e siècle, d'une intervention publique visant à corriger les déséquilibres du marché. Devenu le premier poste des dépenses des ménages, l'élément le plus important de leur patrimoine, mais aussi l'un des principaux marqueurs des inégalités sociales (Bugeja-Bloch 2013), le logement constitue un enjeu incontournable pour les politiques publiques, enjeu régulièrement réactualisé car la situation du logement est, de façon récurrente, décrite sous l'angle de la « crise » (Fourcaut & Voldman 2013). Parallèlement, l'action publique s'est recomposée. Le passage progressif, maintes fois décrit, mais qu'il faudrait nuancer, de l'État fordiste, planificateur et producteur, à l'État régulateur et incitatif, s'accompagne d'un changement d'échelle au profit des collectivités locales. Dans le même temps, la place prise par les incitations fiscales d'une part – sur lesquelles les pouvoirs locaux n'ont pas ou peu de prise – et par l'établissement de normes et de catégories d'autre part – pouvant résulter, elles, de formes diverses de coproduction – sont des signes du maintien du rôle de l'État, en dépit de son désengagement des aides à la pierre et du

financement du logement social. Ce constat, propre au cas français, caractérisé par l'importance de l'État central, est à décliner selon les contextes nationaux présents dans les différents textes (Chine, Irlande, Mexique, Pologne). Toutefois, on retrouve à chaque fois cette prégnance du politique.

Le discours et les objectifs affichés ont en partie suivi ces évolutions, mais il serait réducteur de les ramener uniquement à un tournant néolibéral. L'ambition techniciste de modernisation de l'habitat, qui doublait le projet bâtisseur des Trente Glorieuses et qui semble s'être diluée dans le rafistolage des défaillances du marché, subsiste néanmoins à bien des égards sous d'autres habits, comme ceux des nouvelles normes de construction basse consommation et de l'essor de la domotique. Le volet social de cette modernisation s'énonce dans de multiples lieux, comme les écoquartiers, et parfois en dehors des pouvoirs publics comme dans le cas de l'habitat participatif. Les mots d'ordre successifs de la politique du logement en France présentent une certaine constance, mais également des contradictions vivaces, s'articulant notamment autour de la tension entre l'injonction du *tous propriétaires* et celle du *tous logés*, et des ambivalences du droit au logement.

Les contributions recueillies dans l'ouvrage issu du colloque portent moins sur l'analyse de l'action politique en tant que telle que sur son articulation avec les populations, les dynamiques locales et la transformation du bâti. La recherche urbaine et la recherche sur le logement, elles-mêmes longtemps prises dans des rapports ambivalents avec la commande publique (Amiot 1986), ont souvent porté le regard sur la confrontation entre les dispositifs publics et leur appropriation (ou non-appropriation), sur le lien entre politiques et habitants. De ce point de vue, les travaux présentés offrent une continuité certaine et la question posée par le titre de l'ouvrage sur l'actualité du couple logement/politique, qui interpelle également la recherche, appelle à un renouveau des travaux par-delà la diversité des méthodes et des objets.

Le fait de s'intéresser moins à la mise en œuvre d'une politique qu'à ses effets ou à la façon dont les acteurs s'en emparent est nécessaire dans un

cadre où les aides à la personne, censées donner plus de marge de manœuvre aux ménages, prédominent, et où les dispositifs incitatifs et fiscaux prennent de plus en plus d'importance. Les jeux d'acteurs, les configurations locales ou encore les logiques familiales deviennent indispensables à la compréhension des pratiques des habitants. L'intérêt réside également dans la possibilité d'observer des effets à plus long terme, en dehors du champ immédiat d'application des dispositifs publics. Le devenir d'un ménage quelques années après s'être engagé dans une accession aidée, la gestion de l'appartement d'un bailleur qui a bénéficié d'un dispositif de défiscalisation, la paupérisation d'une copropriété ou son évolution après un plan de sauvetage, l'intensité de la vie locale et de l'implication des habitants après l'adoption d'un projet d'écoquartier sont autant d'exemples, parmi beaucoup d'autres, de situation dans lesquelles les rapports du logement, de l'habitat et du politique évoluent après l'application de mesures de politique du logement. Ils peuvent également se lire comme des manifestations de l'absence ou du retrait de l'État et des pouvoirs publics, là où l'œil du politiste diagnostiquerait plus un redéploiement qu'un désengagement.

La première partie de l'ouvrage met en avant toute la diversité des processus d'intervention et des corps intermédiaires chargés d'organiser les relations sociales relatives à l'habitat et à l'habiter. La deuxième partie aborde à la fois les manières d'appréhender les catégories de l'action publique et les logiques d'action de ceux chargés de les mettre en œuvre. La troisième partie porte sur la gestion différenciée par les acteurs du logement des populations minoritaires et leur mise en catégorie. Les ressorts des rôles du politique et de la famille sont analysés en quatrième partie, dans leurs fonctions de support à l'accession et de maintien dans la propriété lors de crises.

2.3 – 1999-2003 Les datchas

Alors que je venais d'achever mon doctorat, ma collègue Élisabeth Anstett me proposa de travailler avec elle sur les datchas en Russie. Elle-même vient de réaliser sa thèse sur la parenté en Russie¹⁰. Au cours de sa recherche doctorale, elle n'avait pas étudié directement le rôle des datchas, mais avait été intéressée par l'importance de ces maisons secondaires dans la vie des Russes. Elle m'offrit un accès privilégié et accéléré au terrain grâce à son réseau de relations. La fin de thèse m'ayant laissé un sentiment de vacuité intellectuelle, je saisis la proposition et réalisai quatre séjours estivaux autofinancés entre 1999 et 2003, avec et sans Élisabeth. Ma connaissance du russe étant fortement lacunaire, lorsqu'Élisabeth n'était pas présente pour servir d'interprète, j'utilisais l'allemand, l'anglais ou le français selon les capacités linguistiques de mes interlocuteurs.

Plusieurs étudiants me servirent d'interprète. Cette expérience, nouvelle pour moi, fut très intéressante, car elle m'apprit à mieux utiliser l'observation pour analyser les situations auxquelles je suis confrontée. Les discussions avec les interprètes, leurs réticences à me traduire certains propos jugés politiques s'avérèrent un atout pour appréhender le fonctionnement d'une société dont je ne maîtrisais pas les codes culturels et sociaux. Même en l'absence d'Élisabeth, les enquêtes s'avérèrent aisées à réaliser. Lorsqu'aucun rendez-vous n'était préétabli, en fonction des relations d'Élisabeth ou de mes interprètes, nous partions arpenter les lotissements de datchas et interpellions les jardiniers qui répondaient dans l'ensemble très volontiers à nos questions.

Les enquêtes de terrain furent réalisées dans l'oblast d'Iaroslav à Rybinsk, Iaroslav et dans deux villages localisés pour l'un à une cinquantaine de kilomètres de Rybinsk en direction d'Iaroslav et pour l'autre à une vingtaine de kilomètres d'Iaroslav. Trois *kolektivnye sady* (jardins collectifs) furent

¹⁰ Publiée en 2004 sous le titre *Liens de parenté en Russie postsoviétique : une enquête ethnographique* (Anstett 2004)

également observés de façon répétée ainsi qu'un lotissement de datchas destinées aux classes aisées de Rybinsk où se côtoyaient entrepreneurs, enseignants du supérieur, médecins et « nouveaux Russes¹¹ » sur les bords du réservoir de Rybinsk, immense lac artificiel qui s'étale en amont de la ville. Les trois villes enquêtées se situaient dans la même région, à 350 kilomètres au nord-est de Moscou. Iaroslav, Rybinsk et Barok sont peuplées respectivement de 600 000, 234 000 et 5 000 habitants. Les enquêtes furent réalisées au cours des années 1999 à 2003 auprès d'une population issue de tous milieux sociaux et propriétaire ou de parcelles situées dans des *kolektivnye sady* ou de résidences secondaires (Gessat-Anstett & Ortar 2001).

Les trois terrains d'enquête, malgré de fortes différences d'accessibilité et de développement économique des communes, présentaient un usage remarquablement homogène de la datcha. Lors de mes séjours, les datchas étaient avant tout des espaces de production et, si une distinction existait entre datchas appartenant à l'oligarchie et *kolektivnye sady*, les multiples crises alimentaires ayant secoué la Russie avaient fini par transformer la quasi-totalité de la population en jardinier du dimanche.

Cette recherche avait initialement été conçue dans une perspective comparative avec mes travaux réalisés en France sur la résidence secondaire. Cette partie de l'enquête a été menée à bien (Gessat-Anstett & Ortar 2001, 2007; Ortar 2004) et a permis de conclure à une similarité de fonction malgré des contextes politiques, économiques et sociaux différents. Le besoin d'ancrages, de fabrication et de maintien de réseaux de parenté, de dédoublement de l'espace domestique pour favoriser l'accès à d'autres scènes du quotidien et la possibilité d'exercer d'autres rôles sont patents dans les deux pays. Cette similarité d'usages interroge d'une part le sens donné aux modes d'habiter urbains, et d'autre part les modalités de construction d'espaces intimes et des

¹¹ Jennifer Patico (Patico 2008) dans son essai sur les classes moyennes post-soviétiques définit les nouveaux Russes comme des personnes ayant acquis une certaine aisance, souvent d'origine douteuse, depuis la fin du communisme. Sont ainsi qualifiés au quotidien des personnes s'étant rapidement enrichies et dépensant avec ostentation.

identités spatiales dans des sociétés toutes deux fortement marquées par des migrations récentes de l'espace rural vers les villes lorsqu'il ne s'agit pas de migrations internationales.

Ce terrain d'enquête a surtout été l'occasion de me confronter à l'observation d'une société en rapide mutation et à interroger les effets d'une crise économique persistante sur le quotidien, notamment au travers des pratiques de jardinage et de bricolage des *datchniki* (Ortar 2005c, 2007c). Pour de nombreux Russes, le jardinage fut ainsi une activité imposée par la nécessité, à laquelle ils se sont confrontés sans préparation, contrairement aux cultivateurs âgés de trente à soixante ans des années 1970, qui avaient, selon Stephen Lovell, une origine rurale (Lovell 2003). J'ai ainsi observé les conditions de transformation de l'usage des temps hors travail et des pratiques d'approvisionnement dans un contexte de perte de revenu et de pénurie des biens alimentaires et leurs processus d'acquisition, mais aussi les mécanismes à l'œuvre lors d'un réenrichissement. En effet, les jardins s'avérèrent un excellent objet d'observation, car, d'une année sur l'autre, les pratiques et cultures évoluent en fonction tant de critères financiers que de phénomènes de mode.

Lors de ma recherche doctorale, j'avais abordé les pratiques et savoir-faire développés dans la résidence secondaire sous l'angle de l'amateurisme tel que défini par Michel Verret¹². Dans le contexte postsoviétique marqué par les crises économiques récurrentes qui imposait d'analyser la culture maraîchère à l'aune des besoins alimentaires actuels, mais aussi des pénuries passées, j'ai abordé le jardinage et le bricolage comme des moyens symboliques autant que financiers de reprendre la maîtrise du temps et de sa production. Interpellée par des travaux d'économistes qui contestent la rationalité économique des datchas,

¹² « [T]ravailler encore : mais « à ce qu'on aime », « parce qu'on aime », c'est travailler autrement. Un mot dit bien les choses : amateur. Travail amateur : travail aimé, travail d'amour. Pour l'amour de la dépense, du produit, du don du produit, qu'importe : du travail rendu à ses valeurs perdues d'autonomie, d'invention, d'expression. Où l'on retrouvera tout à la fois (l'antique culture du travail n'était donc pas totalement oubliée) les soins et les gestes de la culture artisanale ou paysanne : bricolage chez l'homme, arts textiles chez les femmes, chez les deux arts du jardinage et de l'élevage. Et parfois l'esprit de l'art tout court, réveillé aux plaisirs de gratuité et de munificence : jardins luxuriants, bouquets fastueux, fêtes des motifs au mur » (Verret 1988: 78).

je m'appuyai alors sur les travaux de Florence Weber (F. Weber 1996, 1998) en anthropologie économique sur les jardins ouvriers et le travail à côté, ainsi que sur ceux de Mary Douglas (Douglas 1999) et de Jacques Godbout (Godbout 1997) sur le don, pour montrer que la rationalité de ces cultures n'est pas simplement économique. Le jardin nourrit, au sens propre comme au figuré, des circuits d'échange, sociabilise. Pouvoir s'autoriser à être généreux prend un relief tout particulier en temps de crise économique et sociale. Cultiver est ainsi un moyen d'entrer dans des cercles d'échanges et de les maintenir. En raison de la modicité de leurs pensions, les retraités, démunis dans ce jeu des échanges, se retrouvent en seule position de récipiendaires (Godbout & Caillé 2000 [1992]). En effet, après avoir été les grands argentiers de la famille, nombre de retraités, et en particulier des femmes veuves ou divorcées, dépendent partiellement de leurs enfants d'un point de vue financier, voire pour certaines femmes de leur beau-fils lorsque leur fille ne travaille pas. Dans ce contexte, le don des beaux-enfants notamment, un don qui se voudrait gratuit car sans volonté de retour, ne peut être accepté car il est ressenti comme d'une grande violence (Douglas 1999), et se rapproche de ce qu'Alvin W. Gouldner appelle « something for nothing », un don réalisé lorsque « le donneur donne à cause de ce que le receveur *est*, et non en fonction de ce qu'il *fait* » (Gouldner 1973: 270), un don qui porte atteinte à l'intégrité des parents et les renvoie à une vieillesse invalidante, car improductive et privée de la possibilité d'entretenir du lien social. La datcha permet alors de pallier les défaillances du système économique et d'alimenter les nécessaires échanges présents dans tout réseau de parenté (Godbout 2003). Enfin, cultiver meuble aussi le temps de ceux qui en possèdent trop. Pour eux, le jardin représente un projet, un passe-temps, un but et un lieu de rencontres qui occupent le quotidien.

J'ai ainsi montré que la pratique du jardinage interroge l'économie, la nature des échanges entre proches et leur contexte de production et de transmissions des techniques, les modalités de l'apprentissage, la relation au temps. L'autre grande pratique observée est celle du bricolage. Le bricolage fait à tel point partie de l'imaginaire de la résidence secondaire, que les hommes

n'en ayant pas le goût, parmi ceux rencontrés sur mes terrains d'enquête de thèse, se considéraient comme atypiques, s'excusant presque de ne pas mieux correspondre au stéréotype. De fait, où qu'elle se localise, la résidence secondaire rurale implique sa part de bricolage et est même dans de nombreux cas la raison même qui a poussé à son acquisition (Chaplin 1999; Jaakson 1986; Müller 2004; Svenson 2004). Selon Davina Chaplin (Chaplin 1999), le bricolage participerait d'un mythe de l'autonomie. Plus précisément, « le bricolage, [est] cet art de « s'arranger avec les moyens du bord » (Lévi-Strauss 1962: 27) en leur « assignant d'autres fonctions » (Segalen & Bromberger 1996: 9). Le bricolage doit son origine à la récupération, dont le but était de sauvegarder un objet abîmé et d'éviter d'acheter du neuf (Corbin 1995). Pour qui bâtit ou restaure sa résidence secondaire, le souci d'économie est omniprésent ainsi que je l'avais déjà montré dans ma thèse. Cela est encore plus vrai en Russie où la pénurie structurelle favorise des pratiques de récupération et une économie parallèle. L'ingéniosité déployée à profiter des matériaux récupérés au gré des glanages et opportunités se traduit par un amoncellement d'objets hétéroclites attendant de trouver une seconde vie. Ainsi, « l'appropriation d'un espace par le façonnage met en œuvre deux principes : le marquage physique et la sédimentation » notent Pierre Sansot et *al.* (Sansot *et al.* 1978: 32). S'approprier la maison, la marquer de sa présence s'avère essentiel à chaque génération. Les aménagements successifs révèlent également les besoins accrus d'espace, la norme de la chambre à coucher individuelle s'étendant progressivement également à la maison de vacances (Perrot 2009), même si cet ordre est bousculé par les visites de parents et d'amis et si les grandes chambrées font les délices des enfants. Pierre Sansot, dans son étude sur le monde ouvrier français, note que le bricolage, de même que le jardinage, constitue « dans beaucoup de cas, la joie d'œuvrer par soi-même, d'exercer une intelligence pratique, d'échanger des "tuyaux" avec des amis ou des parents » (Sansot 2002: 24).

Il s'agit autant de pallier une absence de revenus que de combler un besoin de réalisation difficilement satisfait au cours de la vie professionnelle qui

pousse des individus de toute l'échelle sociale à développer cette intelligence pratique qui est aussi une façon de préserver des instants de solitude et/ou de coopération. Œuvrer pour le bien commun est autant une façon de reprendre la maîtrise de son temps que de lutter contre le déclassement. Si la nature des projets diffère, le même plaisir à éprouver ses savoir-faire et connaissances et à exercer son intelligence contre un nouveau problème dont le résultat améliorera la vie de la famille se retrouve en France comme en Russie.

Que le bâti soit ancien ou récent, qu'il s'agisse d'une auto-construction, de locaux bien ou mal entretenus, la prise de possession des lieux ne s'effectue pas sans que chacun apporte sa touche personnelle. Ce sont autant des hommes que les responsabilités ont éloigné du travail manuel, que des artisans, des ouvriers, des employés (Bonneterre-Lucas 1999). Même si le bricolage est une pratique fortement associée à la classe ouvrière (Verret 1979), le plaisir de faire se retrouve aussi chez les cadres, pour lesquels il est l'occasion de développer des talents inexploités, de laisser libre cours à la satisfaction de travailler de ses mains, de manipuler, palper des matériaux. Dans la jubilation que certains de ces cadres éprouvent à bricoler s'affirme la possibilité d'exprimer une filiation et de rendre ainsi hommage aux savoirs et arts de faire acquis durant l'enfance, pour d'autres c'est la possibilité de créer dans un cadre non contraint.

Je cessai de me rendre en Russie non pas parce que j'estimais avoir épuisé le sujet et mon intérêt pour ce pays, mais parce que je ne pensais pas être recrutée et que j'étais décidé à ne pas poursuivre mes tentatives de recrutement au-delà de la campagne 2004.

2.4 – 2002-2003 Campagnes niçoises

Parallèlement, après mes années d'ATER en sociologie réalisées de septembre 1999 à août 2001 à l'université Paul Sabatier à Toulouse puis à l'université Nice Sophia-Antipolis, de juin 2002 à juin 2003, j'ai l'opportunité

de participer à une recherche menée par la mission du patrimoine de la mairie de Nice sur la perception de la transformation des paysages et de l'usage de la terre chez des habitants de la communauté d'agglomération niçoise. Je suis payée à l'heure, la paye est donc une fois de plus maigrelette, mais peut heureusement être complétée par mes allocations chômage. Je suis chargée d'enquêter auprès de maraîchers que je rencontre sur les marchés et d'habitants de maisons anciennes et nouvelles du pays grassois démarchés au porte-à-porte. « Avoir une campagne » signifie pour les Niçois avoir un jardin, un terrain, même réduit, à soi dans un cadre agricole avec généralement un cabanon dessus. Nous ne sommes donc pas si loin des datchas, sauf qu'il ne s'agit pas ici d'appréhender des pratiques, mais une sensibilité paysagère. La méthode d'enquête utilisée est celle de l'entretien biographique. Si les individus sont prolixes quand il s'agit de faire le récit de leur vie, les réflexions obtenues sur le paysage sont d'une grande platitude. L'outil utilisé n'était donc pas pertinent, mais je n'avais aucun contrôle sur cet élément, malgré mes discussions avec la coordinatrice du projet. La recherche ne débouchera pas sur l'exposition planifiée, mais me permettra de faire des rencontres intéressantes et de commencer à me questionner sur la spécificité du périurbain.

2.5 – 2003-2005 Multirésidence et Périurbanisation : L'utopie rurale

En 2002 toujours, je réponds à un appel d'offres du Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA) portant sur le « Futur de l'habitat ». Le LADYSS accepte de me servir de plate-forme de portage. Ma proposition intitulée « Multirésidence et Périurbanisation : L'utopie rurale » est retenue. Le contrat débute en février 2003. Au cours de ma thèse, j'ai constaté que la population résidant à Chavannes changeait. De nombreuses nouvelles familles venaient s'installer aussi bien dans de nouvelles maisons que dans le bâti ancien

qui n'avait pas encore été rénové. Lors du mariage d'une collègue dans le haut pays niçois, le maire vient nous démarcher, mon conjoint et moi-même, pour nous inciter à nous installer dans la commune en nous expliquant qu'il essaie d'attirer des familles comme la nôtre, c'est-à-dire avec de jeunes enfants. Le village est à près d'une heure de route de Nice, ne possède pas de garde d'enfants institutionnalisée, mais gagne effectivement des habitants. Ce constat récurrent de l'installation de jeunes familles dans des zones dépourvues de services et surtout éloignées des bassins d'emploi, ce qui implique de longues navettes domicile/travail guide ma réponse à l'appel d'offre. Luc Bossuet, ingénieur INRA alors en détachement au LADYSS, accepte de se joindre au projet et propose de réaliser le terrain d'enquête sur le Poitou-Charentes où il a constaté des évolutions démographiques similaires. La recherche porte ainsi sur cinq communes rurales et périurbaines, dont mon terrain de thèse, Chavannes-sur-Suran, toutes situées à une demi-heure de route minimum et une heure de route maximum des bassins d'emploi urbains (Ortar & Bossuet 2008). Les lieux d'enquête, répartis sur trois régions (PACA, Poitou-Charentes et Rhône-Alpes), offrent une diversité d'évolutions démographiques et de localisation déterminée par les grands axes routiers et les bassins d'emploi. L'enquête est réalisée auprès de couples biactifs, parents d'enfants en bas âge ou adolescents. La démarche suit un principe de saturation du matériau, et diversifie les situations observées et les positions sociales plutôt que de rechercher une représentativité exacte. Les familles sont recrutées au porte-à-porte d'abord, puis par effet boule de neige. Nous déterminons les mobiles d'accession au logement et la définition de l'habitat rêvé en nous fondant sur le parcours résidentiel des ménages. Un pan entier de la grille d'entretien porte sur l'organisation familiale au quotidien, le coût de l'accès au travail et les trajectoires professionnelles des conjoints. Nous réalisons une dizaine d'entretiens par commune.

De cette recherche j'ai tiré deux thèmes de réflexion qui ont fourni matière à des publications ultérieures. Le premier, prolongeant ma recherche sur les mobilités résidentielles et la fonction des ancrages spatiaux dans la vie des individus précédemment entreprise auprès des résidents secondaires français et

russes (Gessat-Anstett & Ortar 2001; Ortar 2004, 2006), aboutit à la conclusion qu'il ne peut exister de mobilité sans ancrage (Ortar 2005b, 2007b, 2011b; Ortar & Bossuet 2008). Le deuxième thème porte sur les trajectoires professionnelles des femmes. Lors de ma thèse j'avais abordé la place du genre dans la répartition des tâches au sein du couple. Le cours donné en 2001 sur le genre m'avait donné l'occasion de parfaire mes connaissances sur ce sujet, ce qui m'avait rendue particulièrement attentive à l'importance de cet élément dans l'analyse. Lors de l'analyse des entretiens, je remarque un nombre important de ruptures dans la trajectoire professionnelle des femmes après leur installation en périurbain. Ce constat m'incite à questionner leur relation au travail ainsi que l'incidence de la longueur des déplacements domicile-travail et de l'offre de services sur l'emploi des femmes (Ortar 2007a, 2007b, 2008). Les enquêtes m'ont aussi donné l'occasion de rencontrer des femmes qui télétravaillent. Leur profil socio-économique et leurs conditions de travail ne correspondent pas à la littérature sur le sujet, les télétravailleurs étant en effet plutôt des hommes très qualifiés, télétravaillant seulement une partie du temps et bénéficiant de bonnes conditions de travail (Felstead & Jewson 2000; Felstead *et al.* 2001; Tremblay, Paquet & Najem 2006). Or, elles sont peu qualifiées, télétravaillent à temps plein et font face à de fortes contraintes organisationnelles parce qu'elles s'occupent aussi de leurs enfants. Le télétravail offre la possibilité de travailler depuis n'importe où, mais au prix d'un isolement social et de l'acceptation d'emplois peu qualifiés. Il implique une gestion stricte du temps et, pour ces femmes, une réduction du temps de sommeil (Ortar 2010, 2011a). Alors qu'elle n'occupe qu'une place marginale dans mes travaux, cette partie de ma recherche s'est avéré celle qui a soulevé le plus d'intérêt.

3 - 2004 – 2008 Prise de poste à l'ENTPE : entre poursuite et découverte de nouvelles thématiques

En septembre 2004 je suis recrutée comme chargée de recherche en sociologie des transports du ministère de l'Équipement (qui deviendra par la suite le ministère du Développement durable) à l'École Nationale des Travaux publics de l'État (ENTPE) qui forme des ingénieurs. Je suis affectée au Laboratoire d'Économie des Transports (LAET). Bien que j'aie l'habitude de m'adapter à des contextes institutionnels variés, cette nomination présente de nombreux défis. Le premier apparaît dans l'intitulé de mon poste. J'ignore tout de la sociologie des transports avant de postuler par hasard sur ce poste. Mes questionnements portent alors sur l'habiter, et même si j'ai commencé à m'intéresser aux trajectoires résidentielles et aux migrations consécutives au dépeuplement du monde rural, je ne connais pas la littérature portant sur les déplacements. Cependant, le contrat en cours de réalisation sur le périurbain est l'occasion d'une première confrontation avec cette thématique. Le deuxième défi est celui de l'isolement. Je suis la seule socio-anthropologue dans mon corps de chargée de recherche ainsi que dans mon laboratoire. Si j'ai l'habitude de travailler seule, cette situation isolée au sein d'un laboratoire et plus largement d'une institution s'avère inconfortable pour appréhender un champ de recherche peu balisé en sociologie et fortement influencé par l'ingénierie des transports.

Le troisième défi, l'un des plus importants, consiste à rendre ma pratique intelligible et à légitimer mes recherches, toutes issues d'approches qualitatives, auprès de mes collègues du laboratoire, mais aussi auprès des membres du ministère, tous viscéralement quantitativistes et ayant pour la

plupart reçu une formation d'ingénieur qui oriente leur compréhension de la recherche et leur appréhension du réel. J'ai été recrutée pour apporter une ouverture interdisciplinaire. Mais l'interdisciplinarité ne s'établit pas sans effort. Elle exige de chacun un travail de compréhension des spécificités de sa pratique professionnelle, un questionnement épistémologique et un effort de traduction mutuelle. Il ne s'agit donc pas seulement de rechercher une complémentarité méthodologique, même si les méthodologies mises en œuvre orientent bien sûr les modes d'investigation et donc d'appréhension du réel, mais aussi de confronter des postulats épistémologiques. D'un point de vue méthodologique, ce constat, valable pour toute confrontation entre des recherches qualitatives et quantitatives, est encore plus vrai lorsqu'il s'agit de dialoguer avec des collègues modélisateurs dont les objectifs méthodologiques et analytiques sont opposés à ceux des sciences sociales. En effet, la recherche inductive (qu'elle fasse appel à l'ethnographie ou à des procédés de saturation du matériau lors d'enquêtes par entretien privilégiant l'exemplarité) cherche à rendre compte de la complexité du réel, alors que la modélisation cherche à le simplifier pour en tirer des résultats. Cette situation m'incite donc à réfléchir à ma position de chercheur en socio-anthropologie spécialisé dans des thématiques situées à la croisée de plusieurs disciplines, mais elle m'inspire aussi des réflexions sur les modalités de traduction de mes recherches et sur l'articulation des méthodologies entre elles. Cet exercice m'oblige ainsi à acquérir un nouveau langage afin de rendre mes travaux intelligibles et de mieux appréhender ceux de mes collègues.

Enfin, le quatrième défi est celui du genre : au sein de l'école, mais plus encore lors de réunions dans les groupes de travail du ministère, je suis souvent la seule femme, et le seul chercheur à utiliser des méthodologies d'investigation qualitatives : une double particularité parfois difficile à vivre.

Les premières années qui ont suivies ma prise de poste sont marquées par l'amorce d'une réflexion sur la mobilité à propos de laquelle je reviens plus longuement au chapitre sept et la poursuite de projets en cours : mon travail avec

le PUCA, mais aussi le séminaire Modes d'habiter, qui, planifié avant mon recrutement, se concrétise. Elles voient aussi mon intégration dans de nouvelles équipes et le démarrage d'un nouveau projet de recherche portant sur les couples bi-résidentialisés.

3.1 – 2004-2008 Le séminaire Modes d'habiter

Au cours des années précédant ma prise de poste je participe au séminaire organisé par Nicole Mathieu sur les relations rural/urbain au LADYSS. Nicole Mathieu est alors également en pleine réflexion sur la pertinence de « mode d'habiter » ; un concept voué à compléter ceux de « style de vie » et de « genre de vie » et enrichissant la notion de « manières d'habiter ». Elle souligne l'utilité d'un séminaire sur cette question. En compagnie d'Annabelle Morel-Brochet, qui prépare alors sa thèse avec Nicole, je répons favorablement à cette proposition. Le but du séminaire est à la fois d'effectuer un travail sur des textes fondateurs et de proposer un espace de discussion autour de travaux en cours. Nous co-animons ce séminaire de 2004 à 2008. Cette expérience s'avère très formatrice pour toutes les deux. En être les organisatrices nous oblige à dépasser une écoute passive pour questionner les propositions de chacun et faire avancer la réflexion sur les modes d'habiter. Nous avons la chance d'avoir pour auditeurs réguliers non seulement Nicole Mathieu, mais aussi Jacques Brun et Martine Berger, qui se prêtent au jeu de la transmission. Le séminaire nous permet d'acquérir une solide culture géographique et sociologique sur la relation à l'habiter.

Le « mode d'habiter », tel que je l'entends, rend compte de la manière dont une personne habite, c'est-à-dire construit des liens sociaux, pense et pratique l'espace en général et les lieux et milieux de vie en particulier, en

intégrant les rapports aux autres lieux de vie (de travail¹³, de sociabilité, de récréation, de vacances...) et à leurs environnements. Il s'agit de saisir « l'ordre », le « désordre », les zones grises, les ambiguïtés ou hybridité dans les modes d'habiter, c'est-à-dire la diversité, les variations autour des façons d'habiter, la norme et le hors-norme, et donc les transformations du social.

Le « mode d'habiter » rend ainsi compte de la manière dont une personne habite, c'est-à-dire construit des liens sociaux, pense et pratique l'espace en général et les lieux et milieux de vie en particulier. Le « mode d'habiter » dépasse le cadre de l'habitat, du logement. La posture de recherche que sous-tend le « mode d'habiter » consiste à intégrer ses rapports aux autres lieux de vie (de travail, de sociabilité, de récréation, de vacances...) et à leurs environnements. Il s'agit d'appréhender les logiques qui président à la traduction concrète des comportements de l'habitant et qui donnent sens et cohérence au système socio spatial de la personne. On s'intéresse donc aussi bien à la forme de ce système, à sa structuration multi locale et aux pratiques qui le dessinent, qu'à ses fondements, c'est-à-dire aux valeurs et normes, au système symbolique et au contexte sociétal dans lequel évolue l'habitant (Morel-Brochet & Ortar 2012).

Appréhender les modes d'habiter dans une perspective interdisciplinaire a permis de croiser les méthodologies et les regards portés sur un même objet. D'après les fidèles du séminaire, dont Nathalie Blanc et Lucile Grésillon, les « modes d'habiter » englobent toutes les échelles d'analyse de la plus macro à la plus microscopique. Le concept embrasse possiblement le marché du logement et sa production, comme les contraintes géographiques majeures auxquelles les hommes sont soumis et dont témoignent les dynamiques de peuplement. Les cadres sociaux de la famille et du travail, ainsi que les conditions de la mobilité des hommes dans l'espace, pourraient encore y figurer.

¹³ Cf. Anne Monjaret (Monjaret 2007) sur l'appropriation des lieux de travail et le continuum entre habitation et lieux de travail.

Ce concept invite à varier le point de vue en prenant en considération le logement (tous les logements), mais aussi le travail, la sociabilité, la consommation et bien sûr les déplacements quotidiens, saisonniers ou occasionnels. De la sorte, l'étude des modes d'habiter nous convie à un va-et-vient entre les différentes échelles géographiques (logement, environnement immédiat, quartier/village, ville/canton, région, nation, monde). La notion de « mode d'habiter », comme les concepts de « mode de vie » ou de « mode de production », inclut ainsi les idées de pratiques, de comportements, de manières de faire, et d'usages.

Les logiques qui président à cette traduction concrète des comportements de l'habitant et qui donnent sens et cohérence au système socio spatial de la personne sont au cœur de la réflexion du séminaire puis de l'ouvrage collectif qui en est issu (Morel-Brochet & Ortar 2012). Modes d'habiter s'intéresse aussi bien à la forme de ce système, à sa structuration multi locale et aux pratiques qui le dessinent qu'à ses fondements, c'est-à-dire aux valeurs et normes, au système symbolique et au contexte sociétal dans lequel évolue l'habitant.

3.2 – 2004-2006 Indicateurs de bruit

Lorsque je suis embauchée en septembre 2004 comme chargée de recherche au LAET, Philippe Zittoun me propose d'intégrer une recherche qui porte sur les indicateurs dans les domaines des transports (Mandinaud, Ortar & Zittoun 2008; Ortar 2009). Mon domaine d'expertise sera la production de la cartographie du bruit. Inutile de dire que je ne connais rien au bruit, pas plus d'ailleurs qu'à la cartographie ou aux indicateurs. Cependant, désireuse de prouver ma volonté de m'intégrer au laboratoire, j'accepte la proposition. La posture adoptée pour la recherche s'inspire des travaux de Latour et Callon (Callon 1986; Callon & Latour 1989) sur la théorie de la traduction : il s'agit d'ouvrir la boîte noire des indicateurs pour en démontrer les mécanismes de production, ce qui implique tout d'abord de comprendre ce qu'est le bruit et

pourquoi il s'agit d'un sujet complexe qui rend toute cartographie forcément subjective.

Je travaille sur le processus de construction de la cartographie du bruit de Lyon. Après m'être familiarisée à l'objet bruit, je rencontre donc les techniciens et les ingénieurs en charge de la fabrication de la carte. Je participe à quelques séances de travail où développeurs et commanditaires du Grand Lyon se réunissent. Je rencontre des personnalités politiques impliquées dans la commande de la cartographie, et je participe à des colloques sur le bruit ou sur les indicateurs afin de comprendre les enjeux et controverses entourant tant la capture du bruit que sa cartographie et sa mise en indicateurs.

Je dois faire face dans le cadre de cette recherche à de nouveaux défis ; je dois par exemple m'efforcer de comprendre un processus de fabrication qui, étant informatisé, m'échappait jusqu'alors largement. Si tous les domaines ayant trait à l'informatique se maîtrisent à force de bidouillage, d'essai-erreur, de blocage et de bricolage, il s'avère presque impossible de s'y retrouver lorsque l'on ne participe pas soi-même à la phase de production, où tout se joue entre l'homme et son ordinateur, à travers un flux d'informations, de mails, de coups de téléphone et d'échanges autour d'un écran dont la lecture demeure hermétique à qui ne possède pas le langage approprié. Ces lacunes ont inévitablement appauvri mon analyse. En effet, dans le cas de la cartographie du bruit, comme dans tout exercice de modélisation, des choix de simplification du réel sont effectués. Ces choix trahissent des conceptions divergentes du captage du bruit, conceptions elles-mêmes déterminées par des controverses disciplinaires ainsi que par la variété des outils employés pour la propagation du bruit, l'enregistrement et la modélisation des moyennes. Les choix de modèles mathématiques qui sous-tendent la cartographie sont ainsi déterminés par les coûts, les fournisseurs et les réseaux d'influence, bref, par un ensemble de facteurs où l'expérience de l'ingénieur acousticien et des techniciens chargés de mettre en place les capteurs a autant d'influence que les moyens financiers mis à disposition de l'équipe et son intégration dans des réseaux techniques

particuliers. L'analyse de la fabrique de l'outil permet de retracer les processus de globalisation à travers les importations et les échanges entre équipes travaillant sur les mêmes projets, dans le cadre d'appels d'offre ou à l'occasion de colloques ou de rencontres entre pairs (Ortar 2009). Cette recherche remet en question la ligne de partage entre ce qui relève de l'épistémologie (la production industrielle à ce niveau participant aussi d'une production des connaissances,) et ce qui a trait à l'analyse de processus industriels (Mandinaud, Ortar & Zittoun 2008).

L'un des intérêts de cette recherche a été de me permettre de travailler au sein d'une large équipe issue d'horizons disciplinaires et géographiques variés¹⁴, riche d'une dimension internationale rompant avec le relatif isolement dont j'avais jusque-là fait l'expérience dans la production de la connaissance. L'étude du bruit m'a intéressée, et j'ai appris énormément sur des domaines dont j'ignorais tout, mais insuffisamment pour que les connaissances acquises infléchissent durablement ma trajectoire de recherche. L'observation et l'analyse de la production de politiques publiques au travers d'objets techniques m'a paru relativement aride par rapport à l'étude des faits sociaux à laquelle j'étais habituée.

3.3 – 2006-2008 La vie en deux : familles françaises et britanniques face à la mobilité géographique professionnelle

L'année de l'obtention de mon poste de chargée de recherche à l'ENTPE je navette entre Sophia-Antipolis et Vaulx-en-Velin. Je prends tous les lundis un TGV en gare d'Aix-en-Provence et croise tous les lundis les mêmes personnes. Arrivée à Lyon, avec une dame qui traîne toutes les semaines sa petite valise, nous prenons les mêmes métros puis bus et descendons au même

¹⁴ Fubini Alex, Lemaire Xavier, Mandinaud Vincent, Pileri Paolo, Ravazzi Stephania, Pucci Paola, Sutto Lisa, Taverne Didier, Rudolf Florence, Vallin Arnaud, Zittoun Philippe

arrêt à Vaulx-en-Velin, où nous nous séparons. Lorsque mon conjoint effectuera les mêmes trajets en sens inverse les années suivantes il croisera lui aussi semaine après semaine les mêmes personnes. Ils sont militaires, enseignants, chef d'entreprise, fonctionnaires, cadres, plus rarement employés. La récurrence de ces observations corroborée par ces profils professionnels, également rencontrés lors de ma dernière enquête de terrain à Chavannes, ainsi qu'en Dordogne, m'incite à rechercher des financements pour réaliser une étude portant sur des couples biactifs avec enfants et confrontés à la mobilité professionnelle géographique au sein d'un large spectre de professions (cadres, employés du public ou du privé, artisans ou ouvriers). L'étude tiendra compte de la variété de leurs trajectoires résidentielles et migratoires dans le but d'assurer la diversité des profils et des situations de mobilité. Mon hypothèse est que cette situation particulière de la vie familiale correspond à un moment de tension qui rend lisibles des choix professionnels genrés. Je réponds tout d'abord en 2005 à un appel à proposition de l'Agence Nationale pour la Recherche (ANR) jeunes chercheurs, où je propose un projet de recherche comparatif entre la France et la Grande-Bretagne. Je choisis la Grande-Bretagne parce que les travaux existants indiquent que le phénomène y est important, mais aussi parce que lors d'un colloque j'ai eu l'occasion de rencontrer Irène Hardiller qui avait travaillé sur cette problématique et était intéressée par une poursuite de ses recherches sur cette thématique.

Le projet est refusé par l'ANR, mais accepté quelques mois plus tard, en 2006 par l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME), qui n'y inclura pas cependant la dimension comparative. Le Centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques (CERTU) apporte également un complément de financement en 2007. La comparaison avec la Grande-Bretagne est abandonnée, mais je conserve dans l'enquête le témoignage de Britanniques qui, ayant élu domicile en France¹⁵,

¹⁵ Selon l'Insee, le nombre de Britanniques résidant en France serait de 150 819 (Source : Insee, recensement 2008, exploitation principale), un chiffre en constante progression au cours de la dernière décennie.

n'ont pas cessé de travailler dans leur pays d'origine ou ailleurs, effectuant en cela un choix résidentiel et de mode de vie. La population des Britanniques se distingue à plus d'un titre. Selon les chiffres de l'INSEE en 2007, elle représente 4 % des étrangers vivant en France, soit la troisième population d'Européens résidant en France derrière les Portugais et les Espagnols. Cette population, la plus aisée des trois, s'est installée depuis plusieurs décennies dans les territoires ruraux français (Buller & Hoggart 1994). Les Britanniques ont déjà fait l'objet de nombreuses recherches, en particulier dans le sud-ouest de la France (mon article de DEA, 1993 ; (Barou & Prado 1995; Benson 2009, 2010; Buller & Hoggart 1994), mais ces recherches n'ont jamais porté sur le quotidien en situation de pendularité. Selon ces auteurs, le caractère encore rural des paysages français et les prix de l'immobilier dans ces zones, peu élevés si on les compare à ceux qui sont pratiqués en Grande-Bretagne, exercent un pouvoir d'attraction. Parmi les raisons qui ont poussé les migrants à partir, on peut compter la fuite des années Thatcher (qui précède mon étude), le désir d'offrir un meilleur cadre de vie à ses enfants ou de fuir la ville. En conséquence, les migrants achètent des biens dans des endroits à caractère fortement rural et très souvent en mauvais état. La migration des Britanniques en France est donc une migration résidentielle à destination de zones où l'emploi est rare. La plupart des couples disposent en arrivant en France d'une rente fournie par la vente de leur logement britannique dont ils espèrent vivre. Leur projet professionnel est rarement bien défini, si ce n'est vivre du tourisme, si possible en louant une partie de leur maison une fois qu'elle sera restaurée. La plupart des nouveaux arrivants ne parlent pas français.

Je prends donc le parti d'interroger des Britanniques dans le but d'étendre l'analyse au-delà des situations où la mobilité manifeste un désir évident de favoriser des carrières professionnelles. La littérature dont j'ai connaissance à l'époque porte essentiellement sur la mobilité des cadres. Il me semble alors que réduire ces déplacements à des logiques de carrière ne permet pas de saisir l'intégralité du phénomène. Caroline Legrand est embauchée sur le contrat comme post-doctorante et réalise les enquêtes auprès des Britanniques.

À Lyon, Olivier Klein, un collègue du LAET désireux de se familiariser à la méthodologie qualitative, participe également aux enquêtes. Nous privilégions une méthode d'investigation itinérante, renvoyant « à un travail de terrain éclaté qui rompt avec l'approche classique de l'anthropologie qui privilégie le local sur le global » (Amselle 2008: 36). Cette méthode apparaît notamment dans l'absence de lieu d'ancrage pour l'enquête. Nous ne suivons toutefois pas les travailleurs mobiles¹⁶ dans leurs déplacements, contrairement aux enquêtes réalisées par Alain Tarrius (Tarrius 2000). Le faire reviendrait à restreindre notre champ d'investigation aux conséquences du déplacement pour celui qui bouge, et conséquemment à ignorer la manière dont la mobilité est vécue par les autres membres du foyer. Olivier Klein et moi-même enquêtons notamment auprès d'entreprises susceptibles d'envoyer leurs ouvriers sur des chantiers. Cette méthode d'investigation ne nous permet pas de rencontrer des ouvriers, mais confirme l'étendue du phénomène. En Isère, nous rencontrons des employés de mairie de communes périurbaines et des agents immobiliers susceptibles de louer des logements à des célibataires géographiques. Ce procédé ne nous permet pas de rencontrer plus d'une ou deux personnes par site, mais il nous offre une grande variété dans les profils des enquêtés. Pour son enquête auprès des Britanniques, Caroline Legrand a recours aux forums de discussion destinés aux Britanniques s'installant en France. Enfin, la classique méthode boule de neige s'avère très efficace et certaines personnes ayant eu connaissance de l'enquête nous sollicitent volontairement. Dans nombre de cas, l'enquêteur est attendu et les travailleurs mobiles sont porteurs d'un message qu'ils tiennent à partager sur leur situation.

¹⁶ L'expression « travailleur mobile » correspond à une traduction de l'anglais « *mobile worker* » utilisée par les Anglo-Saxons pour décrire ces employés d'un genre particulier, cf. l'introduction du numéro spécial de *NAPA Bulletin*, « *Mobile work, mobile lives* » de Tracy Meerwarth *et al.* (Meerwarth, Gluesing, & Jordan 2008). Dans la littérature ils peuvent être également désignés par les vocables « grands voyageurs », « navetteurs », « hyper-mobiles » voire « célibataires géographiques ». L'expression « travailleur mobile » présente l'avantage de recouvrir une variété de situations. En effet, ces travailleurs peuvent se déplacer sur les instances de l'employeur ou à leur propre demande, exercer depuis le siège de l'entreprise ou sur différents sites, télétravailler régulièrement depuis le domicile familial ou d'une antenne de leur société. L'élément commun entre ces diverses situations est que le travailleur ne réside pas chez lui tout ou partie de la semaine, et exerce la plupart du temps loin de son domicile.

Le corpus est constitué de quarante-deux entretiens semi-directifs effectués auprès de personnes âgées de trente-deux à cinquante-cinq ans, l'âge étant ici lié aux contraintes familiales et professionnelles fixées dans le cadre de l'enquête. Au total, vingt-six couples sont rencontrés, dont onze couples anglophones, ainsi que quatre parents divorcés ayant connu le célibat géographique lorsqu'ils étaient en couple et encore travailleurs mobiles lors de la rencontre. Les entretiens sont le plus souvent conduits auprès des deux conjoints, séparément ou ensemble, selon les disponibilités du ménage. Mon expérience de terrain en tant que travailleur mobile contribue également à l'enquête, qui est en outre enrichie par des échanges avec des collègues universitaires expérimentant ces modes de vie et de travail. Pendant la longue période de production de l'ouvrage de synthèse de la recherche (Ortar 2015b), les contacts gardés auprès de certains enquêtés permettent de plus de réaliser ponctuellement un suivi longitudinal. Pour reprendre Marc Augé, « l'activité de l'ethnologue de terrain est dès le départ une activité d'arpenteur du social, de manier d'échelles, de comparatiste au petit pied : il bricole un univers significatif, au besoin en explorant, par enquêtes rapides, des univers intermédiaires. [...] Il essaie, pour lui-même et pour les autres, de savoir de qui il peut prétendre parler quand il parle de ceux à qui il a parlé » (Augé 1994: 22). La recherche est nourrie par toutes ces expériences, rencontres et conversations.

Elle me permet d'analyser dans un contexte dynamique la trajectoire commune des conjoints. Il ne s'agit pas simplement d'appréhender la mobilité à un instant « t » du point de vue de l'un ou l'autre des conjoints, mais de comprendre les mécanismes sociaux à l'œuvre au sein des couples et de la société. La globalisation a exercé une incidence sur notre rapport au temps, aux lieux et à la distance. Elle a érigé la mobilité en norme et rendu possible, voire désirable, une vie entre plusieurs lieux. Elle a également modifié la nature du travail et ses modalités d'exécution. Or, l'incidence de l'ensemble de ces évolutions est rarement prise en compte, la mobilité étant uniquement caractérisée du point de vue du travailleur mobile et/ou du groupe familial. L'ensemble de ces analyses remet également en question le postulat selon lequel

les élites seraient seules mobiles et assoiraient leur position grâce à l'immobilité du reste de la population. La mobilité des milieux populaires n'est en effet observée que dans le cadre de la migration ou d'une mobilité imposée lors d'une relocalisation (Vignal 2005a, 2005b, 2012). Mes recherches menées dans le périurbain (Ortar 2005b, 2007b, 2011b; Ortar & Goyon 2009) m'ont cependant permis de montrer que l'ensemble des classes sociales est affectée par la mobilité résidentielle comme professionnelle.

J'ai donc postulé, à l'instar d'Éva Lelièvre et Nicolas Robette que « l'inscription spatiale des individus et son évolution sont modelées par différentes formes de mobilités aux temporalités très variées, de la mobilité quotidienne à la mobilité résidentielle » (Lelièvre & Robette 2010: 2). La stabilité des lieux et des réseaux a été examinée à travers l'attention portée au logement, son importance symbolique, et la construction, le maintien ou le délitement des liens professionnels, familiaux et amicaux. La recherche m'a imposé une meilleure compréhension du rôle des immobilités et m'a poussé à interroger la nature des liens entre mobilité géographique professionnelle, sociale et résidentielle. Une telle interrogation a impliqué d'observer la façon dont l'ensemble de ces expériences donne sens à des pratiques, construit l'identité des individus (Legrand & Ortar 2011), et la modifie. Elle m'a aussi forcé à me demander ce qui œuvre à rendre cette mobilité possible.

L'analyse m'a permis de montrer qu'une vie divisée entre deux lieux, si elle exprime des aspirations et des choix de style de vie, et procède généralement de la réalisation d'une double carrière professionnelle au sein des couples, est tout aussi souvent la résultante de transformations de la société, du monde du travail et des marchés, lesquelles transformations sont liées aux possibilités de communication renouvelées offertes par les NTIC et l'accélération des transports. Il n'existe donc pas une cause unique à la mobilité professionnelle, même lorsqu'elle s'appuie sur des pratiques professionnelles instituées. De fait, de part et d'autre de la Manche, la mobilité choisie pour réaliser une expérience migratoire dans un cadre donné exprime une recherche

de transformation existentielle propre aux sociétés modernes (Barrère & Martuccelli 2005). Elle peut se traduire par une quête de statut social, à travers la réussite d'une carrière professionnelle qui suppose de bouger, et/ou par une recherche hédoniste s'exprimant dans le choix d'un lieu de vie très prisé dans toutes les strates de l'espace social.

Si des différences sociales se lisent dans l'exercice de la mobilité et le traitement des travailleurs mobiles, force est de constater par ailleurs le parallélisme des évolutions. D'une part en effet le rétrécissement des espaces-temps a transformé le mode de vie et les déplacements des ouvriers et commerciaux en accroissant la possibilité des retours au domicile, et d'autre part, la globalisation des marchés a des conséquences sur l'ensemble de l'échelle sociale. De fait, les expériences rencontrées soulignent surtout qu'il existe une domination masculine persistante de l'espace. Dans les pays occidentaux, la mobilité professionnelle s'appuie sur un modèle de carrière et de gestion familiale où l'homme bénéficie du support logistique de son épouse. Ce modèle n'a évolué dans aucune des grandes entreprises et des services de l'État français qui appliquent la mobilité comme support de promotion de carrière. Les femmes, en particulier lorsqu'elles deviennent mères, ne peuvent dès lors se faire une place dans le monde du travail qu'en faisant voler en éclat les normes qui entourent leurs rôles domestique et maternel ou en imposant à leur conjoint de devenir travailleur mobile. La surreprésentation des travailleurs mobiles masculins au sein de l'enquête est ainsi le révélateur d'une stagnation des représentations des rôles éducatifs, mais elle illustre aussi la prise en considération accrue de l'emploi de la femme, surtout qualifiée, et la difficulté à concilier deux carrières.

Faire face à la mobilité implique un travail de couple. Effectivement, changer de lieu de vie semaine après semaine a une incidence sur le quotidien qui se traduit par un appauvrissement de l'expérience sociale des individus. Contrer cet effet implique que celui qui reste accepte de prendre en charge la sociabilité familiale en plus de l'organisation matérielle du quotidien familial et

de son propre emploi. En accroissant la charge portée par le conjoint sédentaire la mobilité géographique exerce ainsi *de facto* une incidence sur l'ensemble de la vie familiale, mais aussi sur la vie professionnelle du conjoint restant lorsque des enfants sont présents au foyer. Dans cette recherche, l'impossibilité d'accéder à la mobilité peut barrer l'accès à l'exercice de professions socialement plus prestigieuses. Toutefois, la mobilité n'est pas nécessairement bénéfique à l'ensemble du groupe familial, ni même au travailleur mobile lui-même lorsque ce mode de vie et de travailler perdure. La mobilité s'avère ainsi un facteur d'instabilité.

« La modernité, c'est le mouvement plus l'incertitude » notait Georges Balandier dans *Le détour* (Balandier 1985: 14). Cette incertitude est également le propre des biographies choisies dont l'issue est peu connue. La compréhension des écueils de la mobilité, notamment sur le risque d'affaiblissement des liens familiaux, et la réflexivité mise en œuvre traversent l'espace social. Les exclusions ne se lisent alors pas tant en terme de classe sociale que d'absence d'anticipation des effets des déplacements par manque de socialisation à la mobilité. Les individus dont les déplacements font appel à des valeurs associées à leur monde professionnel, ou à l'expérience de relations qui expérimentent un mode de vie similaire, ainsi que ceux qui ont été socialisés dès l'enfance à une vie en déplacement, maîtrisent beaucoup mieux leur mobilité. L'épreuve du quotidien professionnel et familial est ainsi liée à ces socialisations, mais aussi à la possibilité de transformer le vécu en une expérience reproductible. Cette transformation n'a lieu que si une relation significative entre le passé et l'avenir, l'individuel et le collectif¹⁷, peut s'établir. Il devient dès lors essentiel d'organiser son temps pour ne pas être dépassé par la mobilité.

Dans son introduction à l'ouvrage d'Ulrich Beck et Elizabeth Beck-Gernsheim (Beck-Gernsheim & Beck 2012) sur l'individualisation, Scott Lash

¹⁷ Pour un **plus** long développement **sur** cette question, voir Hartmut Rosa (Rosa 2010), en particulier le chapitre « Effets et manifestations : une phénoménologie de l'accélération sociale ».

(Lash 2012) remarque que le terme « réflexif » est plus proche de l'idée de « réflexe » que de l'idée de « réflexion ». Les décisions doivent être prises rapidement dans un monde lui-même changeant. Le prix à payer pour les individus est de ne pas pouvoir prendre suffisamment de distance pour construire des biographies linéaires, car ils n'ont ni le temps ni l'espace pour s'adonner à la réflexion. Les risques encourus se remarquent dans les évolutions de la perception du temps, évolutions liées à la multiplication des occupations qui touchent la totalité de la sphère sociale. Ces occupations contribuent au chevauchement des temporalités, dont celles de la vie professionnelle et de la vie privée. Les risques ultimes sont le surmenage et le « *burn-out* », évoqué à demi-mot dans nombre d'entretiens, ainsi que la crainte d'une déréalisation de la vie familiale. La mobilité en vient progressivement à absorber l'ensemble de l'expérience quotidienne des individus, car les temps familiaux, professionnel et de loisirs se retrouvent coincés entre les déplacements qui, quant à eux, s'étirent. En cela ma recherche a permis de travailler sur les trois effets de l'accélération contemporaine (l'accélération technique, celle qui touche les rythmes de vie et, de façon moins directe, celle qui touche les mutations sociales et culturelles), ainsi que sur leur conséquence, à savoir une difficulté à se projeter dans le futur.

Malgré son omniprésence, la mobilité est rarement constitutive de l'identité des travailleurs mobiles. La grande majorité des individus rencontrés sont des sédentaires contraints à se déplacer, et les plus mobiles s'avèrent eux-mêmes sédentarisés dès lors que leurs modes [avec des s] de vie et de reproduction familiale sont considérés dans leur ensemble. Rappelant la prééminence des lieux dans la construction identitaire, l'identité individuelle et familiale des travailleurs mobiles apparaît ainsi localisée et s'exprime au travers de rituels nécessitant la coprésence dans des lieux eux-mêmes porteurs des ancrages d'une histoire familiale en acte, ce qui contraste avec l'absence de création de repères spatiaux et symboliques pendant le déplacement (Vincent-Geslin & Ortar 2012a, 2012b). De fait, la plupart des individus opèrent une stricte partition entre temps de travail et temps familial, partition qui se traduit

par un faible investissement symbolique du temps du déplacement. Ce constat invite à dépasser l'opposition classique entre mobilité et sédentarité pour questionner le rôle de l'autonomie des sphères du quotidien dans la construction identitaire des individus, et à revisiter les thèses portant sur l'affaiblissement des liens aux lieux et la prééminence de la mobilité comme valeur.

4 – Depuis 2008 Vers une socio-anthropologie du développement durable

Ainsi que je l'ai mentionné, lors de ma prise de poste le corps de chargés de recherche que j'intègre dépend au ministère de l'Équipement. En dépit de périodes où le logement est rattaché à ce ministère, les thématiques globales, très technicistes, me parlent peu. En 2007, les ministères de l'Équipement et de l'Écologie et du Développement durable sont fondus au sein d'un nouveau grand ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire (MEEDDAT)¹⁸. Le *Rapport Brundtland* (1987)¹⁹ popularise la notion de développement durable. Cette notion repose sur la mobilisation conjointe de trois piliers - l'économique, l'écologique et le social -, et sur la volonté d'agir sur chacune de ces composantes pour tendre vers un mode de fonctionnement de la planète apte à assurer la pérennité des sociétés humaines présentes et futures. « Repris et adopté par de nombreux acteurs locaux, nationaux et internationaux, notamment de l'aménagement, son usage a permis de renouveler et de faire évoluer sensiblement les appareils et méthodes de gestion des territoires dans une logique visant à préserver la biosphère et les ressources naturelles de la planète » (Lévy 2010: 9). D'abord adoptée dans la sphère politique, la notion n'a pas fait l'objet d'une réelle réflexion sur les implications scientifiques et opératoires de son contenu. Elle offre toutefois un espace de réflexion du fait même de sa popularité, et appréhender la définition qu'en donne chacun des acteurs présente pour le sociologue comme pour l'anthropologue un vaste objet d'étude. Mon

¹⁸ Pour une histoire de la politique environnementale en France, voir Valérie Lacroix et Edwin Zaccai, « Quarante ans de politique environnementale en France : évolutions, avancées, constante » (Lacroix & Zaccai 2010).

¹⁹ Rapport émis par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, *Notre avenir à tous (Rapport Brundtland)*, Québec, Éditions du Fleuve, 1987.

ministère de tutelle lui-même interroge peu les dimensions sociales du développement durable pour se concentrer sur les solutions techniques, ce qui est en soi peu surprenant dans la mesure où lors de sa refondation il s'appuie principalement sur les réseaux scientifiques et techniques de l'ex-ministère de l'Équipement.

Moi-même et mes collègues en poste à l'ENTPE, Patricia Lejoux, une aménagiste du LAET, et Françoise Lafaye, anthropologue au laboratoire EVS, voyons dans ce changement l'opportunité d'intégrer des problématiques de recherche auxquelles nous réfléchissons en commun plus liées à notre ministère de tutelle. Cela se traduit pour moi par le développement de deux thèmes de réflexion parallèles. Le premier porte sur l'énergie. Plus qu'un nouveau départ, la prise en compte de cette problématique de façon centrale traduit l'infléchissement d'un questionnement déjà présent dans ma première étude sur la périurbanisation sous la forme d'interrogations sur le coût des mobilités (Ortar 2007a). Le deuxième thème, qui aborde les apports de l'anthropologie à la recherche sur le développement durable, est nouveau. Cette réflexion va s'établir sur plusieurs fronts : un séjour d'un an aux États-Unis en 2010-2011, un numéro spécial de revue sur la confrontation des modes d'habiter au développement durable (Morel-Brochet & Ortar 2014), suivent plusieurs collaborations et la création d'un séminaire de recherche portant sur la matérialité sur lequel je reviens plus loin. Je me permets dans les lignes qui suivent de revenir d'abord sur mes recherches autour du développement durable qui ont porté sur les pratiques sociales et le recyclage. J'aborderai au chapitre suivant les questionnements soulevés spécifiquement par l'étude de l'énergie par les sciences sociales et les recherches que j'ai jusqu'à présent menées sur cette question.

4.1 - 2010-2011 Visiting scholar au département d'anthropologie de l'Université de San José : Aborder le développement durable

La durabilité a été très tôt abordée en termes d'innovations techniques (Smith, Voß & Grin 2010) visant à préserver des modes de vie tout en maintenant des niveaux de consommation constants, oblitérant la question politique de la soutenabilité de la consommation comme mode de vie (Webb 2012b). L'appréhension des modes de consommation s'est effectuée en anthropologie *via* l'étude des systèmes technico-politiques à l'origine de la production de l'énergie (Nader 1981; Wilhite & Lutzenhiser 1999) ou, en sociologie, des systèmes sociotechniques (Shove 2003), sans interroger les évolutions du système lui-même (Shove & Walker 2010). L'approche privilégiée est généralement sectorielle et se confine à l'échelle des systèmes urbains (Owens 1986), des réseaux techniques (Coutard 1999; Rutherford & Coutard 2014), des interactions entre formes urbaines et déplacements (Breheny 1995; Lévy & Dureau 2002; Newman & Kenworthy 1999) ou des villes (Coutard & Lévy 2010; Dorier-Apprill & Jaglin 2002). Dans ce cas, les modalités de l'appropriation du développement durable par les acteurs institutionnels sont souvent appréhendées, au travers d'une analyse des retours d'expériences et d'une réflexion sur la gouvernance (Da Cunha *et al.* 2005; Emelianoff & Stegassy 2010; Laigle 2009; Villalba 2009), par des démarches des collectivités territoriales, telles l'adoption des Agenda 21, des plans climats territoriaux, la création d'éco-quartiers ou encore la participation à des Clubs Villes durables.

Si des chercheurs étudient les initiatives habitantes en faveur de la durabilité urbaine, les « actions de transformation habitante des milieux urbains » (Emelianoff 2010: 321) examinées relèvent d'initiatives très

diversifiées liées à la renaturation urbaine, à l'alimentation, à la co-construction, aux modes de déplacements doux, etc. Ces analyses reposent souvent sur des observations effectuées auprès d'habitants inscrits dans des dynamiques d'engagement politique. On peut ainsi constater qu'en dehors des études de territoires très particuliers comme les éco-quartiers ou les jardins partagés, ou de segments de la population bien spécifiques, il reste beaucoup à faire pour développer la connaissance et la compréhension de la manière dont les espaces de vie et les habitants ordinaires sont influencés par la durabilité, et pour identifier la multiplicité des pratiques et des évolutions qui découlent de cette influence.

Tandis que je monte la réponse à l'ANR Villes Durables dont les résultats sont développés au chapitre suivant, je décide d'être accueillie un an comme chercheur invité à l'étranger. Le désir de réaliser un tel projet est ancien, mais n'a pu être concrétisé jusqu'alors pour des raisons diverses. Après plusieurs années passées dans un laboratoire où je ne dispose pas d'homologues disciplinaires, ce choix vise autant à me recentrer sur ma discipline qu'à développer ma réflexion sur la capacité de l'anthropologie et de la sociologie à appréhender le développement durable. Une recherche internet me permet de sélectionner deux départements d'anthropologie anglo-saxons où des chercheurs traitent également du quotidien des familles et commencent à développer des recherches en lien avec le développement durable. Ma candidature auprès de l'université de San José en Californie est reçue très positivement. Avec Chuck Darrah, qui sera désormais mon homologue américain, je monte une réponse à une bourse Marie Curie sur la capacité de l'anthropologie à répondre à la question du développement durable. La bourse est refusée, mais le projet de recherche nous servira de base de travail collaboratif lors de mon séjour qui correspond à une année particulièrement riche en Californie d'un point de vue politique.

En effet, au regard de l'ensemble des États-Unis, la Californie fait figure d'État exemplaire de par sa volonté de répondre aux exigences d'un

développement plus soutenable, et possède une longue tradition de sensibilité à l'écologie, une attitude qui tranche dans un contexte où, lors de mon séjour en 2010-2011, une partie des Républicains niait toujours, au niveau fédéral, la réalité du changement climatique, militant pour un développement croissant de l'exploitation des sables bitumeux, pour le maintien des aides financières accordées à l'industrie pétrolière, et contre toute baisse du niveau d'émission de gaz à effet de serre qui aurait pu avoir un effet sur le mode de vie.

La Californie s'est dotée en 2006 d'un outil législatif, le *Global Warming Solutions Act* (AB32), qui doit lui permettre d'atteindre les prérequis du protocole de Kyoto en matière d'émission de gaz à effet de serre. En 2010, les aires urbaines devaient mettre en place des contrats d'objectifs et des protocoles d'action à compléter d'ici 2035 portant sur les secteurs de l'économie, du social et de l'environnement. Lors de mon séjour, la région de la baie de San Francisco se caractérisait par son étalement urbain et une faible offre de transports en commun. En ce qui concerne les achats d'électroménager, le système de labellisation « *Energy star* » livre peu d'informations sur les consommations réelles des produits²⁰ et, si les produits étiquetés d'origine biologique sont vendus sur les marchés, ils sont encore peu présents dans les grandes surfaces. Enfin, le développement durable, bien que promu par l'État de Californie auprès des métropoles, ne faisait pas partie des programmes scolaires pourtant établis par ce même État sous la direction duquel les manuels scolaires sont édités²¹ ; et l'écologie n'apparaissait que de façon marginale dans les programmes de sciences de la terre à partir de la troisième²². Un élément révélateur de la faible congruence existante entre les différents secteurs d'action de l'État.

²⁰ Un informateur m'expliquera ainsi que pour déterminer les performances réelles des appareils électro-ménagers, il a construit un tableau Excel à partir de la base de données fournie par l'État accessible uniquement par Internet. Les données sur la consommation ne sont pas indiquées dans les magasins et rarement fournies par les constructeurs.

²¹ Dans le système public californien, les manuels sont imposés par l'État de Californie. Il n'en existe qu'un seul par niveau et par matière à une époque donnée.

²² Entretien réalisé auprès d'un professeur de Sciences et vie de la terre de Santa Clara High School.

Le but de mon séjour fut donc de réfléchir avec mes collègues californiens à la capacité de l'anthropologie à s'emparer de l'objet développement durable d'un point de vue empirique et d'esquisser une comparaison entre la France et les États-Unis dans le contexte d'internationalisation différentielle de normes devenues globales qui définit le champ contemporain de l'anthropologie (Selim 2004). Malgré une imprécision qui fait du développement durable à la fois sa force et sa faiblesse²³, sa caractéristique majeure est une recherche de conciliation entre présent et futur, croissance et environnement, économique et social, et entre les intérêts de différents acteurs, à travers des principes et procédures de gouvernance et de participation (Zaccai 2011). L'essor de l'usage de cette notion au sein de la société et le présupposé d'une lecture différente de part et d'autre de l'Atlantique fournirent un point de départ à cette réflexion menée conjointement avec Chuck Darrah dans le cadre d'un cours, puis lors de l'animation d'un atelier. Mon séjour états-unien m'offrit ainsi l'opportunité de multiplier les terrains d'enquête et les scènes d'observation, et de nourrir une réflexion méthodologique autant qu'épistémologique.

Je profitai de ma présence pour réaliser plusieurs enquêtes de terrain visant autant à engranger des matériaux qu'à renouveler mes pratiques et thématiques de recherche qui se déroulèrent en 2010-2011 dans la *Silicon Valley*, appellation reprise de façon endogène par les résidents de la rive Est de la baie de San Francisco. La vallée est un haut lieu de l'innovation technologique. Lors de mon séjour, en raison de la nécessité de la mise en application du *Global Warming Solutions Act*, cette aire urbaine cherchait également à maintenir une figure de précurseur en matière de développement durable. Elle était, de plus, agitée de controverses entourant la création d'une ligne ferroviaire à grande vitesse Los Angeles-San Francisco qui pourrait la traverser à terme. Ce contexte particulier m'apparut propice pour interroger les

²³ Fabrice Flipo (Flipo 2006) note à ce propos, « célèbre dans le monde entier, compte plusieurs dizaines de définitions du développement durable. La cohérence de ces définitions entre elles pose problème. Et c'est sans doute ce qui a permis à ce concept de remporter le succès que l'on sait ».

pratiques quotidiennes des habitants de la *Silicon Valley* et les représentations endogènes liées au développement durable des institutions. J'effectuai donc des observations lors des conseils municipaux de la ville de Palo Alto à propos de la mise en place de la ligne de train à grande vitesse, et des réunions destinées à mettre en application le *Global Warming Solutions Act* de la Metropolitan Transportation Commission à San Francisco. Ces observations n'avaient pas pour but d'analyser la mise en œuvre des politiques publiques, mais plutôt de me constituer une culture politique de la Californie afin d'appréhender les structures politiques et leurs modalités d'action suivant le constat effectué par Mickael Redclift, selon qui « plutôt que de parler avec hauteur de la nécessité de “ transformer ” le comportement humain, nous pourrions prendre un nouveau départ en analysant comment le comportement actuel est lié à des motifs et à des cycles de dépendance au carbone. On gagnerait à se demander pourquoi et comment les structures sociales et économiques ne sont pas viables, et à enquêter sur les coûts réels de la naturalisation des pratiques sociales qui ont des conséquences importantes sur l'environnement » (Redclift 2009: 382).

Fréquenter ces réunions eut un autre effet inattendu. Le public, largement composé de technophiles, me confronta directement au registre de la croyance au pouvoir salvateur de la science et de la technologie, croyance que ne pondère aucune « heuristique de la peur » (Jonas 2013 [1979]) : cette expérience m'a profondément interpellée et a influencé indirectement ma réflexion sur la relation à la technique dans les politiques publiques prônant le développement durable et la transition énergétique.

4.2 - La mise à l'épreuve de la théorie des pratiques

À mon arrivée, Chuck Darrah m'a proposé de faire travailler les étudiants de sa classe d'ethnographie autour de mon projet. Cette expérience s'est avérée très intéressante pour moi, non seulement parce qu'il est toujours professionnellement enrichissant d'œuvrer aux côtés d'un collègue à la construction d'un cours, mais aussi parce que les réactions des étudiants de la classe m'ont permis de tester certaines de mes hypothèses d'enquête et de mieux appréhender la relation au développement durable de jeunes issus de milieux sociaux très variés, l'université de San Jose se caractérisant par le nombre important d'étudiants issus de milieux hispaniques peu favorisés comme de jeunes issus des classes moyennes. Cette classe a été également l'occasion pour Chuck Darrah et moi-même de nous approprier les travaux d'Alan Warde (Warde 2005) et surtout d'Elizabeth Shove (Shove 2003, 2010; Shove, Pantzar & Watson 2012) sur la théorie des pratiques (*practice theory*) et de la mettre à l'épreuve.

L'usage que je fais de la théorie des pratiques s'effectue essentiellement par ma confrontation aux travaux d'Elizabeth Shove sur les régimes de transformation du quotidien. Le courant de la sociologie des pratiques s'appuie sur les travaux du théoricien social américain Theodore Schatzki (Schatzki 1996) et du sociologue culturaliste allemand Andreas Reckwitz (Reckwitz 2002) qui voit dans la théorie des pratiques une alternative aux deux principales théories sociales disponibles : le modèle de *l'homo economicus* qui fonde l'action sociale sur l'intérêt, et celui de *l'homo sociologicus* qui situe l'action en référence à la norme sociale²⁴. Les pratiques qui apparaissent à la fois comme des activités corporelles, mentales, matérielles, cognitives, processuelles et agentielles, sont interrogées en tant que

²⁴ Pour une présentation détaillée des courants à l'origine de la théorie des pratiques, voir l'article de Sophie Dubuisson-Quellier et Marie Plessz (Dubuisson-Quellier & Plessz 2013).

composantes de l'espace social. Les dimensions sociales des pratiques « sont liées à leurs trois propriétés : elles sont dotées d'un sens ; elles sont l'objet de prescriptions, d'instructions ou d'exigences sur les façons de faire ; elles sont associées à des *teleoaffective structures* qui recouvrent des objectifs, les projets, les visées ainsi que les émotions qui sont jugées acceptables par les acteurs » (Dubuisson-Quellier & Plessz 2013). Les réflexions dont est issue la théorie des pratiques s'inspirent en outre de la théorie bourdieusienne de la pratique laquelle est inclus dans un programme théorique de l'action sociale destiné à comprendre ses modes de génération (Bourdieu 2000 [1972]). Sont également invoquées les théories latouriennes de l'acteur-réseau (Latour 2006). L'analyse de l'évolution des pratiques entourant les systèmes sociotechniques et leurs régimes de transformation sont documentés principalement par les travaux d'Elizabeth Shove (Shove 2003; Shove, Pantzar & Watson 2012) sur les mécanismes à l'origine de nos ressentis et normes, appréhendés au travers de nos pratiques actuelles, mais aussi de l'histoire industrielle et des politiques publiques et commerciales.

Outre les courants mentionnés, Elizabeth Shove (Shove *et al.*, 2012) appuie aussi sa réflexion sur un usage critique de la sociologie de l'innovation et de la consommation. Il s'agit de réfuter l'idée selon laquelle le consommateur est souverain et autonome. Elisabeth Shove et Anthony Warde adossent leur réflexion aux travaux du sociologue Anthony Giddens (Giddens 1984) selon qui les activités quotidiennes des acteurs sociaux sont issues des structures de systèmes sociaux plus larges, qu'elles reproduisent. La compréhension des faits sociaux passe par une prise en compte des styles de vie et des pratiques qui leur sont associées. Il s'agit donc d'analyser les mécanismes conduisant à la stabilisation des pratiques dans les structures sociales appréhendées à travers leur transmission et leur reproduction, qui permettent aux individus de développer des modèles de relations sociales. Elizabeth Shove (Shove *et al.*, 2012) propose de dépasser ces premières analyses pour accéder à une intelligibilité des pratiques sociales en interrogeant les conditions de leur

évolution. Le temps, la routine et les infrastructures matérielles émergent ainsi comme des éléments déterminants de la production des pratiques.

Elizabeth Shove part du constat apparemment paradoxal que les sociétés changent drastiquement tout en restant largement identiques. Au cœur du changement, des pratiques émergent, évoluent et disparaissent. Pour étayer cette analyse du changement, Elizabeth Shove, Mika Pantzar et Matt Watson (Shove et *al.*, 2012) s'appuient sur une analyse fine et multisituée du changement social visant à comprendre d'une part comment les technologies ont pu être assimilées au quotidien (avec toutes les incidences que cette assimilation a produites sur les comportements de consommation), et d'autre part, dans quelles conditions des conduites qui avaient disparu peuvent être réappropriées (Shove & Chappells 2013). Elizabeth Shove, Mika Pantzar et Matt Watson prennent en compte les configurations matérielles, et s'approprient la posture latourienne selon laquelle les objets constituent très largement le matériau sur lequel se tisse la sociabilité. Ces postulats théoriques permettent d'affirmer d'une part, qu'il est important pour appréhender les temps du changement de s'intéresser aux relations synchroniques et diachroniques pendant lesquelles les pratiques sont réalisées, et d'autre part, que pour qu'une pratique puisse être reproduite il est nécessaire qu'elle soit stabilisée *via* la répétition de performances similaires.

Dans une perspective de mise à l'épreuve empirique de cette théorie, Chuck Darrah et moi-même avons réalisé de façon conjointe une recherche sur le quotidien du développement durable qui s'appuie sur un corpus de trente-huit entretiens réalisés en deux temps par nous-mêmes et des étudiants auprès de familles et de célibataires résidant principalement en périurbain. Le premier entretien avait pour objectif de collecter de l'information sur les différentes dimensions du quotidien familial (emploi du temps, transport, propreté, alimentation) et était suivi d'une visite de la maison. En s'appuyant sur le concept de mode d'habiter (Mathieu 2012), il s'agissait d'interroger, au travers des routines et de leur évolution, les différentes échelles temporelles et spatiales

de l'habiter. Nous avons donc interrogé les personnes sur leur vie quotidienne sans mentionner le développement durable ni évoquer des pratiques *ad hoc*.

Les routines permettent d'automatiser les pratiques. Ce sont des enchaînements réguliers se manifestant comme des techniques du corps qui rendent efficaces les activités ordinaires, dont l'usage des objets, et ce quelle que soit leur nature (Juan 2015). Les routines s'appuient sur la matérialité en tant qu'elles aident à agir sur et sont effectuées dans un environnement matériel qui peut les affecter : dans « Les techniques du corps », Marcel Mauss (Mauss 1936) montre ainsi les incidences de la modification de son environnement sur le repos. Les routines renvoient également à une structuration du temps. Grâce à la répétition, les routines deviennent progressivement non-pensées pour reprendre les termes d'Albert Piette (Piette 2009). Elles s'inscrivent dans une « économie cognitive » (Piette 2013:70) correspondant au déploiement des séquences d'actions qui allègent le travail d'interaction sociale. Elles relèvent ainsi d'un maillage d'accords tacites et de réflexes enracinés qui structure le quotidien (Ehn & Löfgren 2010) domestique comme professionnel, et agissent comme des mémoires du corps (J.-C. Kaufmann 1997). Élément central dans la théorie de la structuration d'Anthony Giddens (Giddens 1984), la routine, de par son caractère habituel, assure le maintien d'un sentiment de confiance, une sécurité ontologique dans les activités de la vie quotidienne.

Les routines affectent et sont affectées par une division du travail et des rôles au sein de la maisonnée et font l'objet de discussions et de négociations entre les membres de la famille (Desjeux *et al.* 1996). Elles sont aussi le résultat de la diffusion de normes. Elles sont donc à la fois dynamiques et immuables, personnelles et sociales, et servent à réduire la complexité lors d'une prise de décision, à créer un environnement stable, et en ce sens habitable. Elles constituent un ensemble de pratiques prédictibles, mais qui, conséquemment, ne peuvent être changées sans effort (Ilmonen 2013), bien qu'étant le support même du changement (Rivière 1996). Cette attention aux routines est d'autant plus importante que, comme le relève Salvador Juan (Juan 2015), « plus

l'existence personnelle se charge de matérialité, d'énergie, d'objets technicisés ou de machines, et plus l'évasion hors de la rationalité et des habitudes fixées prend de l'importance. »

Les modes d'habiter sont donc structurés par ces routines qui acquièrent un caractère subconscient, guident le quotidien, l'ordonnent et sont au cœur des pratiques. Le fait que les changements affectant la vie domestique (comme l'approvisionnement, la préparation des repas, la relation à l'énergie) s'effectuent sur le long terme, sans réelle conscience de leur occurrence, ne constitue pas un obstacle à ces changements. Ainsi, les usages de l'énergie au quotidien en tant que pratiques sociales s'appuient sur des arts de faire (Certeau 1990 [1980]) et des routines. Les routines ayant des conséquences sur les usages de l'énergie sont aussi le résultat de la diffusion de normes, notamment de confort (Shove 2003; Subrémon 2010) et de statut social (Sahakian 2011), mais sont également influencées par la structure du bâti (Chappells & Shove 2005; Sahakian 2011). Les manières de faire et pratiques quotidiennes comportent donc une dimension corporelle et sensible, comme une dimension sociale et technique, sujette à l'évolution dans le temps (Shove, Pantzar & Watson 2012). Le quotidien s'insère ainsi dans un ensemble de pratiques médiées par la culture matérielle et dont la compréhension requiert l'analyse. Omniprésentes au quotidien, les routines offrent un accès aux pratiques entourant le développement durable. Cette recherche donna lieu à un atelier réalisé à Berkeley (Darrah, Dornavic, Ortar 2011) et surtout de mon côté à un article où je confrontai la théorie à mes terrains d'enquête (Ortar 2014).

De cette mise à l'épreuve j'ai retiré une observation méthodologique sur l'usage des silences dans l'analyse. En effet, la prise en compte de la nature des différents silences dans les discours s'appuyant sur une ethnographie minutieuse de la société observée favorise une déconstruction des mécanismes expliquant une « incohérence » des pratiques entre les différents champs, cadrés par des dispositifs marchands et/ou des politiques publiques. Une telle déconstruction permet d'observer en acte l'appropriation du développement

durable qui, « loin de constituer une chaîne causale linéaire, [consiste en] une incorporation reformulée des éléments théoriques, ainsi qu'[en] une renégociation des modes de faire préconisés » (Villalba 2009). Bruno Villalba dresse ce constat à propos des institutions, mais on peut l'étendre aux particuliers.

L'intérêt d'une analyse systémique des routines des maisonnées a été démontré à travers l'interdépendance du quotidien et d'éléments exogènes au ménage, qui souligne, à la suite des travaux de Salvador Juan (Juan 2009) et d'Edwin Zaccai (Zaccai 2009), l'importance d'intégrer les niveaux macro et micro dans l'analyse du quotidien pour comprendre les mécanismes à l'origine des routines et l'influence qu'ont sur ces routines les valeurs des autres membres de la maisonnée. D'autre part, l'intérêt d'une telle analyse est illustré par la prise en compte des différents postes de consommation, qui permet d'acquérir une vision globale des changements en cours. Cette analyse souligne l'importance de la temporalité des apprentissages : les routines relevant d'une éducation reçue enfant, bien que marquées par la contrainte, s'avèrent durablement prégnantes bien que la nécessité du geste et du régime axiologique justifiant de telles incorporations puisse varier. En comparaison, les routines développées à l'âge adulte, en ce qui concerne la consommation et les déplacements, sont marquées par le caractère impensé des changements, caractère assuré par les dispositifs sociaux-techniques (Shove *et al.* 2007) qui les accompagne. Une aisance d'acquisition qui souligne à rebours l'importance des efforts à fournir pour intégrer de façon volontaire des habitudes de vie venant radicalement transformer le quotidien.

La mise en évidence de plusieurs registres du quotidien offre la possibilité d'observer les dynamiques de changement des pratiques grâce à une compréhension des mécanismes et ressorts en action, et permet d'appréhender la nature des changements en cours. Intégrer dans l'analyse les contextes de socialisation et leur évolution au cours du temps permet aussi de questionner les significations « publiques » et privées données à ces apprentissages et aux

gestes incorporés, qu'ils relèvent de pratiques d'économie ou de consommation. En effet, les routines constitutives du quotidien font appel à des valeurs et à des habitudes transmises quand on est jeune. La recherche d'une congruence avec le développement durable les transforme uniquement lorsqu'elles n'entrent pas en contradiction avec d'autres connaissances et/ou régimes axiologiques, qu'ils soient portés par un modèle de désirabilité sociale, le reflet d'un manque de congruence des politiques publiques, ou le résultat de prescriptions partiellement comprises faute de connaissances adéquates. Ces éléments nourrissent notamment ma réflexion sur les changements de comportement de déplacement que je mène actuellement et ont inspiré mes analyses des résultats de l'ANR TransEnergy.

4.3 - Les modes d'habiter la durabilité : réflexions parallèles

À mon retour en France, Françoise Lafaye et moi-même proposons des ateliers lors de colloques organisés par les sociétés d'anthropologie. Le premier de ces ateliers, animé dans le cadre du congrès de l'Association française d'ethnologie et d'anthropologie, s'intitule « Le développement durable à l'aune de l'anthropologie : état des connaissances et questionnements ». Nous partons du constat que les changements survenus en raison des défis liés au réchauffement climatique, à l'épuisement des ressources énergétiques, aux conséquences de pollutions générées par l'activité humaine, deviennent observables. D'un point de vue analytique, ils interpellent « naturellement » notre discipline. En effet, le holisme de l'anthropologie la désigne tout particulièrement pour aborder ces changements induits par les transformations des conditions d'existence sur la planète. Cet apport de l'anthropologie ne peut cependant constituer qu'une étape. Aborder le phénomène dans son ensemble implique une approche interdisciplinaire. Il nous paraît donc essentiel que l'anthropologie se pose la question de ses conditions d'exercice et de ses apports pour la compréhension et l'analyse d'un tel objet de recherche. Considérant que

le développement durable est un terme polysémique, l'atelier se proposait de participer à sa construction en tant qu'objet de recherche, au travers de travaux de terrain, de questionnements méthodologiques – en se posant la question de l'adaptation des outils habituellement utilisés – et d'une réflexion théorique. Un second atelier a suivi en juillet 2012 au sein de l'association européenne des anthropologues sociaux (EASA). De ces deux ateliers émerge une grande diversité de travaux qu'il est difficile de faire dialoguer entre eux, et on constate également une certaine difficulté à appréhender le développement durable lorsque l'analyse n'est pas ancrée dans des problématiques concrètes.

Dans le cadre de l'atelier du Rehal portant sur le thème « Développement durable et acceptabilité sociale » j'ai organisé en février 2012 une journée intitulée « Innovations et comportements » dont le but était d'appréhender le développement durable par le bas en questionnant la réception des innovations et des politiques publiques. C'est ce même questionnement qui anime la réflexion développée en collaboration avec Annabelle Morel-Brochet au sein d'un numéro spécial de la revue *Norois* « Les modes d'habiter à l'épreuve de la durabilité » (2014).

Annabelle Morel-Brochet et moi-même postulons que les comportements ne se transformeront pas sans une adhésion de la part des habitants, mais également, à la suite d'Olivier Godard, que « les réalités sont mélangées, faites de la composition de plusieurs ordres, non pas de façon périphérique et accessoire, mais de façon centrale. Pour appréhender cette réalité composite, il ne s'agit plus alors de miser sur une sorte de division topique du travail, mais d'accepter de se confronter à la pluralité comme donnée de base de la réalité à étudier et à comprendre » (O. Godard 2004: 305). Sans cela, le risque est grand d'aboutir à une compréhension tronquée, voire erronée, grossissant ou oblitérant certains aspects de la question. Cette exigence d'une démarche holiste et *de facto* pluridisciplinaire, voire idéalement interdisciplinaire, dans l'analyse de l'appropriation du développement durable nous paraît essentielle pour appréhender les ordres de justification des individus,

leur façon de composer avec les contraintes inhérentes à leur quotidien, qu'elles soient culturelles, économiques et sociales ou bien encore imposées par la structure du territoire, le dessin urbain et des réseaux tant techniques que de transport. Il s'agirait ainsi de renseigner plus avant tant la nature des lieux de vie et de transit, que la sensorialité, l'axiologie et la praxéologie dans lesquels s'inscrivent les actions des individus, et donc les modes de socialisation et d'apprentissage des individus dans le cours ordinaire de leur vie. S'y intéresser incite à mieux apprécier dans quelle mesure l'affirmation de cet objectif commun est capable de modifier à terme – ou transforme d'ores et déjà – les modes d'habiter, comme de distinguer les pratiques nouvelles de celles plus anciennes, réactualisées et relabellisées à l'aune du développement durable.

Le dossier propose un croisement disciplinaire (géographie, ethnologie, sociologie, aménagement, science politique) autour de recherches employant toutes des méthodologies d'enquête qualitative à l'échelle microsociale et micro-spatiale. L'appel se voulait une invitation à investir dans une perspective englobante des modes d'habiter aux prises avec leurs contraintes et leurs contradictions, afin de saisir quelques-uns des ressorts comme des résistances au changement socio-spatial en cours. Les textes réunis informent sur des points encore aveugles de la recherche sur les pratiques et usages des individus-habitants, et rendent compte de leur appréhension du changement de paradigme en cours. Sont analysés les comportements des acteurs ordinaires, qu'ils soient placés dans un contexte censé modifier leur quotidien, comme les écoquartiers, ou simplement mis en situation dans leurs pratiques, qu'elles portent sur l'alimentation, le rapport à une ressource ou la mobilité. Sont questionnés en filigrane le rapport à la norme et aux valeurs, la construction de nouveaux usages et l'incidence de la matérialité des lieux comme des politiques publiques et du politique sur les modes d'habiter, lorsque celles-ci créent de nouvelles normes institutionnelles sociotechniques (écologiques autant qu'hygiénistes) et/ou qu'elles transforment les espaces habités. Le dossier informe la recherche tant sur les freins que sur les facteurs de changements des modes d'habiter, au travers de l'analyse de pratiques de

consommation quotidienne ; il rend également compte de la place des valeurs dans l'adoption de comportements congruents à la fois dans la vie de tous les jours et lors de séjours touristiques. La réflexion menée dans le cadre de ce dossier se place donc dans la continuité de celle engagée depuis plusieurs années dans le cadre du séminaire « modes d'habiter », mais elle marque aussi l'infléchissement de ma réflexion autour de la production du changement – point que je développerai au chapitre 6 – et ses conditions d'appréhension, en traitant la question des routines et du rôle de la matérialité au quotidien.

4.4 - Rebut, objets surnuméraires, déchets : cohabiter avec la surproduction, transformer les objets

Lors de mon séjour aux États-Unis, j'ai commencé par me recentrer sur les pratiques de consommation quotidiennes pour interroger le sens que leur donnent les enquêtés sans présumer en amont de changements. À la suite de cette première recherche accomplie dans les mois qui ont suivi mon arrivée, j'ai eu l'occasion, par le hasard des rencontres, de participer à des réunions d'associations désireuses de mettre en œuvre une transition énergétique : *Transition Palo Alto* et *Santa Clara Green Action*. Les observations réalisées au cours de ces réunions m'ont permis de parfaire ma connaissance de la société américaine et de nouer des contacts dans le but d'effectuer une ethnographie du quotidien par observation participante auprès de cinq familles ayant accepté la présence d'un enquêteur. Cette observation s'est accompagnée d'un suivi quotidien, nécessairement multisitué, car les interactions au sein du logement ne prennent sens que si l'on tient compte de l'ensemble des lieux qui conditionnent l'approvisionnement et l'organisation de l'unité domestique. Cet élément d'enquête fut complété par l'observation flottante de la vie d'un quartier de Santa Clara, une des agglomérations de la *Silicon Valley* où j'ai

résidé pendant un an. Ces observations et ces entretiens m'ont conduite à réorienter ma réflexion autour d'une anthropologie de la culture matérielle.

Les objets ne faisaient initialement pas partie de la recherche, mais se sont imposés par leur omniprésence au sein des discours, des échanges et dans l'espace public et privé. Trois éléments confortèrent mon intérêt pour l'exploration de la relation aux objets du quotidien. Le premier fut la surabondance. La caractéristique des maisons de la baie est de ne pas comporter de cave, dès lors ce sont les garages qui en font office. La lumière de ces pièces étant parcimonieuse et mal répartie en raison de l'encombrement, l'ouverture du haillon donnant directement sur la rue se produit à chaque fois qu'un membre de la famille y cherche quelque chose, offrant ainsi à la vue des passants un débordement d'objets hétéroclites plus ou moins ordonné, dont l'usage interroge. Le deuxième élément qui attira mon attention fut le nombre de ventes dites de garage, « *garages sales* », et l'importance des réseaux et services permettant d'acquérir des biens usagés. Le troisième fut le soin pris à assurer une deuxième vie aux objets grâce à des réseaux d'échange et la manifestation de pratiques intenses de bricolage, transformation, création de nouveaux objets (Ortar 2015a). Ce constat de l'abondance des objets, de ce qui m'est apparu comme une difficulté à s'en débarrasser, le désir de prolonger leur vie, n'est pas sans présenter un caractère paradoxal dans une société qui privilégie la consommation d'objets neufs comme moyen ultime d'assurer le plein rendement de son économie, le but étant de dégager des profits destinés à favoriser l'accès à la classe moyenne, un modèle si largement désiré que les États-Unis se sont autoproclamés « A consumers' republic » (L. Cohen 2003). L'habitude de recycler aux États-Unis disparaît dans les premières décennies du XX^e siècle avec l'avènement de l'industrie, qui supprime les filières traditionnelles de recyclage, et l'arrivée de biens de plus en plus nombreux dans les familles. Les savoir-faire pour produire soi-même se perdent avec l'habitude de réutiliser les restes. Au cours des années 1990, alors que pour, les pauvres, porter des habits usagés est perçu comme une insulte et stigmatise les enfants noirs américains (Nightingale 1993), les achats de biens usagés deviennent

acceptables et même à la mode pour une grande partie des Américains qui se définissent comme appartenant à la classe moyenne (Strasser 1999), ce qui témoigne d'un renversement de valeurs.

Cette partie de l'enquête a eu lieu à la fois dans la rue – par entretiens et par l'observation des interactions se déroulant autour des ventes (*garage sales, side-walk sales, etc.*) et du dépôt d'objets sur le trottoir. Des entretiens ont été réalisés selon la méthode de l'effet boule de neige auprès de relations, de collègues, de voisins et de connaissances. Décrocher les entretiens s'est avéré difficile, les réticences étant nombreuses dès que le sujet – le traitement des objets surnuméraires dans la maison – était connu. Lors des entretiens eux-mêmes, une véritable gêne a émergé pendant la visite des lieux de stockage, d'entassement, des surplus et restes de la vie familiale. Le sujet était évité le plus longtemps possible, puis des rires gênés punctuaient les conversations et les visites s'accompagnaient de longues excuses à propos du désordre des lieux. Montrer son garage oblige à se dévoiler, on observe alors une pudeur surprenante au premier abord, puisque la plupart des garages sont ouverts une partie de la journée et donnent ainsi à voir ce que l'on ne souhaite pas expliquer à l'anthropologue, mais cette pudeur non moins révélatrice des ambiguïtés entourant la consommation et le statut des objets surnuméraires et des espaces de stockage.

Ces observations m'ont conduite à appréhender la circulation des objets au sein des univers domestiques, car « un objet circule, vit, change, met en contact, fait et défait des relations, meurt, renaît » (Diaso 2009). Travailler sur l'objet disqualifié, en marge du circuit marchand, voire récupéré dans la poubelle, présente une valeur heuristique. En effet, peut-être mieux qu'un objet plein, son analyse met en posture d'accueillir « la discordance de l'objet comme une des raisons du travail de mémoire » écrit Mondher Kilani (Kilani 2008), car, « par le détour de la manière dont une société accommode les « restes » (Debary & Turgeon 2007), le chercheur pourra peut-être mieux reconstituer le rapport de celle-ci à son passé » (Kilani, 2008), comme à son présent. Au travers de la

relation à l'objet disqualifié se lisent l'état d'une économie, la relation au gaspillage, l'étendu des savoir-faire mobilisés au quotidien et donc l'actualité de la transmission des techniques, ainsi la façon dont est appréhendé le futur. En effet, « les objets, les relations physiques et humaines qu'ils entraînent ne peuvent se réduire à une simple matérialité pas plus qu'à de simples instruments de communication ou de distinction sociale. Ils ne relèvent ni seulement de la cave ni uniquement du grenier, mais plutôt simultanément des deux, et il faut donc les replacer dans des réseaux d'abstraction et de sensibilité essentiels à la compréhension des faits sociaux. La vie matérielle établit sans doute dans l'histoire « les limites du possible et de l'impossible », comme le voulait Braudel, mais elle le fait dans l'imbrication de contextes sociaux d'informations et de communications qui organisent la signification des choses et des biens, et non dans la succession et la séparation claire de temporalités propices à des comportements types » (Roche 1997: 11).

Pour l'anthropologue ou l'ethnologue, la consommation ne se réduit pas à un acte d'achat. D'abord parce qu'elle n'est pas forcément marchande, mais s'inscrit dans l'économie plus large des échanges d'objets et de personnes. Ensuite, parce qu'elle n'est pas un moment, mais un processus complet (mais non linéaire) de production et de destruction : la filière, le « système d'approvisionnement » (Fine & Leopold 1993), la « vie sociale des choses » (Kopytoff 1986) et leur « biographie culturelle », en se situant à une échelle large et en se centrant sur l'objet et les interactions qui l'enserrent et le constituent ; l'« itinéraire de consommation », en se localisant à une échelle plus fine et en prenant pour référence le consommateur.

Aussi, malgré une focalisation sur le consommateur final, la « consommation » ne commence pas au niveau de la transaction marchande, mais en amont. Elle se poursuit également en aval. C'est un processus qui amène un sujet à vouloir un bien et à mettre en œuvre le nécessaire pour l'obtenir, puis à l'utiliser. Dans cette optique, en deçà et au-delà de l'acte d'acquisition qu'il soit marchand ou pas, se déroulent d'un côté, la prise de décision et le passage

à l'action, de l'autre, l'usage. Le phénomène inclut certes l'échange de marchandises (contre de l'argent, le plus souvent), mais également des questions de transport, de conservation, de stockage, de manipulation, de transformation, de dégradation et de gestion des déchets, comme les procédures de définition de cette marchandise en tant que telle – autant de pratiques qui mettent en jeu des relations avec des objets et d'autres sujets, et fondent ainsi les modes de subjectivation. Intervient ensuite leur appropriation, car « la biographie des choses montre que ce qui importe dans l'appropriation d'objets, tout comme dans le cas des idées, est la façon par laquelle ils sont redéfinis et utilisés par les sujets et non le simple fait de leur adoption » (Kilani 2008).

Ben Fine et Ellen Leopold (Fine & Leopold 1993) ont montré la nécessité d'une analyse en termes de systèmes d'approvisionnement qui restitue l'objet et ses usages dans l'ensemble du processus de production, distribution, consommation, destruction, récupération. Il s'agit de concevoir les objets dans leur biographie, comme l'a montré Igor Kopytoff (Kopytoff 1986), et donc d'analyser les valeurs d'usage et d'échange des objets, la dé-marchandisation qui implique l'attribution de caractéristiques de singularité et de distinction, les procédures menant à leur démantèlement et donc à leur retour à l'état de matière et celles conduisant à leur requalification, transformation.

L'attention portée à la possibilité d'une deuxième vie pour les objets jusqu'au moment de leur mise au rebut témoigne d'une difficulté à penser la destruction de l'objet encore fonctionnel, donc n'ayant pas achevé son cycle de vie. Si la société de consommation a instauré une obsolescence programmée des objets pour favoriser l'accélération du cycle de consommation, elle s'appuie aussi sur un culte de l'objet dont l'un des effets est l'attachement et l'autre la mauvaise conscience à se débarrasser de choses encore en état de marche. Les individus, eux, continuent ainsi d'attribuer une valeur symbolique et/ou utilitaire à leur monde matériel domestique, qui ne disparaît pas avec l'usage personnel. La gradation dans l'attachement impose des formes de détachement appelant ou non à une transmission et donc à des modes de séparation différents.

L'objet entre ainsi dans des circulations qui dépassent le cycle marchand et du contre-don direct pour se jouer à l'échelle de la vie des individus : de récipiendaire, on devient progressivement donateur lorsque l'on a soi-même accédé à la consommation, la transmission étant destinée aussi bien à apporter une aide concrète, comme lors de l'installation d'un jeune ménage, qu'à perpétuer un lien, un souvenir. La deuxième vie est pensée jusque dans la mise au rebut, la mise à disposition dans l'espace public étant à la fois une façon fonctionnelle de se débarrasser de l'objet et une invite à des inconnus. La détermination et l'ingéniosité dont font preuve les particuliers pour permettre à l'objet de vivre des deuxième vies, la multiplicité des réseaux et services allant de l'informel au formel pour les accompagner dans cette démarche, tout comme l'incapacité des villes à transformer leurs pratiques de collecte des gros rebuts, interpellent le chercheur. On observe un décalage entre les valeurs et les changements sociétaux en cours, y compris économiques (avec la raréfaction des matières premières) et des pratiques institutionnelles qui ont du mal à appréhender le rebut autrement que sous la forme d'un déchet appelé à disparaître. S'ouvre ainsi un vaste domaine d'investigation peu jalonné, la plupart des travaux étant récents ou en cours de réalisation.

Ces recherches s'inscrivent toutefois dans un champ foisonnant de l'anthropologie, celui de la culture matérielle, dont relève une partie de mes travaux doctoraux, la recherche sur la tournerie ainsi que celle portant sur les datchas. Tant en Europe que dans le monde anglo-saxon, après plusieurs décennies de déshérence en anthropologie, on assiste à un regain d'intérêt pour la culture matérielle. « S'il est difficile de dater les origines du virage matériel en sciences sociales », notent David Howes et Jean-Sébastien Marcoux, « on en trouve néanmoins le germe dans les travaux de Douglas (Douglas & Isherwood 1996 [1979]), de Bourdieu (Bourdieu 1979, 2000 [1972]) et de Kopytoff (Kopytoff 1986) en anthropologie, en sociologie et en archéologie. L'analyse contemporaine de la culture matérielle se développe, quant à elle, de manière particulièrement marquée et accélérée au cours des années 1990, en Angleterre, au University College London (UCL), autour de chercheurs comme Daniel

Miller, Michael Rowlands, Christopher Tilley, Barbara Bender, Susanne Küchler, Christopher Pinney et Victor Büchli » (Howes & Marcoux 2006: 7-8). Cette école explore plus particulièrement les mécanismes de domestication, de contextualisation et d'appropriation.

En France, cet intérêt s'est traduit par la publication de plusieurs monographies centrées sur la vie sociale des objets (Anstett & Gélard 2012; Bromberger & Chevallier 1999; Chevalier 1992; Dassié 2010; Ortar 2012; Segalen & Bromberger 1996; Segalen & Le Wita 1993; Wateau 2011) qui présupposent que les biens de consommation permettent d'avoir accès aux classements des éléments du réel, de rendre visibles les catégories culturelles, de les fixer et de tracer les frontières des relations sociales. Les objets y sont analysés comme des indicateurs des catégories culturelles, une approche qui désenclave les savoirs sur la consommation d'une logique économique notamment au travers des processus d'appropriation²⁵. Parallèlement, le regain d'intérêt pour les recherches de Marcel Mauss sur les techniques du corps, qui nourrissent les travaux du groupe *Matière à Penser* (MàP), structuré autour de Jean-Pierre Warnier (Julien & Warnier 1999; Warnier 1999), ainsi que la renaissance de la revue *Techniques et Culture* (Bartholeyns, Govoroff & Joulian 2010)²⁶ témoignent des préoccupations récentes pour les modes d'appropriation ce qui implique d'introduire le sujet dans l'analyse de l'action sur la matière. C'est dans ce cadre que s'inscrit l'atelier sur la deuxième vie des objets.

J'avais depuis plusieurs années le souhait de revenir à des problématiques plus anthropologiques dans le cadre d'un séminaire de recherche. La constatation de l'importance prise par la deuxième vie des objets au sein des univers domestiques et institutionnels m'incita à proposer à mon amie et collègue Élisabeth Anstett une collaboration autour d'un séminaire qui

²⁵ Voir par exemple les travaux de Joëlle Deniot (Deniot 1995) sur les intérieurs domestiques ouvriers, ou de Sophie Chevalier (Chevalier 1992, 1996, 1998, 2002) sur ceux des classes moyennes françaises et britanniques.

²⁶ Voir également les recherches de Jean-Claude Kaufmann (J.-C. Kaufmann 1992, 1997) sur les univers domestiques, qui participent également de cette réflexion, même si sa référence à Mauss est inexistante.

porterait sur cette thématique. Il commença en octobre 2011, à mon retour des États-Unis. Il partait du constat que les sociétés contemporaines connaissent un flux d'objets et de déchets liés à la consommation dont une partie sont recyclés, transformés pour faire face au caractère fini des ressources, mais dont une autre partie s'associe aussi à des pratiques de résistance ordinaire (Dobré 2002). Toutefois, et de façon assez paradoxale si l'on songe à la place qu'en est venu à prendre l'impératif de « développement durable » dans les sociétés occidentales, au sein de cette abondante littérature sur la vie sociale des choses, il n'existe que peu d'enquêtes qualitatives sur la « deuxième vie » des objets et sur les pratiques de récupération, de réutilisation, de réparation ou de transformation des objets usagés (Debary & Turgeon 2007; Gabel, Debary & Becker 2011). La recherche qui alimente les travaux de la théorie des pratiques s'intéresse surtout à l'objet neuf. On repère, certes, des études menées par des géographes et des économistes sur l'incitation au recyclage dans les sociétés industrialisées²⁷, et diverses recherches sur la valorisation des déchets dans la sphère industrielle²⁸, mais force est de constater le caractère encore émergent de ces préoccupations de recherche dont le regain d'intérêt date du début des années 2000, comme en témoignent les thèses en cours ou venant d'être soutenues²⁹. L'intérêt accordé à la réalité des pratiques ordinaires de récupération et au sort réservé aux objets dès lors qu'ils ont achevé le cours normal et premier de leur existence et qu'ils ont épuisé la fonction ou l'usage initial auquel ils étaient destinés reste de fait encore limité. Seuls subsistent quelques études menées sur les pratiques de bricolage, ciblant toutefois plus

²⁷ Ce thème a également émergé comme un sujet récurrent de préoccupation lors la conférence des géographes américains à Los Angeles en 2013 (<http://www.aag.org>).

²⁸ Par exemple Arnaud Diemer et Sylvère Labrune, « L'écologie industrielle : quand l'écosystème industriel devient un vecteur du développement durable » (Diemer & Labrune 2007) ou encore Marie-Claire Loison et Anne Pezet, « L'entreprise verte et les boues rouges. Les pratiques controversées de la responsabilité sociétale à l'usine d'alumine de Gardanne (1960-1966) » (Loison & Pezet 2006).

²⁹ Pour des travaux récemment soutenus, voir les thèses d'Émilie Guitard (Guitard 2014), « *Le grand chef doit être comme le grand tas d'ordures* ». *Gestion des déchets et relations de pouvoir dans les villes de Garoua et Maroua (Cameroun)*; de Baptiste Monsaingeon (Monsaingeon 2014), *Le déchet durable. Éléments pour une socio-anthropologie du déchet ménager* ou encore de Jérémie Cavé (Cavé 2015), *La ruée vers l'ordure : Conflits dans les mines urbaines de déchets*.

volontiers les acteurs de ces pratiques³⁰ que les objets fabriqués et leur destin. De la même façon, alors que la revente d'objets usagés par internet s'est considérablement développée en quelques années, ces pratiques singulières et « dématérialisée » de récupération n'ont fait l'objet que de peu d'attention. Quant aux grands espaces de tri et de recyclage que sont les déchetteries et les décharges, ils sont peu étudiés au regard de la place qu'ils occupent et des rôles économiques et sociaux qu'ils assument. Enfin, Octave Debary (Debary & Turgeon 2007) tout comme Delphine Corteel et Stéphanie Le Lay (Corteel & Le Lay 2011) font l'hypothèse d'une symétrie entre le traitement réservé aux objets récupérés et les personnes auxquelles sont destinés ces objets. Une telle analogie entre des « restes d'objets » et des « restes d'humains » leur permet de montrer comment, à travers le mouvement Emmaüs, s'effectue une double récupération : celle qui donne une nouvelle vie à des matériaux recyclables et celle qui permet la réinsertion sociale d'humains en marge de la société. Cette hypothèse d'une symétrie pose la question des rapports sociaux existant derrière ces récupérations et d'un statut différencié des objets selon les revenus et le statut social des acheteurs (Dehling 2013).

Au final, on sait donc bien peu de choses sur ce que deviennent les objets usagés, et sur ce que récupérer, trier et recycler veut dire. Interroger les pratiques de récupération en vigueur dans les sociétés contemporaines en plaçant les objets et leur matérialité au centre de la réflexion importe pour mieux appréhender l'attention qui leur est portée dans le monde contemporain. D'innombrables façons de trier et de recycler ont en effet vu le jour en Europe et dans le monde dans un contexte où émergent de nouvelles critiques de la société de consommation liées à une crainte générée par le tarissement des ressources naturelles et le refus d'un système associant surproduction, surconsommation et gaspillage. Un tel postulat questionne tant la

³⁰ Ces travaux portent de façon privilégiée sur le monde ouvrier (Bonnette-Lucas 1999; Deniot 1995; Mouliné 2004), alors même que la multiplication des magasins de bricolage, de même que l'émergence d'événements réunissant bricoleurs chevronnés et néophytes (la *Maker Fair* aux États-Unis, la *Fête de la bidouille* en France), laissent à penser que la « bricole » traditionnellement associée au milieu ouvrier concerne désormais un large spectre de la société, toutes classes sociales confondues

consommation que les systèmes économiques qui la produisent. Aussi, la montée des mouvements alternatifs tels que le mouvement pour la « décroissance heureuse » en Italie ou en France, qui prônent l'autolimitation et l'autoproduction, ou encore les recherches de Juliet Shor (Shor 1998, 2010) aux États-Unis sur la consommation, réactualisent les interrogations sur la société de consommation et le partage des ressources. La géographe Cyria Emelianoff rappelle par ailleurs que « ces mouvements prolongent une réflexion amorcée dès la deuxième moitié du XIX^e siècle face aux impacts sociaux et environnementaux des modes d'industrialisation, développée notamment dans les travaux de G. Marsh, P. Geddes, H. Thoreau, W. Morris ou T. Veblen » (Emelianoff 2010: 312).

De fait, la récupération des objets usagés a désormais sa place au cœur des sociétés industrielles. L'atelier a ainsi exploré depuis 2011 les logiques de production de l'objet nécessaire, les effets de la culture matérielle en temps de crise, le rôle des acteurs dans les activités de recyclage. Pour le premier opus des travaux réalisés dans le cadre du séminaire (Anstett & Ortar 2015) nous avons choisi de nous intéresser au recyclage, en nous demandant ce que ces pratiques complexes qui prennent appui sur des processus successifs de disqualification (l'objet utile devient déchet ou détrit, inutile) et de requalification (le détrit redevient objet utile, voire nécessaire), nous révèlent sur la transformation des sociétés contemporaines. L'ouvrage regroupe neuf contributions issues d'horizons disciplinaires différents (tels que la sociologie, l'anthropologie, la géographie, ou les études en information et communication) qui toutes s'attachent à mettre en lumière des pratiques spécifiques de recyclage et de récupération, leurs réalités et leurs enjeux. Dans le cours de cet ouvrage, il nous a semblé nécessaire de commencer par documenter aussi précisément que possible la réalité prosaïque du recyclage en cherchant à comprendre où, quand et comment se mettent en place les pratiques de récupération, et entrent en œuvre les logiques de la requalification.

Cet opus inaugure la collection « Matières à recycler » chez Pétra qui propose de documenter et d'analyser les pratiques, les logiques et les discours qui président à la disqualification comme à la requalification des déchets, en s'intéressant à ce que ces usages révèlent des transformations les plus contemporaines de nos sociétés. Le deuxième, en cours de réalisation, porte sur la morale des déchets.

Tout au long de ces investigations, des confrontations d'idées générées par le séminaire, il m'est apparu que réaliser un programme de recherche sur les impermanences et permanences de la relation à la matérialité pour appréhender les transformations des modes d'habiter le quotidien a tout son sens. Il s'agit de développer d'une part un outil compréhensif d'analyse des changements en cours à travers l'analyse de pratiques spécifiques dont l'essor interpelle et d'autre part d'appréhender l'évolution des pratiques quotidiennes de consommation de l'énergie dans un contexte de crise. Je reviens sur cet aspect au sixième chapitre de ce mémoire.

5 - L'énergie : quelles questions pour les sciences sociales ?

Mon approche des questions énergétiques s'est effectuée dans le contexte particulier que nous traversons : si nous avons conscience que l'exploitation des énergies fossiles telle qu'elle a été menée jusqu'à présent ne pourra pas se poursuivre pour des raisons tant écologiques que de coût d'exploitation et de pénurie probable des ressources à moyen terme, il faut aussi prendre en compte le désir politique de modifier les sources d'approvisionnement. La notion de transition énergétique, telle qu'elle est entendue aujourd'hui, désigne le passage progressif d'un système énergétique basé sur la consommation de ressources non renouvelables (pétrole, charbon, gaz naturel, uranium, etc.) à un système énergétique fondé, en partie, sur l'utilisation d'énergies renouvelables (solaire, éolienne, hydraulique, biomasse, géothermique, etc.), ainsi que sur des comportements énergétiques plus sobres et plus efficaces. La transition est portée par la montée en puissance des enjeux environnementaux, la perspective d'épuisement des ressources en hydrocarbures conventionnels, et les reconfigurations géopolitiques. Elle a acquis un statut central dans le monde contemporain. Ce changement de système énergétique apparaît motivé par deux éléments : la raréfaction prévisible des ressources fossiles et les effets négatifs des consommations énergétiques portées par le modèle occidental.

La transition énergétique est principalement impulsée par le « haut », c'est-à-dire par les États, et son effectivité dépend essentiellement d'innovations techniques, comme en témoigne le recours important aux sciences exactes (Wiseman, Edwards & Luckins 2013). La prééminence du rôle joué par les États dans la conduite de cette transition énergétique s'explique à la fois par la situation singulière de chaque pays au regard de ses ressources énergétiques et

par les enjeux géopolitiques soulevés par les questions énergétiques. En France, si les lois Grenelle 1 et 2 ont permis de poser des premiers jalons, la question de la transition énergétique est véritablement apparue dans le débat public à l'occasion de la Conférence environnementale sur le développement durable organisée par l'État en septembre 2012. Elle fut suivie par un débat national sur la transition énergétique au cours de l'année 2013, qui a servi de base au projet de loi destiné à engager la France dans la transition énergétique promulguée en août 2015.

Plus encore que pour le développement durable, la mise en œuvre de la transition énergétique est pour l'instant principalement réduite à des questions techniques : il s'agit d'installer des équipements spécifiques (parcs éoliens, panneaux photovoltaïques, etc.) et de rechercher des instruments efficaces pour réduire les consommations énergétiques (« smart grids », « cleantech », etc.). Dans le domaine du logement, par exemple, la réflexion sur la transition énergétique porte essentiellement sur la construction de bâtiments basse consommation, l'amélioration de l'isolation thermique des bâtiments, et l'efficacité du chauffage et de la climatisation. De même, dans le domaine du transport, les efforts sont mis sur l'amélioration des performances environnementales des véhicules thermiques, l'augmentation de l'autonomie des batteries des véhicules électriques et le développement du recours aux biocarburants. Des pans entiers de l'industrie sont donc concernés par la transition énergétique, ce qui se traduit par des luttes d'influence engagées par les plus gros acteurs du marché, lesquels sont aidés par l'État français au travers de l'édification de normes de construction et d'un appareil juridique *ad hoc*.

De fait, la littérature portant sur les transitions sociotechniques est marquée par les technologies de l'innovation (Grin 2008; Smith, Voß & Grin 2010), et les études empiriques réalisées sur les infrastructures et les systèmes d'approvisionnement, décrivant par exemple l'approvisionnement en énergie (Correljé & Verbong 2004; Geels & Raven 2006), les systèmes d'égouts (Geels 2006), de transport (Elzen & Wiczorek 2005), le réseau d'eau (van der Brugge,

Rotmans & Loorbach 2005), et de nouveaux modèles technologiques, institutionnels ou culturels de prestation de services publics (Voß, Bauknecht & Kemp 2006). En raison de cette emphase sur les systèmes sociotechniques, les commentateurs intéressés spécifiquement par une transition vers le développement durable (Elzen, Geels & Green 2004) se concentrent la plupart du temps sur des questions de management des ressources et de modernisation écologique (Shove & Walker 2010). Si on ne saurait nier l'importance de la compréhension des systèmes sociotechniques, qu'ils portent sur les pratiques d'adaptation des individus (Shove, Pantzar & Watson 2012; Zélem 2010) ou les conséquences de leurs applications urbaines (Rutherford & Coutard 2014), la transition énergétique est une question avant tout éminemment politique (Jaglin 2014; Nader 1981), qui ne peut se réduire à une sociologie ou à une économie de l'innovation.

Toutefois, les orientations technocratiques visant à discipliner et à co-responsabiliser l'habitant (Boissonade 2011) s'apparentent à des formes d'autoritarisme et de domination techniciste (Levy & Emelianoff 2011; Moss 2014) où la technique tend à faire de l'homme un rouage de son fonctionnement ainsi que le montre Günther Anders (Anders 2011) dans *L'obsolescence de l'homme*. Il est incontestable que l'époque moderne se caractérise par l'accélération du processus de rationalisation occidentale souligné par Max Weber (M. Weber 1990 [1919], 2003 [1922]) et que « cette discipline des corps et de leur usage agit par des stratégies de contrôle des rythmes, de la mobilité, des actions des individus, visant, d'une part, au maintien et à l'accroissement de la force physique et, d'autre part, à situer [le corps] par rapport à un système de conventions, de normes, de rôles sociaux » (Diaso 2009: 52). Les innovations proposées par les technocrates pour conduire vers des modes de vie plus sobres relèvent d'un contrôle minutieux des gestes, des choses, de l'aménagement de l'espace, de l'articulation corps-objet, qui n'est pas sans rappeler le contrôle des corps par l'univers carcéral décrit par Michel Foucault (Foucault 1975).

Dans ce système, le citoyen est alternativement stigmatisé pour son comportement hédoniste et responsabilisé lorsqu'il s'agit de calculer son bilan carbone. Il se débat face aux contradictions des gouvernements eux-mêmes, tour à tour soucieux de la croissance économique et de la relance par la consommation, et soumis aux obligations de recherche d'une société durable (Webb 2012a). En effet, les conséquences des choix politiques inhérents à toute transition énergétique sont avant tout sociales et économiques (Melosi 2010), comme le sont les effets du changement climatique (Giddens 2009; Stern 2006). Selon Laura Nader (Nader 2010), le passage d'une énergie essentiellement carbonée à d'autres ressources énergétiques redessine de façon fondamentale les sociétés, une transformation accélérée par les crises environnementale et économique qui imposent d'ores et déjà des changements de comportement impossible à expliquer par un simple transfert technique ou par la capacité des individus à s'approprier l'innovation.

La réflexion autour de l'intégration de ces technologies au quotidien nourrit quant à elle un important courant de recherche autour d'une sociologie et d'une économie de l'innovation (Kemp & van Lente 2011; Zélem 2010). Cette emprise de la technologie au travers de l'innovation conduit à négliger les questionnements sur l'efficacité comme alternative énergétique, questionnements qui pourraient inciter à l'analyse et au débat sur le type de société que souhaitent les individus ; tandis qu'on se contente aujourd'hui d'imposer de nouvelles normes et objets techniques (Lohmann, Hildyard & Sexton 2013). Lorsque la sociologie est sollicitée, c'est de façon relativement instrumentale. Mais surtout, ainsi que le constatent Elizabeth Shove et Mickael Maniates (Maniates 2001; Shove 2010), l'analyse du changement dans les pratiques est largement dominée par l'hypothèse que les individus sont guidés par des choix rationnels. Ces analyses reposent sur celle de l'*homo economicus* et rendent mal compte des obstacles à la conversion des consommateurs, car elles supposent qu'un changement de pratique relève d'un choix individuel adossé à des valeurs qu'il convient de modifier. Cette réflexion domine également les approches des politiques publiques du changement, qui ne

tiennent pas compte de la complexité des sphères du quotidien et des systèmes de valeurs (Sahakian & Wilhite 2014: 26). Les chercheurs en sciences sociales constatent ainsi que dans les travaux existants, les sciences sociales sont convoquées pour comprendre les incapacités d'adaptations aux nouvelles technologies, que ce soit par le biais d'une sociologie du quotidien (Spaargaren 2000) ou de la sociologie de la consommation (Shove, Pantzar & Watson 2012). Une des raisons de la focalisation des recherches sur l'acceptabilité des nouvelles technologies est que nombre d'entre elles sont produites sans réflexion préalable sur les conditions d'accès et d'usage des consommateurs (Spaargaren 2000) les recherches étant conduites ex-post (Zélem 2010), et encore moins sur les potentielles différences culturelles existant entre fournisseurs et usagers ou entre les usagers eux-mêmes (Spaargaren & Van Vliet 2000).

En réalité, les innovations et les performances techniques attendues sont mises à l'épreuve des modes d'habiter, qu'il s'agisse du logement ou des bâtiments techniques (Garabuau-Moussaoui 2014). Car, ainsi que le constate Hélène Subrémon, « les habitants que nous sommes semblent être les protagonistes de conflits confrontant des prescriptions normatives répondant à des logiques techniques, issues de la pensée de l'ingénieur et de la pensée rationaliste, et des savoirs habitants hérités de transmissions sociales et culturelles. Les uns imposent des cadres performants pour autant que l'on s'y soumette. Les autres s'apparentent à un bricolage imparfait, mais porteur de sens et de symbolique » (Subrémon 2012). Ainsi, la transition énergétique engage profondément nos modes d'être ensemble, nos relations à notre environnement et nos routines quotidiennes. Cet axe de réflexion permet de distinguer les pratiques nouvelles des pratiques plus anciennes, réactualisées et relabellisées à l'aune du développement durable ; mais aussi de mieux apprécier dans quelle mesure l'affirmation d'un objectif commun transforme déjà, ou pourra transformer à terme, les modes d'habiter.

Dans le cadre d'un article présentant les travaux sur l'anthropologie de l'énergie, Dominic Boyer (Boyer 2014) indique que nous en serions à la troisième génération de travaux dans la discipline. Selon lui, le précurseur aurait été Leslie White (White 1943) qu'il présente comme un franc-tireur qui a donné une place prédominante à l'énergie dans une perspective évolutionniste. Il a en particulier développé l'idée selon laquelle la société moderne capitaliste était fondamentalement une société axée autour du carburant dont l'accomplissement dépendait de la consommation d'énergie. La deuxième génération d'anthropologues de l'énergie deuxième anthropologues de génération d'énergie en général s'est positionnée dans une relation critique aux formes d'énergie et aux normes du monde occidental. Ces anthropologues ont montré les impacts culturels et sociaux du développement de l'énergie pour les populations indigènes (Nordstrom *et al.* 1977), qu'il s'agisse du pouvoir nucléaire (Robbins 1980), de l'extraction d'uranium (Robbins 1984) ou de pétrole (Jorgensen 1990; Kruse, Kleinfeld & Travis 1982). Ces anthropologues ont porté l'énergie au cœur de débats qui restent d'actualité, qu'ils portent sur les droits des populations indigènes, les impacts environnementaux, l'exploitation des ressources. Le caractère souvent appliqué des recherches les a tenu à distance de l'anthropologie dite académique et globalement la place de l'énergie est restée confidentielle à l'exception notable des travaux de Laura Nader (Nader 1981, 2004, 2010). Viendraient enfin les travaux actuels. Ces trois générations de recherche ont émergé à des moments de vulnérabilité et de transition des régimes dominants.

En ce qui concerne les travaux francophones, malgré ceux précurseurs d'André Leroi-Gourhan (Leroi-Gourhan 1964) sur les techniques entourant la domestication du feu, force est de constater que l'intérêt pour l'énergie n'a pas fait école jusqu'aux travaux du socio-anthropologue Alain Gras qui ont d'abord porté sur la technologie (Gras 1997) avant de se consacrer aux effets de l'énergie sur les sociétés contemporaines (Gras 2007) et ceux ponctuels dirigés par Dominique Desjeux (Desjeux, Berthier, Jarrafoux, Orhant & Taponier 1996). L'essor actuel des recherches est aussi lié à la commande publique qui, par

différents programmes, a financé et continue de financer des recherches en lien avec l'énergie pour l'aider à appréhender, accompagner et légiférer sur les changements de comportement attendus dans le transition énergétique actuelle et de l'intérêt de la première entreprise productrice d'énergie électrique de France, à savoir EDF, pour des recherches en socio-anthropologie. Les conditions d'existence de la recherche sur l'énergie sont donc soigneusement balisées par les tournants socio-économiques de l'histoire contemporaine, les formulations des appels à projets et les politiques de recrutement des entreprises. Lorsque l'on observe plus largement la production en sciences sociales, les publications en langue française sont encore assez éparses et manquent de visibilité sur le plan éditorial. Peu de revues francophones ont dédié de dossier à cet objet³¹ et seuls quelques ouvrages s'y sont consacrés (Cihuelo, Jobert & Grandclément 2015; Zelem & Beslay 2015). Cette dispersion des productions traduit sans doute la jeunesse de cette communauté scientifique. Elle rend compte aussi la résistance d'une discipline à s'emparer de cet objet perçu comme essentiellement technique avant d'être social et culturel.

La situation est toutefois en passe d'évoluer rapidement au regard des recherches en cours. Deux premières recherches illustrent les débuts de ma réflexion sur l'énergie : l'une porte sur la dépendance automobile dans des territoires périurbains et l'autre sur les adaptations des ménages à la transition énergétique.

³¹ *Les annales de la recherche urbaine* ont consacré deux numéros à des thématiques proches : « La ville en transition énergétique » (Querrien & Mattei 2007) et, sur une thématique connexe « Ville et vulnérabilités » (Lévy-Vroelant, Mattei & Bathellier 2015), numéro de la revue *Flux* « Usages de l'énergie dans l'habitat : la transition énergétique vue d'en bas » (Subrémon 2014).

5.1 - 2008 – 2010 Dépendance automobile et territoires périurbains : de nouvelles perspectives ? Recherche sur la Dombes et le bassin annécien

En 2008, je propose à l'ADEME, en collaboration avec Patricia Lejoux, une recherche portant sur les changements de comportements en matière de mobilité quotidienne dans les territoires périurbains de la Dombes et du bassin annécien. Il s'agit d'interroger la pérennité des modes de vie périurbains, notamment face à la dépendance automobile, une thématique que j'avais commencé à aborder dans le cadre de la recherche sur le Futur de l'habitat du PUCA. Une revue de la littérature que ma collègue Patricia Lejoux et moi-même avons réalisé pour l'agence d'urbanisme de Lyon (Lejoux, Ortar & Vanco 2008) nous avait permis de constater le besoin de connaissance approfondi des mobilités domicile-travail dans un contexte de poids financier accru. J'avais été informée de la rénovation de la ligne de train Lyon-Bourg-en-Bresse, qui traverse de nombreux bourgs périurbanisés de la Dombes. Cette rénovation intervenait de façon concomitante à la hausse des prix du pétrole de 2008. La rénovation de la ligne et cette hausse des coûts du carburant laissaient présager certains changements dans les comportements de mobilité quotidienne. Il nous est apparu pertinent de comparer la situation de la Dombes, où il existe des alternatives à l'usage de la voiture, à une autre situation où de telles alternatives n'existaient pas. Le bassin annécien possède une population présentant un profil socioprofessionnel sensiblement identique à celui de la Dombes, mais contrainte dans son choix modal. Nous avons observé et analysé de façon concomitante, par des entretiens approfondis, les déterminants du changement et les freins à celui-ci.

Afin de compléter les portraits qui émergent des entretiens réalisés auprès des actifs et de percevoir la portée des changements en cours sur

l'ensemble de la population, l'enquête menée dans la Dombes incluait deux volets complémentaires portant sur des jeunes âgés de 13 à 18 ans et des retraités. Les entretiens auprès des adolescents et pré-adolescents sont réalisés et analysés par Marie Goyon, embauchée comme post-doctorante sur la recherche. Le choix de la tranche d'âge vient de ce qu'elle correspond à un moment où l'autonomie des déplacements s'accroît et devient un enjeu tant social qu'économique et familial. Les entretiens se déroulent dans un deuxième temps avec enfants et parents, afin de lier les représentations et usages des adolescents aux modèles familiaux, modes d'habiter et parcours résidentiels à l'échelle familiale.

Cette étude centrée sur les adolescents périurbains était novatrice. En effet, si des recherches plus nombreuses existent alors au sujet des jeunes de « banlieue » (Buffet 2005; Clair 2008; Lepoutre 2001 [1997]; Marlière 2008) ou sont en cours, notamment chez Nicolas Oppenchaim (Oppenchaim 2009, 2011), les travaux qui s'intéressent à cette population en périurbain demeurent encore essentiellement extra-européens³². L'enquête comble donc dans une certaine mesure cette absence de données. Enfin, les retraités constituent une population ayant une mobilité spécifique quant à ses motifs, ses formes et ses temporalités. La hausse des revenus, l'allongement de la période de retraite vécue en bonne santé, une plus grande participation sociale au monde des loisirs et de la consommation, ont considérablement modifié les conditions de vie des retraités. En outre, la voiture représentant un facteur clé de l'autonomie des personnes âgées, l'automobile constitue pour les seniors un symbole particulièrement fort et opérant, synonyme de liberté et d'indépendance. Cela est d'autant plus vrai chez les seniors que l'abandon de la voiture représente également un signe d'entrée dans le grand âge (M. Berger *et al.* 2010). C'est pourquoi il nous est apparu intéressant d'interroger les ressorts de cette mobilité spécifique en contexte périurbain, confrontée également à la fluctuation des prix

³² Les travaux français sur la question en France se réduisaient alors à ceux de Pinson et Thomann (Pinson & Thomann 2001) réalisés dans le périurbain aixoïse, un périurbain aux caractéristiques sociales très particulières.

du pétrole et à une nouvelle offre de transports avec la rénovation de la ligne de train.

Le but de la recherche est de repérer la plus grande diversité possible de comportements et d'en comprendre les mécanismes. Lors des entretiens, nous cherchons à faire émerger l'ensemble des stratégies mises en place par les ménages périurbains face à la hausse des prix des carburants et à la crise économique. Les mécanismes du choix modal (quel qu'il soit : train, voiture ou autre) sont particulièrement investigués.

Une observation ethnographique est menée dans les trains et les gares de la ligne, en particulier entre Villars et Lyon, et ce à différents horaires. À cette occasion les nouveaux wagons mis en place par la SNCF lors de la rénovation de la ligne sont également empruntés. Des observations sont également faites, ainsi que des entretiens informels, dans des mairies et des agences immobilières. Ces premières observations nous permettent de mieux cerner nos terrains d'investigation. Vingt-huit entretiens semi-directifs portant sur les habitudes de déplacement sont réalisés auprès d'habitants de la Dombes. Dans l'ensemble, les enquêtés appartiennent à la petite classe moyenne voire, pour une partie d'entre eux, au salariat ouvrier/employé précarisé.

La recherche montre que la question de la dépendance automobile des territoires périurbains n'est pas uniquement conditionnée par le caractère périurbain du territoire, mais aussi par la taille de l'agglomération dont il dépend et qui détermine le niveau de l'offre en transports collectifs. Dans la recherche, l'exemple très contrasté des situations annécienne et lyonnaise rend compte de contraintes différenciées pour les uns et les autres. Il est donc nécessaire de pouvoir appréhender l'ensemble de ces éléments pour mettre en place des politiques publiques efficaces. L'importance des contextes de socialisation et d'apprentissage ressort également. En effet, l'analyse des mobilités adolescentes montre que les jeunes profitent des réseaux et expériences construits par leurs parents afin de développer leurs compétences et appétences de mobilité. L'influence des trajectoires des parents sur la socialisation de leurs

descendants à la mobilité spatiale est clairement identifiée comme un élément moteur de futures habitudes de déplacement. Outre la recherche sur les 13-18 ans, l'enquête souligne un élément intéressant : les différences genrées de mobilité présentes dans les trois populations (actifs, jeunes et seniors) étudiées. Ces différences, qui évoluent au cours du cycle de vie - moindre liberté d'autonomie de l'adolescente, contraintes temporelles de la femme mère de famille, moindre prise du volant à partir de la retraite pour les femmes en couple, abandon de la conduite, reconquête d'une autonomie après le veuvage – ont des conséquences sur la capacité des femmes à circuler au sein d'un territoire.

Au cours de cette recherche, un financement complémentaire est fourni par le Programme de recherche et d'innovation dans les transports terrestres (PREDIT), qui réalise alors un état des lieux de l'effet de la hausse du carburant sur les comportements de mobilité (Crozet *et al.* 2010). Ce groupe³³, constitué essentiellement de chercheurs quantitativistes, se réunit à plusieurs reprises. Il présente une plate-forme de discussion intéressante et une ouverture importante sur les conséquences probables de la hausse des coûts de l'énergie et les effets de l'oscillation du coût du pétrole sur les politiques publiques.

5.2 - 2010-2014 L'ANR TransEnergy : une comparaison entre les métropoles de Lille et de Lyon

Alors que nous sommes en train de travailler sur le contrat de recherche de l'ADEME portant sur les mobilités en Dombes, Patricia Lejoux et moi-même décidons de répondre à l'appel d'offre de l'ANR sur les Villes durables, qui

³³ Yves Crozet, Jean-Loup Madre, Mathieu Glachant, Vincent Kaufmann, Marie Goyon, Stéphanie Vincent, Laurent Hivert, E. Boucq, J.L. Wingert.

comporte un volet sur le quotidien et les transports. Notre première proposition est refusée, mais le projet est accepté en 2010 et j'en assure la coordination.

Nous partons du constat que la raréfaction à long terme des ressources énergétiques fossiles et la nécessité, face au défi du changement climatique, de réduire les émissions de gaz à effet de serre rendent inéluctable la transition énergétique. Ce nouveau paradigme énergétique et environnemental définit désormais le contexte dans lequel doit se construire la ville de demain, et incite à réfléchir à une nouvelle organisation spatiale qui permettrait de faire advenir la Ville Durable, abordée ici dans la mesure où elle remet en cause la charte d'Athènes, en particulier sur la question de la séparation des fonctions de la ville : habitation, loisir, travail, circulation. Nous l'entendons donc comme une réflexion sur la mixité fonctionnelle et les liens entre énergie et transports, trois éléments au cœur de la réflexion sur les villes durables³⁴.

De fait, les choix de localisation des ménages et des entreprises, qui contribuent à façonner l'organisation spatiale de la ville, sont actuellement en totale contradiction avec ces nouvelles exigences énergétiques, environnementales, économiques et sociales. Si ce plébiscite de la périphérie par les ménages et les entreprises apparaît clairement en opposition avec les principes de la durabilité urbaine, il n'est pas sûr pour autant que les nouvelles contraintes environnementales et énergétiques suffiront à elles seules à infléchir ces dynamiques spatiales portées par les acteurs privés.

Sur le plan environnemental, le double mouvement de desserrement des emplois et des résidences vers la banlieue et le périurbain, rendu possible par l'accès généralisé à une mobilité automobile à faible coût, contribue à l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre. Sur le plan social, l'accès à la propriété en maison individuelle dans les espaces périurbains où le foncier est moins cher se révèle porteur pour certains ménages d'un risque de précarisation, les coûts de transport venant grever des budgets déjà mis à mal

³⁴ Pour une présentation synthétique des enjeux de la ville durable, voir l'entretien de Jean-Paul Gaudillère avec Cyria Emelianoff (Gaudillère 2005).

par l'endettement lié à l'acquisition du logement. Enfin, sur le plan économique, le desserrement de l'emploi du centre vers la périphérie, mouvement à la fois choisi et subi par les entreprises, se traduit souvent par une détérioration de l'accessibilité à l'emploi pour les actifs les moins qualifiés.

L'objectif du projet TransEnergy³⁵ était d'apporter aux chercheurs et aux praticiens des éléments de connaissance sur les stratégies d'adaptation des ménages et des entreprises à la transition énergétique, en se basant sur un travail comparatif mené sur les métropoles de Lille et de Lyon et, sur une approche systémique. Pour le laboratoire, il s'agissait de mettre en commun nos compétences pour travailler d'un point de vue interdisciplinaire.

Les travaux de Martin Melosi (Melosi 2010) sur l'histoire de l'énergie lui ont permis de montrer que toute transition énergétique s'est accompagnée de changements sociaux de fond dont, relève Laura Nader (Nader 1981, 2004), le ressenti varie d'une situation à l'autre, ces transitions pouvant être lentes ou rapides, douloureuses ou non, invisibles ou visibles. Nous émettons l'hypothèse que les transformations en cours se sont accélérées en raison du contexte de crise économique persistante que connaît la France depuis 2008, imposant d'ores et déjà des changements de comportement en raison d'une montée de la précarité énergétique qui affecte non seulement les ménages les plus pauvres, mais également les classes moyennes périurbaines (Nicolas & Verry 2012).

À ce premier constat portant sur la problématique localisation des ménages s'en ajoute un autre portant sur la place des entreprises au sein de la transition énergétique. En effet, pour engager la transition énergétique dans le domaine de la mobilité, deux types d'acteurs semblent jouer un rôle de premier plan : les pouvoirs publics et les ménages. Les pouvoirs publics ont la responsabilité d'impulser la transition énergétique à travers l'élaboration et la

³⁵ Ont participé à la recherche, en sociologie/anthropologie : Félicie Drouilleau, Hélène Ducourant, Joël Meissonnier, Blandine Mortain, Cécile Vignal ; en aménagement : Louafi Bouzouina, Nicolas Jouve, Patricia Lejoux, Jean-Pierre Nicolas, Bernard Quételard, Florence Toilier, Ludovic Vaillant ; en sciences de l'ingénieur : Michel André, Carla Contreras, Anaïs Pasquier.

mise en œuvre de politiques publiques destinées à favoriser une mobilité plus durable, aux niveaux international, national et local. Ces politiques consistent, par exemple, à améliorer l'efficacité des véhicules en matière de consommation de carburant et d'émissions de CO₂ ; à favoriser le report modal en développant une offre de transport alternative (transports collectifs urbains, voies cyclables, voies ferroviaires, voies navigables, plateformes multimodales) ; ou encore à lutter contre l'étalement urbain, etc. (Rye & Ison 2008). Les ménages, pour leur part, ont la possibilité d'engager cette transition énergétique en faisant évoluer leurs pratiques de mobilité, que ce soit en réduisant leur usage individuel de la voiture (covoiturage, auto-partage), ou en utilisant d'autres types de carburants (véhicules hybrides, électriques, au gaz), voire d'autres modes de transport (marche, vélo, transports collectifs, etc.).

À l'inverse, il semble que les entreprises, à l'exception des constructeurs automobiles et des entreprises de transport, soient considérées comme des acteurs de second plan de cette transition énergétique. Pourtant, les entreprises influent sur les mobilités à travers le transport de marchandises, les déplacements professionnels et les déplacements domicile-travail de leurs salariés. Elles contribuent à la croissance de ces mobilités par la façon dont elles organisent leur production, de plus en plus structurée autour de petites unités productives dispersées géographiquement, mais aussi par un recours accru à la sous-traitance, et par la mise en place d'une production en flux tendus. Notons aussi leurs choix de localisation qui privilégient souvent des implantations périurbaines (zones d'activités économiques...). Mais les entreprises peuvent également contribuer à réduire ces mobilités en définissant de nouvelles modalités d'organisation du travail au sein de l'entreprise qui permettent de réduire les besoins de mobilité contrainte (recours au télétravail, aux vidéoconférences, etc.), ou encore en mettant en œuvre une politique de développement durable qui puisse favoriser une évolution des comportements de mobilité : plans de déplacements entreprises (PDE) ou inter-entreprises (PDIE) (Roby 2010), choix de véhicules professionnels plus performants d'un

point de vue environnemental, incitation à l'utilisation des modes de transport alternatifs dans le cadre des déplacements professionnels, etc.

Pour répondre à l'ensemble de ces questionnements dans une perspective à la fois systémique et interdisciplinaire, le projet TransEnergy s'est déroulé en quatre phases. La première a été consacrée à l'analyse de l'organisation spatiale des métropoles de Lille et de Lyon, appréhendée à travers l'étude des localisations des ménages, des entreprises et des comportements de mobilité. Elle a notamment permis de mesurer et de cartographier les consommations énergétiques et les émissions de CO₂ générées par les mobilités aux lieux de résidence et aux lieux d'emploi. La deuxième phase a été dédiée à la réalisation d'une enquête de terrain auprès d'entreprises. Il s'agissait alors d'étudier leurs politiques de gestion de la mobilité et leurs stratégies de localisation dans ce contexte de transition énergétique. La troisième, dont j'ai également assuré la coordination, a été consacrée à la réalisation d'une enquête de terrain auprès de ménages, visant à analyser leurs arbitrages en matière de choix de localisation, de pratiques de mobilités et d'usages du logement face aux nouvelles contraintes énergétiques. Enfin, la dernière phase a été consacrée à un travail méthodologique de mesure des consommations énergétiques et des émissions de CO₂ réalisées pendant les déplacements. Chacune des phases de la recherche était liée aux précédentes, leurs résultats ayant pour but de nourrir la réflexion et d'établir l'assise territoriale des enquêtes conduites lors des étapes suivantes. Ainsi la recherche sur les entreprises s'est-elle effectuée en tenant compte des résultats de la cartographie, puis la recherche sur les ménages s'est appuyée sur les résultats de la cartographie et de l'enquête sur les entreprises, et enfin la recherche sur les émissions s'est fondée sur les données recueillies auprès des salariés et de la cartographie.

Sur l'ensemble de la recherche³⁶, l'analyse comparée des émissions de CO₂ dans les métropoles lyonnaise et lilloise montre qu'un faible éloignement

³⁶ Résumé issu du rapport final corédigé par l'ensemble de l'équipe et des articles que j'ai corédigés avec Patricia Lejoux présentant les résultats de la recherche (Lejoux & Ortar 2014b)

du lieu de travail peut être largement compensé par un retour plus fréquent au domicile et un usage plus important de la voiture particulière. Ce travail nuance ainsi l'hypothèse d'un polycentrisme moins générateur de distances (Barbonne, Shearmur & Coffey 2008; Mignot & Aguiléra 2004) et d'émissions de CO₂ du fait de la mobilité des actifs, dans un contexte de spécialisation fonctionnelle et sectorielle. Au-delà de l'influence de la localisation, à travers l'opposition centre – périphérie, l'analyse au lieu de résidence confirme le rôle de la mixité emploi/habitat, de la position dans le cycle de vie, des conditions socioéconomiques, du type d'habitat et de l'accès à la propriété sur le niveau des émissions de CO₂ des actifs (Pochet & Routhier 2002).

En ce qui concerne plus spécifiquement les entreprises, la recherche a permis de montrer qu'elles contribuent à la croissance des mobilités de biens et de personnes à travers le transport de marchandises ainsi que par les déplacements professionnels et domicile-travail qu'elles génèrent. En effet, l'analyse du CO₂ au lieu d'emploi permet de montrer que les secteurs du transport et de la logistique, le commerce de gros et l'industrie de biens intermédiaires sont les plus émetteurs ; bien que la taille de l'entreprise entre également en considération dans ces calculs. Celle-ci détermine, avec le secteur d'activité, non seulement le besoin d'espace et la localisation périphérique, mais aussi l'étendue du marché de l'emploi qui s'élargit avec la spécialisation sectorielle et fonctionnelle. Ces entreprises se retrouvent souvent dans des zones spécialement aménagées à proximité des axes autoroutiers ; cette logique de localisation remet en cause la durabilité environnementale de ce type de développement dans un contexte de contrainte énergétique et financière, et met en avant la nécessité de favoriser les services de proximité à court terme et de recréer de la mixité fonctionnelle à plus long terme. Surtout, ces localisations placent les employés en situation de dépendance vis-à-vis de l'automobile et donc d'un mode de déplacement coûteux dans un contexte de stagnation des salaires et de hausse des coûts de la vie. Les conséquences se lisent du côté des

et sur la prise en compte de la pollution atmosphérique par les entreprises et les ménages dans leurs déplacements (Lejoux & Ortar 2014a, 2015).

employeurs par la nécessité de gérer un fort turn-over des employés les moins rémunérés et des difficultés à recruter quand les salariés font face à une baisse de leur niveau de vie et ont de facto des difficultés à faire tenir leurs aspirations.

L'accession à la propriété est en même temps accès à un statut et à une position sociale, notamment pour les familles de milieux « petits-moyens » pour qui l'acquisition se fait à un prix élevé (ségrégation spatiale dans le périurbain, vulnérabilité énergétique, etc.)³⁷. Il paraissait raisonnable de penser que ces tensions étaient exacerbées dans un contexte de crise économique. La recherche a mis à jour la présence d'une sorte de compensation, de vase communicant entre emploi et propriété, en temps de crise : l'accession à la propriété remplace, lorsque les prix du foncier le permettent, le travail comme moyen de construire, d'asseoir, d'améliorer sa position sociale. Le moment même de la recherche d'un logement peut être analysé comme un travail en soi, ce qui nous ouvre des perspectives inédites. Le marché de l'immobilier rend ainsi possible la mise en œuvre de logiques compensatoires tant que les prix immobiliers ne dépassent pas les revenus. C'est dans la métropole lilloise en particulier que l'accès au statut de propriétaire offre à des ménages de (petites) classes moyennes la possibilité de stabiliser leur position ou d'engager une ascension sociale, alors même que leurs perspectives d'évolution professionnelle sont faibles. Devenir propriétaire permet de reprendre la main sur une trajectoire sociale que l'emploi n'assure pas, de prendre de l'avance dans cette trajectoire et d'accéder, par la propriété d'un logement et sa localisation dans l'espace urbain ou périurbain, à un statut socialement valorisé et protecteur³⁸. Lille et Lyon présentent toutefois des marchés immobiliers et de l'emploi significativement différents. Aussi, si le constat d'une carrière de propriétaire était valable à Lille, cela n'était pas le cas de Lyon où la plupart des ménages rencontrés finissaient par renoncer à accéder

³⁷ Cf. notamment les travaux de Marie Cartier *et al.* (Cartier, Coutant, Masclet, & Siblot 2008) sur les petits moyens, d'Anne Lambert (Lambert 2013, 2015) sur l'accession à la propriété des milieux populaires en zone pavillonnaire.

³⁸ Pour un plus long développement, voir l'article d'Hélène Ducourant et Blandine Mortain (Ducourant & Mortain 2014).

à la propriété en raison des coûts de l'immobilier et des déplacements induits par l'éloignement.

Lors de l'accession à la propriété, tenir compte du point de vue des ménages a conduit à replacer les enjeux énergétiques, qu'ils soient liés aux déplacements quotidiens ou aux coûts de l'énergie de l'habitation, dans l'ensemble du processus d'acquisition. À la différence des politiques publiques, qui tendent à fondre les performances énergétiques de l'habitat et les déplacements quotidiens sous le même registre énergétique, les ménages enquêtés, qu'il s'agisse des accédants à la propriété ou des salariés, pensent ces deux usages de l'énergie de manière autonome.

Qu'il s'agisse des déplacements induits par le choix de localisation résidentielle ou de la consommation d'énergie propre au logement en lui-même, ces deux catégories de critères ont ceci de commun qu'ils ne sont pas pensés par les ménages comme des critères rigoureusement ou prioritairement énergétiques : ils font partie de leur aspiration à un type d'habitat (une maison individuelle en périphérie ou un appartement dans le centre) lié à des modes de vie distincts. De ce fait, ce sont des critères polymorphes. Ils renvoient, certes, à des mesures objectivables (les kilomètres à parcourir, les étiquettes énergétiques, les niveaux de consommation de gaz ou de carburant, etc.), mais également à des qualités socialement déterminées. Les maisons basses consommations (BBC) sont ainsi valorisées socialement (modernes, contemporaines, dernier cri, etc.) autant qu'économiquement (un label qui garantit une revente à un prix élevé). En outre, un choix de localisation n'est pas uniquement un positionnement dans un espace géographique, c'est aussi une prise de position dans un espace social (Authier, Bonvalet & Lévy 2010; Brun & Bonvalet 1998).

Ces éléments d'arbitrage peuvent apparaître comme importants à un moment donné de la recherche immobilière et être progressivement négligés à mesure que d'autres critères apparaissent, puis réapparaître occasionnellement. En fin de compte, c'est surtout à partir de la variable déplacements que les

ménages intègrent les critères énergétiques dans leur choix résidentiel, conscients que les contraintes de déplacement, les conditions et potentiels d'accès deviennent irréversibles une fois la localisation déterminée. Cela conduit les ménages à opter pour des logements localisés de manière plus ou moins stratégique (plus faible distance à la ville-centre qui tend à focaliser la mobilité du ménage, diversité de l'offre de transport, accès routiers moins encombrés...) au détriment de leurs performances énergétiques intrinsèques actuelles. Ce choix peut être interprété aussi comme une forme de résistance aux évolutions haussières des marchés fonciers, au risque d'une précarisation de l'habitat (moins confort, moins surface) notamment énergétique.

Ces résultats ont permis de questionner le rôle des politiques publiques. Dans un contexte historique de crise d'un État social fondé sur le salariat et les protections sociales associées, la carrière de propriétaire participe d'une privatisation et d'une désocialisation des protections sociales. Une carrière de propriétaire mobilise en effet des ressources individuelles et relationnelles à des fins privées, au lieu de faire appel à des ressources collectives, partagées et bénéficiant au bien commun. C'est donc une stratégie fortement individualisante, fondée sur une protection privée qui semble bien limitée en cas de chômage ou de séparation, en particulier pour les classes populaires. Aussi désirable et réalisable que soit l'accession à la propriété pour chaque ménage concerné, il ne semble pas qu'elle puisse constituer, à un niveau collectif, un modèle de protection sociale efficace.

Ainsi, les critères énergétiques, qu'il s'agisse des déplacements quotidiens ou des performances des logements, sont des paramètres complexes qui ne sont jamais prioritaires dans le choix du logement sur Lille. À Lyon, en revanche, ils interviennent de façon plus explicite, en particulier si cela implique un plus fort éloignement du centre ou le besoin d'acquérir un second véhicule. Les enquêtés estimaient qu'en raison de leur budget contraint, s'éloigner plus les aurait mis financièrement en danger. L'évaluation du « poids des critères énergétiques » ne peut ainsi s'envisager sans l'examen des modes de vie qui

président aux arbitrages des ménages. De tels arbitrages n'apparaissent pas lors des achats opérés entre les années 1990 et 2005, si l'on en croit notre enquête salariés.

5.3 - Suites des réflexions sur l'énergie

La réflexion sur l'énergie s'est poursuivie dans un premier temps par une valorisation des résultats de la recherche TransEnergy dans une perspective pluridisciplinaire. Elle s'est par la suite recentrée autour d'un objectif d'appréhension de l'énergie dans une perspective anthropologique.

La recherche TransEnergy a donné lieu à un colloque et à une publication dont Patricia Lejoux et moi-même (Lejoux & Ortar 2014b) avons assuré la direction. Ces deux supports de valorisation étaient destinés à souligner l'apport des sciences sociales à la transition énergétique souvent essentiellement réduite à une simple question technique, bien qu'elle implique également des changements de pratiques qui touchent tous les domaines du quotidien, et qu'elle exige une évolution profonde des modes de vie, des valeurs et des systèmes politiques, économiques et sociaux. Or, la question reste entière de savoir dans quelle mesure les ménages, les entreprises, et les territoires sont prêts à ces changements. En replaçant les enjeux énergétiques au cœur de logiques sociales, économiques et spatiales, dans le cadre de pratiques et de contraintes, les sciences humaines et sociales peuvent aider à comprendre et à expliquer les usages énergétiques des ménages, des entreprises et des territoires. C'est donc en allant vers plus de complémentarité et d'échanges entre sciences exactes et sciences humaines et sociales que la question de la transition énergétique pourra aussi être éclairée.

L'organisation d'un colloque international sur la question de la transition énergétique a été l'occasion d'ouvrir la discussion en donnant la parole à d'autres collègues travaillant sur cette thématique. Nous avons tenu à

faire dialoguer différentes disciplines appartenant au champ des sciences humaines et sociales autour de cette question de la transition énergétique. Les différentes contributions réunies reflètent la diversité des approches de la transition énergétique et témoignent d'une importante ouverture disciplinaire rassemblant des aménageurs, des anthropologues, des géographes, des politistes et des sociologues.

Pour explorer comment appréhender l'énergie par les outils de l'anthropologie et de la sociologie je me suis intéressée aux effets de l'énergie sur le quotidien des individus ce qui demande dans un premier temps de réfléchir à ce que propose l'énergie qui n'est jamais consommée *per se* (Garabua-Moussaoui 2007; Pink 2011; Wilhite 2005), car la consommation d'énergie qui résulte de ces usages est la plupart du temps peu visible (donc peu dicible), et ce qui importe est l'action réalisée, c'est-à-dire préparer les repas, se distraire, se laver, avoir chaud, etc., et non le moyen d'y parvenir. Néanmoins, la transition énergétique affecte les activités que l'énergie rend possibles, puisqu'elle demande à les contraindre. Dans cette perspective, elle touche nos manières d'habiter, nécessitant de profondes modifications de nos habitudes alimentaires, des modes de cuisson et de conservation des aliments qui y sont associés, de l'hygiène au travers de l'usage de l'eau chaude et de la relation à la propreté (Shove 2003), de notre ressenti à propos du confort thermique (Subrémon 2010) et lumineux, que ce soit dans des espaces domestiques, professionnels ou publics, de nos façons de se divertir et de se déplacer. Linda Steg (Steg 2008: 4451) a souligné la méconnaissance du principe selon lequel les comportements de consommation impliquent des freins à des attitudes plus vertueuses. Elle a également mis en avant la labilité de l'objet et la complexité éprouvée à s'en saisir en raison de la pluralité des sens dont le développement durable peut être porteur.

L'observation du quotidien est conçue à partir de l'observation des pratiques et des relations aux objets entourant la consommation de l'énergie et l'acquisition ou réappropriation de savoir-faire concernant les arts de faire. Ces

arts de faire interrogent, à propos de leur contexte d'apparition, et sur les conditions de leur acquisition et sur les modalités de transmission. L'acquisition de ces pratiques impose une modification des routines, une remise en cause de pratiques établies, une action volontaire. Qu'est-ce que cela engage dans les transformations des pratiques et dans la relation à l'environnement ? Sur quoi ces changements s'appuient-ils ? Sur quels types d'apprentissage ? De quel sens ces pratiques sont-elles porteuses ? Comment l'individu peut-il faire face aux injonctions contradictoires : « moins consommer d'énergie, mais continuer à multiplier ses équipements électriques, moins se déplacer, mais devoir être mobile pour son travail » (Zélem 2010: 281) ? Ces questions feront l'objet d'une première approche dans un ouvrage collectif publié aux Presses universitaires de Rennes.

Toujours dans la perspective de mettre en œuvre ce programme de recherche, fin 2015 j'ai organisé une journée d'étude intitulée « Energy: multiple crises, multiples effects » dont la finalité était de prendre date avec des chercheurs issus de différents pays et de plusieurs disciplines complémentaires en vue d'une collaboration autour d'une future recherche menée en réponse à un appel à proposition de la CEE.

Par ailleurs je co-organise cette année en collaboration avec Tristan Loloum, actuellement post-doctorant à l'université de Durham, deux ateliers dans le cadre de l'ASA (Association des Anthropologues Sociaux britanniques) et de l'EASA (association européenne des anthropologues sociaux) dont l'objectif est d'explorer les formes de pouvoir politique intégré dans les réseaux d'énergie, depuis l'extraction des ressources jusqu'à la consommation intérieure quotidienne. Plus précisément, il s'agit d'interroger les usages politiques du terme « transition ». Une « transition » implique un changement graduel et consensuel contrairement aux « révolutions ». Les choix sociaux et économiques qui en découlent sont les grands enjeux de la transition de l'énergie. Les deux ateliers déclinent ces questionnements et nous souhaitons en tirer une publication.

J'ai enfin participé à un atelier à l'université de Durham en Grande-Bretagne autour de cette thématique dont la finalité sera de créer un réseau européen d'anthropologues travaillant sur cette question dans le cadre de l'EASA et de créer des partenariats de recherche. Cet atelier a été l'occasion d'ouvrir ma réflexion sur la place de la sensorialité dans la compréhension des effets de l'énergie.

L'enjeu de l'approche de l'énergie réside aussi dans l'appréhension sensorielle du quotidien, une approche qui complète la proposition d'interroger les conditions de changement de comportement. Non sans lien avec les recherches sur la matérialité citées précédemment, recherches qui y font référence de manière plus ou moins explicite, une anthropologie des sens s'est développée, qui innervait actuellement les recherches sur les univers domestiques, notamment sur l'usage de l'énergie. Cette anthropologie s'appuie sur les travaux précurseurs de Gregory Bateson, qui notait que « le monde mental n'est pas limité par la peau » (Bateson 2008 [1972]: 250), mais interfère avec l'environnement au travers des multiples voies sensorielles. Même si, ou peut-être justement *parce que*, comme le notent Julien, Rosselin et Warnier « l'expérience sensible, dans une situation donnée, ne se réduit pas à la somme des sensations » (Julien, Rosselin & Warnier 2006), ce détour par l'anthropologie sensible me semble intéressant pour aider à penser d'un point de vue empirique l'articulation des échelles d'observation entre l'anthropologie du singulier proposée par MâP ou Tim Ingold et le microsocial, et pour compléter l'outillage méthodologique offrant un accès aux pratiques qui résistent au langage.

De fait, la nécessité d'accéder aux multiples dimensions sensorielles des objets, de l'architecture, des paysages, s'affirme comme l'un des thèmes centraux de l'étude contemporaine de la culture matérielle et de la théorie de l'objectification. Ce virage sensoriel au sein des études sur la culture matérielle s'observe, notamment, dans les diverses recherches se référant au sensible qui sont conduites par les auteurs du *Material Culture Reader* dirigé par Victor

Büchli (Büchli 2002), comme le notent David Howes et Jean-Sébastien Marcoux (Howes & Marcoux 2006). « L'anthropologie des sens repose sur l'idée que les perceptions sensorielles ne relèvent pas (ou pas seulement) d'une physiologie ou d'une psychologie, mais d'abord d'une orientation culturelle laissant une marge à la sensibilité individuelle. Les perceptions sensorielles forment un prisme de significations du monde, elles sont modelées par l'éducation et mises en jeu selon l'histoire personnelle de chaque individu. Ce sont les ressources de sens de l'individu qui découpent son monde en schèmes de compréhension et d'action. Dans une même communauté, elles varient d'un individu à l'autre, mais elles s'accordent à peu près sur l'essentiel. » En ce sens, l'expérience anthropologique « est une invitation au grand large des sens et du sens, car *sentir ne va jamais sans un jeu de signification*. Elle est un rappel de ce que toute socialisation, même si elle est ouverture au monde, est restriction de la sensorialité possible ». Dès lors, « les perceptions sensorielles sont des relations symboliques au monde. [...] Le monde sensible est la traduction en termes sociaux, culturels et personnels d'une réalité inaccessible autrement que par ce détour d'une perception sensorielle d'homme inscrit dans la trame sociale » (D. Le Breton 2008). Il convient ainsi de repenser l'anthropologie au travers des théories de la perception pour penser les sens de façon combinée et non séparée dans l'approche du monde et leur contribution à notre être au monde.

La recherche TransEnergy ainsi que celle réalisée aux États-Unis m'ont convaincue de la nécessité d'approfondir l'approche sur la sensorialité. Le rapport à l'énergie s'avère doublement médié. L'énergie est par essence immatérielle, car même s'il peut exister une traduction physique du fluide à travers des objets servant à la stocker comme les batteries, ou servant à stocker les fluides et gaz qui seront utilisés pour la produire, au moment où son utilisation devient possible, elle est immatérielle. L'usage de l'énergie s'effectue quant à lui à travers des objets, qu'il s'agisse d'outils, de machines ou d'appareils destinés à produire de la lumière, du son, du chaud ou du froid, à communiquer, stocker de l'information, etc. dont l'usage renvoie parfois à

d'autres machines dont l'utilisateur peut ne pas avoir connaissance. Par exemple, l'usager d'un thermostat du chauffage peut tout ignorer de la machinerie destinée à produire la chaleur comme des fermes de serveurs contenant les bases de données consultées. Il ne s'agit pas ici de comprendre uniquement l'action sur la matière et la capacité augmentée procurée par cette action, mais également les univers de sens, de perception autant que de compréhension, auxquels cette action renvoie. Pour l'analyse de ces usages dans le quotidien domestique – mais l'outillage méthodologique proposé pourrait tout à fait être étendu à l'analyse des univers professionnels –, Sarah Pink (Pink 2004) propose d'avoir recours à la sensorialité.

Ce chercheur a commencé par mettre à l'épreuve l'anthropologie sensorielle lors d'une étude sur la sensorialité dans les univers domestiques. Dans *Home Truths* (Pink 2004), elle montre comment la décoration et le travail domestique contribuent à créer et à maintenir intentionnellement des aspects visuels et visibles de l'univers domestique. Ce travail domestique, qui est aussi un travail de production de l'univers domestique porte également sur l'olfaction, les odeurs étant qualifiées, recherchées ou au contraire combattues, l'ensemble participant de la création du sentiment d'« *homeliness* ». Il en va de même pour l'univers sonore, mais aussi les aspects kinesthésiques travaillés au travers des matériaux choisis, que ce soit pour le sol, les meubles ou la literie. Certains aspects, comme la poussière et la saleté, pouvant être combattus parce qu'ils affectent plusieurs sens à la fois : la vue, le contact avec les aspérités laissées sur le sol par les chaussures, l'odorat.

Traitant de la question des usages de l'énergie dans les univers domestiques, elle s'est appuyée sur sa propre réflexion sur la construction du chez-soi ainsi que sur une auto-ethnographie, car « les façons dont nous utilisons l'air, l'eau, le gaz, l'électricité sont indissociables de nos expériences sensorielles et affectives de la maison. Elles sont contingentes des infrastructures de la maison et participent de la constitution de la maison

sensorielle³⁹ » (Pink 2011: 117). Que l'énergie soit invisible pour l'utilisateur (Shove *et al.* 2008) comme pour l'ethnographe et ne soit pas consommée *per se*, mais sous la forme des biens et des services qu'elle procure (Wilhite 2005: 2) n'est toutefois pas, comme elle le remarque avec justesse, une situation si inhabituelle pour l'ethnographe. Pour ethnographier les usages de l'énergie domestique, il est nécessaire de capturer les qualités de l'expérience, que cette dernière soit sensorielle, mémorielle ou affective. C'est ce qu'Alan Warde (Warde 2005) a qualifié de bénéfice interne de la pratique. Pour effectuer une recherche sur l'énergie, il est donc important d'engager la pratique ethnographique avec les pratiques visibles et matérielles, les procédés techniques et les personnes qui consomment de l'énergie.

Pour interroger ces usages de l'énergie, Sarah Pink propose un ensemble d'approches. La première consiste à combiner l'analyse des mouvements humains avec celle de l'énergie. Il s'agit de comprendre comment les émotions, mémoires, expériences sensorielles et énergies humaines deviennent une partie de l'énergie écologique des univers domestiques. À cette fin, elle invite à utiliser les théories sur la multisensorialité, le mouvement et les lieux pour accéder à une meilleure compréhension de la signification des pratiques.

Sarah Pink propose ainsi d'utiliser l'auto-ethnographie médiée par l'usage d'un carnet, de suivre des artefacts domestiques, pour observer comment les objets sont déplacés au sein de l'univers domestique (par exemple le linge), de filmer la visite des lieux avec les occupants des logements afin qu'ils racontent leurs expériences des lieux dans le but d'explorer la mémoire et les sens à travers l'évocation de la matérialité et des sens. Enfin, elle propose également de se concentrer sur les pratiques enregistrées des activités quotidiennes pour comprendre les dimensions invisibles des compétences mises

³⁹ Traduction de l'auteur.

en œuvre et avoir donc accès aux sens, mémoires et performativités dont l'univers domestique est porteur.

L'ensemble des activités décrites participent d'une réflexion à la fois personnelle et disciplinaire sur la relation à l'énergie des sociétés contemporaines, sa place dans le quotidien des individus et les questionnements que sa prise en compte soulèvent qui donneront lieu à de futurs prolongements décrits dans le dernier chapitre de ce mémoire.

6 – Crises et changements à l'aune des mobilités

L'un des éléments qui émerge de mes travaux passés comme actuels est l'emprise de la crise sur les modes de vie et les modes d'habiter. Un constat qui appelle premièrement à réfléchir à ce que représente la crise et deuxièmement aux conditions du changement. En effet, qu'elles portent sur la France, la Russie ou les États-Unis mes recherches ont comme caractéristique commune d'être ancrées dans des périodes historiques dominées par la crise qu'elle soit économique, sociale ou environnementale et le changement. Ainsi que le relève la philosophe Myriam Revault d'Allonnes (Revault d'Allonnes 2012) en introduction à son ouvrage *La crise sans fin*, si, dans son acception classique, la crise « indique le moment décisif, dans l'évolution d'un processus incertain, qui va permettre le diagnostic, le pronostic et éventuellement la sortie de crise », elle « paraît aujourd'hui marquée du sceau de l'indécision voire de l'indécidable » (Revault d'Allonnes, 2012 : 10). De fait, « la crise globale au sein de laquelle nous avons le sentiment de vivre aujourd'hui marque un retournement radical par rapport à ses traits originels. Au départ situation d'exception, la crise est devenue un état « normal », une régularité marquée de surcroît par la multiplication des incertitudes » (Revault d'Allonnes, 2012 : 13). De fait, au-delà de la crise écologique et du besoin de modifier les sources d'approvisionnement en énergie, la période actuelle se caractérise par une mutation du système capitaliste néolibéral qui affecte l'économie et les modes de production, donc le travail. Les transformations de fond modifient le rapport au temps, à l'espace et aux lieux. Nous serions confrontés à un processus de non-contemporanéité, pour reprendre le concept élaboré par Ernst Bloch (E. Bloch 1978 [1935]) dans son analyse de la crise ayant permis l'accession au pouvoir du nazisme. Ce processus serait caractérisé par une désynchronisation et un éclatement des temporalités et des rythmes désormais privés de tout horizon de sens unificateur et source d'une multiculturalité problématique. La

non-contemporanéité désigne l'éclatement ou la désarticulation du continuum historique d'une société. Elle se traduit par la coexistence de temporalités marquées par leur indifférence les unes à l'égard autres ou au contraire l'existence de rapports de tension. Les crises sont les moments d'écart maximaux entre ces temporalités. Les travaux de Daniel Knight (Knight 2012, 2014, 2015a, 2015b; Knight & Bell 2013) sur la crise économique grecque et l'usage de l'énergie offrent une illustration de ce principe de non-contemporanéité. Cet anthropologue montre l'absence de linéarité temporelle des pratiques à travers l'usage concomitant de nouvelles technologies, comme l'installation de panneaux solaires sur les terres agricoles, et de pratiques passées, notamment le chauffage au bois et le maraîchage, réactivées par la situation de crise. De même Daniel Knight met en évidence les processus mémoriels associés à la crise.

L'époque est en outre marquée par une « immobilité fulgurante » (Virilio 1990). Tout semble changer de manière frénétique, les décisions s'accélèrent (Bauman & Bordoni 2014) alors qu'en réalité rien ne bouge, dans un monde pétrifié et immobile. L'incertitude produite par les crises « s'est pervertie [...] en une paradoxale intrication de l'insécurité, de la peur et de la recherche de sécurité » (Revault d'Allonnes 2012 : 134). Le présent est devenu, « entre l'oppressante imprévisibilité d'un futur infiniment ouvert et pourtant sans avenir, et l'encombrante multiplicité d'un passé retourné à son opacité, [...] la catégorie de notre compréhension de nous-mêmes » (Nora 1992: 27). Aussi, dans *Où est passé l'avenir ?* Marc Augé écrit-il : « le présent, aux yeux du commun des mortels, n'est plus issu d'une lente maturation du passé, ne laisse plus transparaître les linéaments de possibles futurs, mais il s'impose comme un fait accompli, accablant, dont le surgissement soudain escamote le passé et sature l'imagination de l'avenir » (Augé 2011: 105), une occupation dont j'ai montré les conséquences dans mon ouvrage sur les travailleurs mobiles (Ortar 2015b). Cet envahissement du présent est socialement différencié et se traduit, pour les plus démunis, par un arrachement au temps (Augé 2011). Ce processus s'accompagne d'une généralisation de l'idéal utilitaire, selon l'analyse de

Günther Anders (Anders 2011) dans *L'obsolescence de l'homme*. Comme tout acte devient un moyen, n'a de valeur que s'il est bon à quelque chose, ce qui élimine toute idée de gratuité, les objets n'ont plus de consistance, leur mort programmée nous invite à les consommer comme des choses éphémères, jetables. En cherchant à ce que tout soit consommé et consommable, l'unique durabilité recherchée par le capitalisme serait celle de la guerre, de l'immobilier et du consommateur. Les résistances qui s'ébauchent face à l'état de choses le font « au nom d'idéaux éclatés, particuliers, inachevés et parfois contraires (les cultures minoritaires, le monde paysan, l'écologie) qui, même lorsqu'ils tentent de s'exprimer à l'échelle planétaire, peinent à construire des projets lisibles pour l'avenir, à proposer des fins qui ne soient pas essentiellement défensives » (Augé 2011 : 103). Pour pessimistes que soient ces constats, Marc Augé engage l'anthropologie, en raison de sa capacité à intégrer le local et le global, à porter ses analyses sur les finalités dont les contextes et situations observés sont ou non porteurs ; un point sur lequel il rejoint Michelle Dobré qui invite les chercheurs à « interroger d'un point de vue socio-anthropologique les acteurs possibles de la modification endogène des modes de vie actuels » (Dobré 2002: 27).

Comme l'a montré Vincent Mirza (Mirza 2010) la crise n'est pas le seul déterminant des transformations ou du discours sur la société. Toutefois, en mettant en évidence certaines contradictions, la crise constitue un cadre qui favorise l'émergence de nouvelles pratiques et discours et peut même être une source d'espoir⁴⁰. Elle trace les limites à l'intérieur desquelles l'idéologie et la pratique se créent, se négocient et se transforment. Ainsi, la crise économique et politique fournit, pour reprendre l'expression de Stuart Hall (S. Hall 1986a,

⁴⁰ Voir à ce sujet la critique du développement de Gilbert Rist, *Le Développement. Histoire d'une croyance occidentale* (Rist 2011) ou, d'un point de vue philosophique, les ouvrages d'Ernst Bloch, *Héritage de ce temps* (E. Bloch 1978 [1935]) et *Le Principe espérance* (E. Bloch 1976 [1954]) dont l'utopie sociale est inséparable du rêve d'un autre rapport, coopératif et non-destructeur, des humains avec la nature. Voir également *Le principe responsabilité* d'Hans Jonas (Jonas 2013 [1979]). Les deux principes mentionnés par ces titres sont, comme le relève Michael Löwy « étroitement liées, inséparables, mutuellement dépendants, dialectiquement complémentaires car sans le Principe Responsabilité, l'utopie ne peut être que destructrice, et sans le Principe Espérance, la responsabilité n'est qu'une illusion conformiste » (Löwy 2003).

1986b), un « répertoire de catégories » nouvelles. Les crises résultent ainsi en des mesures et des effets concrets sur la structure sociale, les relations de travail, l'économie et le politique. Elles ont aussi pour conséquence la mise en place ou la modification de référents dont la traduction produit un décalage entre les attentes et ce qui est vécu dans les structures en changement. Un des effets est la production de nouvelles façons de penser le monde (E. Bloch 1977 [1918]). En effet, comme le remarque Myriam Revault d'Allonnes : « Le bouleversement des catégories de pensées » induit par la crise nous oblige – précisément parce que nous sommes conceptuellement démunis et que nous ne pouvons pas davantage avoir recours aux repères du “sens commun” – à ne pas y répondre de manière convenue à l'aide d'idées toutes faites » (Revault d'Allonnes 2012 : 160), un exercice nécessaire comme le souligne Zygmunt Bauman dans *State of Crisis* (Bauman & Bordoni 2014), mais non dénué d'écueils dont l'un des principaux est, pour cet auteur, l'appétence pour le consumérisme, « the consumerist syndrom ».

Pour l'anthropologue Charles Taylor, « notre imaginaire social à n'importe quel moment donné est complexe. Il incorpore un sens des attentes normales que nous avons les uns des autres, une compréhension commune qui nous permet de conduire des pratiques communes qui constituent notre vie sociale. Cela comprend le sens de comment nous œuvrons ensemble pour conduire ensemble une pratique commune. Cette compréhension est à la fois factuelle et “normative” ; c'est-à-dire que nous savons comment les choses se font habituellement, mais cela est mêlé à l'idée de comment elles devraient être réalisées et quels faux pas invalideraient la pratique » (Taylor 2002: 106). Aussi la crise peut-elle être pensée comme un moment de fragilisation du cadre hégémonique affectant ce que Taylor (Taylor 2002) a appelé l'imaginaire social. Autrement dit, en modifiant les représentations du monde, les pratiques et le social, tel qu'il est ou tel qu'il devait être naturalisé dans l'hégémonie, la crise a révélé en partie ses contradictions. Les ruptures dans l'ordre établi entre la famille, l'éducation et le monde du travail ont ramené dans le domaine de l'explicite, donc dans l'idéologie, ce qui auparavant était vu comme donné et

naturel, ou tout au moins n'était pas forcément débattu dans l'espace public, par exemple pour la crise actuelle le développement, comme l'ont montré les travaux de Gilbert Rist (Rist 2011).

Plus particulièrement, pour Fabrice Flipo, au travers de la crise et par la définition même de l'écologie comme « science qui montre que les évidences modernes les plus profondes sont erronées, c'est notre mode de vie qui est mis en cause, et non pas seulement nos sciences. Ce qui est mis en doute, ce sont les liens « habituels » et « évidents » entre les causes et les effets » (Flipo 2006). Cela ébranle les croyances et en crée de nouvelles. Pour la vision écologiste, les risques et accidents ne sont pas des « effets secondaires » qu'il nous faudrait accepter comme prix du progrès : ils sont parfaitement prévisibles. Par contre-coup, cela permet de douter du « progrès », ce discours qui affirme que la prolifération d'hybrides est un processus non pas « neutre », mais entièrement et totalement positif, et finalement « naturel » » (Flipo 2006). La crise émerge ainsi comme un moment de changement qui impose, pour citer Georges Balandier, de « s'inscrire dans un mouvement dialectique qui envisage aussi les procédés grâce auxquels les choses restent provisoirement "ce qu'elles sont" et décèlent les forces qui leur imposeront de nouveaux agencements » (Balandier 1960: 461) et se cristallise selon Robert Castel autour de « ce que l'on pourrait appeler des configurations problématiques, c'est-à-dire des nœuds de questions sur lesquels se cristallisent la plupart des tensions, des conflits et des enjeux qui affectent les membres d'une société. Elles sont problématiques parce qu'elles posent problème à la fois à des sujets sociaux dont elles perturbent l'existence, aux sociologues qui voudraient les comprendre et aussi aux responsables administratifs et politiques qui tentent de les maîtriser » (Castel 2012: 38). À travers les transformations sociales et les modèles de consommation qu'elle impose, la crise est le moteur d'une transition vers de nouveaux modes de vie et implique d'inscrire « ce qui advient aujourd'hui dans une dynamique historique dont le présent ne constitue qu'un moment » (Castel 2012 : 37).

Les pratiques de jardinage et de bricolage que j'ai observées en Russie en temps de crise (Gessat-Anstett & Ortar 2007; Ortar 2005c, 2007c, 2007d) mettent en relief plusieurs éléments dont il me paraît essentiel de poursuivre l'étude dans le cadre des transformations des usages sociaux de l'énergie et des pratiques quotidiennes. Le premier point porte sur l'importance d'interroger les conditions d'apprentissage, l'origine des techniques du corps et des pratiques apprises dont on peut inférer que, suivant qu'il s'agit d'une émergence ou d'une réappropriation de comportements appris, les conditions d'apprentissage ne seront pas les mêmes⁴¹. Ce présupposé implique de prendre en compte le contexte socio-historique et le système socio-économique dans lesquels s'inscrivent les changements de comportement, car si « vivre avec ses objets, savoir les mobiliser avec adresse, variera non seulement au cours du cycle de vie, mais encore selon les milieux et les époques » (Löfgren 1996: 144), des phénomènes de réappropriation sont également possibles. Le deuxième interroge la notion de linéarité de l'histoire et du progrès social tel qu'il est compris dans les modèles décrivant les innovations et les techniques. Le troisième enfin porte sur l'intérêt d'interroger les processus d'adaptation aux situations de crise. Les pratiques ordinaires qui émergent sont autant un moyen de résistance à un système économique et écologique dominant, que des instances de transformation et des espaces de production du quotidien. Dans les entreprises, la recherche menée sur les indicateurs de bruit m'a sensibilisée au contexte de production des objets techniques, ainsi qu'à l'importance de prendre en compte les phénomènes globaux dans l'analyse des diffusions locales des techniques et des modes de vie. Cette constatation rejoint celle faite par Ulrich Beck et Elizabeth Beck-Gernsheim (Beck-Gernsheim & Beck 1995, 2012), qui stipule que, pour comprendre sociologiquement le monde contemporain, il est nécessaire d'envisager dans un même mouvement les logiques les plus globales

⁴¹ Voir en particulier le chapitre où Elizabeth Shove, Mika Pantzar et Matt Watson (Shove, Pantzar & Watson 2012) questionnent les effets de seuil pour qu'un savoir-faire ou une pratique puisse être réappropriée.

qui façonnent notre existence et la capacité la plus individuelle que chacun de nous a d'y faire face.

Dans le cadre de ce chapitre, je reviens dans un premier temps sur la réflexion que je mène autour du changement dans les mobilités depuis une dizaine d'années et les pistes d'analyse ouvertes pour ensuite détailler une recherche qui vient de s'achever qui portait sur l'évolution du rapport à l'automobilité des jeunes puis les courants théoriques sur lesquels peut s'appuyer une réflexion sur le changement. Ce chapitre est donc à la fois une description de recherches et de pistes de réflexion ouvertes et programmatique.

6.1 - Une approche épistémologique et empirique des changements dans les mobilités

Ma réflexion sur le changement a d'abord fait l'objet d'une quête de compréhension des liens entre la mobilité et le quotidien. Elle a débuté en 2005 à l'occasion d'un colloque intitulé « Mobilités, différenciations et inégalités » que j'ai co-organisé avec Olivier Klein et Pascal Pochet (Klein, Ortar & Pochet 2007) dans le cadre du groupe de travail « Mobilité Spatiale et Fluidité Sociale » de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française (AISLF) qui a eu lieu à Vaulx-en-Velin les 21 et 22 avril 2005. Le colloque s'est tenu alors que l'on observait une certaine réduction des disparités sociales en termes de niveau quantitatif de mobilité quotidienne. Dans le même temps, la poursuite des dynamiques d'étalement urbain et de diffusion automobile se traduisait par une influence croissante des caractéristiques spatiales (du lieu de résidence notamment) sur les disparités de mobilité (Gallez, Orfeuill & Annarita 1997).

Le paradoxe n'était toutefois qu'apparent : la « *motorisation des modes de vie* » (selon l'expression de Louis Dirn (Dirn 1995)) et la domination

croissante de l'automobilité tendent certes à rapprocher les conditions de mobilité du plus grand nombre, mais elles ont parallèlement contribué à modeler les espaces et à réduire l'accessibilité de proximité et les possibilités alternatives d'accès aux activités du quotidien, qu'il s'agisse de l'emploi ou des services et équipements commerciaux ou de loisirs. Nous constatons alors qu'en France, huit ménages sur dix étaient motorisés, et la multi-motorisation ne cessait de progresser dans les structures familiales. Parmi les ménages à bas revenus, la voiture apparaissait dans de nombreux cas comme un bien d'équipement prioritaire, même si les taux de motorisation de ces ménages demeuraient nettement inférieurs à ceux des catégories aisées (Nicolas, Pochet & Poimboeuf 2001). L'accès au volant demeurait donc socialement discriminant, avec des différences importantes selon le revenu, mais également selon le sexe, l'âge et la génération. L'accès aisé à la voiture s'imposait comme une norme en matière de mobilité.

Les débats du colloque rendent compte de la multiplicité des échelles spatiales et temporelles à partir desquelles il faut saisir la mobilité des personnes. Les choix résidentiels sont depuis longtemps identifiés comme une variable déterminante des pratiques de mobilité quotidienne. Pourtant, ces deux dimensions ne sont pas simples à saisir ensemble. L'appareil statistique habituellement disponible a notamment du mal à lier résidence et mobilités quotidiennes ou plus exceptionnelles. Si l'on souhaite croiser la trajectoire professionnelle, la trajectoire résidentielle, les mobilités et l'évolution familiale les difficultés sont évidemment encore plus importantes. Un autre écueil provient de la difficulté à lier trajectoire professionnelle, trajectoire résidentielle et projet de famille. Une telle approche permettrait d'avoir une vue d'ensemble des mobilités et par là même des inégalités, en particulier celles liées au genre. Ces inégalités d'accès ne touchent pas simplement les personnes à faible revenu mais l'ensemble de la société et cela est d'autant plus vrai lorsque les femmes sont mères de jeunes enfants, d'où l'intérêt de lier les différentes trajectoires. Le colloque a donné lieu à la publication d'un dossier de six articles dans la revue *EspacesTemps.net*.

La recherche portant sur la mobilité géographique professionnelle a été l'occasion de poursuivre cette réflexion sur les mobilités et du sens qui leur est accordé dans le quotidien des individus. L'écriture de mon ouvrage « *La vie en deux : familles françaises et britanniques face à la mobilité professionnelle* » (Ortar 2015) a été l'occasion de revisiter la bibliographie et les courants théoriques entourant la mobilité. Ce travail réflexif sur la mobilité, les réflexions menées avec ma collègue et amie Irène Dos Santos (IIAC) qui travaille notamment autour des pratiques de circulation migratoire m'a montré l'intérêt heuristique de croiser le champ des mobilités et de la migration.

En février 2014 nous avons organisé un colloque dont le but était d'interroger les concepts de mobilité et de migration. Ces concepts désignent des phénomènes *a priori* distincts de déplacements humains liés à des contraintes ou projets spécifiques (économiques, sociaux, éducatifs, environnementaux...). Nous avons émis l'hypothèse que ces concepts sont peut-être plus similaires qu'il ne l'est communément admis. Mobilité s'est progressivement substituée à migration dans la sphère politique et dans la recherche, illustrant une nouvelle gestion politique des flux de populations (Pellerin 2011) et l'intérêt porté à de nouvelles modalités de déplacement caractérisant la globalisation (Tarrus 2000), sans que ce glissement conceptuel n'ait fait l'objet d'un questionnement approfondi sur le sens que les individus donnent à leur déplacement. S'interroger sur ce point a permis d'approfondir la réflexion épistémologique sur la manière de définir les individus et les groupes qui se déplacent. Au-delà des catégories administratives et politiques à interroger pour saisir les représentations et les enjeux de pouvoir qu'elles véhiculent (Martiniello & Simon 2005), c'est l'expérience vécue par les individus qui a retenu notre attention. Un ouvrage de synthèse issu de ce colloque est en cours de rédaction. Il contiendra un chapitre retraçant une histoire des concepts de mobilité et de migration rédigé en collaboration avec Monika Salzbrunn et Mathis Stock, et comportera ensuite une série d'articles issus du colloque illustrant les déplacements conceptuels en cours. L'ouvrage paraîtra aux Presses Universitaires de Rennes.

Suite à ce colloque et en complément de la recherche Evolmob, Patricia Lejoux et moi-même avons souhaité prolongé la réflexion lors d'un colloque intitulé « Mobilités en changement, changement par les mobilités », organisé comme celui de 2005 dans le cadre du groupe de travail « Mobilité Spatiale et Fluidité Sociale ». Nous sommes parties du constat similaire à celui de 2005 que l'automobile est devenue au cours du XX^e siècle la forme prédominante d'une mobilité quasi privée (Sheller & Urry 2006). Cet accès à la motorisation a réorganisé la manière dont les gens négocient les opportunités et les contraintes de leur quotidien. La voiture est devenue un objet de prestige social autant qu'un prolongement du domicile, une bulle assurant le confort d'un voyage sans histoire (Massot & Orfeuil 2007). Du côté des salariés, cet accès a permis de concilier les exigences de la vie professionnelle et les aspirations individuelles, résidentielles comme familiales, autorisant l'éloignement des pôles de la vie quotidienne. La mobilité a ainsi rendu possible un habitat pavillonnaire qui a modifié la physionomie des villes sous l'effet de la périurbanisation. Du côté des entreprises, celles-ci ont pu compter sur la capacité de déplacement de tous, clients, fournisseurs, salariés, pour s'affranchir elles-mêmes des contraintes traditionnelles de la localisation centrale. Le succès des supermarchés en périphérie repose ainsi sur la mobilité de la clientèle (Wenglenski 2010: 44). Dans ce contexte, l'absence de recours à la voiture est devenu difficile pour les déplacements quotidiens (É. Le Breton 2008). Ne pas posséder de voiture, et à plus forte raison de permis de conduire, peut ainsi se traduire par choix plus restreint de ces lieux de vie et de loisirs, mais surtout de moindres opportunités d'embauche, soit parce que l'accès au lieu de travail est rendu difficile voire impossible sans véhicule particulier surtout depuis les zones périurbaines (Coutard, Dupuy & Fol 2004; Ortar & Drouilleau 2014; Rougé 2007), soit parce que la possession du permis de conduire est une exigence de l'employeur. La possession du permis de conduire est d'ailleurs considérée comme un atout par de nombreux employeurs. La voiture peut ainsi sembler indispensable au quotidien.

Or, contrairement à ce qui s'observait en 2005, depuis quelques années, l'usage de la voiture semble stagner voire décroître au sein de toutes les populations, en particulier chez les plus jeunes, et ce dans l'ensemble des pays dits industrialisés. On observe une baisse de l'usage de la voiture depuis le début des années 2000 dans nombre de pays de l'OCDE (Kuhnimhof *et al.* 2012; Kuhnimhof, Zumkeller & Chlond 2013). Dans le cadre de ce colloque nous avons souhaité identifier les origines de ces évolutions qui interviennent dans un contexte d'essor des politiques publiques en faveur des transports en commun (notamment à l'échelle urbaine), de crise écologique (peut-être à l'origine de changements de comportement), mais aussi de crise économique persistante se traduisant par des inégalités de revenu grandissantes.

L'objectif de ce colloque était de faire un point sur la connaissance que nous avons aujourd'hui de ces changements : la remise en cause de l'attachement à la voiture, le regain de l'usage des transports collectifs, le développement des altermobilités (marche, vélo, covoiturage, autopartage), l'homogénéisation des comportements sur la mobilité à longue distance (loisirs, tourisme), le développement important des déplacements interurbains (TER, villes moyennes vers grandes agglomérations), l'augmentation des budgets-temps, à partir des grandes enquêtes statistiques, mais aussi d'enquêtes de terrain. Les pistes dégagées pourront ouvrir la voie à de nouvelles recherches. Il fera l'objet d'une publication dans la revue *EspaceTemps.net* dressant ainsi un premier jalon de ma réflexion sur le changement.

Enfin, toujours en lien avec cette thématique, en collaboration avec Patricia Lejoux, Stéphanie Souche et Philippe Zittoun nous venons de créer au sein du laboratoire un axe de recherche intitulé « Les nouvelles connaissances de la mobilité : production, perception et influence sur les pratiques des acteurs ». Nous sommes partis du constat que si le LAET travaille depuis de nombreuses années sur les pratiques de mobilité, qu'il s'agisse de comprendre les comportements de mobilité – des personnes comme des marchandises – ou d'analyser la façon dont les politiques publiques ou privées cherchent à

organiser et à infléchir ces comportements, ces problématiques sont de plus en plus difficiles à saisir en raison :

- de la diversification voire de l'individualisation des pratiques de mobilité qui s'inscrivent dans des rapports au temps, aux territoires, aux valeurs, de plus en plus complexes et variés ;
- de l'intensification des contraintes, qui se traduisent par des stratégies d'adaptation différenciées en matière de pratiques de mobilité : contraintes économiques (crise financière, crise des financements publics), sociales (précarisation de l'emploi, accroissement des inégalités sociales), territoriales (inégalités spatiales), énergétiques (raréfaction des ressources énergétiques fossiles, augmentation du prix du pétrole), environnementales (diminution des émissions de gaz à effet de serre) ;
- de la complexification des formes de gouvernance, qui doivent s'adapter à l'évolution de ces pratiques de mobilité, mais qui se heurtent aux limites de leurs périmètres institutionnels.

Pour ouvrir de nouvelles perspectives de recherche, nous avons fait le choix de construire un axe rassemblant des chercheurs issus de différentes disciplines (aménagement, économie, sociologie, science politique, etc.) qui partagent une approche commune. Tous cherchent à appréhender la mobilité à une échelle microscopique en partant de ses acteurs (individus, ménages, acteurs publics, entreprises) et de leurs interactions, autour d'une nouvelle thématique, celle de la connaissance des mobilités. Pour répondre aux nouveaux défis posés par l'évolution des pratiques, cet axe se propose d'adopter une perspective renouvelée et plus réflexive sur la mobilité, en s'interrogeant tout autant sur les processus de production de ces connaissances de la mobilité que sur la réception, la perception et l'usage de ces connaissances par et pour les acteurs de la mobilité.

L'axe se structure autour de trois thèmes qui correspondent à des déclinaisons différentes de cette problématique de la connaissance. Il se propose de croiser les regards entre action collective et comportement individuel sous des angles variés. Je me sens particulièrement concernée par la compréhension des nouveaux comportements de mobilité. Ce thème se fixe comme ambition de repenser le rapport des individus au transport et à la mobilité, à travers le prisme de leurs connaissances, une thématique qui rejoint mes préoccupations de recherche et dont la recherche sur la relation à l'automobilité des jeunes est une illustration.

6.2 - 2014-2016 Les évolutions de la mobilité des jeunes

En 2013, des collègues quantitativistes du LAET⁴² me proposent de réaliser une étude qualitative sur les évolutions de comportements de mobilité des jeunes, en complémentarité d'une recherche qu'ils sont en train de réaliser à partir d'enquêtes nationales sur les transports et d'enquêtes métropolitaines sur Lyon et Montréal. Le montage financier avait été réalisé lors d'une rencontre à Montréal où le Forum Vies Mobiles s'était montré intéressé par une recherche croisant des méthodes d'investigation qualitative et quantitative. Le but était notamment de questionner comment les deux approches peuvent se nourrir dans un cadre interdisciplinaire. Sur la base d'un dispositif comparatif et de l'usage de méthodes mixtes, la recherche Evolmob⁴³, visait à confirmer l'hypothèse d'une transformation dans le rapport des jeunes à l'automobile et à expliquer cette évolution. Personnellement, plus que l'aspect méthodologique, ce qui m'intéresse est la possibilité d'approfondir mon analyse des ressorts du

⁴² Patrick Bonnel, Louafi Bouzouina, Pascal Pochet.

⁴³ Cette recherche est menée conjointement par le Laboratoire d'économie des transports (Lyon), l'INRS (Montréal) et l'École polytechnique de Montréal. Elle bénéficie d'un financement du Predit et du Forum des vies mobiles.

changement de la relation à l'automobile dont les hypothèses explicatives sont pour l'instant aussi diverses que controversées.

En effet, le constat de la baisse de l'usage de l'automobile des jeunes adultes en Allemagne, aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en France (Kuhnimhof *et al.* 2012; Kuhnimhof, Zumkeller & Chlond 2013) laisse présager un inversement de la tendance observée jusqu'à présent. Les hypothèses explicatives divergent toutefois. Les australiens Alexa Delbosc et Graham Currie (Delbosc & Currie 2013) suggèrent par exemple que l'appétence pour les nouvelles technologies favoriserait les occasions de rencontres, donc de déplacements, quand d'autres études moins solides y verraient au contraire une cause d'enfermement. En France, la non-possession du permis peut également se révéler pour partie contrainte, compte tenu des coûts importants de la formation au permis de conduire, ainsi que de l'acquisition et de l'usage de la voiture (Licaj *et al.* 2012). Le caractère contradictoire des analyses montre l'intérêt d'aborder la question par une investigation qualitative dans le cadre d'un processus de recherche inductif. Grâce à ces modes d'investigation croisés, la recherche entend déterminer si, pour les jeunes adultes, la diminution du passage du permis, de l'acquisition et de l'usage de la voiture n'est qu'un « retard » qui sera compensé à un âge plus avancé – retard lié à des facteurs économiques, en France tout du moins, où les jeunes de 18 à 30 ans représentent 50 % de la population pauvre⁴⁴ – ou si cette baisse traduit des changements générationnels de représentation plus profonds et sont le signe d'une situation qui perdurera avec le vieillissement des individus. Il s'agit de questionner l'articulation entre usages automobiles et altermobiles chez les jeunes âgés de 16 à 35 ans, en portant une attention particulière à leurs origines sociales et économiques ainsi qu'à leur localisation résidentielle. La tranche d'âge a été choisie en fonction de l'âge d'accès au permis de conduire qui est de 16 ans au Canada et de l'âge moyen de naissance du premier enfant (30 ans en France, 32

⁴⁴ Source : Observatoire des inégalités [<http://www.inegalites.fr/spip.php?article1032>].

au Québec), une des hypothèses étant que les comportements basculent lors de la constitution d'une vie familiale.

Ce projet de recherche est ainsi une première étape dans la réflexion sur les conditions d'un changement de comportement appréhendé par une analyse des pratiques et des aspirations. Il offre la possibilité d'analyser de multiples facteurs socio-économiques à l'origine de ces modifications dans deux contextes géographiques différents. Les membres de l'équipe qualitative sont, outre moi-même, Stéphanie Vincent-Geslin recrutée comme chercheure contractuelle à Lyon, Julie-Anne Boudreau de l'INRS et Claudio Ribeiro, également chercheur contractuel pour la partie montréalaise de la recherche.

6.3 - Appréhender le changement social : quels outils pour la sociologie et l'anthropologie ?

Les évolutions des choix des modes de transport observées dans le cadre de la recherche décrite ci-dessus et par mes recherches au cours des dix dernières années imposent de réfléchir au cadre d'analyse donné au changement social. Ce point rencontre une réflexion que j'avais commencé à aborder dans le cadre de la mise à l'épreuve de la théorie des pratiques appliquée à l'évolution des routines de consommation dans la baie de San Francisco et qui demande à être poursuivie afin de renforcer les cadres théoriques permettant de rendre compte de la nature des changements en cours. Je souhaite revenir dans un premier temps sur les conditions d'observation du changement social du point de vue de l'anthropologie pour ensuite détailler trois courants théoriques dont il me semble devoir tenir compte dans le cadre d'une analyse du changement social dans le contexte contemporain : la résistance ordinaire, la transaction sociale et l'innovation.

Mon propos sur les conditions d'appréhension du changement social du point de vue de l'anthropologie s'appuie sur la réflexion élaborée par Jean-Pierre Olivier de Sardan sur l'anthropologie du changement social et du développement. Ce chercheur note que tout changement entraîne « des phénomènes de confrontation, négociation, rejet, détournement, accommodation, subversion, rapports de force, compromis, transactions... » (Olivier de Sardan 1995). Ces phénomènes, qu'ils soient appréhendés aux niveaux cognitif, économique, politique, ou symbolique tendent à s'imposer dans les énoncés propres à l'analyse du changement social car ils sont absents de l'anthropologie classique. Les processus de changement social sont par définition diachroniques. Ils se situent à l'interface entre anthropologie et sociologie « macro » d'un côté, et ethnographie et sociographie « micro » de l'autre. Autrement dit, à l'interface entre les pesanteurs structurelles et l'action des agents sociaux, à l'« enchâssement » de l'économie dans la vie sociale en général. Il s'agit pour une bonne part d'une anthropologie des représentations. « Il suffit de penser aux codes culturels qui servent à évaluer les actions proposées et les acteurs qui les proposent, aux savoirs populaires sur lesquels les savoirs technico-scientifiques sont censés se greffer, aux configurations sémiologiques qui organisent les champs sur lesquels porte le changement. Sans tomber dans les excès de l'ethnoscience ou dans ceux de l'interactionnisme symbolique, on doit attacher une importance centrale aux représentations « émiques », aux « modes de pensée indigènes », aux « modes de vie » locaux, aux « façons de penser » autochtones. C'est là en quelque sorte le fonds de commerce de l'anthropologie, et celle-ci doit y puiser largement pour savoir comment les processus de changement sont pensés et vécus par les acteurs concernés » (Olivier de Sardan 1995). Un postulat qui implique de prendre en compte l'ensemble des acteurs impliqués dans les interactions liés au changement. Ce cadre conceptuel étant posé quels courants de pensée peuvent nourrir et compléter la réflexion ?

Les recherches menées autour de la théorie des pratiques ont permis de faire avancer l'analyse du rôle des objets dans l'évolution de la consommation

et de leurs modes d'appropriation *via* des innovations techniques. En insistant sur les obstacles au changement, la théorie des pratiques souligne l'inertie des pratiques sociales, inertie liée à leur inscription dans des dispositifs matériels, des savoirs, des significations et des activités qui les stabilisent dans le temps. Ces analyses souffrent toutefois d'une grande sectorisation. Elles abordent peu la stratification sociale des pratiques. Des difficultés méthodologiques portant sur le caractère isolé des pratiques observées ou sur la compréhension du changement restent irrésolues. Les travaux impulsés par Elizabeth Shove, comme ceux issus du contexte francophone, peinent en outre à établir des liens entre les différentes sphères qui régissent le quotidien, lesquelles peuvent relever de différents régimes normatifs (Duclos 2009). De même, la relation au temps dans ses présupposés sociaux et l'intrication des temporalités au quotidien⁴⁵ est peu prise en compte, à l'instar de la relation à l'espace, dont la consommation n'a cessé d'augmenter : ces liens sont pourtant à l'origine de phénomènes de report de consommation ou d'une absence de congruence des comportements, ainsi que l'ont démontré les travaux sur les contradictions des éco-habitants (Nemoz 2009; Perrels *et al.* 2005). En outre, si la nature du confort recherché par l'habitant est étudiée (Shove 2003; Shove, Chappells, Lutzenhiser & Hackett 2008; Shove, Walker & Brown 2014; Subrémon 2010, 2012), là aussi, l'approche est souvent sectorisée en raison de la faible documentation disponible sur ces questions à ce jour.

Résistance ordinaire

Dans son ouvrage sur l'écologie au quotidien, Michelle Dobré constate que « la consommation, la circulation et la communication » (Dobré 2002: 11) sont les trois attributs de la modernité contemporaine. Son travail porte plus spécifiquement sur les formes d'action ordinaires allant à contre-courant de la norme instituée de la consommation marchande généralisée. Michelle Dobré

⁴⁵ L'ouvrage dirigé par Elizabeth Shove, Franck Trentmann et Richard Wilk (Shove, Trentmann, & Wilk 2009), *Time, consumption and everyday life* ouvre des pistes de réflexion intéressantes, mais sans véritable traduction méthodologique de la façon d'appréhender des temporalités multiples et leurs effets.

relève que « l'inacceptabilité sociale et culturelle d'éventuelles restrictions du confort acquis constitue [...] un *a priori* qui ne repose cependant sur aucune analyse sociologique des capacités endogènes des sociétés occidentales à changer d'orientation en matière de consommation ». En outre, « ce pessimisme est d'autant plus fort qu'il repose sur une idée implicite de la "nature humaine", qui serait de rechercher le confort maximal à chaque fois que cela est possible » (Dobré, 2002 : 27). Pour Michelle Dobré, nos déchets, notre consommation sont le fruit d'une démocratisation de l'accès aux biens matériels qui s'est accompagnée d'une baisse de l'autoconsommation, non sans lien avec la transformation du rapport au temps et son accélération. « Le progrès technique et la croissance économique reposent entièrement sur la diffusion la plus large possible » (Dobré, 2002 : 76).

Elle propose le terme de « résistance ordinaire » pour désigner « *l'asymétrie et la disproportion du rapport de forces entre les deux pôles, de la vie civile et du système*⁴⁶ » (Dobré, 2002 : 130). Cette caractérisation présuppose « le développement inégal des capacités d'actions de la vie quotidienne entre la sphère civile et le système » (Dobré, 2002 : 130). « La résistance ordinaire décrit un ensemble multiple et hétérogène d'actions non organisées, non collectives, visant à préserver ou à créer des îlots d'autonomie à l'intérieur et de l'intérieur du mécanisme de colonisation de la sphère quotidienne par l'extension spatio-temporelle du système marchand » (Dobré, 2002 : 311). Ce sont des formes de résistance du quotidien et au quotidien, et c'est parce que « le quotidien est propulsé à la place de la reproduction aux avant-postes du changement qu'il devient possible aujourd'hui de saisir cette persistance du social à travers les multiples hypostases de la résistance ordinaire » (Dobré, 2002 : 311). « Il s'agit d'actes privés, menés sans décision préalable, qui ignorent leur caractère politique et ne se définissent pas comme tels, ne dérogeant pas nécessairement à la loi – mais plutôt à la norme instituée

⁴⁶ Italiques de l'auteur.

par un modèle culturel hégémonique » (Dobré, 2002 : 316). En tant que tels, ils mettent au défi la sociologie.

Toutefois, même si la résistance ordinaire paraît individualisée, elle n'en est pas moins sociale, les pratiques sont conscientes et se situent dans la zone non discursive de la pratique quotidienne où la consommation constitue un point de rencontre entre l'acteur et le système. Il s'agit de tactiques du quotidien n'impliquant pas une rationalité à long terme et est donc instable. La résistance ordinaire est en cela une réponse aux distorsions du temps et de l'espace. En effet, l'un des modes de résistance consiste à opter pour la « non-contemporanéité » (E. Bloch 1978 [1935]). « Se situer dans le temps local peut alors servir à s'opposer au temps mondial des marchés en créant ces interrupteurs dont parle Deleuze » (Dobré, 2002 : 117), puisque l'uniformisation naît aussi de la synchronisation. L'intérêt de cet apport théorique est de replacer l'autonomie de l'acteur au cœur de la réflexion. L'approche interroge toutefois sur les modalités d'analyse de la congruence des comportements, les modes de diffusion des modalités de résistance et les termes des transactions sociales à l'œuvre.

La transaction sociale

L'une des difficultés rencontrées dans l'analyse du changement est la compréhension des non-dits, des silences, comme j'ai pu le montrer dans mon article portant sur les routines dans la Silicon Valley (Ortar 2014). Les analyses du changement porté par le développement durable ont montré qu'il s'agissait d'une réalité complexe reposant sur des consensus parfois contradictoires. Philippe Hamman et Christine Blanc (Blanc & Hamman 2009: 222-232) soulignent notamment qu'il passe par des arbitrages difficiles entre des choix économiques, écologiques et sociopolitiques qui relèvent de la transaction sociale, car ils portent à la fois sur des intérêts et des valeurs, ce qui les rend irréductibles à une compensation exclusivement monétaire. La transaction sociale permet, selon Maurice Blanc (Blanc, 2009) qui exprime cette idée dans une défense du paradigme de la transition sociale, d'analyser comment, sans le

dire ouvertement, on négocie sur “ce qui n’est pas négociable” : l’existence de Dieu, le pouvoir de ceux, religieux ou non, qui s’opposent, chacun se prétendant son seul porte-parole légitime, etc. La transaction sociale permet de sortir de la logique binaire et manichéenne ; elle rend attentif aux accords implicites et tacites et aux “compromis pratiques” fragiles et provisoires (Ledrut 1976) ». Cette analyse du sens réel du changement est obtenue en faisant référence à un contexte global et en se situant dans une perspective historique des points qui me paraissent essentiels. L’autre intérêt du paradigme pour moi se situe dans le détail de l’analyse sur la nature des transactions réalisé par Jean Rémy, Viviane Voyé et Émile Servais (Rémy, Voyé & Servais 1988) dans *Produire et reproduire : une sociologie du quotidien*. Les auteurs s’attachent à appréhender les conditions du changement social grâce à l’étude du sens accordé aux pratiques restituées par rapport à des mouvements collectifs. Cela donnera lieu au paradigme de la transaction sociale. Les auteurs interrogent les conditions du changement social qui concerne directement mon objet de recherche. Ils centrent leurs travaux sur la transformation de l’image de soi induite par les conflits qui partent de la culpabilité, définie comme contrôle normatif, et des modalités de déplacement de ses lieux d’expression. Les auteurs cherchent à intégrer la dynamique affective dans la transformation des priorités et notent que « pour être opérante au plan collectif, la culpabilité suppose une individualisation de la responsabilité » (Rémy, Voyé & Servais 1988: 30). « La culpabilité assurera d’autant plus sa fonction intégratrice qu’elle est médiatisée par un sentiment de manquement aux autres et que ce manquement est lu en termes de gestes qui, bien que maîtrisables par l’individu, ne sont pas accomplis par suite d’une défaillance au plan de la qualité d’intention et de la générosité. Par conséquent, lorsqu’un groupe s’appuie de façon prédominante sur les mécanismes de culpabilisation pour assurer des conformités, il doit renforcer un collectif où la qualité de la vie sociale paraît découler d’une somme de relations interpersonnelles, soutenues par la générosité de chacun » (Rémy, Voyé & Servais 1988: 31). La culpabilité vise l’ensemble des comportements vécus

comme contrôlables par la personne. Ce mécanisme est indubitablement à l'œuvre dans l'instauration du développement durable.

Un autre point évoqué par Jean Rémy, Viviane Voyé et Émile Servais qui me semble important dans le cadre d'une recherche sur le changement est l'analyse du moment où un basculement vers de nouveaux comportements devient possible. Pour ces auteurs, au moment où « la population se met à douter des modèles d'identification jusque-là acceptés, elle devient disponible pour des identifications nouvelles et ce, surtout si le doute s'insinue subrepticement et dans une certaine ambiguïté. C'est le moment où le milieu des identifications sociales peut jouer un rôle important de diffusion » (Rémy, Voyé & Servais 1988: 41). Cette sécurisation affective repose alors dans sa « capacité de s'exprimer en des gestes quotidiens, apparaissant réalisables et possibles » (Rémy *et al.*, 1988 : 42). Cette séquence témoigne du rapport au pouvoir et des rapports de domination établis. Les auteurs relèvent qu'« on peut, au plan des valeurs professées, se référer aux éléments traditionnels qui permettent de maintenir une conscience positive du groupe, tout en modifiant de fait ses comportements. À l'inverse, lorsqu'on transforme les valeurs professées, il se pourrait qu'on fasse seulement une concession verbale aux tendances nouvelles, espérant par-là les neutraliser en donnant des formes nouvelles à des réalités inchangées » (Rémy *et al.*, 1988 : 43). La différence entre les modèles inspirant les explications verbales et ceux organisant les comportements vécus est souvent non perçue et, dès lors, ne donne pas lieu à mauvaise conscience. La dualité est due à ce que, dans l'ambiguïté, les évolutions réduisent les réflexes de défense. « La réussite des diverses actions collectives suppose la transposition progressive des orientations nouvelles en termes de besoins à partir desquels la personne identifiera son avenir personnel à l'obtention de certains résultats collectifs (Baudrillard 1972) » (Rémy *et al.*, 1988 : 53). Aussi, l'innovation de mutation est d'autant plus effective qu'elle met en question les valeurs fondamentales qui assurent l'orientation prédominante du système.

L'innovation

Cette réflexion sur le changement, en mettant l'accent sur le rôle des valeurs, le rôle des transactions dans les interactions sociales et les processus de domination éclaire les impensés, notamment de la crise écologique et du développement durable, et les mécanismes à l'œuvre dans des processus de changement et d'innovation sociale. L'innovation possède un statut particulier. Les débats entourant les changements de comportement en lien avec le développement durable et la transition énergétique s'appuient essentiellement sur des modèles de l'innovation technique opposés à ceux des analyses techniques, ainsi que je le montre plus haut. Dans les recherches sur le développement durable et la transition énergétique, l'innovation et son « acceptabilité » dominant. Qu'est-ce toutefois qu'innover ? Pour Martine Segalen et Christian Bromberger : « L'innovation formelle ne procède pas seulement - faut-il le souligner ? - d'emprunts, d'adaptations ou d'indigénisations créatives. D'une part s'y répercute l'évolution du système technique aboutissant, entre autres, à la miniaturisation des objets de consommation. [...] D'autre part, les représentations sociales et symboliques sont de puissants activateurs des métamorphoses de l'objet » (Segalen & Bromberger 1996: 10-11). L'innovation procède donc d'une rencontre entre les hommes qui combinent savoir-faire et savoir-circuler (Bromberger & Chevallier 1999).

Revenant sur le débat qui oppose Pierre Lemonnier à Bruno Latour, Philippe Geslin (Geslin 2003) note que le malentendu tiendrait « à l'absence d'une dissociation claire entre technique et innovation. La différence est grande en effet entre l'étude des techniques d'un usage largement répandu et celle qui traite de l'émergence de techniques nouvelles. Dans ce dernier cas [...] il faut distinguer la phase d'émergence de l'innovation de celle de son usage en tant que tel, qui ne dure qu'un temps avant son objectivation (Descola 1994) et sa stabilisation dans la société. Une objectivation qui l'amène progressivement au statut de simple technique. Les formes d'efficacité en actions sont étroitement dépendantes de la phase d'appropriation dans laquelle se trouve l'objet considéré ».

L'analyse de l'adaptation au changement passe donc aussi par une compréhension des mécanismes de résilience de techniques qui avaient été rendues obsolètes par l'apparition de nouvelles techniques ou par un changement de mode de vie. Cela impose également d'observer :

- les fractures et les systèmes de domination ;
- la reconfiguration du quotidien, qui s'effectue en lien avec une transformation de la relation au travail ;
- les résistances et (ré)appropriations du temps.

Aborder ces transformations en traitant la question de la matérialité peut se faire selon deux thèmes de recherche complémentaires : 1) une analyse de pratiques et d'usages liés à des objets ou lieux particuliers qui renseignent sur les conditions de développement et les évolutions sociales en cours ; 2) une étude de l'évolution du quotidien à travers la relation aux objets à partir d'une analyse des modes d'habiter, portant notamment sur les multiples usages de l'énergie, qui touchent autant au monde domestique qu'à la mobilité, au travail.

Intégrer les conditions d'apprentissage dans l'analyse des pratiques actuelles est donc essentiel pour réfléchir à la façon dont s'engagent les changements de comportement de consommation et au sens que leur donnent les acteurs. Cela implique en préalable de comprendre l'origine des gestes au quotidien.

Dans la lignée des travaux sur la résistance ordinaire menés par Michelle Dobré, le renouveau de certaines pratiques d'autoconsommation, de bricolage demandent à être interrogés. Leur sens ne relève pas uniquement d'un souci d'économie pure, mais également du désir de se réapproprier son quotidien. En effet, rendre son importance aux gestes et aux savoir-faire, créer par soi-même pour les autres redonne également un sens de contrôle des éléments et de sa vie, alors même que l'expansion des systèmes de contrôle expert tend à faire perdre cette dimension, comme le montre Antony Giddens (Giddens 1991). Ainsi, dans *L'éloge du carburateur*, Matthew Crawford

(Crawford 2010) démontre le côté aliénant du travail de nombreux cadres et de ce qu'il convient d'appeler « la classe créative ». Il y souligne le besoin éprouvé à retrouver l'intelligence de la main (Duru-Bellat 2010)⁴⁷ pour s'évader de cette nouvelle forme d'assujettissement. Cette réappropriation du quotidien ne peut donc être analysée uniquement sous l'angle économique et du point de vue de la contrainte, même si cet aspect est présent et ne saurait être nié, mais elle demande une recherche compréhensive du rôle de la praxéologie au quotidien, du rapport aux objets et à la matérialité, ainsi qu'à la sensorialité.

Ce cadre d'analyse programmatique sera mis à l'épreuve lors de recherches futures qu'elles portent sur l'énergie et/ou les mobilités dans le but d'interroger la nature des changements en cours, le contexte et les savoir-faire comme les routines sur lesquels ils s'appuient.

⁴⁷ Voir également l'ouvrage de Richard Sennett (Sennett 2010), *Ce que sait la main. La culture de l'artisanat* ou de Michel Lallement (Lallement 2015), *L'âge du faire. Hacking, travail, anarchie*.

Conclusion

Pour résumer et reprendre les thématiques principales de mon parcours, au-delà de la diversité des expériences exposées, deux grandes lignes à la fois autonomes et imbriquées de recherche se dessinent. La première porte sur l'habiter. Il s'agit d'un centre d'intérêt qui remonte à mes premières recherches, qui m'a conduite à une réflexion théorique que j'ai par la suite décliné en fonction des domaines abordés ainsi que je le montre dans la deuxième partie de ce mémoire.

La deuxième ligne de recherche porte sur l'analyse des mobilités. Les questionnements autour de la mobilité résidentielle ont été présents dès ma recherche doctorale. Toutefois, même si je me sers de cet argument lors de mon audition pour le poste de chargé de recherche au LAET, je n'aborde pas frontalement ces questions à ce moment-là et surtout je ne les mets pas en relation avec un questionnement épistémologique sur la mobilité telle qu'elle est abordée par mon laboratoire ou par exemple le réseau « Mobilité spatiale, fluidité sociale » de l'AISLF. En effet, les deux interrogent avant tout le sens du déplacement par rapport à de grandes questions sociales ayant toujours trait au transport : la socialisation est ainsi envisagée pour son lien à la mobilité quotidienne, de même les inégalités sociales sont appréhendées au travers de la difficulté à se déplacer. Mon arrivée au LAET marque toutefois un infléchissement de ma réflexion qui se traduit par une prise en considération des mobilités spatiales dans leur complexité et donc dans leur diversité. J'appréhende la mobilité au prisme d'une analyse compréhensive de ses effets sur le quotidien, le genre et le travail. Je m'attelle à comprendre les relations entre mobilité résidentielle et professionnelle et donc les mobilités spatiales qui en découlent. Il s'agit d'intégrer la mobilité dans l'ensemble de ses contingences pour analyser son action sur les différents espaces du quotidien. Ces travaux de recherche s'accompagnent parallèlement d'une réflexion sur l'évolution des mobilités sociale, spatiale et résidentielle et du contenu épistémologique donné

à la notion ainsi que je l'ai rappelé au cours du chapitre 6. L'implication des occurrences de la mobilité innerve dorénavant ma réflexion sur l'habiter, un aspect qui demande à être poursuivi dans de futures recherches.

Ces grandes lignes de recherches sont croisées par des thématiques transversales. La première thématique est spatiale. Les observations ont d'abord porté sur le monde rural mais la majeure partie des interactions analysées se déroulent en périurbain. Cet éloignement progressif du rural n'a pas été l'objet d'un choix délibéré mais a plutôt été le résultat de formulations d'appels à projets et de réseaux de recherches dans lesquels je me suis inscrite comme l'atelier périurbain du Gis Socio-économie de l'habitat puis du Rehal. De fait, alors que j'ai suivi pendant plusieurs années avec assiduité les travaux du séminaire de l'EHESS portant sur les ruralités contemporaines, les thématiques traitées correspondent de moins en moins à celles de mes recherches tandis que l'atelier organisé par Nicole Mathieu sur la confrontation rural/urbain puis celui du Gis rencontrent eux des questionnements soulevés par mes recherches. Les interrogations posées par le devenir des habitants de cet espace dans le cadre de la transition énergétique croise de surcroît les problématiques de recherche de collègues du laboratoire ce qui nous a permis de répondre ensemble à des appels à propositions. Mes travaux ont ainsi contribué à renseigner deux aspects du quotidien de ces territoires : l'influence des mobilités quotidiennes sur les trajectoires professionnelles des femmes et le rôle du territoire dans la socialisation à la mobilité des jeunes.

Les deux autres thématiques transversales sont la matérialité et la sensorialité. J'ai commencé à aborder la matérialité lors de la recherche réalisée pour le compte de la mission du patrimoine sur la tournerie sur bois pendant ma thèse. La matérialité est également très présente dans mes travaux doctoraux puisque j'étudie les transformations du bâti et le rôle des objets dans l'habitat. La matérialité est encore un élément d'analyse de mes recherches portant sur les datchas pour ensuite disparaître du champ de mes réflexions pendant plusieurs années. Cette disparition n'a pas été le résultat d'une volonté délibérée mais

plutôt d'un déplacement de mon attention au mouvement et aux flux, suivant en cela la ligne directrice des travaux portant sur la mobilité. Que je prenne de nouveau en compte la matérialité dans mes recherches est le résultat d'une observation ethnographique qui a mis en évidence son rôle dans la perception de la mobilité, un aspect sur lequel je reviens dans la partie suivante, comme sur la place des objets déchus dans le quotidien.

La sensorialité est une thématique qui émerge dans mes travaux doctoraux. Son traitement est toutefois liminal notamment faute d'outils théoriques pour appréhender cette question. En effet, l'anthropologie sensorielle est alors en cours d'élaboration. Aussi, même si je perçois l'intérêt de cette approche mes analyses restent très à plat. Je croise de nouveau la question de la sensorialité dans la recherche que je mène sur les indicateurs de bruit. De nouveau je n'approfondirai pas cette thématique même si m'être intéressée à la production scientifique de la perception du bruit et à sa restitution, deux aspects fortement influencés par la subjectivité des individus et leurs facultés de perception, m'a convaincu de l'intérêt d'une approche sensorielle. Je mets à l'épreuve ces travaux dans ma recherche de compréhension des modalités d'un habiter de la mobilité comme dans l'analyse de la relation à l'énergie, deux aspects sur lesquels je reviens dans la partie suivante.

Mes recherches en cours portant sur l'observation du changement et la relation à l'énergie dans un contexte de transition sont des prolongements de ces premiers travaux car les thématiques par lesquels je les appréhende s'inscrivent dans leur continuité. Il s'agit en effet de percevoir l'évolution des usages de l'énergie et de la relation à la matérialité pour rendre compte des transformations des modes d'habiter. La finalité est de développer d'une part un outil compréhensif d'analyse des changements en cours perçus au travers de pratiques spécifiques dont l'essor interpelle et d'autre part d'analyser des ressorts de l'évolution des pratiques quotidiennes de consommation de l'énergie dans un contexte de tensions tant économiques que sociales et

environnementales pour en comprendre les dynamiques et questionner les effets sociaux-économiques.

Deuxième partie : penser la relation entre l'habiter et la mobilité dans le monde contemporain

Le fait humain par excellence est peut-être moins la création de l'outil que la domestication du temps et de l'espace, c'est-à-dire la création d'un temps et d'un espace humains.

André Leroi-Gourhan, *Le geste et la parole*, t. 2, 1964

Au milieu des années 1990 paraissent deux ouvrages essentiels sur le devenir des villes : *Métapolis* de François Ascher (Ascher 1995) et *La ville émergente* dirigé par Geneviève Dubois-Taine et Yves Chalas (Dubois-Taine & Chalas 1997). François Ascher relève l'allongement des navettes domicile/travail, la multiplication des déplacements, l'étalement urbain, le rôle structurant des transports rapides dans l'organisation des mobilités et des territoires, ainsi que celui des communications. L'ouvrage de Geneviève Dubois-Taine et Yves Chalas adresse plus particulièrement la question de l'urbain dans le but d'analyser les raisons de la préférence des Français pour la maison et le périurbain. La Ville émergente ne se limite pas à la périphérie et à la périurbanisation mais s'inscrit dans un monde en profonde mutation. « Elle est un processus global qui affecte tous les territoires, depuis le rural jusqu'au centre-ville ancien, qui touche l'ensemble des modes de vie, à partir des mutations sociétales apparues à ce moment-là et qui n'ont fait que s'affirmer depuis : les nouvelles technologies de l'information et de la communication, l'individualisme ou l'individualisation croissants, mutations qui ne sont pas une parenthèse, mais un mouvement séculaire d'émancipation issu des Lumières » indique Yves Chalas en 2009 lors d'un entretien (Charmes & Léger 2009). La

ville émergente est enfin une ville où la mobilité des biens comme des personnes est au cœur de l'urbanité et des modes de vie. Une mobilité qui n'est pas nouvelle rappelle François Ascher en faisant référence aux travaux de l'École de Chicago, de Simmel sur Berlin comme à la ville haussmannienne, mais dont les conditions d'exercice ont radicalement changé. En effet, remarque Cynthia Ghorra-Gobin, l'habiter est désormais concerné « par la multiplicité des déplacements, le transport de marchandises et de biens, les migrations, sans oublier la prépondérance de l'espace virtuel au niveau quotidien. Tout individu est désormais contraint de vivre entre les flux et les lieux, à l'heure où la métropole industrielle organisée à partir d'une centralité a fait place à la métropole polycentrique où les habitants comme les emplois se retrouvent en banlieue et en périurbain » (Ghorra-Gobin 2008: 149).

Ma réflexion sur l'habiter s'inscrit dans ce contexte d'essor de la périurbanisation sur lequel j'ai eu l'occasion de travailler à plusieurs reprises, de modification du rapport à la ville comme au travail dont François Ascher comme Geneviève Dubois-Taine et Yves Chalas soulignent le caractère central pour comprendre l'évolution de la relation aux lieux habités. De fait, les individus occidentaux vivent pour la plupart dans deux champs microsociaux séparés, celui de la famille et du travail, chacun s'organisant au sein d'un réseau de relations sociales qui ont leur propre cohérence (F. Weber 1989). La place prise par le travail dans l'habiter innove en effet tout un pan de ma réflexion. Cette ville des déplacements s'inscrit dans un contexte également marqué par les mobilités résidentielles et professionnelles comme des lieux de vie dispersés dans le temps et l'espace, des dimensions qu'interrogent mes recherches, qui s'inscrivent également dans un contexte de transformation du rapport aux lieux.

En effet, bien qu'ayant toujours été à l'intersection des flux, un point nodal dans les relations humaines (Ingold 2011; Massey 1995), la relation aux territoires et aux lieux a été modifiée par l'accélération produite par les nouvelles possibilités de transport physique et dématérialisé, jusqu'à devenir anonyme dans les lieux ultimes de flux comme l'observe Marc Augé dans ses

travaux sur les non-lieux, ces espaces interchangeable où l'être humain n'a plus d'identité propre (Augé 1992). De fait, l'habitation du quotidien familial n'est plus le point de départ et d'arrivée de chacun des voyages remarque James Clifford dans sa réflexion sur les racines et les routes (Clifford 1997). La capacité à habiter un seul lieu et l'analyse du logement comme point unique de référence demandent ainsi à être reproblématisées (Harvey 1996), ce qui implique d'interroger le sens donné au(x) territoire(s) d'appartenance (Guérin-Pace & Philippova 2008; Ortar 2005b, 2011b), notre capacité à habiter plusieurs lieux et la fonction des différents logements familiaux comme professionnels, et donc la place prise par la mobilité dans les modes d'habiter.

L'essor de la mobilité spatiale s'est accompagné d'une transformation radicale des modes de déplacement dont les effets affectent notre connaissance des territoires traversés. Aussi, argumente Tim Ingold, si « dans nos sociétés métropolitaines modernes, les hommes évoluent de plus en plus dans des environnements qui sont construits comme des assemblages d'éléments connectés » (Ingold 2013 [2007]: 100), le résultat est une déconnexion des lieux traversés, la perte des cheminements, car « pour le passager qu'on transporte avec ses bagages, chaque destination est un terminus, chaque port un point où il revient dans un monde dont il avait été temporairement exilé pendant qu'il était en transit. Ce point marque un moment, non de tension, mais d'aboutissement » (Ingold 2013 [2007]: 103). L'une des conséquences de la mobilité spatiale est qu'« il existe de moins en moins de lieux auxquels un groupe social puisse s'identifier dans sa totalité » (Alphandéry & Bergues 2004: 10). Une assertion que confirme Philippe Bonnin lorsqu'il postule que dans les cas de mulilocalisation il existe une dislocation des fonctions traditionnellement attribuées à la maison entre d'une part « la localisation des ressources, lesquelles peuvent être dispersées en plusieurs lieux, voire sur un territoire très vaste, et d'autre part un lieu d'identité, pôle symbolique où se recompose périodiquement la structure familiale complète. Il est donc légitime que l'analyse porte sur des systèmes d'habitat, même s'ils sont centrés sur un pôle

identifiant, si des formes simplifiées semblent dominer ou sont peu visibles, par l'artéfact même de l'observation » (Bonnin 1999: 28).

Toutefois, bien qu'en mouvement, voire dilué, le lieu n'en est pas moins celui du possible note Anthony Giddens (Giddens 1990). Même pluriel, il reste l'espace du particularisme, de l'engagement, de l'intimité. Le lieu s'organise comme une configuration à partir de laquelle maîtriser le monde et construire la confiance car, même si la vie sociale s'étire à travers le temps et l'espace, le présent et l'absent restent connectés. L'argument est que la vie sociale consiste en différents types d'interactions fondamentales. La première est celle du face-à-face. Les personnes sont engagées directement dans des relations d'interface interpersonnelles qui surviennent au quotidien, la plupart du temps dans des espaces locaux soigneusement délimités. La deuxième forme consiste en des rencontres plus espacées, rendues possibles par les systèmes de transport et de télécommunication, qui engagent les individus à travers l'espace et le temps. Le premier type d'interactions tend à prévaloir dans les sociétés prémodernes où les dimensions spatiales de la vie sociale sont dominées par la présence d'activités localisées. Cependant, avec la modernité, la deuxième sorte d'interactions est devenue de plus en plus fréquente. La modernité étire l'orbite spatiale de la vie sociale loin des confins de la localité, nourrissant des relations avec des personnes physiquement absentes. Cela déplace les relations sociales des contextes d'interactions locaux et les réorganise à travers des tranches d'espace-temps accrues. Un des effets importants de cette connexion est que cela rend les référents aux aspects physiques des activités sociales et donc géographiquement localisées, de plus en plus fantasmagoriques. Cela ne signifie pas que les localités ont cessé d'être signifiantes dans l'organisation de la vie de tous les jours mais que les connexions sociales s'étendent latéralement à travers le temps et l'espace. Aussi, malgré la généralisation et la valorisation de la mobilité sociale autant que spatiale (Berthelot & Hirschhorn 1996; Bourdin

2005)⁴⁸, la possibilité d'être « ici et ailleurs » offerte par la puissance des moyens de communication, tout comme la superposition des réseaux et des territoires (Castells 1999: 155-156), n'empêche pas les individus de continuer à mener des vies locales même si l'implication peut en paraître atténuée.

Le lien aux lieux demande ainsi à être redéfini. Une querelle oppose les chercheurs, principalement des géographes et philosophes, influencés par la philosophie heideggérienne de l'attachement aux lieux comme condition de notre être au monde (Casey 1997, 2001a; Harvey 1989; Tuan 1977), à ceux arguant d'un affaiblissement des lieux, lesquels ne seraient plus porteurs d'identité (Beck 2003) ou seulement d'une identité affaiblie qui s'en trouve transformée (Giddens 1990), voire ne sont autre chose que des espaces de résistance à la mondialisation (Appadurai 2006). En effet, si nous suivons Anthony Giddens (Giddens, 1990) ou Ulrich Beck (Beck, 2003), l'identité dans un monde global implique une dissolution des formes traditionnelles de la vie sociale. Ces auteurs concluent notamment que l'intensité accrue de la globalisation a fragmenté le pouvoir des structures traditionnelles de la vie quotidienne, ce qui, en retour, a ouvert notre identité à des façons plus expérimentales, individualisées et réflexives d'engager le soi, les autres et le monde (Elliott & Urry 2010: 91). Cette thèse est appuyée notamment par les travaux d'Alun Joseph et Lex Chalmers (A. E. Joseph & Chalmers 1995) qui montrent que les individus confrontés à une grande diversité de lieux ont plus de mal à s'attacher. Se développe ainsi une multi-appartenance simultanée ou dans le temps. Si elle existe dans toutes les sociétés complexes, ce que Stuart Rockfeller (Rockfeller 2010) détermine dans sa recherche sur les lieux porteurs de sens pour les Boliviens, elle se limite souvent à l'inscription dans un petit nombre de groupes (traditionnellement : la famille, le métier, le village...), tandis que la multi-appartenance contemporaine se caractérise par

⁴⁸ Une valorisation qui reste toutefois socialement déterminée comme l'ont montré notamment les travaux d'Éric Le Breton et Sandrine Wengleski sur les mobilités quotidiennes des salariés (É. Le Breton 2008; Wengleski 2010).

l'appartenance à plusieurs lieux qui « peuvent former des configurations diverses et flexibles » (Bourdin 2000: 79).

Pour Nigel Rapport et Andrew Dawson (Rapport & Dawson 1998: 107), de telles théories négligent le dialogue constant entre mouvement et fixité⁴⁹, et l'importance de la relation aux lieux dans la construction de soi⁵⁰. Aussi, selon James Clifford, dans la société contemporaine, le présupposé qu'une certaine classe de personnes serait cosmopolite tandis que le reste de la population est constitué par des natifs locaux apparaît comme l'idéologie d'une culture du voyage dominante. Même si la distinction local/cosmopolite est utile pour l'analyse, elle devient problématique dès qu'elle sert à catégoriser les gens comme étant « soit des locaux soit des cosmopolites » (Clifford 1997: 36). Par ailleurs, les travaux de Yannick Sencébé (Sencébé 2004, 2007, 2011) tout comme les miens (Ortar 2005b, 2011b) sur les modalités de l'appartenance, ceux coordonnés par Jean-Yves Authier, Marie-Hélène Bacqué et France Guérin-Pace (Authier, Bacqué & Guérin-Pace 2006) sur le quartier et d'Elsa Ramos (Ramos 2006, 2012) sur la nature des ancrages ont montré la multiplicité des expressions des liens aux lieux. Ces auteurs, et à leur suite France Guérin-Pace et Elena Filippova, mesurent l'importance des relations humaines, de connaissance d'un microcosme, d'appartenance à une histoire dans la relation aux lieux, des lieux qui ne sont pas nécessairement ceux du quotidien. « L'étendue du territoire approprié est conditionnée par la quantité et l'intensité des liens sociaux qui s'y nouent. [...] Les personnes qui investissent moins le lien social, voire se replient sur leur entourage, s'approprient un espace par morceaux, de manière discontinue, et peuvent ainsi le reproduire sans peine en d'autres lieux » (Guérin-Pace & Filippova 2008: 31). Cette critique souligne les ambivalences existant dans les écrits qui ne rendent compte que d'une dimension de la hiérarchie socio-spatiale dans laquelle l'attachement aux lieux et la mobilité sont conçus comme des phénomènes nécessairement opposés et

⁴⁹ Cf. notamment les travaux de William et Felicity Lancaster (Lancaster & Lancaster 1998) sur les nomades du Moyen-Orient

⁵⁰ Cf. également Edward Casey (Casey 2001a, 2001b) sur cette question.

mutuellement exclusifs, où les plus pauvres, dont les migrants, sont perçus comme immobiles dès lors qu'ils cessent de se déplacer. De fait, le mouvement contribue à la création des lieux (Pandya 1990), ce que Nancy Munn (Munn 1996: 449) considère comme un nexus de relations produites à partir des interactions entre des acteurs corporels et des espaces terrestres⁵¹. Dans sa théorie, le corps est un espace incorporé. Poursuivant cette idée, Stuart Rockfeller (Rockfeller, 2010) montre comment les mouvements effectués collectivement (re)produisent de la localité. Selon lui, les lieux ne sont pas dans le paysage mais simultanément dans les terres, l'esprit, les coutumes et les pratiques corporelles.

Outre l'ouvrage de Stuart Rockfeller (Rockfeller, 2010), les travaux qui ont poursuivi la recherche des liens aux lieux relèvent essentiellement de l'étude des migrations tels ceux d'Akhil Gupta et James Ferguson (Gupta & Ferguson 1997b) qui questionnent la nature des liens existant entre les lieux et l'identité selon que les migrants peuvent ou non projeter leur installation dans la durée, ou ceux de Nigel Rapport et Andrew Dawson (Rapport & Dawson 1998) sur les mécanismes cognitifs et le rôle du passé dans les installations de migrants lors de la création d'un nouveau chez-soi. Ces recherches ont ouvert la voie à des travaux qui refusent de considérer l'enracinement, à un territoire comme à une culture, et le cosmopolitisme comme des phénomènes opposés⁵². L'étude des déplacements quotidiens ou hebdomadaires, ainsi que des trajectoires résidentielles et professionnelles de familles, interroge de même sur le sens de ces mobilités et leurs conditions de réalisation.

En effet, habiter le monde contemporain ne peut être appréhendé sans questionner la place des mobilités qui jalonnent les parcours de vie tout comme

⁵¹ Un point de vue repris notamment par Tim Ingold (Ingold 2000, 2011, 2013 [2007]) dans ses travaux sur la nature des relations établies aux lieux.

⁵² Cf. les travaux de Nina Glick-Schiller (Glick Schiller 2015) sur l'importance des liens aux lieux quittés comme actuels dans les migrations diasporiques ou encore l'ouvrage édité par Pnina Webner (Webner 2008), *Anthropology and the New Cosmopolitanism: Rooted, Feminist and Vernacular Perspectives*, l'article de Jennifer Bidet et Lauren Wagner (Bidet & Wagner 2012) « Vacances au bled et appartenances diasporiques des descendants d'immigrés algériens et marocains en France » ou encore la thèse d'Irène Dos Santos (Dos Santos 2010) sur la relation des migrants portugais et de leurs enfants au Portugal.

la mobilité ne peut être interprétée sans questionner ce qu'habiter veut dire. Renvoyant à un système de potentialités caractérisé par des intentions, des stratégies et des choix, la mobilité ne peut dès lors être appréhendée sans une analyse des phases d'immobilité et des ancrages tant géographiques que cognitifs ou relevant d'autres formes de matérialité. Une telle conception part du postulat que « plus la dilution sociale et le rythme des changements sociaux s'accroissent, plus les individus éprouvent le besoin de se raccrocher à des appartenances, de les manifester par différents moyens » (Morel 1992 [1987]: 158). Pour Doreen Massey (Massey 1994), la quête du « vrai sens » des lieux est à interpréter comme une recherche de fixité et de sécurité au milieu du mouvement et des changements, malgré le mouvement et donc le changement. « La spécificité (le caractère unique du local, un sens du lieu) ne dérive pas de quelques mythiques racines internes pas plus que d'une histoire d'isolement relatif qui n'a pas été perturbée par la globalisation mais précisément de la particularité du mélange d'influences qui se sont trouvées ensemble à cet endroit⁵³ » (Massey 1999: 18). Le lieu existe parce que des influences se mélangent⁵⁴.

Questionner la place des mobilités et ses effets sur l'habiter impose d'analyser aussi l'action et la place du corps dans la matérialité. La poursuite des travaux influencés par Claude Lévi-Strauss sur les systèmes à maison, c'est-à-dire sur les formes de spatialisation de reproduction d'une parenté cognatique dont la centralité est définie par le principe de résidence en tenant compte de la matérialité, a été principalement initiée en anthropologie par Janet Carsten et Stephen Hugh-Jones (Carsten & Hugh-Jones 1995). Ils s'appuient sur la recherche de Pierre Bourdieu (Bourdieu 1970) sur la maison-foyer kabyle qui avait montré l'importance d'une lecture symbolique de l'espace et des formes architecturales pour accéder à une compréhension des dimensions sociales et

⁵³ Ma traduction.

⁵⁴ Pour une illustration voir notamment Akhil Gupta et James Ferguson (Gupta & Ferguson 1997a, 1997b) pour qui les lieux sont nécessairement bi-focalisés en raison de la globalisation ou encore les travaux de Stuart Rockfeller (Rockfeller 2010) sur les effets sur les lieux des migrations.

symboliques de la parenté et des relations genrées. Ces travaux, comme la relecture des enquêtes de parenté au Timor, en Amazonie et sur la maison kwakiutl, permettent à Klaus Hamberger de postuler que « partout l'espace domestique traduit la logique de l'alliance et inversement » (Hamberger 2010: 34). Ce qui le conduit à enjoindre « à prendre ces modèles au sérieux et à apprécier les maisons non seulement en tant qu'objets, mais aussi en tant qu'outils de la pensée anthropologique, pour parvenir à une compréhension plus adéquate des systèmes de parenté » (Hamberger, 2010 : 35). Pour Élie Haddad (Haddad 2014), la « maison » a subsumé chez les ruralistes français la famille-souche comme en témoignent les travaux de Georges Augustins (Augustins 1989) sur la parenté. Dans le monde de la recherche rurale française, la maison est un patrimoine dont la transmission est ordonnancée par un système particulier. Reprenant également ces travaux dans une perspective d'analyse historique, Élie Haddad considère que « la « maison » [...] doit être étudiée comme un ensemble de pratiques et de représentations tendues vers des objectifs de transmission en rapport avec les données sociopolitiques et économiques de l'époque » (Haddad 2014 : 132). Pour cet historien, cette notion permet de faire émerger des phénomènes qui resteraient cachés.

Si l'on s'en tient à une définition classique en anthropologie, la maison associe à une structure de la parenté, une organisation, des biens matériels, des croyances et des traditions (Lamaison & Lévi-Strauss 1987). La maison est donc autant une entité matérielle qu'immatérielle qui s'étend sur un territoire sans nécessairement rester confinée à un lieu, un élément important pour la compréhension de l'habiter dans la diversité des espaces de la mobilité et des logements et lieux dans lesquels séjourne l'individu. Au sein de la littérature, la maison, comme métaphore du monde et expression ontologique, offre une clé de compréhension du fonctionnement de la société. Elle parle de mondes et de chemins possibles (Ricoeur 1975), reproduit un ordre du monde. À travers la métaphore de la maison est ciblée la relation entre les diverses parties et actions comprenant chacun de ces mondes. La maison noue un lien entre des projets et des événements, elle procure le cadre nécessaire à la cohérence entre des idées

et activités disparates (Blier 1987), ce qu'Isac Chiva résume par « la *maison* est à la société ce que le noyau est au fruit et à l'arbre : elle contient ce qui leur permet de se reproduire » (Chiva 1987b).

La maison joue un rôle particulier car, plus encore que l'appartement, elle « constitue un territoire personnel qui permet un « quant-à-soi » comme dit Georg Simmel. Ce territoire de mise à distance renforce la capacité de sélection face aux sollicitations multiples et à l'imprévisibilité relationnelle. Ce quant-à-soi est encore une ressource complémentaire lorsque l'individuation pousse à rechercher un territoire personnel où se déploie la vie intime » (Rémy 2004: 27).

La maison est ainsi un espace de production et reproduction familiale, symbolique comme matériel, les activités qui s'y déroulent et l'environnement offert structurent des modes d'habiter, d'appropriation de l'espace ainsi que des ressentis et des façons d'être dans l'espace, ce qui impose comment cet espace est incorporé. Elle s'envisage comme une extension de la personne et du corps car « la maison et le corps sont intimement liés. La maison est une extension de la personne, comme une peau supplémentaire, la carapace ou la deuxième couche de vêtements, elle sert autant à révéler et à l'affichage qu'à cacher et protéger. La maison, le corps et l'esprit sont en interaction continue. La structure physique, l'ameublement, les conventions sociales et des images mentales de la maison modèlent, informent et contraignent des activités et des idées qui se déroulent dans ses limites⁵⁵ » (Carsten & Hugh-Jones 1995: 2). Cette relation au corps et du corps dans l'espace de la maisonnée, du corps confronté aux objets, est peu traitée. Or le corps subjective autant que les pensées (Warnier 1999: 21), car « chaque sujet est le produit d'un environnement sensible et matériel » (Diaso 2009: 62) qu'il convient d'analyser tout autant que la façon dont le corps s'acculture à la mobilité.

⁵⁵ Ma traduction.

Setha Low (Low 2003)⁵⁶ remarque qu'en anthropologie les analyses spatiales négligent souvent de prendre en compte le corps en raison de la difficulté à résoudre le dualisme entre le corps subjectif et effectif, de même qu'à différencier les aspects matériels et symboliques de la représentation du corps dans l'espace. Elle propose de résoudre cette distinction grâce au concept d'espace incorporé, "embodied space", qui rappelle la nécessité d'intégrer le corps comme entité physique et biologique, en tant que centre d'agencement, d'action et de parole sur le monde. L'incorporation définit l'expérience perceptive et le mode de présence et d'engagement dans le monde (Csordas 1994: 12). L'espace incorporé est le lieu où la conscience et l'expérience humaine prennent une forme matérielle et spatiale (Turner, 1984). Sa création est le syncrétisme de l'espace, du mouvement et du langage. L'espace occupé par le corps, sa perception et son expérience, se contracte et s'étire au gré des émotions et de l'état d'esprit des individus, du sentiment de soi, des relations sociales, culturelles et des prédispositions. Un soi perçu comme étant « naturellement » localisé dans le corps par la culture occidentale (Scheper-Hughes & Lock 1987). Il s'agit d'intégrer le corps, non pas comme une métaphore d'une conceptualisation sociale et culturelle, mais comme un organisme sur lequel la culture exerce une influence. Une expérience à la fois partagée en raison de son fond culturel mais aussi unique car les individus, non seulement structurent l'espace différemment, mais l'expérimentent également autrement et vivent dans des mondes sensoriels distincts (E. Hall 1968), des éléments décisifs pour une compréhension du sens donné à l'habiter comme des effets de la mobilité.

Habiter, comme la mobilité, s'inscrivent enfin dans des rapports spécifiques au temps dont il convient d'analyser les tenants pour appréhender comment s'entrelacent les différentes temporalités auxquelles sont confrontés les individus et leur influence sur la relation aux lieux et à l'habiter. Mon propos

⁵⁶ Setha Low ne distingue pas « space » et « place » et utilise l'espace pour qualifier la relation aux lieux. Ses travaux sur la place du corps dans les lieux n'en sont toutefois pas moins essentiels.

est ici d'amorcer une réflexion sur comment les individus habitent le temps et en sont habités dans un contexte de mobilité spatiale. Jean Chesnaux (Chesnaux 2004), à qui j'emprunte cette réflexion, relève que la vie dite « moderne » se caractérise par un écart de plus en plus important entre le temps-compagnon, celui de la succession des âges de la vie, et le temps-paramètre, celui produit par la société pour son ordonnancement. Cela est lié au fait que « dans la vie quotidienne, chacun est contraint de chercher un impossible équilibre entre quatre références principales : le temps biologique et ses exigences de sommeil et d'alimentation, le temps marchand qui fournit l'argent si indispensable, le temps domestique consacré à la famille et à la maisonnée, le temps enfin de la vie personnelle la plus intime. Mais les contraintes de ces quatre temps ne sont pas de même nature. Les unes sont primordiales et pourtant flexibles, d'autres sont imposées de l'extérieur, d'autres sont plus morales que matérielles, alors que d'autres restent très subjectives, comme le besoin à la fois de contact humain et de solitude » (Chesnaux 1996: 57).

La question du temps, de la relation au temps est un sujet polémique en sciences sociales. Comme Michel Lallement (Lallement 2008) le rappelle dans sa synthèse sur la question, pour Kant, le temps a statut de condition formelle *a priori* de tous les phénomènes en général. C'est une réalité absolue ou transcendantale. Durkheim, tout comme Hubert ou encore Mauss, rejettent cette façon de voir. Leurs travaux respectifs ainsi que les recensions rédigées pour *L'Année sociologique* les conduisent à découvrir que le temps n'est ni uniforme ni homogène. Plus encore, sa structure entretient toujours un rapport étroit avec le monde social. Maurice Halbwachs (Halbwachs 1997 [1950]) reviendra sur cette conception du temps en s'appuyant sur les travaux de Bergson pour émettre l'hypothèse d'une double nature du temps, à savoir, le temps collectif des groupes – temps propre aux groupes – et temps social permanent – temps extérieur aux groupes (par exemple le temps historique). Cette double nature du temps va permettre au sociologue de reconsidérer la question de l'unification de la pluralité des mémoires collectives laissée en

suspens à la fin des *Cadres sociaux de la mémoire* (Halbwachs 1976 [1925])⁵⁷. Les travaux de Durkheim puis de Halbwachs ont été à l'origine de nombre de recherches essentialisant la question du temps. Henri Lefebvre (Lefebvre 1959, 1974), critiquant l'approche bergsonienne du temps, argumente que l'espace abstrait est l'une des formes de l'espace social tout comme le temps est une production sociale, ce qui permet de les réunir dans l'analyse. En anthropologie, un courant de recherche mené par Alfred Gell (Gell 1996) s'élève contre une appréhension ontologique du temps. Il propose de revenir à une analyse des budgets-temps qui seule, selon lui, peut rendre compte de façon « objective » des usages du temps. Ce faisant, Gell renoue le fil avec la critique des postmodernes qui a enjoint à l'anthropologie de ne plus envisager « le temps de l'autre » comme éternel, circulaire, « hors du temps », pour le mettre au diapason du temps « moderne », linéaire de l'ethnographe dans la coterporalité et la coprésence (Fabian 2006 [1983]). De telles représentations soulèvent des problèmes de méthode. Ainsi, dans le cadre de récits de vie, les analyses dépendent des représentations qu'ont les interviewés du temps. En effet, « penser le temps comme discontinu, une ligne jalonnée de ruptures, ou au contraire comme un éternel recommencement n'est pas un choix neutre pour une trajectoire personnelle. Comprendre cette conception temporelle qui guide les comportements des interlocuteurs est une tâche ardue pour l'ethnographe, mais ses enjeux pour l'analyse du présent sont fondamentaux » (Heintz & Rivoal 2014: 392).

Appréhender le temps de façon cyclique, linéaire ou comptable modifie également les postures de recherche adoptées. Le percevoir au travers de ses usages comptables est nécessairement subjectif note Claude Dubar dans son introduction au numéro inaugural de la revue *Temporalités*, l'analyse devant porter non pas sur les « évidences » de l'heure, mais « la nature de l'acteur social, voire de l'être humain, en opposant : temps contraint et temps libre, par

⁵⁷ Pour une analyse plus détaillée de cette question cf. Marie Jaisson (Jaisson 1999), « Temps et espace chez Maurice Halbwachs (1925-1945) ».

exemple [...] ou encore [...] temps cyclique, circulaire (l'éternel retour) et temps progressif, linéaire (le progrès) » (Dubar 2004: 119).

Les chapitres qui suivent se proposent d'aborder la question des liens entre mobilité et habiter en revenant dans un premier temps sur les définitions données par la sociologie et l'anthropologie à l'habiter. Il s'agit également d'interroger comment habiter a été appréhendé par ces disciplines afin d'en détailler les apports et de situer mes travaux. Le chapitre 8 revient sur des éléments théoriques qui m'ont aidé à appréhender la relation aux lieux et à la mobilité, à savoir celles de modes d'habiter et de trajectoires résidentielles. Le constat est que si le quotidien continue d'être local, nos mondes phénoménologiques sont devenus en partie globaux. Les décisions prises pour agencer nos vies, familiales comme professionnelles, tiennent implicitement compte de ces nouveaux paramètres. Les conséquences se lisent dans la transformation de la relation aux lieux, aux modes d'habiter et la conception de la vie professionnelle induite par un contexte de transition économique, politique et écologique. Il m'a donc semblé opportun de débiter cette exploration des caractéristiques de l'habiter contemporain par les concepts utilisés pour l'appréhension des changements en cours. Le chapitre 9 débute la réflexion empirique sur les effets de la mobilité spatiale au quotidien par mes travaux réalisés sur le périurbain dans l'objectif d'analyser les conséquences des déplacements journaliers réalisés en automobile sur les modes d'habiter ces territoires. Ce chapitre propose de revenir sur deux aspects des enjeux de l'organisation du quotidien dans ces territoires à travers de l'analyse de la trajectoire professionnelle des femmes et de l'incidence de son coût financier sur les modes de vie. Le chapitre 10 propose une analyse des trajectoires résidentielles dans l'objectif d'observer les différents lieux occupés au cours de la vie et d'interroger les choix réalisés par les individus et donc la hiérarchie des priorités établies et des processus à l'œuvre, les éléments constitutifs des processus décisionnels et leurs conséquences entre choix électifs de style de vie et réaction à l'événement. La première partie de ce chapitre interroge l'évolution des lieux de l'habiter dans une perspective diachronique, elle

s'appuie sur l'analyse de généalogies résidentielles constituées puis poursuivies depuis ma thèse tandis que la seconde interroge la nature des choix effectués entre mobilité résidentielle et professionnelle par des travailleurs mobiles. Le chapitre 11 questionne le sens donné à la multirésidence de loisir et les éléments constitutifs de la création de liens aux lieux. Ce chapitre se propose d'aborder le rôle de la famille pour ensuite questionner celui de la praxéologie, du rapport aux objets et à la matérialité, ainsi qu'à la sensorialité et au temps en villégiature afin d'identifier les modalités de production des ancrages et de décrypter les liens entre ancrage et mobilité. Pour poursuivre cette exploration des liens entre habiter et mobilité, le chapitre 12 se réfère aux pratiques habitantes des travailleurs mobiles et l'influence de la mobilité dans la perte du sens donné à habiter.

7 – Habiter le monde contemporain : les apports de l’anthropologie et de la sociologie

Le présent chapitre se propose d’interroger comment habiter a été appréhendé par la sociologie et l’anthropologie afin d’en détailler les apports et de situer mes travaux. Se loger, résider, être de quelque part, circuler sont autant d’actions traduisant le rapport au monde des hommes, leur façon d’habiter les espaces qu’ils investissent à une époque et dans une culture donnée⁵⁸. Dans son essai *Bâtir Habiter Penser*, Martin Heidegger établit une différence entre s’abriter, se loger et habiter. Pour cet auteur, « les bâtiments donnent une demeure à l’homme. Il les habite et pourtant il n’y habite pas, si habiter veut dire seulement que nous occupons un logis » (Heidegger 1980 [1951]: 171). Se loger n’est pas habiter. Habiter est une condition qui préside à tout autre comportement possible, aussi l’homme habite-t-il non seulement son logement mais tous les espaces. Habiter, c’est être homme, c’est être au monde. L’homme est, dans son être même, un habitant car « l’homme est pour autant qu’il habite » (Heidegger 1980 [1951]: 173). L’homme ne peut bâtir que parce qu’il habite : « nous n’habitons pas parce que nous avons “bâti”, mais nous bâtissons et avons bâti pour autant que nous habitons » (Heidegger 1980 [1951]: 175). Bâtir, c’est déjà habiter dans la mesure où c’est préserver l’habitation qui est déjà là, car l’homme doit aussi ménager cet espace, c’est-à-dire en prendre soin, comme il doit prendre soin de la Terre qu’il habite.

Cette conceptualisation d’habiter est intéressante pour qui souhaite aborder les sociétés contemporaines car elle enrichit l’analyse des pratiques

⁵⁸ Je pars ici de l’hypothèse évoquée par Marion Segaud qu’« habiter ne se décline pas de la même manière selon les époques, les cultures, les genres, les âges de la vie » (Segaud 2007: 65).

d'une prise en compte (ré)affirmée du vécu, de la dimension intérieure, subjective, intime et intimiste du rapport aux lieux et aux espaces parcourus. Elle met l'accent sur le fait qu'habiter est dynamique, en devenir. Cette conception de l'habiter trouve directement un écho dans les travaux des anthropologues sur le rôle des maisons qui condensent un ordre du monde, protègent de l'extérieur autant qu'elles ouvrent sur l'univers⁵⁹, mais aussi dans ceux portant sur les sociétés nomades et les usages de l'espace⁶⁰.

Ce propos liminaire sur la conceptualisation de l'habiter selon Heidegger n'a pas pour objet d'introduire une réflexion philosophique ou de tenter une instrumentalisation forcément maladroite d'une théorie issue d'une discipline que je ne maîtrise pas mais de m'aider à cerner les particularités d'une anthropologie de l'habiter à partir d'une approche contemporaine qui a influencé de façon décisive la réflexion des sciences humaines et sociales de façon explicite ou implicite dont les travaux d'Henri Lefebvre⁶¹, Colette Pétonnet (Pétonnet 1979), Jean-François Augoyard (Augoyard 1979), Marion Segaud (Paul-Lévy & Segaud 1983; Segaud 2007) ou encore de Tim Ingold (Ingold 2011), autant de chercheurs dont la pensée m'a influencée ou confortée dans mes hypothèses⁶². La pensée de Heidegger sur l'habiter a donc structuré la

⁵⁹ Cf. outre les travaux de Marcel Mauss (Mauss 1966 [1904-1905]) sur les causes et effets des variations saisonnières des habitations Eskimos, il y a notamment, dans une perspective structuraliste, ceux de Pierre Bourdieu (Bourdieu 1970) sur la maison kabyle ou encore de Roxana Waterson (Waterson 1995) sur les îles d'Asie du Sud-Est de la maison comme structure matérielle et centre de l'organisation de la parenté et des hiérarchies sociales, dans une perspective plus ontologique, ceux de Suzanne Blier (Blier 1987) sur la maison comme métaphore de l'univers des Batamaliba du Bénin et du Togo, ou encore ceux d'Hélène Claudot-Hawad (Claudot-Hawad 2011) sur la tente comme cosmogonie et métaphore de la maison des Touareg du Mali.

⁶⁰ Cf. notamment les travaux de Claudio Aporta (Aporta 2004) sur comment les Inuits s'approprient la glace et l'habitent et comment la technologie (en l'occurrence le skidoo et le GPS) ont modifié ces perceptions de l'espace et la capacité à "habiter" les voyages (Aporta & Higgs 2005).

⁶¹ Cf. l'article d'Eleonore Kofman et Elizabeth Lebas (Kofman & Lebas 1995) ou encore le chapitre six de l'ouvrage de Thierry Paquot (Paquot 2005) *Demeure terrestre. Enquête vagabonde sur l'habiter*.

⁶² Pour une liste plus exclusive voir l'article d'André-Frédéric Hoyaux (Hoyaux 2002) « Entre construction territoriale et constitution ontologique de l'habitant : Introduction épistémologique aux apports de la phénoménologie au concept d'habiter ». Mon propos est toutefois de ne citer que des auteurs qui importent à ma réflexion. Lire également Thierry Paquot (Paquot 2005) à propos de la réception des conférences d'Heidegger en France et de son influence sur les sciences sociales et l'architecture.

réflexion poursuivie par mes travaux sur l'habiter contemporain, lesquels ont pour finalité de comprendre la construction des liens aux lieux et aux espaces vécus et leur rôle dans le quotidien des individus des sociétés occidentales⁶³. En effet, mes recherches portent toutes sur ces aspects particuliers de la relation habitante des hommes : la double résidence, le choix d'habiter en périurbain, la multirésidentialité pour raison professionnelle, la mobilité géographique, l'habiter en temps de crise, la transition écologique, ainsi qu'un travail plus épistémologique sur les modes d'habiter. La transposition pratique des réflexions de Heidegger et leur confrontation à l'empirie n'est toutefois pas sans écueils. En effet, le propos de Heidegger est une invite à la description de la dimension intérieure du rapport aux lieux ; il cerne un état issu d'un parcours mais ne cherche pas à le qualifier ni à penser la construction de ce rapport tant de façon diachronique que synchronique ni à décrire la relation aux espaces du quotidien. De fait, si l'habitation est l'une des dimensions de l'habiter, habiter ne suffit pas à penser le rapport aux lieux et au logement au quotidien, lequel demande à être distingué pour être appréhendé par les sciences sociales⁶⁴, ce qui exige d'autonomiser l'analyse des relations établies au sein du logement tout comme celle de ses fonctions (Raymond 1998: 390). Aussi, quelle définition opératoire donner à l'habiter dans le contexte contemporain ? Quelle est sa particularité ? Après la présentation du contexte de mon propos, j'aborderai comment en France l'anthropologie rurale et urbaine et la sociologie urbaine et du logement se sont emparées de l'habiter depuis la deuxième moitié du vingtième siècle. Il s'agit, dans une perspective critique, d'appréhender l'apport heuristique de ces contributions dans l'illustration du rapport au monde des hommes, mais aussi les impasses méthodologiques et épistémologiques auxquelles conduisent ces travaux.

⁶³ Comme cela est généralement le cas, cette pensée émerge également dans des travaux de chercheurs contemporains de Heidegger, qui, pour des raisons notamment politiques, ne l'ont pas lu, tels ceux de Georges-Hubert de Radkowski (Radkowski (de) 2002) rédigés au cours des années 1960 et exhumés par Augustin Berque au début des années 2000.

⁶⁴ Cf. l'introduction des géographes Béatrice Collignon et Jean-François Staszak (Collignon & Staszak 2003) à l'ouvrage qu'ils ont dirigé sur les espaces domestiques.

7.1 - Habiter : quelles définitions ?

La conception de l'habiter d'Henri Lefebvre est fortement influencée par la réflexion d'Heidegger sur l'espace même s'il trouve cette pensée désincarnée faute d'être suffisamment adossée au réel, à la matérialité (Elden 2004). Dans ses travaux portant sur la sociologie urbaine, Henri Lefebvre prône l'étude de la vie quotidienne et du vécu des citadins. Marxiste, Lefebvre utilise l'aliénation comme concept clé pour l'analyse des situations, ce qui lui permet d'ouvrir la philosophie à l'action (Trebisch 1991). *La Critique de la vie quotidienne* doit ainsi être entendue non seulement comme une connaissance du quotidien, mais aussi comme la connaissance des moyens de le transformer. L'usage que fait Lefebvre du terme *habiter* est une traduction littérale du *wohnen* de Heidegger. Pour Lefebvre « habiter comprend des niveaux, dont l'un familial et individuel, se concrétise dans la maison, mais il n'est pas unique, il s'insère dans une totalité, ce que méconnaît l'habitat » (Clavel 1982: 25). Ainsi, dans *La Critique de la vie quotidienne* Lefebvre montre que l'espace de la maison n'est pas seulement un abri, un repli, mais aussi une réflexion sur la vie et une ouverture sur le monde. Habiter ne renvoie pas seulement à un lieu où s'expriment des rapports sociaux au travers de rapports de production et de la division du travail. Il ne s'agit pas seulement d'un espace matériel rempli d'objets utilitaires, mais aussi d'un espace signifiant porteur de valeurs symboliques propres à une société donnée. En préface des ouvrages portant sur les pavillonnaires, il écrit « l'habiter est un fait anthropologique. L'habitation, la demeure, le fait de se fixer au sol (ou de se détacher), le fait de s'enraciner (ou de se déraciner), le fait de vivre ici ou là (et par conséquent de partir, d'aller ailleurs), ces faits et cet ensemble de faits sont inhérents à l'être humain. Ils constituent un ensemble à la fois cohérent et pénétré de contradictions, de conflits virtuels ou actuels » (Lefebvre 2001 [1966]: 9). Pour Lefebvre, l'habitation a changé avec la société et ce changement a modifié l'habiter, lequel est tributaire de « la culture, la civilisation, la société à l'échelle globale » (Lefebvre 2001 [1966]: 9). L'habiter possède à la fois une fonction pratique et

une fonction signifiante en raison des relations sociales qui s'y déroulent. Le logement s'articule ainsi à des niveaux plus amples dont il constitue un élément autant essentiel que subordonné. Dans *La révolution urbaine* (Lefebvre 1970), Lefebvre complète sa réflexion sur l'habiter. « L'être humain » écrit-il, « ne peut pas ne pas bâtir et demeurer, c'est-à-dire avoir une demeure où il vit, sans quelque chose de plus (ou de moins) que lui-même : sa relation avec le possible comme avec l'imaginaire » (Lefebvre 1970: 113). En effet, « l'être humain (ne disons pas l'homme) ne peut pas ne pas habiter en poète. Si on ne lui donne pas, comme offrande et don, une possibilité d'habiter poétiquement ou d'inventer une poésie, il la fabrique à sa manière » (Lefebvre 1970: 155). Par conséquent, écrit Thierry Paquot commentant les écrits de Lefebvre, « l'habiter doit être considéré « comme source », « comme fondement » ; c'est de lui que dépend la qualité de la sphère privée, de l'habitat entendu comme logement et tous les parcours urbains qui y mènent » (Paquot 2007: 12). Pour ce faire, l'habitat doit être approprié.

Lefebvre effectue une distinction entre l'habitant par choix et celui obligé de vivre dans un lieu qu'il ne peut pas s'approprier ou pour lequel sa domination à la sphère productive ne lui laisse d'autre alternative que de faire de son logement un abri contre le reste du monde, une obligation qui rend l'appropriation des multiples dimensions de l'habiter impossible. L'appropriation renvoie autant aux activités concrètes du groupe domestique qui visent à satisfaire des symboles, l'ordre social, le besoin d'imaginaire, l'utopie, l'idéologie, qu'à l'appropriation concrète du logement, c'est-à-dire la façon dont les individus le font sien, voire détournent l'architecture⁶⁵.

L'appropriation renvoie à une pratique des lieux au sens développé par la suite par Michel de Certeau, lui-même lecteur de Lefebvre⁶⁶, et à leur devenir

⁶⁵ Cf. par exemple les travaux de Philippe Boudon (Boudon 1977) sur la réception du quartier Frugès construit par Le Corbusier à Pessac.

⁶⁶ Michel Trebisch relève que malgré des univers de pensées et de références opposés, Lefebvre et Certeau « partagent l'idée que, d'une part, le quotidien, le banal, l'ordinaire sont dignes d'objet d'étude et qu'ils portent une part de sens voire de merveilleux ; l'idée, d'autre part, que le quotidien est complexe, champ de forces et de lutte, qu'il recèle de l'irréductible, une capacité de résistance et de révolte contre la prose du monde. [...] Certeau ne pense « contre » Lefebvre

en tant qu'espace. En effet, relève Michel de Certeau, « il y a espace dès qu'on prend en considération des vecteurs de direction, des quantités de vitesse et la variable temps. L'espace est un croisement de mobiles. Il est en quelque sorte animé par l'ensemble des mouvements qui s'y déploient. [...] L'espace serait au lieu ce que devient le mot quand il est parlé, c'est-à-dire quand il est saisi dans l'ambiguïté d'une effectuation, mué en un terme relevant de multiples conventions, posé comme l'acte d'un présent (ou d'un temps) et modifié par les voisinages successifs. À la différence du lieu, il n'a donc ni l'univocité ni la stabilité d'un « propre ». En somme, l'espace est un lieu pratiqué » (Certeau 1990 [1980]: 173). Pour Henri Lefebvre (Lefebvre 1974), il est également le résultat d'une formation sociale relevant d'un mode de production, dans laquelle on peut inclure la pratique de l'espace, et enfin une construction mentale. L'espace et le temps sont différents mais l'un ne peut être conçu sans l'autre. De même, il existe une différence entre l'espace perçu et l'espace conçu. Pour l'anthropologue et le sociologue, l'espace n'a toutefois de sens qu'en relation au groupe d'individus qui l'occupe car il est toujours particularisé, orienté et modelé par une communauté (Toffin 1994). « Habiter », écrit encore Marion Segaud, « c'est, dans un espace et un temps donnés, tracer un rapport au territoire en lui attribuant des qualités qui permettent à chacun de s'y identifier » (Segaud 2007: 65).

Henri Lefebvre a donc l'intuition que le domaine de la vie quotidienne est philosophiquement porté par le problème du sens, non par la réflexion des philosophes sur le sens, « mais par des actions au niveau le plus modeste : mettre des fleurs sur son balcon n'est pas une parole philosophique ; c'est un « acte philosophique ». Le tout est de le déchiffrer et d'expliquer ce qu'il veut dire » (Raymond 1998: 391) écrit Henri Raymond dans un court essai sur l'habiter au quotidien s'appuyant sur la réflexion qu'il a développée avec Lefebvre. C'est donc à la suite de Lefebvre que l'habiter et l'appropriation sont devenus les maîtres mots que l'on connaît pour qualifier la dimension temporelle des actions

que pour aller plus loin, au-delà d'une pensée de l'aliénation qui lui paraît comme un moment révolu des sciences humaines » (Trebisch 2002: 144).

mises en œuvre par les habitants, pour donner un sens aux espaces de leur vie quotidienne, du logement à la ville (Léger 1998). L'appropriation connaît toutefois des limites. Si, « c'est par opposition au fonctionnalisme des fonctionnaires et des opérateurs urbains que des sociologues avaient voulu montrer la nécessité de l'appropriation dans l'accomplissement de l'habiter » (Léger 1998: 371), pour Isaac Joseph (I. Joseph 1984), l'appropriation devient un obstacle épistémologique à l'étude de la ville car pour cet auteur l'expérience urbaine est une rencontre où chacun accède à un rôle en fonction de situations.

Dans les travaux de Lefebvre et à sa suite ceux de Raymond, habiter est ainsi compris comme l'expression d'un rapport culturel au monde qui s'expose sous la forme de ressentis, d'une relation corporelle, sensorielle et mémorielle aux lieux et objets, de pratiques engageant le corps dans ces espaces. Comprendre l'habiter intime est essentiel car « nous n'habitons pas l'espace construit dans lequel nous nous installons, [...] nous le transformons en l'investissant de significations et de souvenirs liés à d'autres lieux dans lesquels nous avons vécu ou que nous continuons à fréquenter, même de manière éphémère » écrit encore Henri Raymond (Raymond 1998: 393). L'habitat est appréhendé au prisme des significations sociales qui lui sont conférées par notre environnement, même si nous n'y adhérons pas nécessairement. En effet, « chaque espace est porteur de significations liées à ses conditions de création, à la valeur des lieux dans lesquels il est implanté, à ses formes, à son esthétique. [...] Elles dépendent également du statut social des gens du voisinage, de degré d'homogénéité, de la stabilité ou de l'évolution de cette population. » Pour Henri Raymond, l'enquête sur les pavillonnaires menée avec une équipe pluridisciplinaire montra « la présence d'une pensée structurée, indépendante d'une conscience de classe au sens de Lukacs. » Aussi, « l'habiter pavillonnaire ne s'expliquait pas par un ensemble de modèles caractéristiques d'une culture, mais [...] s'appliquait, au-delà de la forme pavillonnaire, à l'habitat collectif, et concernait l'ensemble de la société française. » Pour ce chercheur, l'un des acquis de ces ouvrages est d'« avoir mis en évidence l'importance d'une pensée « spontanée », mais qui, si l'on y réfléchit, ne l'est

nullement puisqu'il s'agit d'un système élaboré et interactif. Le « chez soi » apparaissait ainsi, aux auteurs des *Pavillonnaires*, comme une véritable philosophie de l'habiter » (Raymond 1998: 393).

Plus que les travaux d'Henri Raymond et son équipe sur les pavillonnaires, ce sont les recherches de Colette Pétonnet, dont le choix de ses terrains d'enquête, les banlieues, fut conseillé par André Leroi-Gourhan et Roger Bastide, qui offrent à mon sens une première illustration de ce qu'habiter veut dire. Elle l'appréhende au cours de son exploration des stratégies résidentielles et des modes d'habiter des « gens », ouvriers, employés, immigrés résidant dans des cités de transit, à Paris et dans des bidonvilles de banlieue. Son analyse minutieuse de l'organisation de l'habitation, des relations sociales, de pouvoir et de domination, son attention au temps, à l'espace, comme au travail, à la religion, aux valeurs et structures familiales (Pétonnet 1968, 1979, 1982) rend compte de façon magistrale de l'habiter de « ces gens-là ». Toutefois, si les travaux d'Henri Raymond comme de Colette Pétonnet sont passés à la postérité, force est toutefois de constater qu'ils ont laissé de nombreuses questions en suspens et surtout que leur conception d'un habiter absolu, embrassant tous les espaces du quotidien, a eu peu de suite en anthropologie des espaces européens comme en sociologie⁶⁷.

Dans ses définitions plus contemporaines, habiter est aussi décrit comme un trait fondamental de l'être, qui s'exprime dans un espace vécu lequel n'est pas circonscrit au logement. L'analyse des pratiques suppose de porter l'attention sur la dimension intérieure, le rapport au corps, aux lieux, aux objets et à l'autre. La multiplicité des objets d'étude et des courants théoriques invite à compléter la définition d'habiter. Dans leur étude sur les squats, Marc Breviglieri et Luca Pattaroni mettent en évidence l'importance de la proximité avec un ensemble d'humains et de choses pour maintenir la personne dans un

⁶⁷ Il n'est pas inintéressant de noter que contrairement à ces deux disciplines, la géographie mène une réflexion importante sur cette question comme en témoignent les travaux d'Augustin Berque (Berque 2008, 2014), de Michel Lussault (Lussault 2013) ou encore de Mathis Stock (Stock 2006a, 2006b, 2007).

rapport proximal au monde. Ce maintien s'établit « sous la modalité d'un côtoiement intime et non public, d'un partage fondé sur une appropriation (ou un rapprochement) mutuel par l'usage, d'une aisance acquise et se trouvant permise par les routines, de la concession faite au proche auquel on s'habitue (Breviglieri 2004). Le besoin d'habiter rend perceptibles des éléments anthropologiques majeurs en rapport à l'habiter qui touchent au soin personnel, à la disponibilité affective, à la sécurité, à la continuité de l'identité personnelle, au repos et à l'accomplissement d'un agir qui tout à la fois puisse s'écarter du pôle du volontaire et se dégager des contraintes de publication, notamment celle de présentation de soi (Breviglieri 2002) » (Breviglieri & Pattaroni 2005: 281). Habiter est une expérience sensible, incorporée car « l'homme dispose d'une main sans nulle autre pareille au plan de la perception sensible et de l'évaluation tactile des choses, une main depuis laquelle l'habitabilité du monde se trouve finement et inévitablement mise à l'essai. La main tâte pour tout voir par le toucher et déjà commence à ordonner le monde, dans l'assurance d'une convenance, dans la direction d'une aisance et d'une vivante familiarité. Dans la possibilité du tâtonnement exploratoire et de l'apprentissage de l'habiter, l'homme s'ouvre à la nouveauté, au différent et à l'étrangeté. L'habiter travaille ainsi dans le sens d'une intelligence corporelle, il est une modalité essentielle par laquelle l'homme déploie ses qualités personnelles » (Breviglieri, 2006b). Avant même que l'être humain cherche à se situer, est habité ce qui peut entrer dans une routine. Il s'agit « d'une manière de s'engager dans le monde » (Breviglieri 2006a: 9), d'agir sur ce qui est à portée de main, d'y creuser des cheminements.

Cette capacité d'action sur l'espace, de création de routines, est à mon sens fondamentale, la condition même de l'habiter constate Breviglieri tout comme Pierre Sansot : « habiter c'est d'abord avoir des habitudes à tel point que le dehors devient une enveloppe de mon être et du dedans que je suis. C'est pourquoi on peut affirmer que, d'une certaine manière, j'habite une ligne de bus, dès lors que je l'emprunte chaque jour » (Sansot 2000: 173). Observer et analyser les routines est cependant un prérequis car elles aident l'homme à se

situer, lui ouvrent une dimension ontologique qui se déploie aussi dans le temps et des manières d'être au monde⁶⁸. Un temps qui intègre les différentes échelles de la vie et des générations « depuis des cycles courts, alternant les cycles naturels ou sociaux (diurne, hebdomadaire, saisonnier, rituels et annuels...), jusqu'aux cycles les plus longs : les « âges de la vie » que décrivait Varagnac (Varagnac 1948), ou les « cycles de vie des sociologues ». C'est-à-dire jusqu'à des temps qui surpassent la courte vie humaine, qui enchaînent celle des ascendants et des descendants dans la transmission quasi sacrée de la vie, de la culture et des choses que nous y attachons » (Bonnin 2008: 14). Habiter est à la fois l'objet d'une transmission et d'une transformation qui se bâtit tout au long de la vie et quel que soit l'environnement pour autant que le processus de construction existe (Ingold 2000). Pour résumer, l'être humain n'habite pas que son logement, lequel n'est qu'un des lieux de séjour sur terre, l'être humain peut habiter d'autres logements dans l'espace et dans le temps mais aussi les lieux ou les habitacles dans lesquels il séjourne. Pour reprendre la terminologie de Tim Ingold (Ingold 2013) l'homme habite des points mais aussi des lignes qui relient ces points de façon continue ou discontinue, l'homme est à la fois mobile et immobile et habite dans des lieux qui sont eux-mêmes des carrefours de mobilité (Tarrus 1993).

Ce que je retiens de ces définitions pour définir le cadre de mes recherches sur l'habiter contemporain est qu'habiter est dynamique. Habiter trace un rapport à un territoire qui comporte tous les espaces du quotidien, les points comme les lignes. Habiter comporte une dimension temporelle marquée par la transmission, les routines et l'inscription du corps dans la matérialité des espaces habités. Habiter s'inscrit ainsi dans un rapport proximal au monde. Comment l'anthropologie et la sociologie se sont-elles emparées de l'habiter en dehors des travaux déjà mentionnés ? Quels ont été les courants de recherche qui ont innervés la réflexion ?

⁶⁸ Cf. Michel Agier (Agier 2007) « Les camps aujourd'hui. Un présent qui n'en finit pas » et Philippe Bonnin (Bonnin 2008) « Le temps d'habiter ».

7.2 - L'habitation des anthropologues

Dès les débuts de la discipline, accéder à une compréhension de l'architecture est apparue essentielle en anthropologie pour appréhender les civilisations comme le montrent les travaux de Lewis Morgan (L. Morgan 1881) sur les aborigènes américains qui mettent l'accent sur les fonctions organisationnelles de l'environnement bâti, ceux d'Émile Durkheim et Marcel Mauss (Durkheim & Mauss 1901-1902) dans leur essai sur les représentations collectives, puis les travaux de Durkheim sur *Les formes élémentaires de la vie religieuse* (Durkheim 1968 [1912]) qui interprètent l'environnement bâti comme une part essentielle de la vie sociale, tout comme l'étude de Mauss sur les Eskimo (Mauss 1966 [1904-1905])⁶⁹, devenue un classique de la démonstration ethnographique du rôle de l'environnement bâti comme adaptation à un milieu et son intégration sociale, écologique et symbolique. Plus tardivement, André Leroi-Gourhan (Leroi-Gourhan 1992 [1945])⁷⁰ développe sa réflexion autour des liens entre l'habitat, le milieu et la diffusion des techniques. Dans ces travaux, l'environnement bâti est appréhendé par sa matérialité, les techniques de production et les outils et savoir-faire, mais aussi son contenu sociologique et symbolique.

Cette ethnologie de l'habitation reste en France très tournée vers le rural durant tout le vingtième siècle. Le « chantier de chômeurs n°425 » ou EAR 1425, sigle qui désignait cette « enquête d'architecture rurale », diligentée par Georges-Henri Rivière de 1941 à 1948, notamment pour éviter le STO à de

⁶⁹ Les travaux de Durkheim mais aussi de Mauss ont eu également une influence décisive sur la pensée sociologique à laquelle ces deux penseurs considéraient être rattachés voir sur ce point Benoît de l'Estoile (L'Estoile (de) 2012). Sur la fécondation mutuelle de la pensée des deux disciplines à cette époque voir notamment Lucien Bernot (Bernot 2000 [1976]) « L'ethnologie française », in *Voyage dans les sciences humaines : qui sont les autres ?* ou encore la biographie sur la vie de Marcel Mauss rédigée par Jean-François Bert (Bert 2012).

⁷⁰ Et ce, bien qu'il n'ait jamais considéré l'habitation comme un critère d'humanité. Cf. également sur cette question les travaux de Tim Ingold, en particulier ceux réunis dans *The Perception of the Environment. Essays on Livelihood, Dwelling and Skill* (Ingold 2000).

jeunes architectes⁷¹, recensa l'habitat rural français⁷². La cible du projet est la « maison folklorique », construite par des artisans, enracinée dans un paysage et dans une histoire, produit d'un genre de vie, « faisant corps avec la nature tout en exprimant l'homme ». Le but était de « faire connaître cet objet culturel qui révèle le mieux la genèse, les particularités, le fonctionnement de la mosaïque des microsociétés rurales. Dans son étude, Rivière — exprimant en cela la pensée de toute l'équipe — récuse toute intention esthétisante qui aurait risqué de nourrir par la suite le pastiche ». En même temps, il refuse l'analyse formelle qui procéderait du « classement exclusif par formes », comme celui par « éléments architecturaux ». L'accent est mis sur les rapports entre *formes* et *fonctions* » (Chiva 1987a), un rapport qui restera déterminant dans les enquêtes qui suivirent et continua d'orienter les analyses de la recherche issue de cette ethnologie rurale, négligeant que ces formes architecturales soient le résultat de processus d'homogénéisation sociale et architecturale (Rautenberg 2007), et de métissages géographiques liés aux migrations des maçons, comme l'a montré Pier Paola Viazzo (Viazzo 1989) pour les Alpes.

À ces premières enquêtes succèdent celles pluridisciplinaires sur Plozévet (1961-1965), l'Aubrac (1963)⁷³, le Châtillonnais (1964)⁷⁴, et les Baronnies des Pyrénées (1976) dont la finalité était « de saisir, par un effort concerté de chercheurs aux formations les plus diverses, une région ethnologique, historique, géographique en tant qu'entité sociale, culturelle et territoriale. L'identification de celle-ci se combinait avec l'éclairage convergent fourni par les multiples sciences de la société et de la nature, pour tenir lieu de projet théorique ou de corps d'hypothèses ». « En remplaçant l'observation des

⁷¹ Une recherche serait à réaliser des influences des architectes chercheurs sur la pensée de l'habiter, notamment en ethnologie et sociologie. D'Amos Rapoport pour les États-Unis à Philippe Bonnin, Daniel Pinson, Jean-Michel Léger, ce sont autant d'architectes disposant d'une double formation dont la réflexion a alimenté les travaux et la recherche sur l'habitation et plus largement sur l'habiter.

⁷² Les études furent partiellement publiées à la fin des années 1970 sous la direction de Jean Cuisenier aux Éditions Berger-Levrault. Il effectuera une synthèse de ces travaux augmenté d'une perspective historique dans *La maison rustique : logique sociale et composition architecturale* (Cuisenier 1991).

⁷³ Dirigé également par Georges-Henri Rivière, tout comme il dirigera celle sur le Châtillonnais.

⁷⁴ Encore que cette étude porte peu sur le bâti et plus sur la parenté et les savoir-faire.

objets et traits culturels isolés, par la saisie de ces faits sociaux totaux que sont les groupes et territoires régionaux », le résultat fut « le passage du folklore à l'ethnologie » (Chiva 1987a).

La finalité de ces recherches est autant, selon une approche technologique développée par André Leroi-Gourhan, d'accéder au sens grâce à la description minutieuse des outils, de leurs utilisations, de leur classification, que, selon l'approche développée par Claude Lévi-Strauss, d'appréhender la pensée inconsciente des populations observées. Dans les deux cas, cet accès au « caché »⁷⁵ s'effectue par l'analyse fine et la collecte minutieuse de données. L'ethnologue cherche à appréhender les structures sociales, familiales et mentales entourant l'habitation ainsi que l'influence de l'environnement. Aussi « l'ethnologie tente de saisir l'habitat et l'habitation comme des objets totaux, comme le lieu d'intersection de multiples logiques, logique écologique, logique technique, logique économique, logique sociale ou logique symbolique ». L'ethnologie tente de prendre en compte « les manières d'habiter et d'occuper l'espace, les comportements, les valeurs qui s'attachent à la maison dans son ensemble et à chacune de ses parties, aux meubles, aux objets et même aux fantômes qui peuplent les placards, donc aux relations complexes entre organisation sociale, configurations symboliques, forme d'habitat et genres de maison » (Bromberger 1988: 4). « L'attention portée à la maison tient donc à une recherche de compréhension des liens entre la matérialité des lieux et des objets, et d'accéder aux formes symboliques replacées au sein de la société. C'est en cela que la *maison* exemplifie le patrimoine ethnologique, celui-ci étant constitué à la fois de biens matériels et immatériels, d'objets, de savoirs et de virtualités, de systèmes de techniques, de liens sociaux et de signes, ensemble durable, adaptable, et dont les utilisations à venir sont largement imprévisibles » (Chiva 1987b).

⁷⁵ Sur ce point cf. Lucien Bernot (Bernot 2000 [1976]), « L'ethnologie française » [1976], in *Voyage dans les sciences humaines : qui sont les autres ?*

Si ces enquêtes favorisent le fondement théorique d'une ethnologie de la France, elles s'attachent à un monde en train de disparaître et surtout rural⁷⁶, à son mobilier⁷⁷, son système de parenté⁷⁸, mais peu aux transformations matérielles et esthétiques actuelles de la maison rurale et ses usages contemporains. Ce champ va commencer par être défriché par la sociologie rurale⁷⁹ avant d'être timidement investi par l'ethnologie⁸⁰. Dans les années qui vont suivre, au côté d'études qui continuent de porter sur la maison rurale mais commencent à être vieillissantes⁸¹, l'intérêt des anthropologues pour l'habitation peine à se renouveler⁸² et restera largement sans suite, ignoré de

⁷⁶ Cf. l'ouvrage collectif *Habitat et espace dans le monde rural* (Chiva 1988) issu d'un colloque ayant eu lieu en 1986, le numéro de *Terrain* « Habiter la maison » (1987).

⁷⁷ Cf. les travaux de Philippe Bonnin, Martyne Perrot et Martin de la Soudière (Bonnin, Perrot & Soudière 1983) sur l'Ostal en Margeride. Le mobilier est l'un des rares champ qui migre entre ethnologie rurale et urbaine comme en témoigne le numéro de la revue *Autrement* dirigé par Martine Segalen et Béatrix le Wita (Segalen & Le Wita 1993) sur le décor domestique, la thèse de Sophie Chevalier (Chevalier 1992) sur le rôle du mobilier en France puis ses travaux en Grande-Bretagne (Chevalier 2002), ou encore la recherche de Béatrix le Wita (Le Wita 1988) sur les intérieurs bourgeois.

⁷⁸ La recherche est alors historique voir Georges Augustins (Augustins 1989) *Comment se perpétuer ? Devenir des lignées et destins des patrimoines dans les paysanneries européennes*, Élisabeth Claverie et Pierre Lamaison (Claverie & Lamaison 1982) *L'impossible mariage. Violence et parenté en Gévaudan, 17e-18e-19e siècles*, Alain Collomp (Collomp 1983) *La maison du père : famille et village en Haute-Provence aux 17e et 18e siècles*.

⁷⁹ Cf. les travaux dirigés par Henri Mendras dont la thèse de Dan Ferrand-Bechmann (Ferrand-Bechmann 1975) sur les évolutions stylistiques introduites par les résidents secondaires en Normandie, ou encore les travaux des architectes et sociologues Jean-Marie Boucheret, Jean-Louis Cohen, Robert Joly (Boucheret, Cohen & Joly 1976) sur les transformations architecturales et économiques des exploitations agricoles et du monde rural. Sur cette histoire particulière des deux disciplines cf. également la préface de Florence Weber (F. Weber 2015) à l'ouvrage dédié à Jean-Claude Chamboredon, cf. également la note suivante.

⁸⁰ En 1992, alors qu'il dresse le portrait de ce qu'il considère comme les trois domaines actuels de l'ethnologie de la France, Gérard Althabe, en consacre un à ce que l'on pourrait qualifier d'ethnographie de sauvegarde des traditions rurales, un domaine où l'ethnologie est légitime car « quand il aborde le présent, l'ethnologue (en France tout du moins) se heurte à la question de la légitimité de son intrusion. Il lui est reproché de mettre en question le partage entre l'ethnologie spécialisée dans l'étude des sociétés lointaines ou des sociétés paysannes autochtones disparues, et la sociologie qui occupe largement les espaces où il veut intervenir (le résidentiel urbain, le travail) » (Althabe 1992: 255). Cette conception ne sera pas sans incidence sur la réception de mon travail.

⁸¹ Cf. le numéro de *Terrain* sur « Habiter la maison » (1987), l'ouvrage de Philippe Bonnin, Martyne Perrot et Martin de la Soudière sur *L'Ostal en Margeride* (Bonnin, Perrot & Soudière 1983) ou encore la thèse de Michel Rautenberg (Rautenberg 1997) sur la maison rurale dans les monts du Lyonnais.

⁸² Cf. les travaux de Françoise Dubost (Dubost 1982, 1990, 1999) sur les évolutions architecturales du bâti ancien en beaujolais et le rapport à l'esthétique, mes travaux (Ortar 1998, 2005a) sur les transformations des résidences secondaires en fonction de critère esthétique et d'usage, ceux de Michel Rautenberg (Rautenberg 2007) sur l'évolution des usages des habitats ruraux des monts du Lyonnais ou encore ceux de Marie-Dominique Ribéreau-Gayon (Ribéreau-Gayon 2000) sur l'évolution stylistique et des usages des cabanes en Gironde et de Vintilă Mihăilescu (Mihăilescu 2011) sur l'introduction du style dit rustique dans les campagnes roumaines. Sur les transformations architecturales des maisons de retour pendant une

l'anthropologie. Les transformations à l'œuvre sont essentiellement abordées au travers de la patrimonialisation⁸³. Les chercheurs rassemblés autour de Philippe Bonnin et Roselyne de Villanova comme de Françoise Dubost sont autant des sociologues que des anthropologues, voire des géographes plutôt assimilés au cercle des études sur le logement pour les premiers et aux ruralistes français pour les seconds. Dans un cas comme dans l'autre, leurs travaux fécondent plutôt la pensée sociologique plus qu'ils ne participent à un renouveau des problématiques de l'anthropologie.

Le logement n'est pas spécifique au monde rural et les populations urbaines doivent également habiter. L'anthropologie urbaine développée en France sur une initiative d'André Leroi-Gourhan⁸⁴ et d'africanistes en prise avec l'urbanisation (Balandier 1955; Meillassoux 1968) questionne peu cet objet, notamment en raison d'une rupture entre l'ethnologie urbaine et rurale consommée en 1981 (Clavel 1992). Aussi, malgré les travaux pionniers de Colette Pétonnet (Pétonnet 1968, 1979, 1982) sur les logiques résidentielles à l'œuvre dans les villes et les modes d'habiter urbains, puis ceux dirigés par Gérard Althabe sur les transformations intervenues dans les rapports sociaux et les stratégies individuelles dans trois villes, ainsi que sur les caractéristiques sociales des mécanismes de distinction (Althabe, Lège & Selim 1984), "habiter" est rarement traité. En effet, même si un axe de recherche de l'anthropologie urbaine de cette époque porte sur « l'espace de cohabitation [et] pose la question

immigration cf. pour le Portugal l'ouvrage de Roselyne de Villanova, Carolina Leite et Isabelle Raposo (Villanova, Leite & Raposo 1994), et sur l'influence des styles dits régionaux sur les modèles architecturaux cf. Annie Guedez (Guedez 2004) sur la maison dans les Landes. Sur cette question sociologie et anthropologie deviennent de plus en plus poreuse comme en témoignent les auteurs de la collection *Ethnologie de la France* des éditions de la Maison des sciences de l'homme.

⁸³ Cf. les travaux de Daniel Fabre depuis une vingtaine d'années et en particulier *Domestiquer l'histoire : ethnologie des monuments historiques* (Fabre 2000) et l'ouvrage publié en collaboration avec Anna Ioso *Les monuments sont habités* (Fabre & Ioso 2010) ou mon article sur l'habitabilité des maisons patrimonialisées (Ortar 2005a).

⁸⁴ Cf. André Leroi-Gourhan (Leroi-Gourhan 1936), *Encyclopédie française permanente*. Sur l'histoire de l'anthropologie urbaine française cf. les articles de Jacques Gutwirth (Gutwirth 1982, 1983, 2007) et celui de Daniel Terrolle (Terrolle 1989). Elle se caractérise notamment par la faible influence de l'École de Chicago, d'une part, parce que les méthodologies développées par cette école étaient déjà celles que l'ethnologie française avait développées à partir de terrains exotiques et, d'autre part, en raison de la difficulté à transposer les problématiques étatsuniennes aux terrains d'enquête français.

des rapports sociaux qui s'y développent et de l'articulation avec le travail et la famille », cet axe reste peu développé au profit de deux autres : un premier dans le prolongement de l'École de Chicago adhérant au concept de Louis Wirth selon lequel la sociabilité urbaine est édiflée en contraste avec celle des sociétés rurales ou traditionnelles, et un second portant sur l'imaginaire de la ville qui « part de la critique de la liaison directe entre l'espace urbain, ses formes matérielles, telles qu'elles sont conçues par l'architecte, vues par l'observateur, le décideur... et les pratiques des habitants. Dans cette optique, on refuse de considérer les pratiques comme produites par des espaces » (Althabe 1984: 4).

La prise en considération de l'espace reste problématique en anthropologie urbaine où deux courants s'opposent. Louis Moreau de Bellaing (Moreau de Bellaing 1992: 5) en introduction au numéro spécial portant sur l'anthropologie de l'espace habité les avaient présentés en indiquant que : « Le premier courant, celui de l'anthropologie classique, se propose d'analyser des espaces et des populations dans ces espaces principalement sous l'angle de la culture, en n'abordant que secondairement la question des rapports sociaux. Il est représenté par Balandier et son école, plus récemment par Colette Pétonnet. Un second courant, celui de l'anthropologie sociologique, ne néglige pas l'analyse culturelle, loin de là, mais ne la conçoit que dans le but d'élucider des rapports sociaux particularisés ou globaux. Elle se veut une contribution à la sociologie voire à l'économie. Ce second courant est représenté notamment par Gérard Althabe, Monique Selim, Véronique de Rudder, Philippe Haeringer. Il s'agit bien d'un débat à l'intérieur de l'anthropologie de l'espace habité. En effet, le plus souvent, les espaces et les populations sont de même type, et l'approche anthropologique est identique : on voit mal, du point de vue des populations, des espaces et de l'approche, ce qui distingue Pétonnet et Althabe. Mais les modes d'interprétation et les conceptualisations divergent. Dans le second courant, les concepts peuvent être à la fois anthropologiques et sociologiques, voire psychosociologiques. »

Cette anthropologie du proche où l'Autre est un peu soi-même n'est pas sans poser problème, dont celui des méthodes, et interroge sur l'apport de l'anthropologie à ces terrains et sur son rapport à la sociologie. Pour Pétonnet (Pétonnet 1973), l'apport provient des nuances que peuvent introduire les monographies de micro-regroupements, tandis que Georges Balandier (Balandier 1955) conclut, lui, à l'impossibilité d'une approche anthropologique des sociétés urbaines contemporaines en raison d'une impuissance à saisir au travers des seuls outils méthodologiques de cette discipline un rassemblement humain à l'échelle de la ville. L'ethnologie de la ville est finalement peu théorisée en France⁸⁵. Elle cherche à appréhender les organisations et les logiques d'action de petits groupes sans les couper de leur contexte urbain⁸⁶. Elle est regardée avec suspicion par ses pairs car elle se rapproche trop de la sociologie. Elle se préoccupe essentiellement des rapports de pouvoir et des relations sociales, et porte peu d'attention à l'habiter en dehors des situations de marges réputées plus faciles à appréhender par l'ethnologue⁸⁷. Le bilan prospectif de la recherche urbaine en ethnologie établi par Georges Gutwirth et Colette Pétonnet (Gutwirth & Pétonnet 1987) dans les *Chemins de la ville* traite peu de l'habiter et souvent de façon détournée, comme par exemple dans l'article de Sylvie Fainzang (Fainzang 1987) sur l'accès au terrain dans des zones d'habitat périurbain. Dix ans plus tard, l'ouvrage d'Anne Raulin (Raulin

⁸⁵ Jacques Gutwirth s'en explique « Ueli Gyr (Gyr 1999), ethnologue suisse affirme non sans quelque raison que la force de l'anthropologie urbaine en France est l'étude empirique des cas, mais il lui reproche un certain manque de réflexion plus globale, une absence de perspective théorique propre. Cela est-il indispensable ? Pour ma part, je pense que la contribution essentielle de l'anthropologie urbaine a été la mise à jour de terrains dont l'importance démographique, économique, etc. n'est pas à prouver. Elle a joué en France, comme ailleurs, un rôle majeur dans la transformation de l'ethnologie des mondes coloniaux - car c'est bien de cela qu'il s'agissait au départ - vers une anthropologie qui s'intéresse à tout un chacun, aux puissants des assemblées parlementaires comme aux plus humbles des bidonvilles du tiers-monde et comme à ceux des banlieues et du périurbain du monde occidental » (Gutwirth 2007: 17).

⁸⁶ Cf. l'étude de Michel Bozon (Bozon 1984), *Vie quotidienne et rapports sociaux dans une petite ville de province*, restée un modèle d'anthropologie urbaine, les travaux de François Portet et Michel Teitler (Portet & Teitler 1985) sur les bistrot et quartiers du Creusot et de Montceau-les-Mines, de Gérard Althabe, Christian Marcadet, Michelle de la Pradelle et Monique Selim (Althabe *et al.* 1985), *Urbanisation et enjeux quotidiens*, de Béatrix le Wita (Le Wita 1988) sur la culture bourgeoise ou encore de Martine Segalen (Segalen & Bekus (avec l'assistance de) 1990), *Nanterriens. Les familles dans la ville*.

⁸⁷ Cf. sur cette question le constat dressé par Maïté Clavel (Clavel 1992) in « L'ethnologie urbaine en France : des sociétés exotiques à l'espace urbain contemporain ».

2001) sur l'anthropologie urbaine ne mentionne l'habitat que de façon marginale. Enfin, le bilan effectué en 2012 par Gilles Teissonnières et Daniel Terrolle (Teissonnières & Terrolle 2012) sur les vingt-cinq ans de recherche passés depuis 1987 montre une institutionnalisation du champ mais peu d'avancées sur le traitement spécifique de l'habiter⁸⁸, ce que confirme également une revue de la production ethnologique plus large où l'habiter n'est pas abordé en dehors de ses formes les plus marginales et/ou précaires⁸⁹, à l'exception des travaux de Denis La Mache (La Mache 2006) et Noël Jouenne (Jouenne 2007) sur l'habiter en grand ensemble. On peut y voir la difficulté du projet anthropologique à affronter les sociétés complexes sans fragmenter le réel, isoler des tranches d'âge, les catégories sociales ou professionnelles de façon plus ou moins arbitraire⁹⁰. Cela a conduit à privilégier de micro-sujets pour ne plus retenir qu'une définition étroite d'habiter l'associant à un logement, quelle qu'en soit la forme. Les nouveaux objets posant la question de l'adaptation de l'habitat et donc de l'habiter aux nouvelles normes de transition énergétique sous la forme d'une socio-anthropologie des techniques et des usages restent peu nombreux⁹¹ et marginalisés.

⁸⁸ Tout comme dans les travaux d'une anthropologie urbaine plus internationale comme en témoigne notamment l'ouvrage de Ulf Hannerz (Hannerz 1983 [1980]), *Explorer la ville* et la revue de littérature de Setha Low (Low 1996).

⁸⁹ Cf. le numéro d'*Ethnologie française* dirigé par Olivier Sirost (Sirost 2001) sur « Habiter la nature », les travaux de Michel Agier (Agier 1999) sur les marges urbaines puis les camps (Agier 2007, 2008, 2014), les pratiques habitantes dans de petits espaces (Rosselin 2002), les loges de concierges (Bonnin & Villanova 2006), le désordre domestique (Filiod 2003), le décor domestique (Deniot 1995), les travaux de Florence Bouillon (Bouillon 2009) sur les squats, ceux de Johanna Lees (Lees 2014) sur les précarités énergétiques, la thèse en cours d'Annalisa Ioro sur les coopératives habitantes, ceux d'Anne Monjaret et Valérie Guillard (Monjaret & Guillard 2014) sur l'habiter au travail ou encore le numéro de *Techniques et culture* dirigé par Agnès Jeanjean et Ingrid Sénépart (Jeanjean & Sénépart 2001) sur « Habiter le temporaire » ou enfin, certains passages de la thèse de Sarah Carton de Grammont (Carton de Grammont 2013) sur le lotissement Sokol à Moscou. Dans les deux numéros spéciaux, malgré une thématique affichée sur l'habiter le concept n'est pas défini dans leur introduction comme si habiter était une évidence qui ne demandait pas à être questionnée. La frontière entre sociologie et anthropologie devient souvent floue comme en témoignent les travaux sur les relations des habitants à leur quartier (Chalvon-Demersay 1998 [1984]), la fabrication sociale et politique des villes nouvelles (Saint-Pierre (de) 2002), la question du vivre ensemble et du partage des espaces publics dans les habitats collectifs (Haumont & Morel 2005).

⁹⁰ Voir l'article de Colette Pétonnet (Pétonnet 2012) rédigé en postface de l'ouvrage de Gilles Teissonnières et Daniel Terrolle sur les réflexions et épistémologies de l'anthropologie urbaine.

⁹¹ Cf. la thèse d'Hélène Subrémon (Subrémon 2009), *Habiter avec l'énergie. Pour une anthropologie sensible de la consommation d'énergie*.

En définitive, de la richesse du matériau empirique accumulé, que ce soit en ethnologie rurale ou en anthropologie urbaine, il n'a résulté que peu d'avancées d'un point de vue théorique malgré les travaux de Pierre Bourdieu (Bourdieu 1970) sur l'anthropologie de la maison kabyle, un texte d'inspiration structuraliste, puis de Mary Douglas (Douglas 1991) qui se sert, elle, de l'analyse culturelle des relations sociales et des principes que les individus utilisent pour organiser et justifier leurs relations afin d'actualiser le quotidien des maisonnées.

En se servant d'une analyse structurale, Bourdieu montre que la maison joue un rôle central dans l'organisation sociale. Il reprend sous une forme inversée les oppositions structurelles fondamentales de la société kabyle dans son ensemble : homme/femme, haut/bas, sec/mouillé, jour/nuit, clair/sombre, humain/animal, honneur/honte, fécondant/fécondé. La maison kabyle, lieu d'intimité inversé, s'oppose au monde public et naturel, tout en s'affirmant comme un lieu de reproduction des hiérarchies et des valeurs fondamentales de la société. Par conséquent, le placement des objets et la répartition des espaces y reflètent un habitus particulier dont ils reproduisent les éléments constitutifs pour les habitants. L'habiter s'avère ainsi une compétence acquise culturellement. Si certaines des analyses de Bourdieu ont été critiquées pour son placage d'une analyse structurale forçant certaines des interprétations, l'intérêt de ce texte, et ce qui en fit la postérité, est de montrer comment l'imaginaire et le symbolique s'inscrivent dans la maison-édifice. « L'habiter apparaît comme une compétence acquise culturellement : l'habitant crée des arrangements dans son habitat à partir de modèles que les auteurs des *Pavillonnaires* nomment « modèles culturels » (Raymond 1998: 392).

Or, tout comme Philippe Bonnin, je considère que « l'habitation est, pour tout ethnologue, la manifestation la plus flagrante, la plus riche et la plus synthétique de la culture, des « établissements humains » [car] l'observation des objets bâtis nous renseigne sur le rapport de cette culture à la matérialité, au spirituel, et au spatial » (Bonnin 2007: 17) et que cette approche doit être

complétée par une réflexion sur ce qu’habiter veut dire dans les sociétés occidentales contemporaines. De façon assez ironique, c’est le regard sur l’habitation issu des traditions ruralistes qui s’appuie sur l’observation et une approche compréhensive (Althabe 1992) qui va influencer la production de la sociologie urbaine. En effet, rejetée dans un premier temps par la doxa des ethnologues, c’est vers la sociologie que se tournent les ethnologues d’alors travaillant sur le logement, une sociologie qui s’était encore peu posée la question du logement autrement que sous la forme d’une économie politique (Bonnin, 2007).

7.3 - De la sociologie urbaine au logement

L’habiter n’est également pas une problématique centrale de la sociologie urbaine en tant que telle même si la question a été examinée par quelques sociologues jusque dans les années 1980. Toutefois, contrairement à ce qui se passe en ethnologie, le logement devient rapidement un champ autonome de la sociologie française aux multiples déclinaisons qui portent tant sur les politiques publiques, les acteurs du secteur immobilier, l’inscription du logement dans la ville, son évolution, les rapports au quartier comme de sa place au sein d’une économie domestique, ses liens avec la famille. Dans la revue des travaux qui va suivre, je me concentrerai sur ceux qui ont pu aborder la question de l’habiter et ceux portant sur le logement.

L’habitation urbaine comme objet de recherche de la sociologie émerge réellement au milieu des années 1950⁹². Dans le contexte de reconstruction de l’immédiat après-guerre, entre pénurie chronique de logements et premiers problèmes liés à la construction des grands ensembles,

⁹² Sur les prémisses de cette histoire cf. Paul-Henry Chombart de Lauwe et Louis Couvreur (Chombart de Lauwe & Couvreur 1955), « La sociologie urbaine en France » et le chapitre 1 de l’ouvrage d’Éric Le Breton (É. Le Breton 2012), *Pour une critique de la ville. La sociologie urbaine française 1950-1980*.

l'émergence de ces questionnements n'est pas surprenant. Cette période est régentée par les tenants du fonctionnalisme et de la pensée urbanistique corbuséenne pour qui « habiter » est une des fonctions humaines au même titre que « circuler », « travailler », « se récréer ». Aussi, même si dans les années 1950 les tenants de l'école d'Athènes dominant la production de la « ville moderne » et donc la production de logements, des interrogations sur la réussite et le bien-fondé de la politique des grands ensembles se font plus nombreuses. C'est aussi à cette époque que se forge l'outillage théorique et méthodologique sur lequel s'appuieront les recherches sur l'habitat et la sociologie urbaine française alors en pleine reconstruction (É. Le Breton 2012). Plusieurs courants de recherche naissent à cette époque qui seront plus ou moins délaissés au cours des décennies suivantes pour des raisons politiques et institutionnelles car « une génération de jeunes chercheurs avait décidé de faire table rase du passé de la discipline et d'avancer dans des directions nouvelles » (Topalov 2013)⁹³. Cherchant à élucider les évolutions de la conception de l'« habiter » et de l'habitation, il me paraît néanmoins nécessaire de revenir sur les filiations et les pistes théoriques dégagées au cours de ces années.

Paul-Henry Chombart de Lauwe, humaniste et catholique, fut l'un des grands instigateurs de cette réflexion sur le logement et ses travaux sont parmi les premiers à dénoncer l'hégémonie rationaliste et le mode de pensée urbanistique fonctionnaliste. Ses recherches sur le logement qui donnent le primat aux enquêtes de terrain sont influencées par les travaux de Le Play, de Malinowski sur la satisfaction des besoins, mais aussi des géographes humanistes sur l'habitation⁹⁴. Chombart de Lauwe peut ainsi être considéré comme celui qui a transposé les techniques d'enquête et d'analyse de l'habitat

⁹³ Pour une analyse plus détaillée de ce revirement et de ses conséquences cf. son article « Trente ans de sociologie urbaine. Un point de vue français » (Topalov 2013).

⁹⁴ Pour une lecture critique de l'œuvre de Chombart de Lauwe sur la question du logement cf. les articles de Philippe Bonnin, *L'habitation, modalité de l'existence sociale* (Bonnin 1994) et *Pour une eth(n)ologie de l'espace* (Bonnin 2001) et le chapitre 6 de l'ouvrage d'Éric Le Breton (É. Le Breton 2012), *Pour une critique de la ville*.

rural à l'habitat urbain⁹⁵, ce que Philippe Bonnin (Bonnin 2001) qualifie de naissance de l'ethnologie sociale de l'habitation. Il est également le premier à avoir saisi l'importance, au cours des Trente glorieuses, des nouvelles articulations entre espace et société. Ainsi que l'analyse Philippe Bonnin (2001), son ouvrage sur *Paris et l'agglomération parisienne* publié en 1952 offre une étude globale des rapports entre les classes sociales, leur habitat et leurs pratiques de l'espace. L'enquête publiée en 1959 sur *Famille et habitation, tome I Sciences humaines et conceptions de l'habitation* est elle aussi considérée comme novatrice en raison de sa prise en compte des pratiques quotidiennes. La recherche part du constat que la vague d'intenses rénovations et de constructions de logements collectifs de l'après-guerre, en substituant systématiquement des logements neufs, salubres et confortables, aux taudis, immeubles vétustes et bidonvilles, aura du même coup masqué un problème récurrent à plus long terme : une fois produits par la filière du bâtiment, ces logements ne deviennent et ne demeurent une réponse à une attente sociale que dans la mesure où un travail de prise en charge des habitants est effectué dès l'aménagement.

L'habitation est définie par son usage et est l'objet d'une production continue procédant aussi bien de la valeur économique potentielle, sanctionnée par la mise sur le marché, que de l'identité sociale accolée, laquelle se transmet du logement au voisinage et à l'espace urbain du quartier. Lorsque cette emprise n'a pu se réaliser, socialement ou économiquement, lorsque les couplages identité-espace n'ont pu se nouer, les sanctions de la désaffection, de la dégradation et de la dévalorisation dont souffre particulièrement l'habitat social ne manquent pas d'intervenir.

Enfin, pour comprendre les pratiques habitantes, pratiques de consommation et pratiques productives, dans leurs dimensions matérielles et

⁹⁵ Paul-Henry Chombart de Lauwe avait fondé en 1949 au Musée de l'Homme un groupe « d'ethnologie sociale ». Néanmoins, c'est vers la sociologie qu'il va se tourner par la suite : « Je suis passé à la commission de sociologie également sur la demande de Jamati qui s'intéressait beaucoup à cette étude [sur le logement] et qui m'avait dit que, pour lui, j'étais d'abord un sociologue. Je lui ai répondu que peu m'importait l'étiquette, sociologue ou ethnologue, si je pouvais faire le travail qui m'intéressait » (Pradoura 1986). Il se définira toutefois toujours comme anthropologue (Chombart de Lauwe & Paquot 1996).

symboliques, il faut considérer que s'opère un attachement, dans la durée, entre le groupe domestique et son espace quotidien. Cette identification rend l'organisation domestique de l'espace (par sa typologie, par ses formes et ses dimensions, par ses propriétés fonctionnelles et symboliques) capable de réaliser une partie des rapports sociaux internes et externes au groupe, et de s'y substituer parfois.

Ainsi, tout en produisant sa propre existence (régénération de ses forces, de ses compétences et qualifications, génération des enfants et réalisation de leur éducation...), le ménage investit une part de ses ressources et de son énergie (non une simple valeur monétaire), et contribue à créer son espace matériel non pas comme un objet détaché de lui, mais comme une modalité de sa propre existence. Aussi, « dans cette perspective la *maison*, le logement, est le premier lieu de l'appropriation. Quel que soit le mode juridique d'occupation, les personnages d'une famille prennent possession de l'espace intérieur, se le partagent, réservent des pièces communes et des territoires individuels (chambres, coins, meubles...). Le plan d'occupation de la maison reproduit la structure de la famille, et la disposition des objets reflète les harmonies, les conflits, les dominances, les affinités, les rejets » (Chombart de Lauwe 1959: 48). Les travaux de l'équipe de Chombart de Lauwe ont ainsi montré comment habitation et famille sont deux termes étroitement liés, y compris pour la compréhension des formes contemporaines de l'habiter car « la famille n'a de sens qu'étudiée dans l'ensemble des structures sociales dont elle est une pièce maîtresse. L'habitation ne peut pas être séparée du cadre matériel de vie d'une société dans l'espace. [...] Étudier les transformations de l'habitat et du logement, c'est étudier les transformations de la société et la transformation de la famille » (Chombart de Lauwe, 1959)⁹⁶. Appréhender l'habiter non seulement dans la relation au logement mais aussi au quartier et entre voisins permet à

⁹⁶ Comme les travaux de Heidegger, ces recherches influencent encore indirectement la recherche sur le logement. Parmi les chercheurs en exercice qui se réclament de Chombart de Lauwe cf. la réflexion de Catherine Bonvalet (Bonvalet 1997) sur le lien entre famille et logement, et les travaux de Philippe Bonnin (Bonnin 1994, 2001) mentionnés plus haut.

Chombart de montrer que les transformations des conditions de logement des ouvriers se traduisent par une perte de leur *habiter*.

Quelques années après le début des recherches de Chombart de Lauwe sur le logement, Henri Raymond lance celle déjà évoquée sur les pavillonnaires sur une suggestion de Lefebvre, dont l'influence a été décisive chez les géographes. Parallèlement, l'enquête effectuée par le sociologue Henri Coing (Coing 1966) oriente durablement la recherche sur l'habitat. Elle porte sur les transformations induites par l'opération de rénovation urbaine entreprise en 1957 dans le XIII^e arrondissement de Paris. L'objet de la recherche est de montrer que la modification du cadre bâti est susceptible de provoquer des changements dans la structure sociale, les comportements et les mentalités des individus qui la composent. Aussi, la rénovation ne transforme-t-elle pas seulement la morphologie d'un quartier, mais affecte également le groupe humain qui l'habite. Ses effets dépassent le domaine du bâti et de l'habitat et contribuent au changement social. Henri Coing est l'un des premiers à faire référence à l'ouvrage du britannique Richard Hoggart *Using Literacy* (Hoggart 1970 [1957]) qui n'avait pas encore été traduit en français à l'époque⁹⁷ et s'en sert pour accéder à une compréhension non marxisante des enjeux entourant l'habitat et le quartier.

L'étude de Jean-Claude Chamboredon et Madeleine Lemaire (Chamboredon & Lemaire 1970) sur les grands ensembles apportera un nouveau tournant à la recherche sur le logement. Cette enquête « pose les bases d'une critique sociologique des planificateurs, en rupture avec la sociologie de et pour la planification incarnée par Chombart de Lauwe (Amiot 1986 : 209-216) » (Pasquali, 2012). Dans leur étude, Jean-Claude Chamboredon et Madeleine Lemaire partent du statut d'occupation (locataire/propriétaire) et du type d'appartement (F2, F3, F4, F5) pour appréhender la relation au logement et au voisinage. Les deux auteurs considèrent que les grands ensembles se caractérisent par une morphologie sociale spécifique, où se mêlent des

⁹⁷ Il le sera en 1970 sous le titre *La culture du pauvre*.

populations hétérogènes qui ne sont pas données mais produites par des mécanismes sociaux à objectiver. C'est cette hétérogénéité qui constitue le ressort principal des « problèmes » : non seulement elle aiguise les perceptions des moindres différences sociales, rend moralement et juridiquement condamnables ce qui ailleurs resterait de petits « écarts » sans gravité, mais elle affaiblit aussi l'intégration du groupe ouvrier. Les deux auteurs montrent que la coexistence de populations socialement différenciées, loin d'engendrer un rapprochement des classes, accentue les tensions entre les groupes mis en présence. En bons durkheimiens, ils entendent prouver que le social a sa logique propre, qui s'impose du dehors aux consciences des décideurs et des habitants⁹⁸.

Ces recherches interviennent au début des années 1970 à un moment charnière de la pensée technocratique. En effet, les besoins strictement quantitatifs commençant à être résorbés, l'attention se porte sur les besoins qualitatifs. Au cours de la décennie suivante, l'habitat ouvrier continue d'être l'objet de plusieurs productions qui intègrent dans l'analyse les modes de vie, le quotidien, les logiques familiales et l'habitat⁹⁹.

En marge de ces travaux, d'autres courants de recherche s'attellent à observer et comprendre la fabrique de la ville et du quotidien. Témoin de la vitalité et de la multiplicité des influences épistémologiques, Sylvia Ostrowetsky (Ostrowetsky 1972, 1983) examine comment la langue organise l'espace dans le contexte de l'État interventionniste des trente glorieuses, époque où les urbanistes pensaient l'aménagement des villes à partir de terrains nus. Elle avance l'hypothèse que ce sont les catégories fondamentales du langage qui sont opérantes. Ces catégories sont acquises lors de la socialisation

⁹⁸ Pour une analyse plus détaillée de la réception de cette enquête cf. l'article de Paul Pasquali (Pasquali 2012), « Deux sociologues en banlieue. L'enquête sur les grands ensembles de Jean-Claude Chamboredon et Madeleine Lemaire (1966-1970) ».

⁹⁹ Cf. les rapports de Jacques Caroux (Caroux 1975), *Évolution des milieux ouvriers et habitat. Étude exploratoire des relations. Mode de vie. Habitat*, d'Élisabeth Campagnac et Lydia Tabary-Taveau (Campagnac & Tabary-Taveau 1979), *Nouveaux modes de gestion industrielle, transformation des modes de vie et habitat ouvrier : le développement de la maison individuelle dans l'espace péri-urbain de Dunkerque* et les travaux de Michel Verret (Verret 1979) qui, à travers sa sociologie de la classe ouvrière, aborde la question des habitats ouvriers notamment dans le premier tome de la trilogie portant sur *L'espace ouvrier*.

à une culture professionnelle particulière puis projetées sur l'espace. Son analyse vient expliquer en quoi cette organisation nouvelle de l'espace change le rapport à la ville : « Les nouveaux espaces s'organisent autour de l'école, des cheminements piétons, de la vie de jardin. Figure non plus de l'individualisme mais familiale et quotidienne. Un mode de vie de la migration alternante plus qu'une société urbaine. La ville était une culture, une liberté, elle s'achemine vers l'assurance-vie... Nouvel espace, celui de l'habitus et non de l'événement, celui de la publicisation de la vie privée et non plus des espaces publics. Ville de la quotidienneté, depuis la crèche, la grande surface, tout ce qui se répète et s'éphémérise. Nouvelle territorialisation de la banalité » (Ostrowetsky 1983: 317).

Un autre courant de pensée scrute les registres des significations et « insiste sur les possibilités de l'acteur de définir subjectivement sa situation, sans être l'otage des aménageurs ni de leurs espaces. Cette liberté relative à l'égard du cadre matériel environnant ne relève, dans ce courant de recherche, ni du mouvement social (marxiste) ni de la culture-action (Chombart), ni de la résistance (cerfisme¹⁰⁰) ni de l'autogestion chère à Lefebvre » (Le Breton 2012 : 255). Eric Le Breton qualifie de sémiologues un ensemble de chercheurs sans liens directs entre eux mais dont la dynamique de recherche s'inscrit dans une liberté de pensée qui « peut être exprimée dans les termes de tactiques et d'anti-discipline, empruntés à Michel de Certeau (Certeau 1990 [1980]) dans ses réflexions sur *L'invention du quotidien* » (Le Breton 2012 : 255). Ces sociologues possèdent tous une double, voire triple formation. Ils s'intéressent à la pratique de l'habiter dans l'intégralité de ses espaces en s'appuyant sur les déclinaisons de la vie quotidienne. Tout en utilisant les travaux de Lefebvre, ils proposent de définir l'analyse du quotidien comme une partie intégrante du présent, de l'immédiat. Ainsi, « le quotidien, c'est ce qui nous est donné chaque jour (ou nous vient en partage), ce qui nous dresse chaque jour, et même nous

¹⁰⁰ Il s'agit des chercheurs menés par Michel Foucault qui ont abordé la ville dans la perspective conceptuelle développée au sein du Centre d'Études, de Recherches et de Formations Institutionnelles, le CERFI.

opprime, car il y a une oppression du présent. [...] Le quotidien c'est ce qui nous tient intimement de l'intérieur. C'est une histoire à mi-chemin de nous-mêmes, presque en retrait, parfois voilée [...] Pareil monde nous tient à cœur, mémoire olfactive, mémoire des lieux d'enfance, mémoire du corps, des gestes de l'enfance, des plaisirs » (Certeau 1990 : 11) écrit Michel de Certeau en introduction à « Habiter » rédigé par Pierre Mayol dans le tome deux de *L'invention du quotidien*. « Les analyses portent sur l'instant même de l'expérience urbaine et sur les processus de signification qui s'y déploient » (Le Breton 2012 : 257). Michel de Certeau met l'accent sur l'importance de prendre en considération le corps et ses ressentis pour accéder à une compréhension de l'habiter. Pierre Sansot, Jean-François Augoyard et Pierre Mayol incarnent trois démarches, trois lectures du presque rien des menues interactions quotidiennes, des moments interstitiels qui donnent à la vie du temps présent sa consistance.

Dans *Poétique de la ville*, Pierre Sansot (Sansot 1996 [1971]) ouvre la voie à une approche phénoménologique du quotidien. L'auteur cherche à comprendre comment, des espaces les plus publics aux plus privés, le citoyen explore et ressent la ville, comment il la fait sienne au cours de ses cheminements à pied ou par mode de transport interposé. L'approche objectale de Sansot lui permet de cerner, d'une part, les moyens subjectifs mis en œuvre pour « échapper à la multiplicité – semble-t-il infinie – des projets humains » et, d'autre part, d'« énumérer quelques traits précis qui nous donneront le droit de privilégier certains de ces lieux – eux aussi – très nombreux en fait » (Sansot 1996 [1971]: 15).

En abordant les cheminements quotidiens, Jean-François Augoyard (Augoyard 1979) interroge, lui, la relation du corps et des sens dans la traversée de l'espace urbain pour en déchiffrer le langage puisque « les cheminements quotidiens sont une forme d'expression » (Augoyard 1979 : 28). Pour Augoyard, il s'agit de comprendre l'individu habitant et non des groupes sociaux pour qu'émergent des styles ou modes d'habiter¹⁰¹. Dans cette

¹⁰¹ Augoyard utilise semble-t-il indifféremment les deux termes.

perspective, « habiter c'est configurer l'espace. Et tout habitant produit, à son insu, une organisation de l'espace, certes ingénue, mais indicatrice d'un pouvoir fondamental que le savoir architectural ne fait qu'exploiter à travers les compétences de sa technique » (Augoyard 1979 :159). Cette approche spatiale est complétée d'une approche sensible en montrant l'incidence de l'environnement sonore sur la capacité d'appropriation du logement (Augoyard 1978). L'habiter s'appréhende donc à travers les sens dans la relation corporelle et mémorielle que l'individu entretient aux différents espaces qu'il habite de façon continue ou discontinue.

Pierre Mayol montre également comment l'espace est tissé au fil des déplacements routiniers des habitants et est intimement lié à leurs pratiques sociales. Les habitants s'en servent pour nouer des liens comme pour maintenir de la distance, pour « élucider les pratiques culturelles d'usagers de la ville dans l'espace de leur quartier » (Mayol 1994: 15). « Signature attestant d'une origine, le quartier s'inscrit dans l'histoire du sujet comme la marque d'une appartenance indélébile dans la mesure où il est la configuration première, l'archétype de tout processus d'appropriation de l'espace comme lieu de la vie quotidienne publique » (Mayol 1994: 23). Pierre Mayol offre ainsi une ethnographie fine des déplacements quotidiens.

L'appréhension du logement par le quartier qui donnera jour à nombre de travaux traitant de l'habiter, sera prolongée par la sociologie urbaine, d'une part, dans une perspective chombardienne « en tant que terrain d'enquête permettant l'observation détaillée des pratiques sociales et de ses habitants (modes d'organisation de l'espace domestique, sociabilités, mobilités quotidiennes, usages du quartier et de la ville...) » (Grafmeyer 2006: 24) et, d'autre part, par l'analyse des représentations du quartier par ses habitants et de sa place dans le quotidien de ses habitants définis au sens large. Cette approche par le quartier est en particulier poursuivie par Jean-Yves Authier dans son analyse des transformations d'un quartier ancien de Lyon appréhendées par l'analyse des perceptions des habitants (Authier 1993). Ce travail est approfondi

par le croisement d'approches cherchant à identifier les relations au quartier (Authier 2001), l'analyse de la pertinence de cette unité spatiale confrontée à la globalisation (Authier, Bacqué & Guérin-Pace 2006) et dans une moindre mesure les recherches des psychologues¹⁰². Les recherches sur la gentrification¹⁰³, la production de nouveaux quartiers comme les éco-quartiers¹⁰⁴ ou la rénovation de quartiers d'habitat social¹⁰⁵ s'attachent également à comprendre le rôle de l'habitant dans la production de son logement, de son statut social et de son quartier. Sous l'influence des politiques publiques émergent des travaux sur les usages de l'énergie tant dans l'univers domestique qu'à l'échelle des copropriétés¹⁰⁶. Enfin, sont observées les sédentarités et la mobilité résidentielle au sein des quartiers afin d'analyser la portée des trajectoires résidentielles (Authier 2001), des recherches qui croisent le champ de la sociologie du logement.

L'analyse qui suit ne doit pas faire oublier les porosités fortes qui existent avec la sociologie urbaine comme en témoignent notamment les actes du colloque *Habitat et vie urbaine. Changements dans les modes de vie* (Huynh 2006). Ainsi, l'approche actuelle à mon sens la plus féconde de la réflexion sur l'habiter provient d'un sociologue de l'urbain, Marc Breviglieri, qui a travaillé sur les sans-logis (Breviglieri 2002; Breviglieri & Trom 2003), les squatteurs (Breviglieri 2006a, 2006b; Breviglieri & Pattaroni 2005), l'habiter au travail. Un courant de recherche fécond qui poursuit les travaux sur la qualification de

¹⁰² Cf. les travaux de Barbara Allen (Allen 2006) sur la relation au quartier « Le quartier à l'articulation d'enjeux spatiaux temporels » et ceux conduits en collaboration avec Michel Bonetti (Allen & Bonetti 2013), *Des quartiers comme les autres ? La banalisation urbaine des grands ensembles en question*.

¹⁰³ Voir le numéro d'*Espaces et sociétés* dirigé par Jean-Yves Authier, Catherine Bidou-Zachariassen (Authier & Bidou-Zachariassen 2008) « La gentrification urbaine », Sylvie Tissot (Tissot 2011), *De bons voisins. Enquête dans un quartier de la bourgeoisie progressiste*, Colin Giraud (Giraud 2014), *Quartiers gays*, ou encore l'ouvrage récent d'Anaïs Collet (Collet 2015), *Rester bourgeois. Les quartiers populaires, nouveaux chantiers de la distinction*.

¹⁰⁴ Cf. la thèse en cours de Laurie Louvet, *Les modes d'habiter en écoquartier*.

¹⁰⁵ Cf. la thèse de Pierre Gilbert (Gilbert 2014), *Les classes populaires à l'épreuve de la rénovation urbaine.- Transformations spatiales et changement social dans une cité HLM*.

¹⁰⁶ Cf. notamment la thèse de Gaëtan Brisepierre (Brisepierre 2011), *Les conditions sociales et organisationnelles du changement des pratiques de consommation d'énergie dans l'habitat collectif*.

l'habiter comme en témoignent les thèses achevées ou en cours¹⁰⁷ et les recherches menées à la frontière de la sociologie et de l'anthropologie par Florence Bouillon (Bouillon 2009). La sociologie du logement croise partiellement les thématiques de la sociologie urbaine. Son objet et la récurrence des crises du logement en France¹⁰⁸ expliquent sa liaison étroite avec les milieux des décideurs, des pouvoirs publics et des acteurs privés. Fortement liée au contexte social ainsi qu'aux évolutions démographiques, politiques et économiques, la sociologie du logement porte dans chaque pays la trace des préoccupations qui lui ont donné naissance (Fijalkow 2013). Elle se décline en trois échelles, du groupe domestique, aux processus de peuplement et au politique.

Les travaux pionniers de Chombart, Coing, Chamboredon et Lemaire évoqués plus haut s'inscrivent dans cette mouvance même s'ils ne sauraient s'y réduire. Ce champ a très tôt fait l'objet d'une analyse particulière autour de l'accession à la propriété, un objet au croisement du politique et des choix domestiques. Questionner l'accession à la propriété interroge sur les choix résidentiels, les trajectoires, l'attractivité et la désaffection de certaines formes d'habitat, à la relation au chez-soi. Dès les années 1960, l'accession à la propriété est ainsi l'objet d'analyses spécifiques de la part du CREDO¹⁰⁹ et l'identification ménage/famille nucléaire/logement émerge très tôt dans la statistique française¹¹⁰ malgré les risques que peut causer une telle assimilation en raison de son caractère réducteur, la diversité des situations familiales et de logements n'étant pas cernée. Cette identification a servi de socle à l'élaboration des politiques du logement, aussi, de boîte à habiter, le logement devient-il une

¹⁰⁷ Cf. la thèse en cours de Gaspard Lion, *Sociologie des espaces de l'habiter précaire. Enquête sur les usages résidentiels des campings*, ou la thèse de David Grand (Grand 2013), *Aux bords du chez soi : Étude ethnographique des conditions de l'habiter précaire des hébergés*.

¹⁰⁸ Cf. Pascale Dietrich (Dietrich 2011), *Le logement intolérable*, l'article de Yankel Fijalkow (Fijalkow 2013), « Crises et mal-logement : réflexions sur la notion de « vulnérabilité résidentielle » ».

¹⁰⁹ Cf. Michel Guillot (Guillot 1965), « Louer ou acheter son logement. Réflexions sur le rôle de l'avenir dans ce choix ».

¹¹⁰ Cf. l'article de Catherine Bonvalet (Bonvalet 1997), « Sociologie de la famille, sociologie du logement : des liens à redéfinir ».

machine à produire de la famille (I. Joseph 1976). Ces études seront prolongées à partir des années 1980 par des travaux qualitatifs¹¹¹ qui participent d'une réflexion sur un outillage conceptuel *ad hoc*, comme « mode de vie », « stratégie », « mobilisation » (Pendaries 1980), « mobilité résidentielle ». Contrairement à ce qui se passe en ethnologie, la sociologie du logement est alors en train de tester et de forger un vocabulaire et un ensemble de concepts qui marqueront la recherche future. Elle fait aussi état d'une difficulté à saisir les processus.

Pour ce qui est de la recherche, l'entrée par la famille est l'opportunité d'aborder les logiques et savoir-faire familiaux mobilisés lors de l'accession à la propriété de ménages modestes¹¹². Une autre entrée porte sur les multiples façons dont la famille intervient sur le marché du logement et aide lors de la recherche¹¹³, l'évolution conjointe du logement et de la famille¹¹⁴, le recours à des tiers qui se portent caution (Bonvalet *et al.* 1993), le retard à la décohabitation (F. Godard & Blöss 1988), le rôle ambigu de l'héritage (Gotman 1988), la transmission d'un habitus résidentiel (Singly 1998).

Se manifeste également une sociologie qui s'appuie sur l'ethnographie pour décrire le quotidien dans et hors de chez soi¹¹⁵, la construction des rapports à l'espace¹¹⁶. Sous l'influence de psycho-sociologues, s'initie une recherche sur la production et le rapport au « chez-soi »¹¹⁷ qui se poursuivra au cours des

¹¹¹ Cf. Paul Culturello et Francis Godard (Culturello & Godard 1980), *Familles mobilisées*.

¹¹² Cf. Paul Culturello et Francis Godard (Culturello & Godard 1980) ; Pierre Bourdieu *et al.* (Bourdieu 1990; Bourdieu & Saint-Martin (de) 1990) « Un placement de père de famille. La maison individuelle : spécificité du produit et logique du champ de production » et « Le sens de la propriété. La genèse sociale des systèmes de préférences » ; Dominique Maison (Maison 1992) « Effet d'alliance et transmission différée dans le rapport à la propriété et à l'habitat ».

¹¹³ Cf. notamment Monique Vervaecke (Vervaecke 1987), « L'habiter, les réseaux sociaux et les interactions sociales dans les quartiers anciens », Catherine Bonvalet et Pierre Merlin (Bonvalet & Merlin 1988), *Les Transformations de la famille et de l'habitat*, Michel Péraldi (Péraldi 1989), « Lien familial et lien civil en cité HLM », Yves Grafmeyer (Grafmeyer 1991), *Habiter Lyon, milieux et quartiers du centre-ville*.

¹¹⁴ Cf. Pierre Merlin (Merlin 1990), *La famille éclate, le logement s'adapte*.

¹¹⁵ Cf. Olivier Schwartz (Schwartz 1990), *Le monde privé des ouvriers*, les travaux de Jean-Claude Kaufmann sur *La chaleur du foyer* (J.-C. Kaufmann 1988), *Les habitudes domestiques* (J.-C. Kaufmann 1991).

¹¹⁶ Cf. Michel Bonetti (Bonetti 1994), *Habiter. Le bricolage imaginaire de l'espace*.

¹¹⁷ Cf. Yvonne Bernard (Bernard 1998), « Du logement au chez-soi ».

décennies suivantes¹¹⁸ et de façon plus classique sur les rapports au logement¹¹⁹. « Le chez-soi signifie, au sens strict de l'expression, une relation entre un lieu et une identité. Le terme "soi" exprime l'unicité de la personne mais le terme "chez" ne limite pas la multiplicité des lieux dans lequel la relation peut s'actualiser. Le sentiment de lien ne se réduit pas en effet au logement et peut s'étendre à la sphère d'un quartier, d'une ville ou même d'un pays. Être chez soi, c'est s'approprier un espace, le transformer en son bien. Certains lieux très éloignés les uns des autres, mais qui possèdent des caractères ayant une signification particulière pour un individu peuvent provoquer un sentiment de reconnaissance » (Bernard 1998: 374). « L'expression "chez-soi" renferme deux notions distinctes mais connexes : celle de la maison, qui traduit l'essence même du "home", est véhiculée par le mot "chez" qui dérive du mot latin "casa". L'autre est celle transmise par le pronom personnel réfléchi "soi" qui renvoie à la personne de l'habitant, à sa maîtrise de son intérieur, mais aussi à sa manière subjective d'habiter. Le chez-soi est ainsi plus que le "home", il est l'espace de la constitution d'une identité et de la dynamique d'évolution de cette dernière. La présence du terme "soi" indique que la maison est le lieu de la conscience d'habiter en intimité avec soi-même. Il est l'espace de la prise de conscience mais aussi celui de la connaissance de soi, de ses capacités et de ses responsabilités » (Serfaty-Garzon 2002: 68-69). La recherche sur le chez-soi vient caractériser la relation aux lieux et aux espaces du quotidien et du hors quotidien signifiants pour l'individu-habitant et questionne sur l'ordre des besoins : faut-il pour habiter se sentir chez-soi ou posséder un chez-soi ? Isabelle Mallon (Mallon 2003, 2005) montre ainsi dans ses travaux sur les

¹¹⁸ Cf. les travaux de Barbara Allen (Allen 2003), « Les relations entre le dedans et le dehors. La construction du sens de chez soi dans les quartiers d'habitat social », de Monique Eleb (Eleb 2002), *À deux chez soi: des jeunes couples s'installent et racontent leur maison*, de Perla Serfaty-Garzon (Serfaty-Garzon 2003), *Chez soi : les territoires de l'intimité*, ou encore avec une attention plus spécifique au décors de Sofian Beldjerd (Beldjerd 2011), « Faire le beau chez soi : la part du corps dans l'aménagement et la décoration des espaces du quotidien ».

¹¹⁹ Sur l'état des connaissances sur ces sujets, voir l'ouvrage dirigé par Marion Segaud, Catherine Bonvalet et Jacques Brun (Segaud, Bonvalet & Brun 1998), *Logement et habitat : l'état des savoirs* et le *Dictionnaire de l'habitat et du logement* avec Jacques Brun et Jean-Claude Driant (Segaud, Brun & Driant 2002).

résidents des maisons de retraite la part de travail sur soi comme avec et sur les lieux que comporte tout acte d'habiter comme la production d'un chez-soi.

Le logement renouvelle ainsi le regard sur le soi, le couple et en particulier la famille « dans la mesure où il peut être considéré comme un analyseur des enjeux qui se nouent au sein des familles » (Bonvalet 1997 : 40). Il est l'objet d'enjeux tant économiques, qu'affectifs, de reproduction d'un « habitus familial », de transmission de valeurs financières, conjugales et sociales, car « la position résidentielle de l'individu ne concerne pas seulement le ménage dans lequel il vit, mais rejaillit, en quelque sorte, sur l'ensemble du groupe familial » (Bonvalet 1997: 40).

Actuellement ce courant sociologique poursuit son investigation des liens entre logement et famille par l'analyse de l'incidence des nouvelles formes familiales sur les usages de l'habitat et la gestion des espaces (Bonvalet, Clément & Ogg 2011), des relations entre famille, logement et emploi, afin de déterminer l'incidence de chacune des sphères dans les trajectoires professionnelles, résidentielles et sociales (Ortar 2015b; Ortar & Goyon 2009; Vignal 2005b, 2012), des organisations familiales induites par des installations en périurbain (Ortar 2008, 2010; Ortar & Bossuet 2008; Pinson & Thomann 2001). On note la poursuite des travaux sur les relations dans et à l'habitat social¹²⁰, l'accès à la propriété des classes populaires¹²¹, comme des petits-moyens¹²² qu'ils résident en banlieue ou en périurbain et l'émergence de

¹²⁰ Cf. la thèse Fanny Parise (Parise 2015), *Habiter et consommer le logement social : une approche stratégique de l'habiter des classes populaires et moyennes sous contraintes de pouvoir d'achat* ou la thèse de Lucie Bonnet (Bonnet 2013), *La métamorphose du logement social. Faire du logement le support de capacités*.

¹²¹ Cf. la thèse de Violaine Girard (V. Girard 2009), *Un territoire périurbain, industriel et ouvrier : promotions résidentielles de ménages des classes populaires et trajectoires d'élus salariés intermédiaires de l'industrie dans la Plaine de l'Ain*, celle d'Anne Lambert (Lambert 2012), *"Tous propriétaires!" Politiques urbaines et parcours d'accédants dans les lotissements périurbains (des années 1970 à 2010)*, d'Hélène Steinmetz (Steinmetz 2013), *Produire des petits propriétaires ? Les HLM et l'accession à la propriété, 1953-2010*, l'article de Pierre Gilbert (Gilbert 2013), « Devenir propriétaire en cité HLM. Petites promotions résidentielles et évolution des styles de vie dans un quartier populaire en rénovation » ou, dans un contexte plus exotisant, celle de Quanbi Zu (Quanbi 2014), *La question du logement dans la ville chinoise au cœur des mutations urbaines : une sociologie des nouveaux modes d'habiter entre héritage et modernité : le cas de Pékin*.

¹²² Cf. Marie Cartier, Isabelle Coutant, Olivier Masclet et Yasmine Siblot (Cartier *et al.* 2008), *La France des «petits-moyens». Enquête sur la banlieue pavillonnaire*.

nouveaux questionnements comme l'influence du genre lors de l'accès à la propriété¹²³. D'autres recherches questionnent la fonction du logement au cours des étapes de la vie que ce soit par l'analyse des trajectoires résidentielles que je détaille au chapitre suivant ou du cycle de vie¹²⁴.

L'ensemble de ces travaux brosse ainsi une riche fresque des usages du logement et des pratiques entourant l'habitat, de ses enjeux sociaux comme économiques, politiques et familiaux. Les avancées majeures effectuées sur les plans de la conceptualisation comme de la méthodologie offre des outils pour appréhender ce que peut être un habiter contemporain dans un contexte de multiplication des lieux de vie mais interrogent peu les liens entre mobilité et habiter. Au sein de ces travaux mes propres recherches se situent aux liminalités de l'anthropologie qui questionne rarement l'habiter contemporain en tant que tel, les travaux récents portant sur les marges de la société, comme de la sociologie parce que mes objets de recherches interrogent des micro-objets (les résidents secondaires, les travailleurs mobiles) ou dont la sociologie urbaine commence seulement à s'emparer comme le périurbain¹²⁵. Enfin le croisement de mes objets de recherche avec d'autres champ et thématiques sociologiques, comme le travail, la mobilité spatiale, des dimensions constitutives de l'habiter mais traitées dans d'autres champs de la sociologie et donc dans d'autres espaces intellectuels et éditoriaux, contribuent à une difficulté d'identification. Je me propose de traiter au chapitre suivant les travaux qui ont directement questionné le mouvement et les mobilités résidentielles ainsi que l'outillage théorique destiné à qualifier la relation aux lieux dont je me suis emparée.

¹²³ Cf. l'article de Sybille Gollac (Gollac 2015), « Gardiennes et bâtisseurs. Genre et production d'histoires autour de "maisons de famille" ».

¹²⁴ Cf. la thèse en cours de Fanny Auger, *Habitat et cycle de vie : aménager son logement en début de retraite*.

¹²⁵ Des travaux existaient en sociologie rurale comme ceux de Françoise Dubost (Dubost 1990, 1991) sur les lotissements mais ont connu peu de postérité.

8 – Théoriser les lieux et le mouvement dans l’habiter

La mobilité, entendue en tant que déplacement des populations à des fins migratoires ou de circulation, a largement été sous-estimée dans les études historiques au profit d’une sur-représentativité de la sédentarité¹²⁶. Pour Mimi Sheller et John Urry (Sheller & Urry 2006) en sociologie et Liisa Malkki (Malkki 1992) en anthropologie, que le mouvement n’ait pas été analysé plus tôt proviendrait des représentations statiques de l’espace qui ont créé une emphase sur les lieux, alors même que, pour les individus qui se sont adaptés au nouvel ethos de la flexibilité, il y aurait peu de place pour les attachements, que ce soit aux lieux ou aux collègues. D’autres travaux se sont toutefois efforcés de comprendre le sens des lieux, comme les recherches de Michel Bassand et Marie-Claude Brulhardt (Bassand & Brulhardt 1980) sur la mobilité spatiale englobante, l’ouvrage dirigé par Jean-Marie Berthelot et Monique Hirschhorn (Berthelot & Hirschhorn 1996) sur la mobilité et les ancrages, ou encore les travaux d’Alain Tarrius (Tarrius 1992a, 1992b, 1993) sur les savoir-faire et savoir-être développés par les personnes circulant entre pays, de Yannick Sencébé (Sencébé 2004) sur les liens aux lieux, tout comme d’Anthony Giddens (Giddens 1990) sur les conséquences de la modernité. Autant de recherches qui préfigurent le « mobility turn » et montrent l’intérêt développé par la sociologie, et dans une moindre mesure l’anthropologie, pour la mobilité dans sa relation aux lieux.

¹²⁶ Cf. Hans Barnard et Willeke Wendrich (Barnard & Wendrich 2008), *The Archaeology of Mobility: Old World and New World Nomadism* pour une perspective archéologique et comparative, pour une étude historique du phénomène migratoire dans les Alpes Pier Paolo Viazzo (Viazzo 1989), *Upland Communities. Environment, Population and Social Structure in the Alps since the Sixteenth Century* et pour une période plus proche, l’ouvrage de Paul-André Rosental (Rosental 1999), *Les sentiers invisibles: espace, familles et migrations dans la France du 19^e siècle*. Voir aussi William et Felicity Lancaster (Lancaster & Lancaster 1998) qui, à partir de leurs recherches sur le Moyen-Orient, montrent l’importance de penser le nomadisme et la sédentarité ensemble et non comme des phénomènes opposés.

La mobilité accrue des biens comme des personnes, le développement des techniques de communication a contribué à bouleverser les anciens cadres de référence spatiaux (Giddens 1991; Harvey 1989; Jolivet & Léna 2000; Rosa 2010). Le rapport aux lieux s'est modifié sous l'effet des changements d'échelle, de l'accélération, de l'intensité des flux et des modèles d'interaction sociaux interrégionaux (Abélès 2008: 17). Leurs effets se font sentir sur le quotidien même des ménages les plus modestes (É. Le Breton 2008) car la recherche de vitesse a modifié l'organisation spatiale des villes et accru la ségrégation (Fol 2009). En effet, ce jeu d'échelles exerce une incidence sur les mobilités jusque dans le cadre de communications internes à un pays ainsi que le montrent les analyses du géographe David Harvey (Harvey 1989) sur la compression du temps et de l'espace, l'accélération des interactions socio-économiques ayant rétréci l'expérience du globe ce qui se traduit par l'intrication accrue du global et du local.

Le résultat est que même si le quotidien continue d'être local, nos mondes phénoménologiques sont devenus en partie globaux. Les décisions prises pour agencer nos vies, familiales comme professionnelles, tiennent implicitement compte de ces nouveaux paramètres et exploitent les possibilités technologiques, des moyens de transport aux télécommunications, mais aussi les transformations des cadres normatifs générés par l'évolution du capitalisme vers plus de flexibilité, ou s'en trouvent exclus (É. Le Breton 2008). Les conséquences se lisent dans la modification de la relation aux lieux, aux modes d'habiter et la conception de la vie professionnelle induite par un contexte de transition économique, politique et écologique producteur d'incertitudes et d'une complexité croissante (Balandier 1988). Aussi, l'un des effets de la surmodernité, cette modernité soumise à l'influence de facteurs multiples, complexes et éventuellement contradictoires relevant d'un effet combiné de l'accélération de l'histoire et d'un rétrécissement de l'espace géographique (Augé 2009) est d'occasionner « une individualisation des destins » comme des diverses destinations de l'action, « l'*individualisme de masse* se substituant à un *collectivisme* » (Virilio 2008). L'incidence de la surmodernité et de la crise de

l'identité des lieux produit, selon Michel Agier, deux ordres de réalité étroitement mêlés. « L'un met en évidence le détachement émancipateur, qui est le bonheur et la liberté du non-lieu, dans un monde plein. L'autre est le déchirement violent, la perte de repère et l'errance, le vide. Ces deux logiques ne sont pas indépendantes ni séparées. Elles se déploient dans la partition mondiale des espaces comme elles se retrouvent au sein d'un même espace ; elles se manifestent dans la catégorisation en chaîne des individus comme au sein de chaque biographie individuelle » (Agier 2008). Ce mouvement est inégalement réparti socialement, spatialement tout autant qu'au cours de la vie, mais affecte peu ou prou une part importante de la population et questionne sur ses effets sur l'habiter car, si l'on retient l'hypothèse de Georges-Hubert de Radkowi, contrairement au sédentaire, « le nomade¹²⁷ ne demeure pas dans le lieu uni à ce qui est. Il vit sous le signe de l'étendue : extériorité essentielle, pure puissance d'exclusion » (Radkowski (de) 2002: 157). De quel outillage théorique dispose le chercheur pour appréhender les effets de la mobilité sur l'habiter ? Je me propose de revenir sur deux notions, les modes d'habiter et les trajectoires résidentielles, dont l'usage s'est avéré essentiel pour m'aider à appréhender le sens de la mobilité dans l'habiter.

¹²⁷ Le nomade de Radkowski est uniquement issu de la modernité. Je partage les réticences de Jean-Loup Amselle (Amselle 2011) face à ce qu'il qualifie de « nomadologie » relevant le plus souvent d'une idéologie romantique et exotisante de phénomènes sociaux dont la représentation « sous la forme d'une sorte de mobilité essentielle, a été érigée en modèle par l'idéologie contemporaine, en particulier pour ce qui concerne le devenir de l'individu. De sorte qu'il s'est produit un glissement de sens, les modalités concrètes de fonctionnement de certaines collectivités humaines, à une certaine phase de leur histoire et dans un environnement géographique déterminé, devenant la façon optimale pour l'individu de se comporter dans la société postmoderne ». Rappelons que pour Pierre Bonte (Bonte 2006), le nomadisme relève d'une forme particulière d'inscription dans l'espace liée à la mobilité des parcours et de l'habitat lequel structure l'espace symbolique tandis que l'espace dans lequel il s'inscrit varie en fonction des déplacements. Si Pierre Bonte n'exclut pas que le camping ou certaines formes actuelles du travail industriel puissent être assimilées à des formes de nomadisme, il n'inclut pas toute forme de mouvement erratique dans l'espace. Cf. également la critique effectuée par Morten Pedersen (Pedersen 2007) sur l'usage souvent peu informé du nomadisme par les sciences sociales.

8.1 - Qualifier la relation aux lieux : les échelles des modes d'habiter

En marge des travaux centrés sur l'urbain et la matérialité du logement mentionnés au chapitre précédent, des recherches portées aussi bien par la géographie que la sociologie ont cherché à appréhender la relation des êtres humains à leurs espaces de vie. Les observateurs de la vie quotidienne ont ainsi développé un ensemble de concepts et de notions au nombre desquels figurent le style, le mode, le genre de vie, les manières d'habiter¹²⁸, ou encore les modes d'habiter, notion autour de laquelle j'ai co-animé un séminaire, pour qualifier la relation aux lieux dans leur diversité.

La quête d'un concept pouvant décrire les formes sociales est une question centrale de la sociologie comme le rappelle Salvador Juan (Juan 1991)¹²⁹. Pour ce sociologue, « les modes de vie sont souvent assimilés à des non-êtres sociologiques dissous dans des pratiques consommatoires, la banalisation du quotidien ou dans des déterminations de la situation sociale des agents ; ils seraient sans épaisseur, véritables spectres à l'intermédiaire des « pratiques » et de « l'institué », comparables à ces « foyers virtuels » dont Lévi-Strauss parle à propos de la notion d'identité, sans existence réelle, un objet se situant dans l'interstice entre ce qui est déterminé et ce qui est déterminant » (Juan, 1991 :13). Aussi, le mode de vie représente un ensemble de normes de groupe. De la focale sur laquelle se fixe l'observateur pour conserver un niveau de pertinence dépend l'observation des modes de vie. Elle « pourra être ainsi considérée comme une question de résolution, au sens optique du terme, c'est-à-dire de pouvoir séparateur, quitte à se demander,

¹²⁸ L'expression est utilisée par Christian Bromberger (Bromberger 1988), Yves Grafmeyer (Grafmeyer 1991), Philippe Bonnin qui en fait le titre d'un numéro spécial de *Communications* et définit manières d'habiter « comme objet d'un champ scientifique que travaille une socio-anthropologie de l'espace habité » (Bonnin 2002: 6).

¹²⁹ Cette quête d'un concept pouvant décrire des formes sociales provient d'une question : « à quelles conditions logiques et sociologiques des régularités d'usages peuvent-elles se décrire en tant que formes sociales ? » (Juan 1991 : 13).

comme Georges Perec, s'il faut penser avant de classer ou classer avant de penser » (Léger 1998: 365). Selon Pierre Bourdieu (Bourdieu 1979) le style de vie se rapporte à une orientation individuelle de l'action, un système de pratiques classées et classantes, de goûts et de choix. Le style de vie renvoie à l'analyse de l'unité familiale ou de l'acteur par un ensemble complexe et donc singulier de propriétés déterminées par ses capitaux culturels, économiques et sociaux (Juan 1994). Aussi, « pour des usages formant un mode de vie, le style de vie sera ce qui particularise l'individu, le genre de vie étant la variation de ces usages dans une population homogène » (Léger 1998 : 365-366). Derrière la locution « style de vie » sont visées des pratiques individuelles plus que des groupes sociaux, cependant, comme le relève Nicole Mathieu (Mathieu 2012), cela ne dit rien de la relation aux lieux, ni de l'articulation de ces relations.

Pour pallier aux limites du concept, Juan propose « la recherche d'un niveau intermédiaire de structuration des pratiques [qui] ne peut se faire que dans les formes d'articulation de l'acteur et du système, c'est-à-dire par l'analyse du rapport que l'acteur entretient à sa situation sociale qui est aussi et surtout un rapport à son propre devenir » (Juan 1991 : 14). L'hypothèse est que « les acteurs participent à la production de leur situation sociale et construisent ainsi des systèmes d'action, appelés "genres de vie", qui peuvent se sédimenter aussi en usages sociaux » (Juan 1991 : 15). La notion de « genre de vie » décrit un processus « par lequel se produisent et se transforment des situations sociales, c'est-à-dire par lequel s'engendrent des formes » (Juan 1991 : 36). Le genre de vie caractérise des segments de la société où « l'individu est toujours acteur mais il a plus ou moins de capacité d'action » (Juan 1991 : 205). Ce qu'il semble important de retenir de la notion est que « les genres de vie sont un travail collectif par lequel des projets se transforment en situations et des innovations culturelles en usages. [...] La formation d'un usage est toujours collective, même si une minorité peut en être à son origine » (Juan 1991 : 213). En effet, « l'individu et le collectif, le public et le privé, ne peuvent être séparés si l'on veut comprendre ce lieu-moment particulier qu'est le genre de vie comme figure du social articulée aux vécus individuels » (Juan 1991 : 214). « En

d'autres termes, le système – les appareils de gestion – produit des modes de vie standardisés ou des “modes de vie” moyens qui correspondent à ce que Gurvitch (Gurvitch 1947) appelait “les formes routinières du contrôle social” s’effectuant par les modèles et les règles auxquels les acteurs, dans leur vécu, opposent les particularités de leur style de vie. Le genre de vie est une forme conceptuelle visant à explorer le lieu nodal de ce rapport social » (Juan 1991 : 217). On retiendra que le genre de vie se construit sur la satisfaction des besoins et l'écart à la norme.

En géographie, Vidal de la Blache (Vidal de la Blache 1911) avait conceptualisé les genres de vie comme un facteur explicatif de la différenciation des contrées et de modification de la nature par la société. Cette notion, inscrite dans la longue durée, mobilise les normes et les valeurs (« habitudes ») des sociétés. Max Sorre (Sorre 1948), tenant compte des évolutions de la société au cours de la première moitié du vingtième siècle, intègre en 1948 dans la définition du genre de vie la circulation, la ville et les transformations de la vie rurale. L'une des lacunes du concept est de ne pas prendre en compte le caractère symbolique des lieux, les usages de la maison et de ce qui l'entoure. Ainsi, que ce soit en sociologie comme en géographie, genre de vie tout en mobilisant le rapport aux normes et aux valeurs, ne rend pas compte de la relation aux lieux dans leur diversité.

La notion de mode(s) d'habiter émerge dans la littérature sur le logement au cours des années 1970¹³⁰. Le terme est fréquemment utilisé sans être défini même si Yvonne Bernard propose une interprétation dans un texte de 1995 : « nous entendons par mode d'habiter le rapport entretenu par une personne ou une famille avec son logement, ce rapport pouvant être essentiellement analysé à travers l'évaluation du temps passé à domicile, l'intérêt qui lui est accordé et surtout les pratiques qui y sont développées » (Bernard 1995: 30). Barbara Allen propose une définition

¹³⁰ Jean-François Augoyard parle ainsi de « modes d'habiter » in *Les pratiques d'habiter à travers les phénomènes sonores. Contribution à une critique de l'habitat* (Augoyard 1978) sans définir le terme.

similaire : « la notion de mode d’habiter telle que nous en avons rendu compte jusqu’ici permet de qualifier la rencontre entre une personne et un habitat. Elle permet d’appréhender une certaine vision, perception, pratique du quartier propre à la rencontre d’une personne singulière et d’un espace particulier » (Allen 2003: 141). Pour ces deux auteures, les modes d’habiter renvoient au lien établi entre un habitat, qui pour Barbara Allen s’étend au quartier, et un ou des individus analysé(s) au travers de pratiques et de perceptions. Le terme est par ailleurs fréquemment utilisé sans être défini. Ainsi Catherine Bonvalet et Françoise Dureau (Bonvalet & Dureau 2000) l’utilisent-elles dans le titre de leur article « Les modes d’habiter : des choix sous contraintes » qui interroge trois dimensions de la relation au logement : le statut, le type de bien habité et le choix de localisation, renvoyant ainsi implicitement les modes d’habiter à une analyse du logement. Cette récurrence du terme de « mode » coïncide avec l’apparition de recherches visant à qualifier la relation aux lieux et à préciser ce qu’habiter veut dire.

En géographie, la réflexion sur les « modes d’habiter » relève davantage des travaux sur la périurbanisation et l’habitat rural que des études urbaines. C’est cette posture qu’illustre Nicole Mathieu (Mathieu 1996) dans sa recherche de conceptualisation. Elle envisage le mode d’habiter comme portant sur trois dimensions du réel — les pratiques (factuelle), les représentations (idéelle) et la matérialité — qui doivent être considérées conjointement. Ce concept engage à varier le point de vue en considérant le logement, le système résidentiel (Dureau 2002), mais aussi le travail, la sociabilité, la consommation et bien sûr les déplacements quotidiens, saisonniers ou occasionnels. Par-là, c’est à un va-et-vient entre les échelles géographiques que l’étude des modes d’habiter nous convie (logement, environnement immédiat, quartier/village, ville/canton, région, nation, monde). La notion de mode d’habiter emporte ainsi l’idée de pratiques, de socialisation, de comportements, de manières de faire, d’usages, comme dans les expressions mode de vie ou mode de production. Ce sont autant d’éléments que j’intègre dans mes recherches et qui m’aident à qualifier la relation à l’habiter que ce soit lorsque j’analyse l’incidence sur la

relation à l'habiter de la double résidence pour les résidents secondaires ou les travailleurs mobiles, les fonctions économiques et symboliques de la datcha ou, depuis quelques années, la place de l'énergie dans les univers domestiques.

Surtout, modes d'habiter impose de penser la relation habitante à l'ensemble des lieux de vie. Comme l'a remarqué Mathis Stock, habiter tel que conceptualisé notamment par Heidegger regarde la façon dont les individus sont dans l'espace. Elle relève donc d'une représentation essentiellement fixe de l'habiter et porte « sur "l'être" et sur le "dans", rendant la conception de l'espace statique, prédéterminée et empêche ainsi de saisir les multiples façons dont il est mobilisé dans des situations variées » (Stock 2007: 105). La notion de « mode d'habiter » rend ainsi compte de la manière dont une personne habite, c'est-à-dire construit des liens sociaux, pense et pratique l'espace en général et les lieux et milieux de vie en particulier. Toutefois, le « mode d'habiter » dépasse le cadre de l'habitat, du logement. La posture de recherche que sous-tend « mode d'habiter » est d'intégrer ses rapports à ses autres lieux de vie (de travail, de sociabilité, de récréation, de villégiatures...) et à leurs environnements¹³¹ : une interprétation de l'habiter dont je me suis emparée pour rendre compte de la place des lieux et des flux dans les pratiques habitantes. Il s'agit d'appréhender les logiques qui président les comportements de l'habitant et qui donnent sens et cohérence au système socio-spatial de la personne. Mode d'habiter s'intéresse aussi bien à la forme de ce système, à sa structuration multi locale et aux pratiques qui le dessinent, qu'à ses fondements, c'est-à-dire aux valeurs et normes, au système symbolique et au contexte sociétal dans lequel évolue l'habitant (Morel-Brochet & Ortar 2014).

Pour Mathis Stock (Stock 2006b) les modes d'habiter peuvent être définis comme l'ensemble des pratiques d'appropriation des lieux par les individus, ce qui permet d'articuler la dimension spatiale à la dimension sociale. Ce géographe considère que les modes d'habiter laissent de côté les normes, les

¹³¹ Cf. Anne Monjaret (Monjaret 2007) sur l'appropriation des lieux de travail dont elle présuppose un continuum entre habitation et lieux de travail.

institutions, les infrastructures et les valeurs. Il propose la notion de régime d'habiter pour les y intégrer. C'est à mon sens oublier qu'habiter renvoie nécessairement à des normes, des valeurs, un système culturel dont l'individu hérite, qui le façonne et dont le chercheur ne peut faire abstraction. Habiter et les pratiques spatiales n'existent pas en dehors de tout contexte social. L'intérêt de la notion est aussi de saisir « l'ordre » et le « désordre »¹³² dans les modes d'habiter c'est-à-dire la diversité, les variations autour des façons d'habiter, la norme et le hors norme et donc les transformations du social, tout comme la multiplicité des lieux habités.

8.2 - Qualifier la mobilité résidentielle : de stratégie à trajectoire

La notion de modes d'habiter permet d'éclairer la relation entre les lieux et les liens aux lieux car elle questionne les différentes échelles de l'habiter. Elle n'offre toutefois pas un outillage théorique pour appréhender la mobilité. Les premiers outils conceptuels et méthodologiques pour questionner la mobilité se profilent au cours des années 1970. Confronté à la question du logement dans la situation catastrophique de l'après-guerre, l'INED lance plusieurs enquêtes dont « Le peuplement de Paris »¹³³, puis son pendant national « Mobilité géographique et concentration urbaine en France »¹³⁴ dont le but est d'approfondir la connaissance des phénomènes migratoires, ce qui facilite notamment la mise en évidence d'une étroite corrélation entre mobilité personnelle et mobilité de la famille d'origine, en fonction de l'âge, de

¹³² Cf. la critique de l'ouvrage de Mary Douglas, *De la souillure* : « En affirmant que l'établissement de l'ordre par la pureté est universel, elle trace un mouvement unidirectionnel du chaos à l'ordre, sans prendre en compte les forces sociales qui cherchent à transformer l'ordre en ambiguïté, désordre ou hybridité » (Dürr & Jaffe 2010: 4, traduction Emilie Guitard).

¹³³ « Le peuplement de Paris. Origine régionale. Composition sociale. Attitudes et motivations », enquête n°84 réalisée par Guy Pourcher (Pourcher 1966).

¹³⁴ « Mobilité géographique et concentration urbaine en France. Une enquête en province », enquête n°87 réalisée par Alain Girard, Henri Bastide et Guy Pourcher (A. Girard, Bastide & Pourcher 1964).

l'appartenance sociale et du genre, les hommes se révélant dans l'ensemble moins mobiles que les femmes. L'âge de la première mobilité influence également de futures mobilités. Les auteurs montrent que les motifs de mobilité changent avec la taille de la ville. La mobilité professionnelle est surtout le fait des habitants des villes, la mobilité matrimoniale celle des campagnes (Bonvalet 1994). Ces premières recherches féconderont celles sur les mobilités résidentielles et l'analyse des trajectoires résidentielles.

Simultanément, se ressent le besoin d'une compréhension fine des pratiques individuelles de déplacement qui appelle des approches plus transversales. Sa tradition relève de la socio-économie des transports qui elle-même provient d'un partage des tâches apparu lors de la création de l'École de Chicago entre une sociologie urbaine en train de se structurer et une science des trafics également en cours de constitution en raison de la massification de l'accès à l'automobile. Elle fondera une nouvelle tradition d'analyse des déplacements urbains, entièrement dévolue à la dimension spatiale (Lannoy 2003), reléguant durablement la circulation routière à un problème d'économie et d'ingénierie. La socio-économie passe alors de la notion de flux à celle de déplacement qui s'appuie sur une approche désagrégée des comportements individuels et une approche systémique qui met en relation sur un territoire donné les comportements individuels et l'ensemble de l'offre de transport (Commenges 2013). Cette évolution du vocabulaire traduit aussi un renouvellement des outils d'appréhension du réel. En France, il existera une institutionnalisation de ces recherches qui s'appuiera sur les compétences des ingénieurs des Ponts et Chaussées. Les approches économiques et les modèles de réseau et de trafic se construisent de manière symétrique aux approches sociologiques de la mobilité sociale (Gallez & Kaufmann 2009), mais ignorent les analyses portant sur les mobilités résidentielles. Les travaux les plus récents produits notamment par Stéphanie Vincent-Geslin et Vincent Kaufmann (Vincent-Geslin 2012; Vincent-Geslin & Kaufmann 2012), ne mentionnent pas cette littérature, leurs analyses de la mobilité reposant principalement sur celle de modèles de déplacements produits par les économistes en dépit des travaux

de Vincent Kaufmann (V. Kaufmann 2008) sur les liens entre mobilité et ancrage.

Cette sociologie s'attache à appréhender et qualifier la dynamique des parcours afin de rendre compte de la richesse des trajectoires résidentielles. Dans la recherche francophone, le terme de mobilité résidentielle est souvent utilisé en synonyme de « parcours », « itinéraires », « cursus », « trajectoires », alors même que ces notions ne se recouvrent pas totalement (Authier *et al.*, 2010), voire empruntent des sens différents (Grafmeyer & Dansereau 1998). Dans le cadre de mes recherches, le terme de trajectoire joue un rôle important. Je vais donc revenir sur sa genèse et sur son lien avec la mobilité résidentielle.

Dans le champ des études urbaines, les questionnements autour de la mobilité résidentielle sont très tôt associés à la réflexion sur d'autres formes de mobilité. En introduction à l'ouvrage consacré à l'École de Chicago, Yves Grafmeyer et Isaac Joseph relèvent que pour Robert Park la mobilité résidentielle, commandée en grande partie par la mobilité sociale, n'est pas pour autant indépendante de cette inscription dans l'espace. Grafmeyer et Joseph notent que « Park souligne à juste titre l'importance des histoires de vie pour saisir concrètement les interactions permanentes entre le cheminement résidentiel des familles et l'évolution "de leurs attitudes, de leur état d'esprit, de leurs perspectives, et avant tout des idées qu'elles se font d'elles-mêmes" » (Grafmeyer & Joseph 1979: 36).

À partir des années 1960, se propage en France un intérêt croissant pour l'étude des processus, complétant celle des positions résidentielles saisies à un moment donné. Ainsi, le passage de la migration résidentielle au champ sémantique des mobilités résulte d'un changement de regard sur les migrations (Bonvalet & Brun 2002). En effet, des questions de migrations étudiées en termes de flux et de stocks, on passe alors progressivement à des interrogations sur la mobilité posées au niveau individuel (Brun 1993). Parler de mobilité plutôt que de migration nous disent Catherine Bonvalet et Jacques Brun, c'est aussi évoquer de façon souvent implicite et donc idéologique « tout un ensemble

de relations entre les différentes formes de la mobilité spatiale et la « croissance », perçue comme un "progrès" (économique mais aussi social), selon un postulat presque consensuel » (Bonvalet & Brun 2002: 64)¹³⁵. À ce glissement sémantique correspond également à la fin des années 1980 un intérêt de la recherche renouvelé par « la prise en compte accrue de changements sociaux, économiques et politiques datant de la deuxième moitié du XX^e siècle » (Authier *et al.*, 2010).

L'un des premiers efforts de conceptualisation théorique pour saisir ces processus porte sur les stratégies résidentielles développées par les ménages. L'organisation, à la fin des années 1980, d'un séminaire destiné à explorer ce concept (Bonvalet & Fribourg 1990), a montré tout l'intérêt d'une posture épistémologique accordant « à l'habitant un réel pouvoir de décision ou, à défaut, une maîtrise partielle de son devenir » (Gotman 1990). En effet, rappellent Catherine Bonvalet et Françoise Dureau (Bonvalet, Dureau 2000), la notion de stratégie « restituée à l'acteur sa part d'initiative dans l'élaboration de sa propre existence » (F. Godard 1990). Elle est donc pertinente pour apprécier les logiques résidentielles des ménages, car « les individus et les ménages disposent au cours de leur vie d'un minimum de liberté d'action et de lucidité dans leurs pratiques résidentielles » (Brun 1990), y compris pour les moins favorisés. Les trois principaux facteurs qui jouent un rôle primordial dans les stratégies résidentielles des ménages sont : le statut d'occupation, sa localisation et la taille du logement. Catherine Bonvalet et Françoise Dureau (Bonvalet & Dureau 2000) préféreront par la suite remplacer ce dernier critère par le type d'habitat.

L'engouement envers la notion de stratégie va de pair avec les transformations de la société : dans un monde qui change, les ménages doivent s'adapter en développant de nouvelles stratégies. Cela « est tout particulièrement vrai dans les rapports au travail, marqué par le chômage et la

¹³⁵ Pour un questionnement des implicites de la mobilité et leur remise en question *cf.* l'ouvrage dirigé par Sylvie Fol, Yoan Miot et Cécile Vignal (Fol, Miot & Vignal 2014), *Mobilités résidentielles. Territoires et politiques publiques.*

montée de l'activité féminine » (Bonvalet & Brun 1998: 316). La notion de stratégie résidentielle, « sans attribuer au ménage un contrôle absolu de sa destinée en fonction d'objectifs fixés au départ » (Grafmeyer 2008 [1994]), lui reconnaît cependant une part de liberté, dans un « horizon des possibles » plus ou moins étendu.

La notion de stratégie résidentielle ouvre en particulier la recherche sur le logement aux questions de temporalité et de reproduction laissées jusqu'ici dans l'ombre par l'analyse des modes de vie centrée sur des notions plus instantanées. En mettant l'accent sur les processus, dans une perspective temporelle longue, « en maintenant l'idée d'un flux non seulement entre l'individu et la formation sociale mais aussi entre le passé, le présent et le futur » (D. Morgan 1989), cette notion a contribué à inscrire la connaissance du changement social et des processus de reproduction dans une problématique spécifiquement urbaine (Gotman 1990: 34). La notion questionne « comment l'espace des possibles pour chaque individu, à chaque ou à certains moments de son existence, se décale de celui des destins probables » (F. Godard 1990) du groupe social auquel il se rattache ainsi que les ressources, économiques, sociales, culturelles sur il s'appuie (Gotman 1990). Pour le chercheur, cela suppose également une bonne connaissance de l'histoire du logement, de la politique, du système de financement, du transport, des terrains observés, des histoires micro locales afin d'« évaluer les contraintes qui pèsent sur les trajectoires résidentielles, les arbitrages opérés et le degré de mobilisation des ressources à leur disposition et d'identifier le champ des possibles des individus et des ménages » (Bonvalet & Dureau 2000: 132).

Pour Francis Godard, il s'agit de stratégies car elles « maîtrisent le temps, s'inscrivent dans l'espace homogène des rapports de force pour obtenir le (ou du) pouvoir et se réfèrent à des lieux propres (une propriété, un patrimoine, une institution, etc.). Les tactiques produisent plus qu'elles ne calculent. Elles sont du domaine de l'énonciation et non de la langue, de la « performance » et non de la « compétence » (F. Godard 1990 : 17). Pour

Godard, ces stratégies ne sauraient donc être réduites à de simples tactiques, c'est-à-dire à des manières d'agir au quotidien assimilables à des ruses, à l'art d'utiliser les occasions qui se présentent pour reprendre la définition de Michel de Certeau (Certeau, 1990 : 63). En effet, pour Certeau, les stratégies sont des opérations effectuées par les puissants, tandis que les tactiques sont mises en œuvre par les dépossédés, toujours mobiles et incapables de former une base permanente de culture. Parler de stratégies résidentielles sous-entend que les agents les plus faibles de la société disposent également de ressources pour se mobiliser dans le choix du logement et lors de l'accession à la propriété. Ce point de vue inscrit toutefois une intentionnalité forte là où existent également des tactiques, où l'accès au logement n'est pas que le fruit de stratégies maîtrisées mais le résultat de ruses, d'opportunités et de choix par défaut.

Intégrant l'idée d'un processus, la notion de stratégie résidentielle porte sur la durée car « la position résidentielle s'élabore dans le temps long des générations et des événements historiques et [...] n'est pas le simple produit des contraintes du moment (revenu, cycle de vie, marché du logement). Certaines trajectoires résidentielles ne deviennent compréhensibles qu'à condition d'observer la famille dans son ensemble et révèlent, à partir de là, une réalité familiale dont elles ne sont que l'expression. Comme l'ont montré les travaux du SRAI, l'aide de la famille – loin d'être instrumentale – n'existe réellement ou potentiellement que dans la mesure où elle fait partie d'un ensemble plus vaste englobant les flux de transmission immatériels et les flux de socialisation qui circulent au sein des familles. [...] La façon dont les individus se saisissent de cette mémoire et de ces projets est en soi significative, car la famille procure ou ne procure pas des atouts aux individus qui restent libres de les utiliser ou non » (Bonvalet 1993: 39). En outre, « l'entourage contribue à définir le champ des possibles en construisant, avec ses ressources, ses valeurs, ses habitus, un univers résidentiel, auquel l'individu pourra se référer ou avec lequel, au contraire, il pourra prendre ses distances » (Bonvalet & Brun 1998: 317).

La stratégie, on l'a vu, implique une intentionnalité et une mobilisation, tant individuelle que familiale, mais elle ne se rapporte qu'à un processus au sein des mobilités résidentielles. Il n'est ainsi pas surprenant que ce soit la notion de trajectoire qui ait connu une plus grande postérité. Parler de « trajectoire », plutôt que de parcours, d'itinéraire ou de mobilité revient à suggérer, comme le fait la notion de stratégie, qu'une série donnée de positions successives n'est pas le simple fait du hasard, mais s'enchaîne selon un ordre intelligible. Cette notion même de trajectoire peut être prise en des sens relativement différents. Selon Yves Grafmeyer prévaut pour partie « l'idée de parcours orientés, socialement institués ou sociologiquement déterminés, qui permet d'introduire de l'ordre dans les informations recueillies sur une population de grande taille » quand d'autres travaux, privilégiant la description fine des biographies individuelles, « se montrent plus enclins à prendre en considération les événements inattendus qui sont susceptibles d'infléchir durablement le cours ultérieur des existences, en combinant ainsi leurs effets propres avec ceux des grands déterminants sociaux et des stratégies personnelles » (Grafmeyer 1998 : 12).

L'intérêt de la notion de trajectoire résidentielle est qu'elle ne préjuge pas du degré de maîtrise que les personnes exercent sur leur propre mobilité comme semblait l'induire la notion de stratégie, car, écrit Yves Grafmeyer, « prendre en compte les dynamiques familiales conduit à relativiser le pouvoir explicatif des variables socio-économiques usuelles en saisissant les individus dans le temps de leurs biographies et dans la configuration de leurs liens interpersonnels. La notion de trajectoire familiale combine bien ce double horizon de référence. Elle désigne en premier lieu les formes socialement instituées et différenciées, d'inscription des parcours individuels dans des unités domestiques et dans des réseaux de parenté. Mais elle renvoie aussi, en un deuxième sens qui en élargit la portée, au devenir des constellations familiales elles-mêmes, saisies sur plusieurs générations » (Grafmeyer 1998: 9).

Pour Jacques Brun et Catherine Bonvalet, « l'analyse des trajectoires a donc permis de porter un autre regard sur le logement. D'une part, elle a montré la nécessité de prendre du recul à l'égard d'une certaine vision classique et réductrice des hiérarchies résidentielles : il existe des propriétaires pauvres comme il existe des locataires aisés. Le statut de locataire peut être un choix et l'accession à la propriété une contrainte » (Bonvalet & Brun 1998: 317). Les étapes ne s'enchaînent pas nécessairement selon un modèle ascendant, au terme duquel la propriété serait le couronnement de toute carrière résidentielle (Culturello 1993). D'autre part, cette analyse a contribué à montrer que les itinéraires résidentiels ne peuvent se comprendre à partir de la seule notion de résidence principale (Bonnin & Villanova 1999). L'existence d'une « résidence secondaire » et, plus généralement, les liens que l'individu a tissés avec différents espaces géographiques peuvent orienter des choix en matière de localisation et de statut d'occupation.

La trajectoire résidentielle peut ainsi s'inscrire dans un système résidentiel, c'est-à-dire, selon Daniel Pinson, « un mode d'habitat articulant plusieurs aires de résidence séparées dans l'espace et occupées différemment dans le temps » (Pinson 1988). La trajectoire et le système résidentiel proposent de dépasser le schéma linéaire d'intégration des migrations et habitat successifs de l'École de Chicago pour mieux rendre compte de « l'enchaînement d'espaces résidentiels successifs et la constitution d'une « maison¹³⁶ » à espaces multiples » (Gotman 1999: 133).

Le choix résidentiel constitue donc le solde d'arbitrages individuels, de couple et familiaux où intervient une pluralité de critères auxquels participent la possibilité et l'acceptation du déplacement quotidien. Comme le soulignait Henri Lefebvre à propos de l'accès à la propriété, « on n'achète pas seulement un volume habitable, commutable avec d'autres, sémiologiquement marqué par le discours publicitaire et par les signes d'une certaine distinction, [...] on achète

¹³⁶ Maison est entendue par Anne Gotman au sens d'unité de lieu et de production d'un groupe familial au sens leplaysien, ou de la « domus » telle que conceptualisée par Philippe Bonnin (Bonnin 1991).

un emploi du temps et cet emploi du temps constitue la valeur d'usage d'un espace » (Lefebvre 1974). L'analyse des emplois du temps et le croisement des mobilités résidentielles et quotidiennes ouvrent de nouvelles pistes de réflexion car cette démarche permet notamment d'appréhender l'élargissement des horizons parcourus lié au desserrement des lieux d'emploi et de logement, et l'accroissement des inégalités entre les groupes sociaux (M. Berger & Brun 2006: 13).

Croisée aux mobilités résidentielles, l'analyse longitudinale des mobilités professionnelles initiée par Guy Pourcher en 1966 offre également un apport de connaissances sur les raisons des changements résidentiels (Courgeau 1995) et par extension sur le quotidien des familles. L'entrée par la mobilité résidentielle est ainsi liée aux étapes de la vie familiale et professionnelle (Courgeau 1976; Murphy 1984; Taffin 1983), et à la mobilité quotidienne (Bonvalet & Brun 1998; Rémy 2004). En effet, écrit Jean Rémy, « le souci de la demeure dont le prototype reste par excellence la maison individuelle est un critère à partir duquel s'évalue la qualité du logement. Cette aspiration explique pour une part les prises de distance par rapport à un habitat où les contacts avec les autres s'imposent de façon aléatoire. La demeure suppose une liberté de manœuvre. La possibilité de se créer une demeure est une des raisons de l'attrait pour des espaces périphériques. Il est bien rare de trouver un logement de cette qualité à un prix abordable dans la ville "consolidée" » (Rémy 2004: 27), ce qui place les choix de localisation et les déplacements quotidiens entre choix individuel et production sociale (Massot & Orfeuil 2005).

Trajectoires dynamiques, choix des lieux de vie à un niveau plus fin, « à travers une localisation, c'est bien le choix d'un mode de vie dans la structure urbaine du moment, socialement construite, qui s'exprime. Choisir un lieu de résidence, c'est opter pour un rapport à la métropole, qui renvoie à la position relative au sein de la structure métropolitaine (centre/périphérie), c'est-à-dire aux ressources de l'espace métropolitain accessibles à partir d'une certaine localisation du logement pour une catégorie sociale donnée » (Bonvalet &

Dureau 2000: 143). La notion de trajectoire sert ainsi à mieux saisir les déplacements comme les ancrages et d'en interroger le sens au regard des parcours individuels comme familiaux.

Plus large, cette notion permet au chercheur d'articuler le logement avec les autres éléments structurants de la vie quotidienne. Il s'agit de mettre en relation les divers champs des possibilités qui en déterminent les flux et donc les autres mobilités. Ainsi, « les mobilités et immobilités résidentielles ne prennent tout leur sens que par rapport à une trajectoire de vie qui engage de façon plus large différents domaines d'implication des êtres sociaux » (Grafmeyer 2008 [1994]: 72), rendant ainsi compte de la nécessité d'affiner l'analyse et de retenir la notion de trajectoire en ce qu'elle ne présuppose pas des mobilités. En outre, se situant à la jonction entre l'individu et la famille, la notion de mobilité résidentielle peut être difficile à cerner car elle se modifie quand « on change d'unité d'analyse, et en particulier quand on passe de l'individu ou du ménage à la famille étendue : ainsi, sur un même site, tantôt ce sont des mouvements individuels d'entrée, de sortie et de retour dans la localité qui s'éclairent à la lumière des réseaux de parenté qui s'y trouvent durablement implantés ; tantôt au contraire, quelques décennies plus tard, c'est la sédentarisation des nouveaux venus qui fait obstacle à la reconduction des anciennes constellations familiales, et induit à terme leur effacement de la scène locale » (Grafmeyer, 1998 : 13). Le point de vue est ainsi susceptible de fluctuer au gré des variations des échelles spatiales de référence. En outre, si les mobilités se comprennent sur le temps long, il est nécessaire de considérer les changements qui affectent le cadre de vie car l'immobilité au sein d'un quartier dont la composition sociale s'est radicalement modifiée peut être interprétée comme une sorte de mobilité « passive ».

Modes d'habiter offre un cadre d'analyse pour appréhender les différentes échelles et lieux de l'habiter en postulant que tous les espaces du quotidien sont habités, l'important étant alors de qualifier la relation aux lieux

et aux espaces traversés. La notion de trajectoire résidentielle offre elle la possibilité de retracer des parcours, d'appréhender les stances de mobilité comme d'immobilités tout en les restituant dans une perspective diachronique. Ces deux notions sont mises à l'épreuve tout au long des chapitres qui suivent. L'analyse des trajectoires est particulièrement questionnée au chapitre suivant qui permet de revenir sur l'intérêt et les limites de cette notion.

9 – Habiter en périurbain : la mobilité au quotidien

L'habitat en maison était déjà massivement plébiscité (Bernard 1995; Dubost 1991) quand l'accession à la propriété est devenu un statut envié (Bourdieu & Saint-Martin (de) 1990), tant pour la stabilité et la sécurité que conférerait ce statut, que des aspirations patrimoniales (Bernard 1995). Actuellement, deux tiers des accessions à la propriété ont lieu dans de l'habitat individuel, majoritairement situé dans les espaces périurbains (Lambert 2015). Dans un « parcours logement » idéal l'aboutissement ne saurait être que la propriété, et la location une étape (Culturello 1992). La maison est de fait un investissement qui cristallise des désirs et des représentations de normes attachées à l'idée de réussite sociale et individuelle (Bourdieu 1990; Ortar 2011b; Ortar & Goyon 2009; Raymond *et al.* 2001 [1966]). La propriété confère une position résidentielle et par là même une position sociale (Bourdieu 1990; Cartier, Coutant, Masclet & Siblot 2008) que le statut professionnel ne permet pas toujours d'acquérir (Bonvalet & Dureau 2000; Ducourant, Mortain & Vignal 2014). L'accession est ainsi à relier aux aspirations tant individuelles que conjugales et familiales. En effet, comme l'analysent Violaine Girard, Anne Lambert et Hélène Steinmetz (V. Girard, Lambert & Steinmetz 2013) si l'accession à la propriété reconfigure l'espace des possibles pour certaines fractions des classes populaires, elle s'accompagne également d'une redéfinition des hiérarchies sociales, des modalités de cohabitation entre classes et fractions de classes sociales, ainsi que des rapports sociaux intrafamiliaux. La maison, construite ou achetée, est ainsi investie d'une forte charge symbolique, elle reste indissociable « de la maisonnée comme groupe social, durable et du projet collectif de la perpétuer » (Bourdieu 1990). La précarité des unions, le caractère heurté de certains parcours conjugaux ne remet pas en question la conjonction entre famille et propriété (Ducourant, Mortain & Vignal 2014). Cet engouement pour l'accession à la propriété de maison a notamment été rendu

possible par un cadre institutionnel qui lui a été favorable puisque les gouvernements successifs ont multiplié les dispositifs de soutien à l'accès à la propriété des ménages modestes, ce qui n'a pas empêché les inégalités d'accès de se creuser au cours des vingt dernières années (Lambert 2013, 2015), d'une part, entre les cadres et les professions intermédiaires, d'autre part, entre les ouvriers et les employés.

Aussi, malgré les critiques élevées à l'encontre de cette forme d'habitat depuis les premiers lotissements (Faure 1991; Magri 2008), l'habitat périurbain en maison individuel est devenu prépondérant au point de caractériser les évolutions actuelles du monde urbain. Si jusque dans les années 2000, la périurbanisation a surtout été associée à la classe moyenne (M. Berger 2004; Jaillet 2004), mes travaux (Ortar 2008, 2015c; Ortar & Bossuet 2008), comme ceux issus de recherches sociologiques et géographiques récentes sur la question (Cartier, Coutant, Masclat & Siblot 2008; V. Girard 2009; Lambert 2015; Rougé 2005), et les analyses statistiques des populations rurales (Sencébé & Lepicier 2007) et périurbaines (Degorre & Redor 2007) nuancent le tableau et insistent sur la forte présence des catégories socio-professionnelles ouvrières et employées (Mishi & Renahy 2008), correspondant à ce que Alain Bihr et Roland Pfefferkorn qualifient de « classe populaire salariée stable » (Pfefferkorn & Bihr 2004).

Pour poursuivre cette exploration sur la nature des relations entre habiter et mobilité, le périurbain offre l'opportunité d'analyser l'incidence des mobilités quotidiennes sur l'habiter familial et d'explorer en particulier ses conséquences sur le quotidien des femmes. En effet, le mouvement périurbanisation est nourri en grande partie par l'arrivée de ménages de moins de 40 ans avec enfants qui accèdent à la propriété d'une maison, tout en continuant à exercer leur activité professionnelle dans les centres et premières couronnes urbaines (Sencébé & Lepicier 2007). Les ménages s'installant en zones périurbaines se singularisent également de par l'importance du nombre de ménages biactifs, l'emploi féminin étant une condition économique de

l'accession à la propriété (DATAR 2010). Ces couples se placent donc en situation de dépendance face à l'automobilité, les lieux de résidence étant rarement bien desservis par les réseaux de transport en commun. Ces déplacements sont essentiellement des trajets domicile/travail, mais pas seulement, puisqu'ils concernent aussi nombre de jeunes qui y sont confrontés dès l'enfance (Ortar & Goyon 2009; Thomann 2009) et, comme le constataient Daniel Pinson et Sandra Thomann (Pinson & Thomann 2001) dans leur étude sur les périurbains de la région aixoise, la voiture fait partie du mode de vie et penser les déplacements autrement plonge dans l'embarras, voire se heurte à l'impossibilité, et ce d'autant plus que les transports en commun sont quasiment inexistantes.

Un de mes terrains d'enquête de doctorat s'est progressivement périurbanisé dans le sens où il s'est loti alors que j'étais en thèse. Sensible aux transformations sociales liées à l'arrivée de nouveaux venus dans des communes jusqu'à présent rurales, j'ai depuis travaillé à plusieurs reprises sur ces territoires et de façon privilégiée sur les franges, là où la frontière avec le rural se brouille, là aussi où la question de la mobilité quotidienne se pose avec le plus d'acuité. Ces recherches ont principalement porté sur la compréhension de l'habiter périurbain au regard de la place et du coût de la mobilité, tant sur le plan financier que professionnel et temporel.

Ce chapitre propose de revenir sur deux aspects des modes d'habiter des périurbains sur lesquels la mobilité exerce une influence : l'organisation du quotidien pour les enjeux que représente la mobilité avec une attention particulière à la trajectoire professionnelle des femmes et l'incidence des dépenses énergétiques réalisées. Les observations ont été menées des années 1990 à 2005 au cours de mon étude doctorale (Ortar 1998), puis d'une recherche portant sur les évolutions du périurbain conduite dans le cadre d'un appel à projets du PUCA (Ortar & Bossuet 2008), ainsi qu'en 2008-2009, à l'occasion d'une recherche sur la mobilité dans la Dombes financée par l'ADEME (Goyon, Lejoux & Ortard 2010) et enfin, en 2011-2012, dans le cadre de l'ANR

TransEnergy (Ortar *et al.* 2014). Les terrains d'enquête sont complémentaires en raison de la similarité de leurs évolutions mais contrastent en termes d'accessibilité et de disponibilité des moyens de transport autres que la voiture. Le recul donné par l'antériorité des enquêtes permet d'analyser le corpus d'étude à l'aune des évolutions sociétales mais aussi des aspirations des individus.

9.1 - Organiser le quotidien : l'influence d'un mode d'habiter sur l'emploi des femmes

Le choix de résider en périurbain sur mes terrains d'enquête s'inscrit dans un contexte où l'agir au quotidien dépend de la maîtrise de l'organisation des déplacements journaliers. Choix de couple, le choix résidentiel périurbain engage des conjoints dont on peut supposer qu'ils ne sont pas également impliqués tant dans la construction du projet que dans sa réalisation. Ils sont également inégalement dotés pour faire valoir leur point de vue, les capacités à influencer sur la décision, à tenir compte de l'autre, n'étant pas indépendantes du genre, des capitaux détenus (capital scolaire, position professionnelle, revenu, origine sociale...), et des trajectoires professionnelles et familiales poursuivies. Les positions de chacun sont particulièrement remises en question lors de l'organisation du quotidien.

Les relations au sein du couple se lisent en effet « à partir d'une triple articulation : celle de la sphère de production (classiquement rapportée au travail rémunéré) et de la sphère de reproduction (classiquement rapportée à la famille), celle du genre féminin et du genre masculin, celle des dimensions pragmatique et symbolique. [...] La manière dont un homme va investir sa vie professionnelle et se situer en qualité de père et de conjoint ou, inversement, la manière dont une femme va s'investir professionnellement et se situer en tant que mère et conjointe est largement déterminée par la place qui leur est faite

concrètement et symboliquement dans la division sexuée du travail rémunéré et domestique, et donc par la place occupée par l'autre sexe dans cette division » (Fusulier & Tremblay 2013: 6). De fait, que la femme soit la gardienne du foyer et s'occupe des enfants est une évidence pour la plupart des personnes interrogées, une évidence révélatrice des impensés qui entourent la maternité et la paternité. Analysant la place des hommes dans la société, Christine Castelain-Meunier (Castelain-Meunier 2002), constate que nous sommes une société matri-focalisée. L'enfant reste le monopole maternel, le père étant rarement considéré comme un interlocuteur éducatif à part entière malgré le désir de voir évoluer sa place (Castelain-Meunier 2002; Gojard 2010). Aussi, ce sont les femmes qui « assument toujours la plus grosse partie du travail éducatif parental qui n'a cessé d'augmenter avec l'importance de la réussite des trajectoires sociales. » Les normes « font peser essentiellement sur les femmes les tensions liées à l'organisation de la vie quotidienne et à la conciliation des vies professionnelles et familiales » (Garcia 2011: 376). Ce sont ainsi les femmes qui organisent le quotidien familial après la naissance des enfants (Périver 2004). Cette prise en charge influe sur les carrières féminines (Fagnani 2001), même de femmes diplômées (Marry 2004) et représente une source de stress et de difficultés de conciliation famille-travail (Crompton 2006) dont le coût a également été montré par les travaux de Monique Haicault (Haicault 2000) sur les ouvrières périurbaines. Ce temps dédié à la vie familiale limite le nombre d'heures disponibles par jour pour se déplacer et travailler (Hanson & Pratt 1995), et réduit donc le champ des possibles professionnels, car les trajets importants modifient l'organisation temporelle des autres membres de la famille, en particulier des femmes (Hofmeister 2003), les tensions portant aujourd'hui sur la gestion des tensions spatio-temporelles dues notamment à une plus grande discordance des temps sociaux (Haicault 2000).

Dans les familles périurbaines, les femmes sont les agents de l'équilibre familial. C'est à elle que revient la charge de l'organisation du quotidien ainsi que l'explique Mme I : « *Par principe la gestion de mon mari est totalement autonome de celle du reste de la famille. La question de*

l'organisation se pose de façon globale dans la famille quand je me retrouve en septembre puisque n'étant pas titulaire je me prends les choses, en gros, le jour de rentrée cinq minutes avant tout le monde ou plutôt dix minutes après, donc c'est de la gestion en urgence et une fois que l'urgence de la première semaine se passe c'est comment on gère l'année. Donc cette année, je vais dire que j'ai la chance d'avoir une belle-mère qui est docile, disponible et qui a une bonne voiture, comme quoi la voiture revient souvent ! Disons qu'on a essayé de réserver les deux jours pleins qui pour moi cette année étaient mercredi-jedi, à ma belle-mère et le mardi, vendredi où j'étais en demi-journée j'essayais de déléguer ça à une copine qui a la gentillesse de fonctionner... disons qu'on a trouvé des arrangements et puis voilà quoi ! » Les hommes sont majoritairement absents, quel que soit leur désir de participation. Plusieurs couples notent que la distance renforce les postures traditionnelles, alors même que l'implication tant morale que matérielle des conjoints apparaît décisive pour l'équilibre familial et la résolution du conflit entre famille et travail (Tremblay 2004).

La capacité à mobiliser différents modes de garde des enfants et des réseaux d'entraide aussi bien amicaux que familiaux est surtout une caractéristique de la classe moyenne supérieure (Degenne & Lebeaux 1991). De fait, les femmes à l'origine de la création de moyens de garde collectifs sur un mode associatif – garderie périscolaire du soir à Clans et crèche parentale à Montauroux, des villages du Var et des Alpes Maritimes étudiés dans le cadre de la recherche menée pour le PUCA -, sont toujours issues des classes moyennes supérieures. Cette capacité est renforcée par la possibilité d'introduire de la flexibilité dans l'emploi du temps, de pouvoir entretenir et nourrir les échanges. Les femmes qui ne disposent pas de cet atout doivent quitter leur situation ou changer de profession parce qu'elles n'arrivent pas à réduire la tension entre les temps dédiés au « care » et à la famille, des sphères d'activité différenciés par des définitions du genre établies par la société (Paolucci 1998: 278).

La distance s'ajoutant aux requêtes de disponibilités, l'aide de la famille elle-même apparaît subordonnée à des critères de classe sociale. Avoir la jouissance d'un véhicule et accepter de couvrir de longues distances pour garder ses petits-enfants n'est pas une habitude des grands-parents (et surtout des grands-mères qui sont les premières sollicitées) des familles d'ouvriers ou d'employés rencontrés¹³⁷. Or, cette aide s'avère décisive dans nombre de cas. Les parents et beaux-parents de Mme Me, cadre bancaire, se relaient pour garder son bébé trois jours par semaine. Le reste du temps son mari, enseignant, et elle-même s'organisent pour ne pas travailler en même temps, ce qui pour elle s'est traduit par la prise d'un temps partiel. Néanmoins, les ménages modestes qui s'installent dans les communes étudiées bénéficient rarement d'une présence familiale sur place ou à proximité. L'importance des réseaux familiaux pour des ménages modestes, relevée par exemple dans les travaux de Cécile Vignal (Vignal 2005a) lors de situations de déménagement, ou de façon plus large par Catherine Bonvalet (Bonvalet 2003), ne peut ici s'exercer et renforce les difficultés éprouvées à exercer une activité, constat également réalisé par Lionel Rougé (Rougé 2005, 2007).

Pour tous, faire garder son enfant, surtout un jeune enfant alors que les services disponibles sont limités est compliqué pour des raisons tant pratiques que morales lorsque la rareté de l'offre ne donne pas la possibilité de choisir la personne qui gardera l'enfant. Le congé parental qui apparaît comme une solution ne règle les problèmes qu'à court terme et maintient les femmes éloignée du marché du travail, un facteur d'exclusion supplémentaire (Barrère-Maurisson 2003; Daune-Richard 2003). Pour les femmes vivant dans des zones isolées, cette situation est d'autant plus aggravée que, pour obtenir un complément de formation ou simplement accéder aux agences pour l'emploi, il est nécessaire de se rendre dans les centres urbains et donc de trouver des solutions de garde pour les enfants.

¹³⁷ Le taux de motorisation des femmes de cette génération reste très inférieur à celui des hommes et les écarts sont accentués selon la classe sociale (Demoli 2014).

Dans tous les cas, être diplômé renforce la capacité d'organisation (Ortar 2015b) et, au sein du couple, le pouvoir de négociation des ajustements ou des frais supplémentaires représentés par le besoin accru de modes de garde. La plus grande possibilité de réduire son temps de travail, une décision prise généralement sans contrepartie de la part du conjoint, s'ajoute à ces avantages, même si cette solution ralentit les carrières et renforce une répartition sexuée des tâches au sein du couple. La prédominance de l'emploi à temps partiel sur la population étudiée peut être considérée comme un indice des tensions vécues par les femmes pour concilier vie professionnelle et familiale et confirme que le temps partiel « choisi » relève « du rapport sexué au temps en général et au temps de travail en particulier » (Angeloff 2000: 213).

La double motorisation est le cas de la plus grande partie des couples rencontrés car l'absence d'un second véhicule est vécue comme une véritable contrainte pour le conjoint lésé, la femme dans tous les cas rencontrés, complique le quotidien et limite fortement l'accès à l'emploi. Toutefois, disposer d'un véhicule ne signifie pas pour autant que les femmes recherchent un emploi en adéquation avec leur domaine et niveau de qualification. Le critère de proximité par rapport au domicile familial entre largement en jeu. Lionel Rougé (Rougé 2005) dans ses travaux sur les femmes résidant en périurbain lointain de la région toulousaine a montré l'effet d'enfermement causé par ces localisations excentrées pour des femmes peu qualifiées.

Ce sont ces mêmes femmes qui recherchent la proximité, souvent au détriment de compétences professionnelles acquises précédemment, une proximité qui se paye par une précarité de l'emploi et un morcellement des horaires de travail car « la charge mentale de cette gestion très ordinaire nous paraît toujours au bord de la rupture. Pour peu qu'un des médiateurs sociaux : temps, espace, argent et corps, vienne à se dérégler, pour peu qu'un événement de l'histoire familiale augmente cette charge, on observe inévitablement que les femmes y répondent soit en jouant sur leurs entrées et sorties de la scène professionnelle, soit en augmentant leur charge de travail domestique. La

situation d'accession en milieu ouvrier pousse cette charge aux limites du supportable » (Haicault 2000: 91). Mme C était aide-comptable dans un cabinet niçois jusqu'à leur déménagement à Clans. S'occupant de l'éducation de sa fille aînée elle ne travaille pas lors de leur installation en location. Son salaire devient nécessaire après leur acquisition d'une maison dont l'état d'inachèvement lors de l'achat permet au couple d'accéder à la propriété. Mme C ne se résout pas à faire la route tous les jours notamment en raison des horaires variables de son conjoint, un ouvrier qui se déplace sur les chantiers. Elle cherche alors à exercer au plus proche. Lors de l'entretien, Mme C a trois employeurs et trois types d'activité différentes : accompagnatrice du bus scolaire, aide cantine, et femme de ménage pour deux organismes différents. Pour faire face aux contraintes organisationnelles posées par ses différents emplois, elle a dû acquérir un deuxième véhicule. Le matin elle se rend au dépôt du bus avec un premier véhicule, soit vingt minutes de route. De l'école, elle rentre chez elle en voiture avec son deuxième véhicule qu'elle a laissé là la veille¹³⁸, cinq minutes. Elle repart à 11h20 pour accompagner les enfants à la cantine (cinq minutes, mais elle en compte dix pour être sûre d'être à l'heure), elle rentre à 13h30, même trajet, repart à 16h20 avec le même véhicule. Elle laisse cette voiture devant l'école, puis rentre chez elle à la fin du parcours du bus avec son premier véhicule, vingt minutes, sauf le vendredi où elle retourne à l'école faire du ménage, même temps, plus un retour supplémentaire. Les week-ends, elle doit effectuer onze heures de ménage dans les locaux de la communauté de communes. Elle scinde ses horaires et effectue trois à quatre allers/retours de quarante minutes chacun. Une fois ces temps additionnés et reportés sur cinq jours afin de pouvoir les comparer à d'autres temps indiqués, Mme C a environ une heure et demie de trajet par jour (alors que l'ensemble de ses emplois n'aboutit pas à un temps plein) et doit, de plus, disposer de deux véhicules. La proximité a un coût en temps et en argent. La proximité a également un coût en termes de précarité – Mme C, malgré ses trois employeurs, n'est titulaire

¹³⁸ Afin de lui faciliter les nombreux allers/retours quotidiens, le couple a acheté une deuxième voiture d'occasion.

d'aucun des postes occupés -, d'argent et de temps de trajet dilué dans la semaine et la journée. Comme pour d'autres femmes rencontrées dont le parcours professionnel est similaire, le présent est perçu comme une parenthèse imposée par leurs obligations familiales et leur désir de proximité, un choix présenté comme avant tout familial. Nombre d'entre elles ont évoqué leur désir de voir évoluer leur situation « *plus tard, lorsque les enfants n'auront plus besoin d'elles* », un rapport particulier au travail révélateur des positions qu'elles occupent dans la division sexuelle du travail (Galerand & Kergoat 2008).

Dans l'enquête réalisée pour le compte du PUCA, pour l'ensemble des femmes étudiées le projet lors de l'installation était de continuer à exercer, si possible à temps plein. Toutes ces familles se sont endettées pour accéder à leur logement et l'équilibre financier ne peut perdurer que si les deux conjoints ont un emploi. Toutefois, si toutes les femmes enquêtées travaillaient à temps plein avant leur installation en périurbain, cela n'était plus le cas lors de l'enquête et des différences significatives de trajectoires ont surgi entre les femmes qualifiées et les autres, différences qui se retrouvent également sur la France entière (Maruani *et al.* 2001). Toutes les femmes avaient infléchi leur trajectoire professionnelle, une situation qui contrastait avec celle de leurs conjoints, qui avaient conservé leur emploi et le même taux d'activité, montrant par la même que la carrière de propriétaire cristallise une répartition inégalitaire des positions professionnelles des conjoints et contribue à la reproduction d'un « ordre sexuel traditionnel » (Déchaux 2007: 47) qui attache en périurbain les femmes à l'espace domestique (Debroux 2012; Ortar 2007a, 2008; Ortar & Bossuet 2008).

En cela, le parcours professionnel de Mme G n'est en rien exceptionnel et correspond au contraire à une situation rencontrée de façon récurrente chez des femmes qui recherchent un emploi. De ce point de vue, la distance apparaît dans tous les cas comme un élément d'instabilité favorisant la multiplication des emplois en contrats à durée déterminée. Le parcours de Mme G rend également compte du besoin et du souhait de travailler pour améliorer le quotidien du

ménage et étendre son réseau de sociabilité, tout en sachant que la profession initiale ne pourra plus être exercée. Le choix du type d'emploi apparaît tributaire de deux éléments : d'une part, les possibilités du marché de l'emploi, limitées pour quiconque souhaite rester à proximité de son domicile, et d'autre part, l'offre de modes de garde des jeunes enfants, la disponibilité du conjoint n'étant jamais évoquée.

Mme G : *« J'ai été esthéticienne chez Yves Rocher. Quand je suis arrivée ici, je travaillais pas [congé parental d'éducation pour son deuxième enfant] et après j'ai commencé tout de suite à la mairie, je faisais le ménage au camping l'été et puis après je faisais le ménage de la salle [elle n'avait pas de véhicule à l'époque]. Et puis l'ATSEM qui était en maternelle a été enceinte, donc je l'ai remplacée pendant son congé maternité et puis quand elle était malade, je la remplaçais, donc j'ai fait à peu près presque toute l'année scolaire à l'école, voilà ! Après j'ai été embauchée à l'usine de plasturgie comme ouvrière. J'ai pris un congé parental [naissance du troisième enfant] et puis comme je voulais pas retourner à l'usine du tout, je savais pas trop ce que je voulais faire et puis il fallait que je travaille, donc j'ai demandé mon agrément et puis ça s'est fait rapidement. J'avais Aliénor, donc il n'y avait pas de nourrice à ce moment-là, donc j'aurais eu le problème pour la garde d'Aliénor. Il y avait encore pas la garderie à l'école et puis je voulais pas retourner à l'usine, c'était clair, donc de toute façon... Reprendre mon métier c'était pas possible, c'était pareil, c'était retravailler les samedis, jusqu'à 7 h le soir, donc c'était pas possible. Ça fait trois ans et demi que je suis assistante maternelle... »*

Ainsi que le notent Françoise Battagliola, Isabelle Bertaux-Wiame, Michèle Ferrand et Françoise Imbert dans une enquête portant sur la construction sociale des trajectoires, « le fait d'avoir un emploi est rarement remis en question par les femmes [...], par contre les tensions qu'elles vivent quotidiennement entre les conditions d'exercice de leur activité professionnelle et celles de l'effectuation du travail domestique contribuent à modeler leurs trajectoires » (Battagliola *et al.* 1990: 68). Ces femmes, « tout en manifestant

un fort rapport à l'emploi, un intérêt pour le contenu de leur travail, [...] jouent sur les conditions mêmes d'exercice du travail pour assurer la gestion au quotidien de la vie familiale » (Battagliola, Bertaux-Wiame, Ferrand & Imbert 1990: 67). Ces résultats doivent être corrélés avec les effets connus de la mobilité géographique sur l'emploi des femmes : un plus fort taux de chômage, une inactivité accrue, ces effets étant encore augmentés par l'éloignement du logement des bassins d'emploi (Courgeau 1995).

Télétravailler peut alors apparaître comme une solution pour concilier les besoins de la famille et les exigences du travail. L'analyse de la littérature montre que les télétravailleurs sont majoritairement des hommes, plutôt très qualifiés, qui bénéficient de bonnes conditions de travail à domicile (Felstead & Jewson 2000; Felstead, Jewson & Walters 2005), d'une relation de confiance avec leur employeur et d'une autonomie dans la réalisation des tâches. Cette forte représentativité masculine interroge sur la réelle capacité du télétravail à favoriser une meilleure articulation entre famille et emploi. De fait, le télétravail constitue fréquemment une façon de gérer une surcharge de travail, et correspond en pratique à un surplus d'heures à effectuer, plus rarement une recherche d'équilibre famille-travail (Tremblay, Paquet & Najem 2006). Il a surtout augmenté sur une base régulière ou occasionnelle de temps partiel. Enfin, pouvoir télé-travailler ne découle que très rarement d'une proposition de l'employeur mais exige au contraire une démarche volontariste (Edgell 2012). Dans tous les cas observés, le télétravail a été mis en place à la demande de l'employé ou parce que le télétravailleur a créé son activité.

Mme K a fait le choix du télétravail pour pouvoir vivre là où elle le souhaitait, un choix de vie donc. Cette solution n'est toutefois pas sans contraintes : en effet, son activité nécessite l'ADSL - elle développe des calculs mathématiques lourds pour des solutions informatiques. L'autre contrainte consiste en la nécessaire proximité d'un aéroport. Mme K doit régulièrement se rendre à Zurich, au siège de son entreprise. Pour Mme K, cette organisation est la seule façon d'exercer son travail parce qu'elle n'occupe son poste qu'à mi-

temps, ce qui assure une certaine durabilité aux projets qui lui sont confiés et qu'elle développe seule. La contrepartie est que son emploi ne peut pas évoluer. Cette situation de blocage inhérente au télétravail, Jean-Marie Beauvais (Beauvais 2007) la relève également lors d'une recherche menée auprès d'actifs bi-résidentialisés. En conséquence, le télétravail apparaît comme une solution d'attente, un pis-aller en attendant de pouvoir rebondir sur autre projet professionnel. Mme K mentionne ainsi régulièrement qu'il faudrait qu'elle change d'emploi pour pouvoir suivre une carrière d'informaticienne, sans jamais le tenter car cela impliquerait d'effectuer de nouveau des navettes.

Le travail à domicile peut aussi être assimilé à une nouvelle forme de travail féminin souterrain dans la mesure où un écart existe entre l'affichage de leur emploi et leur situation réelle. Mme R, officiellement sans emploi, gère deux heures par jour une société que le couple possède aux Pays-Bas par internet. C'est aussi la situation de Mme J qui gère l'entreprise de son conjoint depuis leur domicile. Dans son cas, il s'agit plus d'une utilisation de services internet, notamment les documents officiels en ligne, qui lui épargnent nombre de déplacements. De fait, cette organisation lui permet de concentrer ses déplacements sur une journée, la seule où elle ait obtenu que son fils reste déjeuner à la cantine. Son usage de l'informatique est complété par celui du fax et du téléphone portable qui lui permet d'être toujours joignable, quelle que soit son activité du moment, pour régler instantanément les problèmes de logistiques. D'autres femmes gèrent ainsi les intérêts de leur conjoint, artisan ou petit patron, sans exercer officiellement d'activité.

Les tensions relevées par Richard Sennett (Sennett 2000) dans l'organisation et de la gestion du temps en raison de l'intrication des différents moments, de leur perméabilité, sont particulièrement bien explicitées par Mme J : difficulté pour son employeur d'époux de comprendre que le travail n'a pas pu se faire et difficulté pour elle, au quotidien, à gérer en parallèle ces deux sphères. Mme R rend compte des mêmes obstacles et avoue coucher tôt ses

enfants le soir de façon à pouvoir travailler entre 18 et 20 heures, heure à laquelle rentre son conjoint.

Le choix d'habiter en périurbain, et en particulier d'habiter loin des lieux d'emploi, est ainsi rendu possible parce que les femmes adaptent leur vie professionnelle à celle de leur famille, que ce soit en modifiant les rythmes de travail ou en transformant leur activité. Ce sont ainsi les femmes qui apparaissent en creux comme les moteurs d'une installation durable. Cela est d'autant plus vrai que les emplois occupés par les hommes se situent souvent loin du domicile familial ou sont multilocalisés. La question de l'organisation du quotidien est décisive, de même que celle des mobilités quotidiennes dans ces conciliations permanentes entre les différentes activités. Pour les femmes, ne pas être mobile revient à renforcer les mécanismes de marginalisation du monde du travail déjà à l'œuvre dans la société. Un bas niveau de diplôme est un handicap supplémentaire même si un haut niveau de qualification ne réduit pas pour autant tout risque de stagnation professionnelle, voire de déclassement.

L'infléchissement des situations professionnelles des femmes réaffirme l'importance de la distance aux pôles d'emploi, du niveau de qualification et de la capacité à mobiliser aides institutionnelles et familiales au quotidien. Ainsi, les navettes n'empiètent pas seulement sur le temps des travailleurs, mais représentent aussi du temps pris sur l'engagement de ressources dédiés à d'autres membres de la famille (Hofmeister 2003: 61). Les longues navettes quotidiennes impliquent soit un ralentissement supplémentaire des trajectoires professionnelles féminines, soit réorientent leur trajectoire professionnelle vers des activités moins qualifiées de proximité, activités qui recentrent les femmes sur leur famille indépendamment de leur niveau de diplôme et de l'emploi occupé antérieurement. Il existe ainsi un lien fort entre le choix d'un mode de vie, habiter la campagne, et le rythme quotidien, qui comme Janet Shaw le remarque « un peu comme une centrifugeuse, sépare les hommes et les femmes, car [la mobilité] accélère, renforce ou recrée des

divisions entre les sexes¹³⁹ » (Shaw 1998: 385). Ces choix renforcent les divisions de genre, quel qu'ait pu être le souhait des conjoints d'une autre conciliation entre le travail et la vie familiale et d'une autre répartition des tâches et les besoins financiers générés par l'accès à un nouveau mode de vie et la localisation du lieu d'habitation.

Il existe en outre une véritable rupture entre les déplacements effectués par des femmes occupant des emplois peu qualifiés avec, d'une part, ceux de leur conjoint, et, d'autre part, des femmes cadres dont les trajets sont très proches de leurs collègues masculins et de leurs conjoints. Plutôt que de réduire leurs temps de trajets, ces dernières raccourcissent la durée de leur temps de travail d'une ou deux journées par semaine. Cela ne signifie pas pour autant que les navettes quotidiennes ont moins d'incidence, mais ces couples apparaissent aussi plus libres de leurs choix en termes d'organisation de leur travail comme de possibilité de retour vers les centres urbains (Rougé 2005; Sencébé 2006). Ainsi les nécessaires mobilités quotidiennes augmentent les différences préexistantes entre les groupes sociaux en faveur de la classe moyenne supérieure (Beillan 1991) et les inégalités entre les hommes et les femmes au sein d'un même groupe social s'en trouvent également accrues.

9.2 - Organiser le quotidien : les enjeux de la mobilité quotidienne

Comment les familles périurbaines s'adaptent-elles à la hausse des coûts de l'énergie ? Paul Bouffartigue (Bouffartigue 2004) comme Eric Maurin (Maurin 2009) ont constaté la fragilité sociale des « nouvelles classes moyennes salariées » devenues aujourd'hui « classes moyennes salariées sous tension ». En périurbain, cette tension est pour partie liée à l'évolution haussière des prix

¹³⁹ Ma traduction. Voir également sur cette question mes travaux sur les effets de la mobilité sur l'emploi du conjoint des travailleurs mobiles (Ortar 2015b).

des biens de consommation quotidienne et de l'énergie¹⁴⁰ comme l'ont montré les travaux de Jean-Pierre Nicolas et Damien Verry (Nicolas & Verry 2012) sur les déplacements quotidiens des petites classes moyennes et des classes populaires. Cette vulnérabilité¹⁴¹ est traitée par ces auteurs essentiellement en lien avec les efforts budgétaires mis en place pour pallier les dépenses de transport dans un contexte de pratiques de mobilité très dépendantes de l'automobile pour les deux membres du couple en raison notamment de la biactivité (en France, le taux d'emploi des femmes âgées de 25 à 49 ans est de 84,3%¹⁴²).

Le parcours d'Adriana (33 ans, employée administrative, mariée, 1 enfant) illustre mon propos et le contexte dans lequel s'inscrit cette vulnérabilisation des ménages. Il est typique des concessions effectuées sur la distance au travail qui jalonnent les parcours résidentiels marqués par les évolutions de la structure familiale, les aspirations à un statut résidentiel et l'emploi. Depuis sa première prise de poste 15 ans auparavant, Adriana travaille dans la même société actuellement distante de 45 kilomètres de son domicile. Cet éloignement est à la fois le résultat de ses choix résidentiels comme ceux de localisation de son entreprise. Ainsi, « *[Lors de ma prise de poste] j'habitais à 4 kilomètres. Après j'ai déménagé, j'ai habité à 10 kilomètres. Après mon entreprise a déménagé. J'étais à 20 minutes de route. Et puis après c'est moi qui ai dû acheter et j'ai eu l'opportunité d'acheter moins cher et ça me rallongeait en fait à l'époque d'un quart d'heure, quoi, un bon quart d'heure* ». Suite à leur installation son entreprise déménage de nouveau, l'éloignant encore

¹⁴⁰ En France, on considère que la précarité énergétique commence quand le taux d'effort des dépenses consacrées à l'énergie est supérieur à 10 %. Pour l'ADEME (2008), « les ménages les plus pauvres consacrent 15 % de leur revenu aux dépenses énergétiques contre seulement 6 % pour les plus riches » (cf. ADEME & Vous, Stratégie et Études n° 3, 03/04/2008), le stade de la pauvreté énergétique peut être considéré comme atteint lorsque le taux d'effort est supérieur à 15 %.

¹⁴¹ La vulnérabilité énergétique s'applique aux ménages dont le taux d'effort énergétique est supérieur au double de la médiane des taux d'effort observés pour l'année considérée dans un pays donné (Cochez, Durieux & Levy 2015).

¹⁴² Source Eurostat, Communiqué de presse du 4 août 2010, http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/3-04082010-BP/FR/3-04082010-BP-FR.PDF

un peu plus. Si Adriana commence par mentionner des distances en kilomètres, il est significatif que lorsque ces distances s'accroissent elle se mette à les évaluer en temps comme si le temps était plus acceptable que les kilomètres parcourus ou rendrait mieux compte de la réalité de son quotidien. Le trafic étant de plus en plus chargé pour se rendre à Pusignan, elle met actuellement 50 minutes.

Les déménagements après un achat étant moins fréquents, la prise en compte des déplacements ou leur sous-estimation peut grever durablement le budget. La relocalisation des entreprises, de même que les licenciements, des éléments non maîtrisables par les couples, rebattent les cartes des choix de localisation à posteriori. Catherine (40 ans, mariée, 2 enfants) travaille comme agent de transit dans une entreprise de logistique depuis 1997. Elle vivait alors avec son conjoint dans un F3 à Feyzin, une banlieue lyonnaise bon marché au sud de l'agglomération. En 2001, peu après la naissance de son premier enfant, le couple fait construire une maison dans l'est lyonnais, à Saint-Just-Chaleyssin, à une trentaine de kilomètres de son lieu de travail de l'époque. L'entreprise de Catherine se relocalise peu après à cinq kilomètres de là, à Pusignan. Son conjoint exerçait alors à Saint-Quentin-Fallavier, à moins de 15 kilomètres de leur logement, puis a changé d'emploi pour travailler à Corbas, à 20 kilomètres de Saint-Just-Chaleyssin. Ces ajustements successifs sont typiques de ces parcours en constante évolution où l'instabilité des lieux d'emplois comme du marché du travail participent de l'augmentation des coûts – temporels comme financiers - de la mobilité. Aussi, si en dehors de toute tendance haussière du prix de l'énergie l'éloignement accru finit par peser sur les budgets des ménages, l'effet est aggravé en période d'augmentation car cette situation place les ménages en situation de vulnérabilité. Pour faire face les couples sont alors contraints d'effectuer des choix dans leurs modes de vie.

Ainsi que l'ont montré Cochez, Durieux et Levy (Cochez, Durieux & Levy 2015) les ménages résidant en dehors des pôles urbains sont de plus en plus placés face à des renoncements et des choix entre pouvoir se chauffer

correctement ou se déplacer. La centralité de la maison pour les périurbains et la difficulté, pour tous ceux résidant et/ou travaillant en dehors des zones desservies par les transports en commun, à réduire leurs coûts de transport, invite à s'intéresser de plus près aux évolutions de la répartition du budget domestique, aux solutions recherchées pour faire face à une montée des coûts de l'énergie et leur incidence sur les modes d'habiter.

Les entretiens réalisés visaient à aborder l'évolution de la consommation énergétique domestique. L'équipe¹⁴³ a choisi de s'inspirer de la méthode développée par Xavier Desjardins et Lucile Mettetal (Desjardins & Mettetal 2013), c'est-à-dire de s'intéresser simultanément au logement et à la mobilité quotidienne tout en élargissant le champ d'investigation à la description de l'évolution des autres postes de dépense (alimentation, loisirs, activités des enfants). L'enquête a donc pris en compte les différentes dimensions des modes de vie. Les entretiens ont porté sur les pratiques habitantes des individus, sur leurs déplacements dans le cadre du domicile/travail et des loisirs, sur leurs pratiques d'accompagnement et sur leur consommation et leur relation au travail. En plus de cette enquête sur la consommation, l'entretien comportait un récit de vie portant sur les lieux de vie et les apprentissages entourant la consommation.

Nous avons adopté un parti pris méthodologique systémique en croisant l'analyse des usages de l'énergie dans le secteur du logement et des transports. Le but était d'intégrer les questionnements sur les dépenses de transport et de logement à une prise en considération plus générale des coûts de l'énergie et de la consommation dans son ensemble, afin d'observer l'évolution de l'attention aux dépenses en lien avec l'énergie au cours de la vie et si il existe des phénomènes de report et de compensation entre ces différents postes. En effet, la consommation de l'énergie par les ménages est une production

¹⁴³ L'enquête lyonnaise a été réalisée par Félicie Drouilleau et Nathalie Ortar et est issu d'une recherche menée dans le cadre de l'ANR TransEnergy. Outre ces deux chercheurs cet article est issu d'une tâche à laquelle ont participé Hélène Ducourant, Blandine Mortain, Joël Meissonnier et Cécile Vignal.

complexe d'activités instrumentales, de représentations de soi et de performance collective qui ne peut pas être réduite à des questions de rationalité individuelle et de choix. Pour décrire la consommation de l'énergie au quotidien Shove (Shove 2003) s'appuie notamment sur deux concepts, le confort et la commodité. Le confort est normé et a évolué au cours du temps en fonction de régulations arbitraires et du caractère pratique de l'usage pour l'individu, une praticité elle-même dépendante du contexte. La consommation individuelle est ainsi déterminée par des choix décidés à un niveau international, des choix gouvernementaux et collectifs sur lesquels l'individu a peu de prise comme le mode de chauffage d'un immeuble, avant d'arriver à un niveau de décision individuel qui lui-même va dépendre d'une offre de choix d'équipements - qu'il s'agisse d'isolant, de véhicules ou d'électro-ménager -, et de normes collectives et familiales (Subrémon 2010). Prendre en compte ce contexte offre ainsi des clés de lecture pour la compréhension des évolutions observées. Les salariés rencontrés dans le cadre de la recherche TransEnergy étaient soumis à de longues navettes domicile/travail et donc, au moment de l'enquête à une forte contrainte financière sur ce poste.

9.2.1 Agir sur son logement

Agir sur son logement est la première réaction pour faire face à une situation de contrainte énergétique. L'exemple donné par Hubert, un cadre âgé de 45 ans, et sa femme Annick, une gérante de crèche, est éloquent de cette recherche d'adaptation, de ces bricolages (Roudil *et al.* 2015), ces tactiques (Certeau 1990 [1980]) sans stratégie à long terme destinées à préserver le mode de vie sans changement radical. Ils sont parents de deux enfants de six et huit ans. Ils ont acheté sept ans auparavant une maison dans un village du nord Isère, une région particulièrement froide appelée la petite Sibérie, à 47 kilomètres de l'emploi d'Hubert. Il s'agissait du premier lieu où il leur était possible d'acheter un bien correspondant à leurs attentes en termes de surface habitable, soit une centaine de mètres carrés. Ils résidaient auparavant à Villeurbanne, une ville accolée à Lyon, dans un appartement dont ils étaient propriétaires. Au moment

du déménagement qui a coïncidé avec la naissance de leur deuxième enfant, Annick a pris un congé parental puis a démissionné et créé la crèche où elle travaille à une dizaine de kilomètres de leur domicile. C'est elle qui, au quotidien, gère les accompagnements des enfants.

Après leur installation, le couple se rend compte qu'il ne peut maintenir les températures auxquelles il était habitué et baisse le thermostat. L'année suivante leur chaudière au fioul tombe en panne en raison de fuites d'eau dans la cuve. Hubert change alors de mode d'énergie, acquiert une chaudière au gaz propane à condensation et remplace la cuve. Cette nouvelle chaudière offre en outre la possibilité de gérer finement les températures jour/nuit. Le couple en profite pour baisser le thermostat en dehors de leurs temps de veille et de présence. Toutefois, en cinq ans, le prix du gaz a pratiquement doublé. Hubert commence par isoler le plancher de ses combles puis fait refaire les fenêtres de la maison qui étaient en simple vitrage. Malgré les efforts et investissements effectués, la hausse des coûts ne peut être enrayerée, constate Hubert « *On a changé les fenêtres donc on a reperdu entre guillemets à peu près une demi-cuve par an. Mais ce que l'on avait gagné relativement rapidement et bien ça a été... On a été rattrapé par l'augmentation du litre, quoi. Du prix du litre* ». Au moment de l'entretien, ses dépenses en gaz s'élèvent ainsi annuellement à 3600 €, soit 2000 €¹⁴⁴ de plus que la moyenne des Français en raison des températures particulièrement basses de sa commune d'habitation et des caractéristiques de sa propriété. Hubert modifie également les sources d'éclairage de la maison pour qu'elles soient moins consommatrices et débranche systématiquement les appareils en veille. Une attention dont il perçoit toutefois peu les bénéfices sur sa facture. L'ensemble des décisions prises s'apparente à une course à somme nulle puisque les économies réalisées sont rapidement rattrapés par les augmentations.

¹⁴⁴ Source <http://www.queleenergie.fr/magazine/economies-energie/infographie-1666-facture-chauffage-francais-17452/>

L'amélioration de l'isolation du logement est plus rare en raison de son coût. Changer ses fenêtres, isoler les combles et les murs représente des frais importants évités en période de restriction. Ces rénovations ont surtout lieu soit lorsque le bien est remboursé, soit à des étapes clés du cycle de vie comme la prise de la retraite. En dehors de ces moments charnières, les propriétaires répondent au coup par coup, réagissant à des incitations, des pannes qui provoquent des prises de décision sans une réelle recherche d'optimisation. En cela leurs décisions relèvent ainsi plutôt du bricolage, de la tactique.

Dans l'enquête, le premier ajustement réalisé par l'ensemble des ménages est la baisse du thermostat au domicile familial dans tout ou partie des pièces et le réglage de la température autour de 19°, la norme préconisée par les pouvoirs publics (BrisePierre 2015) dans les pièces de vie. Dans tous les cas, la modification des comportements est intervenue dans les cinq ans précédant l'entretien, soit depuis la hausse significative des coûts de l'essence en 2008. Ainsi, tous les propriétaires de maison, quel que soit leur statut social, leurs revenus, et la date de construction du bâtiment avaient modifié la température moyenne du logement avec de fortes variations selon la dévolution des pièces. Les motifs invoqués pour justifier cette baisse sont rarement la seule recherche d'économie. Par exemple, le chauffage dans les chambres est coupé pour des raisons d'hygiène de vie, la température est diminuée dans la journée pour éviter de gaspiller selon les préconisations des pouvoirs publics. Baisser le thermostat engendre une immédiateté de la réponse sur la facture et ne demande pas d'effectuer d'investissements, même si les effets sont rarement aussi importants que ceux attendus (Roudil, Flamand, Beillan & Douzou 2015). La contrepartie est une diminution du confort ressenti. L'évolution est progressive comme l'explique Thierry (45 ans, comptable, marié, 2 enfants) : « *dans les chambres, au début on mettait les convecteurs électriques, avec un programmeur. Donc, on le mettait... qui se déclenchait vers 19 heures le soir, jusqu'à 5 heures du matin, un truc dans ce style. Et au fil du temps, il n'y a plus de chauffage dans les chambres. Ma femme a rouspété un petit peu au début ; elle a acheté une grosse couette ; une couverture plus une couette et puis maintenant, il n'y a plus*

de chauffage dans les chambres ». Cette suppression graduelle du chauffage des chambres s'accompagne d'une modification des expériences sensorielles et du confort domestique, du climat du chez-soi (Subrémon 2010). Ce dernier dépend de normes sociotechniques comme des modes de vie mais aussi des ressentis qui procurent ou non des sensations de bien-être. Modifier la température intérieure, couper le chauffage dans les chambres, impose de retrouver un équilibre des perceptions pour être de nouveau bien chez-soi, quitte à adopter des gestes perçus comme d'un autre âge : « *Si on est statique, on met une petite couverture sur ses jambes comme les petites mamies. D'où le fait qu'il y a des plaids, là ; il y en a plein là. Donc quand on regarde la télé, le soir, on met une petite couverture ou alors on s'assoit devant la cheminée. Comme les petits papis* » (Sylvie, 43 ans, employée, mariée, 2 enfants). Cette baisse du thermostat s'accompagne dans un second temps de la recherche de solutions de chauffage alternatives meilleures marché. Pour nombre de ceux qui vivent en maison cela passe par l'acquisition d'un poêle à bois, dont l'achat venait d'être réalisé ou était envisagé lors de l'entretien, une énergie effectivement meilleure marché que l'électricité, le fioul ou le gaz (Grosmesnil 2002). Cette alternative ne chauffe toutefois que les pièces de vie comme l'explique Karen (39 ans, employée, mariée, 2 enfants). Le couple a rénové une maison dans laquelle il a fait installer le chauffage central mais « *Actuellement, on ne met le chauffage central en route que par les temps de grand froid, tel que maintenant, parce qu'on ne chauffe pas les chambres quand on chauffe au bois. On chauffe les pièces principales...* », car « *il n'y a pas besoin d'avoir 20 dans les chambres ; on s'habitue aussi à avoir 15, 16 dans les chambres à coucher* ».

Salim (44 ans, chef d'équipe, marié, 3 enfants) a lui d'emblée opté pour le bois. Comme Karen et son conjoint, il coupe son bois pour ne pas le payer « *mais je m'en passerais aisément de ça. Ce n'est pas... Je ne veux pas dire que... C'est un petit peu une contrainte quand même.* » Faire des économies sur la facture énergétique c'est aussi, selon la source énergétique pour laquelle il est opté, accepter de passer du temps et accessoirement de l'énergie dans la production de l'énergie domestique.

L'enquête cherchait également à examiner si d'autres usages quotidiens de l'énergie étaient affectés comme ceux ayant trait à l'hygiène et la cuisson des aliments. En ce qui concerne l'hygiène, l'attention à la dépense énergétique et aux consommations d'eau est relâchée, il n'est pas envisagé de restreindre des gestes qui concourent au bien-être. Quant à l'alimentation, ce sont les sources d'approvisionnement qui sont modifiées dans une démarche d'économie « *Eh bien je fais attention en faisant les courses. Je vais acheter mes légumes au marché plutôt que de les prendre en grande surface parce qu'ils sont plus chers ; des choses comme ça, quoi. Des petites choses que j'ai faites... Que je fais depuis longtemps, mais qui deviennent de plus en plus nécessaires* » (Catherine, 40 ans, mariée, 2 enfants). En revanche, les pratiques culinaires elles-mêmes, dont toute remise en cause demanderait de modifier les façons de faire et les routines entourant la préparation des repas (Ortar 2014) comme la relation à la nourriture (Valentine 1999), s'accompagnent de changements qui peuvent s'avérer conflictuel dans les couples (Assegond 2015). En effet, si une remarque peut être faite sur les économies engagées autour du logement, c'est qu'elles affectent peu les routines quotidiennes mais en revanche modifient les perceptions de bien-être chez soi.

9.2.2 Modifier sa mobilité

Contrairement à ce qui se passe pour le logement, modifier son budget déplacement implique de changer ses routines quotidiennes, voire celles des autres membres de la famille. Depuis la hausse des coûts de l'essence à la pompe, Hubert a ainsi renoncé à prendre l'autoroute pour rentrer chez lui. Une économie de 120 € par mois. Il emprunte le réseau secondaire ce qui lui permet également de rouler moins vite et donc d'économiser du carburant. Malgré cela, il dépense 160 € par mois en essence. Ce changement d'itinéraire s'est traduit par un allongement d'une demi-heure par jour de son temps de trajet et l'oblige, encore plus que par le passé, à se déplacer en décalé par rapport aux heures de

pointe pour éviter les embouteillages. Sa présence réduite au domicile fait qu'il ne peut plus aller chercher ses enfants le soir à la garderie, une tâche qui a été reportée sur sa conjointe qui a dû modifier elle aussi ses horaires de travail pour faire face.

Comme en témoigne également Salim qui réside à 50 kilomètres de son lieu de travail, réaliser des économies d'énergie sur la mobilité impose de réfléchir à l'ensemble de la chaîne des dépenses. En réaction à la hausse des coûts, sa première action a été de passer à l'éco-conduite et, pour se rendre sur son lieu d'emploi, il ne prend plus l'autoroute qu'à partir de la section non payante. Lorsqu'il a changé de véhicule, il a « *acheté des HDI fiables, économiques.* »

Pour réduire le budget des déplacements domicile-travail, il diminué son temps de travail, lequel est par ailleurs annualisé afin de limiter le nombre de ses navettes domicile/travail. Salim a ainsi calculé qu'en travaillant sur un temps partiel de 90%, il gagnait plus qu'en l'exerçant à 100%. Enfin, Salim covoiture autant qu'il le peut, mais le peut rarement. Il est en effet rare que les personnes qui résident non loin de chez lui aient les mêmes horaires de travail (l'entreprise travaille en deux huit avec des horaires et des temps de travail différents selon les équipes). Ces contraintes font que covoiturer demande un effort : « *J'arrive à covoiturer avec un mec qui est de Crêches-sur-Saône ; à côté de Crêches parce qu'il joue le jeu, lui. [...] Il accepte de m'attendre une heure. Donc il fait 7 heures ; des fois, il fait 7 heures 30 [...] Il m'attend. Il m'attend tout le temps en fait ou des fois il vient et il attend une heure avant de prendre son poste.* » Très peu d'employés acceptent d'attendre ainsi car attendre engendre des frais pour tous ceux qui ont des enfants car « *si je t'attends une heure, je paye une heure de nounou en plus* ». Des remarques que corroborent les observations de Thierry. Lui-même ne peut covoiturer en raison de la nature des tâches liées à son emploi, quant à sa femme : « *il y a une personne qui est le lotissement à côté, qui travaille, pas tout à fait dans la même société [...] mais elles sont distantes, allez, de 200 mètres, donc, on va dire, c'est la même ;*

et, par contre, ils n'ont pas du tout les mêmes horaires. Et, bon, forcément aussi quand lui il se retrouve avec sa voiture en panne eh bien, forcément, après, on se débrouille, quoi. Pour une journée, la société peut comprendre et après il rattrape. Enfin, voilà, quoi. Mais, autrement, non, malheureusement. » L'organisation du covoiturage se heurte ainsi aux horaires professionnels et à la multiplicité des temps de travail qui, sur un même site, différent en fonction des entreprises et des services, alors que de potentiels covoitureurs existeraient.

Toujours afin de réduire l'incidence du coût des déplacements, Salim milite également au sein de son entreprise pour la mise en place du télétravail mais certains syndicats y sont opposés : « *Donc [notre proposition] c'était deux jours par semaine environ. Et eux [les syndicats] disaient que c'était la porte ouverte à la délocalisation. [Ils pensent que] si le télétravail marche pourquoi maintenir l'activité dans [cette entreprise] et ne pas délocaliser...* » La possibilité de télétravailler serait toutefois, selon Salim, un moyen pour l'entreprise d'augmenter sensiblement les revenus sans alourdir la masse salariale – en particulier pour les personnes qui, comme lui, dépensent plusieurs centaines d'euros par mois en déplacements domicile-travail – grâce à l'économie réalisée sur les navettes domicile/travail évitées.

Changer les pratiques de déplacement domicile/travail s'accompagne d'une modification de l'organisation domestique ce qui implique, pour les salariés ayant de jeunes enfants, soit de payer des surcoûts de mode de garde, soit que le conjoint se rende plus disponible alors qu'il est lui-même contraint par ses propres déplacements et son organisation professionnelle. Du côté de l'entreprise, faire en sorte que les salariés puissent se rendre différemment au travail lorsque le site de l'entreprise est localisé dans une périphérie peu accessible impose de repenser les horaires de travail, l'organisation des équipes, voire les façons de travailler pour rendre d'autres formes de travail possibles. L'importance de la réalité de ces freins est confirmée lorsque d'autres types de déplacement sont observés.

Salim dresse ainsi le constat qu'il « *roule beaucoup moins de toute façon ; on fait beaucoup plus attention. Moi je fais beaucoup de travaux ; je rénove des maisons [en plus de son travail salarié] que j'ai achetées en fait. Avant, il me manquait une boîte de vis, je prenais ma voiture, j'allais... Parce que, là, pour trouver des grandes surfaces c'est ou Mâcon ou Villefranche, Crêches. Du coup, j'allais à Crêches. Là, j'attends, je me fais une liste, et j'y vais ; mais quand j'y vais, je n'y vais pas pour deux boîtes de vis. J'y vais, je prends mes plaques de placo, je prends mes rails, je prends... Et puis j'ai un copain qui rénove aussi et on essaie aussi de se grouper.* » Changer ses habitudes de mobilité impose d'anticiper l'ensemble des déplacements.

Autre indice de changements et de tensions en raison des coûts de l'énergie, les salariés ont des pratiques de covoiturage actif pendant les loisirs, notamment en ce qui concerne le transport des enfants où la pratique est privilégiée dès qu'elle est possible, même si cela donne lieu à des arrangements complexes comme l'explique Thierry : « *Donc, ma fille est en internat sur La Ravoire à côté de Chambéry. Elle fait un bac pro. Et donc, le lundi matin ma femme va chercher, à Pont-de-Chéruy qui est juste un peu plus loin, un de ses collègues de classe, le matin à 6 heures, et les amène à la gare de Bourgoin prendre leur train à 6 heures 50. [...] Le mercredi après-midi, ma femme rentre vers 13 heures 30. Là, elle est partie, en gros, une demi-heure amener mon fils au tennis avec un petit voisin du lotissement et la maman va les chercher à 18 heures 30. [...] Et le vendredi soir, c'est l'autre parent qui ramène ma fille. Voilà. Donc, on essaie de faire, tant que ce faire, du covoiturage.* »

L'organisation du travail qui se traduit par l'éclatement des horaires d'embauche au sein des zones d'emplois freine ainsi l'essor de solutions alternatives, alors même que l'analyse des comportements de mobilité des familles de salariés révèle un usage important du covoiturage au quotidien pour le transport des enfants et les activités de loisir. Le covoiturage se développe ainsi sur des activités où, soit le temps est moins contraint, soit un horaire de début d'activité commun rend le service possible.

Enfin, autre indice d'une croissante vulnérabilité, l'attention est aussi reportée sur les loisirs, tant sur leur nombre que sur la prestation : « *Avant on ne regardait pas forcément la station de ski où on allait. Maintenant, on choisit une station de ski moins chic ; les appartements sont moins chers, c'est moins loin ; les forfaits sont moins chers. On part plutôt avec le CE de mon mari ; avant, on ne le faisait pas. On profite de tarifs que l'on peut avoir. Avant, on ne le faisait pas* » (Sylvie, 43 ans, employée, mariée, 2 enfants). Se focaliser sur les seules navettes domicile/ travail ne rend ainsi pas compte des efforts consentis. Par ailleurs, si les navettes domicile/travail sont pour l'instant peu affectées par la hausse des coûts de l'énergie, des recherches d'économie sont réalisées sur d'autres postes comme les loisirs ou l'alimentation. L'effort financier consenti pour pouvoir se déplacer quotidiennement influence ainsi les conditions même de l'habiter et contraint à des choix qui influencent notamment le confort quotidien.

La mobilité est une dimension fréquemment sous-estimée lors d'une installation en périurbain alors même que son incidence est lourde de conséquences et a de multiples effets sur l'habiter. Lorsque l'on examine les organisations domestiques, le poids accru de l'absence des conjoints a une incidence sur la répartition des tâches et renforce les postures genrées au sein du couple en faisant reposer sur la femme l'ordonnancement de la famille dont l'implication est une moindre capacité d'investissement du marché du travail en raison de la demande de disponibilité et du caractère limité des emplois qu'il est possible d'exercer sur place.

L'autre effet de la mobilité porte sur les modes d'habiter eux-mêmes. Le coût de la mobilité représente un poste important difficilement compressible ainsi que je l'ai montré en raison de la localisation certes des domiciles mais également des emplois et de leur nature qui contraignent à un mode de déplacement autosoliste malgré la mise en œuvre de pratiques autres sur les temps de loisir et les accompagnements des enfants. Changer ses habitudes de

transport ne peut ainsi s'effectuer sans une modification radicale des routines entourant non seulement la mobilité mais également le quotidien familial, les modes de garde des enfants et l'organisation professionnelle de l'autre conjoint. Mises en regard, les pratiques induisant la transformation des usages de l'énergie au sein des foyers portent elle sur des ressentis. Si elles remettent en question l'ensemble des pratiques leur mise en œuvre ne se traduit pas par un bouleversement de l'organisation quotidienne de l'ensemble de la famille.

Dans l'analyse réalisée sur l'incidence de la mobilité sur le quotidien comme dans celle portant sur les changements de comportement dans un contexte de contrainte financière liée à la hausse des coûts de l'énergie, les effets de la mobilité sont liés à la contrainte temporelle qu'elle représente, un temps qui impose des arbitrages professionnels comme financiers et qui affectent les modes d'habiter en périurbain, premier indice d'une prégnance des structures temporelles dans la relation établie aux lieux et d'une difficulté de conciliation entre des aspirations qui se contrarient nées de souhaits de conciliation de temps contraires que sont d'une part l'inscription dans la durée familiale au travers d'un lieu et d'autre part le temps professionnel.

10 – Habiter entre mobilité et immobilités : analyser les trajectoires résidentielles

Que ce soit lors de ma maîtrise ou de ma thèse, mes terrains d'enquête ont privilégié des zones peu touristiques où prédomine un habitat ancien. L'acquisition de la résidence secondaire provient alors d'héritages et de l'achat de biens nécessitant la plupart du temps d'importantes rénovations. Comme j'avais pu le noter, le dédoublement des espaces domestiques est peu influencé par la localisation des résidences principales pour les classes moyennes et supérieures, ce que confirme la revue de la littérature¹⁴⁵, contrairement aux milieux sociaux plus modestes qui résident la plupart du temps à une à deux heures de route de leur lieu de villégiature. Cette distance détermine le rythme des visites et les modalités des usages, vacanciers et/ou de fin de semaines. Jouir d'un deuxième logement s'accompagne pour nombre de résidents secondaires d'« un devoir de présence », qui se traduit par des visites répétées et exige donc une certaine proximité géographique. Pour qu'une telle présence soit possible, il est nécessaire que le lieu de résidence principale, et donc de travail, se situe dans un périmètre de trois heures de route maximum. Au-delà, les visites de fins de semaine sont considérées comme impossibles à réaliser en raison du coût et du temps passé dans les transports. Exercer un emploi à proximité de sa résidence secondaire implique dès lors d'effectuer des choix professionnels. Ces choix peuvent avoir été réalisés dès la sortie du lycée ou de l'université en

¹⁴⁵ La revue de la littérature effectuée par Martin Dijst *et al.* (Dijst *et al.* 2005) ne permet en effet pas de conclure dans un sens ou dans un autre car si certaines recherches comme celle d'Andreas Kagermeier (Kagermeier 1997) en Bavière montre que la possession d'une maison avec jardin réduit le nombre des déplacements de loisirs, Roy Wolfe (Wolfe 1977) pour l'Ontario et, plus récemment, Andrée Fortin et Carole Després (Fortin & Després 2009) pour le Québec dressent un constat inverse. Martin Dijst et B. Vermeulen (1999, cité dans Dijst *et al.* 2005), à la suite d'une recherche sur la possession des résidences secondaires aux Pays-Bas, concluent qu'il n'existe pas de différence dans la possession des résidences secondaires selon que l'on habite en milieu urbain, rural ou périurbain.

refusant de chercher un emploi ailleurs que dans un périmètre restreint favorisant l'accès à la résidence secondaire. Ce n'est toutefois pas à cet unique moment que l'incidence de la résidence secondaire se fait sentir. En effet, lors de changement d'emploi ou de mutation (que ce soit dans la fonction publique ou le secteur privé), certains privilégient la proximité, quitte à accepter un poste moins intéressant que celui auquel on aurait pu prétendre. Dans ce cas, la possession d'une résidence secondaire s'avère être un frein à une grande mobilité géographique et professionnelle, mais se traduit par une forte intensité de la mobilité pendulaire locale et peut même aboutir à une installation à temps complet. Analyser l'importance symbolique de la résidence secondaire et de l'organisation des temps de présence m'a ainsi incitée dès les débuts de mon parcours professionnel à questionner les trajectoires résidentielles et à les intégrer dans une compréhension large d'enjeux familiaux, de sociabilité et professionnels.

Il m'a semblé opportun de débiter cette exploration des relations entre mobilité et habiter par une réflexion sur les trajectoires résidentielles dans une perspective sociologique car, dynamiques, elles permettent d'observer l'individu dans l'évolution du cours de sa vie et d'analyser les motivations de ses choix. Je postule que l'habiter contemporain ne peut être saisi qu'au moyen de l'appréhension des aspirations et de leurs évolutions au cours de la vie, ainsi que des choix effectués en matière de localisation des logements. Une telle entrée interroge les choix réalisés par les individus et donc la hiérarchie des priorités établies et des processus à l'œuvre, car si l'on peut postuler que tout logement n'est pas habité, le logement caractérise toutefois l'une des dimensions de l'habiter. Ce choix n'est jamais absolu comme le soulignent Jean-Yves Authier, Catherine Bonvalet et Jean-Pierre Lévy en introduction à l'ouvrage collectif portant sur les choix résidentiels, car il « ne se résume pas à une affaire de hiérarchisation entre les caractéristiques du logement ou du quartier » mais à un jeu avec les contraintes qui pèsent sur les ménages et « leur imposent d'aménager leurs priorités, d'adapter les mécanismes décisionnels, d'ajuster les aspirations initiales à l'univers des possibles » (Authier, Bonvalet

& Lévy 2010: 8-9). Cette entrée permet ainsi de questionner la dimension dynamique des trajectoires, le sens pris par les lieux au cours de la vie. En effet, selon John Urry et Mimi Sheller (Sheller & Urry 2006), la mobilité ne peut exister que parce qu'une partie du monde phénoménologique et matériel des individus est fixe. Quelles sont dès lors les immobilités nécessaires dans le cas des trajectoires résidentielles ? Que disent-elles de l'habiter ?

La première partie de ce chapitre interroge l'évolution des lieux de l'habiter dans une perspective diachronique, elle s'appuie sur l'analyse d'une généalogie résidentielle constituée depuis ma thèse, tandis que la seconde interroge la nature des choix effectués entre mobilité résidentielle et professionnelle par des travailleurs mobiles.

10.1 - Les lieux de l'habiter

À la suite des travaux d'Isabelle Bertaux-Wiame (Bertaux-Wiame 1995), qui confirment l'importance d'aborder de façon conjointe la famille et le logement pour comprendre les ressorts des couples d'oppositions sédentarité¹⁴⁶/migration, mobilité/immobilité, mes premières recherches conduites en France puis en Russie sur les datchas m'ont incitée à explorer les trajectoires résidentielles des individus et des familles et leur inscription dans des systèmes résidentiels (Pinson 1988) qui contribuent à produire des lieux qui eux-mêmes construisent du « lien familial en permettant les rencontres, les échanges et l'hébergement » (Bonvalet, Gotman & Grafmeyer 1999: 243). Ainsi, dans sa recherche sur les migrations en France, Paul-André Rosental (Rosental 1999) donne à voir leur ancienneté, les logiques qui les sous-tendent, et démontre la nécessité d'intégrer le temps long pour comprendre les phénomènes en cours¹⁴⁷. Dans ce contexte, la résidence doit être prise en compte

¹⁴⁶ Il ne s'agit pas, ainsi que Dominique Maison (Maison 1993) l'a montré, d'une assimilation de sédentarité à passivité, mais de rendre compte d'un état de non déplacement.

¹⁴⁷ Cf. également pour des recherches portant sur une époque plus contemporaine, les travaux de Christophe Hanus (Hanus 2009) sur l'incidence d'un patrimoine immobilier sur les trajectoires migratoires dans le val de Mouthe.

à partir des logiques migratoires à l'œuvre au sein de la parenté, des modes de regroupement familiaux privilégiés et de la fonction attribuée aux lieux dans la trajectoire de chacun. Le temps long doit donc être restitué à l'échelle d'une lignée, pour en comprendre les incidences, ainsi que volume mental occupé, c'est-à-dire, selon Constance de Gourcy, « l'aire géographique que les membres d'une société donnée parviennent à embrasser par la pensée » (Gourcy (de) 2005: 195). Une approche qui permet de repérer les continuités, les ruptures, ou simplement les discontinuités des parcours dans les lignées. Comment toutefois s'articulent les multiples lieux et participent-ils de l'habiter ? Le propos est ici de questionner le rôle et la fonction des lieux pour des individus ou des familles connaissant une mobilité résidentielle importante. Deux aspects sont observés : la complémentarité des lieux présents et le lien entre ceux occupés par le passé et ceux du présent sur quatre générations.

Armand Caron, un professeur du secondaire, achète en 1894 sa résidence secondaire, une maison avec étable encastrée entre deux fermes, à Dhuys, hameau de Chavannes dans l'Ain quelques années avant sa retraite. Il est natif d'un village voisin, Treffort, où vivent encore des membres de la famille de sa femme. Veuf depuis la naissance de son troisième enfant en 1869, il travaille à l'époque à Clermont-Ferrand. Ses trois enfants, Marie-Thérèse alors professeur du secondaire qui restera célibataire, Anatole et Jean, qui deviendront tous les deux professeurs d'université, vivent à Paris où ils travaillent ou finissent leurs études. Eux-mêmes ont passé toutes leurs vacances à Treffort, des séjours facilités par l'affectation de leur père à Bourg-en-Bresse distant de seize kilomètres pendant toute leur enfance. À son décès, ils héritent de la maison. Ils y séjournent tous les étés et aux vacances de Pâques. Ils la conserveront en indivision pendant quelques années. Jean se marie le premier et obtient un poste à Grenoble où il restera jusqu'à la fin de ses jours. Anatole commence par travailler à Toulouse de 1895 à 1903. Nommé à Paris, il convole à son tour en 1913. Son frère a alors déjà quatre enfants. Il en aura neuf en tout. En 1923, pour pallier à l'exiguïté de la maison, Jean, alors propriétaire d'un grand appartement à Grenoble, acquiert une maison bourgeoise à Chavannes.

Anatole, qui a lui acheté une maison bourgeoise en banlieue parisienne, rachète sa part de la maison de Dhuy. Il a deux enfants, Mireille et Paul. Ce dernier épouse en premières noces une cousine, Hortense, héritière d'une ferme dans un hameau voisin, Thioles, dont il divorce quinze ans plus tard. Il vit à Marseille puis en région parisienne. Sans son divorce, Paul aurait laissé la maison de Dhuy à sa sœur. Un compromis fut recherché au décès de leurs parents pour trouver une solution de partage durable. Une division physique fut décidée. Paul reçut la partie habitable alors qu'étable, granges et chambres situées au-dessus de ces locaux revinrent à Mireille. Le jardin est conservé en indivision jusqu'au décès de Paul, sa sœur ayant entre-temps racheté sa part. Toute sa vie Paul recevra à Dhuy ses trois enfants qui séjourneront toutefois à Thioles chez leur mère la plupart du temps sauf quand leur grand-mère paternelle les invitait. En dehors des périodes de vacances ils vivent dans un premier temps à Marseille avec leur mère, puis migreront au gré d'opportunités professionnelles, l'aînée étant conservateur de bibliothèque, le second chercheur et le troisième vendeur d'ouvrages littéraires. Les enfants continueront donc à rencontrer leurs cousins régulièrement.

Mireille a, elle, habité quelques années en Bretagne après son mariage avec Émile dont elle aura trois enfants, puis Fontainebleau, Marseille pendant la guerre, avant de s'installer avec sa famille dans un étage de la maison parisienne de ses parents à la fin de la seconde guerre mondiale. Elle y résidera jusqu'à la prise de la retraite d'Émile avec sa mère puis la famille de son fils aîné, Philippe, ingénieur d'étude. Celui-ci quitte la région parisienne en 1980 avec ses trois enfants pour suivre à Nice son épouse où elle retrouve sa famille. Ils achètent une résidence secondaire dans le haut-pays niçois, dans le village d'origine de sa femme, puis une maison à Nice. Tous les deux ont obtenu des mutations. Il divorce en 1987, conservera la maison niçoise et rachètera une résidence secondaire dans un village voisin de celui de son ex-femme. Le puîné, Jean-Pierre, géologue, vivra plusieurs années à l'étranger, il se mariera dans le sud de la France, divorcera, s'installera en région orléanaise une dizaine d'années avant de migrer pour les États-Unis avec sa nouvelle épouse et leurs

enfants. Le dernier fils, Bertrand, prendra un cabinet de médecine lui aussi dans le sud de la France après ses études. Il y rencontre sa future épouse. Il repart pour la région parisienne au milieu des années 1980. Il conserve sa maison qu'il transforme en résidence secondaire et achète quelques années plus tard un pavillon en banlieue parisienne.

Mireille et Émile vendent leur maison de banlieue en 1982. Ils louent un appartement en région parisienne jusqu'en 1994 puis à Nice où, suite aux sollicitations de Philippe, ils vont vivre jusqu'à leur décès. L'argent de la vente est partagé entre leurs fils, ce qui permettra à Philippe et Bertrand d'accéder à la propriété de leurs résidences principales.

Jusqu'en 1996, année des décès d'Émile et de Philippe, Dhuy est le point de ralliement de la famille. Mireille y a toujours passé un mois l'été avec ou sans la présence d'Émile. Leurs fils les rejoignent ensemble ou séparément. La transmission à la génération suivante ne va toutefois pas de soi. Si une partie de la descendance de Jean se rend toujours au village, de même que les enfants de Paul qui ont conservé la maison de leur mère, au décès de Mireille, en 2007, Jean-Pierre et Bertrand soldent leur histoire familiale commune en vendant la maison et l'ensemble de ses meubles et objets. Pour Bertrand, il s'agit d'affirmer la prépondérance de ses choix matrimoniaux sur la lignée de sa mère et pour Jean-Pierre, de finir de liquider ses liens avec la France. Leur cas illustre, d'une part, le côté ambivalent de tout héritage (Gotman 1988, 1995) et, d'autre part, la difficulté à maintenir une bicentration (Rémy 1999) lorsque d'autres liens ont été créés, qu'ils relèvent d'une histoire de couple ou de choix à effectuer entre des lignées en raison de la multiplication des lieux d'ancrages. Si la vente solde une histoire familiale locale, cela ne signifie pas qu'il n'y a pas eu transmission d'un habitus résidentiel. En effet, lors du décès de Mireille, Bertrand et l'épouse de Philippe possèdent une résidence secondaire. Des comportements qui témoignent de la transmission d'une relation particulière à l'habitat se traduisant par le dédoublement de l'espace résidentiel et l'accès à la propriété (Catherine Bonvalet & Gotman 1993).

La maison de Dhuys ne fut pas seulement lieu de villégiature. Elle devint la résidence principale d'un des membres de la famille à plusieurs reprises. Paul vécut un an à Chavannes pendant son enfance pour raison de santé puis avec sa femme à la fin de la seconde guerre mondiale alors qu'il était en attente de poste. Jean-Pierre y demeura une année lorsque, au chômage et nouvellement divorcé, il recherchait de nouvelles opportunités professionnelles. À son tour, le fils cadet de Paul s'est installé à Dhuys en 1997 à cinquante-cinq ans pour prendre un nouveau départ à la suite de plusieurs échecs professionnels en région parisienne. Il résidera dans la maison jusqu'à la mort de son père en 2002 subsistant grâce à des emplois précaires, puis achètera un appartement non loin de là où il vit toujours. Cet usage de la résidence secondaire comme ressource contre la précarité et solution d'attente lors de périodes de transition - un divorce, un changement de profession, une attente de poste, etc. - est moins lourd pour l'entourage que la re-cohabitation au domicile parental (Blöss 1997). La maison offre un espace d'accueil qui rend les ruptures et bifurcations plus facilement supportables pour l'ensemble du groupe familial et procure un espace autonome au membre de la famille qui cherche à se reconstruire.

L'analyse des usages de la maison des Caron au prisme des histoires familiales et des mobilités résidentielles de ses membres nous renseigne sur plusieurs éléments de l'habiter contemporain. Le premier est la pluri-centration de cet habiter, ce qu'Anne Gotman qualifie de « maison à espaces multiples » (Gotman 2014: 286). Dans cette pluri-centration qui s'accompagne de mobilités résidentielles importantes pour des raisons professionnelles et électives, comme de recompositions familiales, le bien perçu comme « maison de famille » conserve une stabilité et arrime autour de ses membres une vie familiale qui se traduit par la durée des réseaux par-delà les migrations. Les travaux précurseurs de l'équipe entourant Pierre Sansot sur la résidence secondaire retenaient que « la structure binaire [...] permet le changement, elle ne nous enferme pas dans l'immobilisme de l'identité, elle sauvegarde une certaine différence, mais, en même temps, par le jeu des compléments, elle clôtüre une fuite qui multiplierait la résidentialité d'une façon peu tolérable pour l'ordre social » (Sansot, Strohl,

Torgue & Verdillon 1978: 20). Philippe Bonnin (Bonnin 1999) s'appuie sur la disjonction des ressources de la *domus* éclatée pour caractériser les fonctions de la résidence seconde quand Jean Rémy regarde, lui, la différence établie entre primarité et secondarité, la secondarité étant ce qui permet « d'échapper à l'enfermement dans les rôles sociaux, quels qu'ils soient », quand la primarité est le lieu d'exercice de ces rôles (Rémy 1999: 320). Les deux perspectives évoquent toutefois des représentations statiques des identités et de l'habiter, relevant de visions sédentarisées où « la résidence était comprise comme le terrain local de la vie collective, le voyage un supplément [alors que] les racines précèdent toujours les routes¹⁴⁸ » (Clifford 1997: 3). Comme l'indique l'analyse des trajectoires, les fonctions assignées aux lieux ne sont pas statiques mais évoluent au fil des parcours et des rôles sociaux, et peuvent être déplacées.

Le deuxième constat issu de l'analyse des usages de la maison des Caron, qui relève de la tautologie, énonce que tous les lieux de résidence ne remplissent pas les mêmes rôles au sein de l'histoire aussi bien individuelle que familiale et peuvent occuper des fonctions évolutives selon les aléas de l'histoire individuelle, personnelle ou professionnelle.

Le troisième souligne l'importance des réseaux de relations et des groupes familiaux pour comprendre les trajectoires résidentielles et les choix opérés par les ménages (Bonvalet & Dureau 2000: 150). La famille structure tant des choix résidentiels que des modes d'habiter et d'appropriation des biens qui sont l'objet d'une transmission même quand les biens eux-mêmes ne sont pas transmis. Il s'agit ici de la possession d'une résidence secondaire comme de l'accès à la propriété de la résidence principale qui, pratiquement toutes, sont des maisons. Si les trajectoires donnent aussi à lire le rôle des conjoints ces derniers se conforment également au modèle dominant et si le choix des lieux est négocié les modes d'habiter restent eux pérennes. Les trajectoires résidentielles demandent ainsi à être analysées en fonction des modèles de production et de reproduction de l'unité familiale, de la diversité et de la densité

¹⁴⁸ Ma traduction.

des réseaux de parenté (Bonvalet 1997: 26-27). La transmission s'effectue au travers de « la reproduction intergénérationnelle des statuts résidentiels, la localisation, le statut et le type d'habitat » (Catherine Bonvalet & Gotman 1993). D'évidence, les logements transposent les enjeux conjugaux et familiaux qui se nouent autour de l'habitat. En effet, « les choix effectués en matière résidentielle, tout au long du cycle de vie familial, portent l'empreinte des effets de transmission, des rapports entre les générations et des compromis opérés au sein des couples. Étudier les choix de localisation, de statut d'occupation ou de type de logement, c'est étudier en fait la façon dont l'individu se positionne, plus ou moins volontairement, plus ou moins consciemment, à l'égard de sa famille. Et on peut les interpréter comme une traduction du lien familial, qu'il soit de l'ordre de la reproduction, du rejet ou de l'indifférence » (Bonvalet 1997: 39-40).

Le quatrième élément à retenir est le caractère évolutif des liens aux lieux comme le caractère labile des fonctions qui leurs sont dédiées. Yannick Sencébé et Mohamed Hilal avaient noté à propos des périurbains, la différence entre ceux « pour lesquels les lieux font liens et ceux qui habitent la campagne proche de la ville pour lesquels les liens font lieux » (Hilal & Sencébé 2002). Les trajectoires montrent qu'un même individu peut à la fois vivre l'une et l'autre des configurations selon le lieu et qu'il existe des complémentarités entre ces deux modes d'habiter les lieux. La maison de famille joue ainsi autant un rôle de polarisation de l'histoire familiale que de refuge qui favorise de nouveaux départs. Elle représente une attache, une référence dans la vie familiale qui permet d'aller de l'avant vers de nouveaux projets et destinations professionnelles.

10.2 - Du style de vie au non choix : analyser les trajectoires de travailleurs mobiles

Cette analyse de l'ensemble des lieux habités permet d'observer les variations et les constances au sein d'une lignée. Elle montre l'importance de la famille dans la socialisation aux modes d'habiter, la part des aléas et des choix relevant de décisions en apparence plus individuelles. Les individus sont toutefois également pris entre des trajectoires professionnelles et familiales leur imposant des choix que ces derniers aient été muris ou effectués en réponse à un événement déclencheur. La lecture des trajectoires révèle les discontinuités dans les parcours mais ne les rend pas intelligibles sans une analyse croisée offerte notamment par l'usage méthodologique de la bifurcation. La bifurcation biographique est « un changement important et brutal dans l'orientation de la trajectoire, dont à la fois le moment et l'issue étaient imprévisibles, pour l'acteur comme pour le sociologue » (Bidart 2006: 31). La typologie élaborée par Michel Grossetti pour analyser ces bifurcations « se fonde sur deux caractéristiques des situations : la plus ou moins grande prévisibilité du moment de leur survenue et celle des issues possibles » (Grossetti 2006: 16). Cette partie de l'analyse est essentiellement bâtie sur une recherche réalisée en 2008-2009 auprès de travailleurs mobiles. Les trajectoires professionnelles et résidentielles de ces derniers étaient confrontées à deux types de bifurcation, celles du carrefour et de la crise. Dans le modèle de la crise, « il arrive que l'instabilité et l'imprévisibilité [des parcours de vie] naissent du recouvrement dans une même situation de contextes d'activité normalement bien distincts : la vie professionnelle, la vie familiale, la santé, etc. » (Grossetti, 2006 : 18). Par exemple, un type d'imprévisibilité, notamment le chômage, peut être à l'origine d'autres formes d'imprévisibilités liées à la décision de prendre ou de refuser un poste comprenant une forte mobilité géographique ou distant de chez soi. Dans le « modèle du carrefour : les issues sont prévues, le moment du choix est

déterminé, mais l'orientation vers l'une ou l'autre des voies possibles est imprévisible » (Grossetti, 2006 : 16). Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit de construire son parcours de vie en fonction de choix révélateurs des aspirations familiales autant que professionnelles, les deux pouvant se confondre : choix de modes d'habiter et de vie, d'équilibre des carrières, d'aspirations sociales et scolaires pour les enfants. L'analyse des choix résidentiels et professionnels effectués lors de ces bifurcations renseigne sur les aspirations portant sur l'habiter.

10.2.1 Choisir sa vie : déménager par choix

Notre façon de concevoir notre vie a fondamentalement évolué analyse Zygmunt Bauman (Bauman 2008). Pour cet auteur, les générations contemporaines de Jean-Paul Sartre adhéraient à sa conception d'une vie se déroulant selon un projet immuable une fois décidé. Les changements des structures sociales, temporelles et spatiales étaient lents et donnaient de la consistance à ce dessein. L'accélération des rythmes et la difficulté à bâtir des projets sur le long terme ont rendu cette conception de la vie caduque au profit d'une autre, bâtie au fil des opportunités. Selon Zygmunt Bauman (Bauman, 2008), chacun peut dès lors être acteur et artiste de sa vie. Ces aspirations peuvent diverger du modèle dominant de réussite sociale basé sur une mobilité sociale ascendante dans son étape ultime. Pour reprendre une définition plus tourainienne cela suppose pour devenir sujet d'avoir la capacité à être acteur, à construire son existence, à maîtriser son expérience, à être responsable (Wieviorka 2008). Cela suppose donc d'être en capacité d'agir et donc de jouer avec les contraintes, d'ajuster son projet entre des désirs parfois contradictoires, les aspirations de l'ensemble de la famille et les contraintes matérielles et financières.

La capacité à construire sa vie en fonction de choix économiques autant que sociaux ou moraux, de choisir de rebâtir ailleurs son chez-soi, que ce soit à la suite d'une insatisfaction professionnelle ou d'un désir d'ailleurs, a

particulièrement été analysée dans le cas des migrations de style de vie des Britanniques. Cherchant à cerner les spécificités du phénomène, Michaela Benson et Karen O'Reilly (Benson & O'Reilly 2009) notent que la recherche d'une vie meilleure, qui, en apparence, n'est pas différente de celle des migrants, est toutefois distinctive et reflète la palette plus large de choix de vie offerts aux individus dans le monde postmoderne, l'augmentation récente du phénomène résultant d'une analyse réflexive des opportunités (Giddens 1991). Les migrants de style de vie recherchent littéralement et de façon figurative des places qui leur accorderont un asile ou une nouvelle naissance. Il s'agit autant de sortir d'une routine devenue trop lourde, de créer l'occasion de tout recommencer, que du désir d'une vie plus apaisée qui retrouve de son sens et se caractérise au moins en partie par des loisirs et de la relaxation (Benson & O'Reilly 2009). Ces migrations représentent une façon de négocier individuellement les tensions entre l'expérience de demandes matérielles accrues conduisant à la poursuite de salaires plus favorables et les conventions culturelles prévalentes de recherche d'une bonne vie qui structurent les narrations morales individuelles (Hoey 2005). Pour Brian Hoey, chacun est encouragé, quel que soit son âge, à se penser comme en perpétuel processus de devenir. Il existe un ensemble de transformations qui ont favorisé ce type de migration, dont la globalisation, l'augmentation des mobilités, l'accroissement des richesses (Amit 2007; Bauman 2006; Giddens 1991; Urry 2007).

Les migrants de style de vie font le choix de s'installer dans un autre pays ou une autre région pour des raisons d'aménités la plupart du temps et, pour les actifs, en raison d'une conciliation de plus en plus difficile entre leur vie professionnelle et leur recherche de valeurs humaines (Hoey 2005). Ces parcours relèvent de la bifurcation. Jimmy Ogg (Ogg 2010) a ainsi montré que la flambée des prix de l'immobilier au cours des vingt dernières années a directement modifié le rapport que les Britanniques entretiennent avec leur logement, devenu un bien de consommation autorisant l'accumulation rapide d'un capital dont la revente, suivie d'un rachat à moindre prix, permet de dégager un capital transformé en rente. Si cet auteur mentionne cette pratique

comme courante auprès des retraités, ses échos portent jusqu'aux couples encore en activité. En témoignent les très nombreuses installations observées en France (Barou & Prado 1995; Benson 2009, 2010; Buller & Hoggart 1994; Ortar 2015b) comme en Espagne (O'Reilly 2000). Le projet professionnel passe au second plan dans un projet de vie centré sur la migration. La première particularité de ces migrations, bien que depuis les années 1970 le rôle de la parenté ait été démontré dans la compréhension des trajectoires résidentielles (Déchaux 2007; Ortar 2005b, 2011b; Pitrou 1978; Roussel 1976), est qu'elles ne procèdent que rarement de choix familiaux.

Décider de son lieu de vie indépendamment de la localisation de son emploi confronte les migrants de style de vie à différentes mobilités résultant de choix - choix de vie familiaux comme professionnels -, saisis comme autant d'opportunités de construire la vie désirée, dont les coûts sont sous-estimés. « La mobilité est un phénomène ambivalent. Les sociétés modernes ont besoin d'offrir des potentialités de mobilité pour rendre possible un maximum de liberté de mouvement. Mais en même temps elles réalisent l'impossibilité et les effets contre-productifs de ces mobilités » souligne Sven Kesselring (Kesselring 2009: 84) dans sa lecture de la société du risque. Une analyse que complètent Vincent Kaufmann et Bertrand Montulet : « la valorisation contemporaine de la mobilité continue à rendre l'individu responsable de son devenir. Cela nie le fait que les structures sociales participent aussi au comportement de mobilité, que les mobilités sont assujetties aux contraintes sociales et que les opportunités conduisant à des mouvements socio-économiques ascendants auxquels l'individu répond par une plus grande mobilité sont autant des opportunités voulues et désirées que des choix par défaut » (V. Kaufmann & Montulet 2009: 53). Le déplacement est ici envisagé pour mener à des immobilités, professionnelles, résidentielles ou familiales, choisies.

L'élection d'une région s'effectue en fonction d'une connaissance préalable des lieux comme de qualités pressenties. La taille des agglomérations est examinée, de même que l'accès à des aménités naturelles comme la

montagne, sans toutefois que le marché de l'emploi ou les coûts de la vie sur place aient fait l'objet d'une estimation réaliste. De fait, peu nombreux sont ceux qui déménagent en ayant une bonne connaissance de la région d'accueil. Mathilde, la trentaine, est originaire des Pyrénées où elle a vécu jusqu'à sa majorité. Son conjoint, Jean-Marc est drômois. Ils se sont rencontrés à Grenoble où ils ont tous les deux faits leurs études. Leurs premiers emplois sont en région parisienne. Ils y vivent deux ans puis déménagent à Fontainebleau où travaille Mathilde. Lors de la naissance de leur fils, ils décident de revenir s'installer à Grenoble. Mathilde démissionne et mettra plusieurs années à retrouver une stabilité professionnelle, tandis que Jean-Marc conserve son poste et négocie de travailler deux jours par semaine au siège grenoblois de son entreprise. Son intention est de trouver rapidement un emploi en Isère, mais la situation perdure et il réalise chaque semaine ses navettes Grenoble/Paris. Lors de la décision se cumulent autant de raisons en faveur des nouveaux horizons, qu'un rejet du mode de vie actuel quand la prolongation de l'alternance les prive de toute réinstallation totale à Grenoble.

Mary, secrétaire de direction, et Andrew, ingénieur dans les nouvelles technologies, appréciaient l'Andalousie et la France où ils aimaient passer leurs vacances. À la naissance de leur enfant en 2003, ils perçoivent le non-sens de leur vie londonienne : ils courent sans cesse, se voient peu afin de limiter les horaires de l'assistante maternelle et, à la lumière de ce quotidien, leur avenir professionnel s'avère peu intéressant. Cette insatisfaction les conduit à vendre leur maison pour acheter un corps de ferme fortement délabré dans le Morbihan où ils s'installent dans l'intention de travailler quand bien même qu'ils ne parlent pas français. Mary attend leur deuxième enfant et a démissionné. Andrew, lui, conserve son emploi, le temps de parachever leur installation et de payer les travaux. Il espère trouver ensuite un emploi sur place. Très rapidement le couple déchanté face au coût de la vie en France et à l'étroitesse du marché de l'emploi local dont les offres ne requièrent pas leurs compétences. Après une période d'incertitude, Andrew et Mary décident de poursuivre leur projet d'installation. Andrew continue de travailler à Londres et le couple y loue un

appartement qui servira de résidence secondaire aux enfants et à Mary qui a pris un emploi de retranscription qu'elle exerce à domicile. En 2008, cela fait cinq ans qu'ils vivent ainsi. Malgré leur désir d'habiter au quotidien sous le même toit, ils ne parviennent pas à entrevoir d'autres solutions financièrement viables.

Ces deux trajectoires résidentielles et professionnelles ne peuvent être analysées sans une prise en compte des tensions générées par des choix électifs, tant en matière de lieu d'habitation que d'emploi, confrontés aux réalités du marché du travail, comme d'une impossibilité à concilier profession, famille et lieux électifs. Ces parcours révèlent l'influence décisive des lieux autant que des habitations et de l'habiter sur un projet de vie explicite. La difficulté à aller au bout de ses aspirations provient des contradictions inhérentes à l'accession à la propriété d'une maison, entre des choix électifs et une obligation à les financer, comme des aspirations professionnelles incompatibles avec les opportunités d'emploi disponibles sur les lieux d'élection.

10.2.2 Faire face à l'événement : entre sédentarité, cycle de vie et recomposition familiale

« Épiphénomène ou au contraire manifestation inaugurale de la rupture de sens (Bensa & Fassin 2002), l'événement est une notion à géométrie temporelle variable qui travaille certes le discours collectif sous une forme médiatisée, mais encore la compréhension biographique des individus (Leclerc-Olive 1997) » (Heintz & Rivoal 2014: 392). L'événement, qu'il s'agisse d'une prise de poste loin du domicile actuel, d'une mutation, d'une rupture affective, dessine une « ligne de partage » (Bensa & Fassin 2002: 6) qui va durablement, voire définitivement, infléchir les trajectoires des individus. L'événement est à la source de bifurcations produites par des changements de contexte qui n'avaient pas été anticipés et met ainsi à mal les théories existentialistes pour retrouver les conclusions de Jürgen Habermas selon lesquelles, même dans une société moderne, les conduites de vie et les histoires vécues ne sont pas que le résultat de « projets de vie », car « l'individu ne dit pas oui ou non à sa

biographie » (Habermas 1987 [1981]: 123). Dans les cas d'espèce suivants, les imprévus ont joué un rôle déterminant.

Marc et Marguerite, un couple de quinquagénaire, ont décidé de quitter la région lyonnaise pour le sud-ouest lorsque Marguerite a pris sa retraite à 52 ans, ce qui correspond, selon la typologie élaborée par Michel Grossetti, à une bifurcation de type carrefour ou de choix de vie. Marc, employé dans une grande entreprise de transport, devait encore travailler trois ans. Il envisageait toutefois assez sereinement le déménagement car existait alors un train de nuit entre Lyon et Bayonne lui promettant de réaliser facilement ses allers-retours hebdomadaires. Un an après, ce train fut supprimé. Ce changement fragilisa Marc et le plaça dans une situation d'incertitude. Six mois plus tard, sa direction lui notifia la suppression de son poste et refusa de lui en retrouver un localement au motif de son incapacité à s'adapter au nouveau système de gestion mis en place. Il fut contraint de négocier une mutation en région parisienne où il prit un poste exigeant une totale remise en question de ses façons de travailler et l'acquisition de nouveaux savoir-faire professionnels.

De fait, pour nombre de personnes, la mobilité géographique est subie sans que les individus et le groupe familial n'aient été préparés à la vivre. Ce sont d'anciens chômeurs dont le nouvel emploi a nécessité une mobilité, tel Yves, un quinquagénaire chef d'équipe, dont le premier poste était sédentaire et qui se retrouva au chômage alors qu'il allait être père et était seul à assurer un revenu. Un autre type de bifurcation est celle des employés en fin de carrière, notamment des fonctionnaires et assimilés, contraints à une mutation. Le choix, lorsqu'il existe, est la recherche de la solution la moins dommageable comme pour Marc ou encore Marcelle. Cette cadre divorcée de 53 ans résidant aux abords de Rouen décida de travailler à Paris à la fermeture de son poste pour éviter Lille. Si Marcelle convoitait un poste sur Paris en gare de Saint-Lazare, c'est parce qu'elle espérait effectuer des navettes quotidiennes entre son domicile rouennais et son emploi, pour limiter la mobilité au seul déplacement. La trop grande fatigue éprouvée la décida finalement à rester la semaine à Paris.

L'incertitude pèse aussi sur la durée des postes car les entreprises et les administrations évoluent rapidement tant au niveau de la structure que des méthodes et outils de travail utilisés. Les employés sont contraints de s'adapter, d'accepter ou d'anticiper des changements. Lors de notre rencontre, Marcelle venait juste de prendre un nouveau poste alors même que celui qui l'avait conduite à Paris devait être le dernier avant sa retraite. Elle pensait aussi devoir de nouveau changer l'année suivante. Pour toutes ces personnes, le célibat géographique est opté dans le cadre d'un arbitrage individuel ou du couple en fonction des contraintes et désirs actuels et / ou de futurs choix de vie. Pour reprendre la terminologie de Michel Grossetti, la gestion de l'imprévisibilité initiale a généré d'autres formes d'imprévisibilités, professionnelles autant que familiales.

Conscientes des risques que leur fait courir la mobilité sous toutes ses formes, les familles tentent de conserver la stabilité de la structure familiale. Gérer l'imprévisibilité implique d'asseoir le prévisible. Tout déménagement est perçu comme potentiellement porteur de risques et génère des incertitudes pendant la période d'adaptation au nouveau domicile. Dès lors, l'immobilisme de ce qui constitue le fondement de la maisonnée, la maison, apporte des certitudes face à l'incertitude, des ancrages face à la mobilité, même après un divorce. Le but est de réduire le mouvement au déplacement pour éviter des bouleversements plus importants du quotidien familial. Les raisons du refus de mobilité résidentielle peuvent donc être autant professionnelles que sociales, familiales ou matérielles, à l'instar des constats dressés par Cécile Vignal (Vignal 2005a, 2005b) dans sa recherche sur les ouvriers et techniciens confrontés à la mobilité.

Le refus de déménager de Didier, un cadre quinquagénaire travaillant à Lyon depuis près de vingt ans tout en résidant dans le Vercors, s'inscrit dans cette logique. Lors de la prise de décision, le déménagement a été mis en balance avec un retour hebdomadaire vers un lieu où le reste de la famille bénéficie d'une « vraie qualité de vie », selon une expression revenue fréquemment pour

justifier les choix, dont le but est de valoriser le domicile et les réseaux de sociabilité. Ce désir traverse l'espace social même s'il se décline différemment au cas par cas. La plupart des personnes occupant des postes qualifiés ont eu une première expérience professionnelle en région parisienne. Paris est quitté assez tôt dans le cours de la carrière pour des villes de province ou l'étranger. Un retour en région parisienne s'impose lors de la prise de postes plus prestigieux ou de restructurations, retour effectué seul pour ne pas défaire ce qui a été construit. Dans un rapport au travail marqué par l'instabilité, préserver les lieux de vie familiaux autorise le maintien d'un autre pan essentiel de la vie des individus, à savoir leurs réseaux sociaux et l'histoire familiale commune, ciment des relations entre les membres de la maisonnée. Ce coût social de la mobilité diffère toutefois selon les milieux. Plus que les autres catégories sociales, les cadres sont socialisés à la mobilité, la leur comme celle de leurs proches. Bouger favorise l'extension de leurs réseaux amicaux et professionnels contrairement aux milieux plus modestes qui dépendent davantage de leurs relations locales (Vignal 2005a, 2005b). Bouger représente un coût social que la nouvelle situation professionnelle ne parvient pas à compenser, surtout si elle ne s'accompagne pas d'une mobilité sociale ascendante.

Le choix implique d'arbitrer entre différents enjeux et priorités tels les lieux, la famille, les gains en termes de capital social et économique qui englobent tant la carrière du travailleur mobile que la scolarisation des enfants et l'emploi du conjoint. Dans son analyse de l'acceptation des mutations après la délocalisation d'une usine, Cécile Vignal (Vignal 2005a) souligne l'importance du logement. La population qu'elle observe, essentiellement ouvrière, se caractérise par un fort rapport à la maison dont la production est le résultat d'une œuvre collective à laquelle participent amis et parents. Se défaire d'un bien sur lequel on a œuvré est difficile. C'est bien de cet attachement dont parle Didier lorsqu'il fait état de l'ensemble des travaux qu'il a accomplis et qu'il souhaite encore entreprendre. La maison est porteuse d'un projet de vie qui dépasse les projets professionnels et ce d'autant plus qu'ils sont malmenés dans un contexte d'emploi difficile.

Pour 66% des couples étudiés par l'enquête JobMob (Schneider & Meil 2008), une recherche réalisée dans six pays européens, la décision de mobilité longue distance d'un des conjoints est professionnelle autant que familiale. Le premier avantage perçu est la chance pour la famille de vivre à proximité de proches et 84% des couples avec enfants considèrent que rester dans un environnement familial est un atout pour les jeunes (Rüger & Ruppenthal 2010). La famille et la parentèle influencent les arbitrages. Yves, déjà mentionné, réside aux abords de Falaise en Normandie où vivent également les deux familles des conjoints. Le siège de son entreprise est au Mans, soit à une centaine de kilomètres de son domicile, lieu dont il part et où il retourne toutes les semaines bien que les chantiers soient localisés sur l'ensemble du territoire français. À l'époque où Yves intégra l'entreprise, il allait être père. Favoriser la proximité des proches, et donc d'aides pendant son absence, est apparu plus judicieux que le gain de près de trois heures de route par semaine qu'aurait représenté un emménagement au Mans. L'ancrage fut conservé pour éviter une désocialisation, une perte de proximité avec les proches, garante d'une entraide nécessaire au quotidien de sa conjointe. Nous sommes ici face à ce que Cécile Vignal (Vignal 2005b) qualifie de « migration de compromis familiaux » qui cherche à maintenir l'insertion familiale et l'intégration professionnelle par la double localisation d'un des conjoints. Deux schémas opposés se dessinent entre les familles qui vivent un isolat familial géographique et celles qui, au contraire, ont besoin d'une proximité géographique, deux modèles qui sont aussi deux façons de vivre la famille dans la mobilité et d'être entouré. L'investissement fort dont sont l'objet la maison, le territoire habité et les réseaux relationnels locaux, compense l'éloignement de grands axes de transport et transforme le sens donné à la proximité et à la distance. En outre, cette dernière est plus facilement gérée par les familles de cadres déjà inscrites dans des processus de mobilité géographique (Attias-Donfut, Lapierre & Segalen 2002) aussi parce que ces familles ont plus largement recours à des aides rémunérées.

La décision est également conditionnée par l'âge des enfants et une corrélation peut être observée entre le célibat géographique et l'adolescence. Le

déménagement serait alors plus difficile à entreprendre car les jeunes opposent plus de résistance au changement, un phénomène également observé par Isabelle Bertaux-Wiame (Bertaux-Wiame 2006) dans sa recherche sur les cadres bancaires ou moi-même dans le cadre de ma recherche sur les travailleurs mobiles (Ortar 2015b). Les sociabilités adolescentes sont spécifiques et « source de prestige : les amis sont un "capital relationnel". [...] L'affiche des relations et leur validation par le groupe des pairs sont une condition d'authentification de ce capital relationnel » (Galland 2010: 6). Or, partir revient à perdre ce capital. C'est aussi risquer de fragiliser le jeune à une période critique de sa scolarité. L'investissement éducatif des parents les porte donc à accepter des compromis pour ne pas exposer l'adolescent à une situation perçue comme potentiellement déstabilisante. Paul, un cadre marié père de quatre enfants, a cherché à ce que sa dernière affectation n'oblige pas sa famille à déménager, afin que son fils aîné, dont il décrit la scolarité comme difficile, reste dans le même établissement jusqu'à l'obtention de son baccalauréat.

Le coût social de tout déménagement diffère selon les milieux sociaux ainsi que l'illustrent les trajectoires des travailleurs mobiles observés. Pour paraphraser Jacques Brun et Catherine Bonvalet (Bonvalet & Brun 2002: 71), il est possible d'affirmer que la recomposition des mécanismes et des formes de la division sociale du travail qui est à l'œuvre depuis quelques décennies a des effets sur l'évolution de la mobilité résidentielle, tout autant que sur les autres formes de mobilité, ce que montre également Cécile Vignal (Vignal 2013) lors d'une analyse des résultats issus d'un retour sur son terrain de thèse. Pour tous, conserver son logis garantit d'habiter et donc de construire son habitation (Paquot 2007), d'être de quelque part, de s'inscrire dans la durée. Le *prima accordé* aux lieux de vie du quotidien familial questionne toutefois sur la capacité des individus à être de plusieurs lieux et, de fait, freine les migrations. Tout déménagement impose ainsi son lot de remise en question de l'ordonnancement de la maisonnée (Douglas 1991), de tri, d'incertitudes (Desjeux, Monjaret & Taponier 1998), tout déménagement est également une

remise en question des équilibres professionnels au sein des couples (Pailhé & Solaz 2009).

Les trajectoires résidentielles rendent compte d'un habiter qui relève d'un exercice de composition entre des lieux, des personnes, le plus souvent issues de la parentèle ou d'un groupe social de référence, des choix professionnels et un futur espéré. Elles relèvent ainsi d'une soumission à des normes socialement établies, d'arbitrages entre des risques portant sur la carrière professionnelle de l'un ou l'autre des conjoints, des contraintes familiales comme la scolarité des enfants et donc d'enjeux de reproduction familiale autant que d'une recherche de distinction qui s'exprime dans le choix de lieux de vie électifs révélateurs d'une aspiration à la création de son propre parcours. L'analyse des trajectoires éclaire enfin une recherche d'équilibre entre ouverture et fermeture, agir et être agi. Ce champ de réflexion questionne les raisons de la centralité du territoire habité, comme l'importance accordée à la possession d'un bien mobilier et l'influence de l'intrication des mobilités et leur place dans l'habiter.

La lecture des trajectoires montre également que la mobilité spatiale autorise la pluricentration de l'habiter selon différentes modalités qui peuvent se cumuler. Elle favorise la multiplication des lieux de vie et morcelle les fonctions habitantes des logements occupés. Elle favorise également des choix résidentiels déconnectés des lieux d'emplois tout comme elle offre la possibilité de concilier les parcours professionnels au sein des couples et favorise l'unité de la résidence familiale.

11 – Dédoubler sa résidence pour habiter le temps

Qu'apporte la pluricentration des lieux de vie relevée au chapitre précédent ? Et plus particulièrement qu'offre la résidence dite secondaire qui ne peut être trouvée au quotidien ? Christian Bromberger et Georges Ravis-Giordani notaient à propos de l'habitat que « toute société, tout groupement humain, à quelque niveau que l'on se place, ancre ses manifestations, son devenir, son existence dans les relations qu'il entretient avec son milieu naturel, qui se présente toujours sous la forme d'un espace à parcourir, à habiter, à aménager, à travailler, [et dont les éléments] sont tout à la fois lieux de pratiques, objets de connaissance, symboles de rapports sociaux, valeurs communautaires » (Bromberger & Ravis-Giordani 1976: 14). Le lieu « symbolise le rapport de chacun de ses occupants à lui-même, aux autres occupants et à leur histoire commune » (Augé 1994: 157)¹⁴⁹ et donc à la famille. De fait, « le lieu anthropologique est simultanément principe de sens pour ceux qui l'habitent et principe d'intelligibilité pour celui qui l'observe », note Marc Augé. Car « ces lieux ont au moins trois caractères communs. Ils se veulent identitaires, relationnels et historiques » (Augé 1992: 69). Les lieux sont ainsi des nœuds placés à l'intersection de cheminements terrestres, relationnels et historiques (Ingold 2013 [2007]) car « chaque être intervient dans un monde déjà façonné, structuré par des générations qui l'ont précédé, où d'innombrables "petits bouts d'espace" se sont juxtaposés, superposés, entrelacés » (Guérin-Pace & Filippova 2008: 13). Ce sont des territoires localisés d'expériences sensorielles renouvelées et donc reconnaissables (Rodman 1992) qui en expriment la

¹⁴⁹ Le lieu est ici entendu au sens anthropologique c'est-à-dire comme « celui qu'occupent les indigènes qui y vivent, y travaillent, le défendent, en marquent les points forts, en surveillent les frontières » (Augé 1992: 57). « Le lieu est la fusion entre les notions de territoire et d'identité. On pourrait lire l'identité de chacun en fonction de sa résidence, des types de relations qui peuvent exister entre les uns et les autres dans un certain espace ou, autrement dit, en fonction de ce que les individus partagent, par exemple une histoire, une religion, éventuellement des monuments. » (Augé 2006: 7).

particularité. S'approprier un lieu nécessite donc de pouvoir y fixer son empreinte, ce qui implique de s'y sentir en sécurité et de bénéficier de repères cognitifs (Bernard 1992).

Habiter c'est donc construire des liens aux et avec les lieux, une opération d'apparence anodine (Detienne 2003), dont le « reste », c'est-à-dire « tout ce qui découle, techniquement et administrativement, de la nécessaire fondation anthropologique des espaces en tant que lieux d'identifications » (Agier 2007: 99), doit suivre. Quel est toutefois le sens attribué aux lieux et aux territoires ? Comment se créent les liens aux lieux et quelle est la nature des ancrages¹⁵⁰ retenus dans une société en mouvement ? La lecture de mes travaux sur la résidence secondaire offre une grille d'analyse sur ce qui caractérise la relation aux lieux. Ce chapitre se propose d'aborder le rôle de la famille pour ensuite questionner celui de la praxéologie, du rapport aux objets et à la matérialité, ainsi qu'à la sensorialité et au temps en villégiature afin d'identifier les modalités de production des ancrages et de décrypter les liens entre ancrage et mobilité.

11.1 - Faire famille, créer des liens

Quel sens est donné au partage et à la coprésence dans un espace de flux ? La famille est au cœur des pratiques de villégiature. Une telle présence ne peut qu'interroger sur les raisons de cette omniprésence et sur ce qu'elle apporte de plus le dédoublement des lieux à la construction familiale. La résidence de loisir est de fait un espace de création d'une production familiale car elle est l'un des lieux, parfois le seul, où il est possible de réunir l'ensemble de la famille, où chacun prend le temps, une fois devenu adulte, de suivre les évolutions des autres membres. Elle joue un rôle dans la production des histoires de familles

¹⁵⁰ Il ne s'agit donc pas ici d'adresser la question du capital d'autochtonie (Retière 2003) qui relève de l'ensemble des ressources que procure l'appartenance à des réseaux de relations localisés pour reprendre une définition donnée par Nicolas Renahy (Renahy 2010), mais bien les liens à la matérialité des lieux, la façon dont ils sont créés, transmis, transportés ou transposés, puisque l'ancrage, contrairement à la racine, est ce qui peut être déplacé physiquement ou métaphoriquement.

géographiquement dispersées et recomposées. En ce sens elle participe de son unité, sa cohésion, et contribue à réunir les familles que la vie quotidienne éloigne ainsi que le note Reiner Jaakson (Jaakson 1986). Ainsi, les parents de Mme Paschetta passent tous les ans au moins un mois en été chez leur fille en plus des fins de semaine et de vacances plus courtes. Lorsqu'ils sont là, sa sœur les rejoint accompagnée de sa fille et de son gendre. La maison devient un espace de rencontres et a remplacé l'appartement parental où se tenaient les réunions qui ne pouvaient dépasser le temps de la journée faute d'espace et en raison de la proximité des lieux d'habitation de chacune des filles. Les retrouvailles ont gagné en temps et en profondeur.

Dans son étude sur les familles bourgeoises parisiennes, Béatrix Le Wita voit dans les regroupements familiaux en province dans la résidence secondaire familiale « un élément de structure des formes de vie familiale contemporaine » (Le Wita 1985). La maison devient un espace de rencontres et pallie l'absence de lieux de réunions familiaux urbains. Les parents sont les principaux acteurs de ces regroupements, mais ce n'est pas exclusif et des couples encore jeunes qui possèdent une résidence secondaire participent également à la création ou au maintien d'un *esprit de famille* dont le but est de regrouper la famille autour de soi, de la construire et de transmettre des valeurs. Ce regroupement, cette transmission, ne va pas de soi et nécessite un « travail » pour que les lieux aient du sens pour les habitants et leurs proches.

Faire famille s'exprime tout d'abord au travers d'actes, d'un faire avec les siens et pour les siens. Habiter un lieu, un logement, c'est « le partager avec d'autres » constate Yankel Fijalkow dans son ouvrage sur le logement, car « l'hospitalité permet de consolider sa propre installation » (Fijalkow 2011: 98). Pour Anne Gotman (Gotman 2001), le sens de l'hospitalité puise à de multiples sources : altruisme, habitude familiale, besoin d'être entouré, impression de ne pas avoir été soi-même accueilli, pratique du déracinement, sentiment d'enfermement familial, désir de lutter contre le quotidien... Je m'intéresse ici au sens étroit de l'hospitalité, celle réservée au sein du domicile. L'hospitalité

ne se réduit certes pas au don car il s'agit de recevoir dans les deux sens du terme. Néanmoins, « dans l'hospitalité, le don, c'est d'abord la personne elle-même qui se déplace et se rend chez celle qui la reçoit, ce qu'exprime bien le langage courant : on dit « recevoir » pour celui qui en fait donne quelque chose (son espace et sa nourriture, « le gîte et le couvert »). Mais il reçoit quelqu'un, et c'est ce qui l'emporte » (Godbout 1997: 37). L'hospitalité présente cette particularité de se situer « toujours à la frontière entre l'appartenance et l'altérité. Elle porte sur la différence, même au sein de la parenté. Elle se situe là. Le lieu de l'hospitalité est un lieu qui n'est pas le sien, et où on ne doit pas rester, même en cas d'hébergement prolongé » (Godbout 1997: 38).

La résidence secondaire des grands-parents tient une place particulière dans la géographie familiale (Ortar 1998; Perrot 1998). Sous leur égide, la maison offre un lieu de rencontre par-delà les recompositions. Pour Mireille, Dhuys est aussi la maison où elle reçoit ses petits-enfants malgré les divorces comme l'avait fait sa mère à la génération précédente. Elle invite chaque été la fille aînée de Jean-Pierre quand bien même il ne la voit pas. De même, les aînés de Philippe ne s'entendent pas avec leur belle-mère. Même s'ils rendent visite à leur père à Nice, c'est à Dhuys qu'ils le retrouvent pour des séjours plus longs. La grand-mère paternelle agit ici comme trait d'union familial (Cadolle 2003; Clément & Bonvalet 2005) et dans un territoire de retrouvailles des constellations familiales institutionnalisées en terrain neutre. La maison de famille a en outre permis, vacances après vacances, un cousinage avec ceux restés au village ou ayant migré dans différentes régions de France, comme de faire face aux ruptures conjugales. La maison favorise la constitution et le maintien des réseaux familiaux tout en procurant un référent stable à l'entité familiale sous la houlette de figures rassembleuses. L'évocation de ces souvenirs fait ensuite partie de ceux qui seront remémorés toute une vie durant (Muxel 1996), de même qu'ils participent à la création d'une mémoire familiale en acte. « Langages familiaux, histoires, images, et rituels ne sont pas simplement des échos d'une réalité préexistante mais sont eux-mêmes des échos de la réalité et des agents actifs de sa construction » (Gillis 1996: 18). Apprendre connaître sa

place dans une parentèle et renforce le sentiment d'appartenance à un lieu, élément ici déterminant de la formation de l'identité personnelle et de la connaissance de soi.

La réception des amis de ses enfants ou petits-enfants favorise des réunions intergénérationnelles peu fréquentes ailleurs. Connaître les relations de ses enfants ou de ses parents, qu'ils se rencontrent, renforce les liens entre les membres de la famille et ouvre l'accès à une partie de la vie de chacun qui resterait méconnue sans cela. « *J'ai la chance que ma fille m'amène ses amis. Je trouve que c'est précieux* » affirme Mme Picard. Les filles de M. Rey convient fréquemment leurs relations à Corcelles, que leurs parents reçoivent leurs propres invités au même moment ou non. Les enfants Dumas font de même. Ce sont aussi plus tard les amis des petits-enfants qui sont accueillis : les enfants de Mme Caron se rendent rarement à Chavannes sans être accompagnés de leurs propres relations et de celles de leurs enfants. La possibilité de rencontrer les amis de chacun est considérée comme une opportunité de mieux connaître leur quotidien. Au cours de la journée, les différents groupes ne partagent pas nécessairement les mêmes activités mais tous se retrouvent pour les repas qui constituent des temps de partage particuliers.

Inviter dans sa résidence secondaire impose une familiarité et un don de soi qui dépassent le cadre d'une invitation mondaine. Le seuil du privé se déplace selon les personnes et leur statut social mais, pour tous, franchir l'entrée de la résidence secondaire est une étape de plus dans la connaissance de la famille et de son intimité car sont partagées des habitudes de vie. Au Canada, Jacques Godbout note la place singulière que tient le chalet, équivalent canadien de la résidence secondaire. « Même si les propriétaires du chalet sont ceux qui « reçoivent », souvent pour dormir autant que pour des repas et des activités, l'organisation de l'ensemble des activités est plus communautaire et se situe entre le partage et le don. Chacun apporte quelque chose, et la contribution de chaque invité est même souvent spécifiée à l'avance. [...] Le chalet est un lieu fécondateur des liens sociaux » (Godbout 1997 : 39). Des pratiques de réception

toutefois socialement codifiées. M. et Mme Mercier, des ouvriers retraités lyonnais, n'invitent pas d'amis, car ils jugent leur maison insuffisamment rénovée même si elle fait les délices de leurs petits-enfants qu'ils accueillent lors de toutes les vacances scolaires. Les Thomas, un couple de cadres, louent une maison dans laquelle ils ont aménagé une salle-de-bain mais qui, selon eux, est « restée dans son jus » pour l'essentiel, c'est-à-dire telle que les métayers morts dans les années 1970 l'avaient laissée, les dits métayers ayant maintenus les lieux propres mais sans effectuer de travaux de rénovation. L'invitation « à la bonne franquette » dont les Thomas ont fait leur mot d'ordre est impensable pour les Mercier : des dissemblances qui traduisent également une différence d'appréhension de la mobilité et de l'usage des espaces tiers pour créer du lien et maintenir des relations.

Avoir un lieu second où la famille se réunit offre ainsi à la famille un espace de réunion stabilisé dans le temps et sur un territoire, un élément important quand les lieux de vie du quotidien ne le permettent pas faute de place et/ou de constance quand de nombreuses mutations professionnelles conduisent à déménager fréquemment et à résider dans des logements qui ne sont pas porteur de sens pour la famille. La résidence seconde est utilisée pour renforcer des liens, créer des souvenirs qui pourront être plus tard remémorés ensemble. Les anecdotes arrivées aux amis en l'absence des propriétaires sont aussi appelées à être partagées avec eux et prolongent l'histoire du bien, la complètent. La mobilité est ici utilisée pour accroître les possibilités d'accueil et de rencontres familiales, annihiler les effets de la distance et de la dispersion dans l'espace par la création d'un lieu signifiant pour la famille. Le dédoublement des lieux de vie accroît la place accordée spatialement et symboliquement, à la famille et aux proches.

11.2 - Faire : rôle et place de l'action sur les lieux

Le lieu de villégiature est aussi un espace productif de loisirs, ces loisirs dits « sérieux » (Stebbins 1982) ou « activités d'utilité sociale » (Sue 1994) qui engagent dans la durée, sont un but et donnent sens à la vie tout en présentant au moins par moment un caractère de contraintes. Ce sont des loisirs qui relèvent autant de la nécessité que d'un désir de faire. Ils procurent un sentiment d'accomplissement sans être obligatoirement associés au plaisir ce qui leur confère un statut ambigu (Dumazedier 1988) tout en participant d'une (ré)appropriation du quotidien. Ainsi, le faire dans le logement relève autant d'une obligation que d'un loisir et cette production est autant pour soi que pour les autres. Cuisiner, bricoler, jardiner sont trois activités qui symbolisent le faire dans la résidence secondaire. Les trois sont étroitement associées à l'imaginaire de la résidence secondaire, les trois nécessitent de mettre en œuvre des savoir-faire et d'exercer une intelligence pratique. Elles participent à la création d'un chez-soi et remplissent des fonctions symboliques car elles permettent d'entrer en relation avec la maisonnée comme avec un entourage plus large¹⁵¹. Il s'agit donc d'un faire coïncidant à la mise en œuvre de compétences créatrices de lien social. Faire implique la production de son entité habitante mais aussi la transmission d'une gestuelle, de savoir-faire, de goûts. En quoi l'analyse des conditions d'exercice de ces savoir-faire renseigne-t-il sur le lien entre mobilité et habiter ?

Dans sa thèse portant sur l'évolution des pratiques alimentaires, Matthieu de Labarre relève la poursuite des schémas traditionnels, où le goût, la structure des repas, la transmission des savoir-faire culinaires peuvent être perçus comme le résultat d'un processus de socialisation observable d'une génération à l'autre, car « la cuisine reste en partie une histoire de famille »

¹⁵¹ Cf. à ce sujet les belles descriptions de Pierre Sansot (Sansot 2002) sur le rôle du jardinage et du bricolage dans *Les gens de peu*.

(Labarre (de) 2001) malgré l'externalisation partielle de la production. La préparation des repas continue d'être majoritairement réalisée par les femmes¹⁵², sur les lieux de loisir comme au foyer. Cuisine détente ou rapide et repas plus traditionnels se mêlent selon les cuisinières et le nombre de convives. Cette cuisine est rarement la même que celle consommée la semaine et connaît une alternance de sophistication et de simplification que relevait déjà Pierre Sansot (Sansot, Strohl, Torgue & Verdillon 1978) dans *L'espace et son double*. Cuisiner participe de la convivialité, qu'elle soit l'occasion de transmettre une pratique ou d'échanger tout en apprêtant les repas pour la communauté. La cuisine est donc échange autant que transmission d'une gestuelle et de goûts au travers de mets particuliers. Sa finalité est la commensalité. Ces repas pris en commun contribuent à la constitution et consolidation de la solidarité familiale (Sjögren-De Beauchaine 1986). Ils participent à la « perpétuation et reproduction du groupe » (Segalen & Zonabend 1986) qui pourrait exister sans les lieux mais qui existe d'autant plus que les lieux offre l'espace pour se réunir. Cuisiner c'est ainsi partager des goûts et des valeurs porteurs de sens pour la famille. Se retrouver et retrouver sa famille, c'est ainsi renouer avec la saveur des lieux ; les souvenirs des papilles, des odeurs font partie de ces moments qui commémorent autant qu'ils célèbrent les retrouvailles, la continuité de la famille. Cuisiner dans ces conditions particulières est un acte commémoratif destiné à perpétuer les liens. Cuisiner pour les autres, c'est ainsi s'attacher sa famille, un attachement auquel contribuent les lieux et les objets qui les remplissent.

Avant d'être un acte et un partage, la cuisine est un espace où se lit autant l'attention portée à la nourriture qu'au plaisir de faire dans ces lieux particuliers. Chez M. et Mme Masson, la cuisine est de la même taille que la

¹⁵² Cf. au sujet de l'organisation sexuée des univers domestiques notamment Bernard Zarca (Zarca 1990), « La division du travail domestique : poids du passé et tensions au sein du couple », Paola Tabet (Tablet 1979), « Les mains, les outils, les armes », Jean-Claude Kaufmann (J.-C. Kaufmann 1992), *La trame conjugale*, Michel Glaude et François de Singly (Glaude & Singly 1986), « L'organisation domestique : pouvoir et négociation », Matthieu de Labarre (Labarre (de) 2001), « Les trois dimensions de l'expérience alimentaire du mangeur : l'exemple du Sud-Ouest français. »

salle-à-manger. Tout est propre et fonctionnel, sans recherche de fioritures. Les éléments en formica ont été fabriqués sur mesure par M. Masson de façon à dégager de nombreux plans de travail. Le sol est carrelé, les murs peints en blanc. La fonctionnalité est là au service d'une recherche d'espace pour que cuisiner soit un plaisir non contraint par les lieux. Chez Mireille et Émile, le coin cuisine fut aménagé dans un ancien couloir qui séparait l'accès à la grange de l'étable. L'évier, un espace plan qui sert de séchoir pour la vaisselle et une cuisinière se succèdent. Un buffet bas en bois ciré leur fait face et sert de plan de travail. Au-dessus des petits carreaux bruns qui délimitent l'espace de cuisson, le mur est simplement crépi. Seules la cuisson et les accommodements de dernière minute sont réalisés dans ce coin cuisine, toutes les préparations ayant lieu sur la vaste table de bois de la pièce commune que recouvre une toile cirée ornée de motifs champêtres. La cuisine des Caron est plus classique. Les divers appareils ménagers, à l'exception du frigo, le poêle et l'évier se distribuent le long d'un même mur. Divers meubles de rangement, récupérés ou achetés chez Emmaüs, peints en blanc, se répartissent le long des autres murs. Au milieu, une table cerclée de fer au plateau en formica sert de plan de travail pour toutes les préparations. Murs et carreaux muraux sont blancs, égayés par un liseré rouge. Le carrelage au sol est brun terne : pratique et pas salissant. Là aussi les lieux ont été pensés de façon à ce que cuisiner pour de nombreux convives soit aisé et que soient accueillis sans se gêner les aides, convives et enfants désireux de participer ou simplement de discuter. Le nombre et la taille des casseroles, mais aussi des plats à gratin et à tarte signalent l'importance de la commensalité dans ce lieu. Les livres de cuisine qui occupent les rayonnages de la bibliothèque ou de la cuisine sont consultés pour se remémorer une recette, chercher de nouvelles idées. Cuisiner dans sa cuisine participe du plaisir du faire tout autant que les objets et ustensiles.

De récupération la plupart du temps, la longévité des gazinières n'est pas sans présenter des inconvénients. Les brûleurs au réglage approximatif demandent un doigté particulier quand le thermostat du four devient lui-même très fantaisiste : les gratins brûlent irrémédiablement ou au contraire n'arrivent

pas à rôtir et la cuisson du moindre poulet doit être programmée des heures à l'avance. Alors que les machines et les réfrigérateurs sont réparés ou changés sans hésitation à la moindre panne, ces monolithes d'un autre âge continuent de se dresser, stoïques, dans les cuisines. Leurs humeurs sont acceptées non pas avec résignation mais comme une donnée avec laquelle il est nécessaire de compter, presque un jeu. L'imprécision de la gazinière n'est en effet pas vécue comme un véritable inconvénient, le confort se mesurant plutôt au nombre et à la qualité des ustensiles qui servent à l'élaboration des mets. Recherche des saveurs de la cuisson au gaz de l'enfance, refus localisé de la modernité, la vieille gazinière est sans doute un peu tout cela. Dans son étude sur la cuisine, Luce Giard (Giard 1994) remarque ces rappels du passé, qu'ils s'expriment par la décoration ou la présence d'un appareil désuet. Elle les analyse comme un besoin de retrouver des sensations de l'enfance, une recherche de la convivialité perdue entre la mère et ses enfants. Faire dans ces conditions n'est pas simplement mettre en œuvre un savoir-faire qui peut avoir été acquis par transmission mais aussi renouer avec une histoire rappelée par les objets. Faire est ainsi un faire-avec les lieux et les objets autant que la réalisation d'une production particulière, un faire avec qui ne serait pas supporté au quotidien mais devient porteur d'une valeur singulière une fois déplacé dans les lieux de villégiature où il favorise l'instauration d'un rapport particulier au temps. Cuisiner devient une expérience technique autant que sensorielle et symbolique et souligne qu'habiter s'effectue en relation avec d'autres et met en œuvre différentes mémoires – kinesthésique, visuelle, auditive, olfactive - comme le corps.

Le bricolage, la cuisine, on pourrait rajouter le jardinage, s'envisagent comme des fenêtres pour fuir « la cage de fer » (Ritzer 2008) des productions rationalisées et de la consommation de masse, et de construire des espaces qui sont autant de « zones libres » (S. Cohen & Taylor 1992) négociant une échappatoire du quotidien. Une production vouée ici autant à la création d'une faire famille qu'à sa reproduction au travers de la création d'un cadre relationnel, matériel et sensoriel. L'analyse des productions, symboliques

comme matérielles, effectuées au sein du logement donnent ainsi à voir l'importance du tiers dans l'habiter. Don des produits du jardin, des plats cuisinés, de sa force de travail mise au service de la maisonnée, le don est omniprésent, qu'il s'adresse à des proches comme à des amis de passage, des voisins, voire des passants et oblige ceux qui le reçoivent. L'analyse du rôle des savoir-faire dans la résidence seconde rend compte autant de l'importance des actions dans et sur les lieux pour les rendre habitables que de celle de la production de liens créés grâce à l'action sur la matière même de la maison et des lieux habités ou sur les produits qui transitent dans la maison. Dédoubler l'espace du quotidien offre là aussi la possibilité d'être pleinement habité par la part mémorielle nécessaire à la production de la famille et à sa reproduction sans qu'elle n'envahisse le quotidien.

Dédoubler son espace quotidien est aussi le moyen de conserver la maîtrise de sa vie par la possibilité d'agir. Dans le bricolage de la résidence, il s'agit autant de pallier une absence de revenus que de combler un besoin de réalisation difficilement satisfait au cours de la vie professionnelle. Cela pousse des individus de toute l'échelle sociale à développer cette intelligence pratique qui est aussi une façon de préserver des instants de solitude et/ou de coopération, comme celle existant entre le mari de Nina Denissova et son frère lesquels, depuis des années, agissent de concert pour l'amélioration de la qualité de vie du groupe familial. Œuvrer pour le bien commun est autant une façon de reprendre la maîtrise de son temps que de lutter contre le déclassement. La résidence secondaire leur est nécessaire et présage, grâce à ses possibilités infinies, de meubler utilement le temps. Si, dans mes terrains d'enquête, la nature des projets diffère selon la situation économique, le même plaisir est ressenti à éprouver ses savoir-faire et connaissances et à exercer son intelligence pratique pour améliorer la vie de la famille.

La résidence secondaire est ainsi un projet. S'inspirant des théories de Joseph Rykwert (Rykwert 1991) sur le projet comme élément distinctif des constructions humaines par rapport aux habitats des non-humains, Tim Ingold

précise que « c'est à ce projet [...] que nous nous référons quand nous indiquons que la maison est fabriquée [made] plutôt que simplement construite » (Ingold 2000: 175). Une fabrication que je conçois comme autant symbolique que physique et qui s'exprime notamment dans le plaisir éprouvé à modeler et fabriquer son intérieur, à le rêver. Cette part de rêve, de construction¹⁵³ est essentielle et participe du fondement de l'habiter, de son renouvellement au fil du temps et des générations. Elle passe par une appréhension du rôle de la praxéologie au quotidien, de la fonction du faire dans la constitution d'un habiter.

11.3 - Habiter le temps

Dédoubler son logement c'est aussi habiter le temps. Dans les pas de Jean Chesneaux, au travers de l'usage de la résidence secondaire, il s'agit de retrouver le temps-compagnon, ce « temps "englobant", le long duquel se développe notre être tant individuel que collectif et qui se réalise dans la relation passé-présent-futur » (Chesneaux 2004: 11). Les rythmes associés à la résidence secondaire, la dimension biographique prise par ces maisons, la sédimentation des mémoires donnent une profondeur historique au séjour dans ces biens, consistance du passé qui favorise la projection vers l'avenir.

Le passage d'un monde à un autre est marqué par un changement de rythme et de routines. Dans la résidence secondaire, il s'agit de retrouver le sens du temps pour soi, sans paraître le maîtriser et de créer ses propres règles, sans qu'elles ne soient elles aussi trop apparentes, de trouver un équilibre pour marquer la rupture avec le quotidien. Temps du hors travail, ce temps n'est pas pour autant vide de sens et d'activités, même si ce qui est mis en avant c'est précisément l'inanité des tâches entreprises lors des séjours. « *Ici ? On ne fait rien, enfin pas grand-chose, on jardine, on bricole, on s'occupe quoi !* » est une

¹⁵³ Cf. Gaston Bachelard au sujet de la maison onirique (Bachelard 1965).

phrase souvent entendue sur l'ensemble de mes terrains d'enquête. Dire ne rien faire ou pas grand-chose est une façon de souligner la platitude du temps passé dans la résidence secondaire, voire l'engourdissement d'un mode de vie. Le sens du rien n'est pas tout à fait le même selon les milieux sociaux. Au rien presque orgueilleux et revendiqué par les cadres et les chefs d'entreprises s'oppose le rien honteux des ouvriers et petits employés pour qui dire le rien signifie également l'absence de pratiques socialement valorisées. Que ce rien se rapporte ou non à une abondance d'activités importe finalement peu, car dire ne rien faire, c'est aspirer à un autre rapport au temps et nier une valeur marchande à la production de ses activités, c'est revendiquer de pouvoir arrêter quand on le souhaite, même si cela s'avère faux dans les faits, pour se consacrer à des visiteurs, une sortie en famille. Mettre l'accent sur l'absence de sophistication des tâches accomplies, c'est aussi dire son désir de laisser de côté ce qui envahit le quotidien urbain, les médias, la consommation et ainsi d'échapper à la société de consommation, de simplifier sa vie, ainsi que le note Davina Chaplin (Chaplin 1999) à propos des Britanniques en France, de se dépouiller.

Rêver éveillé fait partie de ces menus plaisirs qui donnent une saveur particulière aux séjours. Nombreux sont les résidents secondaires surpris, assis dans leur jardin ou devant leur maison en fin d'après-midi ou aux heures chaudes de la journée, immobiles, sans paraître pour autant s'ennuyer. Dans une société où la pression est constamment mise sur la réalisation, la réussite, la rêverie est perçue comme une préoccupation de paresseux dont rien de constructif ne ressortira (Ehn & Löfgren 2010). Et pourtant, contempler la vie qui passe, le paysage qui change sans changer, s'abstraire du bousclement quotidien, apprécier l'instant, baguenauder ainsi que l'évoque joliment Gilbert Vieille-Marchiset (Vieille-Marchiset 2009) à propos des loisirs en banlieues, fait partie de la tessiture du temps et permet de se le réapproprier. Rester immobile est une façon de passer d'une temporalité à une autre, que ce soit le temps d'un court week-end ou de vacances. Prendre le temps de regarder la vie passer, plus qu'un loisir est un luxe que s'accordent parcimonieusement quelques cadres et chefs d'entreprise habituellement happés par leur vie

professionnelle ou les ouvriers et employés éduqués depuis l'enfance à fuir les états d'oisiveté. Ne rien faire est la quintessence du loisir, un loisir presque coupable, à utiliser à doses homéopathiques sous peine de s'ennuyer. Aussi, rester oisif sans s'ennuyer, accepter de laisser filer le temps, prendre plaisir à de menues tâches, s'évader dans la lecture, relève d'un art de vivre peu présent au quotidien et exige des compétences sociales presque oubliées.

Loin d'être anodin, parler du temps qu'il fait est aussi une façon de renouer avec les voisins lors des visites comme de montrer sa connaissance des lieux. S'appuyer sur des observations répétées, souligner les incartades ou au contraire la conformité du temps en cette saison, consiste à s'inscrire dans la durée remarque Martin de la Soudière (Soudière 1999) dans sa recherche sur le rapport à la météo, à renouer avec le temps-compagnon de Jean Chesneaux (Chesneaux 2004). Au-delà du temps qu'il fait, a fait et pourrait faire, est recherchée une répétition des habitudes, tels ces clichés pris chaque année au même endroit où le seul élément changeant est la taille des enfants. La matérialité même des maisons favorise la prise de conscience des saisons. L'absence de confort selon les standards actuels est aussi une façon de pénétrer dans d'autres temporalités, de s'imprégner des saisons et donc de renouer le lien à la nature. Les sensations de chaud et froid procurées par les feux de cheminée dans les maisons glacées, le plaisir de la chaufferette ou de la bouillote sous les pieds dans la chambre givrée sont autant de façons de rompre avec le quotidien et de sentir les saisons. Séjourner l'hiver c'est se confronter au froid, à l'usage du poêle, s'ensevelir sous les couvertures, accepter l'isolement et les longues soirées, se plier au rythme lent de la saison, aux caprices météorologiques. Pour les amoureux de l'hiver, cette saison n'est réellement ressentie qu'une fois mordu par le froid, que les étendues blanches soient ou non au rendez-vous. Si l'avènement de l'électricité a fait basculer l'appréciation des saisons ainsi que le suggère Alain Corbin (Corbin 1991) au profit des lumières intenses de l'été, si cet avènement a engendré une rupture d'équilibre homme/milieu (Phelouzat 2010), l'hiver et les intersaisons « repaysent » dans la résidence secondaire, accordent aux urbains de reprendre pied avec les rythmes des saisons, voire avec

des rythmes de vie plus anciens. En effet, si en ville la neige fait événement (Soudière & Tabeaud 2009), son passage, toujours bref, n'autorise d'autre rupture du quotidien que temporaire. Hors du rythme urbain, l'hiver est recherché, accueilli lors des périples hivernaux. Le confort est ainsi relatif, son appréhension dépend de la période de la vie, de l'acculturation, de la temporalité dans laquelle il s'inscrit et les ressentis renvoient à des expériences passées conservées par la mémoire du corps.

Le logement est aussi un espace de sensorialités qui sont autant produites par les habitants qu'imposées par l'environnement pouvant être la source de mal être comme l'ont par exemple montré les études sur les nuisances sonores (Amphoux & Thibaud 2001; Augoyard 1978; Chombart de Lauwe 1975; Grésillon 2012) et ainsi empêcher d'habiter. Ce jeu avec la contrainte et les tactiques élaborées au quotidien pour les contrer est l'objet du travail de Sarah Pink (Pink 2004) qui, au travers de l'analyse des actions mises en œuvre par les habitants pour se sentir chez eux, souligne l'importance certes de l'aménagement pour ses aspects kinesthésiques, mais aussi du travail quotidien sur les aspects visuels de l'univers domestique (rangement, ordonnancement des tentures, etc.), les odeurs recherchées ou au contraire combattues, les sons diffusés et les tactiques pour se préserver des sons indésirés¹⁵⁴. Certains aspects comme la poussière et la saleté pouvant être combattus parce qu'ils dérangent plusieurs sens à la fois : la vue, le contact avec les aspérités laissées sur le sol par les chaussures, l'odorat. En ce sens, le chez-soi est un travail, une production, pour parvenir à des ressentis connus et appréciés, un lieu de ressourcement et un espace de retour possible (Perrot 1998). Le dédoublement du logement est un accès à des ressentis choisis et retrouvés avec plaisir sans être pour autant recherchés au quotidien.

Le temps est aussi mesuré par la répétition des sensations, des gestes, des pratiques, répétition des tâches effectuées à l'arrivée, répétition des visites aux voisins et à la famille, répétition des promenades au parcours immuable,

¹⁵⁴ Cf. également les travaux de Jean-Paul Filiod (Filiod 2003) sur le désordre domestique.

répétition des observations, jamais pour autant totalement identiques, du temps qu'il fait, des saisons qui passent, qui s'affolent, qui disparaissent. La promenade est symptomatique de cette capacité des habitudes à donner une épaisseur au temps. Elle est une forme de loisir douce, presque un prolongement de la maison, constituée d'itinéraires courts, circulaires et immuables, suivis par tous. Les enfants les parcourent dès leur plus jeune âge avec leurs parents et grands-parents, parfois avec des amis. Ils sont autorisés à les suivre seuls dès six-sept ans. La promenade est pratiquée très largement quel que soit l'âge et le milieu social d'origine, contrairement à la randonnée. Elle représente une autre forme du « ne rien faire » aux heures où l'oisiveté n'est pas encore licite pour ceux qui craignent le contrôle social ou qui l'ont intégré au point de s'oublier et pour tous ceux qui n'arrivent pas à se contraindre à l'immobilité.

Les promenades et randonnées effectuées année après année, de génération en génération, sont une façon d'appivoiser le pays, de (re)connaître sa topographie. Dans son étude des pratiques habitantes des bergers écossais, John Gray (Gray 1999) a montré comment l'espace devient habité parce que pratiqué, sillonné, approprié, de façon à se forger une reconnaissance, une « conscience musculaire » (Bachelard 1965). Une dimension sensible également dans les travaux de François Augoyard (Augoyard 1979), de Claudio Aporta (Aporta 2004) ou encore de Tim Ingold (Ingold 2004) sur l'importance du cheminement piéton pour s'approprier l'espace et par là l'habiter, le territoire étant la partie connue et habitée de l'espace (Feld & Basso 1997), où l'homme laisse ses empreintes, pour le marquer, le reconnaître et donc se l'approprier (Claudot-Hawad 2011; Ingold 2011; Ingold & Vergunst 2008).

Faire corps avec les lieux suppose ainsi d'établir un territoire où le corps accède à une intimité, une relation sensorielle particulière de « payement » opposée au voyage comme l'indique M. Meyer : « *Dans la résidence secondaire, il s'agit peut-être d'un payement ou d'un repayement, alors que dans le voyage, ce qu'on demande c'est le dépayement le plus fort qui soit. Aller au-devant de ce qui nous est aussi étranger que possible* ». Il

s'agit d'un accès à un connu car reconnu par les sens, un connu incorporé où il est possible de se glisser. La dislocation des fonctions de l'habiter se traduit dans le cas de la multirésidence de loisir par la coexistence de différentes temporalités qui permettent à l'individu d'inscrire son histoire, de construire une relation privilégiée à un lieu et à ses proches dans la durée grâce à son expérience sensitive des lieux tout en poursuivant un quotidien dans lequel il ne lui est pas nécessairement possible ou désirable de construire de tels liens. L'habiter est ainsi « à la confluence de l'historialité de tout être humain et de l'intentionnalité qui est la visée en devenir de toute personne » (Salignon, 1992 : 31). Cela devient possible dans ces lieux qui tiennent « le temps comprimé », selon l'expression de Bachelard (Bachelard 1957), car « l'espace transforme le temps et la manière de rendre possible la mémoire » (Game 1995: 18). L'espace est nécessaire pour conférer au temps ses qualités. La maison d'enfance joue ainsi un rôle important dans la formation et l'entretien d'un souvenir, elle fournit un refuge pour la rêverie. Elle devient cet espace métaphorique au sein duquel opère le temps bergsonien¹⁵⁵.

La maison de famille offre l'impermanence. Retrouver les mêmes jeux, les mêmes objets, les mêmes lieux puis partager ces jeux, ces objets, ces lieux, ses habitudes avec ses enfants puis ses petits-enfants donne une épaisseur au temps note Martyne Perrot (Perrot 1998) dans son article sur les maisons de famille, tout comme moi-même dans mon travail doctoral (Ortar 1998) puis sur les datchas (Ortar 2004, 2005c). Williams et van Patten (Williams & Van Patten 2006) argumentent, à propos des résidences secondaires nord-américaines, qu'elles prodiguent à leurs propriétaires un plus grand contrôle sur le sens donné

¹⁵⁵ Par durée réelle, Bergson entend au contraire un temps non mesurable quantitativement : c'est la dimension subjective et qualitative du temps. Il oppose ainsi la durée réelle non quantifiable et non mesurable au temps objectif et abstrait de la physique, spatialisé, homogène, quantifiable et mesurable. La durée s'obtient en dissociant le temps quantitatif du temps vécu et senti. Or leur association forme un mixte auquel nous sommes tellement habitués que nous prêtons à la durée les caractères mesurables du temps représenté par la médiation de l'espace. Il faut donc dissocier les deux éléments du mélange : d'un côté, l'espace où s'inscrit l'aiguille des pendules, de l'autre, la durée que nous ne pouvons saisir que directement en nous. Nous passons alors de la perception courante et grossière du mixte à une saisie immédiate dont l'immédiateté n'apparaît que lorsqu'on a dépouillé notre représentation de la spatialisation, laquelle altère la durée pure vécue dans l'intériorité (Farago, Kiès & Lamotte 2013).

à la vie et à son identité. Pour ces auteurs, cela compense la perte de sens inhérente à la globalisation et à la dépendance accrue aux systèmes experts telle qu'analysée par Anthony Giddens (Giddens 1991).

Multiplier les espaces de vie restituée du sens au présent en l'ancrant dans le passé et en lui donnant un futur dans ce temps particulier de la vie familiale qui est celui des vacances et des fins de semaine. « De tous les espaces qui disent le temps de la famille, sa respiration en quelque sorte, les lieux de vacances sont les plus présents. Temps libre, temps libéré, temps de réunions et de rencontres familiales, temps qui tranche avec les rythmes et les habitudes de la vie quotidienne ordinaire. Temps où se nouent des échanges affectifs différents entre parents et enfants, mais aussi avec la famille élargie, les grands-parents, oncles et tantes, et la communauté des cousins. Mais ce temps est pourtant relativement court comparé au reste de l'année. Proportionnellement au temps passé qu'elles recouvrent réellement, les vacances occupent en effet dans la mémoire un espace démesuré » (Muxel 1996: 61).

Le dédoublement de l'espace du quotidien ne consiste pas simplement à redécouvrir le rythme des saisons en adaptant ses activités au fil de l'année, mais comprend aussi la propriété de donner du sens à une histoire familiale et personnelle en devenir, de renouer avec un passé pour se définir un futur dont l'objectif se dilue dans le quotidien, car comme le note Jean Chesneaux commentant les essais de Walter Benjamin et Charles Péguy, « le rapport au passé n'a donc de sens que dans la mesure où il défie le présent et s'ouvre sur un futur différent. On puise dans le passé la capacité à se « ressourcer », à se « raciner » - deux termes profondément pégyuistes, mais que Benjamin n'eût sans doute pas récusés – afin de mieux affronter l'avenir. Si on est conduit à prendre en compte le passé c'est en tant que processus inachevé, riche de virtualités encore inaccomplies » (Chesneaux 1996: 185) en considérant que les deux s'inventent et se réécrivent. La quête de temps supplémentaire pour redonner du sens aux espaces du quotidien, le besoin de ralentir parlent du rapport particulier au monde et au temps des sociétés contemporaines lequel

porte autant sur la nature des emplois du temps, que la place du passé et du futur mise à mal par les expériences quotidiennes qui annihilent les autres expériences temporelles. Le dédoublement des lieux rendu possible par l'amélioration des moyens de transport rend ici possible l'accès à un connu préservé du quotidien.

11.4 - Des ancrages pour mieux partir

Routines, familles, activités participent à la création d'ancrages, notamment territoriaux (Authier 2001; Ortar 2005b, 2011b; Rémy 1996) utilisés pour « bricoler les liens entre séquences d'identification pour assurer une continuité dans la durée biographique » (J.-C. Kaufmann 2004). Port, ancrage, racines furent des termes fréquemment mentionnés lors des entretiens ou de mes rencontres au cours de mon travail doctoral puis des recherches qui ont suivi. Leur récurrence m'a conduite à m'interroger sur leur sens (Ortar 1999, 2005b, 2011b). Malgré le caractère métaphorique toujours problématique dans les sciences sociales de ce vocabulaire (Malkki 1992; Silverstein 2003), j'ai adopté la position défendue par Bernard Debardieux à savoir que « la signification métaphorique, quand elle renvoie au rapport aux lieux des individus et des collectifs, loin de menacer la pureté du lexique de la rhétorique scientifique, peut nourrir au contraire la réflexion sur les concepts et les catégories qui le composent. [De plus,] l'usage de ces notions métaphoriques, outre qu'il caractérise la pensée et l'action humaine de façon générale (Lakoff & Johnson 1985), participe d'une « poétique du savoir » (Rancière 1994), autrement dit de la production la plus souvent implicite d'effets de vérité dans la production académique et qu'à ce titre, il rend compte d'enjeux et de clivages paradigmatiques et épistémologiques » (Debardieux 2014). L'ancrage signifie tant le mouillage (et donc le port et l'idée d'un départ), que l'amarrage, la station mais pour un temps indéterminé. Contrairement à l'enracinement, l'ancrage porte en lui la possibilité d'un départ, d'une redéfinition ou d'une transformation.

Ainsi que l'ont montré les travaux sur les sociétés nomades Inuits de Claudio Aporta (Aporta 2004) ou Touaregs agri-pastoraux d'Hélène Claudot-Hawad, « le territoire protecteur est assimilé à la maison. Il est le résultat d'un travail. Il devient un lieu habitable à condition de l'ordonner, d'y installer des balises, des repères qui le rendent intelligible, maîtrisable, viable, et le modifient » (Claudot-Hawad 2011). Aussi, le retour cyclique sur les lieux renvoie-t-il davantage à l'idée d'une maison pluri-située qu'à un déplacement entre plusieurs habitations. Nomadiser d'ailleurs ne signifie pas voyager (Claudot-Hawad 2002). Parcourir les mêmes cheminements, les mêmes lieux permet de construire du plein, un territoire à partir d'un espace perçu comme menaçant. Établis par les pérégrinations, la répétition des séjours, les lieux qui font sens pour les individus peuvent être multiples, ce que décrit le chapitre consacré aux trajectoires observées du point de vue des parcours biographiques. Quels sont ces ancrages et quel est leur rôle au cours de la vie en particulier pour des parcours marqués par la mobilité spatiale ?

Le suivi longitudinal de plusieurs familles rencontrées lors de ma recherche doctorale et l'accès à leurs archives m'ont permis d'interroger la fonction structurante des racines et des ancrages à long terme sur les relations familiales et leur rôle dans le maintien des relations malgré l'étirement dans l'espace des installations pour des raisons tant professionnelles qu'affectives, comme leur action dans l'enchaînement des mobilités. Ce sont des lieux de rassemblement d'objets et donc d'histoires (Ingold 2013 [2007]) qui jouent un rôle dans la production de l'histoire et d'un récit familial. En effet, la maison, pensée métaphoriquement, est le passé, le présent et l'avenir (Chiva 1987b), le lieu de mémoire (Bachelard 1957; Pezeu-Massabuau 2000), de structure du temps (Douglas 1991), mais aussi un advenir (Paquot 2005).

Le géographe Yi-Fu Tuan (Tuan 1977) postule que l'attachement aux lieux est produit par des interactions répétées et des expériences positives. Observant les usages du logement, pour Jacqueline Palmade (Palmade 1974), l'ancrage pratique et symbolique est nécessaire car il permet d'établir les limites

porteuses de sens entre le connu et l'inconnu, le privé et le public. La maison, en particulier la maison de famille, c'est-à-dire le bien autour duquel se bâtit l'histoire d'une lignée, occupe une place importante au sein de mes recherches, notamment parce que nombre de résidences secondaires que j'ai étudiées en sont (Ortar 1998, 2011b). Ces lieux de villégiature imprègnent durablement les imaginaires (Muxel 1996), et entrent « de façon significative dans la construction de l'identité » (Gotman 1988: 214).

Les ancrages sont profondément individuels. Au sein d'une même famille tous les membres n'ont pas les mêmes car ils relèvent aussi du vécu de chacun de l'histoire familiale et de sa propre histoire. Toutefois, les ancrages significatifs sont le produit de relations avec des proches, amis mais surtout famille car ils font sens en relation avec un contexte. Dans mes terrains d'enquête doctorale, les résidences secondaires correspondent à des héritages pour plus de la moitié d'entre elles. Les autres ont été acquises là où préexistaient des liens familiaux de l'un et/ou l'autre des conjoints ou bien dans des régions dépourvues de toute attache généalogique préalable. Quelle que soit l'histoire de l'acquisition du bien, ces espaces apparaissent comme des lieux de création, de conservation et d'ancrage de la mémoire familiale¹⁵⁶. Cette construction mémorielle s'appuie sur des souvenirs de vacances, de fêtes, de rites, mais également sur des meubles et des objets qui y sont déposés, une culture matérielle « qui oriente et socialise nos manières de penser et nos comportements » (Candau 2010b: 11). Elle fait appel à la mémoire visuelle, auditive autant qu'olfactive et kinesthésique. La matérialité des lieux est là pour entretenir le souvenir, en favoriser la reproduction. De fait, si les maisons sont des organismes vivants (Blier 1987), elles ont des histoires de vie qui se déroulent dans leurs relations aux composants humains et non-humains de leur environnement (Ingold 2000: 187).

¹⁵⁶ « une 'mémoire familiale', une mémoire circonscrite dans un espace de relations, la parenté, dans un temps donné, celui d'un axe biographique couvrant quelques générations, enfin dans des lieux définis, les lieux de vie de la famille » (Muxel 1991: 251). Cf. également les travaux de Françoise Zonabend (Zonabend 16-18 octobre 1986, 1980, 2001) sur la mémoire familiale.

Selon Gaston Bachelard, parmi les maisons fréquentées tout au long de la vie, « la maison natale est plus qu'un corps de logis, elle est un corps de songes. Chacun de ses réduits fut un gîte de rêverie » (Bachelard 1957: 33). La maison natale et par extension les lieux d'enfance sont aussi une production matérielle qui conditionne des réflexes corporels dont ceux ayant trait au repos (Mauss 1936), des routines, des modes de faire avec l'espace. Le corps est ainsi porteur des habitudes forgées par la matérialité des lieux car « la maison natale est physiquement inscrite en nous. Elle est un groupe d'habitudes organiques. À vingt ans d'intervalle, malgré tous les escaliers anonymes, nous retrouverions les réflexes du « premier escalier », nous ne buterions pas sur telle marche un peu haute. Tout l'être de la maison se déploierait, fidèle à notre être. Nous pousserions la porte qui grince du même geste, nous irions sans lumière dans le lointain grenier. La moindre des clenchettes est restée en nos mains » (Bachelard, 1957 : 32)¹⁵⁷. Les maisons sont vécues dans le corps des souvenirs (Game 1995) et sans l'espace vécu, le temps vécu de la durée serait impossible. Les mémoires d'émotions, de ressentis sont toutefois transposables car, comme le notent Michel de Certeau et Luce Giard dans *L'invention du quotidien* : « Nos habitats successifs ne disparaissent jamais totalement, nous les quittons sans les quitter, car ils habitent à leur tour, invisibles et présents, dans nos mémoires et nos rêves » (Certeau & Giard 1992: 208)¹⁵⁸.

La maison est le réceptacle d'objets témoins de la matérialité et de la longévité de la famille, qu'ils aient été apportés récemment ou par les générations précédentes. « La valeur de tels objets réside dans leur pouvoir évocateur. Ces aide-mémoires de tableaux et de saynètes familiales fonctionnent

¹⁵⁷ Cf. également sur cette question les travaux de Céline Rosselin (Rosselin 2002) sur les apprentissages nécessaires et les modes de faire avec l'espace pour vivre dans un logement d'une seule pièce.

¹⁵⁸ Cf. également Jean-Pierre Lévy qui écrit à propos d'installations dans des quartiers urbains anciens « Le choix résidentiel présent est [donc] tout autant dépendant des événements du moment, qui se concrétisent par la présence effective de l'habitant dans le quartier et le logement, que des événements résidentiels passés qui l'ont conduit vers ce quartier et vers ce logement » (Lévy 2001: 22). Voir aussi les travaux de la psycho-sociologue Roberta Feldman (Feldman 1997) qui a forgé le concept d'attachement aux lieux pour expliquer pourquoi, dans des contextes migratoires, les familles avaient tendance à rechercher des habitations situées dans des lieux possédant les mêmes caractéristiques physiques.

comme des images pieuses : elles fabriquent de l'immuable » (Gotman 1989: 133). À ce titre, les meubles de famille, qu'ils aient été présents au préalable ou hérités d'une autre maison, représentent un gage de continuité de la filiation, « une maîtrise symbolique du temps » (Chevalier 1996: 120)¹⁵⁹ tout en maintenant ce passé à distance du quotidien¹⁶⁰. Le meuble possède une capacité à « reconstituer le temps familial, faire l'histoire d'une parenté et dire la place de celle-ci, proche ou lointaine dans l'espace de la famille » (A. Bloch & Denis 1993: 119). Parce qu'il supporte d'être transposé d'un lieu à un autre sans perdre de son pouvoir évocateur et qu'il sollicite l'ensemble des sens, le mobilier est un facteur d'ancrage puissant. Les Thomas, un couple de cadres, ont trois enfants. Ils racontent, attendris et amusés comment, lors de chacune de ses visites dans leur résidence secondaire, leur fille aînée se précipite dès son arrivée vers le buffet qui provient de l'appartement de ses grands-parents pour en respirer l'odeur. Ces odeurs¹⁶¹ participent à l'ambiance surannée des résidences secondaires, ramènent en enfance et libèrent un sentiment de sécurité dès qu'elles sont perçues, bien que leur ressenti soit très variable d'une personne à l'autre.

Le mobilier active ainsi de multiples mémoires. Les gestes reproduits pour ouvrir et fermer portes et tiroirs, accéder aux étagères sollicite une mémoire kinesthésique. Les meubles se glissent aussi dans les maisons, imposent leur présence et représentent autant d'évocations, de condensés de la mémoire familiale laquelle peut être ravivée à loisir. Ils indiquent la présence des lignées à l'enfant qui grandit. Certaines marques sont autant de signes et de rappels des tensions. Au travers du mobilier, de sa disposition, se lit l'histoire en acte, sa production mais aussi les espoirs, les renoncements, les violations et les ruptures reconnaissables aux vides laissés, souvent maladroitement

¹⁵⁹ Cf. également Baudrillard (Baudrillard 1968), *Le système des objets. La consommation des signes*, Anne Gotman (Gotman 1988), *Hériter*.

¹⁶⁰ « Elle évite l'aliénation, toujours mal vécue, de même que l'indignité de la relégation dans des espaces de réserve », note Christiane Sarlangue (Sarlangue 1997: 61) lors d'une étude sur les patrimoines mobiliers familiaux.

¹⁶¹ D'après Joël Candau, les souvenirs olfactifs de l'enfance « pourraient constituer des sortes d'empreintes dont nous serions marqués tout au long de notre existence » (Candau 2000: 85).

masqués, comme pour éviter d'oublier totalement les béances de l'histoire. Mais le mobilier est aussi le contenant d'objets – vaisselle, jouets, outils, objets divers tombés en déshérence, linge, vieux vêtements – qui participent et assurent dans une large mesure la transmission. Leur valeur réside dans leur pouvoir évocateur (Gotman 1989 : 133).

La plupart des objets sont des laissés pour compte des résidences principales dont les propriétaires n'ont pas voulu se débarrasser. Ils sont déjà incorporés, c'est-à-dire qu'ils ont participé à la construction des individus¹⁶², ce qui explique les difficultés à s'en défaire. Ils représentent des ancrages, selon la définition d'Elsa Ramos (Ramos 2006), car ils possèdent une fonction mnémonique. Les objets agissent sur, façonnent, parce qu'ils sont manipulés, habités, colonisateurs. Les mouvements particuliers imposés par leur maniement, la fatigue physique procurée, l'endolorissement particulier du corps concourent à la remémoration, à l'incorporation de son histoire. L'objet possède ici la faculté de projeter l'individu simultanément dans différents espaces-temps. Enfilés dès l'arrivée, les vêtements et chaussures usagers constituent ainsi autant d'« objets biographiques »¹⁶³ qui marquent le passage à une autre temporalité car « tout changement d'habit induit des transformations de la personne, des choses qui l'entourent » (Roche 1997: 11). L'objet non seulement matérialise mais éduque. Aussi, ne pas apporter de modifications majeures à une maison, revient à accepter les contraintes liées à cet espace. Utiliser des vieux outils, c'est imposer à son corps des exercices et des postures hors du quotidien. C'est par là même exercer un rapport différent au temps où l'immédiateté du résultat compte moins que le plaisir du geste et les sensations ressenties. Jouets, vêtements, ustensiles de cuisine et outils constituent ainsi

¹⁶² Cf. sur cette question les travaux du groupe Matière à Penser et notamment l'ouvrage préfigurateur de Jean-Pierre Warnier (Warnier 1999), *Construire la culture matérielle. L'homme qui pensait avec ses doigts*, et celui dirigé par Marie-Pierre Julien et Céline Rosselin (Julien & Rosselin 2009), *Le sujet contre les objets... tout contre*.

¹⁶³ « Chacun de ces objets représente une expérience vécue, passée ou présente, de son possesseur et fait partie de sa vie. [...] L'objet biographique [...] s'use avec l'utilisateur. [...] En lui, le consommant retrouve la journée d'hier et pressant celle de demain. Avec lui, il n'élimine pas le temps, il le suit » (Morin 1969: 133-134).

autant de relais de la mémoire dans la construction de soi au présent. Conservés pour la génération suivante, ils assument la continuité de la lignée, enseignent la parenté par le récit des prédécesseurs, cousins, oncles, tantes, parents, grands-parents, voire arrières grands-parents à qui les objets ont pu appartenir telle cette pince à plombs de fil de pêche transmise de génération en génération avec laquelle tous les enfants de la famille Caron ont débuté leur carrière de pêcheur dans la rivière qui coule derrière le village. Pour prendre sens, ces objets nécessitent des passeurs de mémoire : ces personnes capables de raconter l'usage des biens, les anecdotes qui leur donnent chair. De même que les photographies dont l'interprétation est perdue restent « des photos-mortes » (Muxel 1996: 169), l'objet ne pourra être pleinement apprécié que s'il prend sens dans l'histoire du groupe auquel il se rattache. La mémoire de la famille n'est donc pas uniquement une mémoire généalogique, mais aussi une mémoire mobilière et immobilière qui donne une matérialité et une consistance à l'histoire familiale pour qui sait la décrypter.

Les photographies et les albums familiaux ont notamment pour fonction de « renforcer l'intégration du groupe familial en réaffirmant le sentiment qu'il a lui-même de son unité » (Bourdieu 1965: 39). Ils apprennent « à l'enfant qui grandit le principe de filiation, les catégories de parenté, l'ordre du temps. Ce livre d'image est un manuel pratique et initiatique. Un moyen de vérifier de temps en temps ce qui nous tient ensemble, les vivants et les morts, ce qui nous justifie et nous reconforte, le sentiment de solidarité vitale » (Garat 1994: 23-24). Parcourir un album photographique, c'est éduquer le regard pour reconnaître non seulement les différents personnages à travers leur évolution, mais aussi dater les époques. Le dépôt de ces ancrages familiaux au sein des résidences secondaires, même acquises depuis peu, signe l'importance accordée aux lieux. Leur transfert s'effectue lors des déménagements, moments clés de réorganisation de la mémoire familiale, ou au fil du temps au gré de rassemblements familiaux ou simplement parce qu'il s'avère que c'est dans la résidence secondaire que le temps est pris de les regarder. Comme pour les objets, leur apport peut être circonstanciel et ne pas relever d'une stratégie

consciente de construction d'un lieu dédié à la mémoire familiale. La production du lieu de mémoire s'effectue presque par inadvertance, par sédimentations successives, pour finir par s'imposer au fil du temps. Le rapport particulier au temps passé dans la résidence secondaire rend ainsi propice ces retours sur l'histoire familiale nécessaires à la production du légendaire familial. Ainsi, feuilletés individuellement ou en groupe, ils sont là pour susciter des anecdotes, rappeler non seulement des circonstances passées, les absents, mais aussi favoriser la restitution de la mémoire familiale et la rattacher aux événements récents. Loin d'être de simples illustateurs du passé, les albums inscrivent le nouveau venu dans la continuité et permettent aux autres de réactualiser, de s'approprier des faits dont leur mémoire n'a pas gardé trace ; de lisser aussi leurs souvenirs dont les plus douloureux n'apparaissent pas, sauf en négatif, par l'absence dans le reste de l'album d'un membre de la famille ou d'un ami, à la suite d'un décès, d'un divorce ou d'une querelle. Par leur construction, les albums présentent et représentent une certaine vision de la famille. Cet usage somme toute banal de la photographie¹⁶⁴ prend un sens particulier car, à la mise en scène des clichés dans les albums, se surajoute la présence des autres objets dédiés à la mémoire du groupe familial. Il instaure un rapport particulier au temps extrait du quotidien et contribue à donner une profondeur historique aux ancrages, les muent en racines.

La mémoire familiale portée et abritée par les maisons est ainsi constituée d'une mémoire généalogique et « de souvenirs d'expériences sensorielles » (Bahloul 1992: 214) qui continuent de hanter les individus. La variété des sensations éprouvées souligne que la construction d'un lieu familial passe par la somme des souvenirs individuels, différents d'un individu à l'autre même au sein des fratries, ainsi que je l'ai montré dans ma thèse (Ortar 1998). Lorsque les souvenirs s'assemblent, se complètent, ils composent un tout qui prend autant appui sur des événements, des individus, que des objets spectateurs/acteurs de la scène familiale. Ainsi s'échafaude une mémoire à la

¹⁶⁴ Cf. entre autre l'article de Françoise Zonabend (Zonabend 16-18 octobre 1986) sur la mémoire familiale.

fois individuelle, chaque membre du groupe familial ne retenant que certains épisodes, et collective car partagée au sein d'une même communauté affective (Halbwachs 1976 [1925]). Sylvie Sagnes (Sagnes 2004) montre ainsi comment, dans le Minervois, le recours à la parenté et aux lieux intervient dans le processus de fabrication de racines. Même si la profondeur généalogique est faible, la maison d'une part, la collectivité de l'autre, sont mobilisées pour fonder le sentiment d'autochtonie, dans ce qu'elles disent l'une et l'autre de la durée, dans la délégation qui leur est faite d'incarner une mémoire longue. En effet, la maison représente « *un lieu dans le lieu* » et dans le temps ; et la collectivité agit au travers de sa gestion des ancêtres oubliés ou de la valorisation patrimoniale qu'elle effectue à partir des mémoires généalogiques aristocratiques. La mobilité et la délocalisation des rapports sociaux ne démentent pas la recherche d'« être de quelque part », note encore Sylvie Sagnes. Cela correspond à un besoin de réassurance et de réaffirmation de soi qui s'observe dans le cas des généalogistes interrogés par l'auteur ou dans mes recherches au travers de leur activité de production d'une histoire familiale.

Que disent ces détours par les maisons de famille, ces ancrages symboles d'appartenance et de permanence, de la mobilité, d'une mémoire tant ressource qu'entrave¹⁶⁵ ? Figure de l'exercice du quotidien des pratiques habitantes, des routines, dans leurs dimensions matérielles comme symboliques, la maison est également source et ressource d'une hagiographie familiale car elle est aussi la coquille (Pezeu-Massabuau 1983), la mémoire (Bachelard 1957), l'espace le plus intime vers lequel il est possible de se retourner et de se réfugier, comme le lieu d'ouverture vers de nouveaux départs (Paquot 2005). Dans la trilogie « port, ancrage, racines », les deux premiers termes évoquent le temps présent (Ortar 1999). En effet, si le passé et l'avenir sous-tendent aussi la notion d'ancrage, ce statut est révocable. Les racines se réfèrent, elles, au temps long des générations. Les racines renvoient ainsi à la terre comme le suggère la métaphore, comme à la parenté présente, passée et à venir. L'enracinement

¹⁶⁵ Cf. les travaux d'Anne Gotman (Gotman 1995) sur la dilapidation d'héritage et la prodigalité.

marque un degré supplémentaire dans la relation aux lieux (Ortar, 1999) et accompagne la dissociation «entre un ici, pourvoyeur de l'identité généalogique de par la famille, et un ailleurs, porteur de l'identité sociale» (Sencébé 2004: 25). La mémoire liée à un lieu est utilisée par le groupe pour maintenir et renforcer sa cohésion. Elle se constitue au fil du temps, construit le légendaire familial (Zonabend 16-18 octobre 1986) et l'aide à maintenir et renforcer les liens entre ses membres. Le lieu est érigé en support de mémoire dont il assure la perpétuation autant que la création en un perpétuel advenir. Il se constitue en espace mémoriel parce qu'il autorise la stratification des surplus ou laissés pour compte urbains et favorise la mise à distance du quotidien, temps du présent, des ancrages familiaux tout en participant à la création de nouvelles stances mémorielles.

La pluralité des lieux de vie favorise la séparation d'usage¹⁶⁶ des territoires de vie. Dédoubler les lieux d'habitation permet de conserver un espace à soi où il est possible, grâce à la présence d'objets qui fonctionnent comme autant de passages d'un temps à un autre, d'un rythme à un autre, de s'évader du présent pour accéder à une certaine atemporalité et à un retour sur soi. Ce lieu particulier qui contribue de la construction d'un habiter plurilocalisé participe ainsi d'un jeu d'échelle entre le collectif et l'individuel, et le besoin de se positionner par rapport à quelque part (Biase (de) & Rossi 2006). Les ancrages et les racines offrent ainsi la possibilité de déposer son histoire sans crainte d'une dépossession par la mobilité.

Les objets conservés deviennent ainsi réceptacles des vies et expériences passées et leur présence physique autant que symbolique, tout en donnant consistance au passé, rassurent sur le présent et la possibilité d'un avenir¹⁶⁷. La dimension proprement matérielle des résidences secondaires façonne les individus, les forme et influence durablement leur manière d'être au monde, de vivre et ressentir l'habitat et donc leurs modes d'habiter. Ce travail

¹⁶⁶ Cf. l'ouvrage de Sophie Chevalier, Emmanuelle Lallemand et Sophie Corbillé (Chevalier, Lallemand & Corbillé 2013) sur les résidences secondaires parisiennes.

¹⁶⁷ Cf. le très beau travail de Véronique Dassié (Dassié 2010) sur les objets d'affection.

d'ancrage de la mémoire familiale n'en est pas moins dynamique car « tout travail de mémoire est d'effacer, de gommer, d'oublier » (Zonabend 1986 : 79) afin de pouvoir se renouveler. Les ancrages rendent les lieux signifiants car habités, habités parce que reconnus pour ce qu'ils sont mais aussi pour ce qu'ils procurent ou ont procuré. Ces ancrages sont ainsi à la fois atemporels et évolutifs au cours de la vie. Aussi, le sens donné aux lieux est-il continuellement défini et redéfini, parfois combattu ou négocié (Gustafson 2006), car le lieu participe du mouvement (Easthope 2004; Rapport & Dawson 1998) comme l'a montré l'analyse des trajectoires.

Le recours aux ancrages peut prendre des formes moins spatialement localisées. Elsa Ramos (Ramos 2006, 2012) qui interroge le rôle des racines et d'un chez-soi d'origine sur la construction identitaire de l'individu, a montré combien les lieux imaginés, fantasmés et/ou passés alimentent notre représentation de nous-mêmes dans le temps : entre passé et projection dans l'avenir, toujours en tension avec ici et maintenant, pour ceux qui se sont éloignés de leur terre natale. Mais cette tension entre identité individuelle et appartenance familiale, parfois source de trop de tiraillements intérieurs, est plus légère à porter pour ceux qui, détachés de l'idée d'un lieu fondateur, peuvent incarner, convoquer, se raccrocher à l'envie à un passé personnel qui en même temps les dépasse, recélé par des objets et odeurs qui font office d'ancrages identitaires mobiles. Un tel constat rejoint celui effectué par Akhil Gupta et James Ferguson (Gupta & Ferguson 1997a) à propos des migrants. En effet, si ces derniers utilisent tous le souvenir de leur « home » pour se construire, le sens peut en être bien différent selon les situations personnelles et d'un individu à un autre. Une constante demeure toutefois : si tous les individus pris dans un contexte de mobilité n'éprouvent pas le besoin et/ou n'ont pas eu la possibilité de conserver des ancrages ainsi que l'évoque Elsa Ramos (Ramos, 2006 ; 2012), notre capacité à habiter le présent dépend toutefois d'une maîtrise du passé (Dos Santos 2012; Ortar 1998, 2005a, 2012) et donc de nos modes d'habiter le temps.

Les ancrages spatiaux peuvent se manifester au travers du choix d'un type d'habitat, des formes de quartier. Le choix des lieux de résidence procéderait d'une préférence personnelle, même lors de l'installation dans des communes ne possédant pas de lien avec une histoire familiale ou lors de choix en apparence plus pragmatiques. Edmond, un employé de la fonction publique rencontré dans le cadre de l'enquête sur les travailleurs mobiles, a déménagé pratiquement une fois par an durant toute son enfance, puis, devenu adulte, tous les cinq à six ans. La seule constante entre ses différents logements a été la vue sur un arbre depuis la fenêtre de sa chambre, souvenir fidèlement conservé d'un des logements occupés enfant. De même, les travaux de Jean-Yves Authier (Authier 1993) sur l'habitat en quartier ancien montre que le type de logement habité dans l'enfance influence le type d'habitat occupé à l'âge adulte, aussi avoir résidé enfant dans un quartier ancien tend bien souvent à favoriser son immobilisation à l'intérieur d'un quartier de nature similaire.

Habiter est l'objet d'une production mémorielle fondée sur le matériel. Habiter peut être partagé entre une pluralité d'espaces dont les fonctions se complètent. Les ancrages, facteurs d'enracinement des individus, relèvent ainsi d'une relation intime aux lieux et aux gens au travers d'un espace symbolique et sémiologique adossé à la matérialité même des lieux. Racines et ancrages participent du mouvement, dans un cas parce qu'en permettant un retour ils autorisent le départ, dans l'autre parce que la capacité à déplacer les ancrages, à en reconstruire des similaires et à les faire évoluer au cours de la vie aide le mouvement, favorise la fluidité. Habiter n'est donc pas statique, car comme le rappelle Philippe Bonnin : « l'attachement est le fait du nomade autant que de celui qu'on dit sédentaire. Retrouver au matin, où l'an suivant, un lieu connu dans une certaine stabilité de forme, apaisante et rassurante, renforce ce lien entre l'objet matériel et vivant du lieu, et la représentation interne que j'en porte » (Bonnin 2006: 177). Les ancrages participent de ce mouvement et aident à produire le chez soi lequel est « un rapport que le sujet recrée sans cesse avec les espaces qu'il parcourt, dans l'élaboration d'un sens qui n'est ni répétition ni identification, mais genèse de structures et de repères produisant un sentiment

d'étrange familiarité » (Amphoux & Mondala 1989: 138) écrivent Pierre Amphoux et Lorenza Mondada dans *Le chez-soi dans tous les sens*. « Le chez-soi est [aussi] ce lieu d'intimité secrète où les choses et les êtres conservent silencieusement l'histoire oubliée de chacun de nous. Aussi, retrouver sa maison, son village, sa région, son pays, c'est d'abord se retrouver soi-même. Et habiter chacun de ces lieux, c'est tout autant être habité par eux. « Voilà pourquoi on peut parfois quitter son pays, sa région, son village, ou sa maison, mais eux, nous le savons bien, ne nous quittent pas si facilement. C'est ce mouvement de navette entre l'habitant et l'habité qui tisse ses fils innombrables qui prennent dans une même étoffe l'homme et son habitation » écrit Bernard Salignon (Salignon 1992).

La maison seconde est donc à la croisée des résidences. Espace pratiqué, espace de l'agir, de production, la maison est également un espace de l'intime, un chez-soi, « paradigme latent qui juxtapose des valeurs de permanence, de stabilité ou de sécurité, et qui privilégie les figures spatiales de la clôture, de l'enfermement et de l'immobilité » (Amphoux & Mondala 1989: 137). L'intimité dans un espace dédoublé s'acquiert par la place trouvée par chacun. Prenons l'exemple de Ludmilla Nikolaïevna et Vladimir Vladimirovitch, un vieux couple uni qui tous les soirs se sépare pendant la saison estivale. Leur logement est un tout petit deux pièces qui a de tout temps été l'univers de Ludmilla Nikolaïevna. La datcha, au contraire, est avant tout l'univers de Vladimir Vladimirovitch : il a bâti la maisonnette, l'a aménagée et continue de le faire au gré des inspirations. Ludmilla Nikolaïevna vient tous les jours lorsque Vladimir Vladimirovitch y est mais n'aime pas y dormir. Chacun accède ainsi à son espace propre, celui qu'il a fait sien. La proximité des lieux, la datcha est située dans un *kolektivnye sady* qui s'étend au pied de l'immeuble, rend possible cette démultiplication des univers qui témoigne de la difficulté d'appropriation d'un espace unique. Leur expérience est révélatrice des variations au sein des couples du sens du chez-soi qui en montre le caractère profondément individuel.

Pour les couples ou les personnes partageant leur logement avec leurs enfants, voire même avec les enfants de ces derniers, la *datcha* offre aussi une occasion de rupture et d'évasion du quotidien, même si, en particulier dans les *kolektivnye sady*, l'intimité y est faible. Le supplément de mètres carrés, aussi limité soit-il, pallie l'exiguïté du logement et satisfait un besoin d'espace à l'instar des jardins ouvriers en France (Dubost, 1984). Elena Fiedorovna, célibataire de trente-six ans, vit avec ses parents dans un deux pièces dont elle occupe la chambre, faute de pouvoir accéder à un logement. La seule possibilité d'intimité, pour elle comme pour ses parents, arrive avec la belle saison lorsque ses parents déménagent à la *datcha* où elle évite de se rendre sauf lors de leurs absences. Elle invite alors des amis à y passer la soirée. La contrainte que représente le côtoiement dans des logements exigus limite les possibilités de s'isoler des autres, de se réserver des îlots d'intimité. Il s'agit du même besoin d'avoir un territoire à soi pour échapper aux contraintes de l'univers domestique, se procurer un sas entre les différents mondes professionnel et familial que décrit Olivier Schwartz (Schwartz 1990), qui prend la forme d'escapade au bar ou à la pêche lorsque l'espace est contraint, comme de territoires à soi, bureau, garage ou jardin. Le dédoublement possible de l'espace autorise chacun à disposer d'un territoire-espace-temps de liberté au cœur de la vie commune.

Pour les travailleurs mobiles, les vacances sont une période de retrouvailles avec son chez-soi, autant qu'un besoin de repos. Toutefois, multiplier les lieux de vie successifs dans le temps et dans l'espace réduit les possibilités d'attachement durable. Les lieux d'affinité peuvent évoluer au cours du temps car, si le foyer est localisé dans l'espace, il ne s'agit pas obligatoirement d'un lieu fixe (Douglas, 1991) et ce d'autant plus que les déménagements sont fréquents. Envisagées comme des supports de construction d'une histoire familiale, les résidences secondaires renforcent la capacité des sujets modernes à produire leur histoire et à l'inscrire dans la durée. La volonté d'en posséder une émane alors autant d'une position réflexive sur sa propre

histoire, que de l'influence de modèles familiaux ou culturels, un résultat de la mobilité comme du besoin d'ancrages spatiaux significatifs.

Depuis son enfance, Charles, un quadragénaire rencontré au cours de l'enquête sur les travailleurs mobiles, expérimente cet usage d'une maison destinée à créer une histoire familiale physiquement située malgré l'expérience récurrente de la mobilité. Sa famille exerce depuis plusieurs générations comme marchands de toile itinérants, une profession qu'il a embrassée à son tour en se spécialisant dans le linge de luxe. Le village du Cantal est celui des départs et des retours. Y demeuraient les retraités et les jeunes enfants. Charles y a lui-même résidé plusieurs années pendant sa petite enfance lorsqu'il vécut chez ses grands-parents, puis y retourna lors des vacances scolaires. Quels que soient les lieux où il a pu vivre, seul son village d'origine fait sens pour lui. Les autres logements occupés pendant son enfance sont qualifiés de « pied-à-terre », une dénomination à elle seule révélatrice du faible enjeu symbolique dont ces lieux ont été porteurs pour sa famille et pour lui, et il perçoit ses autres lieux de vie comme des espaces transitoires, y compris l'appartement actuel partagé avec sa compagne. Il possède dorénavant dans « son » village une maison qu'il considère comme son véritable « chez lui » parce qu'il y connaît tout le monde, mais est surtout reconnu pour sa filiation. Ce lieu est celui du ré-enracinement après chacun de ses déplacements et celui d'enracinement de ses enfants. La maison lui permet aussi de concilier obligations familiales et relations amicales, de réaffirmer une identité familiale mise à mal par les absences répétées et de vivre plus pleinement des relations de sociabilité distendues par son mode de vie. Posséder une résidence secondaire, c'est disposer ainsi d'un lieu dont la valeur symbolique neutralise les effets négatifs des déménagements successifs (Ortar 2011b, 2015b).

Plusieurs de ces couples géographiquement mobiles ont évoqué au cours des entretiens leur souhait d'acquérir une maison destinée à devenir un bien de famille dans un avenir proche. Leur désir s'est nourri de leurs propres expériences comme de celles d'amis dont les familles sont propriétaires de tels

biens. Le père de Violaine, une trentenaire cadre administratif, était muté tous les trois ans, aussi n'a-t-elle pas connu de stabilité résidentielle pendant son enfance en dehors de la maison de ses grands-parents. Elle pense que dédoubler l'espace du quotidien annihile les effets négatifs de la mobilité sur le long terme. Damien, son conjoint, fut tout d'abord réfractaire à cette idée puis, à la naissance de leur fille et face à la multiplication de ses expériences de mobilité, le désir d'un lieu pérenne a émergé pour que « *s'instaurent des habitudes des petites traditions régulières avec les enfants, les grands-parents, etc.* » Il s'agit d'anticiper les absences inhérentes à la mobilité par l'adoption de rituels familiaux pérennes spatialement ancrés. La maison est ici autant lieu de création d'un présent que d'un futur où la famille pourra faire vivre son passé grâce aux souvenirs communs engrangés lors des vacances et aux objets qui y sont entreposés (Ortar 2012), où les générations se côtoient. La pérennité de la famille passe, pour ces couples, par son inscription spatiale et mémorielle.

Ce chapitre a identifié les conditions selon lesquelles se tissent les liens aux lieux en mobilité et les effets de la multi-localisation. J'ai ainsi pu montrer l'importance de la matérialité des lieux, de la place des corps et du faire dans ces logements. La dissociation des lieux pratiquée par les multi-résidents entre d'un côté une villégiature vouée à la famille et des activités significatives, et de l'autre des logements qui peuvent être associés à la trajectoire professionnelle et sont susceptibles de changer au cours du temps, favorise le maintien d'une identité familiale et individuelle et procure de la stabilité. Aussi, l'affaiblissement des liens aux lieux produit par la mobilité doit être relativisé par la prise en compte du rôle de chacun des lieux, lesquels influencent en retour les trajectoires résidentielles.

La mobilité est ici associée à un accès à un connu structuré par un rapport particulier au temps et à l'espace favorisé par la répétition des fonctions symboliques entretenues par les fonctions mémorielles contenues non seulement dans les rituels familiaux mais aussi par la matérialité, les pratiques

du corps et un partage avec les proches, la famille tout d'abord, mais également les amis. La mobilité dans ce cas favorise un habiter car elle offre à l'individu en mobilité le bénéfice d'ancrages stabilisés dans le temps et l'espace. Cette stabilité l'aide non seulement à partir mais le dédouane de trouver une place au passé dans son quotidien professionnel et familial.

Ce détour par la villégiature rend enfin compte de l'importance des lieux habités par le passé pour comprendre les relations aux lieux actuels, une importance qui s'exprime non seulement par la conservation d'un type de mobilier et d'objets, mais aussi au travers des formes de logements choisis et de modes d'habiter et/ou des ancrages tant symboliques que matériels préservés. Habiter les lieux, c'est aussi s'inscrire dans le temps et appréhender la dimension temporelle de l'habiter est essentielle pour comprendre la relation aux lieux.

12 – Habiter la mobilité : les travailleurs mobiles à l'épreuve des flux

Pour Hartmut Rosa, « plus le rapport à soi est fortement défini et stabilisé dans l'espace des flux, et plus l'identité perd littéralement sa "localisation" géographique : il s'ouvre un fossé entre la mobilité de la modernité classique – qui permettait une grande mobilité à partir d'un "lieu de résidence" fixe et une transformation périodique de ce lieu de résidence – et le "retour au nomadisme" (Bauman 2006) ou à la "polygamie des lieux" (Beck 1997) de la modernité avancée » (Rosa 2010: 295). Cette assertion d'un rapport à soi stabilisé dans l'espace des flux à l'origine d'une identité délocalisée interroge. Si effectivement la polygamie des lieux peut favoriser des appartenances affaiblies à certains lieux consécutivement à la prévalence de lieux significatifs, ce que corrobore le chapitre précédent, cette assertion sous-estime toute la part d'immobilité à l'origine de la mobilité et le rôle des ancrages locaux quand bouger physiquement évite de modifier sa relation aux lieux (Ortar 2005b, 2011b, 2015b; Vincent-Geslin 2012). Ce chapitre se propose de questionner la valeur symbolique accordée à chacun des logements et espaces de séjour dans le cours d'une multi-résidentialité pour raison professionnelle.

Ce chapitre se réfère principalement à l'enquête sur les travailleurs mobiles. Ces voyageurs sont des cadres sillonnant la France ou le monde pour rencontrer des clients et des partenaires, des ouvriers rejoignant des chantiers ou exerçant chez des clients, des commerciaux mais aussi des hommes et des femmes qui, pour des raisons personnelles ou professionnelles, ne vivent pas là où ils travaillent. Pour tous, voyager est une pratique hebdomadaire. Les modes de déplacement sont variés, de la voiture à l'avion, en passant par le train et le ferry. Certains déplacements ne comprennent qu'un mode de transport, d'autres en combinent plusieurs en fonction des lieux d'habitation et d'emploi, mais

aussi de la nature des emplois occupés. Une fois sur les lieux de travail, ils logent dans des hôtels, chez des parents ou amis, sur un lit de camp dressé dans leur bureau, en caravane ou dans des appartements loués ou achetés. Selon les semaines, parfois dans le cours même de la semaine, les lieux d'accueil varient. Ce sont ces pratiques qui vont être interrogées afin d'analyser leur influence sur l'habiter pour ensuite questionner comment la mobilité influe également sur l'habiter.

12.1 - Se loger en mobilité

Dans son article sur les pratiques habitantes dans les logements d'une seule pièce, Céline Rosselin (Rosselin 2002) montre comment les habitants de ces appartements font avec l'espace passé un premier rejet lié à la contrainte matérielle imposée par les lieux. Ils acquièrent des pratiques habitantes dictées par la configuration de l'espace dont ils s'accommodent tant qu'aucune autre possibilité de logement ne se présente, mais ces compromis redeviennent insupportables lorsque survient la possibilité d'un déménagement. Le conditionnement dicté par les lieux commence dès l'enfance et préfigure des modes d'habiter. Béatrix Le Wita (Le Wita 1988)¹⁶⁸ a ainsi montré comment dans les intérieurs bourgeois, la configuration des lieux, leur aménagement, conditionne des gestuelles dans l'espace, des attitudes corporelles qui relèvent d'un principe de classe au travers d'un mode particulier de faire avec l'espace. L'habiter et le sentiment d'être chez-soi relèvent ainsi de routines, ce maillage d'agréments silencieux et de réflexes enracinés qui structurent le quotidien (Ehn & Löfgren 2010), qui agissent comme des mémoires du corps (J.-C. Kaufmann 1997), participent du vivre-ensemble mais rendent également difficile toute transposition dans un autre contexte. Contraintes des gestes imposées par la configuration des lieux et du mobilier, ce dernier prescrit aussi le repos du corps comme une sensorialité culturellement codifiée et socialement normé qui porte

¹⁶⁸ Pour ne pas citer, plus loin de l'Occident, les travaux de Pierre Bourdieu (Bourdieu 1970) sur la maison kabyle.

tant sur les températures ambiantes (Subrémon 2010) que les usages de l'eau (Shove 2003). Quel rôle jouent les routines dans le déplacement ? Comment s'effectuent l'appropriation des lieux ?

L'accès à la maison coquille bachelardienne, ce tout qui abrite une intimité protégée au point que « tout espace vraiment habité porte l'essence de la notion de maison » (Bachelard, 1957 : 24) ne relève pas d'une forme précise de logement. Elle se retrouve jusque dans les abris précaires, tentes et cabanes, des personnes sans domicile fixe du bois de Vincennes observées par Gaspard Lion (Lion 2014) qui improvisent un chez-soi grâce à la production d'un espace d'intimité que n'offre pas la rue, par une attention à l'ameublement, la décoration, les ressentis, notamment la lutte contre l'humidité que l'auteur observe finement et la sociabilité entretenue autour de l'abri. De même, dans sa recherche sur l'appropriation des maisons de retraite, Isabelle Mallon (Mallon 2003: 380) souligne cette même nécessité d'un travail de production du chez-soi qui peut toutefois prendre plusieurs formes et passer par un agir sur les lieux pour « renouer avec la banalité du quotidien » et « normaliser » par l'appropriation des espaces, la maison de retraite.

Les travaux sur le chez-soi, menés notamment par Perla Serfaty-Garzon, le représentent comme abritant « l'intimité de l'habitant avec ses forces et des faiblesses, avec la tentation de l'ancrage dans la maison, de l'arrêt, de la stabilité et des sécurités du repli. Il abrite en même temps la conscience du potentiel d'aliénation que portent cette stabilité et ce repli. [...] Dans cette perspective, partir de chez-soi prend le sens d'une prise assumée de risque de la vie sociale, tandis que rentrer chez soi est une aspiration vers le repos en soi » (Serfaty-Garzon 2002: 68-69). Le chez-soi serait l'abri, le lieu du repos possible, de la pause, l'espace depuis lequel le mouvement devient possible. Les travaux sur les nomades sont là aussi intéressants puisqu'ils nous apprennent que l'habitat transporté, qu'il s'agisse d'une tente (Claudot-Hawad 2011; Pedersen 2009) ou d'une yourte (Marois 2006) sont toujours démontés, portés et remontés de manière identique de façon à ce que les objets y aient la même place et que

ces habitats produisent de la continuité. De même, les recherches portant sur les plus démunis, qu'il s'agisse des squats (Bouillon 2009; Breviglieri & Pattaroni 2005) ou des sans-abri du bois de Vincennes (Lion 2014), établissent comment ils se doivent de construire des abris leur apportant un confort minimal pour que « habiter » soit rendu possible. Qu'en est-il des travailleurs mobiles ?

Le chez-soi exige un travail, une action volontaire (Jackson 1995), un faire avec l'espace et sur l'espace pour que le corps et l'âme accèdent au bien-être. Patrick, un cadre âgé de 44 ans, résidant dans les environs de Saint-Étienne a acheté un studio lors de son arrivée sur Lyon. Il y dort quatre soirs par semaine. Malgré des efforts de décoration, il n'habite toutefois pas les lieux : *« Je l'ai rendu le mieux possible. Mais, assez bizarrement, je ne me sens pas chez moi ici. Donc en fait, je me sens plus à l'aise ici [au bureau]. [...] C'est quand même assez spartiate. C'est-à-dire, bon, ben j'ai une télé, un clic-clac que j'ai arrangé parce que je dormais très mal dedans donc j'ai mis un matelas convenable dessus, j'ai des meubles tout neufs et assez beaux. Mais je veux dire, j'ai pratiquement pas de vaisselle. J'ai vraiment le strict nécessaire pour vivre. »* Ce logement n'est pas destiné à recréer un chez-soi, ni à recevoir de visites. Il évite de se retrouver seul dans les lieux publics et les nuits d'hôtels mais il n'en reste pas moins un lieu de solitude : *« Le soir, je peux pas dire vraiment que je travaille, mais je préfère être ici [au bureau] à discuter comme ça de choses et d'autres avec des collègues, tout en restant dans le domaine du travail, hein, on ne parle pas du match de foot, plutôt que de rentrer chez moi tout seul devant ma télé. »* Le chez-soi serait ainsi autant affaire de ressentis que de compagnie. L'intimité, le chez-soi, provient d'un rapport particulier aux sens, de la place du corps dans le logement mais aussi de la place des choses dans ce même logement.

Andrew et son épouse Mary ont souhaité que l'appartement londonien d'Andrew fasse l'objet d'une appropriation collective pour que sa vie professionnelle ne soit pas déconnectée de celle du reste de la famille. L'appartement est autant un refuge en semaine pour Andrew qu'un logement

familial pendant les vacances, lorsque Mary s'y installe avec les enfants. Rendre tangible le prolongement de la vie familiale aussi sur le lieu d'emploi, et donc refuser la séparation stricte entre les espaces professionnels et familiaux, a été pour eux une façon acceptable de quitter le campement, et c'est cette projection de la vie familiale sur le lieu de travail qui rend tenable l'équilibre du rapport au chez-soi. Signe de cette appropriation, le travailleur mobile en parle comme d'un lieu à soi. Mais parce qu'il représente aussi un lieu de villégiature familial, il est qualifié par ses enfants de « *maison de vacances de papa* ». De même, c'est parce qu'Yves a souhaité partager sa vie professionnelle avec ses enfants qu'il a acquis une caravane dans laquelle il a résidé pendant des années. Si le bien lui a permis d'économiser et de gagner en confort, la caravane représentait un lieu où échapper à la vie collective menée dans les hôtels fréquentés pendant les chantiers, l'attrait principal tenait toutefois à la présence de sa famille pendant un mois chaque été. Ces séjours réguliers lui ont permis de faire connaître un pan invisible de sa vie à ses enfants pour qu'ils en perçoivent la continuité, tout comme la présence de sa famille dans sa caravane la rendait signifiante pour lui. Ce désir de partage avec la famille nucléaire de son logement conforte la thèse de Robert Hay (Hay 1998a, 1998b) selon laquelle la plupart des expériences habitantes porteuses de sens s'effectuent en présence de proches. Habiter est une pratique collective pour ces personnes ambulantes dont le célibat est imposé par les déplacements et non un état. Habiter plusieurs lieux dans une société majoritairement sédentaire et monogame impose l'accord du conjoint et un travail collectif sur le sens donné aux lieux.

La plupart des travailleurs mobiles logent toutefois dans des lieux qui ne sont pas porteurs d'un sens particulier ou de trop de sens comme lors du logement chez des parents. Le recours à la famille est un usage courant chez les travailleurs mobiles. Malgré la proximité relationnelle, cette solution comprend des aspects inconfortables. Chambre d'amis mise à la disposition du voyageur ou ancienne chambre d'enfant, les lieux ne sont pas investis même si des affaires peuvent être entreposées d'un séjour à l'autre. Si la mise à disposition d'une chambre présente indiscutablement un caractère pratique, car cela exonère de la

recherche et du coût d'un logement, elle n'est jamais anodine. L'installation d'un adulte, qu'il s'agisse d'un enfant ou beau-fils, perturbe les rythmes et habitudes de la maisonnée. L'adulte transforme le quotidien, froisse et se froisse, la finalité des visites n'étant pas comprise de la même façon par les deux parties.

Ronan, un cadre lyonnais, réside ainsi chez sa belle-mère à Paris deux à trois nuits par semaine. La cohabitation s'avère toutefois malaisée car sa belle-mère et lui-même n'assignent pas la même finalité à ses présences. En effet, heureuse d'avoir de la visite et fidèle à son rôle d'hôtesse, sa belle-mère l'attend pour dîner, alors même qu'il souhaiterait prolonger le plus tard possible ses journées de travail. Le visiteur impose, du fait de ses contraintes professionnelles, un nouveau rythme, source de frictions. C'est encore l'exemple de Matthew, un ingénieur qui vit depuis 2005 chez ses beaux-parents pendant ses séjours à Londres. Sa femme, Kathleen, a incité ses parents à accepter cette installation voulue provisoire puisque Matthew habitera à terme en France lorsque leur projet de gîte sera devenu rentable. Pour lui aussi les horaires de vie de ses beaux-parents, qu'il se sent tenu de respecter, contrecarrent son désir de s'investir pleinement dans son travail. Ce couple de personnes âgées qui ne cohabitait plus avec ses enfants depuis près d'une vingtaine d'années dut réapprendre à vivre avec un quasi étranger trois semaines par mois. Loger chez des parents a aussi pour contrepartie une surveillance du travailleur mobile, et représente un garde-fou contre des dérives, qu'il s'agisse d'habitudes de vie en solitaire ou de la tentation de nouvelles rencontres amoureuses. Loger chez des amis relève des mêmes logiques même si cela permet également, comme le pense Corinne, cadre commercial, de « *joindre l'utile à l'agréable* ».

Là aussi, les séjours ont pour contrepartie un temps de travail moindre, et également une maîtrise par le conjoint absent de la sociabilité. Ne pas s'accorder de loisirs, finir tard, accepter une forme de surveillance constituent autant de contrôles que le travailleur mobile et son ou sa conjoint(e) érigent pour

contrecarrer des effets négatifs de la mobilité que ce soit la solitude, les rencontres facilitées ou des habitudes de vie en célibataire. Dans tous les cas, l'appropriation du lieu de repos est difficile car peu d'objets sont transportés d'un espace à l'autre et la chambre mise à disposition n'a d'autre fonction que d'offrir un refuge au sommeil. Il ne s'agit pas d'habiter mais de s'abriter entre deux journées de travail, voire de camper. Pendant plusieurs années, Didier a installé un lit de camp dans un coin de son bureau et utilisait la douche mise à disposition des employés. Les raisons avancées pour son choix étaient liées au faible nombre de nuits passées, deux par semaine en moyenne, et au souci de réaliser des économies pendant le déplacement. À Lyon, Didier consacre l'intégralité de son temps de présence à son travail et ne sort que pour se nourrir. Dormir dans son bureau permettait, dit-il, d'optimiser ce temps. Au-delà de cette affirmation, il s'agissait aussi de conférer un statut uniquement professionnel au déplacement. Didier a cessé de passer la nuit sur son lieu de travail le jour où il dû louer un studio à l'un de ses enfants pour ses études. Il a conservé depuis le logement alors que sa fille n'y réside plus qu'épisodiquement. Choisir l'inconfort évite de s'installer, d'habiter et de mettre en danger l'unité familiale.

Le recours à l'hôtel est rare. Il est tout à la fois le lieu transitoire par excellence, un lieu d'anonymat et donc de tous les dangers, et un lieu protecteur. Il représente la quintessence du séjour en transit, mais il est au final assez peu utilisé par les travailleurs mobiles qui financent leur déplacement. L'hôtel est ainsi avant tout réservé à ceux qui voyagent pour raison professionnelle : ouvriers, cadres ou commerciaux. Les pratiques habitantes varient selon l'histoire des travailleurs mobiles et les motifs de leur fréquentation. Charles, un quadragénaire commercial à son compte, est issu d'une famille de marchands de toile pour qui vivre à l'hôtel est quasiment un habitus familial dicté par la profession. Lui-même y loge depuis la fin de ses études. Toutefois, les hôtels fréquentés ont évolué au fil du temps en raison de la transformation de sa pratique professionnelle. Il ne lui est plus possible de demeurer dans les hôtels familiaux des petites villes de province où il entretenait des relations amicales avec le personnel. En effet, ses nouveaux lieux de travail l'obligent à choisir des

hôtels plus grands, plus impersonnels, qui le privent des amitiés qu'il avait plaisir à établir au fil de ses séjours.

À cet usage ancré dans une histoire professionnelle familiale de socialisation à l'hôtellerie, s'oppose celui de Paul, lui aussi cadre commercial et technique. Les hôtels représentent un prolongement de son lieu de travail. Ils sont choisis en fonction de leur commodité. Paul utilise les hôtels comme Didier son bureau : il s'agit dans un cas comme dans l'autre d'optimiser le temps de travail lors des déplacements. Toutefois, pour nombre de travailleurs mobiles, l'anonymat et la solitude rencontrés dans les milieux hôteliers pèsent d'autant plus qu'il ne s'agit pas simplement de dormir, mais de passer une soirée en tête-à-tête avec soi-même dans des lieux étrangers. Contrairement à Charles, son compagnon, Corinne n'a jamais apprécié ces séjours hôteliers en solitaire : elle déteste se retrouver seule pour dîner et n'ira jamais au restaurant le soir si elle n'est pas accompagnée, préférant se contenter d'un sandwich. Elle rallonge ses journées de travail pour fuir cette solitude, un contexte favorisé par le décalage en soirée des temps de travail parisiens. Plusieurs frustrations s'additionnent alors. La première est l'impression de ne plus vivre que pour son travail. La deuxième est la sensation de ne plus habiter nulle part en raison de son incapacité à habiter des lieux de transit et de la brièveté de ses séjours dans son domicile lyonnais. Après avoir logé quelque temps à l'hôtel, Corinne a préféré effectuer des navettes quotidiennes en TGV entre Lyon et Paris malgré le surcroît de fatigue. Christian exprime également sa détestation de ces soirées. Il s'impose de dîner mais se cache derrière un journal pour créer une illusion d'intimité et échapper au regard d'autrui. L'analyse des séjours hôteliers révèle ainsi une diversité d'usages dépendant de la familiarité qu'il est possible d'établir avec les lieux, d'habitudes de voyage en solitaire et de contextes de travail.

Entre la véritable installation et l'abri, s'insèrent les figures du transitoire : le foyer et la logeuse. Le foyer n'a pas vocation à devenir pérenne. Il doit rester une étape, « un séjour provisoire qui implique un mode de vie

transitoire » (Monjaret 2007: 84), notamment parce que pour leurs habitants « rien ici et maintenant ne leur permet d'avoir accès à ce qu'ils ont vécu et qui fonde encore leur "chez-soi" ; ils n'ont pas pu transporter ou transposer des représentations, des pratiques, des espaces dans leur nouveau logement-environnement » (Salignon 1992: 104).

Marc, un quinquagénaire, loge en foyer depuis 2002. Parisien d'origine, il arrive sur Lyon à la faveur d'une mutation au sein de son entreprise où sa femme et lui-même exercent. Lorsqu'en 2002 son épouse prend une retraite anticipée pour des raisons de santé, elle décide de partir vivre dans le Sud-Ouest avec leur fille. Marc continue d'exercer au même endroit et réside dans un foyer mis à disposition des salariés pendant la semaine, un lieu qu'il décrit comme « glauque ». Ce choix est rendu nécessaire par la modestie des revenus du couple et le nouvel emprunt contracté pour financer l'achat d'une maison à Bayonne. Malgré les lieux peu amènes, cette première expérience de vie en foyer est vécue de façon positive. La cuisine est effectuée de façon collective, des fêtes sont régulièrement organisées, de même que des activités sportives. Contrairement à la plupart des travailleurs mobiles, Marc dispose alors de nombreux temps de loisirs car il achève tôt ses journées, un rythme de vie qui le rend d'autant plus réceptif à cette vie en communauté.

Cependant, en 2006, Marc est contraint de rechercher un nouveau poste. Il demande alors une mutation pour la gare Saint-Lazare à Paris, mutation qui réduit la longueur de ses navettes en fin de semaine. Il obtient une place dans un foyer parisien et entreprend sa nouvelle vie. Plusieurs éléments ont toutefois changé, dont ses rythmes de travail, beaucoup plus soutenus, qui lui laissent peu de loisirs. De plus, son nouveau foyer est impersonnel. Marc s'y sent mal à l'aise parce qu'il n'arrive pas à se refaire de relations, notamment par manque de temps. Il est également directement confronté aux méfaits de la solitude et voit certains de ses collègues se renfermer et devenir alcooliques. Lui qui menait une vie sociale et sportive active à Lyon ne sort presque plus et rallonge ses heures de travail. D'ouverture, le foyer devient un lieu de repli sur

soi-même. Ce logement avait été choisi pour les économies escomptées mais aussi parce que Marc pensait la situation provisoire, un espoir qui s'est amenuisé au fil du temps. Comme pour les autres solutions bricolées lors de la décision de mobilité, l'inconfort de la situation comme du logement était accepté parce qu'il ne devait pas durer. Or cela s'avère rarement le cas. Les conditions de travail, autant que la sociabilité qui agrmente le séjour influent ici sur le bien-être ressenti pendant l'éloignement et la possibilité d'y créer des repères. Ce constat confirme la nécessité d'un confort tant psychologique que physique pour concevoir des liens.

Les logeuses sont des figures de l'entre-deux. Elles offrent une chambre déjà décorée, donc difficile à personnaliser, mais plus de convivialité que des hôtels ou des foyers. Gérald loue une chambre en Angleterre depuis deux ans. Il explique que bien qu'il s'agisse d'un lieu convivial grâce aux excellentes relations qu'il entretient avec sa logeuse, rien dans sa chambre n'est à lui en dehors des vêtements qu'il y entrepose. Il tient à conserver une distance avec ce logement pour que le « chez-soi » reste bien le lieu de vie familial et sans veut lorsque qu'il lui arrive de qualifier sa chambre de « home ».

Selon la nature des mobilités exigées par son emploi, Paul a expérimenté la location d'appartement en célibataire géographique et des déplacements réguliers à l'hôtel. Il en compare les incidences : « *Deux maisons, de rester ici la semaine, de retourner le week-end là-bas, donc les dimanches soir ou les lundis matin sont extrêmement, heu, sont difficiles. Heu, et ensuite, au bout d'un moment... on a presque, enfin c'est difficile de vivre ces deux vies parce que là c'est vraiment, ça devient deux vies complètement... complètement différentes, quoi. Et au bout d'un moment, on n'a presque plus envie de... de partir le vendredi et on a plutôt envie que la famille vienne. Et bien sûr le dimanche soir, on n'a pas du tout envie de repartir, quoi. C'est..., c'est un déracinement, systématique. Dans les deux sens. [...]* Cette double résidence, ça n'a rien à voir avec des déplacements. [...] *Quand on se déplace, qu'on va dans des hôtels, des machins etc., bon on est une semaine où tout se déroule*

hyper rapidement et assez trépidant et, et puis on arrive le week-end, c'est.... Enfin, c'est pas deux vies. »

Le *distinguo* qu'effectue Paul entre ses différentes façons de vivre loin de sa famille fait émerger des investissements du temps et de l'espace qui favorisent ou non la construction d'une vie autre que celle professionnelle et familiale. La création d'un espace à soi met en danger la famille, comme s'il ne pouvait y avoir d'autre espace habité que celui du foyer familial. Jean Rémy évoque la différence établie entre primarité et secondarité, la secondarité étant ce qui permet « d'échapper à l'enfermement dans les rôles sociaux, quels qu'ils soient », quand la primarité est le lieu d'exercice de ces rôles (Rémy 1999: 320). Dans ces cas de multi-localisation, les deux logements sont des figures de la primarité. En effet, les deux espaces sont des lieux d'enfermement dans des rôles sociaux, familiaux d'un côté, professionnels de l'autre. Chacun des logements est associé à une sphère de la vie, ne pas investir le lieu du professionnel est ainsi une façon de s'interdire la confusion des lieux. Contrairement à la villégiature, il n'existe pas ici de complémentarité des lieux par crainte d'une substitution d'un lieu à l'autre.

Pour Jean Rémy, « la notion d'habiter s'appuie sur une distinction entre l'usage du logement et les symboliques que cet usage actualise. Les liens entre usage, représentations et investissement affectif ne se font pas à travers des transpositions mécaniques » (Rémy, 1999 : 316). Habiter un logement impose de s'installer, c'est-à-dire d'être à la fois dans ses meubles et de planter le décor. Cela nécessite de « prendre ses marques dans son espace, faire circuler les meubles jusqu'à ce qu'ils trouvent l'emplacement qui créera la sensation de confort et d'intimité, disposer les objets de façon à la fois pratique, pour permettre la construction d'une nouvelle routine des tâches domestiques, et esthétique » (Desjeux, Monjaret & Taponier 1998: 150). Le refus de l'installation est un refus de rendre pérenne l'entre-deux, de se dissocier. « L'habiter est ce qui rend possible le maintien de l'unité de soi et, par conséquent, le rapport à l'autre » notent Florence Bouillon, Vincent Girard et

Sandrine Musso (Bouillon, Girard & Musso 2007). L'unité de soi passe ici par celle du logement dans les représentations quel que soit le temps passé hors du logement. L'association des séjours en mobilité au professionnel crée une distance qui limite la capacité à nouer des liens et donc à habiter l'espace professionnel. Cette distance est recherchée et renforcée par le choix du logement puis la façon de ne pas l'investir, de le traverser pour qu'il ne devienne pas une pause dans le mouvement.

Dans tous ces cas, il n'existe pas de personnalisation des lieux et les objets transportés au cours du déplacement sont peu nombreux et avant tout utilitaires. Parce que voyager implique de porter, tracter des bagages semaine après semaine, l'encombrement est minimal et ne laisse pas de prise au superflu. Les objets qui permettent d'évoquer des relations avec son conjoint ou sa famille, telles des musiques ou des photographies le sont grâce à la magie de la miniaturisation et endossent plus une fonction de remémoration, de lien, que d'ancrage dans une nouvelle identité. Ces objets, contrairement à l'objet transitionnel (Winnicott 1975) dont la fonction est de favoriser l'autonomie de l'enfant, sont là pour rappeler une appartenance, la force des liens et donc d'empêcher ou de freiner l'éloignement symbolique du chez soi.

Dans leur ouvrage sur les vies mobiles, Anthony Elliot et John Urry (Elliott & Urry 2010) remarquent que l'engagement dans la mobilité expose à de nouvelles rencontres, désirées ou non, amicales ou sexuelles. Cette recherche d'ouverture qui peut s'apparenter à une mise en danger de la relation familiale, les travailleurs mobiles s'en préservent par l'édification de barrières pour verrouiller le temps du déplacement que ce soit par les horaires de travail imposés, les formes de logement choisies ou les modes de communication, et enfin par l'affirmation de l'importance des absents dans les motivations données au déplacement. L'ascèse est ainsi une des façons de contrebalancer ces effets comme en témoigne Ronan : « *Mon rythme à Paris c'est plutôt une forme d'ascétisme. C'est arriver le plus tôt possible au travail, faire les heures les plus longues possibles et puis... non, de temps en temps je vais manger avec*

quelqu'un mais en général si je mange ou si je sors sur le temps de midi ou sur le soir ça dérègle un peu tout au niveau horaire. Même professionnellement. »

Le temps du déplacement est consacré au travail, et peu de personnes profitent de ces moments pour leurs loisirs, car le rythme même des déplacements, la fatigue engendrée et la volonté de présence au travail, restreignent les possibilités de sortie. Patrick travaille toute la semaine à Lyon mais rentre chez lui en milieu de semaine : *« Sur Lyon, je ne vois personne, je ne connais personne, dit-il. J'ai pas cette démarche. Mais... j'ai pas cette volonté, cette force d'aller voir les gens quoi... Pour plusieurs raisons. Déjà, pour une raison professionnelle et puis du temps imparti. Parce que je rentre le mercredi, le lundi matin, je me lève très tôt – quatre heures et demie – pour être là à peu près à sept heures pour éviter les bouchons. Donc le lundi soir, à la fin de la journée, j'ai pas envie de sortir au cinéma, rien du tout. Je mange, je regarde un petit film et je ne regarde pas jusqu'à la fin, je m'endors. Et le mardi, je travaille jusqu'à dix-neuf heures et le mardi soir je rentre chez moi. Donc en fait vous voyez bien que... et le jeudi vendredi, c'est exactement le même contexte. Le jeudi, je me lève très tôt et le vendredi, je pars de bonne heure. Donc en fait, contrairement à... ça aussi, c'est une désillusion car je me suis dit tiens, je serai à Lyon, j'aime bien le théâtre, j'aime bien aller au cinéma. Je suis jamais allé voir un film à Lyon. Je suis jamais allé voir une pièce de théâtre à Lyon. »*

Ces possibilités de sorties laissées inexploitées évitent la perte de sens que pourrait provoquer l'apparition de loisirs habituellement partagés en couple dans la sphère professionnelle. De fait, avoir une vie à soi pendant le déplacement est de l'ordre de l'inavouable, du transgressif. Janet est ainsi persuadée que son conjoint, Edward, un ingénieur en mécanique, reste à bord de son bateau lors de ses missions. Au cours de l'entretien, Edward attendra l'absence de son épouse pour confier que lors des escales il lui arrive de descendre à terre prendre un verre avec ses collègues. Au-delà des contraintes évoquées, c'est bien la crainte du débordement autant que l'absence d'appétence

pour des loisirs de couple en solitaire qui dressent des limites aux sorties que l'on s'autorise. Aussi, lors du déplacement, travailler tard est autant une façon d'accréditer la finalité purement professionnelle de la mobilité, envers soi-même, ses supérieurs et ses proches, qu'une tactique d'évitement de l'appartement, la chambre d'hôtel ou encore de l'espace public aux horaires où circulent les familles pour éviter tout rappel d'une vie familiale. Le travailleur mobile se retire ainsi des espaces de la vie sociale qui pourraient mettre son équilibre en danger et par là même se refuse à habiter son déplacement.

Pour les travailleurs mobiles, refuser notamment un double attachement est une façon de préserver la famille, leur place et par extension de se préserver et de redonner ou renforcer le rôle structurant des lieux de vie partagés avec les proches. Aussi, malgré la mobilité physique du travailleur, ses ancrages sont-ils sédentarisés. Même si la mobilité est perçue « comme une composante normale de la société, sinon comme une norme » (Brun 1993), elle est revendiquée comme constitutive de l'identité uniquement quand les individus la rattachent à des groupes professionnels et familiaux qui font sens¹⁶⁹. L'affaiblissement des lieux, lorsqu'il existe, se traduit par une désédentarisation des individus quand la mobilité participe au délitement des repères professionnels et familiaux en raison notamment d'une mise en marge de la sphère professionnelle, de l'instabilité et de l'impossible appropriation des habitats temporaires et des habitations familiales. Cette perte de propriétés des lieux s'accompagne d'une perte du futur et d'un affaiblissement du réel. La mobilité est structurante lorsqu'existent des identités professionnelles constituées autour de la mobilité, que la mobilité soit inhérente à la profession ou un outil de carrière qui légitime l'expérience. Dans les autres cas, l'expérience de la mobilité ne peut être comprise et interprétée sans tenir compte de l'ancrage constitué par le groupe d'appartenance spatialement localisé que représente la famille auquel rien ne vient se substituer. Aussi, même si le sens donné au lieu, notamment au lieu d'origine (Giddens 1991), a évolué, et les liens

¹⁶⁹ Ce que montrent notamment les travaux d'Alain Tarrus (Tarrus 1992a, 1992b) sur les groupes professionnels.

qui relie les individus à un territoire donné ont pu s'affaiblir, les lieux restent constitutifs de qui l'on est et donnent sens à l'expérience du mouvement. L'expérience du monde des habitants des sociétés industrielles s'effectue ainsi à travers leurs ancrages territoriaux, eux-mêmes configurés prioritairement par les relations familiales.

De fait, les hommes et femmes rencontrés ne fondent pas un nouveau nomadisme, ni même une réflexion sur la bi-localisation dans la mesure où leur famille reste géographiquement localisée, que cette localisation fait sens pour les individus et que cette pratique ne s'accompagne pas d'une connaissance de l'espace particulière. Comme le constate Jacky Assayag, « nos contemporains n'ont évidemment pas abandonné les références aux lieux, ni renoncé aux modes de temporalité pour élaborer et définir leur subjectivité, leur identité ou leur destinée. L'individu insulaire, mobile et sans mémoire, réduit à lui-même et littéralement délié de tout environnement, comme étant en apesanteur, est un ensemble vide : il relève plus de l'utopie de l'automate que de l'observation sociologique » (Assayag 2005: 277). De fait, si « l'habitat est fabriqué par ses occupants à partir du matériau que constitue l'enveloppe dans laquelle ils s'installent » il s'agit d'un espace de potentialités, mais aussi de négociations, de renoncements. « Il autorise certaines pratiques mais en rend d'autres plus difficiles, où il suscite des réactions et suggère des significations, mais résiste à l'émergence de certains sentiments, et de vieilles habitudes ne peuvent y trouver leur place. Un logement peut ainsi déstabiliser profondément certaines personnes ou leur renvoyer des images d'elles-mêmes insupportables [car] l'habitat n'est pas perçu en lui-même mais par différence, en fonction des autres espaces qui l'entourent, des autres lieux que l'on a appréciés ou détestés, que l'on regrette ou dont on rêve » (Bonetti 1994 : 16-17). Ainsi, habiter est la résultante d'un processus complexe, un agencement de significations plus ou moins stable et cohérent, dans lequel s'opèrent des hiérarchisations, privilégiant certains éléments au détriment d'autres. Tous les lieux ne se valent pas et ne sont pas habités car se loger, s'abriter et habiter ne sont pas équivalents. Si la

mobilité physique des personnes favorise le déplacement, son motif premier en conditionne la nature et limite de ce fait les possibilités d'habiter.

12.2 - Habiter le mouvement

Appréhender un habiter du mouvement implique d'interroger les interactions du corps à, dans et avec l'espace pour caractériser les liens aux lieux. Pour Miles Richardson (Richardson 1984, 2006) l'espace incorporé est équivalent à être au monde, c'est la réalité phénoménologique de l'espace, sa dimension sensorielle. Cet auteur a montré comment « être là » relève d'une expérience culturelle, une réflexion à laquelle contribuent les travaux de Michel de Certeau (Certeau 1990 [1980]) sur la marche. Habiter le déplacement interroge sur la capacité à habiter différents lieux lors du voyage, tout comme sur la capacité à habiter des espaces de transit conçus pour le transport des corps ou son repos temporaire, les modalités de mise en œuvre de cet habiter et les effets des déplacements sur l'habiter.

Partir tôt, arriver tard, voyager de nuit, la temporalité particulière des voyages réalisés pour se rendre sur ses lieux de travail en accordant le plus de temps possible à la vie familiale impose de voyager dans des moments de fragilité, où le corps cherche le repos et est particulièrement exposé aux ressentis et intrusions sensibles. Contrairement au voyageur en partance pour ses vacances à la recherche d'une rupture avec son quotidien, les travailleurs en déplacement recherchent la continuité des habitudes afin de maintenir les équilibres structurant le temps professionnel comme hors professionnel du déplacement, scandé par les aléas mécaniques, climatiques et/ou temporels, les difficultés à se repérer. Si, comme l'écrit David Le Breton « la vie quotidienne est le refuge assuré [...] de l'adulte » (D. Le Breton 2008: 93), accéder à une quotidienneté du voyage, à sa routinisation impose d'appriivoiser un espace, créer des habitudes, pour faire sien les lieux et temporalité du voyage. Se déplacer semaine après semaine pour quelques jours dans le cadre de ses activités professionnelles engage le corps et les sens. Je pose comme hypothèse

qu'appriivoiser ces temps particuliers du quotidien impose d'acquérir des techniques du corps, des automatismes pour que le voyage se déroule selon un continuum qui s'insère dans d'autres pratiques quotidiennes.

Diverses études se sont penchées sur les pratiques à bord des passagers : usage des télécommunications, gestion du temps de voyage, construction d'ambiances particulières, voire des réseaux de sociabilité (Berry & Hamilton 2010; Bissell 2010; Lannéelle 2004; Lyons & Urry 2005; Watts 2008) et les modalités de cohabitation entre classes sociales (Frétigny 2011). Toutefois, les modalités d'habitation du déplacement, d'instauration des routines sont peu interrogées en dehors des travaux portant sur l'usage de la voiture comme une bulle protectrice envers l'extérieur et son habitabilité (Featherstone, Thrift & Urry 2004; Fouillé 2010; Orfeuil 2001). Or, l'expérience du voyage rend compte des réactions brutes des corps en rupture d'apprentissage et les appuis auxquels les individus se réfèrent y pour faire face. En effet, « les sens ne sont pas "fenêtres" sur le monde, "miroirs" offerts à l'enregistrement des choses en toute indifférence aux cultures ou aux sensibilités, ce sont des filtres qui retiennent dans leur tamis ce que l'individu a appris à y mettre » (D. Le Breton 2007: 47). Aussi, ce que révèlent les expériences de voyages c'est la teneur des filtres, l'importance des routines et les limites des apprentissages. Cette proposition impose de qualifier les ressentis pour déchiffrer les attachements afin de saisir la hiérarchie des sens (Corbin 1990), appréhender les manques, les disruptions imposées par le voyage et l'importance de la mémoire du corps (Candau 2010a). Il s'agit donc de s'intéresser aux sens dans leur interaction (Gélard & Sirost 2010) en analysant la disruption introduite par le voyage et les techniques mises en œuvre pour contrebalancer ces effets.

Le monde devient intelligible au sein d'un ensemble d'habitudes et de routines qui jalonnent le quotidien. Elles sont conventionnées par des attitudes corporelles et des gestuelles propres à chaque situation sociale, car ces « mises en jeu ordonnées du corps jouent un rôle essentiel » (D. Le Breton 2008: 150)

dans les interactions qui permettent à l'individu de prendre toute la mesure de son appartenance au monde, à travers « un style de vision, de toucher, d'entendre, de goûter, de sentir » (D. Le Breton 2008: 159) qui lui est propre. Notre quotidien est ainsi structuré par des tâches rendues invisibles grâce à la répétition (Certeau 1990 [1980]; J.-C. Kaufmann 1997).

Le mot routine vient de route, nous informant Billy Ehn et Orvar Löfgren (Ehn & Löfgren 2010). De fait, pour les résidents secondaires, c'est justement sur le chemin qu'apparaissent les premières routines. Dans le mouvement de va et vient entre les lieux d'habitation des repères sont créés puis retrouvés à chaque passage. Repère des saisons, repères visuels - retrouver la maison qui se cache de l'autre côté de la rivière après le passage du tunnel -, repères des générations - faire descendre de la voiture les enfants pour qu'ils finissent la route à travers champs là où son propre père faisait descendre l'enfant devenu parent. La route n'est pas simple déplacement mais une transition, un passage. « Le passage évoque *a priori* une trajectoire linéaire, la transition d'un point à un autre, d'un état à un autre, d'un moment à un autre, une traversée... Il suggère aussi la transformation de l'individu et les rites en marquent les seuils principaux » (Centlivres 2000: 35). Retenons l'idée de transformation et de seuil. Martin de la Soudière précise : « puisqu'il est processus, tout passage est, successivement et à la fois, un avant et un après, un ici et un là-bas, séparation mais adhésion, perte mais gain, désidentification mais identification. Le chercheur pourra mettre l'accent sur ce (ceux) qu'un passage relie, ou au contraire sépare ; sur ce qu'il fait quitter, perdre (sur le deuil), ou au contraire sur ce que l'on (y) gagne (un plus, l'accession à un nouvel état, à un nouveau statut) » (Soudière 2000: 8). Prendre la route, c'est quitter sa vie de tous les jours pour accéder à d'autres temporalités qui permettront, au bout du chemin de laisser sa mallette et son téléphone portable professionnel. Elle peut être ponctuée d'arrêts qui forment autant de rituels qui participent à ce désengagement : pique-niquer toujours au même endroit, s'arrêter pour acheter le pain dans la même boulangerie. L'aller et le retour ne sont pas marqués par les mêmes repères, les mêmes sensations : la voiture chargée des senteurs de

fleurs rapportées, la compression des corps contre les sacs remplis dans les bus bondés au retour des datchas, sont autant de signaux annonçant le retour vers le quotidien. « La traversée – d'un gué, d'un seuil ou d'une frontière – est la référence des rites qui, tout en soulignant les discontinuités dans la vie individuelle et sociale, se donnent les moyens de la surmonter » (Fabre 1987: 4). Ce besoin du temps du passage, de la transition, cette nécessité du changement d'espaces, explique pourquoi la distance entre les résidences importe finalement peu. Ce qui importe c'est de pouvoir assurer une transition entre le quotidien et un hors quotidien connu mais préservé des soucis rencontrés au jour le jour. Il ne s'agit pas de perdre ses repères mais d'en retrouver d'autres, la résidence secondaire n'est donc pas l'expérience d'un dépaysement mais d'un repayement. Les lieux traversés sont l'antithèse des non-lieux (Augé 1992) puisque porteurs de sens pour les individus qui les traversent.

Tout autre est l'expérience du déplacement dans mes enquêtes sur les mobilités liées à l'emploi. La qualité de l'expérience sensible du voyage passe par la préservation des habitudes quotidiennes, du confort physique et thermique, la maîtrise du temps et des liens entretenus avec les siens. Or, le déplacement s'insère dans une gestuelle, des procédures, l'intériorisation de règles, différentes d'un lieu à l'autre, d'un moyen de transport à l'autre, la connaissance fine des méandres et dédales des espaces de transit, des coutumes locales. De la résidence familiale aux lieux de repos en passant par les espaces traversés durant la semaine, le travailleur mobile est conduit à multiplier les apprentissages pour retrouver des habitudes alors même que certains ressentis ne peuvent être comblés comme le plaisir de manger. Se nourrir en déplacement perturbe les rythmes alimentaires, impose de manger sans faim ou au contraire de patienter alors que la faim taraude, d'avalier des mets choisis par défaut.

Pour préserver l'armature des routines, les déplacements semaine après semaine nécessitent ainsi un apprentissage multidimensionnel (É. Le Breton 2008), savoir être, autant que savoir-faire, afin de laisser le moins de prise

possible à l'aléa. L'expertise se traduit par l'acquisition de « trucs et astuces » forgés sur le tas et/ou grâce aux conseils de personnes qui ont déjà été soumises à des contraintes similaires. Paul, un cadre, vient d'être muté à l'international pour surveiller la bonne marche des usines de son groupe. La longueur de ses absences varie d'une semaine sur l'autre. En réponse, il possède une panoplie de valises ajustées au type de séjour à venir. La taille et le poids de la valise influence son passage en soute mais présage aussi de la longueur du déplacement et du niveau de fatigue à l'arrivée car sa manipulation rajoute de la pénibilité physique, entrave les gestes. Même tractée, une valise tire sur le bras et l'épaule, pèse lorsqu'elle doit être portée d'un étage ou d'une marche à l'autre là où escalators et ascenseurs font défaut. La maniabilité du bagage influence la fluidité du déplacement, le niveau de fatigue physique comme morale, le sentiment de contrainte éprouvé et donc le ressenti global du voyage. Son passage en soute augmente également le risque d'égarement lorsque le vol comporte des connexions et implique de posséder avec soi un nécessaire d'urgence et un change pour attendre sans inconfort l'arrivée du bagage manquant. Parer aux imprévus, contourner la contrainte, est une nécessité pour le confort du voyage. Cela impose une organisation et une capacité de prévoyance de l'ensemble des déplacements. Le prix en est une charge mentale, une omniprésence du déplacement jusque dans le quotidien familial. Le moindre oubli affecte le ressenti du voyage car l'habitude est l'aptitude à donner une continuité à l'existence actuelle (Goffman 1973). Aymeric est technicien et travaille à l'entretien et l'installation de remontées mécaniques en montagne. Sur site, ses horaires de travail sont très longs, bien au-delà des limites légales comme cela est souvent le cas dans les situations de travail en déplacement non encadrées par des conventions, aussi ne peut-il pas fréquenter les magasins. La brosse à dent participe de ses rituels de purification quotidiens. L'oubli met à mal les équilibres intimes car il affecte les sensations du corps, notamment de bien-être, mais aussi ses rituels de préparation du couchage comme de la journée. Le linge possède ce même statut de passeur et protecteur du quotidien. Aussi, l'inconfort physique provoqué par le manque de vêtements propres, un

trousseau inapproprié ou mouillé renforce le sentiment d'étrangeté ressenti. Voyager consiste donc à apprendre à faire face aux aléas tout comme à les anticiper pour que le confort du corps et des sens soit préservé ; il s'agit d'utiliser ses acquis pour maintenir un équilibre mais sans certitudes sur la possibilité de préserver ses routines.

Les tactiques mises en œuvre pendant le temps du voyage pour s'approprier l'espace et mettre l'autre à distance illustrent comment l'accès au connu est privilégié. De même que le choix du linge procurera ou non confort et familiarité, le choix des places dans le train ou l'avion participe de ce même accès au connu procuré tant par les sensations que la gestuelle. Il s'agit de marquer un territoire public (Goffman 1973) pour se l'approprier. Dans le train, la première recherche est celle de l'espace sous la forme d'une place libre à côté. Cet espace supplémentaire sert à s'étaler au sens propre comme au figuré : étendre ses jambes de façon un peu moins contraignante, sur le côté ou sur le siège adjacent, étaler ses dossiers lorsque l'on décide de travailler, ses affaires, pour notifier à l'autre le caractère indésirable de sa présence. La deuxième mise à distance est physique, disposer de l'accoudoir sans devoir jouer du coude pour rappeler au passager à côté qu'il est commun, ne pas risquer d'effleurer par inadvertance sa jambe, ne pas se faire écraser les pieds lorsqu'il se lève.

Tenir à distance son voisin, c'est également ne pas avoir à subir des intrusions dans sa « membrane » (Goffman 2013 [1961]) ou « bulle protectrice » (Pétonnet 1987) et donc de voyager sans subir les intrusions visuelles, telles les images provenant des écrans, mais aussi kinesthésiques et olfactives qui empiètent sur un espace appartenant à l'intime dans une société où le contact est codifié (Elias 1991; Goffman 1974). Mettre l'autre à distance, c'est aussi se préserver de regards intrusifs. Bouquiner sans que son voisin ne lise par-dessus son épaule, travailler, regarder un film sans risquer le jugement d'autrui impose des postures et d'effectuer des choix dans les dossiers traités ou les films choisis. Le savoir-faire développé vise à se soustraire au regard d'autrui, à neutraliser sa présence, sans pouvoir prétendre totalement l'ignorer.

L'ouïe est également mise à mal. En effet, être dans sa bulle impose de se préserver du contact, de la vue mais aussi des bruits émis par le voisinage. L'essor de la téléphonie mobile et des émetteurs portatifs a multiplié les intrusions auditives qui ne se limitent plus aux conversations de bavards impénitents mais aussi aux monologues au téléphone, aux sons déformés qui sortent des casques. Pour aussi bien contrer la gêne que recréer un univers personnel, les voyageurs diffusent leur propre musique ou acquièrent un casque brouilleur de bruit afin de conserver un espace de familiarité malgré l'anonymat et le trouble produit par la promiscuité forcée.

Les sens sont également utilisés pour produire du contentement et rassurer. Les paysages traversés semaine après semaine sollicitent doublement la vision : la reconnaissance des lieux favorise la création d'un univers de familiarité, et la jouissance esthétique des qualités paysagères des perspectives qui défilent permet de réaffirmer la pertinence de son choix de vie et légitime la dissociation entre lieux de vie familiaux et de travail. Dans une société qui privilégie la vue sur les autres sens (Gélard 2012; D. Le Breton 2007), ce contentement visuel conforte les choix de vie et procure un bien-être physique autant que moral qui participe de l'expérience sensorielle du voyage. Les paysages servent ainsi de repères, de jalons de transition entre les univers domestique et professionnel et marquent le voyage autant qu'ils lui donnent du sens. Ils réintroduisent de la continuité dans la discontinuité. En effet, si les lieux traversés sont des non-lieux (Augé 1992), puisque le voyageur ne s'y arrête pas et ne les parcourra jamais, ils n'en sont pas moins pourvus de significations. L'expérience du voyage s'appuie ainsi sur la création et le maintien de rituels familiers destinés à produire des expériences sensorielles agréables du voyage et à neutraliser les autres.

Apprivoiser les transports, c'est apprendre à faire corps avec son déplacement. L'étroitesse du cadre de l'expérience - l'habitacle d'une voiture, un wagon de train, un avion -, l'obligation de fixité du corps, la temporalité imposée de la durée du trajet, l'exposition à des variations de températures, à

des odeurs, des sons et des contacts indésirés, des incivilités, sont autant d'éléments intrusifs et disruptifs qui s'imposent au voyageur dans une situation de « distension ou suspension des liens d'interconnaissance » (Jarrigeon 2012: 195) où le corps est exposé. Marcel Mauss (Mauss 1936) mentionne les appuis, règles, normes, repères spatio-temporels, indices perceptifs qui proviennent d'expériences antérieures lorsqu'il évoque les techniques de repos et de sommeil acquises dès la naissance dont il est difficile de se défaire et qui freinent la capacité à s'adapter à d'autres cadres d'expérience. Incorporer les caractéristiques des lieux pour faire sien un mobilier prévu pour l'assise malmène les habitudes de repos. De même, s'endormir à des moments habituellement dédiés à la veille puis se rendormir une fois rentré chez soi, ou inversement, écourter sa nuit pour la poursuivre ensuite assis, impose de modifier tant ses rythmes physiologiques que ses techniques de repos et malmène les appuis culturels qui participent du bien-être comme la capacité de récupération du corps physiologique. Or, celui dont le quotidien n'est pas routinisé ne peut habiter (Breviglieri & Trom 2003).

Alors que le processus civilisationnel s'est accéléré et que l'individu est pris dans des emplois du temps de plus en plus contraints (Rosa 2010) auxquels le travailleur mobile est particulièrement soumis, le temps du voyage procède paradoxalement d'un desserrement de la contrainte temporelle. Il instaure un espace-temps de vacuité inhabituel dans le cours de la vie. En outre, le statut du trajet le place dans un entre-deux, entre le professionnel et le personnel. La maîtrise développée pour occuper le temps de l'inaction pendant le déplacement influe sur la perception physique du voyage comme le ressenti de la durée. Pour les cadres, la lecture prédomine dans les voyages en train ou en avion (Lyons & Urry 2005) en raison, d'une part, du nombre important de documents qu'il est nécessaire de lire et, d'autre part, de l'importance des plages de temps ininterrompues dégagées lors du transport qui favorisent le développement d'activités sollicitant une attention longue, difficile à mobiliser dans les bureaux. Damien est cadre commercial à l'international. Il est amené à partir tôt de chez lui et commence par dormir après avoir embarqué. Il lit ensuite

de la documentation. Le temps des transports n'est a priori pas un temps mort (Sheller & Urry 2006) et peut même être l'occasion de s'adonner à des plaisirs (Lyons & Urry 2005). Claudia est aussi cadre commercial et se déplace beaucoup en Scandinavie. Elle dispose de peu de temps pour lire au quotidien mais profite de chacun des temps d'attente dans les aéroports pour s'adonner à la lecture. Le visionnage de films, l'écoute de la musique, sont autant d'activités évoquées qui favorisent l'évasion. Dans chaque cas, il s'agit d'accéder à d'autres univers, oniriques, domestiques ou professionnels pour éviter de penser sa condition de transporté et de modifier sa perception du temps présent. Avoir une activité, qu'elle soit professionnelle ou personnelle, demande cependant d'aménager et d'ordonner le temps du trajet avec la même rigueur que celle consacrée aux déplacements dans leur ensemble. Là aussi il s'agit d'être prêt, de s'organiser pour assurer la continuité des activités qui font sens.

L'attention constante demandée par l'ordonnement des déplacements jusque dans les moindres détails rend l'équilibre de ces expériences fragile. Les aléas des transports et la fatigue accumulée sapent les routines acquises et le retard recrée de l'instabilité. Il remet en cause les organisations acquises. Il exaspère lors du retour au travail mais irrite quand il s'agit de rentrer chez soi. Le retard peut être anodin en soit mais, aux heures où il se produit, il compromet l'organisation de la soirée familiale car de lui dépend souvent le bus ou le train qui devait suivre. Il provoque un inconfort, un état de veille, une quête d'informations lors du voyage et en compromet la qualité car l'attente finit par envahir tout l'espace mental et dominer les autres expériences.

Créer un cercle d'activités ne suffit pas sur le long terme à faire passer le temps, à oublier les contraintes des séjours dans de nouveaux lieux, contraintes physiques qui malmènent les rythmes et sont provoquées par les réveils anticipés, les couchers tardifs, le rythme aléatoire des repas qui procurent une sensation de malaise et finissent par produire une sensation d'irréalité liée à l'inconfort persistant. Si l'on suit Maurice Godelier et Michel Panoff (Godelier & Panoff 1998: xviii), le corps est à la fois une entité culturelle « qui anime et

surtout contrôle les actes » et un composé de substances, organes et fonctions. L'usure produite par l'inconfort des voyages renvoie à sa propre impuissance, à l'impossibilité de dépasser les limites physiologiques du corps et la capitulation du culturel, dans une société où la défaillance des corps s'interprète en échec (Vigarello 2014). Les appuis trouvés ou créés ne sont jamais suffisants pour procurer un total bien-être, favoriser l'oubli de soi. Le transport des bagages tire sur les mêmes muscles, l'obligation de manger des plats pas nécessairement choisis, de dormir dans des lieux inconnus perturbent l'ordre interne, exacerbent des ressentis sensoriels négatifs et freinent l'installation de nouvelles routines alors même que les anciennes doivent persister pour retrouver la familiarité du chez-soi lors des retours. Comme les habitudes ne sont jamais totalement routinières en raison de leur insuffisante répétition, les maintenir demande un effort qui s'appesantit à la longue et l'intérêt ou le plaisir, la motivation, ont du mal à perdurer. L'expérience, plutôt que d'améliorer la perception du déplacement, tend à en renforcer les aspérités, les contraintes. Les temps de transport valorisés au début de la vie de travailleur mobile pour effectuer du travail en cours, se cultiver ou se délasser, deviennent progressivement des temps vides, des temps d'attente entre deux destinations, de somnolence, les travailleurs mobiles n'arrivant plus à mobiliser l'énergie pour les rendre agréables et/ou constructifs.

Au final, les horaires de transport qui rallongent les journées sans que puissent être pris de réels temps de récupération au domicile ou au travail, la peur des imprévus, notamment lorsque les travailleurs mobiles sont tributaires des grilles horaires établies par les compagnies aériennes ou jonglent entre plusieurs modes de transport, l'impression usante d'être sans cesse en mouvement, la lassitude des attentes dans les gares, les aéroports, les trains, les avions, coincé dans un siège, l'impatience de la fin du voyage, minent progressivement l'ensemble de l'expérience sensitive pour la subsumer et dominer le quotidien y compris lors des retours.

La préparation des déplacements concentrée sur le confort et donc la qualité de l'expérience sensorielle envahit les courts moments dédiés à la famille. En effet, s'assurer que le trousseau de départ sera prêt et complet à l'heure représente une charge mentale supplémentaire pendant le séjour familial et oblige à se projeter dans le prochain départ pendant un temps théoriquement dédié à l'oubli du déplacement, ce qui réfrène d'autant le retour des automatismes. L'enchâssement des temporalités et donc des quotidiens afférents à ces temporalités est trop imbriqué pour que l'adaptation d'un rythme à l'autre, d'un mode de vie à l'autre, s'effectue sans effort. Aussi, la mobilité et les désagréments qu'elle cause sur les ressentis des voyageurs envahit-elle peu à peu l'ensemble des temporalités.

12.3 - Vivre entre deux : résister pour donner sa place au temps

Habiter le déplacement s'avère ainsi une expérience complexe en raison de la difficulté à structurer le temps, à l'appivoiser au travers des routines comme de l'incapacité du corps à faire durablement sien l'espace imposé. Par opposition à une recherche d'équilibre entre les différents temps de la vie détaillée au chapitre précédent, la période contemporaine se caractériserait par une emballée du temps-paramètre en raison d'une augmentation des activités et des contraintes qui a conduit Hartmut Rosa (Rosa 2010) à produire sa théorie de l'accélération sociale dont les origines sont autant techniques qu'économiques. Le temps de l'habiter questionne ainsi l'emprise des rythmes de vie sur l'habiter mais aussi sur les modes de faire avec le temps pour accéder à d'autres temporalités. Les pages qui suivent en examinent deux occurrences, la première est celle des ressentis face à une perception de l'accélération du temps des travailleurs mobiles, la seconde est celle des moyens mis en œuvre pour ralentir le temps, une démarche révélatrice des conflits de la vie contemporaine (Zerubavel 1981).

Dans son quotidien, le travailleur mobile fait l'expérience de deux phénomènes concomitants : une accélération du rythme de vie et une gestion dans la durée de la bi-localisation. L'amélioration des conditions techniques a été à l'origine d'un raccourcissement des temps dédiés au transport mais aussi d'une accélération des cadences pour l'ensemble des travailleurs mobiles. La raison tient à l'amélioration des conditions de transport, l'intensification de l'activité professionnelle rémunérées des femmes et aux lois sur le temps de travail qui constituent autant d'éléments à l'origine de la transformation de la perception du déplacement. Pour Hartmut Rosa, la transformation de l'expérience vécue du temps au cours de l'existence ou au quotidien « semble entraîner une transformation qualitative de l'expérience subjective du temps » (Rosa 2010 : 164). La mobilité, en accroissant le champ des possibles, rend réalisable la multiplication des lieux de vie et de travail et agit sur cette expérience subjective par l'expérimentation d'une possible ubiquité.

Carmen Leccardi (Leccardi 2003), critiquant l'idée d'une accélération systématique des temps sociaux, observe que le temps est par définition hybride et discontinu, familier et répétitif. Le temps est donc à la fois cyclique et linéaire, concret et abstrait (Lefebvre 1980). Aussi la rapidité alterne-t-elle avec la lenteur, et surtout la répétition des situations (Leccardi 2003). Dans l'accélération des modes de vie éprouvée en situation de mobilité, la fréquence des répétitions lors des phases de sédentarité devient toutefois insuffisante pour que les automatismes perdurent et donc que les routines conservent leur statut. En effet, les mobilités créent de la discontinuité dans la continuité. De plus, si les routines « constituent la colonne vertébrale de nos vies », c'est parce que même si domine « le sentiment souvent exprimé [d'un] chaos de notre vie contemporaine, de notre vie en constant changement, sous-tendue par des flux, [...] la plupart de nos activités sont constamment répétées et prévisibles ». Nous ne remarquons l'importance des routines « que quand, pour une raison ou une autre, elles disparaissent ou sont remises en question » remarquent Billy Ehn et Orvar Löfgren (Ehn & Löfgren 2010: 120). Or, les mobilités fragilisent les routines du voyage, ainsi que cela a été évoqué plus haut, mais aussi du

quotidien faute de répétition suffisante. En effet, bouger impose de participer à différentes temporalités de façon simultanée et successive : celles du déplacement, de l'entreprise, de la vie familiale, de son quotidien. Bouger implique autant d'organiser le mouvement que les liens aux proches pour que le retour conserve du sens. Si la routine participe du mouvement puisqu'elle évolue au fil du temps et s'érige même en condition du changement (Ehn & Löfgren 2010; Rivière 1996), elle nécessite son propre tempo pour exister. Habiter est ainsi affaire de temps donné au temps, de répétition dans le mouvement.

Pour Peter Berger et Hans Kellner (P. Berger & Kellner 1988), la reconstruction du monde autour du couple s'effectue au cours de conversations établies autour des petits riens de la vie commune, le plus souvent sans suite logique, entrecoupées de silences. Les informations, les impressions du quotidien sont partagées au gré des humeurs, des événements, des rappels de souvenirs. Il ne s'agit pas de tenir un discours construit mais d'échanger à bâton rompu et les relations pâtiennent de l'impossibilité de partager ces riens. Les absences répétées appauvrissent les échanges et amputent la construction d'un monde commun.

Cette accélération du temps se répercute sur l'ordre des priorités. Reprenant les analyses de Niklas Luhmann (Luhmann 2007), Hartmut Rosa constate que « c'est désormais la puissance de l'échéance qui détermine l'ordre de succession des activités, d'où le fait que, dans une situation où les ressources temporelles sont maigres, les objectifs non liés à des délais ou à des deadlines sont peu à peu perdus de vue, pour ainsi dire écrasés sous le poids de ce qu'il faut (d'abord) régler » (Rosa 2010 : 169). Cette analyse, applicable au domaine professionnel, peut également l'être au privé. Dans son essai sur l'accélération du temps, Carmen Leccardi remarque la prééminence du présent qui s'installe progressivement : « l'accélération des rythmes de vie, de pair avec celle des processus de transformation économique, sociale et technologique "brûle" le futur. Le futur se replie sur le présent, il est absorbé et s'use avant d'avoir pu

être effectivement conçu. Le présent, à son tour, devient "tout ce qui existe" (Harvey 1989: 290) » (Leccardi 2011: 4). L'installation dans la mobilité produit une perte progressive de repères et enferme dans le présent. Vivre en deux, entre deux, demande une énergie, une constance qui peu à peu érode tout ce qui n'a pas trait au déplacement. « *Je pense que votre vie, lorsque vous faites ces navettes longues distances, votre vie à tendance à rétrécir* », constate ainsi Angela, une journaliste mariée mère de deux enfants. « *Vous essayez que tout soit le plus simple possible parce que vous avez toutes ces choses complexes à gérer qui peuvent partir en live. Donc vous essayez de simplifier tout le reste.* »

La charge mentale nécessaire à la maîtrise de l'ensemble de la mobilité dans ses moindres détails, malgré les routines et habitudes, absorbe ainsi progressivement l'intégralité du quotidien et de l'avenir au détriment d'autres projets ou de la planification d'une vie future. La perte du chez-soi, lorsque le lieu familial devient trop peu fréquenté pour être habité et qu'il n'existe pas d'autre chez-soi, accélère le phénomène car « être présent dans son espace, son chez-soi, c'est permettre à l'homme qui habite de joindre et de conjoindre son passé et son futur dans le temps du vécu quotidien. Être présent, c'est vivre son "il y avait" et son "il y aura" comme possible maintenant et ici. [...] Dans l'habiter, comme présence à l'habitat, à l'autre, à soi et au monde, se retrouvent les valeurs cardinales du bien-être de l'homme » (Salignon 1992: 104). La mobilité au long cours affecte la relation au temps et partant aux lieux.

La vie en déplacement exige une préparation, une réflexion sur les conditions du bien-être qui imposent aux voyageurs de rendre explicite les impensés du quotidien tant pour s'adapter au mouvement que pour conserver des repères dans le logement familial lorsque, faute d'être suffisamment pratiquées, les routines perdent de leur évidence. Ce que révèlent ces oublis est l'importance, comme la fragilité, des appuis que soutiennent les routines dans l'équilibre sensoriel pour que s'effectue sans inconfort la traversée du quotidien. La disruption introduite par les déplacements met ainsi en évidence l'importance des postures et des ressentis dans le cours normal de la vie, leur

caractère acquis, la difficulté à les adapter ou en acquérir de nouveaux quand la stabilité du quotidien, et donc l'apprentissage par la répétition, n'est pas assurée. La satisfaction des besoins du corps physiologique prédomine alors comme la poursuite chez l'adulte de son dressage pour que ses fonctions culturelles puissent être mises en œuvre et se naturalisent.

L'un des effets premiers de la mobilité est une confusion des espaces participant d'une déréalisation des expériences vécues. Angela juge la mobilité non contraignante en soi mais mesure ses effets sur le long terme : « *Au fil des années, maintenant, c'est... La chose principale c'est... des choses bêtes comme vous ne savez plus dans quelle maison sont les chaussures que vous voulez mettre, où est le bon manteau, vous ne vous rappelez plus quand est la dernière fois que vous avez vu le blazer que vous vouliez mettre. J'ai l'impression de vivre dans des valises, je suis toujours en train d'empaqueter et de dépaqueter.* » Le prolongement de la mobilité géographique dans le temps renforce l'autonomie des sphères professionnelles et privées, et accroît la perte de contact avec le quotidien familial et son propre quotidien. Outre la perte de mémoire de la localisation des objets, la nécessité de vivre en différents lieux introduit une perte du caractère d'évidence des tâches à accomplir que souligne Christian : « *D'être toujours entre deux lieux, un lieu à Villeurbanne chez ma belle-mère, le lieu de vie familiale à Grenoble, les lieux qui sont les hôtels à Paris ou en province si je vais en province, ça fait un ensemble d'endroits où finalement, on a du mal à se repérer, on a du mal à être dans le coup, on a du mal à... je dirais même, sinon s'intéresser à son lieu de vie, mais il y a une telle multiplicité de lieux que l'on finit par oublier qu'il faut faire un certain nombre de choses. [...] Il y a des gestes, je veux pas dire qu'il y a des gestes qu'on oublie, mais finalement il y a quand même des habitudes et des gestes répétitifs que l'on a quand on est en permanence sur un lieu, on ne se pose même pas la question, on rentre on sait que l'on a un truc à faire dans le jardin, on sait qu'il y a quelque chose à faire dans la maison, et du coup, là, on oublie, c'est plus vraiment naturel.* » Émerge un risque d'écartèlement des vies et donc de mise en danger de la cellule familiale.

Une des conséquences induite par la mobilité est une fatigue chronique, autant physique que morale, dont les répercussions se font sentir tant sur la sphère professionnelle que familiale (Mann & Holdsworth 2003). La mobilité exige de réfléchir à sa place au sein de la famille, à ses rôles quotidiens et au sens donné aux lieux alors même qu'elle réduit la possibilité d'exercer cette réflexion en raison de l'emprise qu'elle acquiert dans la vie des travailleurs mobiles, une emprise tant physique que morale, qui crée une distance avec le quotidien familial.

Le travailleur mobile ressent particulièrement ce paradoxe de la vie moderne analysé par Hartmut Rosa : « la vie du sujet doit être d'une part, à court, à moyen et long terme, plus planifiée et activement menée qu'auparavant si l'on veut maintenir l'exigence de l'autonomie, parce que l'orientation en fonction de biographies normales et de parcours de vie standardisés s'est érodée, et que la structure de contenus et la structure temporelle de la vie se sont ouvertes ; d'autre part, cette organisation à long terme est entravée, si ce n'est bloquée, par une dynamisation sociale croissante » (Rosa 2010 : 297). S'intéressant à ce phénomène, Richard Sennett (Sennett 2000) interprète l'expérience de la transformation du soi au cours du temps par la métaphore de la dérive. Il parle d'« expérience de la dérive et de l'errance », de « sentiment de dérive interne sans but », qui serait marquée, paradoxalement, par le sentiment et l'ambition d'une « maîtrise des événements de la vie » grâce à l'activité du sujet. Nous retrouvons, écrit Hartmut Rosa (Rosa 2010), le modèle du « joueur qui jongle avec le temps », qui a également renoncé à l'exigence, encore centrale dans la modernité classique, d'une conduite de vie réflexive, contrôlée et active. Cette fragilité face au présent est particulièrement vraie pour les travailleurs mobiles dont le quotidien a été déstructuré par l'expérience d'une mobilité géographique redoublée d'une mobilité résidentielle qui implique d'investir un nouvel espace, de nouvelles relations (Strawn 2008), qui lient temps et espaces sociaux. Ce sont aussi tous ceux pour qui la coupure du quotidien familial participe d'une déréalisation du monde.

Marc souffre de son incapacité à s'approprier le logement familial faute d'une présence suffisante comme de son inaptitude à transformer sa chambre du foyer en chez-soi. Le même malaise existe chez Matthew. Entre ses séjours à Londres chez ses beaux-parents et ceux en France dans une maison où il n'a jamais vécu plus de deux semaines de suite, il ne possède plus de véritable chez lui car il ne maîtrise les codes d'aucun de ses deux lieux de vie : chez ses beaux-parents parce que les codes préexistaient à son arrivée, et au domicile familial parce que son absence a reconfiguré les positions de chacun et les exigences à son endroit. De surcroît, sa méconnaissance de la langue française limite les échanges qu'il pourrait avoir avec le voisinage de son domicile familial. Il se compare à un gitan lorsqu'il évoque sa difficulté à se constituer des repères dans ce nouveau mode de vie, et plus encore à se sentir chez lui quelque part. Le recours à une figure de l'errance pour décrire sa situation renvoie à son incapacité à habiter aucun des lieux de son quotidien et à sa difficulté à se repérer dans un espace de flux. Une figure proche de celle évoquée par Irène Dos Santos (Dos Santos 2012) lorsqu'elle rend compte de l'embarras des enfants de migrants portugais à déterminer un chez-soi entre un logement familial parisien socialement stigmatisant et dépourvu d'intimité (la loge des concierges) et la maison au pays qu'ils n'arrivent pas à s'approprier, la situation de l'entre-deux privant de tout lien aux lieux.

Les travailleurs mobiles sont ainsi dans la situation où « la contrainte de l'accélération condamne les sujets [...] à une situativité réactive, au lieu d'une conduite organisatrice de la vie individuelle et collective » (Rosa 2010 : 358). Cette exigence de réactivité limite la capacité à se projeter mais aussi à être auprès des siens. Le risque est alors de devenir un visiteur partout, une crainte évoquée par tous ceux qui, outre la mobilité hebdomadaire sont également confrontés à une mobilité résidentielle importante, le chez-soi perd alors « sa fonction d'accueil et de soutien du monde alentour » (Salignon 1992 : 100) et crée une impossibilité à habiter car cette érosion n'est pas remplacée par le sentiment d'habiter le mouvement. « Est errant », écrit Florence Bouillon « celui qui associe à la mobilité spatiale une grande fragilité résidentielle, et

dont la mobilité physique est davantage vécue sur le mode de la contrainte que sur celle du projet » (Bouillon 2003: 129). La fragilité résidentielle se lit ici dans l'incapacité à être pleinement quelque part, à pouvoir habiter lorsque la mobilité perd de son sens. « *Inhabiter* ressemble à un manque, une absence, une contrainte, une souffrance, une impossibilité à être pleinement soi, dans la disponibilité que requiert l'ouvert » nous dit le philosophe Thierry Paquot (Paquot 2007: 15). La peur de ce manque émerge dans les tactiques mises en œuvre pour en contrarier les effets, comme dans le vide décrit lorsque s'installe l'errance. L'habiter se raconte, il est narrativisé écrivent encore Michel de Certeau et Luce Giard (Certeau & Giard 1992: 203). Dans ses travaux sur les sans-logis, Marc Breviglieri relève que « la désolation des attaches s'accompagne non seulement d'une incapacité patente à pouvoir en reconstruire d'autres mais aussi d'un délabrement qui n'affecte pas seulement l'aspect physique mais aussi la parole et la mémoire » (Breviglieri 2006a: 13). Il n'y a pas de mise en récit des installations comme des expériences de logement hors de la famille, il y a même impossibilité de narration à ses proches (Ortar 2015b) ; une mise en récit rendue aussi impossible par l'entre-deux que représente la mobilité¹⁷⁰.

L'association des séjours en mobilité au professionnel crée une distance qui limite la capacité à nouer des liens et donc à habiter l'espace professionnel. Cette distance est recherchée et renforcée par le choix de logements qui ne peuvent être investis, appropriés, bref, habités. Aussi, les lieux de séjour sont-ils traversés et ne font-ils pas l'objet d'une pause dans le mouvement. Les espaces du déplacement sont inhabités bien que pratiqués parce que non investis ontologiquement en raison d'une « impossibilité à être pleinement soi, dans la disponibilité que requiert l'ouverture » que relève Thierry Paquot (Paquot 2005: 15). Pour habiter en tout lieu une intentionnalité

¹⁷⁰ Cf. également Michel Agier (Agier 2008) qui relève à propos des camps qu'« aucune mémoire collective du « lieu » ne peut légitimement se former dès lors qu'on est censé attendre seulement d'en repartir ; aucune histoire n'en est jamais écrite ».

est nécessaire, une volonté qui se traduit par une pratique de l'espace, des relations affinitaires et des routines à créer puis à maintenir et préserver. Tim Ingold (Ingold 2011), dans sa définition de *dwelling*, qui peut se traduire par habiter, indique que les hommes habitent leur territoire en produisant une trame par leurs cheminements motivés par un réel désir d'habitation. Il introduit une distinction entre occuper et habiter, occuper relevant du contrôle de l'espace tandis qu'habiter implique une résonance intime. En ce sens, les travailleurs mobiles occupent des lieux mais ne les habitent pas. Le dédoublement des lieux de vie ne crée pas un dédoublement du chez soi, dédoublement perçu comme un risque pour la cellule familiale mais qui est aussi rendu impossible par la nature même du séjour et l'impossibilité d'établir des routines. L'exercice de la mobilité supprime non seulement le temps long mais aussi le temps compagnon et absorbe les individus dans un présent dépourvu de repères.

Conclusion

Ce volume de synthèse a porté sur la façon dont j'aborde les liens entre habiter et différentes mobilités afin de qualifier la relation aux lieux des modes d'habiter en périurbain à l'habiter en mobilité. Plusieurs grandes lignes d'analyse émergent dont je propose une synthèse ci-après.

L'analyse des effets de la mobilité sur l'habiter en périurbain montre qu'ils sont liés au surcroît de temps passé chaque jour dans les transports, un temps qui impose des arbitrages professionnels comme financiers et affecte les modes d'habiter en périurbain. En période de hausse des coûts de l'énergie l'analyse des évolutions des différents postes de consommation permettent de montrer que pour cette population le transport représente une part incompressible du budget car il est difficile de faire évoluer ce poste de dépense sans aggraver la contrainte temporelle. Cet élément représente un premier indice de l'importance de prendre en compte les structures temporelles dans la relation établie aux lieux. Cela témoigne également de la difficulté de réconcilier des aspirations dont les temporalités se contrarient entre d'une part l'inscription dans la durée familiale au travers d'un lieu et d'autre part le temps professionnel.

Cette analyse est confirmée lors de l'analyse des trajectoires résidentielles. Cette dernière met à jour la complexité des arbitrages entre des contraintes professionnelles comme de coût de l'immobilier et de désirs différents entre conjoints. Cette analyse rend également compte de l'importance d'intégrer dans l'analyse les ruptures qui ocurrent dans les trajectoires familiales comme professionnelles. Aussi, même si il existe une aspiration à la maîtrise de sa vie s'exprimant par des choix de vie, ceux-ci sont en tension entre des souhaits contraires comme par exemple vivre à la campagne sans que l'emploi suive. La mobilité spatiale et virtuelle est alors utilisée pour concilier ces aspirations difficilement réconciliables au sein d'un même territoire. Lorsque cela n'est pas le cas les lieux habités au quotidien sont plutôt la

résultante d'une série d'arbitrages qui peuvent en rendre l'appropriation difficile.

Cette première analyse met en exergue la variété des modalités d'appropriation selon les contextes qui ont présidé au choix du logement. Elle rend également compte de différentes modalités de vivre sa trajectoire résidentielle. Une première s'effectue par la valorisation des lieux qui conduit à des immobilités résidentielles choisies, relevant de choix de vie mais imposant une plus grande mobilité spatiale à des fins professionnelles lorsque le bassin d'emploi local ne peut supporter les aspirations professionnelles. La deuxième implique au contraire une plus grande mobilité résidentielle et un plus grand pragmatisme face aux lieux de résidence qui peut être compensé par la fréquentation de lieux d'élection à des fins de villégiature. Qu'il s'agisse d'une mobilité spatiale ou résidentielle le déplacement est instrumentalisé à des fins professionnelles mais aussi pour lutter contre le déclassement et maintenir sa trajectoire. Loin d'un imaginaire idéalisé de la mobilité, elle est ici instrumentalisée et rend compte des tensions du marché du travail comme de la fragilité des parcours professionnel.

Cette poly-topie des lieux, pour reprendre une expression de Mathis Stock (Stock 2006a), se traduit-elle par un éclatement des fonctions dédiées aux lieux et donc de l'habiter ? L'observation des pratiques habitantes de la villégiature montre que l'appropriation des lieux s'effectue au travers d'activités de production du lien social et familial comme d'un agir sur les lieux, pour les lieux et leurs habitants. Ces modes de faire dans les lieux et avec ses proches soulignent l'importance des liens pour qu'habiter prenne sens, de même que du « faire » avec et dans les lieux pour se les approprier. Le corps, comme la coprésence, jouent ainsi un rôle décisif dans la capacité à habiter les lieux. Cette relation aux lieux nécessite une intimité créée par la pratique qui ne se limite pas au chez-soi et dépasse donc le seul domicile. Ainsi, la familiarité avec les lieux, la répétition des gestes, des scènes, comme des sensations inscrivent l'habitant dans différentes temporalités et notamment dans le temps compagnon

lequel permet un sentiment de continuité et donne du sens au présent comme au passé et au futur. Le rapport au temps long donne une consistance particulière à l'habiter.

La multiplication des lieux de vie n'est pas ici un frein à la capacité à habiter car chacun assume des fonctions différentes au quotidien. Si une moindre présence physique peut affaiblir la relation aux communes qui en viennent à ne plus concentrer l'ensemble des relations sociales dans lesquelles, en revanche elle n'altère pas la capacité à habiter et confirme l'hypothèse de Philippe Bonnin (Bonnin 1999) d'une dislocation des fonctions de l'habiter rendue possible par la multilocalisation. Dans le cas de la multirésidence de loisir, cette dislocation permet la coexistence de différentes temporalités. Cette mise en habitabilité des lieux est l'objet d'un travail volontaire, d'une production (Mallon 2005; Pink 2004; Serfaty-Garzon 2002), qui s'appuie sur des routines, mais aussi des ressentis sensoriels comme d'un contrôle des différentes temporalités structurant la vie des individus.

L'habiter est donc autant affaire de ressentis que d'un travail de production, voire de coproduction dans le cas de la création des lieux de famille. Habiter comporte une intentionnalité. Le concept de modes d'habiter tel que présenté dans ce mémoire présuppose que tous les lieux sont habités, une assertion que l'observation des pratiques habitantes en mobilité nuance. En effet, pour les individus de la société contemporaine l'habiter passe par des lieux premiers, premiers car producteurs de sens et qu'ils font lien avec des proches, qu'ils sont nourris par des interactions quotidiennes et des routines. La temporalité même des déplacements, leur caractère rapproché, se traduisent à la longue par une perte des supports nécessaires au quotidien et transforme la mobilité en errance lorsque le présent finit par absorber l'ensemble des temporalités vécues.

L'espace habité est un territoire partagé, parcouru mais aussi reconnu. Habiter nécessite ainsi la construction de repères stabilisés qui peuvent enfermer mais rendent surtout possible l'ouverture au monde, car « l'habiter se définit

non seulement par l'appropriation mais aussi par la capacité à circuler : la captivité fait obstacle à l'habiter » (Bouillon 2009: 185). Ce serait parce qu'il existe des lieux porteurs de sens pour l'individu, des lieux qu'il peut s'approprier qu'il serait également en mesure de circuler et donc d'être en mouvement. Aussi, habiter ne peut se penser sans l'ancrage, tout comme la mobilité ne prend sens que dans la relation à l'habiter de ces mêmes ancrages. Toutefois, si l'ancrage favorise une mobilité, au travers de l'habiter l'ancrage en est l'une de ses expressions. En 1970, Pierre Antoine et Abel Jeannière appelaient de leurs vœux une aide à la mobilité résidentielle par « la création d'un nouvel espace affectif qui soit lui-même un réseau dans ce réseau global que constitue aujourd'hui l'habitat » (Antoine & Jeannière 1970: 77). Si le recours au réseau, entendu comme un réseau de personnes référentes pour l'individu, participe d'un habiter qui n'est pas nécessairement localisé, l'habiter ne prend lui pleinement sens que lorsqu'il est produit à partir de lieux aussi éphémère que puisse être le séjour actuel. Le présupposé phénoménologique de Bachelard de l'importance de la maison première dans les affections et les ressentis, me paraît de ce point de vue refléter une réalité empirique construite sur un rapport à l'habiter quotidien détaché de l'essence intime du sentiment d'habiter lequel peut être construit sur des souvenirs et une vision onirique. Cette compréhension de l'habiter ne présuppose pas d'une capacité à habiter en tous lieux et permet de penser l'inhabitabilité, l'incapacité ou le refus d'habiter son quotidien, ce que montre l'analyse des effets de la mobilité sur les lieux habités par les travailleurs mobiles.

Cette analyse montre également que l'habiter requiert une disponibilité rendue possible par la stabilité procurée par la répétition des routines inhérentes au quotidien. Cette disponibilité peut exister en mouvement lorsque ce dernier est maîtrisé, reproductible ou laisse entre deux déplacements la possibilité de recréer du lien avec ses proches, de rendre aux automatismes leur évidence grâce à la répétition sans laquelle bâtir des relations avec ses proches comme avec les lieux perd de son évidence car le mouvement erratique entre des espaces dans lesquels l'individu refuse de s'inscrire nuit à la qualité de la relation aux

lieux que l'individu souhaiterait habiter. L'analyse des effets de la mobilité spatiale et professionnelle montre ainsi les limites de la capacité de l'homme à habiter en tous lieux comme elle met en lumière les prérequis, qu'il s'agisse des routines comme de la maîtrise des différentes temporalités de la vie, qu'elles aient trait au déplacement comme aux temps plus intimes de la vie des individus. La capacité à mobiliser le temps long, à le transformer en ressource, est un élément essentiel de la maîtrise de la mobilité dans la relation à l'habiter.

Enfin, en raison de sa prégnance temporelle et des sommes qui lui sont allouées, la mobilité exerce une incidence sur les organisations familiales et l'allocation des budgets et donc sur les modes d'habiter. La mobilité affecte ainsi les relations de couples en assignant les femmes à la sphère domestique et en leur imposant de rechercher les moyens de concilier le soutien à la famille et leur réalisation professionnelle. De même, le coût de la mobilité affecte le quotidien des familles. Le caractère contraignant des déplacements en périurbain et le peu d'alternatives disponibles rendent l'automobilité nécessaire malgré son coût. Ce coût contraint le budget familial dédié aux loisirs mais aussi à la consommation alimentaire comme au confort domestique et joue sur le bien-être ressenti au domicile. Aussi, « les nouveaux modes de spatialisation de la vie sociale supposent que le projet individuel est devenu à la fois une condition d'efficacité collective et de réalisation de soi » (Rémy 1996: 153).

La mobilité spatiale est utilisée par les individus comme un outil plus qu'un choix de vie. Elle permet de résider dans des lieux d'élection tout en autorisant des choix professionnels. Ce faisant, de par la contrainte temporelle qu'elle représente, elle met en tension les modes d'habiter révélant les fondements de la mise en habitabilité des lieux comme les limites de l'autonomie de l'acteur. Cette mise en tension met également en évidence les mécanismes de renforcement des inégalités au sein des couples, une analyse qui pourrait être élargie à d'autres phénomènes révélateurs d'un accroissement des inégalités produites par la mobilité.

Prolongements

Observer le monde

contemporain au prisme des

pratiques de récupération et

de la relation à l'énergie

The pursuit of practices of hope, rooted in the ordinary micro-practices of everyday life, is a simple strategy to hold, sustain and map sustainable transformations.

Rick Dolphijn and Iris van der Tuin (dir.) *New Materialism: Interviews & Cartographies* "Interview with Rosi Braidotti", 2012.

Prolongements... voilà des mois que je me heurte à cette conclusion que n'en est pas une sans arriver à trouver une formulation satisfaisante ni un contenu très convaincant. Cela vient sans doute de ce que j'entends par ce terme, son caractère programmatique, les prolongements seraient ce que je pourrai encore creuser, les pistes ouvertes à explorer. L'une des difficultés vient de ce que j'ai envisagé ce mémoire comme un bilan, une page à tourner, non une page blanche sur laquelle me projeter. Je m'étais proposée de réaliser un pas de côté et de présenter des pistes de recherche possibles que je n'ai pas l'intention d'explorer mis en regard avec ce que j'ai envie de faire. Le caractère peu probant du résultat m'a convaincu d'épargner le lecteur et de me concentrer sur ce que j'ai envie de faire en tissant les liens avec mes recherches passées. Je souhaite donc réaliser un programme de recherche qui me permettra de prolonger mes travaux sur les modes d'habiter, la mobilité spatiale et la culture matérielle en interrogeant plus spécifiquement les changements dans les modes d'habiter perçus au travers principalement de la relation à l'énergie et de façon moins centrale aux rebuts.

La transition énergétique actuelle n'est pas la première à laquelle nous soyons confrontés. Les sociétés occidentales sont passées du bois au charbon puis du charbon aux hydrocarbures, qu'il s'agisse du gaz ou du fuel. Le siècle dernier a également vu se répandre l'usage d'une nouvelle source d'énergie : l'électricité. Les travaux des historiens mettent en relief l'intérêt d'une approche par le quotidien pour appréhender la manière dont les ménages s'emparent de l'énergie, ce que tout changement de source énergétique implique de transformation des routines quotidiennes et surtout sur quels leviers agissent les industriels comme les pouvoirs publics pour faire changer les comportements de consommation. Ces travaux mettent en exergue tout le travail de normalisation des usages et des conduites qui entoure toute appropriation d'une nouvelle source d'énergie avec des justifications autant sanitaires que techniques et économiques. Ce sont ces processus de transformations que je souhaite saisir en privilégiant l'angle des usages, des pratiques quotidiennes et leurs capacités tant d'adaptation que de résistance.

L'analyse des rebuts offre par ailleurs la possibilité de mettre à jour un pan complémentaire de la relation au monde contemporain. En effet, ils sont à la fois familiers et omniprésents, mais aussi invisibles car placés hors de la vue. Ils s'immiscent dans la vie des familles, les quartiers, les villes, les pays et économies. Les recherches sur les déchets révèlent les pratiques, croyances, rituels et émotions autour de jeter qui façonnent nos actions quotidiennes. Les déchets ont des impacts environnementaux, des ramifications culturelles et sociales. L'analyse des rebuts donne à voir également les systèmes moraux entourant la consommation et le déchet, et, comme pour l'énergie, l'imbrication des systèmes politiques et économiques dans le quotidien des individus. Dans *The Ethics of Waste*, Gay Hawkins interroge les jeux de caractérisation morale qui irriguent des gestes aussi banals et routiniers que ceux de la mise au rebut, ou du tri des déchets. Ils soulignent notamment la façon dont, en quelques années, certains discours environnementalistes et des campagnes publiques ont pu participer à une culpabilisation des jeteurs et, en même temps, ont contribué à renforcer le principe de disqualification des objets délaissés. Énergie et

déchets offrent ainsi la possibilité d'observer deux domaines complémentaires du quotidien et de ce fait d'apporter une contribution à une anthropologie du monde contemporain. *In fine* il s'agira donc de s'intéresser aux systèmes moraux car l'énergie comme les déchets y sont étroitement liés à des systèmes moraux qui les produisent et participent de leur reproduction. Comme le souligne Laura Nader, le système actuel est « fondé sur la peur délétère du changement dans les modes de vie » et ce malgré « la gamme très étendue de choix de modes de vie qui est disponible dans tout futur énergétique plausible » (Nader 2010 :241). Ce constat effectué autour d'un monde d'ingénieurs fortement impliqués dans la mise en œuvre de politiques publiques demande à être élargi afin d'observer comment agissent les valeurs morales au quotidien et à quels registres elles renvoient. Je me propose de décliner ce programme autour d'une thématique portant sur l'influence des systèmes socio-économico-politiques sur le quotidien et d'un autre portant sur l'apprentissage et l'évolution des routines au quotidien pour conclure sur des contextes de comparaison possibles.

Chapitre 6, j'ai présenté l'intérêt heuristique d'une analyse de la crise où se télescopent différentes temporalités entre émergence de nouvelles pratiques et réactivation d'usages quotidiens tombés en désuétude. Par ailleurs, les analyses portées par la théorie de la pratique, dont j'ai discuté les apports et les prolongements théoriques possibles, nous apprennent que les pratiques sociales sont à la fois le fruit d'arbitrages quotidiens et d'un environnement social, culturel, technique, politique (Bourdieu 1980). Axer l'analyse sur les usages de l'énergie et les pratiques de récupération, c'est donc aussi bien s'intéresser à la production quotidienne de nos modes de vie qu'au poids qu'une société fait peser sur ceux-ci. Mes travaux développés au cours de ce mémoire ont commencé à esquisser comment s'acquièrent les pratiques sociales et routines quotidiennes. Je me propose d'aborder ces questions au cours d'un programme de recherche qui portera spécifiquement sur la construction de ces pratiques au quotidien en analysant des modes d'acquisition des routines, les

valeurs morales induites, l'influence des systèmes socio-économico-politiques sur le quotidien et les temporalités de ces changements.

L'influence des systèmes socio-économico-politiques sur le quotidien

Mes recherches sur les modes d'habiter au quotidien m'ont permis de montrer rôle des politiques publiques dans l'organisation des routines (Ortar 2014), leur importance dans les organisations quotidiennes (Ortar à paraître). Mettre à jour ces systèmes est essentiel pour accéder à une compréhension du monde contemporain. En effet, les familles comme les entreprises sont devenues dépendantes des réseaux électriques sans que cette matérialité soit questionnée au cours d'un processus qui a progressivement détaché tout un chacun des sources et donc de la matérialité de l'énergie (Wilhite 2005). Dans le contexte actuel, et contrairement aux transitions passées, la transition énergétique n'implique pas une transformation de la source énergétique, l'électricité, ni de son mode de distribution à travers le réseau centralisé. Ce qui change c'est l'énergie de production utilisée. Si, comme pour le passage d'une énergie charbonnée au gaz, on se situe dans un contexte de pénurie annoncée d'une source énergétique, à savoir les énergies fossiles et dans une moindre mesure la production de l'uranium enrichi, l'innovation technologique se situe dans le mode de production d'une énergie déjà abondamment utilisée, l'électricité, tandis que le changement de comportement attendu des consommateurs n'est pas directement en lien avec la ressource énergétique. Existe en outre un découplage entre l'annonce politique d'une nécessité de changement de comportements vers plus de sobriété et la négation par les entreprises du besoin de ce changement qui enfreindrait leur bonne marche économique. La compréhension de la relation à l'énergie, de ce que l'énergie fait aux hommes, pour paraphraser le titre d'un séminaire qui s'est tenu à Durham en mars 2016, par les sciences sociales et en particulier par l'anthropologie demande à cet égard à être prolongée, systématisée et théorisée.

Dans la vie quotidienne, l'énergie est ainsi devenue l'enjeu de luttes de pouvoir politique et économique, ou « énergo-politique » (Boyer 2014, pp. 309-310). Dominic Boyer insiste sur la nécessité d'étudier l'intrication entre le biopouvoir et ce qu'il qualifie d'« énergapouvoir » (Boyer 2014). Le biopouvoir est ici entendu en son sens foucauldien (Foucault 1976) de mode spécifique d'exercice du pouvoir lorsque la vie entre dans ses préoccupations et fait émerger des techniques de pouvoir et des mécanismes régulateurs ou assurantiels, qui encadrent la vie des corps-espèces et contrôlent les processus biologiques affectant les populations. L'« énergapouvoir » est un concept destiné à tisser les liens existant entre le discours, la matérialité et l'histoire. Il permet de rechercher les signaux des transferts et transformations des matériaux énergétiques incorporé dans tous les autres phénomènes socio-politiques (Boyer, 2014 :325-326).

L'énergie peut et doit être appréhendée en questionnant en quoi les changements en cours affectent notre relation avec cette source de capacité augmentée (Warnier 1999), mais aussi comment la vie des individus est affectée par les choix énergétiques réalisés par les pouvoirs politiques, comment ces choix structurent des modes de consommation et participent d'une production des inégalités socio-économiques localement comme à une échelle plus globale. La distribution de l'énergie s'appuie sur des infrastructures sociotechniques dont l'existence structure la localisation des entreprises les plus consommatrices en énergie. La redistribution de ces sources (notamment électriques, avec l'éolien et les centrales fonctionnant à l'énergie marine) modifiera la géographie de cette production. L'anthropologue Laura Watts (Watts 2016) a montré dans son travail sur les îles Orkney situées au nord-est de l'Écosse en quoi cette redistribution impacte directement les modes de consommation locaux. Ce faisant ce sont aussi les relations de pouvoir sur lesquelles ces systèmes de distribution sont adossés qui évoluent, tout comme les systèmes de croyance auxquels ils donnent naissance. Le maintien des infrastructures existantes, notamment de réseau électrique, relève ainsi autant d'enjeux techniques, économiques et politiques que de systèmes de valeurs et de croyances en son

efficacité. L'analyse des multiples enjeux entourant l'évolution de ce système de distribution, et de ses effets sociotechniques demande à être réalisée.

De même les travaux menés notamment par Débora Gorbán (Gorbán 2014), Sebastián Carenzo (Carenzo 2014) ou encore Mariano Perelman (Perelman 2013) sur les systèmes de recyclages informels à Buenos Aires, leurs liens avec les systèmes formels et l'économie globale illustrent non seulement les potentialités d'une approche par les déchets mais aussi l'intérêt d'une comparaison avec les effets et les modes de production des systèmes énergétiques.

Les recherches portant sur ces macro-systèmes se sont surtout attachées à mettre à jour leurs effets en s'attachant à décrire des contextes de production. Je me propose d'adopter la posture inverse afin d'observer l'influence des macro-systèmes sur les ménages pour mettre à jour leurs effets sur le quotidien de même que les effets des politiques publiques. Il s'agira de rendre compte des univers de contraintes matérielles et des prescriptions faites aux individus pour appréhender la nature du changement.

Apprentissage et évolution des routines quotidiennes

Mes précédents travaux ont permis de montrer l'importance d'aborder les modes d'acquisition des routines quotidiennes afin de comprendre les modalités de leur évolution. Ainsi que l'ont montré Isabelle Garabuau-Moussaoui, Françoise Bartiaux et Marjorie Filliastre (Garabuau-Moussaoui, Bartiaux & Filliastre 2009), la socialisation familiale joue sur plusieurs registres en fonction des moments et des rôles endossés. L'attention à la consommation varie ainsi lorsqu'il est demandé aux enfants de se laver ou quand les parents se servent des possibilités de l'électricité pour occuper leur descendance pendant qu'eux-mêmes vaquent à l'entretien domestique. Si l'attention à l'énergie est

une constante qui traverse l'espace social et politique, sa transmission, au même titre que celle d'éco-gestes est socialement différenciée.

La routine est acquise par la répétition des consignes. Ainsi, malgré l'ambivalence de leur attitude et des motivations, les parents jouent un rôle fondamental dans l'apprentissage des gestes et habitudes se rapportant à la consommation énergétique. Ces transmissions productrices de routines relèvent de rituels du quotidien qui facilitent l'action, laquelle consiste en le choix intentionnel d'activités dont l'individu est capable d'expliquer la finalité et le « mode de faire » (Ortar, 2014). Associées à des contextes de transmission leur incorporation dépend d'un système de valeur familial qui peut entraver toute tentative de justification ou possibilité de changement.

Les expériences habitantes constituées par les ressentis et habitudes prises au sein d'un logement vont conditionner de futurs choix en matière de logement en portant l'attention sur un type d'énergie. Cette notion de parcours ne s'applique pas à tous en raison d'expériences insuffisamment significatives mais permet de rendre compte de l'évolution des postes de vigilance. Mes travaux ont montré que l'analyse de la socialisation à l'énergie évolue en fonction d'expériences. Ce changement est progressif et est dicté à partir de l'âge adulte essentiellement par les ressentis et une connaissance technique de l'habitat en ce qui concerne le logement. *A contrario*, la modification des pratiques de mobilité s'effectue elle en fonction des lieux de résidence et des contraintes pesant sur le domaine professionnel. Les routines entourant la mobilité apparaissent ainsi plus aisément modifiables que celles entourant le logement. Les évolutions observées les plus significatives l'ont été auprès de ménages périurbains lesquels ont été les plus impactés financièrement par la hausse des coûts de l'énergie au moment de l'enquête. Ces recherches demandent à être poursuivies et complétées en ce qui concerne le choix des lieux de vie, de travail et déplacements et le rôle de matérialité et de la sensorialité.

Choix des lieux de vie, de travail et déplacements

Cette thématique de recherche est présente dans nombre de mes recherches. Je me propose de la poursuivre en analysant plus précisément les évolutions induites dans les choix de modes de déplacement pour prolonger les travaux présentés notamment au cours du chapitre 6. Mes recherches ont également montré l'incidence des nouvelles technologies utilisées dans un cadre professionnel sur la vie quotidienne en raison des modifications de la relation au travail comme au domicile qu'elles entraînent. Les nouvelles formes de travail en déplacement dites de travail nomade invitent les travailleurs à utiliser des espaces tiers (bureaux mis à disposition dans des gares, des espaces de co-working, des cafés, etc.) comme le domicile, ce qui invite à interroger plus finement le statut de chacun de ces lieux et les modalités d'appropriation et les usages du temps qui y sont afférents. Dans ce cadre il s'agit également de poursuivre les investigations autour du travail virtuel et du travail dit nomade afin d'analyser ce qui les distingue et surtout d'observer en quoi ils contribuent à la redéfinition des mobilités comme des cadres du travail entendus ici comme des relations entre les sphères privées et publiques et à l'habiter. Il s'agira ainsi de poursuivre les questionnements sur les choix effectués en interrogeant les modes de vie induits par ces choix et leurs effets sur les déplacements et l'organisation du travail.

Matérialité de l'habitat

La matérialité même de l'habitat impose des styles de vie ainsi que l'a montré notamment Elizabeth Shove (Shove 2003) lorsqu'elle décrit les changements apportés par la transformation de l'architecture des bâtiments. L'architecture proposée sous la qualificatif de « durable » impose son lot de changements dans les modes d'habiter qu'il s'agisse des bâtiments d'habitation (Raineau 2009; Valegeas 2014) ou des lieux de travail (Garabuau-Moussaoui 2014). Ce que la matérialité impose aux modes d'habiter demande à être investigué plus avant et pris en compte dans l'analyse de l'évolution des modes

d'habiter et des routines afférentes. Il s'agira donc de questionner ce que l'architecture « fait » aux individus, la façon dont ils s'approprient la matérialité des lieux, les adaptations possibles et l'origine des changements. Cette sous-thématique de recherche sera étudiée en lien avec la sensorialité.

Sensorialité

Dans le prolongement des recherches menées en anthropologie de la sensorialité, la recherche sur la polysensorialité informée par une phénoménologie de la perception doit être poursuivie dans l'objectif de comprendre comment le corps, compris dans son intégralité, est au monde, suivant en cela les théories de Merleau-Ponty reprises par Tim Ingold (Ingold 2000: 28). Ce travail impose d'appréhender comment sont animés les objets participant de l'univers domestique, leur rôle dans le quotidien, la relation établie. Les lieux, suivant Tim Ingold, sont compris comme autant de toiles tissées par les mouvements quotidiens qui peuvent aussi être appréhendés comme des écologies d'objets en mouvement. La façon dont l'énergie est consommée dans les univers domestiques fait partie intégrante de ces écologies. De même, la relation aux rebuts demande à être approfondie en prenant en considération les ressentis dans l'analyse.

La prise en compte de la sensorialité se réfère ainsi au type et localisation de l'habitat choisi, au confort dans sa dimension sensible et porte donc autant sur la propreté que le mode de chauffage/refroidissement utilisé et la température ambiante mais aussi les habitudes alimentaires d'achat, de conservation et de cuisine. Prendre en compte la sensorialité et l'intégrer dans l'analyse permet d'observer comment les individus interagissent avec l'énergie et le rôle des ressentis dans les changements de comportements, leur caractère à la fois personnel et normé.

Les temporalités des changements

L'analyse des liens entre mobilité et habiter a en effet également montré l'importance de la relation au temps. Ces pistes ont largement été défrichées par Hartmut Rosa (Rosa 2010) dans son analyse de l'accélération. Si cet auteur s'est beaucoup intéressé aux causes comme aux effets de cette accélération, il a peu exploré l'adaptation des individus de même que les interactions existantes entre les différentes temporalités au cours de la vie et leur incidence sur l'habiter. L'analyse de la relation au temps montre en effet l'importance de la prise en compte de la façon dont les individus utilisent ces temporalités. Cet usage dépend de l'intrication des rythmes du quotidien comme du statut socio-économique des individus, les possibilités d'ajustement étant inversement proportionnelles au statut.

La période actuelle se caractérise par une mutation du système capitaliste néolibéral qui affecte l'économie et les modes de production, donc le travail. Les transformations de fond modifient le rapport au temps, à l'espace et aux lieux. Nous serions confrontés à un processus de non-contemporanéité (voir chapitre 6). Revenant sur des « airs du temps » entendus à différentes reprises sur ses terrains russes, Sarah Carton de Grammont (Carton de Grammont 2015) constate ces mêmes télescopages de réalités, ce qu'elle qualifie « d'airs de famille des airs du temps » invitant à une spatialisation des temporalités sociales saisies lorsqu'émergent des aspirations contraires, les échos spatialisés renvoyant à du dialogue, du conflit, de la subjectification, des manières d'essayer d'être ensemble. Ce qui m'intéresse ici c'est comment émergent ces airs du temps dans un contexte de crise et de changement de comportement et qu'est-ce qu'ils nous disent de la nature des changements en cours et donc de la réalité de la transition. En effet, de même que les travaux sur l'énergie ont montré la coexistence de différentes rationalité économiques (Bouly de Lesdain 2015), coexistent également différentes temporalités relevant de régimes de justification distincts qui procèdent comme autant de signaux des transferts et

transformations energo-matérielles incorporées dans tous les autres phénomènes socio-politiques indique Dominic Boyer (Boyer, 2014 :325).

Michel Callon (Callon 2005) souligne comment les infrastructures y compris énergétiques et - on pourrait ajouter de traitement et circulation des déchets - sont le point de rencontre entre différentes temporalités qui définissent les arrangements sociotechniques qui mettent en capacité d'agir et de donner du sens à l'action. Aussi, selon le contexte socio-économique dans lequel les personnes sont placées et les artefacts utilisés pour transformer par exemple le bois en chaleur (poêle bricolé ou poêle de masse dernière génération), le feu peut autant renvoyer au passé (Knight 2015a) qu'à l'avenir ainsi que je le montre dans la recherche TransEnergy. Ce constat invite à questionner plus avant les perceptions temporelles entourant les ressources utilisées et les régimes de valeur qui y sont associés. Cette analyse sera poursuivie en lien avec celle portant sur les pratiques. Il s'agit de comprendre comment coexistent des régimes temporels différents et ce qu'ils nous disent sur les changements en cours.

Contextes de comparaisons possibles

Ce programme de recherche sera mis en œuvre en France au travers de l'analyse de pratiques observées au quotidien, qu'elles se réfèrent à l'univers domestique ou extra-domestique. Dans un contexte de programmes de recherches demandant la réalisation de comparaisons il me semble intéressant de conclure en réfléchissant à des contextes possibles et à leur pertinence scientifique. Mes recherches en Russie ont montré tout l'intérêt de l'observation dans un contexte de crise importante. L'enquête sur le terrain russe pourrait être reprise afin d'entreprendre une comparaison des tenants des changements observés. L'Argentine offre également un terrain d'enquête intéressant car la crise actuelle est directement liée à la hausse des coûts de l'énergie, de même que la Grèce. Ces deux pays ont été et sont de nouveau confrontés à des crises économiques majeures dont les effets au quotidien se font sentir autant sur les

modes de production énergétique et dans la relation à l'énergie, que sur les usages quotidiens des ressources et *in fine* de la relation aux rebuts. La Suède et la Norvège offrent *a contrario* la possibilité de comparer avec des systèmes où la prise en compte de ces questions s'effectue depuis plus longtemps permettant ainsi un autre regard sur les questions énergétiques et le traitement des déchets.

Enfin, ces recherches sont appelées à s'enrichir d'une confrontation avec d'autres disciplines, l'histoire et l'économie mais également toute autre discipline permettant d'apporter un éclairage sur les phénomènes en cours. Ma participation au programme européen « Social Sciences and Humanities for Advancing Policy in European Energy » dont je viens d'apprendre qu'il est accepté et portant spécifiquement sur cette question, offrira à n'en pas douter des avancées intéressantes sur ces questions.

Bibliographie

- Abélès Marc, *Anthropologie de la globalisation*, Paris, Payot, 2008.
- Agier Michel, *L'Invention de la ville. Banlieue, township, invasions et favelas*, Paris, Éditions des Archives contemporaines (Coll. « Une pensée d'avance »), 1999.
- Agier Michel, « Les camps aujourd'hui. Un présent qui n'en finit pas », in Thierry Paquot, Michel Lussault et Chris Younès (dir.), *Habiter : le propre de l'humain*, Paris, La Découverte, 2007, p. 89-101.
- Agier Michel, « Quel temps aujourd'hui en ces lieux incertains », *L'Homme*, n° 185-186, 2008, p. 105-120.
- Agier Michel (dir.), *Un monde de camps*, Paris, La Découverte, 2014.
- Allen Barbara, « Les relations entre le dedans et le dehors. La construction du sens de chez soi dans les quartiers d'habitat social », in Béatrice Collignon et Jean-François Staszak (dir.), *Espaces domestiques. Construire, habiter, représenter*, Rosny-sous-Bois, Éditions Bréal, 2003, p. 137-148.
- Allen Barbara, « Le quartier à l'articulation d'enjeux spatiaux temporels », in Jean-Yves Authier, Marie-Hélène Bacqué et France Guérin-Pace (dir.), *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris, La Découverte, 2006, p. 139-150.
- Allen Barbara et Michel Bonetti, *Des quartiers comme les autres ? La banalisation urbaine des grands ensembles en question*, Paris, La Documentation française, 2013.
- Alphandéry Pierre et Martine Bergues, « Territoires en questions : pratiques des lieux, usages d'un mot », *Ethnologie française*, vol. 34, n° 1, 2004, p. 5-12.
- Althabe Gérard, « L'ethnologie urbaine : ses tendances actuelles », *Terrain*, n° 3, 1984, p. 3-4.
- Althabe Gérard, « Vers une ethnologie du présent. Demande d'ethnologie et stratégie des ethnologues », in Gérard Althabe, Daniel Fabre et Gérard Lenclud (dir.), *Vers une ethnologie du présent*, Paris, éd. MSH, 1992, p. 247-257.
- Althabe Gérard, Bernard Lège et Monique Selim, *Urbanisme et réhabilitation symbolique : Ivry, Bologne, Amiens*, Paris, Anthropos, 1984.
- Althabe Gérard, Christian Marcadet, Michelle de La Pradelle et Monique Selim, *Urbanisation et enjeux quotidiens*, Paris, Anthropos, 1985.
- Amiot Michel, *Contre l'État les sociologues*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1986.
- Amit Vered, *Going First Class? New Approaches Towards Privileged Travel and Movement*, New York et Oxford, Berghahn Press, 2007.
- Amphoux Pascal et Lorenza Mondala, « Le chez-soi dans tous les sens », *Architecture et comportement*, vol. 5, n° 2, 1989, p. 135-150.

- Amphoux Pascal et Jean-Paul Thibaud, « Des silences dans la ville », in Michel Boyer, Guy Herzlich et Bruno Maresca (dir.), *L'environnement, question sociale*, Paris, Odile Jacob, 2001, p. 83-90.
- Amselle Jean-Loup, « Retour sur "l'invention de la tradition" », *L'Homme*, n° 185-186, 2008, p. 187-194.
- Amselle Jean-Loup, « Méfions-nous de l'idéologie du nomadisme ! », *Le Monde*, [en ligne], 2011, http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/06/24/mefions-nous-de-l-ideologie-du-nomadisme_1540133_3232.html (page consultée le 19 novembre 2015).
- Anders Günther, *L'obsolescence de l'homme. Tome 2. Sur la destruction de la vie à l'époque de la troisième révolution industrielle*, Paris, Fario (Coll. « Ivrea »), 2011.
- Angeloff Tania, *Le travail à temps partiel: un marché de dupes ?*, Paris, Syros-La Découverte, 2000.
- Anstett Élisabeth et Marie-Luce Gélard (dir.), *Les objets ont-ils un genre ? Culture matérielle et production sociale des identités sexuées*, Paris, Armand Colin (Coll. « Recherches »), 2012.
- Anstett Élisabeth et Nathalie Ortat (dir.), *La deuxième vie des objets. Recyclage et récupération dans les sociétés contemporaines*, Paris, Pétra (Coll. « Matière à recycler »), 2015.
- Antoine Pierre et Abel Jeannièrre, *Espace mobile et temps incertains. Nouveau cadre de vie, nouveau milieu urbain*, Paris, Aubier Montaigne, 1970.
- Aporta Claudio, « Routes, Trails and Tracks: Trail Breaking among the Inuit of Igloodik », *Études/Inuit/Studies*, vol. 28, n° 2, 2004, p. 9-38.
- Aporta Claudio et Eric Higgs, « Satellite Culture: Global Positioning Systems, Inuit Wayfinding, and the Need for a New Account of Technology », *Current Anthropology*, vol. 46, n° 5, 2005, p. 729-753.
- Appadurai Arjun, *Fear of Small Numbers: An Essay on the Geography of Anger*, Durham, Duke University Press, 2006.
- Ascher François, *Métapolis ou l'avenir des villes*, Paris, Odile Jacob, 1995.
- Assayag Jackie, *La mondialisation vue d'ailleurs : l'Inde désorientée*, Paris, Seuil (Coll. « La couleur des idées »), 2005.
- Assegond Christelle, *CHEMIN. Contexte apprenant (BBC-BEPOS) et incitation de type nudge: des leviers pour favoriser des modes de vie durables ? : Quoi de neuf, chercheurs ?*, Paris, 2015.
- Attias-Donfut Claudine, Nicole Lapierre et Martine Segalen, *Le nouvel esprit de famille*, Paris, Odile Jacob, 2002.
- Augé Marc, *Non-lieux : introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Seuil, 1992.
- Augé Marc, *Pour une anthropologie du contemporain*, Paris, Augier, 1994.
- Augé Marc, « Prologue : La planète comme territoire, un défi pour les architectes », in Alessia de Biase et Cristina Rossi (dir.), *Chez nous. territoires et identité dans les mondes contemporains*, Paris, Éditions de la Villette, 2006, p. 7-15.
- Augé Marc, *Pour une anthropologie de la mobilité*, Paris, Payot, 2009.

- Augé Marc, *Où est passé l'avenir ?*, Paris, Seuil (Coll. « Points »), 2011.
- Augoyard Jean-François, *Les pratiques d'habiter à travers les phénomènes sonores. Contribution à une critique de l'habitat*, Paris, Plan Construction, 1978.
- Augoyard Jean-François, *Pas à pas : essai sur le cheminement quotidien en milieu urbain*, Paris, Seuil (Coll. « Espacements »), 1979.
- Augustins Georges, *Comment se perpétuer ? Devenir des lignées et destins des patrimoines dans les paysanneries européennes*, Nanterre, Société d'ethnologie, 1989.
- Authier Jean-Yves, *La vie des lieux. Un quartier du Vieux-Lyon au fil du temps*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1993.
- Authier Jean-Yves, *Du domicile à la ville. Vivre en quartier ancien*, Paris, Anthropos, coll. « Villes », 2001.
- Authier Jean-Yves, Marie-Hélène Bacqué et France Guérin-Pace (dir.), *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris, La Découverte, 2006.
- Authier Jean-Yves et al., *État des lieux sur les trajectoires résidentielles*, Paris, Plan Urbanisme Construction Architecture, 2010.
- Authier Jean-Yves et Catherine Bidou-Zachariasen, « Éditorial. La question de la gentrification urbaine », *Espaces et sociétés*, n° 132-133, 2008, p. 13-21.
- Authier Jean-Yves, Catherine Bonvalet et Jean-Pierre Lévy, *Élire domicile. La construction sociale des choix résidentiels*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 2010.
- Babadzan Alain, « Les usages sociaux du patrimoine », *Ethnologues comparées*, n° 2, 2001, p. 1-8.
- Bachelard Gaston, *La poétique de l'espace*, Paris, Presses Universitaires de France, 1957.
- Bachelard Gaston, *La terre et les rêveries du repos*, Paris, Librairie José Corti, 1965.
- Bahloul Joëlle, *La maison de mémoire : ethnologie d'une demeure judéo-arabe en Algérie, 1937-1961*, Paris, Métailié, 1992.
- Balandier Georges, *Sociologie des Brazzavilles noires*, Paris, Armand Colin, 1955.
- Balandier Georges, « Dynamique des relations extérieures des "sociétés archaïques" », in George Gurvitch (dir.), *Traité de sociologie*, tome 2, Paris, Presses universitaires de France, 1960.
- Balandier Georges, *Le Détour*, Paris, Fayard, 1985.
- Balandier Georges, *Le désordre. Éloge du mouvement*, Paris, Fayard, 1988.
- Barbonne Rémy, Richard Shearmur et William Coffey, « Les nouvelles dynamiques intra-métropolitaines de l'emploi favorisent-elles des migrations pendulaires plus "durables"? Le cas de la région métropolitaine de Montréal, 1998-2003 », *Géographie, économie, société*, vol. 10, n° 1, 2008, p. 103-120.

- Barnard Hans et Willeke Wendrich, *The Archaeology of Mobility: Old World and New World Nomadism*, Los Angeles, The Cotsen Institute of Archaeology Press, 2008.
- Barou Jacques et Patrick Prado, *Les Anglais dans nos campagnes*, Paris, L'Harmattan, 1995.
- Barrère-Maurisson Marie-Agnès, *Travail, famille : le nouveau contrat*, Paris, Folio (Coll. « Actuel »), 2003.
- Barrère Anne et Danilo Martuccelli, « La modernité et l'imaginaire de la mobilité », *Cahiers internationaux de sociologie*, n° 118, 2005, p. 55-79.
- Bartholeyns Gil, Nicolas Govoroff et Frédéric Joulian, « Cultures matérielles. Anthologie raisonnée de Techniques & Culture », *Techniques & Culture*, n° 54-55, 2010, p.
- Bassand Michel et Marie-Claude Brulhardt, *Mobilité spatiale*, Saint Saphorin, Georgi, 1980.
- Bateson Gregory, *Steps to an Ecology of Mind*, Chicago, Chicago University Press, 2008 [1972].
- Battagliola Françoise, Isabelle Bertaux-Wiame, Michelle Ferrand et Françoise Imbert, *Entre travail et famille. La construction sociale des trajectoires*, Paris, Rapport CNRS, Mission Interministérielle Recherche Expérimentale/MIRE, 1990.
- Baudrillard Jean, *Le système des objets. La consommation des signes*, Paris, Gallimard, 1968.
- Baudrillard Jean, « La genèse idéologique des besoins », in Jean Baudrillard (dir.), *Pour une critique de l'économie politique du signe*, Paris, Gallimard, 1972, p. 59-83.
- Bauman Zygmunt, *La vie liquide*, Rodez, Le Rouergue-Chambon, 2006.
- Bauman Zygmunt, *The Art of Life*, Cambridge, Polity, 2008.
- Bauman Zygmunt et Carlo Bordoni, *State of Crisis*, Cambridge, Polity, 2014.
- Beauvais Jean-Marie, « Habiter Tours, travailler à Paris : une vie sous tension », *Recherches et synthèses*, vol. 39, 2007, p.
- Beck-Gernsheim Elisabeth et Ulrich Beck, *The Normal Chaos of Love*, Cambridge, Polity Press, 1995.
- Beck-Gernsheim Elisabeth et Ulrich Beck, *Individualization*, London, Sage Publications, 2012.
- Beck Ulrich, *Was ist Globalisierung? Irrtümer des Globalismus, Antworten auf Globalisierung*, Francfort, Suhrkamp, 1997.
- Beck Ulrich, *La Société du risque - Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Flammarion (Coll. « Champs »), 2003.
- Beillan Véronique, « La garde des enfants : des pratiques socialement différenciées », *Sociétés contemporaines*, vol. 8, 1991, p. 101-106.
- Beldjerd Sofian, « Faire le beau chez soi : la part du corps dans l'aménagement et la décoration des espaces du quotidien », *Espaces et sociétés*, n° 144-145, 2011, p. 141-156.

- Belmessous Fatiha, Loïc Bonneval, Lydia Coudroy de Lille et Nathalie Ortar (dir.), *Logement et politique(s), un couple encore d'actualité ?*, Paris, L'Harmattan, 2014.
- Bensa Alban et Éric Fassin, « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, n° 38, 2002, p. 5-20.
- Benson Michaela Caroline, « A Desire of Difference: British Lifestyle Migration to Southwest France », in Michaela Caroline Benson et Karen O'Reilly (dir.), *Lifestyle Migration. Expectations, Aspirations and Experiences*, Farnham, Ashgate, 2009, p. 121-135.
- Benson Michaela Caroline, « The Context and Trajectory of Lifestyle Migration: the Case of the British Residents of Southwest France », *European Societies*, vol. 12, n° 1, 2010, p. 45-64.
- Benson Michaela Caroline et Karen O'Reilly, *Lifestyle Migration: Expectations, Aspirations and Experiences*, Farnham, Ashgate Publishing, Ltd., 2009.
- Berger Martine, *Les périurbains de Paris. De la ville dense à la métropole éclatée ?*, Paris, CNRS éditions, 2004.
- Berger Martine et Jacques Brun, *Mobilités résidentielles, navettes et recomposition des systèmes résidentiels en région parisienne*, Paris, PUCA, 2006.
- Berger Martine, Lionel Rougé, Sandra Thomann et Christiane Thouzellier, « Vieillir en pavillon : mobilités et ancrages des personnes âgées dans les espaces périurbains d'aires métropolitaines (Paris, Marseille, Toulouse) », *Espace Populations Sociétés*, 2010, p. 53-67.
- Berger Peter et Hansfried Kellner, « Le mariage et la construction de la réalité », *Dialogue*, n° 102, 1988, p. 6-21.
- Bergue Martine, « "Vous n'avez pas Biron" Le patrimoine rural, monument minuscule ? », in Daniel Fabre (dir.), *Domestiquer l'histoire. Ethnologie des monuments historiques*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2000, p. 103-117.
- Bernard Yvonne, *La France au logis : étude sociologique des pratiques domestiques*, Liège, Mardaga, 1992.
- Bernard Yvonne, « Ménages et modes de vie », in François Ascher (dir.), *Le logement en questions*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1995, p. 13-39.
- Bernard Yvonne, « Du logement au chez-soi », in Marion Segaud, Catherine Bonvalet et Jacques Brun (dir.), *Logement et habitat. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1998, p. 374-381.
- Bernot Lucien, *Voyage dans les sciences humaines : qui sont les autres ?*, Paris, Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2000 [1976].
- Berque Augustin, *Ecoumène : Introduction à l'étude des milieux humains*, Paris, Belin, 2008.
- Berque Augustin (dir.), *Le lien au lieu*, Éditions Eolienne, 2014.
- Berry Marsha et Margaret Hamilton, « Changing Urban Spaces : Mobile Phones on Trains », *Mobilities*, vol. 5, n° 1, 2010, p. 111-129.
- Bertaux-Wiame Isabelle, « Familial et résidentiel : un couple indissociable », *Sociologie et sociétés*, vol. 27, n° 2, 1995, p. 163-175.

- Bertaux-Wiame Isabelle, « Conjugalité et mobilité professionnelle : le dilemme de l'égalité », *Cahiers du genre*, n° 41, 2006, p. 49-73.
- Berthelot Jean-Michel et Monique Hirschhorn (dir.), *Mobilités et ancrages : vers un nouveau mode de spatialisation ?*, Paris, L'Harmattan, 1996.
- Béteille André, « Être anthropologue chez soi : un point de vue indien », *Genèses*, vol. 2, n° 67, 2007, p. 113-130.
- Biase (de) Alessia et Cristina Rossi (dir.), *Chez nous. Territoires et identités dans les mondes contemporains*, Paris, Éditions de la Villette, 2006.
- Bidart Claire, « Crises, décisions et temporalités: autour des bifurcations biographiques », *Cahiers internationaux de sociologie*, n° 120, 2006, p. 29-57.
- Bissell David, « Passenger mobilities : affective atmospheres and the sociality of public transport », *Environment and Planning D : Society and Space*, vol. 28, n° 2, 2010, p. 270-289.
- Blanc Christine et Philippe Hamman, *Sociologie du développement durable urbain. Projets et stratégies métropolitaines françaises*, Bruxelles, PIE - Peter Lang, 2009.
- Blier Suzanne, *The Anatomy of Architecture. Ontology and Metaphor in Batammaliba Architectural Expression*, Chicago, The University of Chicago Press, 1987.
- Bloch Anny et Marie-Noële Denis, « Une région dans ses meubles », *Chez soi, Autrement (Mutations)*, n° 137, 1993, p. 102-118.
- Bloch Ernst, *L'esprit de l'utopie*, Paris, Gallimard, 1977 [1918].
- Bloch Ernst, *Héritage de ce temps*, Paris, Payot, 1978 [1935].
- Blöss Thierry, *Les liens de famille. Sociologie des rapports entre générations*, Paris, Presses Universitaires de France, 1997.
- Boissonnade Jérôme, « Le développement durable face à ses épreuves. Les enjeux pragmatiques des écoquartiers », *Espaces et sociétés*, vol. 4, n° 147, 2011, p. 57- 75.
- Bonetti Michel, *Habiter. Le bricolage imaginaire de l'espace*, Paris/Marseille, Desclée de Brouwer (Coll. « Hommes et perspectives »), 1994.
- Bonnet Lucie, *La métamorphose du logement social. Faire du logement le support de capacités*, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 2013.
- Bonnette-Lucas Claude, « Le bricolage, d'une résidence à l'autre », in Philippe Bonnin et Roselyne de Villanova (dir.), *D'une maison l'autre*, Grâne, Créaphis, 1999.
- Bonnin Philippe, « Produire la *domus* : une affaire de famille. Niveaux et formes d'investissement des familles dans l'espace domestique », *Sociétés contemporaines*, vol. 5, n° 5, 1991, p. 145-161.
- Bonnin Philippe, « L'habitation, modalité de l'existence sociale », *Les hommes, leurs espaces et leurs aspirations, mélanges en l'honneur de Paul-Henry Chombart de Lauwe*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 109-123.
- Bonnin Philippe, « La *domus* éclatée », in Philippe Bonnin et Roselyne de Villanova (dir.), *D'une maison l'autre. Parcours et mobilités résidentielles*, Grâne, Créaphis, 1999, p. 19-43.

- Bonnin Philippe, « Pour une eth(n)ologie de l'espace », *Espaces et sociétés*, n° 103, 2001, p. 114-139.
- Bonnin Philippe, « Présentation », *Communications*, vol. 73, n° 1, 2002, p. 5-9.
- Bonnin Philippe, « Quelque part, mais où ? », in Alessia de Biase et Cristina Rossi (dir.), *Chez nous. Territoires et identités dans les mondes contemporains*, Paris, Éditions de la Villette, 2006, p. 174-188.
- Bonnin Philippe, « L'émergence d'une anthropologie sociale de l'espace », in Philippe Bonnin (dir.), *Architecture : espace vécu, espace pensé*, Paris, Éditions Recherches, 2007, p. 9-27.
- Bonnin Philippe, « Le temps d'habiter », in Augustin Berque, Alessia de Biase et Philippe Bonnin (dir.), *L'habiter dans sa poésie première*, Paris, Éditions donner lieu, 2008, p. 13-27.
- Bonnin Philippe, Martyne Perrot et Martin de la Soudière, *L'Ostal en Margeride*, Paris, CNRS éditions, 1983.
- Bonnin Philippe et Roselyne de Villanova, *D'une maison l'autre. Parcours et mobilités résidentielles*, Grâne, Créaphis, 1999.
- Bonnin Philippe et Roselyne de Villanova (dir.), *Loges, concierges et gardiens. Enquête en Europe : Paris, Londres, Barcelone, Milan, Oslo*, Grâne, Créaphis, 2006.
- Bonte Pierre. *Anthropologie des sociétés nomades. Fondements matériels et symboliques (1ère partie)*, [en ligne], 2006, <http://www2.univ-paris8.fr/sociologie/fichiers/bonte-cours.pdf> (page consultée le 22 août 2014).
- Bonvalet Catherine, « Le transmis et l'acquis: localisation, statut d'occupation et type d'habitat », in Catherine Bonvalet et Anne-Marie Fribourg (dir.), *Le logement une affaire de famille*, Paris, L'Harmattan, 1993, p. 23-40.
- Bonvalet Catherine, « Sociologie de la famille, sociologie du logement : des liens à redéfinir », *Sociétés contemporaines*, n° 25, 1997, p. 25-44.
- Bonvalet Catherine, « La famille-entourage locale », *Population*, vol. 58, 2003, p. 9-44.
- Bonvalet Catherine (dir.), *Logement, mobilité et populations urbaines*, Paris, CNRS éditions (Coll. « Cahiers du PIR Villes »), 1994.
- Bonvalet Catherine et Anne Gotman (dir.), *Le logement une affaire de famille. L'approche intergénérationnelle des statuts résidentiels*, Paris, L'Harmattan, 1993.
- Bonvalet Catherine et Jacques Brun, « Logement, mobilités et trajectoires résidentielles », in Marion Segaud, Catherine Bonvalet et Jacques Brun (dir.), *Logement et habitat. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1998, p. 312-318.
- Bonvalet Catherine et Jacques Brun, « Approches quantitatives ou qualitatives de la mobilité résidentielle : éléments de bilan et perspectives », *Espace, populations, sociétés*, n° 1-2, 2002, p. 63-72.
- Bonvalet Catherine, Céline Clément et Jim Ogg, *Réinventer la famille: l'histoire des baby-boomers*, Paris, Presses Universitaires de France (Coll. « Le lien social »), 2011.

- Bonvalet Catherine et Françoise Dureau, « Les modes d'habiter : des choix sous contraintes », in Françoise Dureau *et al.* (dir.), *Métropoles en mouvement. Une comparaison internationale*, Paris, Anthropos, 2000, p. 131-153.
- Bonvalet Catherine et Anne-Marie Fribourg (dir.), *Stratégies résidentielles*, Paris, INED, 1990.
- Bonvalet Catherine, Anne Gotman et Yves Grafmeyer (dir.), *La famille et ses proches. L'aménagement des territoires*, Paris, Presses Universitaires de France, 1999.
- Bonvalet Catherine, Dominique Maison, Hervé Le Bras et Lionel Charles, « Proches et parents », *Population*, n° 1, 1993, p. 83-110.
- Bonvalet Catherine et Pierre Merlin, *Les Transformations de la famille et de l'habitat* Paris, INED, 1988.
- Boucheret Jean-Michel, Jean-Louis Cohen et Robert Joly, *Les Transformations de l'habitat rural : "on a cru bien faire"*, Paris, CORDA, 1976.
- Boudon Philippe, *Pessac de Le Corbusier, 1927-1967. Étude socio-architecturale*, Paris, Dunod, 1977.
- Bouffartigue Paul, *Le retour des classes sociales : inégalités, dominations, conflits*, Paris, La dispute, Etat des lieux, 2004.
- Bouillon Florence, « Squats et errance : quels enseignements ? », *Les SDF : représentations, trajectoires et politiques publiques*, Paris, PUCA, 2003, p. 124-131.
- Bouillon Florence, *Les mondes du squat. Anthropologie d'un habitat précaire*, Paris, Presses Universitaires de France (Coll. « Partage du savoir »), 2009.
- Bouillon Florence, Vincent Girard et Sandrine Musso, « Du droit au logement aux expériences de l'habiter. Ce que la « folie » nous enseigne », *Bulletin Amades*, [en ligne], n° 69, 2007, <http://amades.revues.org/404> (page consultée le 21 novembre 2015).
- Bouly de Lesdain Sophie, « Installing Rooftop Solar Panels in Private Homes: The Case of Small Electricity Producers on Reunion Island (Indian Ocean) », *Research in Economic Anthropology*, vol. 35, 2015, p. 25-46.
- Bourdieu Pierre, *Un Art moyen. Essai sur les usages sociaux de la photographie*, Paris, Minit, 1965.
- Bourdieu Pierre, « La maison kabyle ou le monde renversé », in Jean Pouillon et P. Maranda (dir.), *Echanges et communication. Mélanges offerts à Claude Lévi-Strauss, II*, La Haye, Paris, Mouton, 1970, p. 739-758.
- Bourdieu Pierre, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minit, 1979.
- Bourdieu Pierre, *Le sens pratique*, Paris, Éditions de Minit, 1980.
- Bourdieu Pierre, « Un placement de père de famille. La maison individuelle : spécificité du produit et logique du champ de production », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 81-82, 1990, p. 6-33.
- Bourdieu Pierre, *Esquisse de la théorie de la pratique. Précédé de trois études d'ethnologie kabyle*, Paris, Seuil, 2000 [1972].

- Bourdieu Pierre et Monique Saint-Martin (de), « Le sens de la propriété. La genèse sociale des systèmes de préférences », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 81-82, 1990, p. 52-64.
- Bourdin Alain, *La question locale*, Paris, Presses Universitaires de France, 2000.
- Bourdin Alain, « Mobilités et programme de la sociologie », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 118, 2005, p. 5-21.
- Bouvier Pierre, « L'objet de la socio-anthropologie : Crise, déstructuration, recomposition, perdurance », *Socio-anthropologie*, [en ligne], n° 1, 1997, <http://socio-anthropologie.revues.org/27> (page consultée le 29 août 2014).
- Boyer Dominic, « Energopower: an Introduction », *Anthropological Quarterly*, vol. 87, n° 2, 2014, p. 309-333.
- Bozon Michel, *Vie quotidienne et rapports sociaux dans une petite ville de province*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1984.
- Breheny Mickael, « The Compact City and Transport Energy Consumption », *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 20, n° 1, 1995, p. 81-101.
- Breviglieri Marc, « L'horizon de ne plus habiter et l'absence du maintien de soi en public », in Daniel Céfaï et Isaac Joseph (dir.), *L'Héritage du pragmatisme. Conflits d'urbanité et épreuves de civisme*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2002, p. 319-336.
- Breviglieri Marc, « Habiter l'espace de travail. Perspective sur la routine », *Histoire & sociétés*, n° 9, 2004, p. 19-27.
- Breviglieri Marc, « Le temps des cohabitations », in Phuong-Mai Huynh (dir.), *Habitat et vie urbaine*, Paris, PUCA, 2006a, p. 45-56.
- Breviglieri Marc, « Penser l'habiter, estimer l'habitabilité », *Tracés*, n° 23, 2006b, p. 9-12.
- Breviglieri Marc et Luca Pattaroni, « Le souci de propriété », in Bernard Haumont et Alain Morel (dir.), *La société des voisins*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2005, p. 275-289.
- Breviglieri Marc et Danny Trom, « Troubles et tensions en milieu urbain. Les épreuves citadines et habitantes de la ville », in Daniel Céfaï et Dominique Pasquier (dir.), *Les sens du public. Publics politiques, publics médiatiques*, Paris, Presses Universitaires de France, 2003, p. 399-416.
- Brisepierre Gaëtan, *Les conditions sociales et organisationnelles du changements des pratiques de consommation d'énergie dans l'habitat collectif*, Paris, Université Paris 1 - Sorbonne, 2011.
- Brisepierre Gaëtan, « Les ménages français choisissent-ils réellement leur température de chauffage ? La norme des 19° en question », in Marie-Christine Zélem et Christophe Beslay (dir.), *Sociologie de l'énergie. Gouvernance et pratiques sociales*, Paris, CNRS éditions, 2015, p. 273-281.
- Bromberger Christian, « L'habitat et l'habitation : des objets complexes. Quelles directions pour une analyse ? », *Habitat et espace dans le monde rural*,

- stage de Saint-Riquier mai 1986*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1988, p. 3-13.
- Bromberger Christian et Denis Chevallier (dir.), *Carrières d'objets*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme (Coll. « Ethnologie de la France »), 1999.
- Bromberger Christian et Georges Ravis-Giordani, « Introduction : Espace donné, espace produit ; esquisse d'une approche ethnologique du concept d'espace », in Hélène Balfet et al. (dir.), *Pratiques et représentations de l'espace dans les communautés méditerranéennes*, Nice/Paris, Université de Nice/Presses du CNRS, 1976, p. 13-25.
- Brun Jacques, « Mobilité résidentielle et stratégies de localisation », in Catherine Bonvalet et Anne-Marie Fribourg (dir.), *Stratégies résidentielles*, Paris, INED, 1990, p. 299-312.
- Brun Jacques, « La mobilité résidentielle et les sciences sociales. Transfert de concept et questions de méthodes », *Les annales de la recherche urbaine*, n° 59-60, 1993, p. 3-14.
- Brun Jacques et Catherine Bonvalet, « Logement et division sociale de l'espace », in Marion Ségaud, Catherine Bonvalet et Jacques Brun (dir.), *Logement et habitat, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1998, p. 319-326.
- Büchli Victor (dir.), *The Material Culture Reader*, Oxford, Berg Publishers, 2002.
- Buffet Laurence, « Chapitre 16. Les différences sexuées de l'accès à l'espace urbain chez les adolescents de banlieues populaires », in Marie-Andrée Buisson et Dominique Mignot (dir.), *Concentration économique et ségrégation spatiale*, Paris, De Boeck Supérieur, 2005, p. 303-319.
- Bugeja-Bloch Fanny, *Logement, la spirale des inégalités*, Paris, Presses Universitaires de France, 2013.
- Buller Henry et Keith Hoggart, *International Counterurbanization: British Migrants in Rural France*, Aldershot, Avebury, 1994.
- Cadolle Sylvie, *Entraide et solidarités dans les constellations familiales*, Paris, CNAF, 2003.
- Callon Michel, « Eléments pour une sociologie de la traduction », *L'année sociologique*, vol. 36, 1986, p. 169-208.
- Callon Michel, « Why virtualism paves the way to political impotence », *European Electronic Economic Sociology Newsletter*, vol. 6, n° 2, 2005, p. 3-20.
- Callon Michel et Bruno Latour, « Le grand Léviathan s'apprivoise-t-il ? », in Madeleine Akrich et Michel Callon (dir.), *Sociologie de la traduction. Textes fondateurs*, Paris, Presses de l'École des Mines de Paris, 1989, p. 11-32.
- Campagnac Élisabeth et Lydia Tabary-Taveau, *Nouveaux modes de gestion industrielle, transformation des modes de vie et habitat ouvrier*, Paris, Ministère de l'Environnement et du cadre de vie, Plan-Construction, 1979.

- Candau Joël, *Mémoire et expériences olfactives: anthropologie d'un savoir-faire sensoriel*, Paris, Presses Universitaires de France (Coll. « Sociologie d'aujourd'hui »), 2000.
- Candau Joël, « Intersensorialité humaine et cognition sociale », *Communications*, vol. 86, n° 1, 2010a, p. 25-36.
- Candau Joël, « Préface », in Véronique Dassié (dir.), *Objets d'affection. Une ethnologie de l'intime*, Paris, Éditions du CTHS, 2010b, p. 6-12.
- Carenzo Sebastián, « Lo que (no) cuentan las máquinas: la experiencia sociotécnica como herramienta económica (y política) en una cooperativa de "cartoneros" del Gran Buenos Aires », *Antípoda*, n° 18, 2014, p. 109-135.
- Caroux Jacques, *Évolution des milieux ouvriers et habitat. Étude exploratoire des relations. Mode de vie. Habitat*, Montrouge, Centre d'Ethnologie sociale et de Psychosociologie, 1975.
- Carsten Janet et Stephen Hugh-Jones, « Introduction », in Janet Carsten et Stephen Hugh-Jones (dir.), *About the House. Lévi-Strauss and beyond*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, p. 1-46.
- Cartier Marie, Isabelle Coutant, Olivier Masclet et Yasmine Siblot, *La France des "petits-moyens". Enquête sur la banlieue pavillonnaire*, Paris, La Découverte, 2008.
- Carton de Grammont Sarah, *Savoir vivre avec son temps. Bref précis de cité-jardinage moscovite postsoviétique, comprenant quelques ruses symboliques de politique locale en période de libéralisation économique extrême, divers conseils et tours de main sur l'art du bon voisinage avec les fantômes, ainsi qu'un menu requiem pour des efforts de bonheur*, Paris, École des hautes études en sciences sociales, EHESS, 2013.
- Carton de Grammont Sarah, « Polytopographier les temporalités, ethnographier les avenir », *Temporalités*, [en ligne], n° 22, 2015, <http://temporalites.revues.org/3267> (page consultée le 10 juin 2016).
- Casey Edward S., *The Fate of Place: A Philosophical History*, Oakland, University of California Press, 1997.
- Casey Edward S., « Between Geography and Philosophy: What Does it Mean to be in the Place - World? », *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 91, n° 4, 2001a, p. 683-693.
- Casey Edward S., « Body, Self and Landscape. A Geophilosophical Inquiry into the Place-World », in P. C. Adams, S. Hoelscher et K. E. Till (dir.), *Textures of Place: Exploring Humanist Geographies*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2001b, p. 41-54.
- Castel Robert, « Penser le changement. Le parcours des années 1960-2010 », in Robert Castel et Claude Martin (dir.), *Changements et pensées du changement. Echanges avec Robert Castel*, Paris, La Découverte, 2012, p. 23-41.
- Castelain-Meunier Christine, *La Place des Hommes et les Métamorphoses de la Famille*, Paris, Presses Universitaires de France (Coll. « Sociologie d'aujourd'hui »), 2002.

- Castells Manuel, *La société des réseaux 3. Fin de millénaire*, Paris, Fayard, 1999.
- Centlivres Pierre, « Rites, seuils, passages », *Communications*, n° 70, 2000, p. 33-44.
- Certeau Michel (de), *L'invention du quotidien t.1 Les arts de faire*, 1, Paris, Gallimard, 1990 [1980].
- Certeau Michel (de) et Luce Giard, « Entre-deux », in Michel de Certeau, Luce Giard et Pierre Mayol (dir.), *L'invention du quotidien*, t. 2 Habiter, cuisiner, Paris, Folio, 1992, p. 189-208.
- Chalvon-Demersay Sabine, *Le triangle du XVIIe. Des nouveaux habitants dans un vieux quartier de Paris*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1998 [1984].
- Chamboredon Jean-Claude et Madeleine Lemaire, « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement », *Revue française de sociologie*, n° 11, 1970, p. 3-33.
- Chaplin Davina, « Consuming Work/Productive Leisure: the Consumption Patterns of Second Home Environments », *Leisure Studies*, vol. 18, n° 1, 1999, p. 41-55.
- Chappells Heather et Elizabeth Shove, « Debating the future of comfort: environmental sustainability, energy consumption and the indoor environment », *Building Research & Information*, vol. 33, n° 1, 2005, p. 32-40.
- Charmes Éric et Jean-Michel Léger, « Retour sur « La Ville émergente » », *Flux*, [en ligne], vol. 75, n° 1, 2009, www.cairn.info/revue-flux-2009-1-page-80.htm (page consultée le 8 février 2016).
- Chesneaux Jean, *Habiter le temps*, Paris, Bayard, 1996.
- Chesneaux Jean, « Cinq propositions pour appréhender le temps », *Temporalités*, n° 1, 2004, p. 107-118.
- Chevalier Sophie, *L'ameublement et le décor intérieur dans un milieu populaire urbain : approche ethnographique d'une vraie-fausse banalité*, thèse de doctorat en ethnologie et sociologie comparative, Nanterre, Université de Nanterre-Paris 10, 1992.
- Chevalier Sophie, « Transmettre son mobilier ? Le cas contrasté de la France et de l'Angleterre », *Ethnologie française*, vol. 26, n° 1, 1996, p. 115-128.
- Chevalier Sophie, « From Woollen Carpet to Grass Carpet: Bridging House and Garden in an English Suburb », in Daniel Miller (dir.), *Material Cultures: Why Some Things Matter*, Londres, UCL Press, 1998, p. 47-71.
- Chevalier Sophie, « The Cultural Construction of Domestic Space in France and Britain », *SIGNS : Journal of Women in Culture and Society*, vol. 27, n° 3, 2002, p. 847-856.
- Chevalier Sophie, Emmanuelle Lallement et Sophie Corbillé, *Paris résidence secondaire. Enquête chez ces habitants d'un nouveau genre*, Paris, Belin (Coll. « Anthropolis »), 2013.
- Chiva Isac, « Georges-Henri Rivière un demi-siècle d'ethnologie de la France », *Terrain*, n° 5, 1987a, p. 76-83.

- Chiva Isac, « La maison : le noyau du fruit, l'arbre, l'avenir », *Terrain*, n° 9, 1987b, p. 5-9.
- Chiva Isac (dir.), *Habitat et espace dans le monde rural*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme (Coll. « Collection Ethnologie de la France, cahier 3 »), 1988.
- Chombart de Lauwe Paul-Henry, *La culture et le pouvoir*, Paris, Stock, 1975.
- Chombart de Lauwe Paul-Henry (dir.), *Famille et habitation*, Paris, Presses du CNRS, 1959.
- Chombart de Lauwe Paul-Henry et Louis Couvreur, « La sociologie urbaine en France. Revue des recherches significatives », *Current Sociology*, n° iv, 1955, p. 9-52.
- Chombart de Lauwe Paul-Henry et Thierry Paquot, *Un anthropologue dans le siècle*, Paris, Descartes et Cie, 1996.
- Cihuelo Jérôme, Arthur Jobert et Catherine Grandclément (dir.), *Énergie et transformations sociales : enquêtes sur les interfaces énergétiques*, Paris, Lavoisier, 2015.
- Clair Isabelle, *Les jeunes et l'amour dans les cités*, Paris, Armand Colin, 2008.
- Claudot-Hawad Héléne, « Noces de vent : épouser le vide ou l'art nomade de voyager », in Héléne Claudot-Hawad (dir.), *Voyager d'un point de vue nomade*, Paris, Éditions Paris-Méditerranée, 2002, p. 11-36.
- Claudot-Hawad Héléne, « "Avoir de la cendre" Ancrages nomades en territoire touareg », *Techniques & Culture*, n° 56, 2011, p. 78-97.
- Clavel Maïté, « Eléments pour une nouvelle réflexion sur l'habiter », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, vol. 72, 1982, p. 17-32.
- Clavel Maïté, « L'ethnologie urbaine en France : des sociétés exotiques à l'espace urbain contemporain », *L'homme et la société "Anthropologie de l'espace habité"*, vol. 104, n° 2, 1992, p. 97-109.
- Claverie Élisabeth et Pierre Lamaison, *L'impossible mariage. Violence et parenté en Gévaudan, 17e-18e-19e siècles* Paris, Hachette, 1982.
- Clément Céline et Catherine Bonvalet, « Familles recomposées et ancrage résidentiel », *Espaces et sociétés*, n° 120-121, 2005, p. 79-97.
- Clifford James, *Routes: Travel and Translation in the Late Twentieth Century*, Harvard University Press, 1997.
- Cochez Nicolas, Éric Durieux et David Levy, « Vulnérabilité énergétique. Loin des pôles urbains, chauffage et carburant pèsent fortement dans le budget », *Insee Première*, n° 1530, 2015, p.
- Cohen Lizabeth, *A Consumers' Republic: The Politics of Mass Consumption in Postwar America*, New York, Vintage Books, 2003.
- Cohen Stanley et Laurie Taylor, *Escape Attempts: The Theory and Practice of Resistance to Everyday Life*, Londres, Routledge, 1992.
- Coing Henri, *Rénovation urbaine et changement social*, Paris, Les éditions ouvrières, 1966.
- Collet Anaïs, *Rester bourgeois. Les quartiers populaires, nouveaux chantiers de la distinction*, Paris, La Découverte, 2015.
- Collignon Béatrice et Jean-François Staszak (dir.), *Espaces domestiques*, Rosny-Sous-Bois, Éditions Bréal, 2003.

- Collomp Alain, *La maison du père : famille et village en Haute-Provence aux XVIIe et XVIIIe siècles*, Paris, Presses Universitaires de France, 1983.
- Commenges Hadrien, « Socio-économie des transports : une lecture conjointe des instruments et des concepts », *Cybergéo. Revue européenne de géographie*, [en ligne], 2013, <https://cybergeo.revues.org/25750> (page consultée le 24 novembre 2015).
- Corbin Alain, « Histoire et anthropologie sensorielle », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 14, n° 2, 1990, p. 13-24.
- Corbin Alain, *Le temps, le désir et l'horreur : essais sur le dix-neuvième siècle*, Paris, Flammarion, 1991.
- Corbin Alain, « Les balbutiements d'un temps pour soi », in Alain Corbin (dir.), *L'avènement des loisirs (1850-1960)*, Paris, Aubier, 1995, p. 324-371.
- Correljé Aad et Geert Verbong, « The transition to gas in The Netherlands », in B. Elzen, F. Geels et K. Green (dir.), *System Innovation and the Transition to Sustainability: Theory, Evidence and Policy*, Cheltenham, Edward Elgar, 2004, p. 114-134.
- Corteel Delphine et Stéphane Le Lay (dir.), *Les travailleurs des déchets*, Paris, érès, 2011.
- Courgeau Daniel, « Mobilité géographique, nuptialité et fécondité », *Population*, vol. 31, n° 4-5, 1976, p. 901-915.
- Courgeau Daniel, « Mobilité : déménagement et emploi », in François Ascher (dir.), *Le logement en questions*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1995, p. 141-170.
- Coutard Olivier (dir.), *The Governance of Large Technical Systems*, Londres, Routledge, 1999.
- Coutard Olivier, Gabriel Dupuy et Sylvie Fol, « Mobility of the Poor in Two European Metropolises: Car Dependence Versus Locality Dependence », *Built Environment*, vol. 30, n° 2, 2004, p. 138-145.
- Coutard Olivier et Jean-Pierre Lévy (dir.), *Écologies urbaines*, Paris, Economica-Anthropos, 2010.
- Crawford Matthew, *Éloge du carburateur. Essai sur le sens et la valeur du travail*, Paris, La Découverte, 2010.
- Crompton Rosemary, *Employment and the family: the reconfiguration of work and family life in contemporary societies*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006.
- Crozet Yves et al., *Pétrole, mobilité, CO2 : Les politiques publiques et l'automobilité face à la variation des prix du pétrole*, Paris, PREDIT, 2010.
- Cuisenier Jean, *La maison rustique : logique sociale et composition architecturale*, Paris, Presses Universitaires de France (Coll. « Ethnologies »), 1991.
- Culturello Paul, « Le poids de l'origine et la force de la parenté : la dualité familiale dans les pratiques résidentielles », in Catherine Bonvalet et Anne Gotman (dir.), *Le logement, une affaire de famille*, Paris, L'Harmattan, 1993, p. 111-126.

- Culturello Paul (dir.), *Regards sur le logement : une étrange marchandise*, Paris, L'Harmattan, 1992.
- Culturello Paul et Francis Godard, *Familles mobilisées. Accessions à la propriété du logement et notion de l'effort des ménages*, Paris, Ministère de l'urbanisme et du logement, 1980.
- Da Cunha Antonia, Peter Knoepfel, Jean-Philippe Leresche et Stéphane Nahrath, *Enjeux du développement urbain durable : transformations urbaines, gestion des ressources et gouvernance*, Lausanne, Presses Polytechniques et Universitaires Romandes, 2005.
- Dassié Véronique, *Objets d'affection. Une ethnologie de l'intime*, Paris, Éditions du CTHS, 2010.
- Daune-Richard Anne-Marie, « La qualification dans la sociologie française : en quête des femmes », in Jaqueline Laufer, Catherine Marry et Margaret Maruani (dir.), *Le travail du genre. Les sciences sociales du travail à l'épreuve des différences de sexe*, Paris, La découverte, 2003, p. 138-150.
- Debardieux Bernard, « Enracinement – Ancrage – Amarrage : raviver les métaphores », *L'espace géographique*, vol. 43, n° 1, 2014, p. 68-80.
- Debary Octave et Laurier Turgeon (dir.), *Objets et mémoires*, Paris, Québec, MSH, PUL, 2007.
- Debroux Josette, « Accéder à la maison individuelle en zone périurbaine : passé résidentiel, position dans le cycle de vie et sphères d'identification », *Métropoles*, [en ligne], n° 10, 2012, <http://metropoles.revues.org/4505> (page consultée le 21 novembre 2015).
- Déchaux Jean-Hugues, *Sociologie de la famille*, Paris, La Découverte, 2007.
- Degenne Alain et Marie-Odile Lebeaux, « L'entraide entre les ménages: un facteur d'inégalité sociale ? », *Sociétés contemporaines*, vol. 8, 1991, p. 21-42.
- Degorre Arnaud et Patrick Redor, « Enquêtes annuelles de recensement de 2004 à 2006 », *Insee Première*, vol. 1116, 2007, p.
- Dehling Aurélie, *La mise en soi de l'objet de l'Autre : des concepts de possession et d'appropriation dans le contexte de la consommation d'occasion*, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 2013.
- Delbos Geneviève et Paul Jorion, *La transmission des savoirs* Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1984.
- Delbosc Alexa et Graham Currie, « Causes of Youth Licensing Decline: A Synthesis of Evidence », *Transport Reviews*, vol. 33, n° 3, 2013, p. 271-290.
- Demoli Yoann, « Les femmes prennent le volant. Diffusion du permis et usage de l'automobile auprès des femmes au cours du xxe siècle », *Travail, genre et sociétés*, vol. 32, n° 2, 2014, p. 119-140.
- Deniot Joëlle, *Ethnologie du décor en milieu ouvrier : le bel ordinaire*, Paris, L'Harmattan, 1995.
- Descola Philippe, « Pourquoi les Indiens d'Amazonie n'ont-ils pas domestiqué le pécaré ? », in Bruno Latour et Pierre Lemonnier (dir.), *De la*

- préhistoire aux missiles balistiques. L'intelligence sociale des techniques*, Paris, La Découverte, 1994, p. 329-344.
- Desjardins Xavier et Lucile Mettetal, « L'habiter périurbain face à l'enjeu énergétique », *Flux*, n° 89-90, 2013, p. 46-57.
- Desjeux Dominique *et al.*, *Anthropologie de l'électricité. Les objets électriques dans la vie quotidienne en France*, Paris, L'Harmattan, 1996.
- Desjeux Dominique, Anne Monjaret et Sophie Taponier, *Quand les Français déménagent : circulation des objets domestiques et rituels de mobilité dans la vie quotidienne en France*, Paris, Presses Universitaires de France, 1998.
- Detienne Marcel, *Comment être autochtone. Du pur Athénien au Français raciné*, Paris, Seuil, 2003.
- Diaso Nicoletta, « La liaison tumultueuse des choses et des corps: un positionnement théorique », in Marie-Pierre Julien et Céline Rosselin (dir.), *Le sujet contre les objets... tout contre. Ethnographies de cultures matérielles*, Paris, CTHS, 2009, p. 21-83.
- Dietrich Pascale *Le logement intolérable*, Paris, Presses Universitaires de France (Coll. « Le Lien social »), 2011.
- Dijst Martin, Martin Lanzendorf, Angela Barendregt et Leo Smit, « Second Homes in Germany and the Netherlands: Ownership and Travel Impact Explained », *Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie*, vol. 96, n° 2, 2005, p. 139-152.
- Dirn Louis, *La société française en tendances 1975-1995*, Paris, Presses Universitaires de France (Coll. « Sociologie d'aujourd'hui »), 1995.
- Dobré Michelle, *L'écologie au quotidien. Éléments pour une théorie sociologique de la résistance ordinaire*, Paris, L'Harmattan, 2002.
- Dodier Nicolas, « Les anthropologies d'un sociologue », *Genèses*, vol. 4, n° 89, 2012, p. 10-27.
- Dorier-Apprill Élisabeth et Sylvie Jaglin (dir.), *Gérer la ville, Du local au mondial*, 2002.
- Dos Santos Irène, « Liens des jeunes d'origine portugaise aux espaces habités familiaux : précarité de la permanence et sens du 'chez-soi' », in Annabelle Morel-Brochet et Nathalie Ortar (dir.), *La fabrique des modes d'habiter. Homme, lieux et milieux de vie*, Paris, L'Harmattan, 2012, p. 239-252.
- Douglas Mary, « The Idea of a Home: a kind of Space », *Social Research*, vol. 58, n° 1, 1991, p. 287-307.
- Douglas Mary, *Comment pensent les institutions, suivi de Il n'y a pas de don gratuit et La connaissance de soi*, Paris, La Découverte/MAUSS, 1999.
- Douglas Mary et Baron Isherwood, *The World of Goods. Towards an Anthropology of Consumption*, Londres, Routledge, 1996 [1979].
- Dubar Claude, « Présentation du numéro Un », *Temporalités. Revue de sciences sociales et humaines*, [en ligne], n° 1, 2004, <http://temporalites.revues.org/539> (page consultée le 23 avril 2015).
- Dubois-Taine Geneviève et Yves Chalas (dir.), *La ville émergente*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1997.

- Dubost Françoise, « L'usage social du passé. Les maisons anciennes dans un village beaujolais », *Ethnologie française*, vol. XII, n° 2, 1982, p. 45-60.
- Dubost Françoise, « Le lotissement, implant urbain en milieu rural ? », *Études rurales*, n° 118-119, 1990, p. 177-196.
- Dubost Françoise, « Le choix du pavillonnaire », in Alain Faure (dir.), *Les premiers banlieusards, aux origines des banlieues de Paris (1860-1940)*, Grâne, Créaphis, 1991.
- Dubost Françoise, « La maison, le beau et la mode », *Terrain*, n° 32, 1999, p. 55-66.
- Dubuisson-Quellier Sophie et Marie Plessz, « La théorie des pratiques », *Sociologie*, [en ligne], n° N°4, vol. 4, 2013, <http://sociologie.revues.org/2030> (page consultée le 26 janvier 2016).
- Duclos Denis, « La notion de mode de vie est-elle encore adéquate pour parler des changements à venir ? », in Michelle Dobré et Salvador Juan (dir.), *Consommer autrement, la réforme écologique des modes de vie*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 305-310.
- Ducourant Hélène, Blandine Mortain et Cécile Vignal, « Processus d'accession à la propriété de classes moyennes en temps de crise. Quelle place pour les enjeux énergétiques dans le choix du logement ? », in Nathalie Ortar et al. (dir.), *Les stratégies d'adaptation des ménages et des entreprises face à la transition énergétique : une comparaison entre les métropoles de Lille et de Lyon*, Lyon, Rapport final pour l'ANR Villes durables 2010, 2014, p. 58-104.
- Dumazedier Joffre, *Révolution culturelle du temps libre : 1968-1988*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1988.
- Dureau Françoise, « Les systèmes résidentiels : concepts et applications », in Françoise Dureau et Jean-Pierre Lévy (dir.), *L'accès à la ville. Les mobilités en question*, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 355-382.
- Durkheim Emile, *Les formes élémentaires de la vie religieuse. Le système totémique en Australie*, Paris, Presses Universitaires de France, 1968 [1912].
- Durkheim Emile et Marcel Mauss, « De quelques formes de classification. Contribution à l'étude des représentations collectives », *L'année sociologique*, [en ligne], n° 6, 1901-1902, http://classiques.uqac.ca/classiques/mauss_marcel/essais_de_socio/T7_formes_classification/formes_classification.pdf (page consultée le 24 novembre 2015).
- Dürr Eveline et Rivke Jaffe, *Urban Pollution. Cultural Meanings, Social Practices*, Oxford, Berghan, 2010.
- Duru-Bellat Marie, « L'intelligence de la main », *La vie des idées*, [en ligne], 2010, <http://www.laviedesidees.fr/L-intelligence-de-la-main.html> (page consultée le 26 janvier 2016).
- Easthope Hazel, « A Place Called Home », *Housing, Theory and Society*, vol. 21, n° 3, 2004, p. 128-138.
- Edgell Stephen, *The sociology of work: continuity and change in paid and unpaid work*, Second Edition éd., Londres, Sage, 2012.

- Ehn Billy et Orvar Löfgren, *The Secret World of Doing Nothing*, Berkeley, University of California Press, 2010.
- Elden Stuart, « Between Marx and Heidegger: Politics, Philosophy and Lefebvre's The Production of Space », *Antipode*, vol. 36, n° 1, 2004, p. 86-105.
- Eleb Monique, *À deux chez soi : des jeunes couples s'installent et racontent leur maison*, Paris, La Martinière, 2002.
- Elias Norbert, *La société des individus*, Paris, Fayard, 1991.
- Elliott Anthony et John Urry, *Mobile Lives*, Londres, Routledge, 2010.
- Elzen Boelie, Frank W Geels et Ken Green (dir.), *System Innovation and the Transition to Sustainability: Theory, Evidence and Policy*, Cheltenham, Edward Elgar, 2004.
- Elzen Boelie et Anna Wieczorek, « Transitions towards sustainability through system innovation », *Technological Forecasting and Social Change*, vol. 7, n° 2, 2005, p. 651–661.
- Emelianoff Cyria, « Durabilité urbaine, modes de vie et solidarités à long rayon d'action », in Olivier Coutard et Jean-Pierre Lévy (dir.), *Écologies urbaines*, Paris, Economica, 2010, p. 302-327.
- Emelianoff Cyria et Ruth Stegassy (dir.), *Les pionniers de la ville durable*, Paris, Autrement, 2010.
- Fabian Johannes, *Le Temps et les autres. Comment l'anthropologie construit son objet*, Toulouse, Anacharsis, 2006 [1983].
- Fabiani Jean-Louis, « La facture des sciences de l'homme et le cognitivisme », *SociologieS*, [en ligne], 2014, <http://sociologies.revues.org/4616> (page consultée le 21 mars 2016).
- Fabre Daniel, « Le rite et ses raisons », *Terrain*, n° 8, 1987, p. 3-7.
- Fabre Daniel (dir.), *Domestiquer l'histoire : ethnologie des monuments historiques*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2000.
- Fabre Daniel et Anna Ioso (dir.), *Les monuments sont habités*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2010.
- Fagnani Jeanne, « La politique d'accueil de la petite enfance en France: ombres et lumières », *Travail, genre et sociétés*, n° 6, 2001, p. 105-119.
- Fainzang Sylvie, « Être ou ne pas être un autre. L'accès terrain en milieu péri-urbain français », in Jacques Gutwirth et Colette Pétonnet (dir.), *Chemins de la ville : enquêtes ethnologiques*, Paris, CTHS, 1987, p. 123-137.
- Farago France, Nicolas Kiès et Christine Lamotte, *Le temps vécu*, Paris, Armand Colin, 2013.
- Faure Alain (dir.), *Les premiers banlieusards, aux origines des banlieues de Paris 1860-1940*, Grane, Créaphis, 1991.
- Featherstone Mike, Nigel Thrift et John Urry, *Automobilities*, Londres, Sage, 2004.
- Feld Steven et Keith Basso (dir.), *Senses of Place*, Santa Fe, School of American Research Press, 1997.
- Feldman Roberta M, « Attachment to Types of Settlements in the United-States. Beyond Satisfaction and Preference Models », in Carole Després et

- Denise Pinché (dir.), *Housing Surveys: Advances in theory and methods*, Laval, Université de Laval, 1997, p. 175-185.
- Felstead Alan et Nick Jewson, *In Work, At Home: Towards an Understanding of Homeworking*, London, Routledge, 2000.
- Felstead Alan, Nick Jewson, Annie Phizacklea et Sally Walters, « Working at home: statistical evidence for seven key hypotheses », *Work, Employment & Society*, vol. 15, n° 2, 2001, p. 215-231.
- Felstead Alan, Nick Jewson et Sally Walters, *Changing places of work (2005.)*. Basingstoke: Palgrave Macmillan.
- Ferrand-Bechmann Dan, *L'Anti-Ville, les Résidences Secondaires*, thèse de doctorat en sociologie, Nanterre, Université de Paris X-Nanterre, 1975.
- Fijalkow Yankel, *Sociologie du logement*, Paris, La Découverte (Coll. « Collection Repères »), 2011.
- Fijalkow Yankel, « Crises et mal-logement : réflexions sur la notion de « vulnérabilité résidentielle » », *Politiques sociales et familiales*, n° 114, 2013, p. 31-38.
- Filiod Jean Paul, *Le désordre domestique : essai d'anthropologie*, Paris, L'Harmattan, 2003.
- Fine Ben et Ellen Leopold, *The world of consumption*, Routledge London, 1993.
- Flipo Fabrice, « L'enjeu écologique – lecture critique de Bruno Latour », *Revue du MAUSS*, [en ligne], n° 27, 2006, p. 481-495, www.cairn.info/revue-du-mauss-2006-1-page-481.htm (page consultée le 21 novembre 2015).
- Fol Sylvie, *La mobilité des pauvres. Pratiques d'habitants et politiques publiques*, Paris, Belin (Coll. « Mappemonde »), 2009.
- Fol Sylvie, Yoan Miot et Cécile Vignal (dir.), *Mobilités résidentielles. Territoires et politiques publiques*, Lille, Presses Universitaires du Septentrion, 2014.
- Fortin Andrée et Carole Després, « Le choix du périurbain à Québec. Nature et biographie résidentielle », *Articulo*, [en ligne], n° 5, 2009, <http://articulo.revues.org/1416> (page consultée le 11 mars 2011).
- Foucault Michel, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1975.
- Foucault Michel, *La Volonté de savoir, Histoire de la sexualité I* Paris, Gallimard, 1976.
- Fouillé Laurent, *L'attachement automobile mis à l'épreuve: étude des dispositifs de détachement et de recomposition des mobilités*, thèse de doctorat en sociologie, Rennes, Université Rennes 2, 2010.
- Fourcaut Annie et Danièle Voldman, « Les Crises du logement en Europe au XXe siècle », *Le Mouvement social*, vol. 245, n° 4, 2013, p. 3-15.
- Frétygn Jean-Baptiste, « Habiter la mobilité : le train comme terrain de réflexion », *L'Information géographique*, vol. 75, n° 4, 2011, p. 110-124.
- Fusulier Bernard et Diane-Gabrielle Tremblay, « Appartenances professionnelles et vie familiale », *Enfances, Familles, Générations*, n° 18, 2013, p. 1-16.
- Gabel Philippe, Octave Debary et Howard Becker, *Vide-greniers*, Grane, Créaphis, 2011.

- Galerand Elsa et Danièle Kergoat, « Le potentiel subversif du rapport des femmes au travail », *Nouvelles questions féminines*, vol. 27, n° 2, 2008, p. 67-82.
- Galland Olivier, « Introduction. Une nouvelle classe d'âge ? », *Ethnologie française*, vol. 40, n° 1, 2010, p. 5-10.
- Gallez Caroline et Vincent Kaufmann, « Aux racines de la mobilité en sciences sociales : contribution au cadre d'analyse socio-historique de la mobilité urbaine », in Mathieu Flonneau et Vincent Guigueno (dir.), *De l'histoire des transports à l'histoire de la mobilité?*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009, p. 41-55.
- Gallez Caroline, Jean-Pierre Orfeuill et Polacchini Annarita, « L'évolution de la mobilité quotidienne. Croissance ou réduction des disparités ? », *Recherche Transports Sécurité*, vol. 56, 1997, p. 27-42.
- Game Ann, « Time, Space, Memory, with Reference to Bachelard », in Mike Featherstone, Scott Lash et Roland Robertson (dir.), *Theory, Culture & Society: Global modernities*, Londres, Sage, 1995, p. 192-209.
- Garabuau-Moussaoui Isabelle, « De la société de consommation à la société de modération. Ce que les Français disent, pensent et font en matière de maîtrise de l'énergie », *Les Annales de la Recherche urbaine*, n° 103, 2007, p. 114-121.
- Garabuau-Moussaoui Isabelle, « Les occupants de bâtiments tertiaires performants en énergie : entre logiques d'usage, salariale et domestique », *SHS Web of conferences*, [en ligne], vol. 9, 2014.
- Garabuau-Moussaoui Isabelle, Françoise Bartiaux et Marjorie Filliastre, « Entre école, famille et médias, les enfants sont-ils des acteurs de transmission d'une attention environnementale et énergétique ? Une enquête en France et en Belgique », in Nathalie Burnay et Annabelle Klein (dir.), *Figures contemporaines de la transmission*, Namur, Presses Universitaires de Namur, 2009, p. 105-120.
- Garat Anne-Marie, *Photos de familles*, Paris, Seuil (Coll. « Fiction & Cie »), 1994.
- Garcia Sandrine, *Mères sous influence: de la cause des femmes à la cause des enfants*, Paris, La Découverte (Coll. « Genre et sexualité »), 2011.
- Geels Frank W, « The hygienic transition from cesspools to sewer systems (1840–1930): the dynamics of regime transformation », *Research Policy*, vol. 35, n° 7, 2006, p. 1069–1082.
- Geels Frank W et Rob Raven, « Non-linearity and expectations in niche-development trajectories: ups and downs in Dutch biogas development (1973–2003) », *Technology Analysis & Strategic Management*, vol. 18, n° 3-4, 2006, p. 375–392.
- Gélard Marie-Luce, *Ethnographie d'un horizon parentaire en Kabylie, Haut Atlas Et Sahara. Des Aït Khebbach à l'anthropologie sensorielle, Volume 1*, Aix-Marseille Université, Mémoire d'Habilitation à Diriger des Recherches, 2012.
- Gélard Marie-Luce et Olivier Sirost, « Corps et langages des sens », *Communications*, vol. 86, n° 1, 2010, p. 7-14.

- Gell Alfred, *The Anthropology of Time: Cultural Constructions of Temporal Maps and Images*, Londres, Bloomsbury Academic, 1996.
- Geslin Philippe, « Les objets sont notre plomb dans la tête. Efficacités en actions, innovations en usages », *Techniques & Culture*, [en ligne], n° 40, 2003, <http://tc.revues.org/1444> (page consultée le 26 mai 2014).
- Gessat-Anstett Élisabeth et Nathalie Ortar, « Entre villégiature et repères identitaires, les pratiques spatiales des résidents secondaires français et russes », in Alain Berger (dir.), *Dynamique rurale, environnement et stratégies spatiales*, Montpellier, Presses de l'Université Paul Valéry, 2001, p. 475-480.
- Gessat-Anstett Élisabeth et Nathalie Ortar, « Circuler entre villes et campagnes. Évolution de l'usage des résidences secondaires en France et en Russie », in Yves Luginbühl (dir.), *Nouvelles urbanités, nouvelles ruralités en Europe*, Bruxelles, Peter Lang, 2007, p. 111-118.
- Ghorra-Gobin Cynthia, « Les lotissements résidentiels fermés: vivre à l'heure des flux et des lieux », in Augustin Berque, Alessia de Biase et Philippe Bonnin (dir.), *L'habiter dans sa poésie première*, Paris, Éditions donner lieu, 2008, p. 147-157.
- Giard Luce, « Faire la cuisine », in Michel de Certeau et Luce Giard (dir.), *L'invention du quotidien 2. Habiter, cuisiner*, Paris, Folio Essais, 1994, p. 211-350.
- Giddens Anthony, *The Constitution of Society: Outline of the Theory of Structuration*, Oxford, Polity Press, 1984.
- Giddens Anthony, *The Consequences of Modernity*, Stanford, Stanford University Press, 1990.
- Giddens Anthony, *Modernity and Self-Identity: Self and Society in the Late Modern Age*, Cambridge, Polity Press, 1991.
- Giddens Anthony, *The Politics of Climate Change*, Cambridge, Polity Press, 2009.
- Gilbert Pierre, « Devenir propriétaire en cité HLM », *Politix*, vol. 101, n° 1, 2013, p. 79-104.
- Gilbert Pierre, *Les classes populaires à l'épreuve de la rénovation urbaine. Transformations spatiales et changement social dans une cité HLM*, thèse de doctorat en sociologie, Lyon, Université de Lyon 2, 2014.
- Gillis John, « Making Time for Family: The Invention of Family Time(s) and the Reinvention of Family History », *Journal of Family History*, vol. 21, n° 1, 1996, p. 4-21.
- Girard Alain, Henri Bastide et Guy Pourcher, « Mobilité géographique et concentration urbaine en France. Une enquête en province », *Population*, vol. 19, n° 2, 1964, p. 227-266.
- Girard Violaine, *Un territoire périurbain, industriel et ouvrier. Promotions résidentielles de ménages des classes populaires et trajectoires d'élus salariés intermédiaires de l'industrie dans la Plaine de l'Ain*, thèse de doctorat en sociologie, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 2009.

- Girard Violaine, Anne Lambert et Hélène Steinmetz, « Propriété et classes populaires : des politiques aux trajectoires », *Politix*, vol. né 101, né 1, 2013, p. 7-20.
- Giraud Colin, *Quartiers gays*, Paris, Presses Universitaires de France (Coll. « Le lien social »), 2014.
- Glaude Michel et François de Singly, « L'organisation domestique : pouvoir et négociation », *  conomie et statistiques*, né 187, 1986, p. 3-30.
- Godard Francis, « Sur le concept de stratégie », in Catherine Bonvalet et Anne-Marie Fribourg (dir.), *Stratégies résidentielles*, Paris, INED, 1990, p. 9-22.
- Godard Francis et Thierry Blöss, « La décohabitation des jeunes », in Catherine Bonvalet et Pierre Merlin (dir.), *Transformation de la famille et habitat*, Paris, INED. (Coll. « Travaux et documents, Cahier né 120 »), 1988, p. 31-55.
- Godard Olivier, « De la pluralité des ordres. Les problèmes d'environnement et de développement durable à la lumière de la théorie de la justification », *Chaire de développement durable EDF-Polytechnique*, né 2004-007, 2004, p. 27.
- Godbout Jacques, « Recevoir, c'est donner », *Communications, L'hospitalité*, vol. 65, né 1, 1997, p. 35-48.
- Godbout Jacques, *Le don, la dette et l'identité: homo donator versus homo oeconomicus*, Paris, La Découverte/M.A.U.S.S, 2003.
- Godbout Jacques et Alain Caillé, *L'esprit du don*, Paris, La Découverte/Poche, 2000 [1992].
- Godelier Maurice et Michel Panoff (dir.), *La production du corps. Approches anthropologiques et historiques*, Amsterdam,   ditions des Archives contemporaines, 1998.
- Goffman Erving, *La mise en scène de la vie quotidienne, II Les relations en public*, Paris, Minuit, 1973.
- Goffman Erving, *Les rites d'interaction*, Paris, Minuit, 1974.
- Goffman Erving, « Fun in games », *Encounters; Two Studies in the Sociology of Interaction*, Eastford, Martino Publishing, 2013 [1961].
- Gojard Séverine, *Le métier de mère*, Paris, La Dispute (Coll. « Corps, santé et société »), 2010.
- Gollac Sibylle, « Gardiennes et bâtisseurs. Genre et production d'histoires autour de "maisons de famille" », in S. Billaud et al. (dir.), *Histoires familiales. Production et transmission du passé dans la parenté contemporaine*, Paris,   ditions de la rue d'Ulm, 2015.
- Gorbán Débora, *Las tramas del carton. Trabajo y familia en los sectores populares del gran buenos aires*, Buenos Aires, Editorial GORLA, 2014.
- Gotman Anne, *Hériter*, Paris, Presses Universitaires de France (Coll. « Economie en liberté »), 1988.
- Gotman Anne, « Le vase c'est ma tante. De quelques propriétés des biens hérités », *Nouvelle revue d'ethnopsychiatrie*, né 14, 1989, p. 125-150.

- Gotman Anne, « Stratégies résidentielles, stratégies de la recherche », in Catherine Bonvalet et Anne-Marie Fribourg (dir.), *Stratégies résidentielles*, Paris, INED, 1990, p. 23-34.
- Gotman Anne, *Dilapidation et prodigalité*, Paris, Nathan, Armand Colin (Coll. « Essais & Recherches, série "Sciences sociales" »), 1995.
- Gotman Anne, « Géographies familiales, petites migrations et générations », in Catherine Bonvalet, Anne Gotman et Yves Grafmeyer (dir.), *La famille et ses proches : l'aménagement des territoires*, Paris, PUF-INED, Travaux et Documents, Cahier n°143, 1999, p. 69-133.
- Gotman Anne, *Le sens de l'hospitalité. Essai sur les fondements sociaux de l'accueil de l'autre*, Paris, Presses Universitaires de France (Coll. « Lien social »), 2001.
- Gotman Anne, « Famille dans l'espace : les bonnes distances », in Philippe Hamman et al. (dir.), *Les mobilités résidentielles à l'aune de la multilocalité*, Strasbourg, Néothèque, 2014, p. 271-287.
- Gouldner Alvin W, « The importance of something for nothing », *For Sociology. Renewal and Critique in Sociology Today*, 1973, p. 260-299.
- Gourcy (de) Constance, « Autonomie dans la migration et dimension mémorielle des lieux », *Espaces et sociétés*, n° 122, 2005, p. 189-122.
- Goyon Marie, Patricia Lejoux et Nathalie Ortar, *Dépendance automobile et territoires périurbains : de nouvelles perspectives ?*, Vaulx-en-Velin, Rapport final pour l'ADEME, 2010.
- Grafmeyer Yves, *Habiter Lyon, milieux et quartiers du centre ville*, Lyon, CNRS éditions -Presses universitaires de Lyon, 1991.
- Grafmeyer Yves, « Introduction », in Yves Grafmeyer et Francine Dansereau (dir.), *Trajectoires familiales et espaces de vie en milieu urbain*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1998, p. 7-15.
- Grafmeyer Yves, « Le quartier des sociologues », in Jean-Yves Authier, Marie-Hélène Bacqué et France Guérin-Pace (dir.), *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris, La Découverte, 2006, p. 21-31.
- Grafmeyer Yves, *Sociologie urbaine*, Paris, Armand Colin (Coll. « Collection 128 »), 2008 [1994].
- Grafmeyer Yves et Francine Dansereau (dir.), *Trajectoires familiales et espaces de vie en milieu urbain*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1998.
- Grafmeyer Yves et Isaac Joseph, « Présentation. La ville-laboratoire et le milieu urbain », in Yves Grafmeyer et Isaac Joseph (dir.), *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Aubier, 1979, p. 5-52.
- Grand David, *Aux bords du chez soi : Étude ethnographique des conditions de l'habiter précaire des hébergés*, thèse de doctorat de sociologie, Saint Étienne, Université Jean Monnet - Saint Étienne, 2013.
- Gras Alain, *Les macro-systèmes techniques*, Paris, PUF (Coll. « Que Sais-Je »), 1997.
- Gras Alain, *Le choix du feu – Aux origines de la crise climatique*, Paris, Fayard, 2007.

- Gray John, « Open spaces and dwelling places: being at home on hill sheep farms in the Scottish Borders », *American Ethnologist* vol. 26, n° 2, 1999, p. 440-460.
- Grésillon Lucile, « Sentir son lieu (ou ne pas le sentir). De l'importance de la sensorialité », in Annabelle Morel-Brochet et Nathalie Ortar (dir.), *La fabrique des modes d'habiter. Homme, lieux et milieux de vie*, Paris, L'Harmattan, 2012, p. 87-102.
- Grin John, « The multilevel perspective and design of system innovations », in J. van den Bergh et F. Bruinsma (dir.), *Managing the Transition to Renewable Energy: Theory and Practice from Local, Regional and Macro Perspectives*, Cheltenham, Edward Elgar, 2008, p. 47-80.
- Grosmesnil Odile, « La consommation d'énergie à usage domestique depuis 40 ans. L'électricité numéro un dans les foyers », *Insee Première*, n° 845, 2002, p.
- Grossetti Michel, « L'imprévisibilité dans les parcours sociaux », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 120, n° 1, 2006, p. 5-28.
- Guedez Annie, « La "belle maison" dans la Grande Lande », in Véronique Nahoum-Grappe et Odile Vincent (dir.), *Le goût des belles choses, : Collection ethnologie de la France, Cahier 19*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2004, p. 49-65.
- Guérin-Pace France et Elena Filippova (dir.), *Ces lieux qui nous habitent. Identité des territoires, territoires des identités*, La Tour d'Aigues, Inéd-éditions de l'Aube, 2008.
- Guillot Michel, « Louer ou acheter son logement / Réflexions sur le rôle de l'avenir dans ce choix », *Consommation*, n° S3083, 1965, p.
- Gupta Akhil et James Ferguson, « Beyond "Culture": Space, Identity and the Politics of Difference », in Akhil Gupta et James Ferguson (dir.), *Culture, Power, Place: Explorations in Critical Anthropology*, Durham (NC), Duke University Press, 1997a, p. 33-51.
- Gupta Akhil et James Ferguson (dir.), *Culture, Power, Place: Explorations in Critical Anthropology*, Durham (NC), Duke University Press, 1997b.
- Gurvitch Georges, « Le contrôle social », *La sociologie au XX^e siècle*, Paris, Presses Universitaires de France, 1947.
- Gustafson Per, « Place Attachment and Mobility », in N. McIntyre, D. R. Williams et K. E. McHugh (dir.), *Multiple Dwelling and Tourism: Negotiating Place, Home and Identity*, Wallingford, Cabi Publishing, 2006, p. 17-31.
- Gutwirth Jacques, « Jalons pour l'anthropologie urbaine », *L'Homme*, vol. 22, n° 4, 1982, p. 5-23.
- Gutwirth Jacques, « L'anthropologie urbaine en France », *Critiques*, n° 438, 1983, p. 872-885.
- Gutwirth Jacques, « L'anthropologie urbaine en France. Un regard rétrospectif », *article inédit*, [en ligne], 2007, <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00267536> (page consultée le 24 novembre 2015).
- Gutwirth Jacques et Colette Pétonnet (dir.), *Chemins de la ville. Enquêtes ethnologiques*, Paris, Éditions du CTHS, 1987.

- Gyr Ueli, « Urban Ethnology à la Française. Contemporary Research in Paris and Its Characteristics », *Ethnologia Europaea*, n° 29, 1999, p. 85–92.
- Habermas Jürgen, *Théorie de l'agir communicationnel*, Paris, Fayard, 1987 [1981].
- Haddad Élie, « Qu'est-ce qu'une "maison" ? De Lévi-Strauss aux recherches anthropologiques et historiques récentes », *L'Homme*, vol. 4, n° 212, 2014, p. 109-138.
- Haicault Monique, *L'expérience sociale du quotidien, corps, espace, temps*, Ottawa, Presses de L'Université d'Ottawa, 2000.
- Halbwachs Maurice, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Mouton & Co, 1976 [1925].
- Halbwachs Maurice, *La mémoire collective*, Paris, Albin Michel, 1997 [1950].
- Hall Edward, « Proxemics », *Current Anthropology*, vol. 9, n° 2, 1968, p. 83-95.
- Hall Stuart, « Gramsci's Relevance for the Study of Race and Ethnicity », *Journal of Communication Inquiries*, vol. 10, 1986a, p. 5-27.
- Hall Stuart, « The Problem of Ideology : Marxism without Guarantees », *Journal of Communication Inquiries*, vol. 10, n° 2, 1986b, p. 28-43.
- Hamberger Klaus, « La maison en perspective. Un modèle spatial de l'alliance », *L'Homme*, vol. 2, n° 194, 2010, p. 7-39.
- Hannerz Ulf, *Explorer la ville*, Paris, Éditions de Minuit, 1983 [1980].
- Hanson Susan et Geraldine Pratt, *Gender, work, and space*, New-York, Routledge, 1995.
- Hanus Christophe, « Être migrant, être sédentaire dans la petite sibérie française : une affaire de lignées familiales ? », *Recherches familiales*, n° 6, 2009, p. 117-130.
- Harvey David, *The Condition of Postmodernity: An Enquiry into the Origins of Cultural Change*, Cambridge, Blackwell, 1989.
- Harvey David, *Justice, Nature and the Geography of Difference*, Londres, Blackwell, 1996.
- Haumont Bernard et Alain Morel (dir.), *La société des voisins*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme (Coll. « Collection Ethnologie de la France, Cahier 21 »), 2005.
- Hay Robert, « A Rooted Sense of Place in Cross-Cultural Perspective », *The Canadian Geographer/Le Géographe canadien*, vol. 42, n° 3, 1998a, p. 245-266.
- Hay Robert, « Sense of Place in a Developmental Context », *Journal of Environmental Psychology*, n° 18, 1998b, p. 5-29.
- Heidegger Martin, *Essais et Conférences*, Paris, Gallimard (Coll. « TEL »), 1980 [1951].
- Heintz Monica et Isabelle Rivoal, « Ethnographies à contre-temps », *Ethnologie française*, vol. 44, n° 3, 2014, p. 389-397.
- Herrenschmidt Olivier, « Un ethnologue mécontent et heureux », *Lettre de l'APRAS [Association pour la recherche en anthropologie sociale]*, vol. 46, 2010, p. 3-15.

- Hilal Mohamed et Yannick Sencébé, « Mobilités quotidiennes et urbanité suburbaine », *Espaces et sociétés*, vol. 1, n° 108, 2002, p. 133-154.
- Hoey Brian A, « From Pi to Pie: Moral Narratives of Noneconomic Migration and Starting Over in the Postindustrial Midwest », *Journal of Contemporary Ethnography*, vol. 35, n° 5, 2005, p. 586-624.
- Hofmeister Heather, « Commuting clocks: journey to work », *It's About Time: Couples and Careers*, 2003, p. 60-79.
- Hoggart Richard, *La culture du pauvre* [« *The Uses of Literacy: Aspects of Working Class Life* »], Paris, Éditions de Minuit, 1970 [1957].
- Howes David et Jean-Sébastien Marcoux, « Introduction à la culture sensible », *Anthropologie et sociétés*, vol. 30, n° 3, 2006, p. 7-17.
- Hoyaux André-Frédéric, « Entre construction territoriale et constitution ontologique de l'habitant : Introduction épistémologique aux apports de la phénoménologie au concept d'habiter », *Cybergéo. Revue européenne de géographie*, 2002, p.
- Huynh Phuong-Mai (dir.), *Habitat et vie urbaine. Changements dans les modes de vie*, Paris, PUCA, 2006.
- Ilmonen Kaj, « Sociology, Consumption and Routine », in Jukka Gronow et Alan Warde (dir.), *Ordinary Consumption*, Londres, Routledge, 2013, p. 9-23.
- Ingold Tim, *The Perception of the Environment. Essays on Livelihood, Dwelling and Skill*, Londres, Routledge, 2000.
- Ingold Tim, « Culture on the Ground. The World Perceived through the Feet », *Journal of Material Culture*, vol. 9, n° 3, 2004, p. 315-340.
- Ingold Tim, « L'Outil, l'esprit et la machine : Une excursion dans la philosophie de la « technologie » », *Techniques et Cultures*, [en ligne], n° 54-55, 2010, <http://tc.revues.org/5004> (page consultée le 26 août 2014).
- Ingold Tim, *Being Alive: Essays on Movement, Knowledge and Description*, Londres, Routledge, 2011.
- Ingold Tim, *Marcher avec les dragons*, Paris, Zones sensibles, 2013.
- Ingold Tim, *Une brève histoire des lignes*, Paris, Zones sensibles, 2013 [2007].
- Ingold Tim et Jo Lee Vergunst (dir.), *Ways of Walking: Ethnography and Practice on Foot* Aldershot, Ashgate, 2008.
- Jaakson Reiner, « Second-Home and Domestic Tourism », *Annals of Tourism Research*, n° 13, 1986, p. 357-391.
- Jackson Michael, *At Home in the World*, Durham, Duke University Press, 1995.
- Jaglin Sylvie, « Urban Energy Policies and the Governance of Multilevel Issues in Cape Town », *Urban Studies*, vol. 51, n° 7, 2014, p. 1394-1414
- Jaillet Marie-Christine, « L'espace périurbain : un univers pour les classes moyennes », *Esprit*, n° mars-avril, 2004, p. 40-62.
- Jaisson Marie, « Temps et espace chez Maurice Halbwachs (1925-1945) », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, n° 1, 1999, p. 163-178.
- Jarrigeon Anne, « Des corps aux lieux urbains. Habiter les espaces publics », in Annabelle Morel-Brochet et Nathalie Ortar (dir.), *La fabrique des modes d'habiter. Homme, lieux et milieux de vie*, Paris, L'Harmattan, 2012, p. 185-200.

- Jeanjean Agnès et Ingrid Sénépart, « Habiter le temporaire. Habitations de fortune, mobiles et éphémères », *Techniques & Culture*, [en ligne], vol. 56, 2001, <https://tc.revues.org/5219> (page consultée le 21 novembre 2015).
- Jolas Tina, Marie-Claude Pingaud, Yvonne Verdier et Françoise Zonabend (dir.), *Une campagne voisine*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1990.
- Jolivet Marie-José et Philippe Léna, « Des territoires aux identités », *Autrepart "Logiques identitaires, logiques territoriales"*, n° 14, 2000, p. 5-16.
- Jonas Hans, *Le principe de responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*, Paris, Flammarion (Coll. « Champs Essais »), 2013 [1979].
- Jorgensen Joseph, *Oil Age Eskimos*, Berkeley, University of California Press, 1990.
- Joseph Alun E. et Al. Chalmers, « Growing Old in Place: a View from Rural New Zealand », *Health & Place*, vol. 1, n° 2, 1995, p. 79-90.
- Joseph Isaac, « Tactiques et figures disciplinaires », in Isaac Joseph, Philippe Fritsch et Alain Battégay (dir.), *Recherches. Disciplines à domicile : édification de la famille*, Paris, CERFI, 1976.
- Joseph Isaac, *Le passant considérable. Essai sur la dispersion de l'espace public*, Paris, Méridiens, 1984.
- Jouenne Noël, *Dans l'ombre du Corbusier. Ethnologie d'un habitat collectif ordinaire*, Paris, L'Harmattan, 2007.
- Juan Salvador, *Sociologie des genres de vie. Morphologie culturelle et dynamique des positions sociales*, Paris, Presses Universitaires de France, 1991.
- Juan Salvador, « Les niveaux d'analyse sociologique des systèmes de représentation et de pratiques », *Espaces et sociétés*, vol. 73, 1994, p. 13-50.
- Juan Salvador, « Introduction : la relation environnement – mode de vie comme question sociologique », in Michelle Dobré et Salvador Juan (dir.), *Consommer autrement. De la réforme écologique des modes de vie*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 5-9.
- Juan Salvador, « Le concept de routine dans la socio-anthropologie de la vie quotidienne », *Espace populations sociétés*, [en ligne], n° 1-2, 2015.
- Julien Marie-Pierre et Céline Rosselin (dir.), *Le sujet contre les objets... tout contre. Ethnographies de cultures matérielles*, Paris, Éditions du CTHS, 2009.
- Julien Marie-Pierre, Céline Rosselin et Jean-Pierre Warnier, « Le corps : matière à décrire », *Corps*, vol. 1, n° 1, 2006, p. 45-52.
- Julien Marie-Pierre et Jean-Pierre Warnier, *Approches de la culture matérielle. Corps à corps avec l'objet*, Paris, L'Harmattan, 1999.
- Kagermeier Andreas, *Siedlungsstruktur und Verkehrsmobilität: Eine Empirische Untersuchung am Beispiel von Südbayern*, Dortmund, Dortmunder Vertrieb für Bau-und Planungsliteratur, 1997.

- Kaufmann Jean-Claude, *La chaleur du foyer: analyse du repli domestique*, Paris, Méridiens Klincksieck (Coll. « Sociologies au quotidien »), 1988.
- Kaufmann Jean-Claude, « Les habitudes domestiques », in François de Singly (dir.), *La Famille, état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1991, p. 124-132.
- Kaufmann Jean-Claude, *La trame conjugale*, Nathan, 1992.
- Kaufmann Jean-Claude, *Le coeur à l'ouvrage: théorie de l'action ménagère*, Paris, Nathan, 1997.
- Kaufmann Jean-Claude, *L'invention de soi: une théorie de l'identité*, Paris, Armand Colin, 2004.
- Kaufmann Vincent, *Les Paradoxes de la mobilité. Bouger, s'enraciner*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2008.
- Kaufmann Vincent et Bertrand Montulet, « Between Social and Spatial Mobilities: The Issue of Social Fluidity », in Weert Canzler, Vincent Kaufmann et Sven Kesselring (dir.), *Tracing Mobilities: Towards a Cosmopolitan Perspective*, Farnham, Ashgate, 2009, p. 37-55.
- Kemp René et Harro van Lente, « The dual challenge of sustainability transitions », *Environmental Innovation and Societal Transitions*, vol. 1, n° 1, 2011, p. 121-124.
- Kesselring Sven, « The Mobile Risk Society », in Weert Canzler, Vincent Kaufmann et Sven Kesselring (dir.), *Tracing Mobilities. Towards a Cosmopolitan Perspective*, Farnham, Ashgate, 2009, p. 77-102.
- Kilani Mondher, « L'objet dans tous ses états », *Gradhiva*, [en ligne], vol. 8, 2008, <http://gradhiva.revues.org/1218> (page consultée le 26 mai 2014.).
- Klein Olivier, Nathalie Ortar et Pascal Pochet, « Mobilités, différenciations et inégalités : des questions actuelles », *EspacesTemps.net*, [en ligne], n° Théorie, 25.04.2007, 2007, <http://www.espacestemp.net/articles/mobilites-differenciations-inegalites/> (page consultée le 26 janvier 2016).
- Knight Daniel, « Cultural Proximity: Crisis, Time and Social Memory in Central Greece », *History and Anthropology*, vol. 23, n° 3, 2012, p. 349-374.
- Knight Daniel, « A Critical Perspective on Economy, Modernity and Temporality in Contemporary Greece through the Prism of Energy Practice », *GreeSE: Hellenic Observatory papers on Greece and Southeast Europe*, n° 81, 2014, p. 1-44.
- Knight Daniel, *History, Time and Economic Crisis in Central Greece*, New York, Palgrave, 2015a.
- Knight Daniel, « Opportunism and diversification: entrepreneurship and livelihood strategies in uncertain times », *Ethnos: Journal of Anthropology*, vol. 80, n° 1, 2015b, p. 117-144.
- Knight Daniel et Sandra Bell, « Pandora's Box: photovoltaic energy and economic crisis in Greece », *Journal of Renewable and Sustainable Energy*, vol. 5, n° 3, 2013, p.
- Kofman Eleonore et Elizabeth Lebas (dir.), *Writings on Cities. Henri Lefebvre*, Oxford, Wiley-Blackwell, 1995.

- Kopytoff Ivan, « The Cultural Biography of Things, Commoditization as Process », in Arjun Appadurai (dir.), *The social Life of Things. Commodities in Cultural Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986, p. 64-91.
- Kruse John, Judith Kleinfeld et Robert Travis, « Energy Development on Alaska's North Slope: Effects on the Inupiat Population », *Human Organization*, vol. 41, n° 2, 1982, p. 97-106.
- Kuhnimhof Tobias *et al.*, « Men Shape a Downward Trend in Car Use among Young Adults, Evidence from Six Industrialized Countries », *Transport Reviews*, 2012, p. 1-19.
- Kuhnimhof Tobias, Dirk Zumkeller et Bastian Chlond, « Who Made Peak Car, and How? A Breakdown of Trends over Four Decades in Four Countries », *Transport Reviews*, vol. 33, n° 3, 2013, p. 325-342.
- Kuper Adam, « Existe-t-il une « école européenne » en anthropologie ? », *Critique*, vol. 1, n° 680-681, 2004, p. 150-159.
- La Mache Denis, *L'art d'habiter un grand ensemble HLM*, Paris, L'Harmattan, 2006.
- Labarre (de) Matthieu « Les trois dimensions de l'expérience alimentaire du mangeur : l'exemple du Sud-Ouest français », *Anthropology of food*, [en ligne], vol. S1, 2001, <http://aof.revues.org/1206> (page consultée le 4 mai 2015).
- Laigle Lydie, *Vers des villes durables - Les trajectoires de quatre agglomérations européennes*, Paris, PUCA, 2009.
- Lakoff G. et M. Johnson, *Les Métaphores dans la vie quotidienne*, Paris, Minuit, 1985.
- Lallement Michel, « Une antinomie durkheimienne... et au-delà. Regards sociologiques sur le temps et les temporalités », *Temporalités*, [en ligne], n° 8, 2008, <http://temporalites.revues.org/72> (page consultée le 23 avril 2015).
- Lamaison Pierre et Claude Lévi-Strauss, « La notion de maison. Entretien avec Claude Lévi-Strauss par Pierre Lamaison », *Terrain*, n° 9, 1987, p. 34-39.
- Lambert Anne, *"Tous propriétaires !" Politiques urbaines et parcours d'accédants dans les lotissements périurbains (des années 1970 à 2010)*, thèse de doctorat en sociologie, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 2012.
- Lambert Anne, *"En prendre pour 25 ans" : la double peine des acquéreurs de milieux populaires dans l'accès au crédit immobilier. L'accession à la propriété. Tensions et ambivalences d'une aspiration partagée*, CLERSE-Université de Lille 1, 2013.
- Lambert Anne, « Tous propriétaires ! ». *L'envers du décor pavillonnaire*, Paris, Seuil (Coll. « Liber »), 2015.
- Lancaster William et Felicity Lancaster, « Who Are these Nomads? What Do they Do? », in Joseph Ginat et Anatoly Khazanov (dir.), *Changing Nomads in a Changing World*, Sussex Academic Press, Brighton, 1998, p. 24-37.

- Lannéelle Xavière, « Va-et-vient. Entre deux lieux, entre recherche et récit », *EspacesTemps.net*, [en ligne], 2004, <http://espacestems.net/document153.h> (page consultée le 24 novembre 2015).
- Lannoy Pierre, « L'automobile comme objet de recherche, Chicago, 1915-1940 », *Revue française de sociologie*, vol. 44, n° 3, 2003, p. 497-529.
- Lash Scott, « Individualization in a non-linear mode », in Ulrich Beck et Elizabeth Beck-Gernsheim (dir.), *Individualization*, Londres, Sage, 2012, p. vii-xiii.
- Latour Bruno, « Comment redistribuer le Grand Partage ? », *Revue de synthèse*, n° 110, 1983, p. 203-236.
- Latour Bruno, *Changer de société – refaire de la sociologie*, Paris, La Découverte, 2006.
- Le Breton David, « Pour une anthropologie des sens », *VST - Vie sociale et traitements*, vol. 96, n° 4, 2007, p. 45-53.
- Le Breton David, *Anthropologie du corps et modernité*, Paris, Presses Universitaires de France (Coll. « Quadrige Essais Débats »), 2008.
- Le Breton Éric, *Domicile-travail : les salariés à bout de souffle*, Paris, Carnets de l'info (Coll. « Modes de ville »), 2008.
- Le Breton Éric, *Pour une critique de la ville. La sociologie urbaine française 1950-1980*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes (Coll. « Le sens social »), 2012.
- Le Wita Béatrix, « Mémoire : l'avenir du présent », *Terrain*, n° 4, 1985, p. 15-26.
- Le Wita Béatrix, *Ni vue ni connue. Approche ethnographique de la culture bourgeoise*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme (Coll. « Ethnologie de la France »), 1988.
- Leccardi Carmen, « Resisting “Acceleration Society” », *Constellations*, vol. 10, n° 1, 2003, p. 34-41.
- Leccardi Carmen, « Accélération du temps, crise du futur, crise de la politique », *Temporalités. Revue de sciences sociales et humaines*, [en ligne], n° 13, 2011, <http://temporalites.revues.org/1506> (page consultée le 12 mars 2013).
- Leclerc-Olive Michèle, *Le dire de l'événement: biographique*, Lille, Presses Universitaires du Septentrion, 1997.
- Ledrut Raymond, *L'espace en question : ou le nouveau monde urbain*, Paris, Anthropos, 1976.
- Lees Johanna, *Ethnographier la précarité énergétique : au-delà de l'action publique des mises à l'épreuve de l'habiter*, thèse de doctorat en sociologie, Marseille, École des hautes études en sciences sociales - Centre Vieille Charité, 2014.
- Lefebvre Henri, *La somme et le reste*, Paris, La Nef de Paris éditions, 1959.
- Lefebvre Henri, *La révolution urbaine*, Paris, Gallimard, 1970.
- Lefebvre Henri, *La production de l'espace*, Paris, Economica, 1974.
- Lefebvre Henri, *Critique de la vie quotidienne: Tome 2, 2*, Paris, L'Arche, 1980.

- Lefebvre Henri, « Préface », in Henri Raymond *et al.* (dir.), *L'Habitat pavillonnaire*, Paris L'Harmattan, 2001 [1966], p. 7-23.
- Léger Jean-Michel, « Habiter le logement, habiter la ville », in Marion Segaud, Catherine Bonvalet et Jacques Brun (dir.), *Logement et habitat. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1998, p. 365-373.
- Legrand Caroline et Nathalie Ortar, « L'hypermobilité est-elle à l'origine de nouveaux modes d'habiter », in Sandrine Depeau et Thierry Ramadier (dir.), *Se déplacer pour se situer, Places en jeux, enjeux de classes*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2011, p. 57-72.
- Lejoux Patricia et Nathalie Ortar, « Les choix de mobilité des ménages et des entreprises à l'aune des nouvelles contraintes énergétiques : quelle prise en compte de la pollution atmosphérique ? », *Pollution atmosphérique*, [en ligne], n° 223, 2014a, <http://lodel.irevues.inist.fr/pollution-atmospherique/index.php?id=4615> (page consultée le 26 janvier 2016).
- Lejoux Patricia et Nathalie Ortar, « Les pratiques de mobilité des ménages et des entreprises à l'épreuve de la transition énergétique : quelles dynamiques de changement ? Le cas des territoires périurbains de l'agglomération lyonnaise », in Helga-Jane Scwarwell, Divya Leducq et Annette Groux (dir.), *Transitions énergétiques : quelles dynamiques de changement ?*, Paris, L'Harmattan, 2015.
- Lejoux Patricia et Nathalie Ortar (dir.), *La transition énergétique : vrais enjeux, faux départs ?*, SHS web of conferences, 2014b.
- Lejoux Patricia, Nathalie Ortar et Florian Vanco, *Bibliographie "Ménages périurbains et dépenses énergétiques"*, Lyon, Agence d'Urbanisme de Lyon, 2008.
- Lelièvre Eva et Nicolas Robette, « Les trajectoires spatiales d'activité des couples », *Temporalités*, [en ligne], n° 11, 2010, <http://temporalites.revues.org/1182> (page consultée le 28 février 2012).
- Lenclud Gérard, « Le grand partage ou la tentation ethnologique », in Gérard Althabe, Daniel Fabre et Gérard Lenclud (dir.), *Vers une ethnologie du présent*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de de l'homme, 1992, p. 9-38.
- Lenclud Gérard, *L'Universalisme ou le Pari de la raison : anthropologie, histoire, psychologie*, Paris, Seuil/EHESS/Gallimard, 2013.
- Lepoutre David, *Cœur de banlieue. Codes, rites et langages*, Paris, Odile Jacob, 2001 [1997].
- Leroi-Gourhan André, *Encyclopédie française*, T. VII : L'espèce humaine, Paris, Comité de l'encyclopédie française, 1936.
- Leroi-Gourhan André, *Le geste et la parole, tome I Technique et langage*, Paris, Albin Michel, 1964.
- Leroi-Gourhan André, *Milieu et technique*, Paris, Albin Michel (Coll. « Sciences aujourd'hui »), 1992 [1945].
- Lévi-Strauss Claude, *La pensée sauvage*, Paris, Pion, 1962.
- Lévy-Vroelant Claire, Marie-Flore Mattei et Virginie Bathellier (dir.), *Annales de la recherche urbaine, Ville et vulnérabilités*, 2015.

- Levy Albert et Cyria Emelianoff, « Éditorial », *Espaces et sociétés*, vol. 147, 2011, p. 7-23.
- Lévy Jean-Pierre, « Parcours d'habitants », in Jean-Yves Authier (dir.), *Du domicile à la ville. Vivre en quartier ancien*, Paris, Anthropos, 2001, p. 21-50.
- Lévy Jean-Pierre, « Ville et environnement : pour un changement de paradigme », in Olivier Coutard et Jean-Pierre Lévy (dir.), *Écologies urbaines*, Paris, Economica, 2010, p. 3-14.
- Lévy Jean-Pierre et Françoise Dureau, *L'accès à la ville: les mobilités spatiales en questions*, Paris, L'Harmattan, 2002.
- Licaj Ildir, Mouloud Haddak, Pascal Pochet et M. Chiron, « Individual and contextual socio-economic disadvantages and car driving between 16 and 24 years of age: A multilevel study in the Rhône Département (France) », *Journal of Transport Geography*, vol. 22, 2012, p. 19-27.
- Lion Gaspard, « En quête de chez-soi. Le bois de Vincennes, un espace habitable ? », *Annales de Géographie*, vol. 3, 2014, p. 697.
- Löfgren Orvar, « Le retour des objets ? L'étude de la culture matérielle dans l'ethnologie suédoise », *Ethnologie française*, vol. 26, n° 1, 1996, p. 140-150.
- Lohmann Larry, Nicolas Hildyard et Sarah Sexton. *Energy Alternatives. Surveying the Territory*, [en ligne], 2013, <http://www.thecornerhouse.org.uk/resource/energy-alternatives> (page consultée le 22 juillet 2014).
- Lovell Sephen, *Summerfolk : a history of the dacha, 1710-2000*, Ithaca, Cornell University Press, 2003.
- Low SETHA, « Anthropological Theories of Body, Space and Culture », *Space and Culture*, vol. 6, n° 1, 2003, p. 9-18.
- Löwy Michael, « Ernst Blochs „Prinzip Hoffnung“ versus Hans Jonas“ „Prinzip Verantwortung“ », in Christian Wiese et Eric Jacobsohn (dir.), *Weiterwohlichkeit der Welt. Zur Aktualität von Hans Jonas*, Francfort, Philo Verlag, 2003.
- Luhmann Niklas, « Die Knappheit der Zeit und die Vordringlichkeit des Befristeten (1968) », in Niklas Luhmann (dir.), *Politische Planung. Aufsätze zur Soziologie von Politik und Verwaltung*, Wiesbaden, VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2007, p. 143-164.
- Lussault Michel, *L'avènement du monde : Essai sur l'habitation humaine de la Terre*, Paris, Seuil (Coll. « La couleur des idées »), 2013.
- Lyons Glenn et John Urry, « Travel time use in the information age », *Transportation Research Part A*, n° 39, 2005, p. 257-276.
- Macdonald Charles J-H, « L'anthropologie sociale en France, dans quel état ? », *Ethnologie française*, vol. 38, n° 4, 2008, p. 617-625.
- Magri Susanna, « Le pavillon stigmatisé. Grands ensembles et maisons individuelles en sociologie des années 1950 à 1970 », *L'année sociologique*, vol. 58, n° 1, 2008, p. 171-202.
- Maison Dominique, « Effet d'alliance et transmission différée dans le rapport à la propriété et à l'habitat », in Catherine Bonvalet et Anne Gotman (dir.),

- Le Logement, une affaire de famille : L'approche intergénérationnelle des statuts résidentiels*, Paris, L'Harmattan, 1992, p. 87-109.
- Maison Dominique, « Dimensions familiales de la mobilité résidentielle », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n° 59-60, 1993, p. 45-50.
- Malkki Liisa, « National Geographic: the Rooting of Peoples and the Territorialisation of National Identity among Scholars and Refugees », *Cultural Anthropology*, vol. 7, n° 1, 1992, p. 24-44.
- Mallon Isabelle, « Le chez-soi des personnes âgées en maison de retraite », in Béatrice Collignon et Jean-François Staszak (dir.), *Espaces domestiques*, Rosny-sous-Bois, Éditions Bréal, 2003, p. 370-381.
- Mallon Isabelle, *Vivre en maison de retraite. Le dernier chez-soi*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes (Coll. « Le sens social »), 2005.
- Mandinaud Vincent, Nathalie Ortar et Philippe Zittoun, « Les mobiles cartographiques : artefacts techniques ou ressources pour l'action ? », in P. Allard, D. Fox et B. Picon (dir.), *Incertitudes et environnement, la fin des certitudes scientifiques*, Aix, Edisud, 2008, p. 99-114.
- Maniates Mickael F., « Individualization: Plant a Tree, Buy a Bike, Save the World? », *Global Environmental Politics*, vol. 1, n° 3, 2001, p. 31-52.
- Mann Sandi et Lynn Holdsworth, « The Psychological Impact of Teleworking: Stress, Emotions and Health », *New Technology, Work and Employment*, vol. 18, n° 3, 2003, p. 196-211.
- Marlière Éric, « Les "jeunes de cité". Territoires et pratiques culturelles », *Ethnologie française*, vol. 38, n° 4, 2008, p. 711-721.
- Marois Alexandra, « D'un habitat mobile à un habitat fixe », *Études mongoles et sibériennes, centrasiatiques et tibétaines*, n° 36-37, 2006, p. 207-237.
- Marry Catherine, *Les femmes ingénieurs: une révolution respectueuse*, Paris, Belin, 2004.
- Martiniello Marco et Patrick Simon, « Les enjeux de la catégorisation. Rapports de domination et luttes autour de la représentation dans les sociétés post-migratoires », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 21, n° 2, 2005, p. 7-18.
- Maruani Margaret, Jeanne Fagnani, Dominique Méda et Claude Martin, « Vie professionnelle : l'arbitrage impossible », *Esprit*, n° mars-avril, 2001, p. 187-202.
- Massey Doreen, *Space, Place and Gender*, Oxford, Polity, 1994.
- Massey Doreen, « The Conceptualization of Place », in Doreen Massey et Pat Jess (dir.), *A Place in the World? Places, Cultures and Globalization*, Oxford, Oxford University Press, 1995, p. 45-85.
- Massey Doreen, *Power-Geometries and the Politics of Space-Time : Hettner-Lecture 1998*, Heidelberg, Université de Heidelberg, 1999.
- Massot Marie-Hélène et Jean-Pierre Orfeuil, « La mobilité au quotidien, entre choix individuel et production sociale », *Cahiers internationaux de sociologie*, n° 108, 2005, p. 81-100.
- Massot Marie-Hélène et Jean-Pierre Orfeuil, « La contrainte énergétique doit-elle réguler la ville ou les véhicules? Mobilités urbaines et réalisme écologique », *Annales de la Recherche Urbaine*, n° 107, 2007, p.

- Mathieu Nicole, « Rural et urbain : unité et diversité dans l'évolution des modes d'habiter », in Marcel Jollivet et Nicole Eizner (dir.), *L'Europe et ses campagnes*, Paris, Presses FNSP, 1996, p. 187-216.
- Mathieu Nicole, « Le mode d'habiter. À l'origine d'un concept », in Annabelle Morel-Brochet et Nathalie Ortar (dir.), *La fabrique des modes d'habiter. Homme, lieux et milieux de vie*, Paris, L'Harmattan, 2012, p. 35-53.
- Maurin Éric, *La peur du déclassement : une sociologie des récessions*, Paris, Seuil, 2009.
- Mauss Marcel, « Les techniques du corps », *Journal de Psychologie*, [en ligne], vol. 32, n° 3-4, 1936, http://classiques.uqac.ca/classiques/mauss_marcel/socio_et_anthro/6_Techniques_corps/Techniques_corps.html (page consultée le 21 novembre 2015).
- Mauss Marcel, « Essai sur les variations saisonnières des sociétés Eskimos », *Sociologie et anthropologie*, Paris, Presses Universitaires de France, 1966 [1904-1905], p. 387-477.
- Mayol Pierre, « Habiter », in Michel de Certeau, Luce Giard et Pierre Mayol (dir.), *L'invention du quotidien, tome 2*, Paris, Folio, 1994, p. 15-185.
- Meillassoux Claude, *Urbanization of an African Community: Voluntary Associations in Bamako*, Seattle & Londres, American Ethnological Society, University of Washington Press, 1968.
- Melosi Martin, « Energy Transitions in Historic perspective », in Laura Nader (dir.), *The Energy Reader*, Oxford, Wiley-Blackwell, 2010, p. 45-60.
- Merlin Pierre, *La famille éclate, le logement s'adapte*, Paris, Syros-Alternatives (Coll. « Alternatives sociales »), 1990.
- Mignot Dominique et Anne Aguiléra, « Concentration et ségrégation, dynamiques et inscriptions territoriales : bilan et perspectives », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* 2004, p. 645-651.
- Mihăilescu Vintilă « Comment le rustique vint au village. Modernité domestique et domestication de la modernité dans les campagnes roumaines », *Terrain*, n° 57, 2011, p. 96-113.
- Miller Daniel, *Stuff*, Hoboken (NJ), John Wiley & Sons, 2009.
- Miller Daniel (dir.), *Material Cultures: Why Some Things Matter*, Chicago, University Of Chicago Press, 1998.
- Miller Daniel et Sophie Woodward (dir.), *Blue Jeans. The Art of the Ordinary*, University of California Press, 2012.
- Mirza Vincent, « Crise, travail et mariage chez les jeunes femmes à Tokyo : morale, liberté et flexibilisation de la main d'oeuvre », *Anthropologie et sociétés*, vol. 34, n° 2, 2010, p. 65-81.
- Mishi Julian et Nicolas Renahy, « Pour une sociologie politique des mondes ruraux », *Politix*, vol. 21, n° 83, 2008, p. 9-21.
- Monjaret Anne, *Penser le continuum travail et hors travail : comment, pourquoi et sous quelle forme ?*, mémoire d'habilitation à diriger des recherches en Sciences sociales, Paris, Université Paris Descartes – Sorbonne, 2007.

- Monjaret Anne et Valérie Guillard, « Objets bureaucratisés, objets domestiqués ? La fabrique ordinaire de la séparation entre le domicile et le travail », *Revue Socio-anthropologie « Le retournement des choses »*, n° 30, 2014, p. 47-63.
- Moreau de Bellaing Louis, « Espace et anthropologie », *L'homme et la société "Anthropologie de l'espace habité"*, vol. 104, n° 2, 1992, p. 3-5.
- Morel-Brochet Annabelle et Nathalie Ortar (dir.), *La fabrique des modes d'habiter. Hommes, lieux et milieux de vie*, Paris, L'Harmattan, 2012.
- Morel-Brochet Annabelle et Nathalie Ortar (dir.), *Les modes d'habiter à l'épreuve de la durabilité, Norois*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2014.
- Morel Alain, « Nouveaux terrains, nouveaux problèmes », in Isac Chiva et Utz Jeggle (dir.), *Ethnologies en miroir. La France et les pays de langue allemande*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1992 [1987], p. 151-171.
- Morgan David, « Strategies and Sociologists: a Comment on Crow », *Sociology*, vol. 23, n° 1, 1989, p. 25-29.
- Morgan Lewis, *Houses and House-life of the American Aborigenes*, Washington D.C., Gov. Print. office, 1881.
- Morin Violette, « L'objet biographique », *Communications*, vol. 13, 1969, p. 131-139.
- Moss Timothy, « Socio-technical change and the politics of urban infrastructure : managing energy in Berlin between dictatorship, and democracy », *Urban Studies*, vol. 51, n° 7, 2014, p. 1432-1448.
- Mouliné Véronique, « De l'épave au chef d'œuvre : l'auto biographique », in Véronique Nahoum-Grappe et Odile Vincent (dir.), *Le goût des belles choses*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2004, p. 139-163.
- Müller Dieter K, « Second homes in Sweden: Patterns and issues », in Mickael Hall et Dieter K Müller (dir.), *Tourism, Mobility and Second Homes: Between Elite Landscape and Common Ground*, Bristol, Channel View Publications, 2004, p. 244-260.
- Munn Nancy, « Excluded spaces: The figure in the Australian Aboriginal landscape », *Critical Inquiry*, n° 22, 1996, p. 446-465.
- Murphy Mike, « The influence of fertility, early housing-career and socio-economics factors on tenure determination in contemporary Britain », *Environment and Planning A*, vol. 16, n° 10, 1984, p. 1303-1318.
- Muxel Anne, « La mémoire familiale », in François de Singly (dir.), *La famille. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1991, p. 250-261.
- Muxel Anne, *Individu et mémoire familiale*, Paris, Nathan (Coll. « Essais et recherches »), 1996.
- Nader Laura, « Barriers to thinking new about energy », *Physics Today*, 1981, p. 99-104.
- Nader Laura, « The Harder Path-Shifting Gears », *Anthropological Quarterly*, vol. 77, n° 4, 2004, p. 771-791.
- Nader Laura (dir.), *The Energy Reader*, Oxford, Wiley-Blackwell, 2010.

- Nemoz Sophie, « L'éco-logis : la construction sociale d'un autre cadre de vie ou d'un mode de vie écologique », in Michelle Dobré et Salvador Juan (dir.), *Consommer autrement : La réforme écologique des modes de vie*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 87-98.
- Newman Peter et Jeffrey R. Kenworthy, *Sustainability and Cities: Overcoming Automobile Dependence*, Washington DC, Island Press, 1999.
- Nicolas Jean-Pierre, Pascal Pochet et Hélène Poimboeuf, *Indicateurs de mobilité durable sur l'agglomération lyonnaise*, Lyon, Let (Coll. « Études et recherches n°16 »), 2001.
- Nicolas Jean-Pierre et Damien Verry, « Mobilité quotidienne et vulnérabilité des ménages », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, n° 1, 2012, p. 19-44.
- Nightingale Carl, *On the Edge. A History of poor Black Children and Their American Dreams*, New York, Basic, 1993.
- Nora Pierre (dir.), *Les lieux de mémoire, III, Les France, 1*, Paris, Gallimard, 1992.
- Nordstrom Jean Maxwell, James P. Boggs, Nancy J. Owens et Sootkis JoAnn, *The Northern Cheyenne Tribe and Energy Developments in Southeastern Montana*, Lame Deer, Northern Cheyenne Research Project, 1977.
- O'Reilly Karen, *The British on the Costa del Sol. Transnational identities and local communities*, Londres, Routledge, 2000.
- Ogg James, « Mobilité et choix résidentiels en Grande-Bretagne », in Jean-Yves Authier, Catherine Bonvalet et Jean-Pierre Lévy (dir.), *Élire domicile. La construction sociale des choix résidentiels*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 2010, p. 77-96.
- Olivier de Sardan Jean-Pierre, *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Karthala, 1995.
- Oppenheim Nicolas, « Mobilités quotidiennes et ségrégation : le cas des adolescents de Zones Urbaines Sensibles franciliennes », *Espaces populations et sociétés*, n° 2, 2009, p. 215-226.
- Oppenheim Nicolas, « Les adolescents de catégories populaires ont-ils des pratiques de mobilités quotidiennes spécifiques ? Le cas des zones urbaines sensibles franciliennes », *Recherche Transports et Sécurité*, vol. 27, n° 2, 2011, p. 93-103.
- Orfeuil Jean-Pierre, *L'automobile en questions*, Paris, La Documentation Française (Coll. « Problèmes politiques et sociaux »), 2001.
- Ortar Nathalie, « Châteauneuf d'Entraunes : des résidents secondaires en quête d'identité », *Economie rurale*, n° juillet-août, 1994, p. 45.
- Ortar Nathalie, *Maisons, raisons, passions. La résidence secondaire à Chavannes-sur-Suran (Ain) et Saint-Martin d'Entraunes (Alpes Maritimes)*, thèse de doctorat d'ethnologie et de sociologie comparative, Nanterre, Université de Nanterre - Paris X, 1998.
- Ortar Nathalie, « Les multiples réalités de la résidence secondaire », in Philippe Bonnin et Roselyne de Villanova (dir.), *D'une maison l'autre*, Grâne, Créaphis, 1999, p. 139-154.

- Ortar Nathalie, « Territoire d'origine et migration: la construction identitaire des résidents secondaires en France et en Russie », *Actes du colloque Identité(s)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2004, p. 195-206.
- Ortar Nathalie, « Habiter le patrimoine des résidences secondaires », in Maria Gravari-Barbas (dir.), *Habiter le patrimoine enjeux-approche-vécu*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005a, p. 41-50.
- Ortar Nathalie, « Le paradoxe de l'ancrage et de la mobilité en zone rurale et périurbaine », *Mobilités, habitat et identité*, INED, Documents de travail, [en ligne], 2005b, http://resohab.univ-paris1.fr/jclh05/article.php3?id_article=23 (page consultée le 14 octobre 2013).
- Ortar Nathalie, « Les multiples usages de la datcha des jardins collectifs », *Anthropologie et sociétés*, vol. 29, n° 2, 2005c, p. 169-185.
- Ortar Nathalie, « Le secondaire peut-il devenir principal : évolution des usages de la résidence secondaire à Châteauneuf d'Entraunes », in Jérôme Magail et Jean-Marc Giaume (dir.), *Le Comté de Nice. De la Savoie à l'Europe. Identité, mémoire et devenir*, Nice, Serre, 2006, p. 211-216.
- Ortar Nathalie, « La campagne, la maison et les femmes: aux limites des mobilités périurbaines en France », in Claire Gavray (dir.), *Femmes et mobilités*, Marcinnelle, Cortext éditions, 2007a, p. 221-237.
- Ortar Nathalie, « Parcours existentiels et résidentiels en périurbain », *Urbanisme*, n° 356, 2007b, p. 68-70.
- Ortar Nathalie, « Une datcha pour la retraite en Russie », *Cahiers parisiens/Parisian Notebooks*, vol. 3, 2007c, p. 724-740.
- Ortar Nathalie, « Villagers and Dachniki in Post-soviet Russia: A Complex Relation », in Maarit Heinonen et al. (dir.), *Reflecting Transformation in Post-socialist Rural Areas*, Cambridge, Cambridge Scholars Publishing, 2007d.
- Ortar Nathalie, « Entre ville et campagne, le difficile équilibre des périurbaines lointaines », *Métropoles*, [en ligne], n° 3, 2008, <http://www.revue-metropoles.com> (page consultée le 15 juillet 2009).
- Ortar Nathalie, « Les indicateurs de bruit à Lyon », in Philippe Zittoun (dir.), *Des indicateurs pour gouverner : boussoles ou miroirs déformants ?*, Paris, Éditions PUCA recherche, 2009, p. 107-124.
- Ortar Nathalie, « Entre choix de vie et gestion des contraintes : télétravailler à la campagne », *Flux*, vol. 4, n° 78, 2010, p. 49-à 57.
- Ortar Nathalie, « Télétravailleuse à la campagne, un pis-aller nécessaire ? », *Métropolitiques*, [en ligne], 2011a, <http://www.metropolitiques.eu/Teletravailleuse-a-la-campagne-un.html> (page consultée le 26 janvier 2016).
- Ortar Nathalie, « Une ancre pour être mobile : parcours de résidents secondaires et permanents dans l'Ain et le haut pays des Alpes-Maritimes », in Martine Berger et Lionel Rougé (dir.), *Être logé, se loger, habiter. Regards de jeunes chercheurs*, Paris, L'Harmattan, 2011b, p. 245-256.
- Ortar Nathalie, « La mémoire des résidences secondaires : quand les objets nous façonnent », in Annabelle Morel-Brochet et Nathalie Ortar (dir.), *La*

- fabrique des modes d'habiter. Homme, lieux, milieux*, Paris, L'Harmattan, 2012, p. 267-282.
- Ortar Nathalie, « Le quotidien peut-il être durable ? Routines dans la baie de San Francisco », *Noroi*, n° 231, 2014, p. 13-25.
- Ortar Nathalie, « Chapitre 3 – Conserver, se débarrasser, donner, vendre. De l'art de composer avec les objets dans la Silicon Valley », in Élisabeth Anstett et Nathalie Ortar (dir.), *La deuxième vie des objets: Recyclage et récupération dans les sociétés contemporaines*, Paris, Pétra, 2015a, p. 47-66.
- Ortar Nathalie, *La vie en deux. Familles françaises et britanniques face à la mobilité géographique professionnelle*, Paris, Pétra, 2015b.
- Ortar Nathalie, « Le périurbain est-il le nouveau territoire des classes moyennes ? Une analyse longitudinale à partir d'une commune de l'Ain », in S. Bouffier, C. Brelot et D. Menjot (dir.), *Aux marges de la ville. Paysages, sociétés, représentations*, Paris, L'Harmattan, 2015c.
- Ortar Nathalie, « Dealing between different crisis: lessons from an in-depth study in France », *Transport Policy*, à paraître, p.
- Ortar Nathalie et al., *Les stratégies d'adaptation des ménages face à la transition énergétique : une comparaison entre les métropoles de Lille et de Lyon*, Vaulx-en-Velin, Rapport final pour l'ANR Villes durables 2010, 2014.
- Ortar Nathalie et Luc Bossuet, « Le choix de la campagne », in Jacques Fol (dir.), *Le futur de l'habitat*, Paris, Jean-Michel Place/PUCA, 2008, p. 35-49.
- Ortar Nathalie et Félicie Drouilleau, « High-tension choices: an analysis of everyday energy-related practices among Lyon-based families », in Patricia Lejoux et Nathalie Ortar (dir.), *La transition énergétique : vrais enjeux, faux départs ?*, 9, SHS web of conferences, 2014.
- Ortar Nathalie et Marie Goyon, « Désir de maison à l'aune du parcours résidentiel : quelle promotion sociale dans le périurbain ? », *Articulo*, [en ligne], n° 5, 2009, <https://articulo.revues.org/1427> (page consultée le 24 novembre 2015).
- Ostrowetsky Sylvia, « De l'urbain à l'urbain », *Les cahiers internationaux de sociologie*, n° 52-53, 1972, p. 93-110.
- Ostrowetsky Sylvia, *L'imaginaire bâtisseur. Les villes nouvelles en France*, Paris, Librairie des Méridiens, 1983.
- Owens Susan, *Energy, Planning and Urban Form*, Londres, Pion Ltd., 1986.
- Pailhé Ariane et Anne Solaz, *Entre famille et travail: des arrangements de couple aux pratiques des employeurs*, Paris, La Découverte, 2009.
- Palmade Jacqueline, *L'espace habité : la dialectique logement/environnement*, Paris, Délégation générale à la recherche scientifique et technique, 1974.
- Pandya Vishvajit, « Movement and Space: Andamanese Cartography », *American Ethnologist*, vol. 17, n° 4, 1990, p. 775-797.
- Paolucci G, « Time shattered. The postindustrial city and women's temporal experience », *Time and society*, vol. 7, n° 2, 1998, p. 265-281.

- Paquot Thierry, *Demeure terrestre, enquête vagabonde sur l'habiter*, Paris, Les éditions de l'Imprimeur, 2005.
- Paquot Thierry, « Introduction. «Habitat», «habitation», «habiter», précisions sur trois termes parents », in Thierry Paquot, Michel Lussault et Chris Younès (dir.), *Habiter le propre de l'humain. Villes, territoires et philosophie*, Paris, La Découverte, 2007, p. 7-16.
- Parise Fanny, *Habiter et consommer le logement social : une approche stratégique de l'habiter des classes populaires et moyennes sous contraintes de pouvoir d'achat*, thèse de doctorat en sociologie, Paris, Université de Paris 5, École doctorale Sciences humaines et sociales : cultures, individus, sociétés, 2015.
- Pasquali Paul, « Deux sociologues en banlieue », *Genèses*, vol. 2, n° 87, 2012, p. 113-135.
- Paul-Lévy Françoise et Marion Segaud, *Anthropologie de l'espace*, Paris, éd. du centre Pompidou, 1983.
- Pedersen Morten Axel, « Multiplicity Without Myth: Theorising Darhad Perspectivism », *Inner Asia*, vol. 9, n° 2, 2007, p. 311-328.
- Pedersen Morten Axel, « At Home Away from Homes: Navigating the Taiga in Northern Mongolia », in Peter Wynn Kirby (dir.), *Boundless Worlds. An Anthropological Approach to Movement*, Oxford, Berghahn, 2009, p. 135-151.
- Pellerin Hélène, « De la migration à la mobilité : changement de paradigme dans la gestion migratoire. Le cas du Canada », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 27, n° 2, 2011, p. 57-75.
- Pendaries Jean-René, « De l'irréductibilité des pratiques sociales », in Francis Godard et Paul Culturello (dir.), *Familles mobilisées*, Paris, Plan Construction Ministère de l'urbanisme et du logement, 1980, p. 1-49.
- Péraldi Michel, « Lien familial et lien civil en cité HLM », *Annales de la Recherche Urbaine*, n° 41, 1989, p. 104-111.
- Perelman Mariano, « Trabajar, pedir, vender. El caso de los Vendedores Ambulantes de la Ciudad de Buenos Aires », *The Journal of Latin American and Caribbean Anthropology*, vol. 18, n° 2, 2013, p. 231-250.
- Pérvier Hélène, « Emploi des mères et garde des jeunes enfants en Europe », *Revue de l'OFCE*, n° 90, 2004, p. 225-258.
- Perrels Adrian, Kirsti Ahlqvist, Eva Heiskanen et Pekka Lahti, « Grappling with hybrid structures in sustainable consumption models-disentangling urbanity and lifestyle », in E. Hertwich *et al.* (dir.), *Proceedings. Sustainable Consumption : the Contribution of Research, Workshop, 10-12 February*, Oslo, Gabel Hus, 2005, p. 286-307
- Perrot Michelle, « La maison de famille », *L'autre maison, Autrement, Collections Mutations*, n° 178, 1998, p. 38-67.
- Perrot Michelle, *Histoire de chambres*, Paris, Seuil, 2009.
- Pétonnet Colette, *Ces gens là*, Paris, Maspéro, 1968.
- Pétonnet Colette, « Méthodologie ethnologique en milieu urbain : un groupe espagnol », *L'homme, hier et aujourd'hui. Recueil d'études en hommage à André Leroi-Gourhan*, Paris, Cujas, 1973.

- Pétonnet Colette, *On est tous dans le brouillard. Ethnologie des banlieues*, Paris, Éditions Galilée, 1979.
- Pétonnet Colette, *Espaces habités. Ethnologie des banlieues*, Paris, Éditions Galilée, 1982.
- Pétonnet Colette, « L'anonymat ou la pellicule protectrice », *Le Temps de la réflexion. La ville inquiète*, Paris, Gallimard, 1987, p. 247-261.
- Pétonnet Colette, « De l'archaïsme », in Gilles Teissonnières et Daniel Terrolle (dir.), *À la croisée des chemins. Contributions et réflexions épistémologiques en anthropologie urbaine*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2012, p. 229-236.
- Pezeu-Massabuau Jacques, *La maison, espace social*, Paris, Presses Universitaires de France, 1983.
- Pezeu-Massabuau Jacques, *Demeure mémoire*, Marseille, Éditions Parenthèses, 2000.
- Pfefferkorn Roland et Alain Bihl, « Le renouveau d'une société de classes », in Paul Bouffartigue (dir.), *Le retour des classes sociales. Inégalités, dominations, conflits*, Paris, La dispute, 2004, p. 55-71.
- Phelouzat Nicole, « Beaux temps, bonnes humeurs », *Corps*, vol. 1, n° 8, 2010, p. 49-56.
- Piette Albert, *Anthropologie existentielle*, Paris, Petra, 2009.
- Piette Albert, « Au coeur de l'activité, au plus près de la présence », *Réseaux*, n° 182, 2013, p. 57-88.
- Pink Sarah, *Home Truths: Gender, Domestic Objects and Everyday Life*, Oxford, Berg, 2004.
- Pink Sarah, « Multimodality, multisensoriality and ethnographic knowing: social semiotics and the phenomenology of perception », *Qualitative Research*, vol. 11, n° 3, 2011, p. 261-276.
- Pinson Daniel, *Du logement pour tous aux maisons en tous genres*, Paris, Plan Construction et Architecture, Collection Recherches, 1988.
- Pinson Daniel et Sandra Thomann, *La maison en ses territoires : de la villa à la ville diffuse*, Paris, L'Harmattan, 2001.
- Pitrou Agnès, *Vivre sans famille? Les solidarités familiales dans le monde d'aujourd'hui*, Toulouse, Privat, 1978.
- Pochet Pascal et Jean-Louis Routhier, « Mobilité résidentielle et allongement des distances de migrations alternantes dans la région urbaine de Lyon », in Jean-Pierre Lévy et Françoise Dureau (dir.), *L'accès à la ville. Les mobilités spatiales en questions*, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 167-184.
- Portet François et Michel Teitler, « Identité sociale et territorialité de deux villes industrielles de taille moyenne : bistrots et quartiers au Creusot et à Montceau-les-Mines », in Centre culturel de la rencontre de la fondation Royaumont (dir.), *Actes du séminaire "Sociétés industrielles et contemporaines"*, 1, Paris, EMSH, 1985.
- Pourcher Guy, « Un essai d'analyse par cohorte de la mobilité géographique et professionnelle », *Population*, n° 21, 1966, p. 357-378.

- Pradoura Élisabeth, « Entretien avec Paul-Henry Chombart de Lauwe », *HistCNRS*, [en ligne], 1986, <http://www.histcnrs.fr/archives-orales/chombard.html> (page consultée le 24 novembre 2015).
- Quanbi Zu, *La question du logement dans la ville chinoise au coeur des mutations urbaines. Une sociologie des nouveaux modes d'habiter entre héritage et modernité : le cas de Pékin*, thèse de doctorat de sociologie, Paris, Université de Paris 8, 2014.
- Querrien Anne et Marie-Flore Mattei (dir.), *Annales de la recherche urbaine, La ville dans la transition énergétique*, 2007.
- Radkowski (de) Georges-Hubert, *Anthropologie de l'habiter*, Paris, Presses Universitaires de France, 2002.
- Raineau Laurence, « Deux expériences comparées d'écoquartier : BedZed à Londres et Vauban à Fribourg », in Michelle Dobré et Salvador Juan (dir.), *Consommer autrement. La réforme écologique des modes de vie*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 73-85.
- Ramos Elsa, *L'invention des origines*, Paris, Armand Colin (Coll. « Sociétales »), 2006.
- Ramos Elsa, « Les « racines » : une territorialisation de l'identité qui fragmente », in Annabelle Morel-Brochet et Nathalie Ortar (dir.), *La fabrique des modes d'habiter. Hommes, lieux et milieux de vie*, Paris, L'Harmattan, 2012, p. 53-64.
- Rancière Jacques, « La poétique du savoir », *La Main de singe*, n° 11-12, 1994, p.
- Rapport Nigel et Andrew Dawson (dir.), *Migrants of Identity. Perceptions of 'Home' in a world of Movement*, Oxford, Berg (Coll. « Ethnicity and Identity »), 1998.
- Raulin Anne, *Anthropologie urbaine*, Paris, Armand Colin, 2001.
- Raulin Anne et Susan Carol Rogers (dir.), *Parallaxes transatlantiques. Vers une anthropologie réciproque* Paris, CNRS éditions (Coll. « CNRS Alpha »), 2012.
- Rautenberg Michel, *La Mémoire domestique : la maison rurale des Monts du Lyonnais. Analyse typologique et anthropologique*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1997.
- Rautenberg Michel, « La maison rurale rénovée, métaphore de la maison vernaculaire ? », in Philippe Bonnin (dir.), *Architecture espace pensé espace vécu*, Paris, Éditions Recherches, 2007, p. 115-126.
- Raymond Henri, « Habiter et vie quotidienne », in Marion Segaud, Catherine Bonvalet et Jacques Brun (dir.), *Logement et habitat. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1998, p. 390-396.
- Raymond Henri, Nicole Haumont, Marie-Geneviève Dezès et Antoine Haumont, *L'Habitat pavillonnaire*, 4ème éd., Paris, L'Harmattan, 2001 [1966].
- Reckwitz Andreas, « Toward a Theory of Social Practices. A development in culturalist theorizing », *European journal of social theory*, n° 2, 2002, p. 245- 265.

- Redclift Michael, « The Environment and Carbon Dependence: Landscapes of Sustainability and Materiality », *Current Sociology*, vol. 57, n° 3, 2009, p. 369-387.
- Rémy Jean, « Mobilités et ancrages : vers une autre définition de la ville », in M. Hirschhorn et J.-M. Berthelot (dir.), *Mobilités et ancrages. Vers un nouveau mode de spatialisation ?*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 135-153.
- Rémy Jean, « Dédoublément des espaces sociaux et problématiques de l'habitat », in Philippe Bonnin et Roselyne de Villanova (dir.), *D'une maison l'autre*, Grane, Créaphis, 1999, p. 315-344.
- Rémy Jean, « Culture de la mobilité et nouvelles formes de territorialité », in Luc Vodoz, Barbara Pfister-Giaude et Christophe Jemelin (dir.), *Les territoires de la mobilité. L'aire du temps*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2004, p. 12-42.
- Rémy Jean, Liliane Voyé et Emile Servaix, *Produire ou reproduire : une sociologie de la vie quotidienne*, Tome 1, Bruxelles, De Boeck, 1988.
- Renahy Nicolas, « Classes populaires et capital d'autochtonie. Genèse et usage d'une notion », *Regards sociologiques*, n° 40, 2010, p. 9-26.
- Retière Jean-Noël, « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, n° 63, 2003, p. 121-143.
- Revault d'Allonnes Myriam, *La crise sans fin. Essai sur l'expérience moderne du temps*, Paris, Seuil, 2012.
- Ribéreau-Gayon Marie-Dominique, « Prenez la vie côté cabane ! L'imaginaire de la cabane et ses utilisations architecturales et publicitaires dans le Sud-Ouest », in Bernard Brun et al. (dir.), *Cabanes, cabanons et campements*, Châteauneuf de Grasse, Éditions de Bergier, 2000, p. 71-87.
- Richardson Miles, « Being-in-the-plaza versus being-in-the-market: Material culture and the construction of social reality », *American Ethnologist*, vol. 9, n° 2, 1984, p. 421-436.
- Richardson Miles, *Being-in-Christ and Putting Death in Its Place. An Anthropologist's Account of Christian Performance in Spanish America and the American South*, Baton Rouge (LA), LSU Press, 2006.
- Ricœur Paul, *La métaphore vive*, Paris, Seuil, 1975.
- Rist Gilbert, *Le Développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de sciences po, 2011.
- Ritzer George, *The McDonaldization of society*, Los Angeles, Pine Forge Press, 2008.
- Rivière Claude « Pour une théorie du quotidien ritualisé », *Ethnologie française*, vol. 26, n° 2, 1996, p. 229-238.
- Robbins Lynn, *The Socioeconomic Impacts of the Proposed Skagit Nuclear Plant on the Skagit System Cooperative Tribes*, Bellingham, Lord and Associates, 1980.
- Robbins Lynn, « Energy Developments and the Navajo Nation: an Update », in Joseph Jorgensen (dir.), *Native Americans and Energy Development*, Cambridge, Anthropology Ressource Center, 1984, p. 35-48.

- Roby Helen, « Workplace Travel Plans: Past, Present and Future », *Journal of Transport Geography*, vol. 18, n° 1, 2010, p. 23-30.
- Roche Daniel, *Histoire des choses banales. Naissance de la consommation (XVII^e-XIX^e siècle)*, Paris, Fayard, 1997.
- Rockefeller Stuart, *Starting from Quirpini: The Travels and Places of a Bolivian People*, Bloomington (IN), Indiana University Press, 2010.
- Rodman Margaret, « Empowering Place: Multilocality and Multivocality », *American Anthropologist*, vol. 92, n° 3, 1992, p. 640-656.
- Rogers Susan Carol, « L'anthropologie en France », *Terrain*, [en ligne], vol. 39, 2002, <http://terrain.revues.org/1476> (page consultée le 20 mars 2016).
- Rosa Hartmut, *Accélération. Une critique sociale du temps*, Paris, La Découverte, 2010.
- Rosental Paul-André, *Les sentiers invisibles : espace, familles et migrations dans la France du 19^e siècle*, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 1999.
- Rosselin Céline, « L'observation des pratiques habitantes dans les logements à une seule pièce », *Communications*, n° 73, 2002, p. 95-112.
- Roudil Nadine, Amélie Flamand, Véronique Beillan et Sylvie Douzou, « La consommation d'énergie à l'épreuve des pratiques et savoirs d'usage des habitants », in Marie-Christine Zélem et Christophe Beslay (dir.), *Sociologie de l'énergie. Gouvernance et pratiques sociales*, Paris, CNRS éditions, 2015, p. 243-252.
- Rougé Lionel, « Les "captifs" du périurbain. Voyage chez les ménages modestes installés en lointaine périphérie », in Guénola Capron, Hélène Guétat-Bernard et Geneviève Cortès (dir.), *Liens et lieux de la mobilité*, Paris, Belin, 2005, p. 129-144.
- Rougé Lionel, « Inégale mobilité et urbanité par défaut des périurbains modestes toulousains », *EspacesTemps.net*, [en ligne], 2007, <http://www.espacestems.net/articles/mobilite-urbanite-periurbains-modestes/> (page consultée le 24 novembre 2015).
- Roussel Louis, *La famille après le mariage des enfants : étude des relations entre générations*, Paris, Presses Universitaires de France, 1976.
- Rüger Heiko et Silvia Ruppenthal, « Advantages and Disadvantages of Job-Related Spatial Mobility », in Norbert Schneider et Beate Collet (dir.), *Mobile Living Across Europe II. Causes and Consequences of Job-Related Spatial Mobility in Cross-National Comparison*, Opladen & Farmington, Barbara Budrich Publishers, 2010, p. 69-94.
- Rutherford Jonathan et Olivier Coutard, « Urban Energy Transitions. Places, Processes and Politics of Socio-technical Change », *Urban Studies*, vol. 51, n° 7, 2014, p. 1353–1377.
- Rye Tom et Stephen Ison, *The Implementation and Effectiveness of Transport Demand Management Measures*, Aldershot, Ashgate, 2008.
- Rykwert Joseph, *The First Moderns: the Architects of the Eighteenth Century*, Cambridge (MA), MIT Press, 1991.
- Sagnes Sylvie, « Cultiver ses racines. Mémoire généalogique et sentiment d'autochtonie », *Ethnologie française*, vol. 34, n° 1, 2004, p. 31-40.

- Sahakian Marlyne, « Understanding household energy consumption patterns: When “West Is Best” in Metro Manila », *Energy Policy*, vol. 39, n° 2, 2011, p. 596-602.
- Sahakian Marlyne et Harold Wilhite, « Making practice theory practicable: Towards more sustainable forms of consumption », *Journal of Consumer Culture*, vol. 14, n° 1, 2014, p. 25-44.
- Saint-Pierre (de) Caroline, *La fabrication plurielle de la ville : décideurs et citadins à Cergy-Pontoise*, Grâne, Créaphis, 2002.
- Salignon Bernard, *Qu'est-ce qu'habiter ? Réflexions sur le logement social à partir de l'habiter méditerranéen*, Nice, Z'édicions, 1992.
- Sansot Pierre, *Poétique de la ville*, Paris, Armand Colin, 1996 [1971].
- Sansot Pierre, *Du bon usage de la lenteur*, Paris, Rivages (Coll. « Rivages poche »), 2000.
- Sansot Pierre, *Les gens de peu*, Paris, Presses Universitaires de France (Coll. « Quadrige »), 2002.
- Sansot Pierre, Hélène Strohl, Henri Torgue et Claude Verdillon, *L'espace et son double*, Paris, Eds du Champ Urbain, 1978.
- Sarlangue Christiane, *Aventures des patrimoines mobiliers familiaux. En passant par la brocante*, Ministère de la culture, Direction du patrimoine, Rapport pour la Mission du patrimoine ethnologique, 1997.
- Schatzki Theodor, *The Site of the Social: A Philosophical Account of the Constitution of Social Life and Change*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.
- Scheper-Hughes Nancy et Margaret Lock, « The mindful body », *Medical Anthropology Quarterly*, vol. 1, n° 1, 1987, p. 6-41.
- Schneider Norbert et Gerardo Meil, *Mobile living across Europe 1. Relevance and Diversity of Job-Related Spatial Mobility in six European Countries*, Opladen & Farmington, Barbara Budrich Publishers, 2008.
- Schwartz Olivier, *Le monde privé des ouvriers : hommes et femmes du Nord*, Paris, Presses Universitaires de France, 1990.
- Schwartz Olivier, « L'empirisme irréductible. La fin de l'empirisme ? », in Nels Anderson (dir.), *Le Hobo, sociologie du sans-abri*, Paris, Armand Colin, 2013 [1993].
- Segalen Martine et Françoise Bekus (avec l'assistance de), *Nanterriens. Les familles dans la ville. Une ethnologie de l'identité*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 1990.
- Segalen Martine et Christian Bromberger, « L'objet moderne : de la production sérielle à la diversité des usages », *Ethnologie française*, vol. 26, n° 1, 1996, p. 5-16.
- Segalen Martine et Beatrix Le Wita, « Éditorial », *Autrement "Chez-soi : objets et décors, des créations familiales?"*, n° 137, 1993, p. 11-23.
- Segalen Martine et Françoise Zonabend, « Familles en France », in André Burguière et al. (dir.), *Histoire de la famille*, 2, Paris, Armand Colin, 1986, p. 643-682.
- Segaud Marion, *Anthropologie de l'espace : habiter, fonder, distribuer, transformer*, Paris, Armand Colin, 2007.

- Segaud Marion, Catherine Bonvalet et Jacques Brun, *Logement et habitat : l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1998.
- Segaud Marion, Jacques Brun et Jean-Claude Driant, *Dictionnaire de l'habitat et du logement*, Paris, Armand Colin, 2002.
- Selim Monique, « Globalisation : consonances et dissonances anthropologiques », *Socio-anthropologie*, [en ligne], vol. 14, 2004, <http://socio-anthropologie.revues.org/386> (page consultée le 29 août 2014).
- Sencébé Yannick, « Être d'ici, être ici. Formes d'appartenance dans le Diois », *Ethnologie française*, vol. 34, n° 1, 2004, p. 23-29.
- Sencébé Yannick, « Mobilités quotidienne et ancrages périurbains : attirait pour la campagne ou retrait de la ville ? », in Michel Bonnet et Patrice Aubertel (dir.), *La ville aux limites de la mobilité*, Paris, Presses Universitaires de France, 2006, p. 153-160.
- Sencébé Yannick, « Individualisme de repli sécuritaire ou d'ouverture affinitaire », *Annales de la recherche urbaine*, n° 102, 2007, p. 59-67.
- Sencébé Yannick, « Multi(ples) appartenances en milieu rural », *Informations sociales*, n° 2, 2011, p. 36-42.
- Sencébé Yannick et Denis Lepicier, « Migrations résidentielles de l'urbain vers le rural en France: différenciation sociale des profils et ségrégation spatiale », *EspacesTemps.net*, [en ligne], 2007, <http://espacestemp.net/document2270.html> (page consultée le 21 avril 2011).
- Sennett Richard, *Le travail sans qualités : les conséquences humaines de la flexibilité*, Paris, Albin Michel, 2000.
- Serfaty-Garzon Perla, « Le chez-soi : habitat et intimité », in Marion Ségaud, Jacques Brun et Jean-Claude Driant (dir.), *Dictionnaire de l'habitat et du logement*, Paris, Armand Colin, 2002, p. 65-69.
- Serfaty-Garzon Perla, *Chez soi : les territoires de l'intimité*, Paris, Armand Colin, 2003.
- Shaw Janet, « « Feeling a list coming on » : gender and the pace of life », *Time and society*, vol. 7, n° 2, 1998, p. 383-396.
- Sheller Mimi et John Urry, « The New Mobilities Paradigm », *Environment and Planning A*, vol. 38, n° 2, 2006, p. 207-226.
- Shor Juliet, *The Overspent American. Upscaling, Downshifting and the New Consumer*, New York, Basic Books, 1998.
- Shor Juliet, *Plenitude. The New Economics of True Wealth*, New York, The Penguin Press, 2010.
- Shove Elizabeth, *Comfort, Cleanliness and Convenience: The Social Organization of Normality*, Oxford-New-York, Berg, 2003.
- Shove Elizabeth, « Beyond the ABC: Climate Change Policy and Theories of Social Change », *Environment and Planning A*, vol. 42, n° 6, 2010, p. 1273 – 1285.
- Shove Elizabeth et Heather Chappells, « Ordinary Consumption and Extraordinary Relationships: Utilities and their Users », 2013, p. 45-58.

- Shove Elizabeth, Heather Chappells, Loren Lutzenhiser et Bruce Hackett, « Comfort in a lower carbon society », *Building Research & Information*, vol. 36, n° 4, 2008, p. 307-311.
- Shove Elizabeth, Mika Pantzar et Matt Watson, *The Dynamics of Social Practice: Everyday Life and how it Changes*, Londres, Sage publications, 2012.
- Shove Elizabeth et Gordon Walker, « Governing transitions in the sustainability of everyday life », *Research Policy*, vol. 39, n° 4, 2010, p. 471–476.
- Shove Elizabeth, Gordon Walker et Sam Brown, « Material culture, room temperature and the social organisation of thermal energy », *Journal of Material Culture*, vol. 19, n° 2, 2014, p. 113-124.
- Shove Elizabeth, Matthew Watson, Martin Hand et Jack Ingram, *The Design of Everyday Life*, Oxford, Berg 2007.
- Sigaut François « Techniques, technologies, apprentissage et plaisir au travail... », *Techniques & Culture*, n° 52-53, 2009, p. 40-49.
- Silverstein Paul A. , « De l'enracinement et du déracinement », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 150, 2003, p. 27-42.
- Simmel Georg, *Philosophie de l'argent*, Paris, Presses Universitaires de France, 2014 [1900].
- Singly François (de), *Habitat et relations familiales*, Paris, PUCA, 1998.
- Sirost Olivier, « Camper ou l'expérience de la vie précaire au grand air », *Ethnologie française*, vol. 31, n° 4, 2001, p. 581 - 589.
- Sjögren-De Beauchaine Annick, « Le repas comme architecte de la vie familiale », *Dialogue : recherches cliniques et sociologiques sur le couple et la famille*, n° 93, 1986, p. 54-61.
- Smith Adrian, Jan-Peter Voß et John Grin, « Innovation studies and sustainability transitions: The allure of the multi-level perspective and its challenges », *Research Policy*, n° 39, 2010, p. 435–448.
- Sorre Max, « La notion de genre de vie et sa valeur actuelle », *Annales de Géographie*, vol. 57, n° 306-307, 1948, p. 97-108 ; p. 193-204.
- Soudière Martin (de la), *Au bonheur des saisons. Voyage au pays de la météo*, Paris, Grasset, 1999.
- Soudière Martin (de la), « Le paradigme du passage », *Communications*, vol. 70, 2000, p. 5-35.
- Soudière Martin (de la) et Martine Tabeaud, « Chemins de neige. Texte à deux voix », *Ethnologie française*, vol. 39, n° 4, 2009, p. 623-630.
- Spaargaren Gert, « Ecological modernization theory and domestic consumption », *Journal of Environmental Policy and Planning*, vol. 2, n° 4, 2000, p. 323-335.
- Spaargaren Gert et Bas Van Vliet, « Lifestyles, consumption and the environment: The ecological modernization of domestic consumption », *Environmental politics*, vol. 9, n° 1, 2000, p. 50-76.
- Stebbins Robert A, « Serious Leisure: A Conceptual Statement », *Pacific Sociological Review*, vol. 25, n° 2, 1982, p. 251-272.
- Steg Linda, « Promoting household energy conservation », *Energy Policy*, vol. 36, n° 12, 2008, p. 4449-4453.

- Steinmetz Hélène, *Produire des petits propriétaires ? Les HLM et l'accèsion à la propriété, 1953-2010* thèse de doctorat de sociologie, Lyon, Université de Lyon 2, 2013.
- Stern Nicholas, *Stern review report on the economics of climate change*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006.
- Stock Mathis, « L'hypothèse de l'habiter poly-topique : pratiquer les lieux géographiques dans les sociétés à individus mobiles », *EspacesTemps.net*, [en ligne], 2006a, <http://www.espacestems.net/articles/lrsquohypothese-de-lrsquohabiter-poly-topique-pratiquer-les-lieux-geographiques-dans-les-societes-a-individus-mobiles> (page consultée le 01/08/2013).
- Stock Mathis, « Pratique des lieux, modes d'habiter et régimes d'habiter : pour une analyse *triologique* des dimensions spatiales des sociétés humaines », *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims*, n° 115-118, 2006b, p. 213-230.
- Stock Mathis, « Théorie de l'habiter. Questionnements », in Thierry Paquot, Michel Lussault et Chris Younès (dir.), *Habiter, le propre de l'humain*, Paris, La Découverte, 2007.
- Strasser Susan, *Waste and Want: A Social History of Trash*, New York, Holt Paperbacks, 1999.
- Strawn Perri, « Remote or Mobile Work as Occasion for (re)structuring Professional and Personal Identities », *NAPA Bulletin*, vol. 30, n° 1, 2008, p. 89-101.
- Subrémon Hélène, *Habiter avec l'énergie : pour une anthropologie sensible de la consommation d'énergie*, thèse de doctorat de sociologie, Nanterre, Université Paris X-Nanterre, 2009.
- Subrémon Hélène, « Le climat du chez soi. Une fabrication saisonnière », *Ethnologie française*, vol. XL, n° 4, 2010, p. 707-714.
- Subrémon Hélène, « Pour une intelligence énergétique : ou comment se libérer de l'emprise de la technique sur les usages du logement », *Métropolitiques*, [en ligne], 2012, <http://www.metropolitiques.eu/Pour-une-intelligence-energetique.html> (page consultée le 22 juillet 2014).
- Subrémon Hélène (dir.), *Flux, Usages de l'énergie dans l'habitat : la transition énergétique vue d'en bas*, 2014.
- Sue Roger, *Temps et ordre social*, Paris, Presses Universitaires de France, 1994.
- Svenson Stephen, « The Cottage and the City: an Interpretation of the Canadian Second Home Experience », in Mickael Hall et Dieter Müller (dir.), *Tourism, Mobility and Second Homes. Between Elite Landscape and Common Ground*, Bristol, Channel View Publications, 2004, p. 55-74.
- Tabet Paola, « Les mains, les outils, les armes », *L'Homme*, vol. 19, n° 3-4, 1979, p. 5-61.
- Taffin Claude, *Mobilité résidentielle de 1973 à 1978*, Paris, Insee (Coll. « Archives et documents »), 1983.
- Tarrius Alain, « Circulation des élites professionnelles et intégration européenne », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 8, n° 2, 1992a, p. 27-56.

- Tarrius Alain, *Les fourmis d'Europe*, Paris, L'Harmattan, 1992b.
- Tarrius Alain, « Territoires circulatoire et espaces urbains de différenciation des groupes migrants », *Annales de la Recherche Urbaine*, n° 59-60, 1993, p. 51-60.
- Tarrius Alain, *Les nouveaux cosmopolitismes. Mobilités, Identités, Territoires*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2000.
- Taylor Charles, « Modern Social Imaginaries », *Public Culture*, vol. 14, n° 1, 2002, p. 91-124.
- Teissonnières Gilles et Daniel Terrolle (dir.), *À la croisée des chemins. Contributions et réflexions épistémologiques en anthropologie urbaine*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2012.
- Terrole Daniel, « Urban anthropology in France », *City and Society*, vol. 3, n° 1, 1989, p. 91-96.
- Thomann Sandra, *Familles, femmes et générations exposées à l'étalement urbain. Installation résidentielle et dépendance automobile dans l'aire métropolitaine marseillaise*, thèse de doctorat en aménagement de l'espace et urbanisme, Aix-en-Provence, Université Paul Cézanne, 2009.
- Tissot Sylvie, *De bons voisins. Enquête dans un quartier de la bourgeoisie progressiste*, Paris, Raison d'Agir, 2011.
- Toffin Gérard, « Ecology and Anthropology of Traditional Dwellings », *Traditional Dwellings and Settlements Review Print*, vol. 5, n° 2, 1994, p. 9-20.
- Topalov Christian, « Trente ans de sociologie urbaine. Un point de vue français », *Métropolitiques*, [en ligne], 2013, <http://www.metropolitiques.eu/Trente-ans-de-sociologie-urbaine.html> (page consultée le 24 novembre 2015).
- Trebisch Michel, « Préface », in Henri Lefebvre (dir.), *Critique of Everyday Life*, 1, Londres, Verso, 1991, p. ix-xxviii.
- Trebisch Michel, « Henri Lefebvre en regard de Michel de Certeau : critique de la vie quotidienne », in Christian Delacroix et al. (dir.), *Michel de Certeau : les chemins d'histoire*, Paris, Complexe (Coll. « Histoire du temps présent »), 2002, p. 141-158.
- Tremblay Diane-Gabrielle, *Conciliation emploi-famille et temps sociaux*, Québec-Toulouse, Presses de l'Université du Québec et Octares, 2004.
- Tremblay Diane-Gabrielle, Renaud Paquet et Elmustapha Najem, « Telework : a Way to Balance Work and Family or an Increase in Work-Family Conflict ? », *Canadian Journal of Communication*, vol. 31, n° 3, 2006, p. 1-21.
- Tuan Yi-Fu, *Space and Place: The Perspective of Experience*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1977.
- Urry John, *Mobilities*, Cambridge, Polity Press, 2007.
- Valegeas François, *Concevoir et habiter un quartier dit durable. Injonctions écologiques et dynamiques collectives à Beauregard (Rennes) et Les Brichères (Auxerre)*, Marne la Vallée, Université de Paris Est, 2014.

- Valentine Gill, « Eating in: home, consumption and identity », *The Sociological Review*, vol. 47, n° 3, 1999, p. 491-524.
- van der Brugge Rutger, Jan Rotmans et Derk Loorbach, « The transition in Dutch water management », *Regional Environmental Change*, vol. 5, n° 4, 2005, p. 164-176.
- Varagnac André, *Civilisation traditionnelle et genres de vie*, Paris, Albin Michel, 1948.
- Verdier Yvonne, *Façons de dire, façons de faire. La laveuse, la couturière, la cuisinière*, Paris, Gallimard, 1979.
- Verret Michel, *L'espace ouvrier*, Paris, Armand Colin, 1979.
- Verret Michel, *La culture ouvrière*, Saint-Amand-Montrond, Saint-Sébastien : ACL-Crocus, 1988.
- Vervaecke Monique, « L'habiter, les réseaux sociaux et les interactions sociales dans les quartiers anciens », *Espaces et sociétés*, n° 51, 1987, p. 165-179.
- Viazzo Pier Paolo, *Upland Communities. Environment, Population and Social Structure in the Alps since the Sixteenth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989.
- Vidal de la Blache Paul, « Les genres de vie dans la géographie humaine », *Annales de Géographie*, n° 111-112, 1911, p. 193-212 ; p. 289-304.
- Vieille-Marchiset Gilles *Des loisirs et des banlieues. Enquête sur l'occupation du temps libre dans les quartiers populaires*, Paris, L'Harmattan, 2009.
- Vigarello Georges, *Le Sentiment de soi. Histoire de la perception du corps (XVIe-XXe siècle)*, Paris, Seuil, 2014.
- Vignal Cécile, « Injonctions à la mobilité, arbitrages résidentiels et délocalisation de l'emploi », *Cahiers internationaux de sociologie*, n° 118, 2005a, p. 101-117.
- Vignal Cécile, « Les espaces familiaux à l'épreuve de la délocalisation de l'emploi: ancrages et mobilités de salariés de l'industrie », *Espaces et sociétés*, n° 120-121, 2005b, p. 179-197.
- Vignal Cécile, « Partir ou rester : arbitrages résidentiels en milieu ouvrier », in Annabelle Morel-Brochet et Nathalie Ortar (dir.), *La fabrique des modes d'habiter. Hommes, lieux et milieux de vie*, Paris, L'Harmattan, 2012, p. 109-124.
- Vignal Cécile, « Ruptures ouvrières à la mobilité », *Regards sociologiques*, n° 45-46, 2013, p. 205-217.
- Villalba Bruno, *Appropriations du développement durable : émergences, diffusions, traductions*, Lille, Presses Universitaires du Septentrion, 2009.
- Villanova Roselyne (de), Carolina Leite et Isabel Raposo, *Maisons de rêve au Portugal*, Grâne, Creaphis, 1994.
- Vincent-Geslin Stéphanie, « Des racines et des ailes. Les mobilités pendulaires, stratégie de conciliation entre vie privée et vie professionnelle », *Sociologies*, [en ligne], 2012, <http://sociologies.revues.org/3945> (page consultée le 14 novembre 2015).

- Vincent-Geslin Stéphanie et Vincent Kaufmann (dir.), *Mobilité sans racines. Plus loin, plus vite... Plus mobiles?*, Paris, Descartes & Cie, 2012.
- Vincent-Geslin Stéphanie et Nathalie Ortard, « Aller et retour : une utilisation réversible de l'espace », in Stéphanie Vincent-Geslin et Vincent Kaufmann (dir.), *Mobilité sans racine. Plus loin, plus vite... plus mobiles ?*, Paris, Descartes & Cie, 2012a, p. 35-50.
- Vincent-Geslin Stéphanie et Nathalie Ortard, « De la mobilité aux racines », in Stéphanie Vincent-Geslin et Vincent Kaufmann (dir.), *Mobilité sans racine. Plus loin, plus vite... plus mobiles ?*, Paris, Descartes & Cie, 2012b, p. 51-64.
- Virilio Paul, *L'inertie polaire*, Paris, Bourgeois, 1990.
- Virilio Paul, « Une anthropologie du pressentiment », *L'Homme*, n° 185-186, 2008, p. 97-103.
- Voß Jan-Peter, Dierk Bauknecht et René Kemp, *Reflexive Governance for Sustainable Development*, Cheltenham, Edward Elgar, 2006.
- Warde Alan, « Consumption and Theories of Practice », *Journal of Consumer Culture*, vol. 5, n° 2, 2005, p. 131-153.
- Warnier Jean-Pierre, *Construire la culture matérielle. L'homme qui pensait avec ses doigts*, Paris, Presses Universitaires de France, 1999.
- Wateau Fabienne (dir.), *Profils d'objets. Approches d'anthropologues et d'archéologues*, Paris, Éditions De Bocard, 2011.
- Waterson Roxana, « Houses and Hierarchies in Island Southweast Asia », in Janet Carsten et Stephen Hugh-Jones (dir.), *About the House. Lévi-Strauss and Beyond*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, p. 47-68.
- Watts Laura, « The Art and Craft of Train Travel », *Social & Cultural Geography*, vol. 9, n° 6, 2008, p. 711-726.
- Watts Laura, dir., *The Electric Nemesis. Making Energy Futures without Hubris: seminar Electrifying Anthropology*, Durham University, 2016.
- Webb Janette, « Climate change and society: the chimera of behavior change technologies », *Sociology*, vol. 46, n° 1, 2012a, p. 109-125.
- Webb Janette, *Society and a low carbon future*, Earth and Environmental Transactions of the Royal Society of Edinburgh, 2012b.
- Weber Florence, *Le travail à-côté : étude d'ethnographie ouvrière*, Paris, INRA-École des hautes études en sciences sociales, 1989.
- Weber Florence, « Réduire ses dépenses, ne pas compter son temps. Comment mesurer l'économie domestique? », *Genèses*, vol. 25, 1996, p. 5-28.
- Weber Florence, *L'honneur des jardiniers: les potagers dans la France du 20ème siècle*, Paris, Belin, 1998.
- Weber Florence, « Préface », in Paul Pasquali (dir.), *Jean-Claude Chamboredon. Jeunesse et classes sociales*, Paris, Éditions rue d'Ulm, 2015, p. 5-15.
- Weber Max, *Le Savant et le politique*, Paris, Plon, 1990 [1919].
- Weber Max, *Economie et société, tome I: Les Catégories de la sociologie*, Paris, Presses Pocket, 2003 [1922].

- Wenglenski Sandrine, « Il court, il court, le salarié », *Projet*, vol. 1, n° 314, 2010, p. 43-51.
- White Leslie, « Energy and the Evolution of Culture », *American Anthropologist*, vol. 45, n° 3, 1943, p. 335-356.
- Wieviorka Michel, *Neuf leçons de sociologie*, Paris, Éditions Robert Laffont, 2008.
- Wilhite Harold, « Why energy needs anthropology », *Anthropology Today*, vol. 21, n° 3, 2005, p. 1-2.
- Wilhite Harold et Loren Lutzenhiser, « Social Loading and Sustainable Consumption », *Advances in consumer research*, vol. 26, 1999, p. 281-287.
- Williams Daniel R et Susan Van Patten, « Home and Away? Creating Identities and Sustaining Places in a Multi-Centered World », in N. McIntyre, D. R. Williams et K. E. McHugh (dir.), *Multiple Dwelling and Tourism: Negotiating Place, Home and Identity*, Wallingford, Cabi Publishing, 2006, p. 32-50.
- Winnicott Donald Woods, *Jeu et réalité : l'espace potentiel*, Paris, Gallimard, 1975.
- Wiseman John, Taegen Edwards et Kate Luckins, « Post carbon pathways: A meta-analysis of 18 large-scale post carbon economy transition strategies », *Environmental Innovation and Societal Transitions*, n° 8, 2013, p. 76-93.
- Wolfe Roy I, « Summer Cottages in Ontario: Purpose-Built for an Inessential Purpose », in J Coppock (dir.), *Second homes: Curse or Blessing?*, Oxford, Pergamon Press, 1977, p. 17-34.
- Wylie Laurence, *Un Village du Vaucluse. Le proche passé d'un village français*, Paris, Gallimard, 1969.
- Zaccãï Edwin, « Contradiction de la consommation durable », in Michelle Dobré et Salvador Juan (dir.), *Consommer autrement. La réforme écologique des modes de vie*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 13-27.
- Zaccãï Edwin, *25 ans de développement durable, et après ?*, Paris, Presses Universitaires de France, 2011.
- Zarca Bernard, « La division du travail domestique : poids du passé et tensions au sein du couple », *Économie et statistiques*, n° 228, 1990, p. 29-40.
- Zélem Marie-Christine, *Politiques de maîtrise de la demande d'énergie et résistances au changement. Une approche socio-anthropologique*, Paris, L'Harmattan, 2010.
- Zélem Marie-Christine et Christophe Beslay (dir.), *Sociologie de l'énergie. Gouvernances et Pratiques sociales*, Paris, CNRS éditions, 2015.
- Zerubavel Eviatar, *Hidden Rhythms: Schedules and Calendars in Social Life*, Chicago, University of Chicago Press, 1981.
- Zonabend Françoise, dir., *La mémoire familiale : de l'individuel au collectif: Croire la mémoire*, Aoste, 16-18 octobre 1986, 77-84 p.
- Zonabend Françoise, *La Mémoire longue. Temps et histoires au village*, Paris, Presses Universitaires de France, 1980.

Zonabend Françoise, « Les maîtres de la parenté. Une femme de mémoire en Basse-Normandie », *L'Homme*, n° 154-155, 2001, p. 505-523.

Table des matières

Remerciements.....	ii
Introduction.....	2
Première Partie : de l'habiter au mouvement retour sur mon parcours	12
1 - 1993-1998 Observer la résidence secondaire	16
2 - 1994 à 2004 Entre enseignement, contrats de recherche et autofinancement.....	24
2.1 - 1994-1996 La tournée sur bois	26
2.2 - Gis-socio économie de l'habitat	28
2.3 – 1999-2003 Les datchas	32
2.4 – 2002-2003 Campagnes niçoises	37
2.5 – 2003-2005 Multirésidence et Périurbanisation : L'utopie rurale	38
3 - 2004 – 2008 Prise de poste à l'ENTPE : entre poursuite et découverte de nouvelles thématiques.....	42
3.1 – 2004-2008 Le séminaire Modes d'habiter.....	44
3.2 – 2004-2006 Indicateurs de bruit.....	46
3.3 – 2006-2008 La vie en deux : familles françaises et britanniques face à la mobilité géographique professionnelle.....	48
4 – Depuis 2008 Vers une socio-anthropologie du développement durable	58
4.1 - 2010-2011 Visiting scholar au département d'anthropologie de l'Université de San José : Aborder le développement durable	60
4.2 - La mise à l'épreuve de la théorie des pratiques	65
4.3 - Les modes d'habiter la durabilité : réflexions parallèles...	71

4.4 - Rebut, objets surnuméraires, déchets : cohabiter avec la surproduction, transformer les objets	74
5 - L'énergie : quelles questions pour les sciences sociales ?.....	86
5.1 - 2008 – 2010 Dépendance automobile et territoires périurbains : de nouvelles perspectives ? Recherche sur la Dombes et le bassin annécien.....	93
5.2 - 2010-2014 L'ANR TransEnergy : une comparaison entre les métropoles de Lille et de Lyon.....	96
5.3 - Suites des réflexions sur l'énergie	105
6 – Crises et changements à l'aune des mobilités	114
6.1 - Une approche épistémologique et empirique des changements dans les mobilités	120
6.2 - 2014-2016 Les évolutions de la mobilité des jeunes.....	126
6.3 - Appréhender le changement social : quels outils pour la sociologie et l'anthropologie ?.....	128
Conclusion.....	138
Deuxième partie : penser la relation entre l'habiter et la mobilité dans le monde contemporain.....	142
7 – Habiter le monde contemporain : les apports de l'anthropologie et de la sociologie	158
7.1 - Habiter : quelles définitions ?.....	161
7.2 - L'habitation des anthropologues	168
7.3 - De la sociologie urbaine au logement.....	177
8 – Théoriser les lieux et le mouvement dans l'habiter.....	192
8.1 - Qualifier la relation aux lieux : les échelles des modes d'habiter	195

8.2 - Qualifier la mobilité résidentielle : de stratégie à trajectoire	200
9 – Habiter en périurbain : la mobilité au quotidien	212
9.1 - Organiser le quotidien : l'influence d'un mode d'habiter sur l'emploi des femmes	215
9.2 - Organiser le quotidien : les enjeux de la mobilité quotidienne	226
10 – Habiter entre mobilité et immobilités : analyser les trajectoires résidentielles.....	240
10.1 - Les lieux de l'habiter.....	242
10.2 - Du style de vie au non choix : analyser les trajectoires de travailleurs mobiles.....	249
11 – Dédoubler sa résidence pour habiter le temps	262
11.1 - Faire famille, créer des liens	263
11.2 - Faire : rôle et place de l'action sur les lieux.....	268
11.3 - Habiter le temps	273
11.4 - Des ancrages pour mieux partir.....	280
12 – Habiter la mobilité : les travailleurs mobiles à l'épreuve des flux	298
12.1 - Se loger en mobilité.....	299
12.2 - Habiter le mouvement	313
12.3 - Vivre entre deux : résister pour donner sa place au temps	323
Conclusion	332
Prolongements Observer le monde contemporain au prisme des pratiques de récupération et de la relation à l'énergie.....	338
L'influence des systèmes socio-économico-politiques sur le quotidien	341

Apprentissage et évolution des routines quotidiennes	343
Contextes de comparaisons possibles	348
Bibliographie.....	350
Table des matières.....	402

